UNIVERSITY OF TORONTO.
THE KING ALFRED LIBRARY OF HISTORY
FOUNDED BY
GOLDWIN SMITH AND HARRIET SMITH
1901

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/recueildetrait04martuoft

Law
Internat
M376rf

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connaissance des relations étrangères

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus éstimés.

PAR

GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS.

TOME IV.

1808 — 1819 *inclusiv.*

Réimpression.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1880.

131491
19/2/14

Avis.

Les Tables chronologique et alphabétique de la première édition du Vol. IV., dont l'utilité a cessé depuis la publication de la Table générale en 1875 et 1876, n'ont pas été reproduites dans cette réimpression.

PRÉFACE.

Le présent IVeme volume du nouveau recueil renferme des supplémens aux trois volumes précédens depuis 1808 et la continuation jusqu'à l'année 1819 et inclusivement le recès général de Francfort du 20 Juillet qui sert de complément à l'acte du congrès de Vienne et aux negotiations de Paris.

Peu après que l'impression du IIIeme volume étoit terminée la bienveillance de plusieurs personnes qui s'interessent au succès de cet ouvrage m'a procuré divers traités, omis à regret dans les volumes précédens, et dont quelques uns n'ont été publiés qu'imparfaitement jusqu'ici. D'ailleurs j'ai donné dans le présent volume plusieurs pièces déjà antérieurement publiées mais qui avaient échappé à mes recherches.

Toute fois je ne me dissimule pas combien de lacunes restent encore à couvrir pour que le présent ouvrage puisse passer pour médiocrement complet, sans encore parler d'articles séparés et

secrèts que je n'aurais pas même été autorisé à publier avant que l'intention des puissances contractantes ne le permette. Il est des articles séparés que les circonstances engagent à tenir d'abord secrèts et quand celles-ci changent et que leur publication pourrait paraitre indifferente, le désir de satisfaire la curiosité du public n'est pas un motif assés sort pour s'écarter unilateralement d'un engagement pris, ou pour se tenir reciproquement quitte de la promesse une fois donnée; souvent ces articles après avoir été mis en execution n'ont plus d'intérêt pour les cabinets. De ce genre semblent être au moins plusieurs des articles secrèts ajoutés au premier traité de Paris du 30 Mai 1814. Les trois premiers ne sont connus que sommairement *) le 4eme ré-

*) Par le 1er article la France promet de reconnaitre le partage que les alliés feraient des contrées conquises ou cedées.

Le 2d article promet au Roi de Sardaigne un accroissement de territoire par la réunion des Etats de Gênes, avec stipulation que le port de Gênes serait libre; le tout sous la reserve des puissances alliées de conclure à cet égard un arrangement avec le Roi de Sardaigne.

Le 3e article est en partie rélatif à la libre navigation du Rhin et de l'Escaut. (Voyés sur ces trois articles SCHOELL, hist. abrégée T. X. p. 524.)

latif à la banque de Hambourg a été publié *), le 5eme rélatif aux renonciations du gouvernement françaises a cessé d'être secrèt **). Mais la totalité de ces articles est restée renfermée dans les cabinets.

Les procès verbaux tenus dans les conférences ne semblent également pas être primitivement destinés pour le public, non obstant qu'ils soient d'un grand secours pour l'étude de l'histoire et pour l'intelligence des traités qui les ont suivis.

Divers procès verbaux des ministres des 8 puissances signataires du traité de Paris, réunis au congrès de Vienne et qui ont été dressés depuis le 30 Oct. 1814 jusqu'au 12 Mai 1815

*) *Il est de la teneur suivante:* Le gouvernement français ayant offert par l'article secrèt de la convention du 23 Avril (N. R. T. I. p. 706) de faire rechercher et d'employer tous ses efforts pour retrouver les fonds de la banque de Hambourg, promet d'ordonner les perquisitions les plus sevères pour decouvrir les dits fonds et de poursuivre tous ceux qui pourraient en être détenteurs.

**) *Il est de la teneur suivante:* La renonciation du gouvernement français contenue dans l'art. XVIII. s'étend nommément à toutes les reclamations qu'il pourrait former contre les Puissances alliées à titre de dotations, de donations, de revenus, de la légion d'honneur, de senatoreries, de pensions et autres charges de cette nature.

ont été publiés par Mr. Klober dans ses actes du congrès T. II. VIII. p. 84—120. T. VII. p. 145 etc.

Une partie seulement des procès verbaux de Paris de 1815 a été publiée, et ceux d'entre eux qu'une publication antérieure m'autorisait à donner, ont été insérés dans le 2d volume du nouveau recueil.

J'ai cru devoir en user de même par rapport aux Conférences d'Aix la Chapelle, en ne donnant que ce qu'il était dans l'intention des puissances de faire parvenir à la connaissance du public. Le reproche de l'imperfection d'un ouvrage est moins sensible que celui d'une indiscretion.

Comme dès le commencement de mon recueil j'y ai fait entrer aussi les conventions sur l'abolition du droit d'aubaine et de celui de détraction j'ai cru devoir insérer dans le present volume ceux qui ont eu lieu depuis 1808, en tant qu'ils n'avaient pas encore été donnés dans les 3 premiers volumes. on les trouve p. 39—68. En rapprochant ces traités, leur similitude m'a souvent mis à même d'abréger par le moyen de renvois. Je dois pourtant m'accuser de l'omission de la déclaration Prussienne du 25 Oct. 1817 portant que dans le rapport avec la Suisse l'abolition du droit de détraction déjà stipulée par la convention de 1812 (Suppl. T. V. p. 404) a

été étendue mutuellement à toutes les possessions actuelles de la Prusse et de la Suisse *).

*) Cette declaration se trouve dans *Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten* 1818. n. 1. p. 1; elle est de la teneur suivante:

Die Königl. Preussische Regierung und die Schweizerische Eidgenossenschaft sind mit einander übereingekommen und erklären hiermit: dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königlich Preussischen Staaten in die Schweiz, und aus der Schweiz in die Königlich Preussischen Staaten erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Commünen oder Patrimonial-Gerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb im Jahre 1812 zwischen S. M. dem Könige von Preussen und der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossene Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige resp. Königlich Preussische und zur Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörige Lande Anwendung finden soll, dass mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königlich Preussischen und zu der Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörigen Landen, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den anderen Staat in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

J'ai hésité si je devais faire entrer aussi dans le présent volume les cartels et les conventions d'étappes, dont surtout la Prusse a conclu un grand nombre depuis 1815. Cependant comme plusieurs d'entre eux ont été conclus en execution des stipulations de l'acte du Congrès de Vienne ou des traités qui lui servent d'annexes, j'ai cru devoir donner en entier les plus importans, en supprimant plusieurs autres, ou en les citant avec renvoi. On les trouve p. 282—379.

Je n'ai point pu donner en entier le traité signé entre l'Espagne et les États-Unis d'Amerique en 1819 sur la cession des Florides, vu que la ratification de la part de l'Espagne manque encore. Celle de la part des États-Unis a eu lieu en Févr. 1819 et alors ce gouvernement en a fait insérer dans les journaux Américains la

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königlich Preussischen Ministerium und von Seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich ist diese Erklärung mit dem Königlichen Insiegel bedruckt, und von mir, dem Staatscanzler, unterzeichnet worden.

Berlin, den 25. October 1817.

(L. S.) *C. Fürst* v. HARDENBERG.

suivante esquisse qu'on peut donc considerer comme officielle. (v. Journal de Francfort 1819. n. 44. 93. 122.)

Art. I. Les Florides sont cédées en entier aux États-Unis. La cession comprend tout le territoire Espagnol à l'est du Mississipi, et les îles adjacentes qui dépendent de ces provinces.

Art. II. La limite occidentale commence à l'embouchure de la Sabine, s'étend vers le nord le long de la rive occidentale de la dite rivière, jusqu'au 22e degré de latitude; de là dans une ligne plein nord, jusqu'à ce qu'elle traverse le Rio Roxo, ou la rivière Rouge; puis le long du Rio Roxo, jusqu'au 100e degré de longitude ouest de Londres, et au 32e de Washington; de là dans une ligne plein nord à la rivière de l'Anathas, jusqu'à sa source latitude 42; puis sur cette parallèle de latitude jusqu'à la mer du Sud. On s'en est référé dans le traité à la dernière carte de Melish, édition du 1 Janvier 1818; vous n'aurés pas de peine à suivre la ligne.

Art. III. Le 24 Janvier 1818 est le jour fixé pour règler la validité des cessions faites par les autorités espagnoles. Toutes celles qui sont antérieures à ce jour sont déclarées valides par le traité, et toutes celles d'une date subséquente sont nulles.

Art. IV. Les États-Unis et l'Espagne renoncent mutuellement à toutes reclamations pour cause de pertes soit nationales soit particulières, antérieurement à la signature du traité.

Art. V. Les États-Unis se chargent du payement des reclamations de leurs citoyens jusqu à la concurrence de 85 millions de dollars; la vérification en sera faite par des commissaires nommes par le président.

Art. VI. L'ancien traité) rélatif aux limites et à la navigation demeurera en force, à l'exception des changemens y apportés par les dispositions du présent traité.*

Art. VII. Pendant l'espace de 12 années, les vaisseaux espagnols auront une préférence, à l'exclusion de ceux de toute autre nation, dans les ports de Pensacola et de St. Augustin.

Signé par Don Onis de la part de l'Espagne et par M. Monroe de la part des États-Unis.

La table chronologique et alphabétique jointe au présent volume facilitera les moyens de completter par elle les tables générales jointes au IIIeme volume afin d'épargner la peine d'une double recherche dans deux volumes differens.

À Francfort ce 20 Septembre 1819.

*) Sans doute celui du 27 Octobre 1795, qu'on trouve dans m. Recueil T. VI. p. 561.

E R R A T A.

Du Tome III. du nouveau recueil.

Pag. 1	ligne 5. (d'embas)	au lieu de:	Majesty's	lisés:	Majesty
2	— 1.	—	betreated	—	be treated
4	— 16.	—	prosecudet	—	prosecuted
5	n. 1. l. 8.	—	sed	—	set
6	ligne 17.	—	prosecudet	—	prosecuted
8	— 3 (d'embs)	—	in	—	is
18	art. XXI. l. 4.	—	effecteés	—	effectées
—	art. XXIII. l. 1.	après	Empereur	ajoutés	d'Autriche
19	art. 11. ligne 2.	au lieu de	patente	lisés:	patent
21	inscript. — 5.	—	de Bade	—	du Bain
—	texte ligne 14.	—	etablie	—	établi
26	ligne 17.	—	leur	—	leurs
28	ligne 4. (d'embas)	—	departemunt	—	departement
31	ligne dernière	—	cedées	—	cedée
74	art. 3. ligne 3.	après	Amorbach	ajoutés:	et Heubach
—	art. V. ligne 1.	au lieu de:	c'engage	lisés:	s'engage
76	art. VIII. ligne 14.	—	Korstheim	—	Kostheim
—	— IX. ligne 4.	—	Août	—	Avril
77	ligne 3. (d'embas)	—	autorisés	—	autorités
81	art. XXII. ligne 14.	—	regardée	—	regardé
—	ligne 3. (d'embas)	—	Kessois	—	Hessois
84	ligne 6. (d'embas)	—	Neyvelt	—	Nyevelt
86	art. IX. ligne 2.	—	aven	—	avec
91	texte ligne 7.	—	rendant	—	rendent
94	ligne 2. (d'embas)	—	en consentée	—	et consentie
114	ligne 8. (d'embas)	—	cononicas	—	canonicas

Pag. 116	ligne 1.	au lieu de:	Majestus	lisés:	Majestas
118	ligne 5. (d'embas)	—	Parochiala	—	Parochialia
122	ligne 16.	rayés le second vel			
124	art. XVI. l. 3.	au lieu de:	obrogata	—	abrogata
140	ligne dernière	—	Fizarro	—	Pizarro
145	ligne 7. (d'embas)	—	es	—	er
173	ligne 5. (d'embas)	—	cassirenden	—	cessirenden
176	texte ligne 6.	—	Kriegsangelegenh.	—	Kreisangelegenheiten
187	ligne 2. (d'embas)	—	des	—	de
189	art. X. ligne 2.	—	reservée	—	reservés
194	ligne 9. (d'embas)	—	Leuresement	—	heureusement
217	ligne 3.	—	qui	—	que
227	inscr. ligne 5.	—	privé	—	privée
236	art. V. ligne 1.	—	dispoible	—	disponible
243	ligne 3.	—	tennes	—	tenus
263	art. X. ligne 2.	—	Geistlicher	—	Geistlichen
268	art. I. ligne 5.	—	carrving	—	carrying
270	art. V. ligne 1.	—	marchant	—	merchant
272	art. VIII. ligne 10.	—	Algarine	—	Algerine
287	inscr. ligne 6.	—	signée	—	signées
310	n. 2. ligne 7.	—	Mufftiug	—	Muffling
329	l. 3. (d'embas)	—	auf	—	auch
347	l. 2 (d'embas)	*rayés les mots:* der Fortifications ausschliessend			
350	ligne 9.	au lieu de:	des	lisés:	das
379	ligne 12.	—	bn	—	an
390	art. XXVI. l. 5.	—	Meuenkirchen	—	Neuenkirchen
394	art. XXXIV. l. 4.	—	Partonatrechte	—	Patronatrechte
399	art. IV. ligne 13.	—	jodoch	—	jedoch
655	art. VI. ligne 6.	—	Lauenburgischen	—	Lüneburgischen

Erreurs dans la table chronologique.

1772 6 Mai après K. 11. 309. ajoutés: b. II. 37.

1777 27 Av. lisés: 27 Août (même faute à corriger dans la tab. alph. sous Hollande et Waldek.)

1779 18 juin lisés: 15 Juin (même faute à corriger dans la tab. alphab. sous France).

1780 9 Juil. au lieu de: b. III. 191. lisés: b. III. 189 (même faute à corriger sous Russie).

1781 13 Janv. au lieu de b. III. 245 lisés: b. III. 153 (même faute à corriger dans la tab. alphab. sous Hollande).

—— 1 Juin au lieu de b. III. 242 lisés: b. III. 342.

1782 après Janv. ajoutés

9 Mai Extrait du concordat entre le S. Siège et la Lombardie Autrichienne b. III. 388 (même omission à ajouter dans la table alphab. sous *Autriche* et sous *Pape*).

—— à la fin ajoutés:

12 Déc. Ord. *de* l'Emp. d'Autr. sur la police des mers dans les Pays-Bas. b. III. 297.

1784 24 Févr. au lieu de b. III. 725 lisés: b. III. 720.

1786 Mars au lieu de b. II. 215 lisés: b. II. 211.

1793 25 Mars — V. 144. — V. 114.

—— 8 Oct. lisés: 5 Oct.

1795 17 Mai au lieu de: VI. 203 lisés: VI. 503.

1798 17 Oct. au lieu de: VII. 279 lisés: VII. 229. (même faute à corriger dans la table alphab. sous *Autriche* et *Suisse*).

1800 5 Janv. l'allegation des art. 14. 15 et 16. doit être supprimée et placée sous 1801. 29 Août; (même changement à faire dans la table alphab. sous France et Hollande).

1802 Août au lieu de S. III. 630 lisés: S. III. 360.

1803 3 Avr. doit être placé sous 1801.

1803 6 Avr. après Congresses ajoutés: H. X. p. 183.

1806 13 Jan. au lieu de S. IV. 391 lisés: S. IV. 291.

1806 31 Dec. L'allegation VI. 353. n'est pas celle de mon recueil mais celle des: State papers.

1807 10 Oct. L'allegation S. IV. 463 lisés: S. IV: 468.

1808 17 Sept. -- — S. V. 13. lisés: S. V. 139.

1809 16 Mars lisés 1810 16 Mars et corrigés la même faute sous France et Hollande.

1809 25 Mai au lieu de France et Westphalie lisés: Saxe et Westphalie; corrigés la même faute dans la table chron. alphab. sous ces puissances.

1810 14 Jan. au lieu de S. V. 285. lisés: S. V. 235.

—— 13 Dec. — S. V. 376. — S. V. 346.

1813 6 Juil. — S. V. 571. — S. V. 573.

1813 Nov. au lieu de: S. V. 638. lisés: S. V. 632.

1815 28 Mai — S. VI. 310. — S. VI. 315.

—— 8 Juin l. 3. avant la parenthèse mettés en marge S. VI. 353 et 369. La parenthèse qui suit embrasse toutes les allégations des deux pages suivantes qui auraient du être imprimées en caractères italiques et ne sont que des allégations d'autres ouvrages; elle ne se termine qu'avant l'Acte final du congrès.

—— 10 Juin. Convention etc. *ajoutés l'allegation* (*qui manque*) S. VI. 459.

NB. La plupart de ces fautes ne se trouvent pas dans la table alphabétique. Par contre on doit corriger dans celleci ce qui suit:

Sous *Amérique* après 1805 Mars on doit inscrire de 1806 le traité du 31 Dec. avec l'Angl.

1.

*Traité de commerce entre le Royaume d'Italie et celui de Bavière, signé à Milan le 2 Janvier 1808 *).* 1808 2. Janv.

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Bavière également animés du désir de faire jouir leurs peuples du Royaume d'Italie et du Royaume de Bavière des avantages, dant les rendent succeptibles la position des états respectifs et les rapports de bon voisinage et d'amitié, qui existent entre eux, ont résolu de régler par un traité les bases et les objets les plus essentiels de leurs relations commerciales. A cet effet ils ont nommé: savoir. — S. M. l'Emp. des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin, S. Exc. M. Joseph Prina, Grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne de fer, Grand-Aigle de la légion d'honneur, Son Ministre des finances d'Italie etc. — S. M. le Roi de Bavière, S. Exc. Ms. Maximilian Joseph Baron de Montgelas, Grand-Croix de l'ordre de St. Hubert, Grand Cordon de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, Son Ministre d'Etat et des conférences au Département des affaires étrangères. — Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus, sauf l'approbation de leurs Souveraines des articles suivans:

*) Ce traité n'a pas été ratifié; mais il n'est pas sans intérêt d'en connoître les stipulations projettées.

1808 Transit par la Bavière.

Art. I. Les productions et marchandises, qui seront introduites du Royaume d'Italie dans celui de Bavière en transit avec destination pour d'autres états, ou qui viendront des autres états en transit par le Royaume de Bavière, avec destination pour le Royaume d'Italie, ne seront assujetties dans le Royaume de Bavière qu'au payement de la moitié du droit de transit.

Transit par l'Italie.

Art. II. Et réciproquement les productions et marchandises, qui seront introduites du Royaume de Bavière dans le Royaume d'Italie, en transit avec destination pour d'autres états, ou qui viendront de l'étranger en transit par le Royaume d'Italie avec destination pour la Bavière, ne seront assujetties dans le Royaume d'Italie qu'au payement de la moitié du Tarif de transit général, annexé au Tarif général italien du 22 Decbr. 1803.

Transit pour Venise.

Art. III. Les marchandises venant du port franc de Venise en transit par le Royaume d'Italie, avec destination pour la Bavière, comme aussi les marchandises venant de la Bavière et dirigées à l'étranger par la voye du port franc de Venise, seront exemptées dans le Royaume d'Italie de tout payement de droit de transit.

Exception.

Art. IV. Ne seront admises à jouir des avantages des articles 2. 3. les marchandises étrangères venant de la Mer adriatique, qui emprunteraient le territoire Italien, pour passer outre, sans toucher au Port franc de Venise.

Bâtimens étrangers.

Art. V. Pourra aussi le Gouvernement Italien, pour favoriser les transports, qui seraient faits par les bâtimens nationaux, faire des exceptions à la règle ci-dessus, en imposant un droit plus fort à ce qui sera importé par le Port franc de Venise par des Bâtimens étrangers.

Terme de ces arrangemens.

Art. VI. Ce qui a été ci-dessus établi pour les marchandises venant du Port franc de Venise, ou qui y seraient adressées, aura lieu jusqu' à la mise en activité du dit Port, pour les marchandises venant de la Douane actuelle de la dite Ville, ou qui y seraient assujetties.

Blédé.

Art. VII. Dans tout le temps il sera permis d'exporter du Royaume d'Italie pour la Bavière des blés

de toute espèce moyennant le payement de la moitié du droit actuel d'exportation, et au cas que ce droit d'exportation ou de transit des blés serait augmenté par une disposition générale, la dite augmentation ne pourra être appliquée qu'à l'excedant de la consommation de la partie du Tyrol, qui est dans l'usage de s'approvisionner de blé dans les marchés du Royaume d'Italie. La quantité nécessaire de la dite consommation sera déclarée et réglée par les deux Gouvernemens dans une mesure abondante en raison de la population. 1808

Art. VIII. Le Royaume d'Italie accordera à la Bavière préférablement à d'autres états étrangers l'exportation du fer, Zinc ou Colamine, Cuivre, si cependant c'est pour la partie des dits produits, que le Gouvernement Italien reconnaitrait compatible avec des besoins intérieurs de l'état, dans ce cas le droit d'exportation sera à la moitié de celui, établi par le Tarif actuel; il sera même reduit pour le Zinc au tiers du droit, porté par le dit Tarif. Exportation de mineraux.

Art. IX. La Bavière de Son côté laissera libre en tous temps l'exportation pour le Royaume d'Italie, des boeufs, brebis et moutons, Chevaux et bestiaux de toute espèce, ainsi que du bois tant de chauffage que de construction et du charbon, sans aucune restriction et moyennant le payement d'un droit unique, qui ne pourra dans tous le cas et temps excéder les mesures suivantes: Bestiaux.

Fagots	1 1/2	pour cent de la valeur bois
mou de chauffage	2	pour Cent
bois dur	3	pour Cent
bois mou de construction de toute longueur et grosseur	7	pour Cent
bois dur de C. de t. l. et gr.	9	pour Cent
les bestiaux de toute espèce	1	pour Cent

Sont exceptés les boeufs, vaches et chevaux, qui payeront — 1 1/2 pour Cent.

Art. X. La quantité de vin, que la Valteline était en usage d'importer annuellement dans la Vallée de l'Inn supérieur, continuera à y être importée en payant les droits d'entrée réglés par le tarif du Tyrol du 14. Août 1786. La dite quantité sera déterminée Vins.

1808 en prenant pour base le terme moyen de neuf années, écoulées depuis 1786, jusqu'au commencement du 1796.

Les vins, que les pays ci-devant Vénitiens étaient dans l'usage d'importer dans Primiero, Pusteria, Valle de Ledro et Indicarie, en vertu des actes rappellés dans le dit Tarif du 14. Août 1786. continueront à y être importés dans la quantité déterminée par le dit acte, moyennant le payement des droits réglés par le même Tarif.

Il sera libre à l'administration des douanes Bavaroises de prendre des précautions convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Autres marchandises.

Art. XI. Les autres productions et marchandises venant des deux Royaumes, ainsi que toutes celles, qui viendraient de l'étranger en transit pour les deux Etats, et qui ne sont, ou ne seront pas prohibées par une loi générale y entreront librement moyennant le payement des droits, qui sont et seront établis par les tarifs respectifs.

Magazinage.

Art. XII. Les productions et marchandises venant de l'un des deux Royaumes à l'autre, tant pour y être consommées, que pour passer à l'étranger, ne payeront que la moitié des droits de garde et de magazinage, qui sont ou pourront être établis dans les deux Etats pour les marchandises venant d'autres pays.

Cas du passage par des états tiers.

Art. XIII. Les dispositions ci-dessus auront aussi lieu dans les cas, que les marchandises et productions ne seraient importées directement de l'un des deux Etats dans l'autre, mais qu'elles dussent, pour y arriver, toucher à quelque point le territoire étranger, sauf les précautions à prendre pour prévenir les substitutions frauduleuses.

Commun directes.

Art. XIV. Les deux Gouvernemens se concerteront et prendront les mesures qu'ils jugeront les plus convenables, pour que les communications entre les deux Royaumes soyent autant que possible les plus directes.

Traitement comme les plus favorisés.

Art. XV. Aucun privilége d'importation, d'exportation et transit, ne pourra être maintenu ni accordé dans l'un des deux états à l'avantage d'un Etat étranger, sans le rendre commun à l'autre Royaume pour la même quantité de marchandises et pro-

ductions, aucune exemption ou diminution des droits ne pourra de même être maintenue ni accordée dans l'un des deux Royaumes à l'avantage d'un Etat étranger au préjudice des facilités et préférences établis dans le présent traité à l'avantage de l'un des deux Etats contractans. Ne seront point censées comprises dans le présent article les dispositions particulières sur le commerce régulier, qui ont, ou pourraient avoir lieu entre l'Empire Français et le Royaume d'Italie. **1808**

Art. XVI. Les dispositions du présent Traité, concernant l'exportation et le transit entre les deux Etats, ne seront pas applicables aux sels, aux tabacs, aux poudres et salpêtres, ni généralement à tout autre article, qui constituerait une branche des droits privatifs, reservés au Gouvernement et là dessus on s'en tiendra réspectivement aux réglemens généraux des deux états. **Exception pour les sels tabacs etc.**

Art. XVII. La défense de l'importation ou du transit des marchandises provenant directement ou indirectement des fabriques ou du commerce de l'Angleterre, sera maintenu dans les deux Etats jusqu'à ce qu'il soit autrement pourvu en suite des dispositions de S. M. l'Emp. des Français, etc. etc. **Marchand. anglaises.**

Art. XVIII. Et comme afin de se garantir d'avantage contre toute importation frauduleuse des marchandises anglaises, il est établi par le règlement du Royaume d'Italie, que les marchandises d'une qualité determinée doivent être reputées Anglaises, quelque soit leur origine, à moins qu'elles ne viennent de France, S. M. l'Empereur, pour donner à S. M. le Roi de Bavière un temoignage spéciel de l'intérêt qu'elle prend à la prospérité du commerce de ses Etats, consent à ce que les marchandises de la dite qualité, provenant des fabriques du Royaume de Bavière, soyent admissibles dans le Royaume d'Italie, comme si elles venaient de France, à la charge du payement des droits de Douane et de l'exécution rigoureuse des formes et des mesures, qui sont, et seront établis à l'effet de justifier l'origine des dites marchandises. **Faveur des fabriques en Bavière.**

Art. XIX. Les mêmes précautions seront prises et observées à la rigueur dans les deux Etats à l'effet d'empêcher, que sous le prétexte du transit de marchandises, venant des Etats amis ou neutres, il ne soit point commis d'abus au préjudice de la défense **Empêchement de fraude.**

1808 des marchandises Anglaises, ainsi que pour empêcher toute substitution des marchandises étrangères à celles des deux Royaumes, qui se trouvent spécialement favorisées par les stipulations du présent traité.

Droit unique.

Art. XX. Pour l'importation, l'exportation et le transit, on ne pourra exiger en général dans les deux Etats qu'un droit unique à la frontière respective.

Ce droit sera unique et uniforme pour chaque cathégorie des marchandises et productions, et comme le droit de transit pour le Royaume de Bavière est sur le point d'être réglé en raison des distances, il est convenu, que même dans la distance la plus forte la moitié du droit, auquel seront assujetties les productions et marchandises venant du Royaume d'Italie, ou qui y seraient adressées, ne pourra excéder le montant du droit général de transit, fixé par le Tarif actuel du Royaume d'Italie respectivement dans chacune de ces classes.

La même disposition aura lieu dans le Royaume d'Italie en faveur des productions et marchandises, venant du Royaume de Bavière, ou qui y seraient adressées.

Gabelles intermédiaires.

Art. XXI. Les gabelles intermédiaires entre les provinces et districts intérieurs des Etats, comme aussi tous les droits privatifs ou priviléges de recevoir, transporter, d'expédier et vendre les marchandises et productions de l'un à l'autre ètat, quelque soit la nature, l'origine et la dénomination des dites gabelles et droits, s'il en subsiste encore, seront indistinctement abolis et supprimés à la charge du Gouvernement territorial.

Péages de terre et d'eau.

Art. XXII. Pourront néanmoins les transports des marchandises être assujettis dans les deux états au payement des droits de péage de terre et d'eau, mais ces droits, soit qu'ils appartiennent au Gouvernement, ou aux Communes, seront les plus modérés possible et doivent être combinés entre les deux Gouvernemens de manière à garder une proportion exacte entre les deux Etats, calculée d'après les distances et la dépense nécessaire pour l'entretien des chemins, ponts et canaux. Les bureaux de perception des dits droits seront les moins nombreux que possible, et à

moins que des considérations majeures ne s'y opposent, les payemens des dits droits seront réunis dans un payement et bureau unique de perception. 1808

Art. XXIII. Les deux Gouvernemens s'engagent à faire réparer, améliorer et entretenir en bon état les voyes de terre et d'eau, qui seront jugées les plus propres à rendre les communications commerciales entre les deux états faciles, courtes et sûres dans toutes les saisons de l'an autant que possible. Entretien des voyes.

Art. XXIV. Les dispositions du précédent article seront particulièrement appliquées: Spécialement.

1. à la route, qui du pays de Vicence, en passant par Schio, tombe sur Roveredo, et en attendant que cette route soit achevée, ou reparera convenablement la route attachée de Bassano à Trente.
2. à la grande route de poste de Verona à Trente.
3. à une nouvelle, qui, en passant par la Valteline, gagnera la frontière du Tyrol.
4. à la navigation de l'Adige.
5 aux chemins, qui se réunissent de part et d'autre aux voyes de terre et d'eau ci-dessus mentionnées dans chacun des deux Etats.

Le tout est toujours dans la vue d'y faciliter les transports et communications tant à l'intérieur que pour l'étranger.

Art. XXV. Toutes les provinces, qui actuellement font ou feront partie du Royaume d'Italie, et du Royaume de Bavière, sont et seront comprises dans le présent traité. Etendue du traité.

Art. XXVI. Les sujets du Roi d'Italie jouiront dans le Royaume de Bavière et réciproquement les sujets de Bavière jouiront dans le Royaume d'Italie relativement aux successions, acquisitions et contrâts de tous les droits, dont jouissent les sujets respectifs dans leur pays. Egalité avec les sujets quant aux succession etc.

Art. XXVII. L'interprétation, à la quelle pourrait donner lieu quelqu'un des articles du présent traité, comme aussi les arrangements ultérieurs, qui pourroient se rendre nécessaires en conséquence des variations de confins, ou de réglement des douanes, tant dans l'intérieur que dans l'étranger limitrophe, Interprétation.

1808 seront réglés d'après les principes du présent traité, qui sont déclarés être la plus grande faveur à donner aux importations et exportations réciproques des productions et marchandises originales des deux Etats, et l'exclusion de toute concurrence des états et ports étrangers, préjudiciable au commerce de transit des Etats contractans.

Terme de 10 ans.

Art. XXVIII. Les deux Gouvernemens exécuteront et feront exécuter les dispositions du présent traité de bonne foi pour le terme de dix ans, à commencer du 1er jour de Janvier 1808. Ce terme échu le traité sera censé prolongé de cinq ans à cinq ans, à moins qu'il n'y ait déclaration contraire de l'une de deux parties.

Ratification.

Art. XXIX. Le présent traité sera soumis à l'approbation et ratification de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la confédération du Rhin, et de S. M. le Roi de Bavière, et aura son exécution 25. jours au plus tard après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Milan.

Fait double à Milan le deuxième jour du mois de Janvier 1808.

(L. S.) J. Prina.

(L. S.) Montgelas.

Articles séparés.

Tabacs.

Art. I. Les bureaux des douanes sur les confins Bavarois ne pourront laisser passer en transit des tabacs, tant ouvrés, qu'en feuilles, à la destination des Cantons helvétiques, des Grisons et du Tesin, à moins que pour y arriver, ils n'eussent à emprunter nécessairement le territoire du Royaume d'Italie.

Abolition de privilèges.

Art. II. En exécution de l'article 21. du traité aura lieu immédiatement l'abolition du privilège Profs de Roveredo et le Dazio Castelbarco.

Marchandises favorisées.

Art. III. Seront exceptés de la règle générale, établie par l'art. 11. du Traité, les soies et soieries

de toute espèce, les huiles, les fruits secs et verds, les poissons salés, les savons, les sucres raffinés, les verres et verreries, lesquels articles jouiront en entrant dans la Bavière de la diminution du cinquième des droits portés par le nouveau Tarif, et du coté du Royaume de Bavière les couvertures de laine fine, les tapis, portés au Tarif italien sous la dénomination *Tapetii di spalere* et *spalera di lana*, *o filo et lana*, les quinquailleries ordinaires, portés au Tarif sous la cathégorie de *Astucci ordinari* et les articles de bois ouvré, payant actuellement dix livres de Milan par quintal, lesquels jouiront, en entrant dans le Royaume d'Italie, de la diminution d' $^1/_5$ des droits fixés par le Tarif italien. 1803

Art. IV. Le présent traité sera tenu secret jusqu'à ce que les deux Gouvernemens le jugent convenable, ce qui n'empêchera point, qu'il ne soit exécuté suivant sa forme et teneur. Secrèt.

Art. V. Les présents articles séparés seront censés faire partie du Traité principal, et auront la même force et valeur, que s'ils y étaient insérés mot-à-mot. Valeur des artt. sepp.

En foi de quoi les soussignés Ministres plénipotentiaires y ont apposé leur signature et cachet de leurs armes.

(L. S.) Prina.

(L. S.) Montgelas.

2.

1808 *Actes d'accession à la confédération du Rhin de la part des Ducs de Mecklenbourg-Strelitz, de Mecklenbourg-Schwerin, et de Oldenbourg 1808* *).

1.

18. Févr. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Strelitz portant accession de celui-ci à la confédération du Rhin; signé à Paris le* 18. *Février* 1808.

(Winkopp *rheinischer Bund.* 6r Band p. 320—322).

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi de l'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Altesse Sérénissime le Duc de Mecklenbourg-Strelitz voulant règler ce qui concerne l'admission de Sa dite Altesse dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mrs. Jean Baptiste Nompère de Champagny, Ministre des rélations extérieures, Grand-aigle de la légion d'honneur, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer, Grand-croix de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joseph de Würzbourg. Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz, Mrs. Jean Comte de Schlitz, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Grand-Doyen du Chapitre de Colberg; lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit.

*) Tous les actes d'accession à la confédération du Rhin signés 1806 et 1807 se trouvent dans le 4eme volume des supplémens; pour completter ces actes j'insère ici les trois derniers, qui sont de l'an 1808 et qui m'ont échappés lors de la redaction du 5eme volume des supplémens, où ils auraient dû entrer d'après la date de leur signature.

1808

Art. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz accede au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris le douze Juillet mil huit cent six, et par cette accession, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité. Accession.

Art. II. S. A S. siégera dans le collège des Princes. Son rang dans ce collège sera reglé par la diète. Siége à la diète.

Art. III. Il ne pourra, sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage, par les états de S. A. S., à aucunes troupes à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la confédération. Passage de troupes.

Art. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de S. A. S., pleinement assimilé à l'exercice du culte luthérien, et les sujets des deux religions jouiront, sans restriction, des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissance actuelle des biens des églises. Culte Catholique.

Art. V. Le contingent du Duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour le cas de guerre, sera de quatre cent hommes d'infanterie. Contingent.

Art. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le delai de cinq semaines. Ratification.

Fait double à Paris le dix-huit Février, mil-huit-cent-huit.

(L. S.) F. B. *Nompère* Champagny.

(L. S.) I. *Comte* de Schlitz.

2.

Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Schwerin portant accession de celui-ci à la confédération du Rhin, signé à Paris le 22. Mars 1808. 22. Mars.

(Winkopp *rheinischer Bund.* 8r Band p. 158—160).

Napoléon par la grace de Dieu et les Constitutions Empereur des Français, Roi d'Italie et Protec-

1808 *teur de la confédération du Rhin: ayant vu et examiné le traité conclu, arrêté et signé à Paris le 22. Mars* 1808. *par Mr. Champagny, Notre ministre des rélations extérieures, grand-cordon de la légion d'honneur etc. en vertu des pleins pouvoirs, que Nous lui avons conférés à cet effet avec Mr. le Baron de Bosset, Maréchal de la Cour, et Envoyé extraordinaire de S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, également muni de pleins-pouvoirs, duquel traité la teneur suit.*

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Altesse Sérénissime le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, voulant régler ce qui concerne l'admission de Sa dite Altesse dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mr. *Jean Baptiste Nompère de Champagny*, Ministre des rélations extérieures, grand aigle de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joseph de Würzbourg;

Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin Mr. *Georges François de Bosset*, Son Maréchal de la Cour et son Envoyé extraordinaire;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus, de ce qui suit.

Accession. Art. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin accède au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris, le douze Juillet mil huit cent six, et par cette accession, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et d'alliance de la même manière, que s'il eût été partie contractante au traité.

Siége à la diète. Art. II. S. A. S. siégera dans le collège des Princes; son rang dans le collège sera reglé par la diète.

Passage de troupes. Art. III. Il ne pourra sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage par les états de S. A. S. à aucunes troupes, à aucun corps, ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la confédération.

ART. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de S. A. S. pleinement assimilé à l'exercice du culte luthérien et les sujets des deux religions jouiront sans restriction des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises. 1808. Culte catholique.

ART. V. Le Contingent du Duché de Mecklenbourg-Schwerin pour le cas de guerre sera de dix-neuf-cent hommes. Contingent.

ART. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le delai de six semaines. Ratification.

Fait double à Paris le vingt-deux Mars mil huit-cent-huit.

Signé: CHAMPAGNY. DE BOSSET.

Avons approuvé et approuvons le traité ci-dessus en tous et chacun des articles, qui y sont contenus, declarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé et promettons qu'il sera inviolablement observé, en foi de quoi Nous avons donné les présentes, signées de notre main, contre-signées et munies de notre sceau Impérial.

à Bayonne le 24. Avril 1808.

NAPOLÉON

Le Ministre des relations extérieur
CHAMPAGNY.

Par l'Empereur
Le Ministre-Secretair d'Etat
Huguet B. MARES.

Vu par Nous Vice-Grand-Electeur, Grand-Chambellan, faisant les fonctions d'Archi-Chancellier d'Etat.

(*L. S. J.*)

3.

1808 14. Oct. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Holstein-Oldenbourg portant accession de celui-ci à la confédération du Rhin, signé à Erfurt le* 14. *Octobre* 1808.

(Winkopp *der rheinische Bund*, T. X. p. 150).

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg,

Voulant régler ce qui concerne l'admission de Son Altesse Sérénissime dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin le Sieur Jean Baptiste de la Bernardière, Chef de la Division politique du Nord au Ministère des relations extérieures, membre de la légion d'honneur,

Et Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg, son conseiller privé et Ministre Hans Detlef Br. de Hammerstein,

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Accession. Art. I. Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg accède en sa qualité de Prince régnant de Lubeck et comme administrateur régnant du Duché d'Oldenbourg au Traité de confédération et d' alliance conclu à Paris le 12. Juillet 1806, et par son accession il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité.

Siége à la Diète. Art. II. Son Altesse siégera dans le Collège des Princes, et son rang dans ce Collège sera determiné par la Diète.

Passage de troupes. Art. III. Il ne pourra sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas, et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage par les états de Son Altesse Sérénissime à aucune troupe, à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la dite confédération.

1808 Culte catholique.

Art. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de Son Altesse Sérénissime pleinement assimilé au culte lutherien, et les sujets des deux religions y jouiront sans restrictions des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises.

Interpretat. de l'art. V. du tr. de Fontainebleau.

Art. V. Sa Majesté Imperiale et Royale declare, que par l'art. V. du traité de Fontainebleau *) Elle n'a entendue ceder au Roi de Hollande, que les droits de souveraineté du Comte de Bentinck, n'ayant voulu porter aucune atteinte à ceux qui pouvaient appartenir à Son Altesse Sérénissime le Duc de Oldenbourg.

Contingent.

Art. VI. Son Altesse Sérénissime, vu la position de Son Duché sur la mèr et l'étendue des côtes qu'Elle a à garder, fournira pour le cas de guerre un contingent de huit cent hommes d'infanterie.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Fait double à Erfurt le quatorze Octobre mil-huit-cent-huit.

(*Signé*): J. B. Bernardière.
(L. S.)
(*Signé*): H. D. Bn. de Hammerstein.
(L. S.)

3.

30. Mai.

Substance d'un traité de subsides conclu entre S. M. Britannique et S. M. le Roi Ferdinand de Sicile, signé à Palerme le 30. Mai 1808.

(*Gazette de Leyde*, 1808. N. LXV).

L'amitié sincère et constante qui subsiste entre les deux Puissances sera maintenue.

Art. II. Les parties contractantes s'engagent à se fournir mutuellement contre la France tous les secours possibles.

Art. III. Le Roi de Sicile s'oblige à ne faire prélever aucun droit sur tous les objets d'approvision-

*) Traité de Fontainebleau du 11 Nov. 1807. entre l'Emp. des Français et le Roi d'Hollande V. Suppl. T. IV. p. 485.

1808 nement et l'armement militaire et naval, dont auraient besoin les troupes de S. M. Britannique, stationnées dans les forteresses de la Sicile, et tous les vaisseaux de guerre de S. Majesté qui se trouvent dans la méditerranée.

Art. IV. La même exemption est étendue aux vaisseaux de S. M. Britannique stationnés à l' Ile de Malte.

Art. V. Les bâtimens anglais, pris par un ennemi quelconque de l'Angleterre, ne seront point admis dans les ports de la Sicile.

Art. VI. Les ports de la Sicile seront ouverts pendant cette guerre à toutes les escadres de S. M. Britannique, et à tous bâtimens manchands anglais.

Art. VII. S. M. Britannique s'engage en revanche, à défendre, durant la présente guerre, les forteresses de Messine et d'Auguste, et d'y entretenir à ses depends un corps de troupes de 10,000 hommes, et d'augmenter leur nombre en cas de besoin. La distribution de ces troupes sera confiée entièrement aux commandans Anglais, qui exerceront sur elles la loi martiale, comme dans une garnison anglaise; S. M. Sicilienne fournira les logemens.

Art. VIII. S. M. Britannique s'engage de payer au Roi de Sicile pendant la durée de cette guerre, et à compter du 10. Septembre 1805, jour où les troupes Anglo-Russes débarquèrent à Naples, un subside annuel de 300,000 livres Sterling payable à raison de 25000 liv. Sterling par mois. A compter de la date du présent traité, les payemens seront effectués un mois d'avance. Sa Maj. Sicilienne employera ces subsides à l'entretien de sa marine et de son armée, à la défense de ses états, et à des operations contre l'ennemi commun; et il sera rendu compte, de trois en trois mois au Gouvernement Britannique, de la manière dont S. M. Sicilienne aura employé les subsides qui lui auront été payés.

Art. IX. Il sera promptement conclu un traité de commerce entre les deux parties.

Le présent traité sera ratifié avant quatre mois ou plus tôt s'il cet possible.

Fait à Palerme le 30. Mai 1808.

Signé: W. Drummond. Th. de Somma.

4.

Conventions entre l'Empereur des Français, et le Roi de Saxe au sujet des troupes du Duché de Varsovie. 1808. 1809.

1808
10. Mai

1.

Convention de Bayonne concernant la Légion de la Vistule entre la France et la Saxe; signée le 10. *Mai* 1808.

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, étant convenu avec S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, de prendre à son service un corps de huit mille hommes, faisant partie de l'armée actuelle du Duché de Varsovie, dans l'intention de diminuer les dépenses de ce Duché, et les deux hautes parties contractantes voulant régler tout ce qui concerne l'organisation et composition de ce corps et son admission au service de France, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin,

Mr. Jean Baptiste Nompère de Champagny, Ministre des relations extérieures, Grand-Aigle de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'ordre de la fidélité de Bade et de celui de St. Joseph de Würzbourg, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer

et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varsovie

M. M. Stanislas Comte Potocki, Xavier Comte Dzialynsky et Pierre Comte Bielinski, Senateur Palatin du Duché de Varsovie, Chevalier des ordres de Pologne, officier de la Légion d'honneur,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Art. I. Le Corps de huit mille hommes tiré de l'armée actuelle du Duché de Varsovie, que S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie s'engage à prendre à Son service, sera formé par trois Régimens

1808 entiers, ayant leurs conseils d'administration et organisés de manière que chaque compagnie ait un effectif de cent quarante hommes.

Art. II. Chaque régiment sera composé de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers et une de voltigeurs. Il y aura de plus une compagnie d'artillerie de cent quarante hommes et une compagnie de sapeurs de deux cent.

Art. III. Aussitôt que ces troupes auront été organisées, elles seront passées en revue par Mr. le Maréchal Davoust et dirigées sur la rive gauche de l'Oder. Après avoir passé ce fleuve, elles seront à la charge de S. M. l'Empereur des Français et se rendront immediatement à Magdebourg, où leur armement sera completté.

Art. IV. Le susdit Corps de huit mille hommes sera toujours considéré comme faisant partie du Contingent de trente mille hommes, que S. M. le Roi de Saxe doit entretenir dans le Duché de Varsovie et fournir dans le cas d'une guerre, dans laquelle la confédération du Rhin serait engagée.

Art. V. S. M. I. R. prend l'engagement de ne point envoyer dans les Colonies les régimens Polonois composant ce Corps de huit mille hommes, qui entre à Son service.

Art. IV. Les règimens seront tenus constamment au complet, en conséquence ils auront des dépôts à Kalisch et à Posen, pour recevoir les recrues et les diriger sur les corps, auquel elles devront appartenir.

Les recrues comprendront les cadres de quatre nouvelles compagnies, qui appartiendront au Corps, mais qui seront aux frais de S. M. le Roi de Saxe, jusqu'au moment, où elles auront passé l'Oder; elles seront envoyées sans armes.

S. M. le Roi de Saxe s'engage à maintenir toujours au complet, jusqu'à la paix générale, le régiment des lanciers et les trois régimens composant la légion de la Vistule.

Art. VII. Il sera dressé contradictoirement entre des Commissaires de S. M. l'Empereur et Roi et de S. M. le Roi de Saxe, des états de situation de chacun des trois régimens et des deux compagnies d'artillerie et de sapeurs composant le susdit Corps de huit mille hommes; dans lesquels états seront spécifiés la nature

et la quantité des objets d'armement, d'habillement et d'équipement, qui appartiennent à chaque régiment ou compagnie. 1808

Art. VIII. A l'époque de la paix générale, ou plutôt, si les circonstances le permettent, les huit mille hommes mentionnés dans les articles précédens. seront remis à la disposition de S. M. le Roi de Saxe, avec les objets d'armement et d'équipement, dont ils étaient pourvus au moment de leur entrée au service de France, et dont il aura été dressé procès-verbal, conformément à l'article précédent.

Art. IX. La présente Convention sera ratifiée le plutôt possible, et les ratifications en seront échangées à Dresde dans l'espace d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Bayonne, le 10. Mai 1808.

(*Signé*): J. B. Nompère de Champagny.
Stanislas *Comte* Potocki.
Xavier *Comte* Dzialynski.
Pierre *Comte* Bielinski.

2.

Convention entre L. L. M. M. l'Empereur des Français etc. et Roi de Saxe sur l'augmentation de l'armée de Varsovie, signée à Varsovie le 18. *Mars* 1809. 1809 18. Mars.

(Copie manuscrite mais sûre)

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie voulant déterminer par une Convention l'augmentation qu'ils ont jugé à propos de donner à l'armée du Duché de Varsovie, sans que le Trésor du Duché en soit chargé, ont nommé à cet effet pour leur Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Emp. des Franc., Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Monsieur Jean François Bourgoing, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, l'un des Commandeurs de la Légion d'honneur, et S M. le Roi de Saxe Duc de Varsovie, Monsieur Charles Comte de Bose, Son Ministre du Cabinet et Secrétaire d'Etat, dirigeant le Département des rélations extérieures, Chevalier de l'ordre de la Couronne verte,

1809 Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de St. Hubert, Commandeur de l'ordre de l'Etoile du Nord;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Chacun des neuf régimens qui se trouvent présentement dans le Duché, savoir: le premier, second, troisième, cinquième, sixième, huitième, dixième, onzième et douzième, seront le plutôt possible augmentés de 45 hommes par compagnie, ce qui portera le nombre d'hommes de chaque compagnie de 95 à cent quarante, et la force de chacun de ces régimens au complet de deux mille cinq cent et soixante hommes.

Art. II. S. M. J. et R. prend dès ce moment à charge la solde, la masse, les subsistances et pain de soupe de chacun des soldats dont l'armée du Duché va être augmentée d'après l'article précédent.

Art. III. S. M. J. et R. prend aussi à sa charge les frais de première mise pour l'habillement et l'équipement de chacun des dits hommes d'après l'état qui sera présenté par le Prince Ministre de la guerre aux Inspecteurs ou toutes autres personnes commises à cet effet par S. M. J. et R.

Art. IV. Les mêmes Inspecteurs ou autres personnes commises à cet effet constateront le nombre effectif des hommes qui seront successivement ajoutés par compagnie à l'armée actuelle du Duché de Varsovie, afin de pourvoir avec connoissance de cause au payement de la première mise de la solde, des masses et des subsistances.

Art. V. S. M. J. et R. pourvoira aussitôt qu'il sera possible aux avances indispensablement nécessaires pour faire face aux frais dont il est fait mention à l'article trois, bien entendu que le Prince Ministre de la guerre du Duché sera tenu de rendre compte de l'emploi de ces avances aux personnes que S. M. J. et R. désignera à cet effet.

Art. VI. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois au plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Varsovie, le Dixhuitième Mars l'an mil-huit-cent neuf.

(L. S.) Jean François Bourgoing.
(L. S.) Charles *Comte* Bose.

5.

Convention entre l'Autriche et Bade concernant l'admission des sujets aux fondations reciproques signée à Vienne le 17 Sept. 1808. 1808 17. Sept.

Da sowohl in den Kaiserlich Königlich österreichischen, als in den Grossherzoglich badenschen Staaten Stiftungen bestehen, welche für die Abkömmlinge gewisser benannten Familien, oder Orte und Districte, durch die Errichtungs-Urkunden bestimmt sind, Seine Kaiserlich Königl. Majestät aber sowohl, als Seine Königliche Hoheit der Grossherzog zu Baden des Willens sind, bei den eingetretenen Staats-Veränderungen die Rechte der Privaten möglichst unverändert zu erhalten, so ist von den Unterzeichneten, Namens Jhrer Allerhöchsten Höfe, einverständlich folgende Verabredung getroffen worden:

Die Grossherzoglich badenschen Unterthanen sollen zu der Benutzung der oben bezeichneten Stiftungen der Kaiserlich österreichischen Staaten, und die Kaiserlich österreichischen Unterthanen zu der Benutzung der gleichfalls oben erwähnten Stiftungen der Grossherzoglich badenschen Staaten, ohne Unterschied, ob die Collatur oder Präsentation dem allerhöchsten Landesherrn, oder Corporationen, oder Privaten des einen oder des andern von beiden Staaten zustehen, wechselseitig zugelassen werden, in sofern sie durch die rechtmässigen Stiftungstitel hierzu berufen, und die in den Stiftungsbriefen vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen im Stande sind.

Zur Urkunde dessen haben die beyderseitigen Bevollmächtigten die vorliegende doppelt gefertigte Ueberéinkunft unterzeichnet, mit ihrem angebornen Insiegel versehen, und gegen einander ausgewechselt.

So geschehen Wien am 17. Sept. 1808.

(L. S.) Joseph *Freiherr* von Hormayr.

(L. S.) Carl *Freiherr* von Rosenfeld.

6.

1809 21. Avr. *Convention, between His Britannick Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal. Signed at London the 21. April 1809.*

His Royal Highness the Prince Regent of Portugal having represented to His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland the Necessity felt by the Brazilian Government of procuring by Way of Loan the Means of purcheasing, in Europe, Naval, Stores and other essential Articles, as well as of fulsilling certain Engagements entered into in England in His-Royal Name: and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland wishing to facilitate to His Ally the Negociation of this Loan in England, His said Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, have named and chosen for Their Plenipotentiaries namely: His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland George Canning Esqr. Member of His Privy Council and His Principal Secretary of State for the Departement of foreign Affairs, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal the Chevalier de Souza Couttinho, Member of His Council and His Envoy Extraordinary and His Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty; who having communicated to each other their respective Full Powers, and having found them in good and due Form have agreed upon the following Articles.

Emprunt de 600,000 Livres.

Art. I. His Britannick Majesty consents to propose to His Parliament to sanction a Loan of Six Hundred Thousand Pounds Sterling, which His Royal Highness, wishes to raise in England.

Intérêts et amortissement.

Art. II. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal undertakes to pay in London the Interest of this Loan at the prise at which it shall have been raised; and He likewise undertakes to provide for

6

Convention entre S. M. Britannique et S. A. R. le Prince Regent de Portugal, signée à Londres le 21. Avril 1809.

1809
21. Avr.

(Traduction privée).

Son Altesse Royale le Prince Regent de Portugal ayant representé à Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande la necessité qu'éprouve le Gouvernement du Brésil de se procurer par la voye d'emprunt les moyens necessaires pour faire emplette en Europe de munitions navales et autres articles essentiels comme aussi pour remplir certains engagemens contractés en Angleterre en son nom Royal, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande desirant faciliter à son allié la negociation de cet emprunt en Angleterre, Sa dite Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande et Son Altesse Royale le Prince Regent de Portugal ont choisi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande George Canning membre de Son Conseil Privé et son principal secrétaire d'Etat pour le departement des affaires étrangères, et Son Altesse Royale le Prince Regent du Portugal le Chevalier de Souza Couttinho, membre de Son conseil et Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après s'être communiqué reciproquement leurs Pleinpouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. S. M. Britannique consent à proposer à son Parlament de sanctionner un emprunt de six cent mille livres Sterlings que S. A. Royale desire de contracter en Angleterre.

Art. II. S. A. Royale le Prince Regent du Portugal s'engage à payer à Londres les intérêts de cet emprunt au taux auquel il aura été contracté; et s'engage pareillement à pourvoir au remboursement suc-

1809 the gradual Liquidation of the Principal by the Establishment of a Sinking Fund at the Rate of five Pounds per Centum of the above mentioned Principal of Six hundred thousand Pounds Sterling. He also engages, that the Payment relative to the Interest, as well as to the Sinking Fund shall be made every Six Months to commence from the day on which the Interest of the Loan is to begin; and shall be continued at the same Rate and at the same Periods untill the total Extinction of the Sum borrowed.

Hypothèque.

Art. III. In order to provide for the Payment of the Interest and the Sum, destined for the Sinking Fund, as well as for the gradual liquidation of the Principal His Royal Highness the Prince Regent of Portugal mortgages to His Britannick Majesty such a Portion of the Revenues of the Islands of Madeira as shall be necessary for the Payments of the Interest and the Sinking Fund sipulated in this Convention — and by Way of additional Security. — His Royal Highness pledges moreover the net Produce of the Sale of Brazil Wood, to be made annually in England by the Directors of the Administration of Royal Contracts established in London and appointed by His Royal Highness; which Directors having received from His Royal Highness the Power and Authority of disposing of the Effects belonging to the above mentioned Royal Contracts to the greatest Benefit of his Royal Highness shall be directed and obliged to make at the Periods hereafter agreed upon the Payment of the Sum necessary for the Interest and Reduction of the Capital into the Hands of the Governors of the Company of the Bank of England on Account of the Lords of the Treasury. —

His Royal Highness undertakes to forward to England every Year the Quantity of Twenty thousand Quintals of Brazil Wood to be sold by the said Directors untill the Loan be entirely extinguished.

Art. IV. The before mentioned Directors of the Administration of the Royal Contracts shall give their Personal Bond in the Form and Terms annexed, by Virtue of which they will covenant to make the Payments abeve agreed upon on the 2d of April and 5th of October every Year; and not to make any Applica-

cessif du Capital par la formation d'un fond d'amortissement au taux de cinq pour cent du susdit capital de 600,000 *Livres Sterling. Elle s'engage de même à ce que le payement relatif aux interêts comme au fonds d'amortissement sera effectué tous les six mois à dater du jour ou l'interêt de l'emprunt commencera à courir, et qu'il sera continué au même taux et aux mêmes époques jusqu'à l'extinction totale de la Somme empruntée.* 1809

Art. III. Afin de pourvoir au payement des interêts et de la somme destinée au fond d'amortissement comme au remboursement successif du capital S. A. R. le Prince Regent du Portugal hypothèque à S. M. Britannique telle portion des revenus de l'île de Madère qui sera necessaire pour les payemens des interêts et du fonds d'amortissement stipulés dans la présente convention — et par voye de sureté additionelle — S. A. Royale engage de plus le produit net de la vente de bois du Brésil à faire annuellement en Angleterre par les Directeurs de l'administration des contrats royaux établie à Londres et nommée par S. A. Royale; lesquels Directeurs, ayant reçu par son Altesse Royale le pouvoir et l'autorité de disposer des effets appartenant aux susdits Contrats royaux au plus grand avantage de S. A. Royale, seront instruits et obligés à faire aux époques ci après exprimées le payement de la somme necessaire pour les Interêts et la Reduction du Capital dans les mains des Gouverneurs de la compagnie de la banque d'Angleterre pour le compte des Lords de la trésorerie.

Son Altesse Royale s'engage à faire expedier pour l'Angleterre chaque année la quantité de 20,000 *quintaux du bois du Brésil qui sera vendue par les dits directeurs jusqu'à ce que l'emprunt soit totalement éteint.*

Art. IV. Les susdits Directeurs de l'administration des contrats royaux donneront leurs bons personnels dans la forme et les termes ci annexés, en vertu desquels ils conviendront de faire les Payemens ci-dessus arrêtés, le 2 Avril et 5 Octobre de chaque année, et de ne faire aucun emploi quelconque des fonds

1809 tion whatsoever of the Funds proceeding from their Administration, untill the Funds necessary for the Payments be deposited in the Bank of England.

Ratifications. ART. V. These Articles shall be ratified by His Britannick Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in the space of Six Months or sooner if possible.

In Faith of which We the undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in Virtue of our respective Full Powers have signed the present Articles, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21st day of April 1809.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

First Separate Article.

Remboursement d'avances. It is understood that the pecuniary Advances, which have been made by His Britannick Majesty to His Royal Highness the Prince Regent since his departure for the Brazils shall be made good to His Britannick Majesty out of the said Loan.

This Separate Article shall have the same Force and Effect as if it were inserted among the other Articles signed on this day and shall be ratified at the same Time.

In Faith of which We the Undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal by Virtue of our respective Full Powers have signed the present article and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the twenty first day of April One thousand, Eight hundred and Nine.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

provenant de leur administration jusqu'à ce que les fonds necessaires pour les payemens auront été déposés dans la banque d'Angleterre. 1809

Art. V. Ces articles seront ratifiés par S. M. Britannique et S. A. Royale le Prince Regent de Portugal dans l'espace de 6 mois ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi Nous soussignés ministres Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présents articles et y avons fait apposer le cachét de nos armes.

Fait à Londres le 21 *Avril* 1809.

Signé: (*L. S.*) George Canning.

(*L. S.*) *Le Chevalier* de Souza Couttinho.

1er Article séparé.

Il est entendu que les avances pécuniaires que S. M. Britannique a faites à S. A. R. le Prince Regent du Portugal depuis son depart pour le Brésil seront remboursés à S. M. Britannique par le moyen du dit emprunt.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inseré parmi les autres articles signés ce jour et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi Nous les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. R. le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 *Avril* 1809.

Signé: (*L. S.*) George Canning.

(*L. S.*) *Le Chevalier* de Souza Couttinho.

1809

Cas de delai de payement.

Seconde Separate Article.

It is agreed, that, in the Event, however unprobable, of Default of Payment on the Part of the Directors of the Royal Contracts, of the Sum necessary for the Interest and Sinking Fund at the stated Periods, this Default shall be made known to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira by the said Directors and then the above mentioned Council shall be bound to make over to the Person, who shall in that case be named by the British Government the Sum required for that Objet, which Sum shall be taken out of the Treasury of the said Island, before any other Payment whatever can be made out of the said Treasury.

The eventual Orders to this Effect shall be sent by His Royal Highness the Prince Regent of Portugal to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira at the same Time that the Ratification of this Treaty will be forwarded to the Brazils.

This separate Article shall have the same Force and Effect as if it had been inserted among the other Articles signed on this day and shall be ratified at the same Time.

In Faith of which the Undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, by virtue of our respective Full Powers, have signed this Present Article, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21st day of April 1809.

(*Signed:*) GEORGE CANNING.
(*L. S.*)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.
(*L. S.*)

IId. Article séparé. 1809

Il est convenu que dans le cas, quoique peu probable du défaut de payement de la part des Directeurs des Contrats royaux, de la somme necessaire pour les interêts et le fonds d'amortissement aux époques determinées, ce défaut sera porté à la connaissance du conseil royal des finances de l'île de Madère par les dits Directeurs, et alors le susdit Conseil sera tenu de transmettre à la personne qui dans ce cas sera nommée par le Gouvernement Britannique, la somme requise pour cet effet, la quelle somme sera prise du trésor de la dite Ile avant qu'aucun autre Payement quelconque puisse être fait de la dite trésorerie.

Les ordres éventuels à cet effet seront envoyés par Son Altesse Royale le Prince Regent du Portugal au Conseil Royal de finance de l'île de Madère à la même époque à laquelle la ratification du présent traité sera expediée pour le Brésil.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inséré parmi les autres articles signés ce jour, et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 *Avril* 1809.

Signé: GEORGE CANNING.
(L. S.)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.
(L. S.)

7.

1810 23. Juin. *Lettres patentes du Roi de Bavière en date du 23 Juin 1810 portant les cessions de la Bavière dans le Tyrol, en execution de l'art. 3. du traité avec la France du 28. Fevr. 1810* *).

(v. *Journal de Francfort* 1810. Nr. 225.).

Nous Maximilien Joseph, etc. à tous ceux qui les présentes liront, salut etc.

Par le 3ème article du traité conclu le 28 Fevrier dernier, par notre premier Ministre d'Etat, Comte de Montgelas, et ratifié par Nous le 3 Mars à Strasbourg, nous avons cédé en toute Souveraineté et propriété à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, différentes parties du Tyrol italien au choix de S. M. I. — Lesquelles parties doivent être contigues les unes aux autres, situées à proximité du Royaume d'Italie et des provinces illyriennes, et contenir une population de 280 à 300,000 ames;

Les commissaires nommés par S. M. I. et Nous pour déterminer ce territoire et en fixer les limites, se sont réunis à Balzano, et par un acte, dressé le 7 Juin, sont convenu de déterminer la ligne de demarcation ainsi qu'il suit: „Cette ligne commence aux montagnes les plus élevées sur la frontière du pays de Salzbourg, et suit, en passant entre deux lacs, celui de Stall-Alpe et celui d'Antholz, les sommets des autres montagnes jusqu'à l'Hornberg. Delà elle descend le long des hauteurs, qui séparent les eaux de la vallée d'Osteso de celles de la vallée de Kuhbach, vers le confluent du Graubach avec la Rienz, traverse cette revière entre Niederndorf et Tolbach, suit le Graubach et les sommets des montagnes au pied desquels ce torrent prend sa source, et ensuite une direction presque parallèle au cours de la Rienz jusqu'à la source du Hellbach; vers ce point la ligne change de direction

*) Ce traité n'a pas été publié en entier; il se trouve par extrait Suppl. T. V. p. 251.

pour se joindre au-dessus de la vallée de Stalla aux 1810
frontières d'Ampezzo.

La ligne suit de-là les hauteurs qui sont dans la direction des frontières d'Ampezzo par la montagne de Campo-Rosso jusqu'à Sasso de Stria; puis les sommets des hautes montagnes jusqu'à Lagotscho, et les frontières actuelles de Buchenstein par Zissaberg et Campo-Longo jusqu'à Davoiberg. Cette ligne continue le long des montagnes qui forment la frontière actuelle de la vallée de Tassa, par le Langkofel et Blattkogel jusqu'au sommet le plus élevé qui sépare les eaux du ruisseau de Sultaria de celles du Duron, suit les anciennes frontières du District de Kastelruth, franchit les sommets des Schöbuches et du Schlernberg, d'où elle passe par le Schwarzgriess et le Serfferbach, et joint l'Eisack; de-là elle remonte vers le Nord le long de la rive gauche de l'Eisach jusqu'au confluent du Rothwanderbach, et passant à la rive droite de ce ruisseau, elle le suit jusqu'à sa source. La ligne longe ensuite les frontières actuelles depuis Stein par le Ritten jusqu'au sommet du Schienberg, passe de-là au sommet du Hörnerberg, ensuite à la rive droite du Gismanerbach, et le cotoye jusqu'à son confluent avec le Danzbach. Elle suit la frontière septentrionale de Jenesie jusqu'à Orgenkofel, puis la frontière septentrionale de Molten à la source de l'Aschlerbach, dont elle cotoye la rive gauche jusqu'à l'endroit où il se décharge dans l'Adige. De-là elle descend le long du Thalweg de ce fleuve jusqu'au confluent du ruisseau, qui coule entre Grisian et Firmian, en remonte la rive gauche jusqu'à sa source, passe sur les hauteurs qui forment la frontière entre Tisens et Castelfondo, franchit le Kampenberg et le Gross-Langenberg, suit les sommets qui séparent la vallée d'Ulen du Nonsberg, du Val-di-Rum, du Val-di-Bresem et du Val-di-Rabbi, et enfin rejoint les frontières du Royaume d'Italie."

Le 9ème article dudit traité de Paris contient en outre les dispositions suivantes:

„Les troupes françaises occupant maintenant le Tyrol italien, on doit regarder le Royaume d'Italie

1810 comme étant déjà en possession de la partie du Tyrol qui lui est cedée."

Nous voulons en conséquence par les présentes rendre publics tous les articles ci-dessus, afin qu'on ait à s'y conformer dans les parties des cercles de l'Adige et de l'Eisack situées au delà de la ligne de démarcation ci-dessus fixée, et dont nous déclarons les habitans dégagés de leurs devoirs de sujets envers nous et liés envers leur nouveau Souverain. Persuadé que nous avons fait pour les habitans de ces pays et des autres arrondissemens qui avant les nouveaux changemens de territoire formaient la province du Tyrol, tout ce que demandait le bien du pays et qui était compatible avec les circonstances où il se trouvoit: Nous Nous consolons de la cession de ces pays, par l'idée que leur réunion avec le royaume d'Italie sous le sceptre du puissant Empereur des Français ne sera pas moins favorable à leur prospérité; et Nous Nous livrons à l'espérance, que les habitans éclairés sur leurs véritables intérêts, et inaccessibles à toute espèce de séduction, se montreront dignes des soins paternels de leur nouveau Souverain par leur fidélité et leur dévouement envers Lui.

Donné dans Notre résidence de Munich le 23 Juin de l'an 1810 de notre regne le 5ème.

MAXIMILIEN JOSEPH.

8.

Acte de démarcation des frontières entre S. M. le Roi de Suède, d'une part, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies et l'Empire de Russie, de l'autre; conclu à Tornea le 8 Novembre 1810; ratifié à Stockholm le 5 Decembre, et à Petersbourg le $\frac{5}{17}$ Decembre 1810. 1810 8/20 Nov.

(Copie privée mais sûre).

Nous Charles, par la Grace de Dieu, Roi de Suède etc., savoir faisons, qu'en conséquence de l'article 5. du traité de paix conclu à Fredrichshamm, le 17 Septembre 1809, entre nous et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant cru, pour l'affermissement du bon voisinage et de la confiance, devoir proceder sans délai au réglement des limites entre notre Royaume d'un côté et l'Empire de Russie de l'autre; et ayant rencontré des sentimens analogues de la part de S. M. I., nous avons, ainsi que S. M. I., nommé à cet effet des commissaires, lesquels, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs, ont été autorisés à errêter, conclure et signer un acte de démarcation entre la Suède et la Russie, savoir, de notre part, nos amés féaux le Sieur Gustave Baron de Boye notre aide-de-camp-général etc., et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn, notre vice-gouverneur du gouvernement du Nord-Bothnie etc., et S. M. l'Empereur de Russie, le Sieur Pierre D'Engelmann, colonel à la Suite de S. M. I. etc., et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, conseiller de collège du département des affaires étrangères; lesquels commissaires plénipotentiaires se sont rendus dans la ville de Tornea, où, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ils ont conclu signé et scellé, le 20 du mois de Novembre dernier, un acte de démarcation dont la teneur suit:

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

1810 S. M. le Roi de Suède et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, également animés du désir d'assurer à jamais l'union et la bonne intelligence entre leurs Etats contre les moindres cas qui pourraient y porter atteinte par le voisinage immédiat des deux monarchies, ont jugé nécessaire de fixer d'une manière précise, par un acte formel de démarcation, les nouvelles limites qui doivent séparer désormais leurs Etats respectifs d'après les stipulations du traité conclu à Frédrichshamm le 17. Septembre 1809. A cet effet, leurs dites Majestés ont nommé leurs commissaires plénipotentiaires, savoir S. M. le Roi de Suède, le Sieur Gustave Baron de Boye et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn;

Et S. M. l'Empereur de Russie, le Sieur Pierre Engelmann et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ayant visité les frontières, et en ayant fait dresser des cartes exactes, sont convenus des articles suivans.

Ligne de démarcation.

Art. I. La ligne de démarcation entre le Royaume de Suède et l'Empire de Russie, partant de la frontière norwègienne entre les deux montagnes Kolta-Pahta et Kecokima Pahta ou Paikas-Waara, du point où la petite rivière Radje-dohka prend sa source dans le lac Kolta Taur; descend cette rivière à travers le lac Kuokima-Faur, jusqu'à son embouchure dans le lac Slinen Kilpis-Faur, puis coupant en deux ce premier lac, ainsi que le second Alanen Kilpis-Jaur, et passant de là par le lac Tasta-Jaur dans le Kongama, elle suit le chenal de ce fleuve à travers les lacs Kjeli-Faur, Mucka Jaur, Pausu Jaur, Latina-Lahti, Naimaka-Jaur, Kallotti-Jaur, jusqu'au confluent de Kongama et du Latas Eno: de ce point où le Muonïa prend son nom, la ligne continue le long de ce fleuve, et après son embouchure dans le Tornea, elle suit le chenal de ce dernier jusqu'au nord de la presqu'île Svensaro: ici elle quitte le chenal, et passant à l'onest par le ruisseau nommé le Naran et le Golfe de la Ville, laissant l'île Kalfholmen à droite, elle réjoint le chenal du fleuve au sud de la ville de Tornea, le suivant ensuite jusqu'à l'embouchure du fleuve dans la mer. De cette manière toutes les possessions situées à la droite de cette ligne, appartiennent à la Suède, et celles à la gauche à la Russie.

Les endroits de frontière du côté suèdois du nord au sud, sont: Mauro, Gunnari, Karetsuvando, Kuttanen, Muonion, Alusta, Parkajoensumi, Kuncki, Xiexiowarra Vttumusdka appartenant à la forge de Kengis, Kardis, Jarkois, Pello, forge de Svansten, Juaxanki, Marjosaari, Kuiva-Kangas, Haapakila, Matarengi; avec l'église d'Osver-Tarnea, Ruskola, Alkula, Niemis, Armassaari, Koivukyla, avec l'église de Hietanemi, Peckila, Vitzaniemi, Potila, Korpokyla, Carungi avec l'église de Karl Gustaf Kuckola, Vajackala, Mattila, Haaparanda. Les endroits du côté russe sont: Naimaka, Kellotti, l'église d'Enontekis, Palejoensun, Songa-Muodka-Muonioniska, Killangi, Kolare, Foekyalka, Pello, Mammila, Turtula, Juoxangi, Kauosaari, Marjasaari, Kauliranda, Kniva-Kangas, Narki, Alkula, Niemis-Armassaari, Helsingsby, Korbikyla, Karungi, Kuckola, Najatkala, Kiviranda, la ville de Tornea sur la presqu'île de Svensaroe, l'église de Neder-Tornea, Hallata et Netsaari sur l'île de Bjorkon. Depuis l'embouchure du Tornea dans la mer, la frontière se prolonge le long du golfe de Bothnie à travers le milieu du Quarken et du Alandshaf jusqu'à la mer Baltique, de manière qu'au nord du golfe les îles de Bockholm, de Saelloen, avec le port de Rentehamm, ainsi que l'île de Ostra-Sarven-Maat, et au sud les îles d'Aland et celle de Singelskaar, sont les points les plus avancés de possession russes. 1810

Toutes les îles situées à l'est de la plus grande profondeur des lacs et du chenal ou Thalweg des trois fleuves nommés ci-dessus, appartiennent à la Russie, et celles à l'ouest de la même ligne à la Suède, à l'exception seule de la presqu'île Svensaroe, sur la quelle se trouve la ville de Tornea.

De même, depuis l'embouchure du fleuve Tornea, les îles les plus rapprochées de côtes de la Finlande et de la terre ferme d'Aland appartiennent à la Russie, et à la Suède celles qui avoisinent ses côtes.

Echange des propriétés particulières.

Art. II. Les rivières Tornea, Muonio et Konga ma faisant frontière entre les deux Etats, il est entendu qu'elles sépareront désormais toute propriété particulière, située sur les deux rives opposées, de manière que celui qui en a la possession, sera obligé d'abandonner l'un ou l'autre côté du fleuve. Mais en considération de la situation particulière des habitans

1810 de ces rives, les hautes parties contractantes sont convenues de prolonger à leur égard jusqu'à cinq ans le terme de trois ans fixé par le Traité de Fredrichshamm, pour l'etablissement de leurs sujets respectifs dans l'autre pays, ou l'aliénation de leurs biens.

En attendant, la séparation de ces propriétés s'effectuera, pour la convenance commune des intéressés, au moyen d'échanges réciproques par tout où ce mode sera applicable. Les autorités respectives sur les lieux veilleront à ce que justice soit faite à chacun dans ces transactions, ainsi que dans les ventes et achats de terres devenus indispensables.

Par suite de cette même sollicitude des hautes parties contractantes pour le bien-être de leurs sujets respectifs, la jouissance des possessions sur les îles des susdits fleuves et lacs est à jamais assurée aux anciens propriétaires, quand même la ligne de démarcation rangerait ces îles du côté opposé; bien entendu cependant que ce privilège ne s'étendra point sur les îles Flurinsaari, Fligarinsaari, le presqu'île Svensar-o et les îles au sud de cette dernière, les propriétés mixtes, s'il s'en trouvait sur plusieurs îles voisines, ou sur la surface d'une grande île isolée, devront être échangées les unes contre les autres, autant que faire se pourra.

Les cinq années écoulées, les possesseurs de chaque île auront à payer conjointement une redevance annuelle de 48 copeks en cuivre, ou huit skillings argent de banque suédoise, en signe de reconnoissance que le terrain dont ils ont l'usufruit, appartient à l'autue souverain. Ces redevances ayant été recueillies par les préposés des usufruitiers, liquidation en sera faite de part et d'autre avant l'expiration des trois premiers mois de l'année.

Eglises. Art. III. Il sera permis aux habitans des deux rives du Tornea Muozio de fréquenter leurs anciennes églises pendant l'espace de trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent acte, à la charge de pourvoir jusqu'à ce terme, comme par le passé, à l'entretien des prêtres et des autres employés d'église, et pour cet effet aucun droit de douane ne sera levé sur les dîmes que ces habitans auront à remettre. Au bout de trois ans, tout rapport entre les paroisses des deux rives ayant cessé, ceux des sujets de l'une ou de l'autre puissance qui auront été séparés de leurs anciennes églises. seront dedommagés, d'après un estimé sage et

raisonnable, de ce qu'ils auront contribué anciennement à l'établissement commun des églises, des maisons de prêtres, des magasins et maisons de paroisse, y compris aussi les maisons de justice. Tous ces comptes seront réglés avant l'expiration du même terme. 1810

Art. IV. Les différentes voyes de communication dont se sont servis jusqu'à présent les habitans des deux frontières, tant pour des objets de necessité que de commerce, leur sont assurés pour l'avenir. Ainsi tout bâtiment russe aura pleine liberté de passer et repasser par le chenal conduisant du port de Reutehamm à la grande mer, comme tout bateau suèdois par le bras du Tornea, qui sépare la ville de ce nom du Continent russe. De même la libre navigation dans toute l'étendue du cours des trois fleuves et de lacs précités, subsistera comme par le passé. Il sera permis à tout bateau de prendre terre à la rive opposée aussi souvent que ce sera nécessaire pour la sureté de la navigation ou le halage des bateaux. Egalement il sera loisible aux habitans de toute la rive opposée de se servir du chemin de terre menant d'Osver Tornea à la ville de Tornea, à la seule charge de contribuer, comme auparavant, à l'entretien de ce chemin, tant qu'ils profiteront de cette liberté. Communications libres.

Dans aucun des cas précités, les sujets de l'une ou de l'autre puissance ne seront molestés. Il ne sera levé aucun droit sur leurs denrées ou marchandises pour le simple passage par les eaux ou le territoire de l'autre souverain. La paisible jouissance des îles leur étant assurée par l'art, 2., il s'entend de soi-même que tout individu en emportera le plein produit das telle saison qu'il voudra, sans jamais être sujet à aucune imposition quelconque.

Art. V. La pêche du saumon dans la rivière de Tornea, telle qu'elle a été reglée par les lettres royales du 13. Sept. 1791, est formellement garantie pour les cent ans y énoncés, aux possesseurs actuels qui continueront à la faire en commun et à en partager le produit comme par le passé. Le droit annuel payable à chacune des deux couronnes, sera proportionné à la part que se trouvent avoir à cette ferme leurs sujets respectifs. Pêche du saumon.

Les gouvernemens des provinces de Nord-Bothnie et d'Uleabourg empêcheront qu'aucune nouvelle estacade

1810 ne soit établie, sinon par un commun accord entre les intéressés, et qu'en général aucune atteinte ne soit donnée au privilège des teneurs actuels de la dite pêche. Les cent années expirées, il sera fait un nouvel arangement sur cet objet.

Pour ce qui est de l'exercice des autres pêches, il ne s'étendra désormais de l'un et de l'autre côté que jusqu'aux limites qui séparent les deux Etats.

Description topographique.

ART. VI. La description topographique qui indiquera, d'après les cartes dressées, dans les moindres détails la direction des limites et l'emplacement des poteaux et autres marques de bornage, munie de la signature et du sceau des commissairesr espectifs, aura même force et valeur que si elle était insérée mot à mot dans le présent acte.

Extradition de criminels.

ART. VII. La tranquillité et la sureté des paisibles habitans de ces frontières, étant trop exposées par la grande facilité aux malfaiteurs de se soustraire à leurs justes punitions, en passant sur le territoire de l'autre puissance, il est convenu que tout meurtrier, brigand ou voleur qui, après avoir commis un crime dans une des paroisses limitrophes s'évadera sur le territoire étranger, sera saisi et livré à son gouvernement aussitôt que réquisition en aura été faite; mais en cas que l'accusé soit sujet de l'Etat où il se sera refugié après avoir commis le crime sur le territoire étranger, il sera jugé et puni par son propre gouvernement, avec la même rigueur que s'il s'était rendu coupable envers celui-ci.

Ratifications.

ART. VIII. Les ratifications du présent acte seront échangées dans cette ville de Tornea dans l'espace de trente jours, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Commissaires plénipotentiaires, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent acte de démarcation et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Tornea, le 20 (8) Novembre 1810.

Signé: GUSTAVE DE BOYE. PIERRE ENGELMANN.
PIERR A. EKORN. PAUL *Baron* DE NICOLAÏ.

9.

Conventions pour l'abolition du droit de detraction 1808—1818. 1808 10. Mai.

A.

Conventions de l'Autriche avec divers états.

1.

Additional-Artikel zu dem, am 24. Februar 1808, zwischen dem Oesterreichischen Kaiserstaate und dem Grossherzogthume Würzburg abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrags, die gleichmässige Freizügigkeit der Pensionen betreffend.

Nachdem S. K. K. Apostol. Maj., und S. K. K. Hoheit der Erzherzog Grossherzog von Würzburg in Anbetracht des gegenseitig bestehenden engsten Bandes der Freundschaft und Verwandtschaft, dann in Ansehung der fürgewesenen Besitzesänderungen, welche auch auf das Schicksal und die Wohlfahrt vieler Einzelnen so nahen Bezug nahmen, Sich bewogen gefunden haben, die durch die Convention vom 24. Febr. l. J., in Ansehung der Vermögensexportation bereits festgesetzte Freizügigkeit, auch auf den Genuss der Pensionen auszudehnen; so ist darüber von den unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten, Folgendes verabredet und festgesetzt worden:

Art. I. Den aus den Kaiserlich Oesterreichischen oder aus den Grossherzoglich Würzburgischen Cassen pensionirten Dienern und Unterthanen, ohne Unterschied ihres Standes, wird auf ihr Anbringen nach ihrer Privatconvenienz freibelassen, die von dem einem Theile beziehende Pension in den Landen des andern Theils verzehren zu dürfen.

1808 Art. II. In dem Lande, in welchem sie ihren Wohnsitz nehmen, sind sie wie andere Bewohner den Gesetzen und der Gerichtsbarkeit desselben unterworfen. Von den Pensionsherrn können keine weitere Jurisdictions-Ansprüche auf sie gemacht werden, als jene, welche die Sicherstellung oder Befriedigung rechtlicher Forderungen seiner Unterthanen auf die Pension zum Zwecke haben, oder durch das im Lande des Pensionsverleihers besitzende Vermögen begründet sind.

Art. III. Da nach Art. I. den Pensionisten die Wahl des Wohnorts in dem einem oder andern Staate nach ihrer Privatconvenienz freibelassen worden ist, so ist ihnen auch gestattet, ihren Aufenthalt nach Willkühr zu ändern, und wieder ungehindert in den Staat des Pensionsverleihers überzuziehen. Auch in diesem Falle sind sie von allem Abzuge und aller Nachsteuer frei.

Art. IV. Gegenwärtige Uebereinkunft, welche als ein Zusatz des im Eingang erwähnten, bereits ratificirten Freizügigkeitsvertrags vom 24. Febr. d. J. zu betrachten ist, soll von dem Tage ihrer Unterzeichnung an zu wirken anfangen, und wird daher unverzüglich den betreffenden Landesbehörden zur Nachachtung mitgetheilt werden.

Zu dessen Urkunde ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet, besiegelt und ausgewechselt worden. So geschehen, Würzburg den 10. Mai 1808.

(L. S.) (L. S.)

Johann Rudolph, J. M. Seuffert.

Graf von Buol-Schauenstein.

2.

Freizügigkeits-Vertrag zwischen Oesterreich und Baden, geschlossen zu Wien, den 17. *Sept.* 1808. 1808 17. Sept.

S. K. K. Apostol. Maj., und Se. Königl. Hoheit der Grossherzog zu Baden, haben bereits vermöge einer am 20. December 1804 ausgefertigten Convention gewisse Freizügigkeits-Grundsätze zum Wohl Ihrer beiderseitigen Unterthanen festgesetzt, und solche auch seit dem Anfang des Jahres 1807 auf die indessen neuerworbenen Lande ausgedehnt, ohne dass jedoch über diese Ausdehnung ein förmlicher Vertrag abgeschlossen worden.

Da nun sowohl von Seiten d. K. K. Oesterreichischen als des Grossherzoglich Badischen Hofes die Geneigtheit bezeigt worden, hierüber einen verbindlichen Freizügigkeitsvertrag ausfertigen zu lassen; so sind hierzu beiderseits ernennt und bevollmächtigt worden:

Von Seite Sr. K. K. Apostol. Majestät, Herr Joseph Freiherr von Hormayr zu Hortenburg, Director des geheimen Staats-, Hof- und Hausarchives, und Hofsecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und von S. K. H. dem Herrn Grossherzog zu Baden, Herr Karl Freiherr von Rosenfels, am K. K. Hoflager akkreditirter Geschäftsträger und Grossherzoglich Badischer Oberster. Selbe haben sich nun über den nachstehenden verbindlichen Freizügigkeitsvertrag vereinigt:

§ 1. Zwischen sämmtlichen Kaiserl. Oesterreichischen, und sämmtlichen Grossherzoglich Badischen Staaten, soll eine völlige Freizügigkeit dergestalt bestehen, dass bei keiner Vermögens-Exportation, auf welche Art solche geschehe, ein Abschoss oder Abfahrtgeld, oder Nachsteuer, in sofern dieselben bisher in die Landesfürstlichen Cassen geflossen sind, eingehoben werden soll.

§ 2. Die Aufhebung dieses Abfahrtsgeldes schliesst indessen weder die Erhebung der Emigrationstaxe, noch der Erbsteuer aus, welche mit den, im Oester-

1808 reichischen Kaiserstaat bestehenden Auswanderungsgrundsätzen, und durch diese mit Localumständen und der Verfassung in zu genauer Verbindung stehet, und die selbst von jedem Unterthan des Oesterreichischen Kaiserstaats erhoben wird, der irgend eine Erbschaft bezieht, auch ohne dass dabei von einer Auswanderung oder Vermögens-Exportation die Frage wäre.

§ 3. Da die Freizügigkeit ihrer Natur zufolge sich nur auf das Vermögen bezieht, so bleiben dieses Vertrags ungeachtet, die Gesetze in ihrer rechtlichen Kraft bestehen, welche jeden Unterthan, bei Strafe der Vermögens-Confiscation auffordern, vor der Ansässigmachung in fremden Landen die Auswanderungs-Bewilligung seines Landesherrn nachzusuchen.

§ 4. Als fernere Folge dieses Grundsatzes wird festgesetzt, dass die Erhebung der Militär-Pflichtigkeits-Redimirungs-Summe, in Fällen, wo einem Individuum die Auswanderungs-Bewilligung ertheilt wird, welches seiner Person gemäss der Militär-Pflichtigkeit unterliegt, ohne die Jahre derselben zurückgelegt zu haben, der Grundsätze der Freizügigkeit ungeachtet, Statt finden können, weil diese Gabe nicht in Beziehung auf das Vermögen geleistet wird.

§ 5. Desgleichen bleibt es in Rücksicht der Emigrationstaxe, in Fällen der Auswanderung, bei den vorigen Bestimmungen, wornach drei Procente des Vermögens erhoben werden, als eine auf die Person des Auswandernden Bezug habende Aufgabe, und da die Erhebung der Erbsteuer aus Rechtsgrundsätzen hervorgeht, die mit der Nachsteuer keine Verbindung haben, so hat der gegenwärtige Vertrag auf die Erbsteuer keine Beziehung, sondern den beiden vertragenden Theilen bleibt es unbenommen, hierüber von souveräner Macht wegen gesetzliche Bestimmungen zu treffen.

§ 6. Das Vermögen, dessen freie Ausführung vertragsmässig gestattet wird, soll nach seinem ganzen, wahren Werth verabfolgt werden, dergestalt, dass die Empfänger den ganzen reellen Betrag erhalten, wie er an dem Ort erhoben wird, wo das Vermögen gelegen, oder angefallen ist, hierdurch soll jedoch der

Gesetzgebung beiderseitigen Regierungen über die Art, und Geldsorte, in welchem Vermögen überhaupt in das Ausland verbracht werden darf, keineswegs vorgegriffen sein. 1808.

§ 7. Obgleich vermöge dieses Vertrags alle Abzüge, die in die landesherrlichen Cassen fliessen, aufhören, so soll doch denjenigen Ständen und Corporationen, und andern, die zur Erhebung der Nachsteuer berechtigt sind, dadurch nichts an ihren Befugnissen benommen sein.

§ 8. Da die gegenwärtige Convention nicht als ein neuer Vertrag, sondern als eine Erneuerung und Erweiterung des bereits unterm 20. December 1804 abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrags, und der im Anfange des Jahres 1807 erfolgten Ausdehnung angesehen werden soll, so hat dieselbe auch nicht auf die vor ihrer Abfassung und Ratification eingetretenen Fälle, in sofern sie unter der frühern Uebereinkunft begriffen waren, zurückzuwirken.

§ 9. Bei der Anwendung dieses Vertrags ist nicht der Tag in Betracht zu nehmen, an welchem das in Frage stehende Vermögen durch Erbschaft, oder sonst angefallen ist, sondern derjenige, an welchem es exportirt worden ist.

§ 10. Die unmittelbare Genehmigung dieses Staatsvertrags soll sowohl bei Sr. K. K. Maj. von Oesterreich, als Sr. K. H. dem Grossherzog zu Baden, alsbald nachgesucht werden.

Zur Bestätigung dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen doppelt gefertigten Staatsvertrag eigenhändig unterzeichnet, besiegelt, und gegeneinander ausgewechselt.

So geschehen zu Wien, am 17. Sept. 1808.

(L. S.)	(L. S.)
JOSEPH,	CARL,
Freiherr von Hormayr.	*Freiherr von Rosenfels.*

B.

1811 4. Juin. *Conventions de la Prusse*) avec divers états 1811—1817.*

1.

Conventions entre la Prusse et la Bavière 1811—1817.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abschosses zwischen dem Königl. Preussischen und Königlich Bayerschen Staaten, vom 4. *Juni* 1811.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1811. *pag.* 248. 249.)

Am 23sten May 1805 ist zwischen den respectiven Regierungen der Preussischen und Bayerischen Staaten,

*) La Prusse a signée dans les tems plus recents une multitude de traités pour l'abolition du droit de détraction. Plusieurs de ceuxci ont déjà été donnés plus haut, tel que celui de

			Suppl.	pag.
1790	16 Déc.	avec le Danemarc	II.	169
1810	11 Nov.	— — Duché de Varsovie	V.	318
1811	6 Août et 2 Déc.	avec la France	V.	391
——	30 Déc.	avec Bade	V.	401
1812	10 Févr.	— Saxe Cobourg	V.	403
——	3 Mars	— la Suisse	V.	404
——	8 Avr.	— — m. d. Nassau	V.	406
——	— —	— Anhalt Bernb.	V.	407
——	5 Juin	— l'Italie	V.	399
——	12 —	— Anhalt Dessau	V.	408

Mais comme surtout ceux signés dépuis 1811 sont presque exactement de la même teneur je crois qu'il seroit inutile de les inserer ici tous en entier et je me borne à en inserer ici quelques uns en renvoyant quant aux autres à ceux avec lesquels ils ont le plus de similitude ou avec lesquels en partie ils conviennent (*mutatis mutandis*) de mot à mot. Les conventions signées dépuis l'abolition du droit de détraction entre les États d'allemagne par l'acte de la confédération germanique de 1815, n'ont principalement pour but que d'étendre cette abolition, même aux provinces Prussiennes non comprises dans la confédération.

eine Convention wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtgeldes geschlossen worden. Diese Convention erklären jetz beide gedachte Regierungen gegenseitig in nachstehender Art anwendbar auf den respectiven gegenwärtigen Länderbestand beider Reiche, nämlich dahin für anwendbar, dass 1811

Art. I. bei keinem Vermögensausgang, aus den Königl. Preussischen Landen, in die K. Bayerischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria), oder Abfahrtgeld (census emigrationis), erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit, sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Landen werden demnach gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen, bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande, weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festsetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten, von den beiderseitigen respectiven Regierungen angehalten werden. Wenn aber dennoch und wider alles Erwarten, Rittergutsbesitzer oder Privatberechtigte, auf einer von beiden Seiten, hiezu nicht angehalten werden könnten, so versteht es sich von selbst, dass wider solche Rittergutsbesitzer und Privatberechtigte, in Ansehung dessen, was in ihre Gerichtsbezirke, aus dem andern Staate, eingeführt wird, die Retorsion statt finden soll.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehenden Artikel I. und II. sich auf alle am 23sten Mai 1805

1811 pendent gewesene und etwa noch nicht abgemachte Fälle, imgleichen auf alle seit jenem Tage vorgekommenen noch unabgemachte, so wie überhaupt auf alle jetzt pendente, und auf alle künftigen Fälle erstrekken sollen.

Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll. Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenigen Königl. Bayerischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung, um die Bewilligung derselben, seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze, über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Majestät des Königs von Bayern zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Staaten haben.

Berlin, am 4. Juni 1811.

(L. S.) *Königl. Preussischer wirklich Geheimer Staats- und Kabinets-Minister, und Chef des Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten.*

(*gez.*) *A. Graf von der* Goltz.

b.

Erklärung vom 12*ten Februar* 1817, *wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen den Königl. Preuss. und Königl. Bayerschen Landen.* 1817 12. Febr.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten* 1817. *pag* 31. [*Nro.* 303]).

Die Königl. Preussische Regierung und die Königl. Bayerische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit, dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den Königl. Bayerischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb den $^{4}/_{26}$ Juni 1811 zwischen der Königlich Preussischen und der Königl. Bayerischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Königl. Bayerische Staaten Anwendung finden; dass mithin in allen denjenigen innerhalb der beiden resp. Lande jetzt anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Ministerio vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 12. Februar 1817.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. Hardenberg.

c.

1817 3. Juin. *Verordnung wegen Zurückgabe der diesseits deponirten Nachsteuer-Beträge an die Interessenten in den Königl. Bayerschen Landen. Vom 3. Juni* 1817.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten* 1817. *pag.* 146. [*Nr.* 416.])

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen u. s. w.

Nachdem bereits laut der Erklärung vom 12. Febr. d. J. die Anwendung des zwischen Preussen und Bayern bestehenden Freizügigkeitsvertrages auf den gegenwärtigen Umfang beider Staaten ausgedehnt worden ist; finden Wir Uns in Gemässheit einer weiteren mit Seiner Königlich Bayerschen Majestät getroffenen Uebereinkunft bewogen, zu verordnen, dass alle etwa bis dahin in Unseren älteren und neueren Provinzen ad depositum genommene Nachsteuer-Beträge den sich darum meldenden Interessenten aus den alten und neuen Königl. Bayerschen Besitzungen ohne Weiteres zurückgegeben werden sollen, wornach sämmtliche betreffende Behörden in den älteren und neueren Bestandtheilen Unserer Staaten sich schuldigst zu achten haben.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königlichen Insiegel.

Gegeben Berlin, den 3. Juni 1817.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. Fürst v. HARDENBERG.

2.

Convention entre la Prusse et Mecklenbourg-Schwerin 1811. 1811 16 Oct.

Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen den Königlich Preussischen Staaten und den Herzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Landen, vom 16. *Oct.* 1811.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten* 1811. pag. 350—351).

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen u. s. w. Urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unsere Nachfolger, dass Wir mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Mecklenburg-Schwerin wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes Uns vereinbaret haben, dergestalt, dass

Art. I. bei keinem Vermögens-Ausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festsetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten von den beiderseitigen resp. Regierungen angehalten werden.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obenstehenden Art. I. und II. sich auf alle seit dem 1sten März 1811 entstandenen Auswanderungs- oder Vererbungsfälle, und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche in obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikeln bestimmt worden ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenigen Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben Berlin, den 16. October 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.

v. Hardenberg. Goltz.

3.

Conventions entre la Prusse et Mecklenbourg-Strelitz 1811. 1817. 1811 6 Août.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abschosses zwischen den Königlich Preussischen und Herzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Landen, vom 6ten August 1811.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten* 1811. pag. 250. 251.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld aufzuheben, so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass

Art. I. bei keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria), oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehenden Art. 1. und 2. sich auf alle jetzt pendente, und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Art. bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenigen Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswanderuden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen haben.

So geschehen Berlin, den 6ten August 1811.

(L. S.) *Der Staatskanzler,*

(sign.) v. Hardenberg.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der zwischen der Königl. Preussischen und Grossherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche gegenseitige Lande. Vom 17ten Mai 1817. 1817 17 Mai.

(*Gesetzsamml. f. d. Kön. Preuss. Staaten* 1817. p. 145.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Regierung dahin übereingekommen ist, dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Grossherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und aus diesen in jene, erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass die gedachte zwischen ihnen resp. am 17ten Juli und 6ten August 1811 abgeschlossene Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige resp. zum deutschen Bunde gehörige und zu demselben nicht gehörige Königl. Preussische Staaten ausgedehnt sein, und dass in allen denjenigen, innerhalb der Königl. Preussischen Staaten, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und in allen denjenigen, in den Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen Landen nach den Königl. Preussischen Staaten geschiehet, in Gemässheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. Kön. H. des Herrn Grossherzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger

1817 Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in gesammten Königl. Preussischen und Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen haben.

So geschehen Berlin, den 17. Mai 1817.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* HARDENBERG.

4.

Convention entre la Prusse et Anhalt-Dessau 1816.

1816
23 Déc.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1811 *zwischen der Königl. Preuss. Regierung und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft, auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzoglich Anhalt-Dessauische Lande. Vom* 23. *December* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. p. 14.)

Die Königl. Preussische Regierung und die Herzogl. Anhalt-Dessauische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit:

Dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- u. Vermächtnissfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den Herzogl. Anhalt-Dessauischen Landen, und aus diesen in jene, erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder dem Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb im Jahre 1811 *), zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Anhalt-Dessauischen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Anhalt-Dessauische Lande Anwendung finden, dass mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königl. und Herzoglichen

*) v. Suppl. T. V. pag. 408.

Lande jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll. 1816

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren von dem Königl. Preussischen Ministerium und von der Herzogl. Anhalt-Dessauischen Landesregierung vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 23. December 1816.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* HARDENBERG.

5.

Conventions entre la Prusse et Anhalt-Köthen 1811. 1817. 1811 20 Nov.

a.

Verordnung in Betreff der Erbschafts- und Vermögens-Exportationen aus den Preussischen Provinzen in das Herzogthum Köthen. Vom 20. *Nov.* 1811.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1811. p. 371. 372.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit zu wissen: Da zufolge des von Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen unter dem 28. Mai 1811 erlassenen Publikandi das Abzugsrecht gegen Unterthanen, welche aus dem Herzogthum Anhalt-Köthen in andere Staaten auswandern, hinführo nur alsdann statt finden soll, wenn in diesen Staaten von Unterthanen, die in das gedachte Herzogthum ziehen, ein Abzug begehrt wird, folglich das Abzugsrecht in dem Herzogthum Anhalt-Köthen künftig nur per modum retorsionis ausgeübt werden soll; und da nach einer ausdrücklichen Erklärung des Herzogl. Anhalt-Köthen-

1811 schen Staatsraths vom 30sten October d. J. unter dem in jenem Publikando enthaltenen allgemeinen Ausdruck: Abzug, sowohl der Census emigrationis als die Gabella hereditaria zu verstehen ist, so wollen und verordnen Wir hiermit:

Art. I. dass bei keinem Vermögensausgang aus Unsern Staaten in die Herzogl. Anhalt-Köthenschen Lande, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld welches in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden. Die Rittergutsbesitzer in Unsern Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in Unsern Landen, der gegenwärtigen Verordnung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die Herzogl. Anhalt-Köthensche Lande, weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1 und 2 sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche in obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikeln bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach dieser Anordnung ungeachtet, diejenigen diesseitigen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Wir befehlen, dass gegenwärtige Verordnung öffentlich bekannt gemacht, und dass von Unsern Behörden nach solcher genau verfahren werde.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königlichen Insiegel. 1811

Gegeben Berlin, den 20sten November 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.
v. HARDENBERG. GOLTZ.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1811 *zwischen der Königl. Preussischen und Herzogl. Anhalt-Köthenschen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche Königl. Preussische und Herzogl. Anhalt-Köthensche Lande. Vom* 28*sten September* 1817. 1817

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. pag. 298).

Demnach die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Anhalt-Köthenschen Regierung dahin übereingekommen ist, dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Anhalt-Köthenschen Landen, und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus, oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide genannte Regierungen: dass die gedachte zwischen ihnen abgeschlossene Freizügigkeits-Uebereinkunft vom 20sten November 1811 auf sämmtliche jetzige zum deutschen Bunde gehörige und zu demselben nicht gehörige Preussische Provinzen ausgedehnt sei, und dass in allen denjenigen innerhalb der Königl. Preussischen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Köthenschen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen nach jenen geschieht, in sofern unter den erwähnten, jetzt etwa anhängigen Erbschafts-, Vermächtniss- und

1817 Vermögens-Exportationsfällen nur solche verstanden werden, in welchen der Abschoss noch nicht wirklich bezahlt worden ist, in Gemässheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Die gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Anhalt-Dessau, als Regierungs-Vormund des Herzogthums Köthen, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit haben in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Köthenschen Landen.

So geschehen Pyrmont, den 28. Sept. 1817.

Der Staatskanzler,

(L. S.) C. *Fürst v.* HARDENBERG.

6.

1815 23 Mai. *Convention entre la Prusse et Anhalt-Bernbourg* 1815.

Verordnung wegen Ausdehnung der seit 1811 *mit der Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Preussische Staaten. Vom* 23. *Mai* 1815.

(*Gesetzsamml. f. d. Kön. Preuss. Staaten* 1815. pag. 83.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit zu wissen: Da Wir mit des Herrn Herzogs zu Anhalt-Bernburg Liebden dahin übereingekommen sind, dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Landen, und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, cessiren soll, auch das, in der am

8ten April 1812 *) publicirten Verordnung, über ab- 1815
schossfreie Verabfolgung der in die Herzogl. Anhalt-Bernburgische Lande zu exportirenden Gelder, ausgenommene Amt Hoym und die Patrimonialgerichte zu Hecklingen, Hohenerxleben, Rathmannsdorf und Schlewipp-Gröna in die gegenwärtige Uebereinkunft mit begriffen sein sollen, welche Uebereinkunft dagegen auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische Staaten ausgedehnt sein soll; so wollen und verordnen Wir, dass in allen denjenigen, innerhalb Unserer Staaten, jetzt etwa vorhandenen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Landen geschiehet, in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werde.

Wir befehlen, dass gegenwärtige Verordnung zu sämmtlicher Behörden und zu aller Unserer Unterthanen genauen Nachachtung öffentlich bekannt gemacht werde.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben zu Wien, den 23. Mai 1815.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

7.

Convention entre la Prusse et Saxe-Gotha 1814. 1814
27 Nov.

Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Regierung verabredeten Freizügigkeit. Vom 27. Novbr. 1814.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1814. p. 141. 142.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit dem Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Gouvernement dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld aufzuheben; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass:

*) v. Suppl. T. V. pag. 407.

1814 Art. I. bei keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Sachsen-Gothaische und Altenburgische Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit, sich sowohl auf denjenigen Abschoss, und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden. Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen resp. Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande, weder Abschoss noch Abfahrtgeld fordern noch nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der oben stehenden Art. 1 und 2. sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen, und diejenigen Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben, seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze, über die Pflicht zum Kriegsdienste und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden

Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt. 1814

Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Durchl. des Herzogs von Sachsen-Gotha zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Landen haben.

Wien, den 27sten November 1814.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* HARDENBERG.

8.

Convention entre la Prusse et Saxe-Weimar 1816. 1816 23 Déc.

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen Landen. Vom 23. December 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. p. 13. 14.)

(*Convient de mot à mot avec la précédente du 27 Nov. 1814 avec Gotha.*)

9.

Convention entre la Prusse et Saxe-Cobourg. 6 Oct.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 *zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Sachsen-Coburgischen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Sachsen-Coburgische Lande. Vom* 6. *October* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. p. 10.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Sachsen-Coburgischen Regierung dahin überein-

1816 gekommen ist *), dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen, oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass die gedachte, zwischen ihnen am 10ten Februar 1812 abgeschlossene Freizügigkeits-Uebereinkunft, auch auf sämmtliche jetzige, zum deutschen Bunde gehörige, und zu demselben nicht gehörige Königl. Preussischen Staaten ausgedehnt sein, und dass in allen denjenigen innerhalb der Königlich Preussischen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen nach jenen geschieht, in Gemässheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen und Sr. Durchl. des Herrn Herzogs zu Sachsen-Coburg, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen Coburgischen Landen haben. Berlin, den 6. October 1816.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* HARDENBERG.

10.

1817 3 Mai. *Convention entre la Prusse et Saxe-Hildbourghausen, signée du 3 Mai* 1817.

(*Cette convention convient de mot à mot avec cette du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha placée ci-dessus n. 8.*)

*) Conv. du 10 Févr. 1812. Suppl. T. V. pag. 403.

11.

Convention entre la Prusse et le Hannovre 1816. **1816** 16 Sept.

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abzuges zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Hannöversch. Landen. Vom 16. *Sept.* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. Königl. Pr. Staaten* 1817. p. 9. 10.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Hannöverschen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld allgemein und gänzlich aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen, dass

Art. I. bei keinem Vermögensausgang aus sämmtlichen Königl. Preussischen Landen in die Königl. Hannöverschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freizügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die landesherrlichen Cassen fliessen würde, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welches in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würde.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen resp. Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

1816 Art. IV. Dass die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Gesetze in beiderseitigen Staaten in ihrer Kraft bestehen, welche des Auswandernden persönliche Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und wird auch für die Zukunft keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung über die Pflicht zu Kriegsdiensten, beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. M. des Königs von Hannover, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen haben.

Berlin, den 16ten September 1816.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* Hardenberg.

12.

31 Oct *Convention entre la Prusse et Nassau* 1816.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 *zwischen der Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Regierung bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Nassauische Länder. Vom* 31. *Oct.* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. Kön. Pr. Staaten* 1817. pag. 11.)

Die Königl. Preussische Regierung und die Herzogl. Nassauische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit: dass gegenseitig der Abschoss bei Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach

den Herzogl. Nassauischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehen, aufhören soll, und dass die dieserhalb im Jahre 1812 *) zwischen der Königl. Preussischen Regierung und der Herzogl. Nassauischen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft, auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Nassauische Lande Anwendung finden, dass mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königl. und Herzogl. Lande, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss-, und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll. 1816

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien, von dem resp. Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Ministerium vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 31sten October 1816.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. HARDENBERG.

13.

22 Déc.

Convention entre la Prusse et Waldeck, du 22. Déc. 1816.

(*Cette convention convient de mot à mot avec celle du* 27. *Nov.* 1814 *avec Saxe-Gotha placée ci-dessus sous n.* 8.)

*) Conv. du 8 Avr. 1812. Suppl. T. V. p. 406.

14.

1817 *Conv. entre la Prusse et le Roi de Saxe* 1817.

17. Mai

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Sächsischen Landen. Vom 17. *Mai* 1817. *)

(*Gesetzts. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. *pag* 132.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Sächsischen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen sämmtlichen beiderseitigen Staaten, und daher auch in Absicht der nicht zu Deutschland gehörigen, den Stipulationen des Artikels 18. der deutschen Bundesacte nicht unterworfenen Königl. Preussischen Lande aufzuheben, so erklären gedachte beide Regierungen Folgendes:

Art. I. Bei keinem Vermögensausgang aus den beiderseitigen Landen, es mag sich solcher durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, soll ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden.

Art. II. Diese Freizügigkeit erstreckt sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen und öffentlichen Cassen fliessen, als auch auf denjenigen Abschoss und dasjenige Abfahrtsgeld, welche die Patrimonial- und Municipal-Obrigkeiten, die Stifter, Klöster, Gotteshäuser, und andere Corporationen zu erheben haben würden.

Art. III. Die Bestimmungen des obstehenden Artikels 1 und 2 finden auf alle jetzt anhängige und auf alle künftige Fälle volle Anwendung.

*) Cette convention ne diffère de celle du 27. Nov. 1814 avec Saxe-Gotha et d'autres de la même teneur qu'en ce que à l'art. 2. il n'est pas fait expressement mention du droit perçu par la noblesse sur ses terres.

Art. IV. Unerachtet dieser stipulirten auf das Vermögen sich beziehenden Freizügigkeit verbleiben zwar die persönlichen Verpflichtungen des Auswandernden, und insbesondere die Verpflichtungen zum Militärdienste, soweit sie in beiderseitigen Landen gesetzlich bestehen, und künftig annoch bestimmt werden möchten, bei Kräften, es soll dabei jedoch die in dem 13ten Artikel des Wiener Tractates vom 18ten Mai 1815 den beiderseitigen Unterthanen zugesicherte Auswanderungsfreiheit nicht beschränkt werden. 1817

Art. V. Von der gegenwärtigen Uebereinkunft bleiben ausgeschlossen, die nicht zum alleinigen Nachtheile derjenigen, welche Vermögen oder Erbschaften aus dem Lande ausführen, sondern überhaupt und allgemein auf jedes Vermögen oder jede Erbschaft im Lande zu milden Zwecken oder sonst in beiderseitigen Staaten bestehenden oder noch einzuführenden Abgaben und Taxen.

Art. VI. Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Maj. des Königs von Sachsen zweimal gleichlautend ausgefertigte und von den resp. Ministerien unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 17. Mai 1817.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. Hardenberg.

15.

Declaration au sujet de la convention entre la Prusse et la France 1817. 15. Sept.

Allerhöchste Declaration vom 15. *Sept.* 1817, *betreffend die Freizügigkeits - Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankreich.*

(*Gesetzs. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. *p.* 297. [*Nr.* 445.])

Da in Frankreich kein Abfahrtsgeld von dem Vermögen der auswandernden Unterthanen erhoben wird,

1817 und das Französische Gouvernement neuerdings erklärt hat, dass es die Ausübung des Abschossrechts gegen Preussische Unterthanen nicht zulassen würde, indem es die frühere Abschoss-Uebereinkunft vom Jahre 1811*) als anwendbar auf den jetzigen diesseitigen Länderbestand ansehe; so will Ich, dass die Reciprocität genau beobachtet, und in Meinen sämmtlichen Staaten weder Abschoss noch Abfahrtsgeld gegen Frankreich genommen werde. Ich überlasse Ihnen die weitere diesfällige Verfügung.

Münster, den 15. September 1817.

FRIEDRICH WILHELM.

An
den Staatskanzler Herrn Fürsten
von HARDENBERG.

16.

3. Juin. ***Déclaration entre la Prusse et le Roi des Pays-bas.***
1817.

Déclaration à cause de l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'emigration entre le Gouvernement Prussien et celui des Pays-bas.
Du 3 Juin 1817.

(*Gesetzs. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. *Nr.* 149).

Quoique l'abolition réciproque du droit de detraction (gabella hereditaria) et de l'impôt d'émigration (census emigrationis) existe depuis long-tems entre la Prusse et la Hollande, le Gouvernement Prussien et celui des Pays-Bas ont résolu de conclure touchant cet objet une convention formelle, avec extension sur le Pays respectifs, nouvellement acquis, et déclarent par les présentes ce qui suit:

*) v. Décl. du 6 Août et 2 Déc. 1811. Suppl. T. V. p. 398.

Art. I. Il ne doit être levé lors de l'exportation 1817
de biens, argens ou effets quelconques hors des Etats Prussiens dans les Etats de S. M. le Roi des Pays-bas, ou hors de ces derniers dans les Etats Prussiens, soit que cette exportation provienne d'émigration, de succession, legs, dot, donation ou d'autres titres quelconques, aucun droit de détraction (gabella hereditaria) ni impôt d'émigration (census emigrationis) de manière que les personnes intéressées à ces translations de biens ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles, qui soit à raison de droit de succession, de vente ou mutation de propriété quelconque seront acquittées par les habitans de la Prusse ou des Pays-bas mêmes, d'après les lois, règlemens et ordonnances existans ou à émaner dans la suite.

Art. II. Cette exemtion s'étend non seulement sur les droits de détraction et l'impôt d'émigration susmentionnés, à verser dans les caisses du Souverain; mais aussi sur ceux à verser dans les caisses des villes, bourgs, communes, abbayes, couvens, fondations pieuses, jurisdictions pratrimoniales et corporations. Les propriétaires de terres seigneuriales dans les deux Etats respectifs sont en conséquence soumis, ainsi que tous les autres particuliers dans les dits Etats à la présente convention, et ne peuvent exiger ni lever aucuns droits susmentionnés sur les biens, argens, ou effets quelconques à exporter des Etats respectifs.

Art. III. L'exemtion des droits susdits, dont il est parlé aux articles I et II. a trait aux bien, argens et effets quelconques, mais les lois respectives émanées dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, et dans ceux de S. M. le Roi des Pays-bas, touchant la personne de l'individu émigrant, ses devoirs personels, sa sujetion au service militaire, lois par les lesquelles il est enjoint à tout sujet, qui souhaite d'émigrer d'en demander la permission à son Souverain, suivant l'ordre établi, seront maintenus en pleine vigueur, non obstant la présente Convention.

A l'égard du service militaire et des autres devoirs personels de l'émigrant, aucun des deux Gouvernements n'est restreint par la présente Convention dans le maintien de l'exercice de ses lois et ordonnances, ni dans sa future législation sur ces objets.

1817 Art. IV. La présente Déclaration, expédiée en double et de même teneur, signée par les Ministres respectifs, au nom de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi des Pays-bas sera échangée mutuellement et il sera enjoint aux autorités respectives dans les deux Etats de s'y conformer et de veiller à l'exécution de cette Convention.

Fait à Berlin, le 3 Juin 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.

10.

1811 9 Sept. *Convention entre S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin sur la cession d'une rente constituée sur l'Octroi du Rhin; signée à Giessen le 9 Sept. 1811.*

(D'après une copie tirée des archives.)

Da Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin den Wunsch zu erkennen gegeben haben, die Ihnen durch den § 9 des Reichs-Deputationshauptschlusses vom Jahr 1803 zustehende Octroi-Rente zu verkaufen, und hierzu von Höchstdenselben Ihr Legationsrath und accreditirter Geschäftsträger am Grossherzoglich Frankfurtischen Hofe Christian Gottlieb Gumpelzhaimer mit Vollmacht versehen worden ist: Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen sich hierauf zum Ankaufe dieser Rente bereit erklärt und hierwegen Ihren Geheimen Rath und Hofkammer-Director Heinrich Freiherrn von Münch zu Bellinghausen zum Bevollmächtigten ernannt haben, so sind beide Bevollmächtigte nach vorhergegangener Auswechslung ihrer Vollmachten über nachstehende Kaufcontracts-Punkte übereingekommen.

Cession de la rente Art. I. Seine Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin cediren Seiner Königl. Hoheit, dem

Herrn Grossherzog von Hessen auf die vollkommenste und rechtsbeständigste Weise die Ihnen durch den § 9 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom Jahre 1803 zustehende Octroi — und späterhin in Kraft des Pariser Staatsvertrags vom 19. Februar 1810 wegen Errichtung des Grossherzogthums Frankfurt Art. 6 auf die Domainen von Hanau und Fuld überwiesene Rente, von jährlichen 10,000 Fl. in 24 Fl. Fuss, sammt den davon seit 1803 zu fordern habenden Rückständen, welche am 1sten Decbr. d. J. als dem jedesmaligen gesetzmässigen Zahlungstermin dieser Rente, 80,000 Fl. ausmachen. Seine Herzogliche Durchlaucht übertragen und geben andurch Seiner Königlichen Hoheit feierlichst alle Ihre Rechte und Ansprüche auf diese Rente und deren Rückstände, so wie auf die Ihnen dafür constituirte Specialhypothek, damit Seine Königl. Hoheit dieselbe als Ihr Eigenthum erheben, geniessen und nach Gefallen gebrauchen, auch sich in so weit es vonnöthen, an die dafür constituirte Hypothek halten mögen, und werden eine förmliche Cessions-Urkunde hierwegen Seiner Königl. Hoheit sogleich nach ausgewechselten Ratificationen zustellen lassen. 1811

Notificat. au G D de Francfort.

Art. II. Da Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Frankfurt sich unterm 12. April 1811 gegen Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin erkläret haben, eine Cession dieser Rente auf einen andern Inhaber anzuerkennen, so werden nur gedachte Seine Herzogl. Durchlaucht von dieser geschehenen Abtretung dem Frankfurter Hofe sogleich nach ausgewechselten Ratificationen die ministerielle Eröffnung machen lassen, damit in Zukunft Se. Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen, von demselben als nunmehriger Eigenthümer dieser Rente betrachtet und angesehen werde, und die hierwegen zu leistenden Zahlungen nur an Seine Königl. Hoheit geschehen. Seine Herzogl. Durchlaucht werden bei dieser Anzeige zugleich die schon von Sr. Königl. Hoheit, dem Herrn Grossherzog von Frankfurt in Gemässheit Ihrer Erklärung vom 1sten Decbr. v. J. erhaltenen drei monatlichen Vorschüsse, d. i. $^{3}/_{12}$ der halben Rente, oder 1250 Fl. zurückbezahlen lassen.

Prix de la rente.

Art. III. Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen übernehmen diese Rente und deren Rück-

1811 stände, so wie die Ansprüche auf die dafür constituirte Hypothek nunmehr, als Ihr Eigenthum und verpflichten sich dagegen Seiner Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin

a) für die Rente, die Summe von Einmalhundert sechs und sechzig Tausend sechshundert sechs und sechzig Gulden und vierzig Kreuzer im 24 Fl. Fuss, in baarem Gelde auf folgende Weise zu bezahlen.

Diese Summe wird in den nächsten acht auf einander folgenden Jahren, jedes Jahr mit $^1/_8$ an Se. Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin bezahlet, und zugleich im ersten Jahre ganz, und in den folgenden, so viel stets davon noch übrig ist, mit sechs vom Hundert in gleich baarer klingender Münze verzinset. Hiernach werden in den acht Jahren alljährlich 20833 Fl. 20 Kr. am Capital und die Zinsen jederzeit auf folgende Weise und zu gleicher Zeit bezahlet:

a)	im ersten Jahre	10000 Fl.
b)	im zweiten —	8750 —
c)	im dritten —	7500 —
d)	im vierten —	6250 —
e)	im fünften —	5000 —
f)	im sechsten —	3750 —
g)	im siebenten —	2500 —
h)	im achten —	1250 —

Anticipation. Art. IV. Es wird sich jedoch Grossherzoglich Hessischer Seits vorbehalten, obige Capital Rückzahlungen auch früher, und allenfalls halbjährig, zu leisten, wo alsdann immer noch so viel als noch rückstehet, bei der nächsten Zahlung verzinset wird.

Hypothèque. Art. V. Zur Sicherheit für den im III. Artikel stipulirten Kaufschilling werden Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin zweihundert vierzig Stück Grossherzogl. Hessischer, jede zu 1000 Fl. lautender, bei Banquier Rothschild in Frankfurt a. M. im Jahre 1805 negocirter mit $4^1/_2$ vom Hundert verzinslicher Obligationen, sammt Coupons deponirt und davon bei jedesmaliger Rückzahlung eines ganzen Zieles oder Achtels der Capitals-Summe, dreissig Stück retradirt.

Lieu de payement. Art. VI. Alle diese Zahlungen und Rückgaben von Obligationen geschehen zu Frankfurt a. M. durch und an die Grossherzogl. Acquisitions-Casse, welche ein für allemal auf die bestimmten Ziele dazu angewiesen wird.

Art. VII. Der erste Zahlungs-Termin, nach dem sich alle übrigen richten, ist Ein Jahr nach ausgewechselten Ratificationen dieses Vertrags und geschiehet an den, oder die, welche Se. Herzogl. Durchlaucht von Mecklenburg - Schwerin dazu bevollmächtigen werden. 1811 La date.

Art. VIII. Sollten wider Verhoffen ausserordentliche Umstände eintreten, die es Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzog durchaus unmöglich machten, einen oder den andern Zahlungstermin einzuhalten, und hierüber nicht eine anderweite Vereinbarung zu Stande kommen, so soll Sr. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin, drei Monate nach solchen erschienenen Zahlungs-Terminen das Recht zustehen, sich an die deponirten Obligationen so viel dazu nach dem jedesmaligen Cours erforderlich ist, zu halten und sich dadurch zu remboursiren, ohne auf irgend eine Weise dafür in Ansprache genommen werden zu können, so wie überhaupt Seine Königl. Hoheit den Herrn Herzog jederzeit für die stipulirte Summe schadlos zu halten versprechen. Cas de retard.

Art. IX. Was nun *b*, die gleichfalls in dieser Abtretung mitbegriffenen Rückstände dieser Rente ad 80000 Fl. betrifft, so machen Se. Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen, sich anheischig für dieselben sogleich, nach erfolgten Ratifications-Auswechselungen, die Summe von zwanzigtausend Gulden und zwar 10000 Fl. sogleich baar und 10000 Fl. in einer in zwei Monaten nachher zahlbaren Anweisung auf ein Frankfurter Wechselhaus, an Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin ausbezahlen zu lassen. Arriérés.

Art. X. Die Ratificationen dieses Vertrags sollen längstens binnen drei Monaten und wo möglich noch früher in Giessen oder an einem andern, von den beiden Bevollmächtigten noch zu bestimmenden Orte, ausgewechselt werden. Ratifications.

Art. XI. Gleich bei erfolgter Auswechslung der Ratification werden Grossherzogl. Hessischer Seits dem Herzoglichen Legations-Rath Gumpelzhaimer die Art. V. stipulirte 240 Stück Obligationen und die Art. IX. erwähnten 20000 Fl. übergeben, und Exécution

1811 Item. Art. XII. Herzogl. Mecklenburgischer Seits die Art. I. berührte Cessions-Urkunde ausgehändiget werden.

So geschehen Giessen, den 9ten Sept. 1811.

Heinr. *Freiherr v.* Münch *zu Bellinghausen, Grossherzogl. Hessischer Geheimer Rath u. Hof-Cammer-Director der Provinz Hessen als Grossherzogl. Hessischer Bevollmächtigter.* (L. S.)

Christian Gottlieb Gumpelzhaimer, *Herzoglich. Mecklenburg-Schwerinscher Legations-Rath u. an dem Hofe des Grossherzogs v. Frankf. accreditirter Geschäftsträger als Bevollmächtigter.* (L. S.)

11.

19. Nov. *Convention entre l'Autriche et la Saxe sur l'administration exclusive des salines de Wieliczka, signée à Vienne le 19 Nov. 1811.*

(D'après l'imprimé de Vienne de l'Imprimerie d'état.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich haben mit Seiner Majestät dem Könige von Sachsen, Herzog von Warschau, in Betreff der Alleinverwaltung der Salinen von Wieliczka nachfolgenden Staatsvertrag abgeschlossen:

Administrat. technique. Art. I. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, übernehmen in Folge beiderseitigen Einverständnisses, die technisch-öconomische Alleinverwaltung des gemeinschaftlichen Salzwerks zu Wieliczka, unter nachstehenden Bedingungen, auf acht auf einander folgende Jahre, nämlich: vom ersten Februar eintausend achthundert und zwölf, bis letzten Januar eintausend achthundert und zwanzig.

Minimum annuel. Art. II. Allerhöchstgedacht Seine Kaiserliche Majestät machen Sich für die Dauerzeit dieser Alleinverwaltung verbindlich, Seiner Majestät dem Könige von Sachsen für das Herzogthum Warschau auf die Ihnen gebührende Hälfte der Steinsalz-Erzeugung von Wie-

liczka ein jährliches Minimum von viermal hundert 1811
funfzigtausend Centner Wiener Gewicht, und zwar: vom ersten November eintausend achthundert und zwölf angefangen, auf jedes der darauf folgenden Jahre, bis ersten April zweimal bunderttausend Centner, bis den vier und zwanzigsten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, und bis vier und zwanzigsten October einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner; auf die ersten drei Vierteljahre des gegenwärtigen Vertrags aber, das ist: vom ersten Februar bis Ende October eintausend achthundert und zwölf, die erste Rate bis funfzehnten April mit achtzigtausend Centner, die zweite Rate bis vier und zwanzigsten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, und die dritte Rate bis vier und zwanzigsten October mit einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, so wie endlich im letzten Jahre des Vertrags auf die Rate vom ersten November eintausend achthundert und neunzehn, bis letzten Januar eintausend achthundert und zwanzig mit einmalhundert zwanzigtausend Centner, abzugeben.

Dafern die Erzeugung in einem Jahre nicht bis auf neunmal hundert tausend Centner ausfallen sollte, so kann zwar der zur Ergänzung der obigen Quantität mangelnde Betrag, jedoch nur bis auf die Summe von zwanzigtausend Centner, mit Samborer Sudsalz, gegen Bezahlung in dem Preis, welcher durch den nachfolgenden Artikel XVII. festgesetzt wird, ergänzt, auf keinen Fall aber an Wieliczker Steinsalz weniger als viermal hundert dreissigtausend Centner, nach dem Verhältniss der oben stipulirten Raten, jährlich abgegeben werden, und wenn zur Ergänzung dieser Summe Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich einen Theil der Ihnen gebührenden Hälfte der Erzeugung vorschussweise zu verwenden genöthiget würden; so sind Sie berechtiget, Sich für die vorgeschossene Quantität von der nächstfolgenden Salz-Ausförderung (jedoch unbeschadet der für das Herzogthum Warschau stipulirten Raten) in Natura und nach dem Inhalte des bei den diessfälligen commissarischen Verhandlungen zu Wien aufgenommenen X. Protokolls § 4 zu entschädigen.

Das Steinsalz-Minimum soll zur einen Hälfte in Fässern gepackt, und zur anderen theils in Balvanen,

1811 theils in Formalsteinen, in Ansehung der Gattungen aber das Ganze, nach dem Verhältniss der Erzeugung und einer beiderseitigen gleichen Theilung in Szybiker und Grünsalz bestehen.

Uebrigens werden Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich die zweckdienlichen Mittel anwenden lassen, damit die Steinsalz-Erzeugung so hoch als möglich ausfalle.

In Hinsicht auf die Uebergabe und Abfuhr des auf das Herzogthum Warschau fallenden Salzantheils, haben sich der Königlich Sächsische Salinen-Commissär und der Kaiserl. Oesterreichische Niederlags-Inspector im ununterbrochenen Einverständnisse zu erhalten; in dem Falle jedoch, dass das Herzogthum Warschau das stipulirte Salzquantum in den bestimmten Terminen nicht abnehmen und verführen lassen sollte, ungeachtet dasselbe auf den Werksniederlagen zur Abgabe vorräthig ist, soll dieser Verzug der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung nicht zur Last fallen.

Exploitation à la fin de l'année

Art. III. Am Schlusse jedes Rechnungsjahres, welches mit ersten November anfängt, und mit letzten October sich endet, im Jahre eintausend achthundert und zwanzig aber mit Ende Januar, werden die sämmtlichen in der Grube vorhandenen commerzialmässigen Steinsalz-Vorräthe zu Tage gefördert, und der nach der Berichtigung der dritten und letzten Lieferungs-Rate an das Herzogthum Warschau, wie auch der rückständigen Oesterreichischen Forderung wegen des etwa geleisteten Vorschusses sich ergebende Ueberschuss, zu gleichen Hälften, zwischen beiden hohen contrahirenden Mächten, definitive getheilt.

Zu dieser Ausförderung soll am vier und zwanzigsten October jedes Jahres geschritten, und die neue Erzeugung bis zum Jahre eintausend achthundert und neunzehn einschlüssig, vom fünf und zwanzigsten October angefangen, für das nächst folgende Jahr verrechnet werden; im letzten Jahre des gegenwärtigen Vertrags aber, namlich: eintausend achthundert und zwanzig, soll die Ausförderung und der vollständige Abschluss mit Ende Januar geschehen.

Der von einem Abgangs-Termin zum andern bei der ununterbrochen fortlaufenden Salzförderung sich

ergebende Ueberschuss wird zwar ebenfalls zur Hälfte 1811
getheilt, jedoch als eine à Conto-Abgabe für die nächst folgende Termins-Rate angenommen.

Am vier und zwanzigsten October jedes Jahrs und respective mit Ende Januar eintausend achthundert und zwanzig sollen auch die obertagigen Salzniederlagen gehörig liquidirt, und der als Lager-Schwindung, oder wegen des Kehr- und Fusssalzes ausfallende Abgang mit einem gleichen aus der Grube zu befördernden Betrag sogleich ersetzt, das Kehr- und Fusssalz aber entweder zur Benutzung an das Sudwerk abgegeben, oder wieder in die Grube versenkt werden.

Art. IV. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Saunerie.
verpflichten Sich zur Benutzung aus den Wieliczker Gruben, im gemeinschaftlichen Gebiete von Wieliczka, ein Salz-Sudwerk auf gemeinschaftliche Kosten herstellen, und diesen Bau dermassen befördern zu lassen, dass die Versiedung noch im Jahre eintausend achthundert und dreizehn anfangen könne.

Ueber diesen Bau soll eine besondere Casse und Rechnung geführt werden, und die diessfällige beiderseitige Geldeinlage vom ersten Januar eintausend achthundert und zwölf angefangen nach dem Uebereinkommen des XXVIII. gemeinschaftlichen Commissions-Protocolls geschehen.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlassen die auf Ihren Antheil ausfallende Hälfte dieses Sudsalzes nebst dem Pfannenkern an Seine Majestät dem König von Sachsen für das Herzogthum Warschau, gegen jedesmalige baare Bezahlung desselben in dem Preise, welcher durch den XVII. Artikel für das sogenannte Samborer Sudsalz festgesetzt werden wird.

Seine Majestät der Köng von Sachsen verbinden Sich dagegen, die zu dem Betrieb dieses Salz-Sudwerks nothwendigen Steinkohlen in der erforderlichen Eigenschaft und Menge, den Jaworzner Kohlen-Koretz gegen Bezahlung von vier polnischen Gulden Warschauer Währung, ingleichen auf den Fall, dass das Sudsalz von Seiten des Herzogthums Warschau in Fässern abgenommen werden sollte, das ganze Fässer-Materiale aus dem Herzogthum Warschau zu dem Salz-Sudwerk zu Wieliczka herbeiliefern zu lassen.

1811 Für diese Sud-Salzfässer, welche im Gewicht einhundert und vierzig Wiener Pfund in sich fassen, soll jedoch aus der gemeinschaftlichen Casse nicht mehr als zwei Drittel desjenigen Betrags vergütet werden, als auf welchen eine ganze Steinsalz-Tonne zu fünfhundert sechszig Pfund Salz zu stehen kommt, und aus der gemeinschaftlichen Casse wirklich vergütet wird.

Frais de procréation etc. Art. V. Seine Majestät der König von Sachsen verpflichten Sich die Procreations- oder Betriebs-, Unterhaltungs- und General-Kosten der Wieliczker Salinen nach den sämmtlichen Ausgabs-Rubriken, wie sie in den jetzigen Quartals-Extracten aufgeführt worden, so wie auch die Sudsalz-Erzeugungs- und alle anderen Auslagen, welche nach dem gemeinschaftlichen Einverständnisse aus der Salinen-Verlagscasse angewiesen werden, zur Hälfte zu tragen.

Die beiderseitige Geldeinlage in diese gemeinschaftliche Casse wird bei dem Anfange der Alleinverwaltung für das Jahr eintausend achthundert und zwölf bis Ende October, nach einem von dem Uebergabs- und respective Uebernahms-Commissären zu entwerfenden Präliminar-System, mit einem ausfallenden Betrage auf zwei Monate, und nach Verlauf des ersten Monats und so weiter, jedesmal mit einem einmonatlichen Betrage vorschussweise von beiden hohen Mächten, in gleichen Antheilen geleistet; die Beträge der monatlichen Einlagen in der Folge aber, werden von einer im Anfange des Monats December jedes Jahrs nach Wieliczka zu delegirenden gemeinschaftlichen Revisions-Commission bestimmt.

Nach dieser Bestimmung soll die Einlage mit ersten des darauf folgenden Monats Januar von beiden Theilen berichtiget, bis dahin aber, nämlich: bis Ende December, die Zahlung nach der bestehenden alten Repartition geleistet, und wenn während dem Jahre ausserordentliche neue Auslagen von Dringlichkeit vorkommen, zu welchen die currenten Ratenzahlungen nicht hinreichen, so soll in solchen speciellen Fällen von Seiten der Salinen-Administration und den Königl. Sächsischen Commissären bei ihren respectiven Behörden ohne Verzug die nöthige Einleitung getroffen werden, damit die erforderlichen neuen ausserordentlichen Zuschüsse angewiesen werden.

Die Einlage geschieht in österreichischen Banco- 1811
zetteln und Kupfermünze, und sobald diese ausser Cours kommen, in österreichischen Einlösungsscheinen und Scheidemünze.

Auf den Fall, dass Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich für das Herzogthum Warschau auf die monatlich repartirten Verlagsbeiträge zur gemeinschaftlichen Casse Vorschüsse leisten sollten, machen Seine Majestät der König von Sachsen Sich verbindlich, für diese vorgeschossenen Beträge, sobald sie eine volle monatliche Einlage ausmachen, eine auf ihren Werth kommende Salz-Quantität, den Centner zu vierzehn pohlnischen Gulden gerechnet, in Wieliczka zurück zu lassen, den geleisteten Vorschuss mit sechs vom Hundert zu verzinsen, und sobald diese rückständigen Gelder den Betrag einer dreimonatlichen Einlage erreichen, die auf diesen Betrag zurückgelassene Salzquantität, oder in so fern diese zur Berichtigung der Oesterreichischen Forderung nicht hinreichend sein sollte; auch eine angemessene grössere Quantität, von der currenten Erzeugung von Ihrem Salinen-Commissär, und dem Kaiserlich Oesterreichischen Salzverschleiss-Director zu Wieliczka an die Meistbiethenden zu verkaufen, und mit der Kaufssumme die Forderung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich berichtigen zu lassen.

Art. VI. Die Kaiserlich Oesterreichische Administration wird befugt, zur Herbeischaffung des zum Salinen-Bedarf nöthigen Fässer-Materials und Bauholzes aus der Salinencasse, von Zeit zu Zeit, die dem Bedürfniss angemessenen Geldvorschüsse zu leisten, worüber zu Ende des Jahres ordentliche Rechnung zu legen, und nach vorgegangener buchhalterischer Censur derselben von der Administration die Verausgabung und Rechnungsrichtigkeit einzuleiten sein wird. Futaille bois.

Seine Majestät der König von Sachsen behalten Sich vor, dass sowohl das Fässer-Materiale, als das Stamm-, Bau- und Schnittholz, welches aus den Kaiserlich Oesterreichischen Cameralforsten an die Salinen zu Wieliczka abgegeben wird, in Ansehung der Wald- oder Stammtaxe nicht höher, als nach den festgesetzten allgemeinen Tarifpreisen, angerechnet werde.

1811

Denomination de l'administration

Art. VII. Die Administration, welcher von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich die Oberleitung der gemeinschaftlichen Salzwerke zu Wieliczka anvertraut wird, führt während der Alleinverwaltung den Titel: „Kaiserlich Königlich Oesterreichische Administration des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen- und Königlich-Sächsischen gemeinschaftlichen Salzwerks zu Wieliczka", und wird von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich nach demjenigen Dienst- und Besoldungs-Status ernannt und verpflichtet, über welchen man vermöge des XI. Commissions-Protocolls bereits unterm 30. März laufenden Jahrs gemeinschaftlich übereingekommen ist.

Gages.

Art. VIII. Die Löhne der Salinen-Arbeiter werden von der Salinen-Administration nach den von Zeit zu Zeit stattfindenden Verhältnissen und mit Rücksicht auf die, nach Inhalt des XV. Commissions-Protocolls vom 14. Mai dieses Jahres getroffene gemeinschaftliche Uebereinkunft regulirt.

Emploi de militaires.

Art. IX. Bei dem Mangel hinreichender gemeiner Salinen-Arbeiter, soll Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich frei stehen, die zum schwunghaftesten Betrieb der Salzwerke erforderliche Mannschaft durch Militär zu ersetzen, und zu dem Ende während der Alleinverwaltung, und so lange jener Mangel nicht ersetzt worden ist, einige hundert Mann unter der Bedingung nach Wieliczka zu ziehen, und daselbst auf gemeinschaftliche Kosten unterzubringen, dass der gemeine Mann unbewaffnet sei, und nur so viel Unter- und Oberofficiere beigegeben werden, als zur Erhaltung der Disciplin dieser Mannschaft nothwendig ist.

Diesen Officieren soll jedoch weder auf die öffentlichen Civil- noch militärischen Anstalten ein Einfluss gestattet sein, sondern nur die Aufsicht auf die ihnen untergeordnete Mannschaft, nach militärischem Gebrauch, jedoch dermassen zustehen, dass ein solcher militärischer Bergarbeiter nach Maass seines Verbrechens ohne Einmengung der Local-Militär-Garnison, oder Civiljurisdiction, an das Regiment zur ordentlichen Aburtheilung geschickt werden kann.

Seine Majestät der König von Sachsen verpflichten Sich zu verfügen, dass die Deserteurs von dieser zur Bergarbeit zu Wieliczka commandirten Militärmann-

schaft jedes Mal sogleich ausgeliefert werden. Die dabei zu beobachtenden Modalitäten sollen durch gemeinschaftliches Einvernehmen näher bestimmt werden. 1811

Uebrigens vereinigen Sich die beiderseitigen höchsten contrahirenden Theile dahin, dass weder die bei den Wieliczker Salinen sich schon jetzt befindenden Arbeiter, sowohl aus den K. K. Oesterreichischen Staaten, als auch aus dem Herzogthume Warschau zurückberufen, noch jene, die in der Folge dazu übertreten wollen, daran gehindert werden. Jedoch sollen aus beiderseitigen Staaten keine andere Arbeiter neu angenommen werden, als solche, die mit einem Passe versehen sind.

Art. X. Von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen wird der Kaiserlich-Oesterreichischen Salinen-Administration zu Wieliczka ein Commissär gesetzt, mit der Befugniss, allen Sitzungen, ämtlichen Deliberationen, Verhandlungen und Grubenbefahrungen beizuwohnen, von Allem unbeschränkte Einsicht zu nehmen, die Quartalsrechnungs-Extracte, den Jahresrechnungs-Hauptabschluss, welche mit den für die Kaiserlich-Oesterreichische Regierung ausgefertigten gleich sein müssen, zu empfangen, Auskünfte zu fordern, und ohne dass ihm jedoch eine einseitige Anordnung zusteht, und ohne den Fortgang des Werkbetriebes, welcher der Administration allein gebühret, zu hindern, Mängel und Gebrechen zu rügen, und über Verbesserungen mündlich oder schriftlich bei der Salinen-Administration Vortrag und Vorstellung zu machen. Commissaire Saxon.

Uebrigens soll die besondere Zustimmung dieses Königlich-Sächsischen Commissärs nur zu neuen gegenwärtig nicht existirenden Tagschachtbauen eingehohlt werden.

Der Commissär hat seinen Sitz in der Administration nach dem Vorsteher derselben, wohnt im Schlosse, wird aber von Seite des Herzogthums Warschau besoldet.

Auch steht ihm frei, su seinem Gebrauche und auf Kosten des Herzogthums Warschau, so viel Aushülfsbeamte zu halten, als zu seinem Wirkungskreis erforderlich sein werden; letztere sollen sich jedoch

1811 auf keine Weise in die Kaiserlich-Oesterreichischen ämtlichen Dispositionen einmengen.

Observations. ART. XI. Die von dem Königlich-Sächsischen Commissär bei der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung gemachten Erinnerungen und Vorstellungen, sind von der Salinen-Administration jedes Mal in gemeinschaftliche Ueberlegung zu nehmen, und entweder entsprechende Remedur zu treffen, oder hierüber Bericht an ihre höhere Behörde zu erstatten, welche diese Vorschläge, wenn sie für nützlich und annehmbar befunden werden, zur Ausführung bringen zu lassen, oder die dagegen obwaltenden Gründe bekannt zu machen hat.

Sollten die letzteren Seiner Majestät dem Könige von Sachsen nicht zur Beruhigung gereichen, so sollen auf Verlangen Höchstgedacht Seiner Majestät von beiden hohen Souverainen sachverständige Commissäre nach Wieliczka delegirt werden, welche die streitigen Puncte näher untersuchen, würdigen, und entweder einen gemeinschaftlichen Beschluss zur Ausführung fassen, oder mit gemeinschaftlichem Berichte ihre verschiedenen Meinungen der endlichen Entschliessung der beiden höchsten Höfe unterziehen.

Im ersteren Falle soll die Ausführung nach Maassgabe der Vollmachten durch den Kaiserlich Oesterreichischen Commissär an Ort und Stelle sogleich angeordnet werden.

Contrôle. ART. XII. Seine Majestät der König von Sachsen bestellen und verpflichten zur Controlle der Salzförderung bei jeder Schachtniederlage einen zweiten Verwalter, welcher zwar aus der gemeinschaftlichen Casse besoldet wird, jedoch dem Königlich Sächsischen Commissär untergeordnet und verantwortlich ist.

Uebrigens soll die Controlle auf die in dem XI. Protocoll der commissärischen Verhandlungen ddo. 30. März 1811. §. 4. lit. d. ausführlich vorgeschriebene Art Statt finden.

Commission de revision. ART. XIII. Nach Verlauf eines jeden Rechnungsjahres wird im Monat December von beiden hohen Souverainen eine zusammengesetzte gemeinschaftliche Revisions-Commission nach Wieliczka delegirt, welche in Gemässheit des IX. gemeinschaftlichen Com-

missions-Protocolls vom 23. Februar 1811 ad §§. 15 und 16 das gesammte gemeinschaftliche Rechnungs- und Cassewesen der Salinen, nebst den Inventarien, für das verflossene Jahr zu revidiren, und nach buchhalterischer Ordnung zu erledigen, den Zustand des Werks, das Präliminarsystem der Salzerzeugung, und die Verbesserungs-Vorschläge der Salinen-Administration für das künftige Jahr zu prüfen, und über alle Gegenstände ihrer Verhandlungen einen gemeinschaftlichen Bericht mit ihrem Gutachten an ihre höchsten Vollmachtgeber einzusenden hat, worauf sich diese nöthigen Falls in gegenseitiges Einvernehmen setzen, und gemeinschaftliche Entschliessung fassen werden. 1811

Für die verflossene Zeit der gemeinschaftlichen Verwaltung, bis zum Eintritt der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung, werden obige Geschäfte durch die Commissäre verrichtet, welche zur Uebergabe und respective Uebernahme nach Wieliczka abgeordnet werden.

Art. XIV. Seine Majestät der König von Sachsen behalten Sich vor, die Wieliczker Werke, so oft es Ihnen gefällig sein wird, und auf Ihre Kosten, ausserdem noch durch besondere abgesendete Commissäre befahren, und von dem Zustande des Werks Einsicht nehmen zu lassen. Inspection.

Diesen Commissären soll die Salinen-Administration alle erforderlichen Auskünfte ertheilen.

Art. XV. Zu der Stelle des gemeinschaftlich aufzustellenden Gouverneurs zu Wieliczka sollen, für die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen drei Individuen in Vorschlag gebracht, und aus diesen von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich der Gouverneur gewählt werden. Gouverneur.

Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich steht jedoch zu, auf den Fall Ihrer Unzufriedenheit mit dem ämtlichen Betragen des Gouverneurs, nach Verlauf der ersten Hälfte des Zeitraums der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung, auf dessen Abberufung einzuschreiten, und für die übrige Dauerzeit aus den anderweiten Vorschlägen Seiner Majestät des Königs von Sachsen, einen andern Gouverneur zu

1811 wählen, auch sowohl für die erste als zweite Wahl, in so fern gegen die vorgeschlagenen drei Individuen Bedenken eintreten, noch einen zweiten Terna-Vorschlag zu verlangen.

Préemption. Art. XVI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich räumen Seiner Majestät dem Könige von Sachsen bei dem Verkaufe des entbehrlichen Bochnier und Wieliczker Steinsalzes, gegen Bezahlung des von anderen Käufern angebotenen gleichen Preises, den Vorzug ein. Jedoch soll auf die dem Königlich-Sächsischen Commissar zu Wieliczka diessfalls zu machende Eröffnung, vom Tage des Empfangs, längstens binnen drei Wochen, die entscheidende Erklärung abgegeben werden.

Prix du sel de Sambor. Art. XVII. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlassen an Seine Majestät den König von Sachsen, für das Herzogthum Warschau, jährlich die Summe von siebenzigtausend Schatzfässern, oder acht und neunzigtausend Centner Samborer Sudsalz, um den moderirten Preis von zwei Gulden fünf und vierzig Kreuzer, in Zwanzigkreuzerstücken, Ducaten oder Thalern, nach dem Conventionsfuss, für ein Schatzfass à hundert und vierzig Wiener Pfund.

Diese Salzquantität soll jährlich in drei Terminen, und zwar zum Frühjahrswasser bis Ende April, mit dreissigtausend Schatzfässern, und zur Benutzung der Sommer- und Herbstfluth, als zweiten und dritten Termin, jedes Mal mit zwanzigtausend Schatzfässern, von denen zunächst dem Saanflusse liegenden Cockturen, abgegeben, und von Seite des Herzogthums auf eigene Kosten verführet werden.

Seine Majestät der König von Sachsen verbinden Sich dagegen, den ganzen Geldbetrag dieses Salzes jährlich zu drei gleichen Raten in drei Terminen, als in den Monaten Februar, August und November, entweder an die Kaiserlich-Oesterreichische Salzverschleisscasse zu Wieliczka, oder unmittelbar an eine Kaiserlich-Oesterreichische Casse zu Wien in oben gemeldeten Münzsorten bezahlen zu lassen.

Die diessfällige Bestellung soll von Seite des Herzogthums im Monate November jeden Jahrs für das nächstfolgende bei der vorgenannten Verschleiss-Di-

rection geschehen, und das Herzogthum in diesem Falle auch gehalten sein, das Salz abzunehmen, und die festgesetzten Ratenzahlungen zu leisten. Dafern die Ratenzahlungen in obbestimmten Terminen nicht geleistet würden, bleibt Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich unbenommen, dieses Salz nicht über die Gränze ausführen zu lassen. 1811

Art. XVIII. Für die bei der gemeinschaftlichen Besitznahme der Wieliczker Salzwerke vorgefundenen, und durch freundschaftliche Uebereinkunft zu gleichen Theilen getheilten commerzialmässigen Salzvorräthe verpflichten sich Seine Majestät der König von Sachsen, die Erzeugungskosten der auf Ihren Antheil kommenden Hälfte mit vierzig fünfachtel Kreuzer in Bancozetteln, per Centner, dem Kaiserlich Oesterreichischen Aerarium in dem bestimmten Termine zu vergüten, so wie auch Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich zur Entschädigung für die von Ihnen getilgten Privatansprüche auf jene Salzvorräthe, von dem nach dem obigen III. Artikel beiden Theilen gemeinschaftlich zukommenden Ueberschuss, welcher sich künftig bei der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung der Wieliczker Salinen über das stipulirte Minimum der jährlichen Salzerzeugung ergeben wird, und dessen Erzeugungskosten aus der gemeinschaftlichen Casse bestritten werden, vor dessen Theilung ein Quantum von dreissigtausend Centner unentgeldlich zu überlassen. Provisions.

Art. XIX. Seine Majestät der König von Sachsen verbinden sich auf die Dauer der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung, das durch den Podgorzer Rayon transitirende Kaiserlich-Oesterreichische Salz keiner anderen Entrichtung, als der gewöhnlichen allgemeinen Wegmauth zu unterziehen. Transit.

Art. XX. In so fern ein oder der andere Artikel des gegenwärtigen Vertrags von Seite Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich unerfüllt bleiben sollte; so soll, je nachdem die Nichterfüllung in der ersten, oder in der zweiten Hälfte des Jahres eintritt, mit Ausgang des laufenden oder respective des nächstfolgenden Jahres die Alleinverwaltung, und mit dieser alle auf selbe gegründeten in dem gegenwärtigen Vertrag gegenseitig übernommenen Verbindlichkeiten auf- Cas de non accomplissement.

1811 hören, und an deren Statt die gemeinschaftliche Verwaltung nach der Organisation beginnen, die beide hohe Souveraine durch zu delegirende Commissäre, unter Beobachtung einer vollkommenen, und in Ansehung der Wahl und Bestellung des Administrations-Personals stattfindenden Gleichheit zu beschliessen und einzuführen für gut finden werden.

Cas fortuit d'interruption.

Art. XXI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich sind aber von der für ein jährlich abzugebendes Steinsalz-Minimum übernommenen Haftung entbunden, wenn die Salzerzeugung und Förderung ohne Verschulden der Administration durch ausserordentliche Zufälle (casus fortuiti majores) in's Stocken geräth.

Diese Entbindung währt jedoch nur so lange, als die Salzförderung wirklich gestört ist, auf welchen Zeitraum lediglich das möglichst erzeugt werdende Salz zu gleichen Theilen getheilt wird.

Terme de l'accomplissement.

Art. XXII. Die Uebergabe der Alleinverwaltung an Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich soll am ersten Februar eintausend achthundert und zwölf Statt finden.

Mit ihr erlischt das zeither bestandene Provisorium vom sechsten December eintausend achthundert und neun, und mit Eintritt der Alleinverwaltung werden die bei den Salinen und den verschiedenen Manipulations-Abtheilungen zeither angestellten Königlich-Sächsischen und Herzoglich Warschauischen controllirenden Beamten und Wagdiener abgerufen, in so weit sie nicht wieder bei der neuen Einrichtung angestellt werden.

Zur ordentlichen Uebergabe und respective Uebernahme sollen von beiden Seiten Commissäre ernannt werden, welche die in den Gruben vorfindigen commerzialmässigen Salzvorräthe ausfördern lassen, und zwischen beide Mächte theilen. Auch sollen über alle andere zum Werksbetrieb gehörige Vorräthe an Materialien, Naturalien, Geräthschaften, Utensilien etc. ohne Ausnahme, welche als ein gemeinschaftliches Eigenthum anzusehen sind, genaue Inventarien unter gemeinschaftlicher Ausfertigung aufgenommen, die gemeinschaftliche Verlagscasse gehörig liquidiret, so wie auch alle Passiv- und Activrückstände bis Ende Januar

eintausend achthundert und zwölf erforscht und berichtiget werden. 1811

Uebrigens sollen alle Voracten, Karten und Rechnungsstücke, welche Bezug auf die vormals bestandene oberämtliche Leitung des Salinenwerks zu Bochnia, und die vormaligen Verschleissniederlagen haben, von jenen, die das Wieliczker Salinenwerk betreffen, unter Aufsicht des Königlich Sächsischen Commissärs abgesondert, und erstere mit einem ordentlichen Verzeichnisse dem Kaiserlich-Oesterreichischen Commissär zur weiteren Disposition übergeben werden.

Art. XXIII. Schliesslich kommen beide hohe contrahirende Theile überein, dass, wenn während der Dauer der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung bei der Ausführung eines oder des andern der vorstehenden Vertrags-Artikel Zweifel oder Anstände sich ergeben, diejenigen Protocolle, welche bei den zur Abschliessung gegenwärtigen Vertrags zu Wien zwischen Ihren beiderseitigen Bevollmächtigten Statt gehabten commissairischen Verhandlungen aufgenommen worden sind, zur näheren Erläuterung und Richtschnur dienen, und angenommen werden sollen. Interpretation.

Wien den neunzehnten des Monats November im Jahre eintausend achthundert und eilf.

Franz Anton *Ritter v.* Kranzberg.

Thad. Peithner *Ritter v.* Lichtenfels.

Joseph *Graf v.* Luba.

Sigm. August Wolfgang *v.* Herder.

Ferdinand Ferner *Edler v.* Ferenberg.

12.

1812 28 Mars. *Convention entre la France et les Cantons de la confédération Suisse, signée à Bern le 28 Mars 1812. en remplacement de la Capitulation militaire conclue en 1803* *).

(*Gazette du Gr. Duché de Francfort.* 1812. N. 95.)

Principales stipulations.

La France prend à Sa solde 4 régimens Suisses formant en totalité 12000 hommes, non compris l'état-major. Chaque régiment consiste en 3 bataillons de guerre, un demi-bataillon de dépôt et une compagnie d'artillerie. Les bataillons sont composés de 6 compagnies de 140 hommes chacune, dont une compagnie de grenadiers, une de voltigeurs et 4 de fusiliers. L'organisation des régimens, bataillons et compagnies est la même que celle des troupes Françaises; ils jouissent de la même solde et des mêmes avantages que ces troupes.

Les officiers mis hors d'activité par la reduction des troupes suisses de 16,000 hommes à 12000 conservent leur rang et leurs appointemens jusqu'à ce qu'ils soyent replaces. Les recrues doivent être prises parmi les hommes de l'âge de 20 à 40 ans, et avoir 5 pieds 2 pouces, à l'exception des voltigeurs qui ne devront avoir que 4 pieds 9 pouces. La durée de l'engagement est de 4 ans. La confédération Suisse s'engage à fournir tous les ans pour l'entretien des régimens, 2000 hommes de nouvelles recrues; en temps de guerre en Italie ou en Allemagne, elle en livrera 1000 de plus. Elle s'oblige en outre à remplacer les déserteurs à ses frais. Lorsqu'il n'y aura plus de troupes suisses au service d'autres puissances (celles qui y sont doivent être rappellées) la confédération ne sera tenue au remplacement des déserteurs que pendant les deux premières années de leur service. La France paye 130 Francs

*) v. *Supplémens* T. III. p. 576.

d'engagement pour chaque recrue; les régences des Cantons pourront employer au recrutement les officiers qui se trouvent en Suisse avec permission. Le service des troupes Suisses est borné à l'Europe et aux isles qui en font partie. On pourra au moyen d'arrangemens favorables qui auront lieu dans la suite, prendre des compagnies de grenadiers pour la garde impériale. 1812

La place de colonel-général des troupes Suisses est conservée; on nommera en outre deux généraux de brigade: Les troupes Suisses continueront de jouir de leur juridiction particulière. La disposition qui accorde aux Suisses 20 places à l'école polytechnique est maintenue. La nouvelle capitulation militaire est conclue pour 25 ans, et les ratifications doivent être échangées à Paris au plus tard 20 jours après la signature de cette convention.

13.

Traité de paix et d'amitié perpétuelle, conclu entre l'empire de Russie et celui de Perse, le 12 Octobre 1813, dans le camp Russe, sur la rivière de Seiwa dans le Gulistan, par les plénipotentiaires nommés à cet effet par les deux parties, et qui a été confirmé le 15 Septembre 1814. à Tiflis par les plénipotentiaires respectifs, au moyen de l'échange des ratifications des deux monarques. 1813 12 Oct.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 273. 274.)

a.

S. M. I. très-haut et très-puissant prince, Empereur et autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le Padischach, dominateur et souverain de la Perse, désirant sincèrement, par amour pour leurs sujets respectifs,

1813 mettre fin aux maux de la guerre si affligeans pour leur coeur, et rétablir sur un fondement solide une paix sure et les relations d'amitié et de bon voisinage, qui ont subsisté dès les tems anciens entre les empires russe et persan, ont jugé à propos de nommer pour cet acte juste et bienfaisant leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies: S. Exc. Nicolas Rtischtschew son lieutenant général, commandant en chef des troupes de Grusinie et de la ligne du Caucase, commandant de la flottille de la mer Caspienne, chevalier des ordres de S. Alexander Newsky, de St. Anne 1ère classe, des St. George 4e classe, et propriétaire d'un sabre d'or portant cette inscription: pour la bravoure.

S. M. le Schach de Perse: son ministre distingué et très-honoré Mirza Abdoul Hassan Chan, qui a été envoyé extraordinaire près les cours de Turquie et d'Angleterre, choisi entre tous les généraux persans, le ministre le plus affidé de son souverain, conseiller des affaires privées de la haute cour de Perse, descendant d'une famille de Visir, Chan de la 2e classe à la cour de Perse, et possédant les marques les plus distinguées de faveur qui consistent en un poignard en un sabre ornés de diamans, des vêtemens et Schawls garnis de diamans, ainsi qu'un harnois dans le même genre.

En conséquence, nous, les plénipotentiaires ci-dessus nous nous sommes réunis sur le territoire Karabag dans le Gulistan près la rivière de Seiwa, et après avoir échangé nos pleinspouvoirs, et examiné mûrement tout ce qui avoit rapport à l'affermissement de la paix et des relations d'amitié à conclure au nom de nos deux grands monarques, nous avons réglé et confirmé pour toujours les articles suivans:

Paix perpétuelle.

Art. I. Les hostilités et la mésintelligence qui ont eu lieu jusqu'ici entre les empires russe et persan cessent dès à présent par ce traité, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligense entre S. M. l'autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le Schach de Perse, leurs héritiers et successeurs, et leurs gouvernemens respectifs.

Ligne de limites.

Art. II. Comme il a déjà été réglé mutuellement par des conferences préliminaires entre les deux hau-

tes puissances que la paix sera conclue sur le pied du *status quo présent*, savoir que chaque partie restera en possession des pays, Chanats et territoires qui se trouvent maintenant entièrement en son pouvoir, la ligne suivante formera dès à présent et pour l'avenir la frontière entre l'Empire Russe et celui de Perse. 1813

Cette ligne *) commence près la forêt Odina-Basara, traverse en droite ligne le desert Maganais, jusqu'à la digue d'Edibuluk près la rivière Arax, de là en montant le long de l'Arax jusqu'à l'endroit où la petite rivière Kapanaktschaja y entre, et plus loin à la droite de la petite rivière Kapanaktschaja jusqu'à la crête des montagnes de Migrin, et continue à s'étendre de là par les limites des Chanats Karabag et Nachitschewan sur la crête de montagnes de Alegas, jusqu'à la forêt Daraleges, où se touchent les limites des Chanats de Karabag, Nachitschewan, Erivan et d'une partie du cercle d'Elisabethpol, (lequel appartenait autrefois au Channat de Ganschin); en suite de là par la limite qui sépare le Chanat d'Eriwan, des terres du cercle d'Elisabethpol comme de celui de Schamschadit et de Kasach jusqu'à la forêt de Eschok-Meidan et de là sur les crêtes des montagnes en suivant à droite le cours de la petite rivière et de la route de Gimsatschiman le long de la crête de la montagne de Bambak jusqu'au coin de la limite de Schuragel; de cet angle enfin jusqu'à la hauteur du mong glacial d'Alages, et de là le long de la crête des montagnes par la frontière de Schuragel, entre Mastaras et Artik jusqu'à la petite rivière de Arpatschaja. Au reste, comme le territoire de Talüschin a passé pendant la guerre tantôt sous le pouvoir de l'une tantôt sous celui de l'autre Puissance, les limites de ce Chanat du côté de Sinsel et Ardawil seront, pour plus de certitude, réglées après la signature et la ratification du présent traité par des commissaires reciproquement nommés d'un accord commun, lesquels commissaires dresseront, sous la direction des commandans en chef des deux parties une description fidèle et détaillée des territoires et habitations, comme aussi des rivières, montagnes, lacs et

*) Ce qui suit jusqu'à la fin de l'art. 2. manque dans le Journal de Francfort de 1818, mais a été ajouté dans celui de 1819.

1813 forêts qui se trouvent jusqu'à l'époque présente dans la possession effective de l'une des deux parties; et alors il sera tiré une ligne de délimitation du Chanat de Talüschin sur la base de l'état de possession actuel, de sorte que chaque partie reste en possession de son territoire. De la même manière, si dans les limites ci-dessus traçées la ligne dépasseroit en quelque point la possession actuelle de l'une ou de l'autre des deux parties, chaque partie obtiendra après examen des commissaires des deux hautes Puissances une indemnité proportionelle sur la base de l'état de possession actuelle.

Chanats cédés à la Russie.

Art. III. S. M. le Schach, afin de prouver à S. M. l'Empereur de Russie la sincérité de ces intentions, reconnoit solennellement, tant pour lui que pour ses successeurs au trône de Perse, que les Chanats (gouvernemens) ci-dessous appartiennent en propre à l'empire russe: le Chanat de Karabag et de Gaus-Chin, qui sont maintenant réunis en une province sur le nom d'Elisabethpol, ainsi que les Chanats de Schekin, Schirwan, Derbent, Kubin, Bakin et Talischin avec les terres dépendantes qui se trouvent maintenant au pouvoir de la Russie; en outre tout le Daghestan, la Grusinie avec la province de Schuragel, Imirèzie, Guriel, Mingrélie et Abchasie, de même que tous les territoires et fonds de terre qui sont situés entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucase, avec les pays et les peuplades qui confinent à cette dernière et à la mer Caspienne.

Secours.

Art. IV. S. M. l'Empereur de Russie, en témoignage de ses sentimens pour S. M. le Schach de Perse, et pour lui prouver son désir sincère de voir l'autocratie et l'autorité souveraine établies sur une base solide dans l'empire persan, voisin de la Russie, s'engage solennellement pour lui et ses successeurs, à prêter, en cas de besoin, secours à celui des fils du Schach de Perse, qu'il nommera héritier de l'empire Persan, afin qu'aucun ennemi étranger ne puisse se mêler des affaires de la Perse, et que la cour de Perse soit fortifiée par l'appui de la cour de Russie. Du reste, s'il s'élevoit des différends entre les fils du Schach sur les affaires de l'empire persan, la Russie n'y prendra point part avant que le Schach régnant ne réclame son intervention.

Art. V. Les vaisseaux marchands russes auront, comme autérieurement, le droit de naviguer le long des côtes de la mer Caspienne et d'y aborder. En cas de naufrage, les persans leurs donneront amicalement du secours. Les bâtimens de commerce persans auront aussi comme auparavant le même droit de cabotage le long des côtes de la mer Caspienne et d'aborder sur le rivage russe; et en cas de naufrage, les russes leur donneront toute l'assistance nécessaire. Quant aux vaisseaux de guerre, comme, avant la guerre, ainsi que durant la paix et dans tous les temps, le pavillon russe a seul flotté sur la mer Caspienne, il aura aussi maintenant sous ce rapport le même droit exclusif qu'auparavant, de manière qu'outre la puissance russe aucune autre ne puisse arborer un pavillon militaire sur la mer Caspienne. 1813 Navigation.

Art. VI. Tous les prisonniers au pouvoir des deux parties, soit prisonniers de guerre, soit habitans enlevés à leurs foyers, qu'ils soient chrétiens ou de toute autre religion, seront rendus trois mois après la conclusion et la signature du présent traité, et il sera pourvu à leur entretien et frais de voyage jusqu'à Karaklis. Prisonniers.

Art. VII. Outre les articles ci-dessus, L. M. l'Empereur de Russie et le Schach de Perse sont convenus que les ministres respectifs des deux cours, qui, en cas de besoin, auront été envoyés dans les résidences de L. M. seront reçus conformément à leur rang et à l'importance des missions dont ils seront chargés. Les agens ou consuls accrédités, suivant l'ancien usage, par L. M. dans les villes où elles le jugeront nécessaire pour la protection du commerce, et qui ne pourront avoir plus de 10 personnes à leur suite, seront considérés et honorés d'une manière conforme à leur rang en qualité de fonctionnaires accrédités; il sera donné des ordres, pour que non-seulement ils ne soient point insultés, mais encore pour que dans le cas où les sujets respectifs des deux puissances auroient quelquels plaintes à faire, on procéde, d'après leurs représentations, de la manière la plus impartiale, pour qu'il soit fait réparation entière à l'offensé. Ministres.

Art. VIII. Quant à ce qui concerne les relations commerciales entre les sujets de L. M. qui sont munis de certificats de leur gouvernement ou des comman- Commerce.

1813 dans de frontières, qui attestent qu'ils sont réellement négocians et sujets russes ou persans, il leur sera permis de se rendre librement par terre et par mer dans les états des deux puissances contractantes, d'y demeurer, pour faire le commerce, aussi longtems qu'ils le jugeront à propos, et de s'en retouruer également sans éprouver de rétard. Ils pourront vendre et échanger les marchandises importées de Russie en Perse, et réciproquement. En cas de décès d'un sujet russe venu en Perse ou domicilié dans cet état, sa fortune et les biens, tant meubles qu'immeubles, étant considérés comme des biens appartenant à des sujets d'une puissance amie, les premiers seront délivrés sans délai et sans recèlement, contre quittance, suivant les lois, à leurs associés ou à leurs parens; il sera permis à ceux-ci de vendre les premiers à qui bon leur semblera, à leur gré et à leur plus grand avantage, ainsi que cela se pratique dans tous les états civilisés, quelle que soit la puissance dont dépendent les interessés.

Droits.

ART. IX. Il ne sera pas levé plus de 5 pour Cent de droits sur les marchandises introduites par des négocians russes dans les villes ou les ports de Perse, et ce droit ne sera perçu qu'une fois. La même chose aura lieu par réciprocité en Russie à l'égard des persans.

Ventes et achats.

ART. X. A l'arrivée des marchandises sur les côtes, dans les ports, ou dans les villes frontières des deux parties contractantes, il sera accordé toute la liberté possible aux marchands respectifs pour vendre ou échanger leurs marchandises, ou pour en acheter d'autres, sans qu'ils soient astreints à demander à cet effet une permission aux directeurs des douanes ou aux revendeurs (*Vorkäufern*), leur devoir étant de veiller à ce que le commerce ait son libre cours.

Publication; ratification.

ART. XI. Après la signature de ce traité, les plénipotentiaires des deux puissances en donneront respectivement sans délai connoissance par tout où il appartiendra, et expédieront un ordre pour faire cesser par tout sur le champ les hostilités.

Le présent traité de paix perpétuelle, en deux exemplaires semblables, accompagnés d'une traduction en langue persane, signé par les plénipotentiaires ci-dessus des deux puissances, muni de leurs cachets et mutuellement échangé, sera confirmé par l'Empereur

de Russie et le Schach de Perse, et ratifié solennellement par la signature de L. M. Les exemplaires ratifiés seront envoyés dans l'intervalle de trois mois par les deux cours à leur plénipotentiaires. 1813

Fait dans le camp russe sur le territoire de Karabag en Gulistan sur la rivière Seiwa, l'an de J. C. 1813 le 12 Octobre, et suivant le calendrier persan, l'an 1228, le 29 du mois Schawal.

Le plénipotentiaire et commandant général en Grusinie,
NICOLAS RTISCHTSCHEW.

Le plénipotentiaire du célèbre empire persan,
MIRZA ABDUL HASSAN CHAN.

b.

Ukase de S. M. l'Empereur portant publication du précedent traité avec la Perse, en date du 16 *Juil.* 1818. 1818 16 Juil.

(*Journal de Francfort.* 1808. Nr. 260.)

Alexandre prémier etc.

La paix avec la Perse a assuré la tranquillité aux frontières orientales de notre Empire; elle a été conclue dans une circonstance décisive, dans le même tems où la nouvelle destinée de l'Europe a été fixée, et l'unanimité des sentimens couronnée par la victoire.

Depuis cette memorable époque, les nations jouissent des bienfaits de la paix générale; les liens de l'amitié contractée entre la Perse et la Russie se sont de plus en plus resserrés dans l'espace des quatre dernières années; ils sont maintenant entretenus des deux côtés par de solennelles ambassades et appuyés sur une base inébranlable.

En annonçant à nos fidèles sujets cet heureux évènement, qui offre déjà les avantages d'une parfaite harmonie et d'une tranquillité constante, nous avons ordonné de publier le traité même, conclu avec la Perse à Gulistan le 12 Octobre 1813.

Donné à St. Pétersbourg, le 16 Juillet 1818.

ALEXANDRE.

14.

1813 2 Nov. *Traités entre l'Autriche (et ses alliés) et le Grand Duc de Hesse pour l'admission de celui-ci à la grande alliance. 1813.*

a.

Convention militaire entre l'Autriche et le G. D. de Hesse signée à Dörnigheim le 2 Nov. 1813.

(Copie manuscrite mais sûre).

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen erachten der Wohlfahrt Ihrer Unterthanen gemäss, Sich von der Rheinischen Conföderation zu trennen, und der heiligen Sache der coallirten Allerhöchsten Mächte beizutreten. In Folge dieses ist zwischen Seiner Excellenz dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Herrn Feldmarschall Lieutenant und Commandirenden des vereinigten Oesterreichisch-Baierischen Armee-Corps, Herrn Grafen von Fresnel, und zwischen dem Grossherzogl. Herrn Hofmarschall und Geheimen-Rath Freiherrn Du Thil nachfolgende Militär-Convention geschlossen worden, welche bei den unverzüglich mit den verbündeten Allerhöchsten Mächten abzuschliessenden Definitiv-Tractaten zur Basis dienen soll.

Art. I. Se. Königliche Hoheit machen Sich anheischig in der kürzest möglichen Zeit alle disponiblen Truppen in Ihren Staaten zu dem verbündeten Oesterreichischen-Baierischen Armee-Corps stossen zu lassen.

Art. II. Verbinden Sich Se. Königliche Hoheit, diese Truppen nach Möglichkeit der in Ihro Gewalt stehenden Mittel zu vermehren, und die Zahl und Gattung der in der Folge zu stellenden in dem Definitiv-Tractate bestimmt auszudrücken.

Art. III. Diese Truppen werden stets einen integrirenden Theil der verbündeten Armee ausmachen, und in dieser Hinsicht, so wie die der übrigen Allerhöchsten Alliirten verpflegt und behandelt werden.

Gegenwärtige Militär-Convention wurde zu diesem Ende von den Eingangsgenannten Bevollmächtigten in doppelter Fertigung mit ihrer Unterschrift und ihren Siegeln versehen. Geschehen zu Dörnigheim am 2ten November 1813. 1813

Freiherr DU THIL, *Hofmarschall und Geheimer Rath.* (L. S.)

Graf von FRESNEL, *Feldmarschall-Lieutenant.* (L. S.)

b.

Traité entre S. M. l'Empereur d'Autriche (et in simili S. M. l'Empereur de Russie et i. s. S. M. le Roi de Prusse) et S. A. S. le Grand-Duc de Hesse pour l'admission de celui-ci à la grande alliance, signé en trois instrumens séparés, à Francfort sur Main le 23 Nov. 1813. 23 Nov.

(Copie manuscrite mais sûre).

Au nom. de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, animé ainsi que tous ses Augustes Alliés du desir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la Cause commune et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admet pour sa part à la grande Alliance Son Altesse Royale le Grand Duc de Hesse.

Pour determiner les conditions de cette admission, Sa Majesté Imperiale a nommé et donné ses pleinspouvoirs au Sieur François, Baron de Binder de Kriegelstein, Grand-Croix du l'ordre du mérite civil de Wurtemberg;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse ayant nommé de son coté et muni de ses pleinspouvoirs le Sieur Guillaume Charles du Bos, Baron du Thil, Maréchal de la Cour, Conseiller privé et Chambellan de Sa dite Altesse Royale, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus et ont arrêté les articles suivants:

1813

Renonciation à la confédération du Rhin.

ART. I. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse rénonce pour Lui et Ses successeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations, qui en résultent pour Eux.

Soutien de la cause commune.

ART. II. Son Altesse Royale s'engage au contraire à soutenir la Cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir.

Secours.

ART. III. Les secours que Son Altesse Royale sera tenue de fournir à la cause commune, son spécifiés dans un instrument séparé, qui doit être envisage, comme partie intégrante du présent Traité.

Garantie.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, garantit à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse Sa Souveraineté et Ses possessions. Par contre Son Altesse Royale s'engage à se conformer à cet égard et en général aux arrangements qu'exigera l'ordre des choses qui sera definitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

ART. V. Le présent Traité d'alliance sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le Cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main, le vingt-trois Novembre l'an de Grâce mil huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER*).

(L. S.) CHARLES GUILLAUME.
Baron du Bos DU THIL.

*) L'instrument avec la Russie est signé de la part de cette Puissance par son ministre Jean d'Anstett, celui avec la Prusse par le baron de Humbold.

15.

Traité d'alliance entre l'Autriche et ses alliés et les Duc et Prince de Nassau, signé à Francfort sur Main le 23 Nov. 1813. 1813 23 Nov.

a.

Instrument du traité avec l'Autriche.

Au nom de la très sainte indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème animé ainsi que tous ses augustes alliés, du désir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la cause commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admet pour sa part à la grande alliance, leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau.

Pour déterminer les conditions de cette admission, Sa Majesté Impériale a nommé et donné Ses pleinspouvoirs au Sieur François Baron de Binder de Kriegelstein, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wurtemberg; et Leur Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau, ayant nommé de leur côté et muni de leurs pleinspouvoirs, le Sieur Frédéric Adolphe Baron de Winzingerode, Colonel à la Suite et Grand-Ecuyer de Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau; et le Sieur Charles Frédéric Ibell, Conseiller privé actuel et référendaire intime d'Etat de Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau, les Plénipotentiaires respectifs son convenues et ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau renoncent pour eux et leurs successeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations qui en resultent pour Eux.

Art. II. Leurs Altesses Sérénissimes s'engagent au contraire à soutenir la cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en leur pouvoir.

Art. III. Les secours que leurs Altesses Sérénissimes seront tenues de fournir à la cause commune, sont

1813 specifiés dans un instrument séparé, qui doit être envisagé comme partie intégrante du présent traité.

Art. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème garantit à Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau, leur Souveraineté et leurs possessions.

Par contre Leurs Altesses Sérénissimes s'engagent à se conformer à cet égard et en général aux arrangemens qu'exigera l'ordre des choses qui sera definitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

Art. V. Le présent traité d'Alliance sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus cours delai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main le vingt-trois Novembre, l'an de Grâce, mil-hut-cenit-treize.

Signé: (L. S.) Binder.
(L. S.) *Baron* de Wintzingeroda.
(L. S.) Charles Frédéric Ibell.

b.

Articles séparés et secrets.

Art. I. Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau se préteront à toutes les cessions qu' éxigerout les arrangemens futurs en Allemagne, calculés pour le maintien de la force et de l'indépendance de ce pays.

Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau s'étant déclarés prêts à restituer dès à présent à la Maison de Nassau-Orange des possessions réunies jusqu'ici aux Leurs, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème regarde cette Déclaration comme une des conditions du présent Traité, et elle recevra son effet moyennant un arrangement de famille garanti par les puissances alliées.

Art. II. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème s'engage par contre, à s'employer à procurer à Leurs Altesses Sérénissimes en retour de ces cessions, une indemnité compatible avec la masse des objets qui seront disponibles à l'époque de la pacification et avec le but enoncé ci-dessus, et la plus rapprochée des dimensions actuëlles des Etats de Leurs Altesses Sérénissimes. 1813

Les présens articles séparés et secrets auront la même force et valeur, comme s'ils étaient insérés mot à mot au Traité principal de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ces articles séparés et secrets, et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main, le vingt-trois Novembre l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

(L. S.) Binder.
(L. S.) *Baron* de Wintzingeroda.
(L. S.) Charles Frédéric Ibell.

C.

Pièces annexées au traité.

I.

Système général de défense.

Art. I. Pour assurer l'indépendance future de l'Allemagne et pour donner plus d'unité à ses moyens militaires, il à été convenu d'établir un système général et provisoire de défense pour tous les Etats de l'Allemagne.

Art. II. Dans ce système se trouvent compris, outre les grandes Puissances alliées, les Etats des Princes allemands, qui ont accedé à la grande alliance pour le but de l'indépendance de l'Allemagne, enfin ceux, qui dans ce moment sont administrés pour le bien de la cause publique, comme le Royaume de Saxe, le Grand Duché de Francfort etc.

Art. III. Dans tous ces pays on formera sans délai à l'exemple de l'Autriche, de la Prusse et de la Bavière,

1813 des corps de volontaires, des troupes de ligne et une Landwehr, une reserve pour celles-ci et de plus, dans les pays où cela sera nécessaire, un Landsturm.

Art. IV. Ces troupes ne pourront être composées que d'indigènes des pays respectifs.

Art. V. Le nombre des troupes de ligne, de la Landwehr et des reserves pour chaque pays sera réglé d'après le contingent que chacun d'eux a fourni à la confédération du Rhin, en doublant celui-ci de manière, que la première moitié formera les troupes de ligne qui seront fournies aussiôt et le plus promptement possibles, la seconde — la Landwehr — qui sera formé également, dans le terme le plus rapproché d'après un réglement particulier. Toutes ces troupes seront toujours maintenûes au grand complet moyennant des reserves proportionnées et toutes prêtes.

Art. VI. Le Landsturm n'entrera point dans ce calcul.

Art. VII. Les troupes de ligne et la Landwehr seront tenues de combattre partout où la guerre l'exigera.

Art. VIII. Les troupes de la Landwehr joindront le plutôt possible leurs corps respectifs.

Art. IX. Le Landsturm ne servira que dans l'interieur de son pays et pour la défense de ses propres foyers.

Art. X. Toutes ces forces seront organisées en différens grande Corps.

Art. XI. Chacun de ces corps aura un Général et un Etat major particulier. Les fraix que causeront ceux-ci seront à la charge des Etats qui formeront les corps.

Art. XII. Chaque corps d'armée sera, le plus que faire se pourra, placé dans la proximité des Etats qui le fournissent et mis sous le commandement général le plus rapproché d'eux.

Art. XIII. Chaque pays pourvoira à l'habillement et à l'équippement, aussibien qu'à la solde des troupes et cela de la manière la plus prompte et la plus exacte.

Art. XIV. Aussitôt que les corps se seront formés, leur approvisionnement se sera d'après l'arrangement

convenu séparement; au reste chaque Etat sera tenu à fournir les trains de transport nécessaires (*Fuhrwesen*). 1813

Art. XV. Pour eviter dès ce moment toute méprise, les troupes des Puissances alliées porteront toutes une seule et même marque distinctive (*Feldzeichen*).

Art. XVI. Les Puissances alliées nommeront sur le champ des officiers qui désigneront les points et les positions qui devront être fortifiés ou retranchés pour la défense commune de l'Allemagne et il sera procédé sans délai à leur établissement.

Art. XVII. Aucun pays ne pourra se refuser à ces établissemens; ils seront tenus de pourvoir gratis aux charrois et à la main-d'oeuvre. Les pays voisins seront obligés cependant de concourir proportionnellement à cette charge.

Art. XVIII. Pour faciliter les armemens nécessaires, les Puissances alliées sont convenues d'exploiter les fabriques d'armes et les moulins à poudre de l'Allemagne, uniquement pour cet objet et les établissemens de Suhl, Sohlingen, Herzberg, Olberhaan etc. recevront les ordres nécessaires à cet effet.

Art. XIX. Afin de favoriser également l'établissement de l'Artillerie, les Puissances alliées sont convenues d'y assigner une partie de l'artillerie prise sur l'ennemi. Les chevaux et harnais seront fournis par les Etats et pays respectifs.

Toutes les armes quelconques que les Puissances alliées conquerront dans les places fortes de l'Elbe, seront également employées aux armemens de l'Allemagne.

Le présent instrument cité à l'article 3. du traité du même jour, devant être envisagé comme inseré mot à mot au dit traité, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé de même à Francfort sur le Main le vingt-trois Novembre l'an de grace mil-huit-cent-treize.

(L. S.) *Signé:* Francois *Baron* Binder de Kriegelstein.

II.

1813 *Plan zu einer unter den deutschen Fürsten zu schliessenden Vereinigung zu Herbeischaffung der Kriegskosten.*

Art. I. Die deutschen Fürsten, welche dem Rheinbunde entsagt haben, verpflichten sich als Bedingung der von ihnen zu den grossen verbündeten Heeren zu stellenden Kontingente, auch noch mit ihrem Credit zu Herbeischaffung der Kriegskosten mitzuwirken, und diesen Credit bis zu dem Betrage der Brutto-Einkünfte ihrer Länder von einem Jahr auszudehnen.

Art. II. Der Betrag dieses einjährigen Einkommens wird nach den bekannten statistischen Datis angenommen, oder nach einem allgemeinen Verhältniss zu der bekannten Seelenzahl ausgemittelt.

Art. III. Um diesen Credit sofort zur Bestreitung der Kriegskosten benutzen zu können, wird über die ganze Summe desselben ohne Zeitverlust eine gemeinschaftliche Haupt-Obligation ausgestellt und vor denen dazu zu ernennenden Commissarien der hohen verbündeten Mächte, von sämmtlichen theilnehmenden Fürsten durch ihre Special-Bevollmächtigten unterschrieben, sodann aber in die Hände der gedachten Commissarien an einem dazu zu bestimmenden Ort deponirt.

Art. IV. Die in gedachter Obligation von Seite der Fürsten zu übernehmende Zahlungs-Verbindlichkeit ist solidarisch und dahin gerichtet, die darauf zu erhebenden oder erhobenen Summen in vier und zwanzig Terminen von drei Monaten zu drei Monaten pro rata eines jeden Theilnehmers binnen sechs Jahren a dato eines Jahrs vom Tage der Ausstellung der Obligation an gerechnet, zurückzuzahlen, so dass wenn z. B. die Ausstellung am 1sten Decbr. d. J. erfolgt, der erste Termin am 1sten März 1815 und der letzte am 1sten März 1821 einfällt.

Die hohen verbündeten Mächte versehen diese Obligation mit ihrer gleichfalls solidarischen Garantie, und verpflichten sich bei dem Frieden, einen beson-

dern Artikel in dem Friedensschlusse einzuschalten, 1813
wodurch wegen richtiger Zahlung der Schuld auf das bestimmteste vollkommene Sicherheit gegeben wird.

Art. V. Die sämmtlichen Landes-Einkünfte der unterzeichnenden Fürsten werden zur Special-Hypothek für die Rückzahlung bestellt, besonders aber alle Domainen und Domanial-Einkünfte, in deren Besitz sie sich befinden.

Art. VI. Vorgedachte Haupt-Obligation wird in Partial-Obligationen zu 5000, 2000, 1000, 500, 200, 100 und 50 Fl. eingetheilt, welche au porteur stehen und sechs Procent Zinsen tragen, auch zu mehrerer Beglaubigung von dazu ernannten Bevollmächtigten unterzeichnet werden. Vierteljährig wird nach der Bestimmung des § 4 der sechste Theil des Ganzen durch das Loos bestimmt und nebst den Zinsen zurückgezahlt.

Art. VII. Die alliirten Mächte verbinden sich, diejenigen Zahlungen, zu denen sie sich durch die Verträge verpflichten werden, mittelst jener Obligationen zu bezahlen.

Art. VIII. Es wird von den hohen verbündeten Mächten in einer, dem Kriegsschauplatze nicht zu nahe liegenden Stadt ein Komité gebildet, wobei die unterschriebenen Fürsten eigene Deputirte ernennen, und welches auf die prompte Einhaltung der Termine von Seiten der unterschriebenen Fürsten wacht.

Der bei jedem dieser Fürsten von Seite der verbündeten Mächte anzustellende Agent wird ebenfalls zu gleichem Zwecke besonders beauftragt. Diese terminliche Rückzahlungen können nur in dem nach den Bestimmungen des § 7 in Kurs gebrachten Obligationen, oder in baarem Gelde geschehen. Diejenigen Obligationen, welche von den Inhabern unmittelbar bei der Komité präsentirt werden, werden in baarem Gelde ausbezahlt.

Art. IX. Gegen diejenigen von den Theilnehmern, welche ihre Verbindlichkeiten nicht erfüllen, werden auf den Antrag der Komité sofort die nöthigen Massregeln ergriffen.

Art. X. Alle eingelösten Obligationen werden durch das Komité sofort vernichtet, und die Summe nebst den Nummern derselben öffentlich bekannt gemacht.

1813 Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrages vom heutigen Tage angezogene Verhandlung eben so angesehen werden soll, als wäre dieselbe dem erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerückt, so haben die gegenseitigen Bevollmächtigten dieselbe auf gleiche Weise unterzeichnet.

So geschehen Frankfurt a. M. den 23. Novbr. 1813.

(L. S.) Franz, *Freiherr* Binder von Kriegelstein.

III.

Entretien des troupes.

In Ansehung der Concurrenz der der deutschen Verbündung beitretenden Staaten zur Naturalverpflegung der grossen Armeen, welche für die Herstellung der Unabhängigkeit dieser Verbündung fechten, sind folgende Grundzüge, als den allgemeinen Ansichten entsprechend, anzunehmen.

Art. I. Die drei grossen Mächte, nämlich Oesterreich, Russland und Preussen werden zur Verpflegung ihrer Heere, den sechsmonatlichen Bedarf aus ihren Staaten nachschieben.

Art. II. Die Wasserfrachten werden von ihnen bezahlt, wenn aber die Einladung in dem Gebiete eines verbündeten Staates geschiehet, so ist dessen Regierung verpflichtet, die Gefässe gegen die in gewöhnlichen Zeiten übliche Fracht gestellen zu lassen.

Art III. Wo kein Wassertransport möglich ist, wird das benöthigte Fuhrwesen unentgeltlich gestellt, und zu dem Ende werden Fuhrlinien von stehenden Wagenparks angelegt.

Art. IV. Die Fütterung für das nachzutreibende Schlachtvieh wird gegen Quittung verabreicht, wenn aber Weideplätze angewiesen werden können, so geschiehet solches unentgeltlich.

Art. V. Da diese Maassregeln aber erst nach wiederaufgehender Schifffahrt und bei fahrbaren Wegen ihre volle Ausführung erhalten können; so machen die verbündeten Staaten sich anheischig, den Verpfle-

gungsbedarf der Armeen nach den jedesmaligen Forderungen der General-Intendantur oder in dringenden Fällen und bei Märschen, nach denen der Corps-Commandanten, gegen Quittung zu verabreichen, und in die zu designirenden Magazine einzuliefern. 1813

Art. VI. Diese Lieferungen sollen unmittelbar nach erfolgten durch die Quittungen belegten Liquidationen in den anderweitig bestimmten Obligationen bezahlt werden.

Art. VII. Die Preise derselben werden nach dem Durchschnitte der in den sechs Monaten vom 1sten Juli bis 31sten Decbr. 1813 statt gefundenen Marktpreisen der grössern Städte des liefernden Staates bestimmt. Bei den kleinern Staaten werden die des Militär-Districts, zu welchem sie gehören, angenommen.

Art. VIII. Requisitionen an Bekleidungs-Bedürfnissen werden nur in Ansehung von Schuhen, Stiefeln und Tuch zu Beinkleidern als der häufig eine augenblickliche Befriedigung heischenden Bedürfnisse, statt finden.

Art. IX. Sie können ebenfalls nur durch die General-Intendantur, oder in ausserordentlichen Fällen durch die Corps-Commandanten auf ihre Verantwortung erlassen werden. Die Bezahlung dafür wird nach der im § 6 bestimmten Art in Obligationen nach den landüblichen Preisen geleistet.

Art. X. Diese Bezahlung findet für alle seit dem 1sten November c. ausgeschriebene Naturalien- und Bekleidungsbedürfnisse statt.

Art. XI. Die Transporte sowohl der eigenen Lieferungen als der von rückwärts ankommenden Ausschreibungen werden als Kriegslast unentgeltlich geleistet.

Art. XII. Ein jeder der Bundesstaaten übernimmt die eigene Verpflegung seines Contingents und sichert solche auf ein Jahr.

Art. XIII. Zu mehrerer Bequemlichkeit und Vermeidung lästiger Transporte wird aber die Verpflegung der Contingente, da wo sie sich befinden, auf Requisition bewirkt, und für selbige von derjenigen grossen Macht, mit deren Armee sie verbunden sind, in Obli-

1813 gationen-Zahlung geleistet, wogegen ein jeder Bundesstaat so viel Naturalien als die einjährige Verpflegung seines Contingents beträgt, ohne Bezahlung verabreicht.

Art. XIV. Dieses nach den Portionssätzen im voraus zu bestimmende Quantum wird daher von den Liquidationen der auf Quittungen gelieferten Verpflegung abgerechnet.

Art. XV. Die im eigenen Lande geleistete Verpflegung des Contingents und der Landwehr kommt dabei zur Berechnung, nicht aber die der Reserven.

Art. XVI. Wenn der Krieg nicht ein Jahr dauert, oder während desselben die Contingente auf feindlichem Territorium unentgeltliche Verpflegung genossen haben, so kommt von der Liquidation nur dasjenige Quantum in Abzug, welches der Zeit entspricht, binnen welcher die Verpflegung des Contingents hat bezahlt werden müssen.

Art. XVII. Die grossen verbündeten Mächte werden sich über die von ihnen für die Contingente geleisteten Zahlungen und die dagegen ihnen zu Gute gekommene unentgeltliche Verpflegung unter sich berechnen.

Art. XVIII. Wenn auf Märschen oder in Kantonnirungen eine Etappen-Verpflegung statt findet; so wird sie nach beigehendem Tarif geleistet, es wird Quittung darüber gegeben, und die Bezahlung dafür pro Tag und Kopf auf die § 6 gedachte Weise gewährt.

Art. XIX. Die Bestimmung des Preises erfolgt nach denen im § 7 erwähnten Durschnitts-Sätzen.

Art. XX. Wegen der Lazarethe zur Aufnahme der Kranken und Blessirten der Bundesheere sowohl als der Gefangenen, wird ein besonderes Reglement ergehen, welches auf den Grundsatz einer Geld-Concurrenz abseiten der verbündeten Mächte und der dem Bunde beitretenden deutschen Staaten gebaut werden soll.

Art. XXI. Denen von der Hauptarmee getrennt agirenden Armeen werden besondere Verpflegungs-Rayons, die sich nach den Bewegungen der Armee richten und verändern, angewiesen werden, in welchen sie nach den obigen Bestimmungen zu verfahren haben.

Art. XXII. Die Verpflegung auf den Militärstrassen wird nach obigen Grundsätzen bezahlt. 1813

Hauptquartier Frankfurt, den 20. Nov. 1813.

Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrags vom heutigen Tag angezogene Verhandlung eben so angesehen werden soll, als wäre dieselbe dem erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerückt; so haben die gegenseitigen Bevollmächtigten dieselbe auf gleiche Weise unterzeichnet.

Frankfurt, den 23. November 1813.

(L. S.) Franz *Freiherr* Binder von Kriegelstein.

16.

Extrait du Traité entre (S. M. l'Empereur d'Autriche) in simili S. M. l'Empereur de Russie, in simili S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg Saalfeld pour l'admission de celui-ci à l'alliance signé en trois instrumens séparés à Francfort sur le Main le 24 Novembre 1813. 24 Nov.

(*Beantwortung der von dem Herzoglichen Hause Sachsen-Meiningen gegen Sachsen-Coburg-Saalfeld erlassenen Denkschrift die S. Coburg-Eisenberg und Römhildische Success. betreffend. fol. p.* 24.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohème (*de Russie, le Roi de Prusse*) animé ainsi que tous ses augustes alliés, du désir de rallier les

1813 souverains de l'Allemagne à la cause commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie admet pour sa part à la grande Alliance, son altesse sérénissime le Duc de Coburg-Saalfeld etc.

Renonciation à la conféd. du Rhin.

ART. I. Son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld renonce pour Lui et ses successeurs à la confédération du Rhin, et à tous les liens, devoirs et obligations qui en resultent pour Eux.

Soutien de la cause commune.

ART. II. Son Altesse Sérénissime s'engage au contraire à soutenir la cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir.

Secours.

ART. III. Les secours que son Altesse Sérénissime sera tenue de fournir à la cause commune, sont spécifiés dans un instrument séparé qui doit être envisagé comme partie intégrante du présent traité.

Garantie.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche (de Russie, le Roi de Prusse) garantit à son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld sa souveraineté et ses possessions.

Par contre, son Altesse Sérénissime s'engage à se conformer à cet égard, et en général, aux arrangemens qu'exigera l'ordre des choses, qui sera définitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

Fait à Francfort sur le Main le 24 Novembre l'an de grâce 1813.

(L. S.) BINDER.*)

B. FISCHER DE FREUBERG.

*) L'instrument signé avec la Russie est signé de la part de cette Puissance: Jean d'Anstett, celui avec Prusse: Ch. Guill. Baron de Humbold.

17.

Traité préliminaire d'union et de cessions reciproques entre les branches de la maison d'Orange et de Nassau; signé à Francfort ce 26 Novembre 1813.)* 1813 26 Nov.

Nachdem durch die siegreichen Waffen der gegen Frankreich verbündeten Mächte die Auflösung der rheinischen Conföderation herbeigeführt worden, in deren Gefolge aber das herzogliche Haus Nassau der bestehenden Allianz gegen Frankreich unter den von Ihro Kaiserlichen und Königlichen Majestäten von Oesterreich, Russland und Preussen festgesetzten Bedingungen beigetreten ist; so ist der Zeitpunkt gekommen, wo die durch überwiegende äussere Einwirkung unterbrochene enge Vereinigung der bestehenden beiden Hauptstämme des Fürstenhauses Nassau durch neue Bande befestigt werden konnte.

Da es nun immer die Absicht Ihro Durchlauchten des Herzogs und Fürsten zu Nassau gewesen, Höchst Ihres Orts bei eintretender Zeit und Gelegenheit zur Restitution Seiner Hoheit des Prinzen von Oranien Nassau in Höchst Dero deutsche Lande und Besitzungen auf alle Weise thätig mitzuwirken, insonderheit in dem Fall, wo Seine Hoheit zum Wiederbesitz der mit dem Grossherzogthum Berg vereinigt gewesenen alt Nassauischen Stammlande gelangen würden; so war die bei dem Abschluss des Allianztractats mit den vorerwähnten Mächten dem herzoglichen Hause Nassau zu erkennen gegebene Absicht, das fürstliche Haus Oranien-Nassau in dem Besitz Höchst Ihro Lande restituirt zu sehen, den eigenen Wünschen und Er-

*) Ce traité n'a pas été solennellement ratifié par S. A. R. le Prince d'Orange néanmoins il a été confirmé et mis en execution par le traité posterieurement conclu le 23 Juillet 1814 lequel a déjà été donné plus haut Suppl. T. VI. p. 23.

1813 wartungen Ihro Herzoglichen und Hochfürstlichen Durchlauchten zu Nassau durchaus entsprechend.

Höchstdieselben haben daher Höchst Ihrem unterzeichneten dirigirenden Staatsminister Freiherrn Marschall von Bieberstein, des Grossherzoglich Badenschen Ordens der Treue Grosskreuz, Vollmacht und Gewalt ertheilt, mit dem zur Uebernahme des Besitzes und den hieraus resultirenden Regierungsanordnungen von Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-Nassau hierher abgeordneten Generalbevollmächtigten dem mit unterzeichneten Minister Freiherrn von Gagern, des Hessischen Löwens und des Grossherzoglich Badenschen Ordens der Treue Grosskreuz, eine Uebereinkunft zu verabreden, wornach über jene Restitution, so wie über den Besitz und die Verwaltung der in Gefolge der rheinischen Conföderations-Acte mit dem Herzogthum Nassau vereinigten Oranien-Nassauischen Besitzungen solche Bestimmungen festgesetzt würden, welche eben sowohl dem Zweck der engen Wiedervereinigung des Hauses Nassau, wie die allgemein vorwaltenden, und in unterliegendem Fall insonderheit offenkundigen Absichten der gegen Frankreich alliirten Mächte auf möglichste Erhaltung der bestehenden Verwaltungs-Ordnung um militärisch-politischer Zwecke willen entsprechend seien. Hiervon ausgehend, sind beide hier oben angeführte Bevollmächtigte über nachfolgende provisorische Artikel übereingekommen.

Art. I. Die Bande, wodurch die zwei Hauptstämme des Hauses Nassau von jeher und allermeist seit Errichtung des Nassauischen Erbvereins vom Jahre 1783 vereinigt waren, sind als wieder angeknüpft zu betrachten; doch bleibt die Revision der in besagtem Erbverein begründeten wechselseitigen Verhältnisse, Rechte und Verbindlichkeiten und der aus den eingetretenen Zeitverhältnissen hervorgehenden nothwendigen Abänderungen und Proportionen zur besondern Verhandlung und Uebereinkunft bei schicklicher Zeit und Gelegenheit ausgesetzt.

Art. II. Sobald Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau in den Besitz Höchst Dero mit dem

Grossherzogthum Berg vereinigt gewesenen alt Nassauischen Stammlande restituirt sein werden, soll an Höchstdieselben das von Nassau besessene, was die Rechte des Eigenthums und der Besitzergreifung betrifft, in den vorigen Stand zurückgestellt werden. 1813

In Absicht der ferneren Vollziehung und Administration selbst aber soll das Amt Diez in seinem dermaligen Bestand samt dem ehemaligen Amt Dauborn, bestehend aus dem Oberamt Kirberg zu Kamberg dermalen incorporirten Ortschaften Dauborn und Eufingen nebst dem Hof Gnadenthal, ferner der geographischen Lage wegen aus dem Herzoglich-Nassauischen dermaligen Amt Burbach, neben dem so genannten Hickengrund, die vormals zwischen Oranien-Nassau und Sayn-Hachenburg gemeinschaftlichen Ortschaften sofort mit allen Hoheits- und Domanialrechten, Gerechtsamen, Besitzungen und Domänen abgetreten werden.

Das inmittelst mit dem Amte Diez vereinigte Dorf Balduinstein samt Zubehörde verbleibt bei demselben. Eben so das dem Amte Nassau incorporirte Dorf Obernhof samt Zubehörde bei diesem.

Art. III. Um keine nachtheilige Verwickelung in den eingerichteten Comptabilitätsformen zu veranlassen, auch um für die Oranien-Nassauische Uebernahme der Renten und Gefälle in vorbesagten Aemtern und Besitzungen, so wie für die nothwendigen Anordnungen in Betreff deren künftigen Verwaltung und Verrechnung Zeit und Raum zu gewinnen, ist für den Fall einer früheren Retrocession stipulirt worden, dass alle und jede Einnahmen bis zum Schlusse des laufenden Rechnungsjahrs d. h. bis zum 31. December 1813 dem Herzoglichen Hause Nassau verrechnet werden sollen.

Dagegen werden für das Jahr 1813 nicht allein die bisher bestandene Abgabe zur Fürstlich-Oranien-Nassauischen Casse, sondern auch der volle Betrag des Herzoglich-Nassauischer Seits bereits übernommenen Antheils von Zinsen von Oranien-Nassauischen Passiv-Capitalien und Pensionen bis zum Schluss dieses Jahres

1813 ohne einigen Abzug aus der Herzoglich Nassauischen Staatskasse geleistet.

Art. IV. Die vormals gemeinschaftlichen Aemter und Besitzungen Wehrheim, Kamberg sammt Mensfelden, Kirberg und Nassau sammt der Vogtey Ems verbleiben, so viel die Administration betrifft, in ausschliesslichem Besitz des herzoglichen Hauses Nassau bis zur dereinstigen endlichen Auseinandersetzung zwischen den beiden Hauptstämmen des Hauses Nassau.

Art. V. Vom 1. Januar 1814 an, in so fern bis dahin die Restitution des fürstlichen Hauses Oranien-Nassau in die hier oben im Art. II. aufgeführten Landestheile und Besitzungen erfolgt sein wird, übernimmt Hochdasselbe alle und jede darauf haftende Locallasten und Ausgaben, desgleichen alle vom Herzoglichen Hause Nassau bei der Auseinandersetzung mit dem Grossherzogthum Berg übernommene Pensionen vormals Oranien-Nassauischer Diener und Angehörigen ohne Unterschied.

Art. VI. Dagegen verpflichtet sich das herzogliche Haus Nassau, so lange sich dasselbe in dem ungetheilten Genuss der im Art. IV. aufgeführten Objecte befinden wird, zur fortgesetzten Bezahlung aller und jeder, von Oranien-Nassauischen Passivcapitalien ratirlich übernommenen Zinsen mit Ausschluss des als Locallast zu betrachtenden Antheils der im vorhergehenden Artikel erwähnten Landestheile an den Kriegsschulden-Capitalien bis zum Zeitpunct der vorhin gedachten endlichen und allgemeinen Ausgleichung. Die im Art. III. ebenmässig bereits gedachte Jahresrente cessirt vom selbigen Termin an.

Art. VII. Der Sitz des Herzoglich-Nassauischen Oberappelationsgerichts verbleibt zu Diez in dem gegenwärtigen Bestand, desgleichen die daselbst etablirte Zuchthausanstalt nach ihrer ganzen dermaligen Verfassung und Einrichtung. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-Nassau ist vorbehalten, dem Wirkungskreis des Oberappelationsgerichts sämtliche in Deutschland Höchstdenselben restituirte Lande zu untergeben, weniger nicht über die Zuchthausanstalt zur Detention

der von den Kriminalgerichtshöfen Seiner Hoheit verurtheilten Verbrecher zu disponiren. Beides nach den hierüber in der Folge annoch näher zu bestimmenden Modalitäten der Vollziehung. 1813

Art. VIII. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-Nassau bleibt es überlassen, die in Herzoglich-Nassauische Dienste getretenen Oranien-Nassauischen Diener gutfindenden Falls zurückzurufen.

Art. IX. Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau garantiren bis zum allgemeinen Frieden und der schliesslichen Uebereinkunft über alle suspendirte Fragen die Unterhaltung der Wehrlücke bei der Oraniensteiner Mühle zum Behuf der ungehinderten Lahnschiffahrt. Höchstdieselben werden die Lahnschiffahrt bei ihrer dermaligen Befreiung von Zöllen und Abgaben aller und jeder Art und Gattung bis dahin erhalten.

Art. X. Damit die Unterhaltung der die Aemter Diez und Burbach durchziehenden chaussirten grossen Landstrassen nicht gefährdet werde, so ist für zweckmässig gehalten worden, dass die respective Concurrenz der beiderseitigen Unterthanen zu dieser gemeinnützlichen Arbeit unter gemeinschaftlicher Inspection und Direction nach der bestehenden Verfassung und Einrichtung vorerst und bis zur allgemeinen nähern Ausscheidung der wechselseitigen Landesverhältnisse fortdauern solle.

Art. XI. Dieweilen Ihro Herzogliche und Hochfürstliche Durchlauchten zu Nassau sich anheischig gemacht haben, für das Herzogthum Nassau das Doppelte des vormalig rheinischen Bundes Contingents an regulirten Truppen und Landwehr zur alliirten Armee einzustellen, so werden Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau die nach Proportion der Bevölkerung hiervon auf die nach Art. II. an Höchstdieselbe abzutretende Landestheile fallende Rate vom Zeitpunct der geschehenen Cession an übernehmen. Damit auch die innige Vereinigung der beiderseitigen Landes- und Staatsinteressen in jeder auswärtigen Beziehung bethätiget respective gefördert werde, so werden die paciscirenden Nassauischen Höfe gemeinschaftlich die für

1813 die militärische Brauchbarkeit augenscheinlich grosse und wesentliche Vortheile in Gefolge mit sich führende Vereinigung der von Höchstihnen respective zur alliirten Armee zu stellenden militärischen Corps an Freiwilligen, regulirten Truppen und Landwehren zu erwirken Bedacht sein. Alles vorbehaltlich näherer Uebereinkunft, sobald über Anzahl. Waffengattung und militärische Formation der respectiven Contingente die einschlagenden Bestimmungen regulirt sein werden.

Art. XII. Die beiderseitigen respectiven Verwaltungsbehörden und Unterthanen sollen auf die wirksamste Art und Weise von den bestehenden Verhältnissen zwischen den Nassauischen Höfen nicht allein gehörig unterrichtet, sondern auch zur allenthalbigen Unterhaltung und Beförderung des hiernach errichteten und beabsichteten besten Einverständnisses ermahnt und angewiesen werden.

Art. XIII. Die respective Ratification des gegenwärtigen provisorischen Staats- und Hausvertrags soll auf dem kürzesten Wege eingeholt, und die Auswechselung der darüber ausgefertigten Urkunden, wo möglich, noch vor Ablauf des gegenwärtigen Jahres gegen einander erfolgen, demnächst aber zur allenthalbigen nähern Uebereinkunft über die daraus resultirenden respectiven Vollziehungsanordnungen besondere Commissarien mit sacherforderlichen Vollmachten und Instructionen bestellt werden.

Zu dessen Beurkundung ist der gegenwärtige Vertrag doppelt ausgefertigt, und jedes Exemplar von den Eingangs aufgeführten beiden Bevollmächtigten eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Frankfurt a. M. den 26. Nov. 1813.

(L. S.) *Freih.* v. Gagern.

Freih. v. Marschall.

Zusatz-Artikel. 1813

In sofern der quantitativ noch unbekannte Betrag des dem Herzogthum Nassau angesonnenen und mittelst Ausfertigung von besondern Obligationen demnächst zu leistenden Beitrags zu den allgemeinen Kriegskosten mit Rücksicht auf die an Seine Hoheit den Prinzen von Oranien-Nassau zurückfallenden Landestheile ausgemittelt werden sollte; so unterliegt die ratirliche Theilnahme besagter Landestheile als eine sich von selbsten verstehende Verbindlichkeit keinem Zweifel. Die Concurrenz-Quote wird in diesem Falle nach dem nemlichen Verhältniss bestimmt werden, wornach der Beitrag des Ganzen ist regulirt worden.

Geschehen wie oben.

(L. S.) *Freih.* v. Gagern.

Freih. v. Marschall.

18.

1814 5. Juil. *Treaty of iendship and alliance between His Britannic Majesty and His Catholic Majesty Ferdinand VII. Signed at Madrid the 5th day of July 1814.*

(*Published by Authority London 4to en Anglois et Espagnol.*)

In the name of the most Holy Trinity.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and His Catholic Majesty, being equally animated by a desire to strengthen and perpetuate the union and alliance which have been the principal means of re-establishing the balance of power in Europe, and of restoring peace to the world, have constituted and appointed, that is to say: His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, the Right Honourable *Sir Henry Wellesley*, one of His Majesty's most honourable Privy Council, Knight Companion of the most honourable order of the Bath, and His Majesty's Ambassador extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty; and His Catholic Majesty, *Don Joseph Miguel de Carbajal y Vargas, Duke of San Carlos, Count of Castillejo and of Puerto*, Grandee of Spain of the first class, Knight of the most illustrious order of the Golden Flees, Grand cross of the Royal and distinguished Order of Charles III. Commander of Esparagoza de hares in the order of Alcantara, Chief Majordomo of the King, and Gentleman of His Chamber, Lieutenant general in the Royal Army, Counsellor of State, and First Secretary of State and of general Dispach, who, after having exchanged their respective full powers, and finding them in good and due form, have agreed to and concluded the following articles:

Art. I. There shall be in future a strict and intimate alliance between His Majesty the King of the

18.

Traité d'amitié et d'alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Catholique Ferdinand VII. Signé à Madrid le 5 Juillet 1814. **1814** 5 Juil.

(Traduction privée.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et Sa Majesté Catholique, animés d'un desir égal de resserrer et de perpétuer l'union et l'alliance qui ont été les moyens principaux pour retablir la balance du pouvoir en Europe et pour restituer la paix au monde, ont nommé et autorisé, savoir: Sa Maj. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande le très-honorable Sir Henry Wellesley *membre du très-honorable conseil privé de Sa Majesté, chevalier du trsè-honorable ordre du Bain et Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté Catholique, et S. M. Catholique Don* Joseph Michel de Carbajal y Vargas, duc de San Carlos, comte de Castillejo et de Puerta, *grand d'Espagne de la première classe, Chavalier de l'illustre ordre de la toison d'or, Grand-Croix de l'ordre royal et distingué de Charles III. Commandeur de Esparagoza de Lares de l'ordre d'Alcantara, Majordome en chef du Roi et Gentilhomme de Sa chambre, Lieutenant général à l'armée Royale, Conseiller d'Etat et premier Secrétaire d'Etat et du dispacho général; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:*

Art. I. *Il y aura à l'avenir une alliance étroite et intime entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-*

1814 United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Catholic Majesty, their heirs and successors; and in consequence of this intimate union, the High Contracting Parties shal endeavour to forward, by all possible means, their respective interests.

His Britannic Majesty and His Catholic Majesty declare, however, that in drawing closer the ties so happily subsisting between them, their object is by no means to injure any other State.

Art. II. The present alliance shall in no way derogate from the treaties and alliances which the High Contracting Parties may have with other powers, it being understood that the said treaties are not contrary to the friendship and good understanding, which it is the object of the present Treaty to cement and perpetuate.

Art. III. It having been agreed by the Treaty signed at London on the 14th day of January 1809, to proceed to the negociation of a treaty of Commerce between Great Britain and Spain, as soon as it should be practicable so to do, and the two High Contracting parties destring mutually to protect and extend the commerce between their respective subjects, promise to proceed withoud delay to the formation of a definitive arrangement of commerce.

Art. IV. In the event of the commerce of the Spanish American possession being opened to Foreign nations, His Catholic Majesty promises, that Great-Britain shall be admitted to trade with those possessions as the most favoured nation.

Art. V. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged within forty days, or sooner if possible.

In witness whereof we the undersigned Plenipotentiaries have signed, in virtue of our respective full powers, the present Treaty of Friendship and Alliance, and have sealed it with the seals of our arms.

Done in Madrid this fifth day of July one thousand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. Wellesley *).

*) Le document espagnol est signé:

Miguel *Duque de San Carlos.*

Brétagne et d'Irlande et S. M. Catholique, leurs heritiers et sucesseurs; et en consequence de cette union intime, les Hautes Parties contractantes tacheront d'avancer par tous les moyens possibles leurs intérêts mutuels. 1814

S. M. Britannique et S. M. Catholique declarent toutefois, qu'en resserrant les liens qui subsistent si heureusement enter eux ils n'ont aucunement en vue de porter préjudice à aucun autre Etat.

Art. II. La presente alliance ne dérogera en aucune manière aux traités et alliances que les Hautes Parties contractantes peuvent avoir contractés avec d'autres Puissances, bien entendu que les dits traités ne sont pas contraires à l'amitié et à la bonne harmonie que le present traité a en vue de cimenter et de perpétuer.

Art. III. Etant convenu par le traité signé à Londres le 14 de Janvier 1809 de proceder à la negociation d'un traité do commerce entre la Grande-Brétagne et l'Espagne aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer, et les deux hautes parties contractantes desirant mutuellement de protèger et d'étender le commerce entre leurs sujets respectifs, elles se promettent de procéder sans délai à la formation d'un arrangement definitif de commerce.

Art. IV. En cas que le commerce avec les possessions Espagnoles en Amèrique fut ouvert à des nations étrangères, Sa Majesté Catholique promet que la Grande-Brétagne sera admise à commercer avec ces possessions comme la nation la plus favorisée

Art. V. Le present traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quarante jours, ou plustôt s'il est possible.

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires avons signé en vertu de nos pleinpouvoirs le present traité d'amitié et d'alliance, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le cinq du mois de Juillet mil huit cent quatorze.

(*L. S.*) *H. Wellesley* *).

*) L'instrument espagnol est signé:

Miguel *Duque de San Carlos.*

1814 *Three additional articles to the treaty of Friendship and alliance between His Majesty and His Catholic Majesty Ferdinand the seventh, signed at Madrid August 28. 1814.*

ART. I. It is agreed that, pending the negociation of a new treaty of commerce, Great Britain shall be admitted to trade with Spain upon the same conditions as those which existed previously to the year 1796. All the Treaties of commerce which at that period subsisted between the two nations, being hereby ratified and confirmed.

ART. II. His Catholic Majesty, concurring in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty, with respect to the injustice and inhumanity of the traffic of Slaves, will take into consideration, with the deliberation which the state of his possessions in America demands, the means of acting in conformity with those sentiments. His Catholic Majesty promises, moreover, to prohibit His subjects from engaging in the slave trade, for the purpose of supplying any islands or possessions excepting those appertaining to Spain, and to prevent likewise, by effectual measures and regulations, the protection of the Spanish flag being given to foreigners, who may engage in this traffic, whether subjects of His Britannic Majesty or of any other State or Power.

ART, III. His Britannic Majesty being anxious that the troubles and disturbances, which unfortunately prevail in the dominions of His Catholic Majesty in America, should return to their obedience to their lawful Sovereign, engages to take the most effectual measures for preventing His subjects from fournishing arms, ammunitions, or any other warlike articles to the revolted in America.

The present additional Articles shall form an integral part of the treaty of friendship and alliance signed the 5th day of July, and shall have the same force and

Trois articles additionnels au traité d'amitié et d'alliance entre S. M. Britannique et S. M. Catholique Ferdinand VII, signés à Madrid le 28 Août 1814. 1814

Art. I. Il est convenu que durant la negociation d'un nouveau traité de commerce, la Grande-Brétagne sera admise au commerce avec l'Espagne sous les mêmes conditions que celles qui ont existé avant l'année 1796. *Tous les traités de commerce qui à cette époque subsistaient entre les deux nations étant ratifiés et confirmés par le present acte.*

Art. II. Sa Majesté Catholique concourrant pleinement aux sentimens de Sa Majesté Britannique au sujet de l'injustice et de l'inhumanité de la traite des esclaves prendra en consideration avec la maturité que l'état de ses possessions en Amerique exige, les moyens pour agir en conformité de ces sentimens. Sa Majesté Catholique promet en outre de defendre à ses sujets de s'interesser au commerce d'esclaves tendant à en fournir d'autres iles ou possessions que celles appartenant à l'Espagne, et de prevenir également par des mesures et réglemens efficaces que la protection du pavillon Espagnol ne soit accordée à des etrangers qui pourraient s'engager dans ce commerce; qu'ils soient sujets de S. M. Britannique ou de tel autre État ou Puissance.

Art. III. Sa Majesté Britannique desirant vivement que les troubles et discordes qui se sont malheureusement élevés dans les dominations de S. M. Catholique en Amèrique viennent à cesser entierement et que les sujets de ces provinces rentrent sous l'obeissance envers leur souverain legitime, s'engage à prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher ses sujets à fournir des armes, munitions ou autre article de guerre quelconque aux insurgens en Amérique.

Les présents articles additionnels formeront une partie intégrante du traité d'amitié et de commerce signé le 5 *Juillet, et auront la même force et valeur*

1814 validity, as if they were inserted word for word, and shall be ratified within forty days, or sooner, if possible.

In witness whereof, we the undersigned Plenipotentiaries, in virtue of our respective full powers, have signed the present additional Articles, and have sealed them with the seals of our arms.

Done at Madrid this twenty eight day of August one thousand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. Wellesley *).

*) L'instrument espagnol des articles séparés est signé:
Miguel *Duque de San Carlos.*

comme s'ils y étaient inserés mot pour mot, et seront ratifiés dans l'espace de quarante jours, ou plustôt s'il est possible. 1814

En foi de quoi nous les soussignés Plénipotentiaires, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs avons signé les presents articles additionnels, et les avons scellés du cachet de nos armes.

Fait à Madrid le vingt et huit Août mil huit cent quatorze.

(*L. S.*) *H.* Wellesley *).

*) L'instrument Espagnol de ces articles séparés est signé:
Miguel *Duque de San Carlos.*

19.

Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. d'Espagne et son pére Charles IV en forme de declaration signée par ce dernier à Rome le 14 Janv. 1815, acceptée par son fils) et dont les ratifications ont été échangées le 4 Mars suivant.* 1815 14. Janv.

(Schoell Vol. X. pag. 331. art. 1. p. 333.)

Art. I. La cession de la couronne d'Espagne en faveur de mon fils bien-aimé lui impose, ainsi qu'à ses successeurs, l'obligation de m'allouer une somme qui soit analogue au rang élevé où la Providence m'a placé.

*) D'après Schoell l. c. l'acceptation du Roi d'Espagne a eue lieu sous la modification que le Roi Charles ne se fixeroit pas dans un pays où se trouveroit Bonaparte ou Murat.

1815 L'expérience m'a prouvé que la somme qui, depuis mon départ d'Espagne, m'a été envoyée pour moi et ma famille, est insuffisante. La malheureux état de la nation et les difficultés contre lesquelles mon fils bien aimé a à lutter me sont bien connus: mais je suis aussi convaincu que rien ne feroit plus de peine à son bon coeur, que si ses augustes parens étoient obligés de se passer de commodités auxquelles leur rang élevé et leur âge avancé peuvent prétendre, et auxquelles son propre honneur et celui de la nation sont intéressés; enfin, que le bien-être de celle-ci et celui de mon bien-aimé fils puissent s'accorder avec ma satisfaction, je propose qu'on m'accorde dorénavant douze millions de réaux par an payables d'avance en douze termes, de mois en mois. Si néanmoins mon fils ne pouvoit pas payer actuellement les quatre millions qui font la différence entre les huit qui m'ont été assignés et les douze que je désire, la nation les acquittera aussitôt que sa situation le lui permettra.

Art. II. Depuis le temps où les armes victorieuses de l'Espagne commencèrent à chasser l'usurpateur, jusqu'à l'époque où mon fils m'assigna huit millions de réaux, j'étois privé de tout secours. Pendant cette période, j'ai contracté une dette de six millions de réaux que mon fils et ses sucesseurs doivent, pour ma décharge, reconnoître pour la leur, afin de me dédommager des sommes que, pendant le dit temps, ils étoient obligés de me payer. En conséquence, mon fils et ses successeurs s'obligent à payer dans trois ans l'arriéré de six millions de réaux, afin que je puisse m'arranger avec mes créanciers, ou bien mon fils se chargera de cette dette et traitera lui-même avec mes créanciers pour le payement.

Art. III. Si mon épouse me survivoit, rien ne peut être plus sacré pour mon bien-aimé fils que de fournir à sa bonne mère les moyens de subsistance conformes à son rang élevé et à la dignité du souverain de l'Espagne, son fils. L'attachement pour ma bien-aimée épouse et les obligations de lui assurer une existence agréable, m'imposent le devoir de fixer son donaire avant que dieu m'appelle à lui. En conséquence, mon fils et ses successeurs assureront à la reine, mon épouse, une somme annuelle de huit millions de réaux payable d'avance de mois en mois.

Art. IV. Mon bien-aimé fils, l'infant don Francisco de Paula que Dieu a placé au rang qui'l occupe, est, comme tel, fondé à demander les sommes dont ses frères et oncles jouissent actuellement. En supposant que son frère chéri ne voudra pas le priver de ces prétentions, il s'engagera, pour lui et ses successeurs, de lui faire à l'avenir parvenir la somme que reçoivent les infans d'Espagne. 1815

Art. V. Si je voulois me tranporter en Espagne, il me sera libre de choisir pour séjour la province ou la ville dont je jugerai le climat le plus convenable à ma constitution physique, à mon âge avancé et à mes habitudes. Mais comme dans ce moment je ne trouve pas convenable de retourner en Espagne, il me sera libre de choisir le lieu de mon séjour.

Art. VI. Les titres de roi et les prérogatives royales dont moi et mon épouse jouissons notre vie durant étant sacrés, et afin que les honneurs et distinctions qui nous sont dus, nous soient accordés l'à où nous nous fixerons, notre bien-aimé fils et ses successeurs s'engagent à porter le souverain dans les états duquel nous vivrons, à ce que les droits, privilèges et distinctions dus à notre rang et à notre naissance auguste nous soient accordés.

Art. VII. Lorsque ces articles auront été examinés et approuvés par mon fils, ils seront ratifiés.

Fait à Rome, le 14 Janvier 1815.

Signé: Charles.

20.

Acte d'accession de la Cour Impériale d'Autriche au traité signé entre la Prusse et la Russie à Vienne le 3 Mai 1815 (placé plus haut Suppl. T. VI. 236.)

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten* 1815. *pag.* 158. *en fr. et all.*)

Sa Majesté Impériale et royale Apostolique ayant été amicalement invitée par S. M. le Roi de Prusse à ac-

1815 ceder au traité conclu à Vienne le 3de Mai de l'an de grâce 1815 entre Sa dite Majesté et Sa Majesté Imperiale de toutes les Russies, dont le contenu inséré ici mot à mot est de la teneur suivante:

(*suit le traité avec ses annexes.*)

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique n'ayant rien plus à coeur que de donner à Sa Majesté le Roi de Prusse toutes les preuves d'amitié, qui sont en son pouvoir; Elle a muni en conséquence des Plénipouvoirs les plus amples le Sieur Clement Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, chevalier de la toison d'or, Grand-croix de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie, chevalier de l'ordre de St. André de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la premiere classe, Grand-cordon de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre de l'éléphant, de l'ordre suprème de l'Annonciade, de l'aigle noire et de l'aigle rouge, des seraphins, de St. Joseph de Toscane, de St. Hubert, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de la fidélité de Bade, de St. Jean de Jerusalem et de plusieurs autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie Theresse, Curateur de l'academie des beaux arts, Chambellan, Conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Son Ministre d'état, des conférences et des affaires étrangères, et Son premier Plénipotentiaire au Congrès, pour en Son nom procéder à cette accession, lequel en conséquence déclare, que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique accéde par le présent acte au susdit Traité en s'engageant formellement et sollemnellement envers Sa Majesté Prussienne à remplir toutes les obligations qui y sont contenus et qui peuvent la concerner.

En foi de quoi Nous plénipotentiaire de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique avons en vertu de nos Pleinspouvoirs signé le présent acte d'accession, y avons fait apposer le cachet de nos armes et l'avons échangé contre un acte de la même teneur par lequel Sa Majesté Prussienne accède au traité conclu à Vienne le trois de Mai de l'an de grâce mil huit cent quinze entre Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies.

Fait à Vienne ce quatre de Mai de l'an de grâce 1815
Mil-huit-cent-quinze.

Signé:

(L. S.) *Le Prince* DE METTERNICH.

Cet acte d'accession a été ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche et le présent acte a été échangé contre un acte de ratification pareil de S. M. l. Roi de Prusse ayant pour objet l'acte d'accession prussienne au traité conclu spécialement à Vienne le 3 Mai 1815 *entre la Russie et l'Autriche* (placé plus haut Suppl. T. VI. p. 225).

21.

Convention supplémentaire à celle de Kalisch, entre la Prusse et la Russie, pour le passage des troupes russes à travers les états prussiens, signée à Vienne le 28 Mai 1815. 28 Mai.

(SCHOELL *histoire abrégée des traités.* T. XI. p. 230.)

Les circonstances ayant nécessité qu'une armée de S. M. l'empereur de toutes les Russies traverse de nouveau les états de S. M. le roi de Prusse, et cette marche devant être réglée par des stipulations conformes à l'état actuel des choses, les hautes parties contractantes ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: S. M. le roi de Prusse, les sieurs de Schoeler, son général major, etc., et de Jordan, conseiller intime de ses légations, etc., et S. M. l'empereur de toutes les Russies, les sieurs Jean d'Anstett, son conseiller privé, et George de Cancrine, intendant-général de ses armées, etc., qui, munis des pleins-pouvoirs nécessaires, sont convenus des articles suivans, supplémentaires à la convention conclue sur un objet semblable, à Kalisch, le 7. Avril 1813.

ART. I. La convention de Kalisch restera en pleine force, à l'exception des changemens énoncés dans cet

1815 acte supplémentaire, ou des articles qui seroient devenus superflus par le changement des circonstances.

Art. II. L'approvisionnement des troupes et le charroi se régleront sur le tarif et le réglement émané du maréchal commandant l'armée, avant son entrée dans les états de S. M. le roi de Prusse, et qui ont été acceptés par les autorités des provinces. D'après ce règlement, toutes les quittances seront données par portions et rations, d'après les proportions énoncées dans le tarif.

Art. III. Il sera accordé aux troupes russes une route militaire, ou, s'il le falloit, deux à travers les états de la Prusse, et dont on conviendra séparément. On les déterminera de manière à ne pas forcer les troupes à faire des détours, et en ayant égard à l'état des chemins et aux moyens d'approvisionnement.

Art. IV. Pour épargner à la Russie l'embarras d'établir ses propres hôpitaux pour le nombre peu considérable de malades qui, à ce que l'on présume, pourroient rester dans les états de S. M. le roi de Prusse, ils seront reçus dans les hôpitaux de la Prusse, et traités comme les malades de l'armée prussienne. Il sera délivré, pour chaque malade, un billet d'hôpital en langue russe, avec la traduction en allemand, françois ou polonois, renfermant le nom du régiment, de la compagnie ou du détachement où se trouve un tel homme; son nom et prénom. Ce billet renfermera egalement la spécification de ses effets d'armemens et d'habillement, afin qu'en cas de mort de l'individu, elle puisse être constatée et les effets rendus.

Il sera libre de laisser dans chaque province de officiers russes chargés de prendre et de donner des informations nécessaires à l'égard des malades et convalescens.

Pour l'entretien de chaque malade, il sera payé par jour huit gros courans de Prusse. Dans ces huit gros son compris tous les articles, comme médicamens, linge, etc., et il ne pourra être formé aucune prétention particulière à cet égard.

Art. V. Les officiers russes malades seront pourvus de quartiers où il se nourriront à leurs frais. S'ils préférent de se faire soigner aux hôpitaux, ils y seront ad-

mis. Le prix de leur entretien dans les hôpitaux sera 1815
de treize gros cousant par jour.

Du moment où les soldats se trouveront en réconvalescence et n'auront plus besoin de médicamens, ils seront répartis dans des emplacemens hors des hôpitaux, et recevront les portions ordinaires. Dès qu'ils seront en état de marcher, ils seront munis de feuilles de routes sur lesquelles sera marqué le jour de leur sortie de l'hôpital. Ils seront réunis aux transport prussiens, et recevront l'entretien stipulé par le tarif.

Si de pareils individus avoient besoin de chaussures ou d'autres petits effets de vêtement, ils leur seront donné; ce sera l'objet d'un payement séparé.

La liquidation des frais d'hôpitaux se sera sur le billet d'hôpital, où sera marqué le jour de l'entrée de l'homme à l'hôpital, celui de sa sortie pour entrer dans l'emplacement des convalescens, et la date où il aura reçu la feuille de route. La liquidation des frais d'hôpitaux pour les officiers se sera sur leur quittances.

Le montant de l'entretien des réconvalescens ou des militaires qui se seront absentés de leurs corps, sera réglé depuis la date de la feuille de route avec le commandant russe qui les recevra au dépôt, et qui, lors de sa réception, en donnera quittance au commandant du transport. Cette quittance se donnera sur la feuille de route qui, rendue à l'officier prussien, servira de document à la liquidation.

Dans le cas de rechute de la part d'un convalescent qui devoit rentrer à l'hôpital, le nouveau billet d'hôpital sera donné par l'officier du transport qui en fera mention sur la feuille de route.

Si ce mode d'admission par billet aux hôpitaux n'avoit pas été observé, ce qui n'est point vraisemblable parce qu'il a été enjoint, par un réglement général, à toute la troupe d'en délivrer; si de même le mode de quittances, détaillé ci-dessus, n'avoit pas été employé, faute d'avoir pu publier à temps les présens articles supplémentaires, les quittances des officiers russes laisses près des hôpitaux, et, là où elles n'auroient pas pu être données, les procès-verbaux des autorités locales, constateront le nombre des malades et la durée de leur séjour aux hôpitaux.

1813 Art. VI. Quant aux prix à payer pour les prestations en denrées faites par les provinces de la monarchie prussienne, on les règlera conformément à la convention de Kalisch, sur les prix moyens des principaux marchés, sans aucune addition.

Quant aux provinces qui, à l'époque du passage des troupes, n'auroient pas appartenu définitivement à la Prusse, les prix moyens serviront de base depuis la date du traité, en vertu duquel lesdites provinces auroient été réunies à la Prusse. Les prestations faites antérieurement dans les provinces allemandes, seront payées sur le même pied qu'aux autres pays d'Allemagne, d'après le système établi à cet égard.

Art. VII. La liquidation des prestations faites à cette marche aura lieu séparément et sans perte de temps, par la commission de liquidation de Koenigsberg. Cette règle s'appliquera de même aux marches de corps considerables pui pourroient encore traverser les provinces de la Prusse, et qui toutefois seront annoncés d'avance. Les prestations à faire sur les chemins militaires seront liquidées de deux mois en deux mois, d'après les quittances des officiers, et, quant aux détachemens qui marcheront sans officiers, d'après les feuilles de routes visées par le commandans qui se trouveront de distance en distance.

Art. VIII. Le payement se fera après la liquidation, moitié en argent, moitié en grains transportés de Russie dans les ports de Prusse ou sur la frontière continentale, d'après un arrangement à l'amiable. Les payemens au comptant se feront au plus tard deux mois après la liquidation, et les denrées seront livrées aussitôt que faire se pourra. Le débarquement sera aux frais de la Prusse.

Art. IX. Le payement qui est stipulé au comptant se fera en bonnes lettres de change, ou en courant de Prusse. La Russie cependant pourra payer en autres espèces, d'après les cotes de la bourse de Berlin. Mais, pour éviter réciproquement les chances exagérées d'un cour momentané, le maximum du ducat est fixé à 3 écus 10 gros, et le minimum à 3 écus 4 gros; de même la maximum des frédérics d'or ou des pistoles, à 5 écus 16 gros, et le minimum à 3 écus 8 gros. L'écu de convention (species thaler) sera toujours évalué à

32 gros courant de Prusse, avec 4 pour 100 de bénéfice en faveur de la Russie. Les autres monnoies d'or et d'argent, qui seront toutefois au choix de la Russie, seront évaluées à proportion. 1815 31 Mai.

Art. X. Cette convention supplémentaire sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

A Vienne le 16/28 Mai 1815.

de Schöler. d'Anstett.
de Jordan. de Cancrine.

22.

Article séparé ajouté au traité entre le Roi de Prusse et les D. et Prince de Nassau, signé à Vienne le 31 Mai 1815 (S. VI. p. 333.) executé le 17 Oct. 1818.

(Schoell *histoire abrégée des traités.* T. XI. p. 619.)

1.

Article séparé.

En concluant le traité principal entre S. M. le roi de Prusse et LL. AA. les duc et prince de Nassau, les soussignés plénipotentiaires ont encore arrêté la convention éventuelle suivante. Cession éventuelle.

Dans le cas où S. M. le roi de Prusse, par suite des arrangemens territoriaux qui vont être arrêtés avec la Hesse Electorale trouvoit moyen d'acquerir le comté inférieur de Katzenelnbogen avec le parage de Hesse-Rothenbourg qui y est enclavé, S. M. s'engage à céder à LL. AA. les duc et prince de Nassau ledit comté, avec les propriétés de l'électeur de Hesse qui y sont situées, et avec les droits de parage et les possessions de Hesse Rothenbourg. Par contre LL. AA. s'engagent à abandonner à S M. la partie de la principauté de Siegen et des bailliages de Burbach et de Neunkirchen, qui leur revient en vertu du traité principal, ainsi que le bailliage nassovien d'Atzbach, avec tous les droits

1815 et toutes les propriétés de la maison ducale dans ce district. Toutes les dispositions du traité principal sont applicables à cette cession éventuelle.

Cette convention particulière aura la même force obligatoire que le traité principal, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires ont signé le présent article séparé, et l'ont fait munir de leurs sceaux.

Fait à Vienne le 31 Mai 1815.

Signé: *Le Prince* DE HARDENBERG.
ERNEST-FRANÇOIS-LOUIS,
Marschall de Bieberstein.

2.

1816 17 Oct. *Edits de S. A. S. le Duc de Nassau sur l'execution de l'article séparé joint au traité du* 31 *Mai* 1815 *avec la Prusse, publiés en date du* 17 *Oct.* 1816.

(*Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau.* Nr 26. 1816.)

a.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog zu Nassau u. s. w. u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, dass wir in Gefolge des zwischen Sr. Maj. dem Könige von Preussen und Unsern in Gott ruhenden Regierungs-Vorfahren am 31. Mai v. J. abgeschlossenen Staatsvertrags und der deshalb stattgefundenen weiteren Verhandlungen, Commissarien ernannt und bestellt haben, um in Unserm Namen von der an Uns abgetretenen Niedergrafschaft Catzenellnbogen sammt dem darin befindlichen Staatseigenthum und Paragial-Rechten und Besitzungen für Uns und Unsere Nachfolger Besitz zu nehmen.

Wir geben Euch den Staatsdienern, Vasallen, Unterthanen und Einwohnern der Niedergrafschaft Catzenellnbogen von dieser Verfügung öffentliche Kenntniss, und erwarten von Euch, dass Ihr Uns mit gleichem

Gehorsam und mit eben so treuer Ergebenheit werdet zugethan sein, als Ihr gegen Eure bisherige Landesherrschaft auf rühmliche Art bewiesen habt. 1816

Wir betrachten Eure politische Vereinigung mit Unserm Herzogthum, dessen Einwohner Euch durch geographische Verbindung, durch gleiche Sitten und Gewohnheiten des Lebens und durch Bedürfnisse des wechselseitigen Verkehrs nahe angehören, als ein glückliches und günstiges Ereigniss für die öffentliche Wohlfahrt des so wieder vereinigten Landes. Ihr werdet in dieser Wiedervereinigung Euch aller der Vortheile zu erfreuen haben, welche die von Unsern Regierungsvorfahren aufgerichtete Landesverfassung den Unterthanen und Einwohnern Unsers Herzogthums gewährt. Die Regierung über Euch wird nach gleichförmigen Verwaltungs-Einrichtungen und nach übereinstimmenden Gesetzen geführt werden. Unter ihrem Schutz stehet die bürgerliche Freiheit der Person und des Gewerbes, des religiösen Glaubens und der politischen Meinung, die Gleichheit der Abgaben und aller Staatsbürger vor dem Gesetz. Von den Segnungen eines dauernden Friedens beglücket, werdet Ihr mit Uns in den Wirkungen dieser Verfassung und einer derselben angemessenen Verwaltung die Vergessenheit in einer schweren Zeit überstandener Leiden finden, und die Früchte geniessen, welche das in mancherlei Erfahrungen gereifte Zeitalter in Unsern seinen Forderungen und Bedürfnissen begegnenden vaterländischen Staatseinrichtungen Euch darbietet.

In dieser Gesinnung, Vertrauen und Hoffnung, versichern Wir Euch alle und jedem Einzelnen Unseres vorzüglichen und theilnehmendsten landesfürstlichen Wohlwollens.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM.
Herzog zu Nassau.

vt. Ernst Franz Ludwig,
Marschall von Bieberstein.

b.

1816 *Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog von Nassau* u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, dass Wir in Gefolge des an dem 31. Mai v. J. zu Wien abgeschlossenen Staats-Vertrags das Amt Atzbach, bestehend aus den Ortschaften:

Atzbach, Dorlar, Dudenhofen, Garbenheim, Ebersgöns, Hochelheim, Dornholzhausen, Kleinrechtenbach, Grossrechtenbach, Krofdorf, Gleiberg, Kinzenberg, Vetzberg, Lützellinden, Hörnsheim, Niedercleen, Obercleen, Odenhausen, Salzböden, Reiskirchen, Niederwetz, Volpertshausen, Vollnkirchen, Weidenhausen, Wismar, Launsbach und Nauborn —

mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit, wie solche Uns zustehen, an Sr. Majestät den König von Preussen abgetreten haben.

Wir entlassen demnach Unsern Diener und Unterthanen in diesem Amt, aller Uns geleisteten Dienst- und Unterthanen-Pflichten.

Wir danken Ihnen zugleich für Ihre Uns und Unsern Regierungs-Vorfahren von jeher und unter allen Umständen bewiesene Treue, indem Wir die Eröffnung hinzufügen, dass nur die Ueberzeugung dadurch das Wohl sämmtlicher unter Unserer Regierung vereinigten Landestheile zu befördern, Unsern in Gott ruhenden Regierungsvorfahren vermocht hat, zu dem Opfer dieser Abtretung einzuwilligen. Wir hegen daneben zu der Gerechtigkeit und Milde des Monarchen, unter dessen Zepter Unsere nun entlassenen Diener und Unterthanen im Amt Atzbach künftig regiert werden sollen, das zuversichtliche Vertrauen, dass sie aller Vortheile einer väterlichen Regierung und weise geordneten Verwaltung gleich den ältesten Unterthanen der Krone Preussen sich zu erfreuen haben werden.

Indem Wir sie mit ihren Dienst- und Unterthanen-Pflichten an Se. Königl. Preussische Majestät von nun an verweisen, werden wir niemals aufhören, ihnen unter allen Umständen die lebhafteste Theilnahme an

ihrem künftigen Wohlergehen und Unser vorzügliches Wohlwollen zu bewahren. 1816

So gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Nassau.

vt. Ernst Franz Ludwig,
Marschall von Bieberstein.

c.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog zu Nassau u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, dass Wir uns, in Gefolge des am 31. Mai v. J. zu Wien abgeschlossenen Staats-Vertrags und des in Gemässheit desselben zwischen den beiderseitigen Commissarien zu Dillenburg vollzogenen Uebergabe-Recesses vom 28. Juli, zum Besitz und zur Administration überwiesenen vormals Oranien-Nassauischen Aemter Burbach und Neunkirchen, nebst nachstehenden Ortschaften des Fürstenthums Siegen, namentlich

1. aus dem Amte Siegen:
   Wilgersdorf, Wilnsdorf, Niederdilfen, Oberdilfen, Rinsdorf, Rädchen, Obersdorf,
2. aus dem Amt Netphen:
   Neuholz mit Beienbach, Flammersbach, Feuersbach, Brauesdorf, Obernau und
3. aus dem Amt Irmgarteichen:
   Irmgarteichen, Gernsdorf, Hainchen, Werlenbach, Lähnhof, Ober- und Niederwalpersdorf, Nenkersdorf, Grissenbach, Deutz, Salchendorf, Helgersdorf, Anzhausen und Rudersdorf,

nach Maassgabe der deshalb vorbehaltenen und nunmehr zu Stande gekommenen anderweitigen Unterhandlungen mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit an Seine Majestät den König von Preussen zurückgegeben.

Indem Wir demnach gedachte Landestheile hiermit Ihrem neuen Landesherrn überweisen und übergeben, entlassen Wir zugleich Unsere Staatsdiener, Untertha-

1816 nen und Einwohner in denselben aller Uns geleisteten Dienst- und Unterthanen-Pflichten.

Zu dessen Urkund haben Wir gegenwärtiges Entlassungs-Patent eigenhändig vollzogen und Unser Cabinets-Siegel beidrucken lassen.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Nassau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,
Marschall von Bieberstein.

23.

1815 2 Juin. *Procès verbal entre les commissaires Autrichiens et Prussien pour la remise d'un district sur la rive droite de la Moselle à la Prusse, dressé à Kreuznach le 28 Mai et signé le 2 Juin 1815.*

Protocoll, welches am 28. Mai 1815 über die nähern Bestimmungen wegen der Uebergabe eines an das Königreich Preussen auf dem rechten Mosel-Ufer gefallenen Landesdistrictes aufgenommen wurde.

Gegenwärtige: von Seite d. K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration: die subdelegirten Herrn Uebergabs-Commissäre: von Drossdick, K. K. Oesterr. Hofrath; Freiherr von Stengel, K. Bayerscher Kreisrath; Protocollführer: der Präsidialsekretär Heinrich Amann. Von Seite des K. Preussischen General-Gouvernements: der subdelegirte Herr Uebernahms-Commissär Freiherr von Schmitz-Grollenburg, K. Pr. Uebernahms-Commissär.

Bei der Verhandlung über die Art der Uebergabe des an das Königreich Preussen fallenden Landes-Districtes, und der deshalb genau zu bestimmenden ge-

genseitigen Verhältnisse haben sich die beiderseitigen Commissäre zu folgenden Beschlüssen vereinigt: 1815

Art. I. Nachdem von Seite der subdelegirten Uebergabs-Kommissäre bemerkt worden war, dass die Bezeichnung der *Gränzlinie* in dem K. Preussischen Besitznahms-Patent vom 5. April d. J. so wie es die Kantone Conz und Hermeskeil betrifft, von den hierüber in dem Congressprotocoll enthaltenen, und zur Richtschnur dienenden Bestimmungen wesentlich abweiche, nur auf diese letztern näher zurückgeführt werden müsse, und der K. Preuss. subdelegirte Herr Uebernahms-Commissär diese Abweichungen ebenfalls nicht verkennen konnte, so wurde über die Bestimmung der Grenzen beiliegende Uebereinkunft geschlossen*).

Art. II. In Ansehung des *Abrechnungstermins* über sämmtliche Einnahmen und Ausgaben, erinnerte der Herr Uebernahms-Commissär, dass hiezu nach den Congressbeschlüssen der 6te des laufenden Monats Mai bestimmt sei. Als aber hierauf von den Herrn Uebergabs-Commissären bemerkt wurde, dass es wegen der bisher auf jeden zehnten Tag festgesetzten Kassen-Versements zur grossen Erleichterung der Comptabilität dienen würde, den 10ten desselben Monats zum Abrechnungstermine zu bestimmen; so wurde dieser letzte Tag mit beiderseitigem Einverständnisse angenommen.

Art. III. Die *wirkliche Uebergabe* des in der oben § 1 angeführten Uebereinkunft näher bezeichneten Landes-Districts soll sogleich erfolgen, und der Wechsel der Landesbehörde von dem Tage an eintreten, als die diesfälligen Bekanntmachungen in den einzelnen Gemeinden angeschlagen sein werden: doch soll diese Kundmachung in Kreuznach selbst nicht vor den 1ten des nächsten Monats Juni statt haben.

Art. IV. Mit dem Landes-Districte selbst werden auch alle gegenwärtig darin befindlichen *Militär-Verpflegungs-Magazine* (als ein Eigenthum des Landes selbst, und zu dem Unterhalte der in der Gegend liegenden Truppen bestimmt), jedoch unter dem, von den Herrn Uebergabs-Commissären ausdrücklich beigefügten Vorbehalte übergeben, dass diejenigen Vor-

*) Cette convention en date de Kreuznach le 28. Mai 1815 a déjà été donnée plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1815 schüsse aus den Staatskassen, durch welche die bisherige Administration den Truppen die laufende Verpflegung verschaffte, ohne diese Magazine anzugreifen und zu dem Zwecke sie für künftige Bedürfnisse aufzubewahren, derselben als Guthaben bei der übernehmenden Regierung in Rechnung zu bringen sein, da diese Vorschüsse blos auf Rechnung beabsichtigter ausserordentlicher Auflagen, die bereits in Verordnungen des Amtsblatts angekündigt worden waren, geleistet worden sein, und der Ersatz dafür um so gegründeter gefordert werden könne, als dadurch, dass so viele von der übergebenden Administration für verlustig erklärte Güter nicht mehr weiter veräussert worden sind, das Domainen-Vermögen zum Vortheil der übernehmenden Regierung sehr vermehrt würde.

Ueber diesen Vorbehalt rücksichtlich der Vorschüsse auf die Truppenverpflegung, erklärte der Herr Uebernahms-Commissär, dass derselbe, da nach den Grundsätzen der K. Preuss. Verwaltung alle Kosten der Militär - Verpflegung vom Staate getragen würden, sich nicht ermächtigt halte, in dieser Rücksicht eine Verbindlichkeit zu übernehmen, sondern höhere Entscheidung einholen müsse. Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkt vielmehr:

a) *dem abgetretenen Theile des Kreises Birkenfeld, seien seine Ansprüche auf die in das Magazin daselbst gemachte Lieferungen nicht allein zu sichern, sondern auch die Rückgabe ohne Verzug zu veranstalten, indem Reserve-Magazine kein Staats-Eigenthum, sondern als ein heiliges Depositum des Landes zu betrachten seien;*

b) *nach demselben Grundsatze seien den Kreisen von Simmern und Koblenz die in Folge der Ausschreibung vom 2ten April in das Magazin von Bingen gemachten Lieferungen, in sofern solche noch vorhanden, unvorzüglich zurückzugeben; ferner*

c) *den abgetretenen Theilen der bisherigen Administrations-Bezirke ihre Ansprüche auf die ihnen zustehenden Zusatz-Centimes, welche in die öffentlichen Cassen geflossen oder überhaupt zur Verpflegung verwendet worden, zur künftigen Berechnung vorzubehalten, auf den Fall, dass die höhere Entscheidung über den von dem Herrn Uebernahms-Commissär nicht anerkannten Grundsatz ausschliesslicher Verbindlich-*

keit des Landes zur Truppen-Verpflegung zu Gunsten desselben entschieden werden sollte. 1815

d) *Da die dem Kreise Trier und andern zustehenden Summen in den Schuldentilgungsfonds zur Zahlung fremder Lieferanten verwendet worden sein; so sein für die Rückerstattung dieser Vorschüsse die schleunigsten Mittel anzuwenden und dazu die Verpflichtung von den Herren Uebergabs-Commissären zu übernehmen; nicht minder sei*

e) *dem Kreise Kaiserslautern die Rückerstattung jener Summen aufzugeben, für welche ein gewisser Axer zu Kaiserslautern als Gläubiger jenes Kreises in dem Trierschen Bekleidungsmagazine verschiedene Gegenstände ersteigert habe.*

Eine gleiche Entscheidung gebühre

f) *den an die K. Preuss. Regierung übergehenden Theilen des Saar-Departements für die aus dem Reserve-Magazin zu Saarbrücken nach Kaiserslautern gebrachten und dort ersteigerten beträchtlichen Quantitäten Wein und Brandtewein.*

g) *Der Herr Uebernahms-Commissär trägt darauf an, dass von der übergebenden Administration diejenigen Lazareth-Effecten, welche von Kreuznach, Simmern, St. Goar und andern Orten des an Preussen abgetretenen Landsdistricts nach Bingen verbracht sein, ohne Zeitverlust zurückgegeben, und eben so*

h) *diejenigen Mobilien, welche von der Departemental-Direction von Trier nach Kreuznach versendet worden, und Eigenthum des Landes sein, zurückerstattet werden.*

Die Herren Uebergabs-Commissäre erwiedern hierauf:

ad a) und b) *Die gebildeten Magazine seien allerdings als ein Landeseigenthum zu betrachten, blos für die Truppen-Verpflegung bestimmt. Auch müsse allerdings in der Vertheilung der Magazine, so wie anderer Landeslasten und der darauf gemachten Bezüge, die strengste Gleichförmigkeit beobachtet werden, weswegen die Landes-Administr.-Comm. von jeher die Absicht hatte, hierüber noch eine Ausgleichung im ganzen Administr.-Bezirke zu veranstalten, und dieser Zweck auch zu den vorzüglichsten Bestimmungen der aufgestellten Kriegs-Schuldenliquidations-Commission*

1815 *gehörte; allein eben nach diesem Grundsatze müsse die Landes-Administr.-Comm. auch ihre gegenseitigen Ansprüche auf die aus dem übrig bleibenden Bezirke in die Magazine des abgetretenen Landes, wie z. B. nach Trier geschehenen Lieferungen geltend machen, und erst nach einer vorgängigen allgemeinen Liquidation hierüber könne bestimmt werden, ob und wie viel man hierin noch an den abgetretenen Bezirk schuldig sei.*

Auch könne von einer Auslieferung von Magazinen an solchen Standorten wie zu Birkenfeld und Bingen für den Augenblick schon keine Rede sein, wo sie eben jetzt für das dringende Bedürfniss des dort sich stärker anhäufenden Militärs unentbehrlich sind.

ad c. *sei der Grundsatz von der Landes-Administrations-Comm. immer anerkannt worden, dass die Zusatz-Centimen keinen reinen Bezug für die Staatskasse ausmachen können, sondern entweder zu ihrer ursprünglichen Bestimmung für den öffentlichen Dienst, oder wenn diese durch Zeitumstände aufgehört hätte, wie z. B. jene für den Schelde-Canal, auf eine andere Art blos zum Besten des Landes, und daher jetzt vor allem zur Militär-Verpflegung verwendet werden müssen. Es unterliegt daher keinem Anstande, dass bei der bevorstehenden Liquidation nach diesem Grundsatze verfahren werde.*

ad d, e und f. *Fordern die hier angebrachten speziellen Ansprüche noch nähere Erörterungen, in welche sich die Herren Uebergabscommissäre aus Abgang der bereits nach Worms gebrachten Acten, und ohne Rücksprache mit den ebenfalls schon nach Worms abgegangenen Referenten, welche diese Gegenstände behandelten, gegenwärtig nicht einlassen können, worüber aber bei der bevorstehenden Liquidation die weitere Verhandlung, so wie auch*

g) *Wegen der Lazaret-Effecten gepflogen werden soll, welche letztern aber wegen ihrer gegenwärtigen wirklichen Verwendung bei Spitälern um so weniger schon jetzt sogleich zurückgestellt werden konnten, als sie nach den neuesten Anordnungen des Armee-Commando's zur Errichtung russischer Spitäler gebraucht werden müssen.*

ad h) *Die zum Theile sehr kostbare Mobiliar-Einrichtung der Präfectur zu Trier sei zwar allerdings*

als ein Departemental-Eigenthum zu betrachten, allein da dieselben zum Gebrauche der obersten Verwaltungsbehörde des Departements schon ursprünglich bestimmt war, so hätten von dem Augenblicke an, als die Departemental-Verwaltung im Orte Trier aufgehoben, und unmittelbar zur Landes-Administ.-Commission gezogen worden war, jene Mobilien sämmtlich zum Gebrauch der Landes-Administ.-Comm. hierher gebracht werden können. Man habe sich jedoch begnügt, nur einige wenige unbedeutende Effecten für das dringendste Bedürfniss hierher zu ziehen, welche gegenwärtig bloss aus persönlicher Rücksicht dem Herrn Uebernahms-Commissär, nebst einigen andern der Administration gehörigen Meubles zur Erleichterung des unmittelbaren Antritts seiner Geschäftsführung überlassen werden. Allein die Landes-Administrations-Commission sehe sich eben durch die hier gemachte Anforderung genöthigt, sich noch den Anspruch auf den ihr gebührenden verhältnissmässigen Antheil sämmtlicher Mobiliar-Einrichtung zu Trier vorzubehalten, in welcher Absicht sie der baldigen Mittheilung eines genauen Inventariums sammt Abschätzung derselben entgegensehe. 1815

Art. V. Die Herren Uebergabs-Commissäre trugen zwar darauf an, dass das in den zu übergebenden Bezirke bei den Domainen-Beamten zum Verkaufe auf Verrechnung noch vorhandene Stempelpapier zur Verhütung von Unterschleifen noch vor der Uebergabe des Bezirks zurückgezogen werden soll. Als aber der Herr Uebernahms-Commissär erinnerte, dass diese Maassregel Stockung im Dienste hervorbringen dürfte, vereinigte man sich dahin, dass diese Vorräthe noch so lange bei den Domainen-Beamten zum Gebrauche gelassen werden sollten, bis diese mit dem Stempelpapier der übernehmenden Regierung versehen sein würden; wogegen der Herr Uebernahms-Commissär sich verbindlich macht, die schleunigste Herbeischaffung dieser neuen Vorräthe zu veranstalten, um, wenn dieses geschehen sein wird, die Ueberreste sammt genauen Rechnungen über alles Verkaufte der K. K. Oester. und K. Bayerischen Administration zu überliefern.

Art. VI. In Ansehung der Uebergabe von Akten wurde als allgemeiner, wechselseitig geltender Grund-

1815 satz angenommen, dass dieselben in der Regel derjenigen Administration zufallen sollen, in deren Bezirke die Behörden, zu deren Registratur sie gehören, ihren Sitz haben. Es versteht sich hierbei jedoch von selbst, dass der Sitz der Landes-Administrations-Commission und der zu ihr unmittelbar gehörigen Central-Behörden schon jetzt in dieser Rücksicht als ausser dem abzutretenden Landdistricte gelegen zu betrachten ist.

Von jeder der beiden Administrationen sollen aber alle diejenigen Akten, welche ganz allein den jenseitigen Bezirk betreffen, sobald als möglich ausgeschieden, und dahin abgeschieden, und dahin abgegeben, von denjenigen aber, die sich nur zum Theil auf den jenseitigen Bezirk beziehen, an die Behörden desselben Abschriften oder Auszüge auf Kosten des verlangenden Theils ausgefertigt werden. Der Herr Uebernahms-Commissär wird sich überdies dahin verwenden, dass von dem Herrn General-Gouvernements-Commissär von Sack in Koblenz rücksichtlich seines Administrationsbezirks gleiche Grundsätze über die Theilung der Akten beobachtet, vor allem aber die der K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration so nöthigen bisher ohne Erfolg reclamirten Forstakten des ehemaligen Departements vom Donnersberg ausgeliefert werden möchten.

Art VII. In Ansehung der *finanziellen* Verhältnisse kam man über folgende Bestimmungen überein:

1. Alle direkten oder indirekten Einkünfte des übergebenen Districtes, welche bis zum 10ten d. M. einschliesslich verfallen sind, stehen der K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration zu, und machen, sofern sie von derselben nicht schon bezogen wurden ein Guthaben bei der nachfolgenden Regierung aus. Alle solche Einkünfte aber, die erst nach dem genannten Tage verfallen waren, gehören der K. Preussischen Regierung, und sind derselben, sofern sie von der gedachten Administrations-Commission bezogen wurden, zu verrechnen. Auf gleiche Weise fallen alle bis zum 10ten d. M. einschliesslich verfallenen Ausgaben für den öffentlichen Dienst jenes Landesdistricts der gegenwärtig übergebenden — die später verfallenen der übernehmenden Administration zur Last.

2. Um den bei mehreren Staatsausgaben zu besorgenden Zweifeln, ob und in wiefern sie den übergebenen Landes-District angehen, zu begegnen, wurde ausgemacht: 1815

a) in Betreff der vorhandenen Pensionisten liegt die Auszahlung der Pensionen derjenigen Administration ob, in deren Bezirke die Pensionisten zur Zeit der Landesübergabe ihren gesetzlichen Wohnsitz haben.

b) Die Auslagen für die in den Strafhäusern zu Trier verwahrten Gefangenen bestreitet bei den Inländern diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Gefangenen liegt, bei Ausländern eben jene, in deren Bezirk das Kreisgericht gelegen ist, welches die Untersuchung führte, und die Verurtheilung veranlasste. Eben so bestreitet

c) die Auslagen für die Pfleglinge des Armenhauses in Trier diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Pfleglings liegt. Die Ausländer werden von der K. Preuss. Regierung übernommen, da auf gleiche Weise die K. K. Oesterr. und K. Bayersche Landes-Administration jene in Frankenthal übernommen hat.

d) Von der Gensdarmerie geht an die K. Preuss. Regierung diejenige Mannschaft über, deren Brigaden in ihren Bezirke liegen, von der Landwehr aber die Officiere jener Bataillons, deren Rekrutirungsbezirke bisher in dem nun übergebenen Landes-Districte gelegen waren, nämlich die Officiere jener beiden Bataillons, deren Escadrons gegenwärtig in St. Goar und Oberwesel ihren Standpunkt haben.

Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkte hierbei, dass dagegen die K. Preussische Regierung auch die in Kreuznach und Worms gewesenen, oder noch befindlichen Effecten um so mehr auszuliefern wären, als dieselben aus dem Bekleidungs-Magazine von Trier entnommen, ein Eigenthum des Saar-Departements seien.

Die Herren Uebergabs-Commissäre äusserten hierauf:

dass man die der Landwehr gehörigen Effecten, welche von den Bataillonen in dem Magazine zu Trier deponirt worden sind, denselben, so weit es die Land-

1815 *wehr in dem abgetretenen Bezirke betrifft. ohne Anstand zurückgeben werde; diese Zurückgabe sich aber keineswegs auch auf andere im Magazine zu Trier gewesene Militär-Effecten erstrecken könne, welche ihre Bestimmung für die regulirten Truppen der alliirten Mächte selbst hatten, und als ein bewegliches Staatseigenthum ganz der vorigen Administration zugefallen sind. Sollte aber Königl. Preuss. Seits diese Anforderung dennoch weiter verfolgt werden wollen; so hätte die Erörterung derselben ebenfalls bei der bevorstehenden Liquidations-Commission zu geschehen.*

e) Die Beiträge zu den Besoldungen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch die § 1. erwähnte Grenzlinie durchschnitten werden, sollen, so lange sie in gemeinschaftlichen Diensten bleiben, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Wirkungskreises dieser Beamten geleistet werden.

3. Um für die Zukunft jeden Anlass zu Collisionen zu vermeiden, wird, so bald als möglich, eine völlige Absonderung der Behörden, in allen Zweigen der Verwaltung, so wie auch in Rücksicht der öffentlichen Anstalten eingeleitet werden. Bei den zu diesem Zwecke nöthig werdenden Reductionen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch eine solche Absonderung kleiner werden, übernimmt die reducirten derjenige Theil, in dessen Bezirke diese Behörden bisher ihren Sitz hatten. Da jedoch die Reduction der beiden Administrationen vorzüglich die in dem jenseitigen Bezirke gebürtigen Individuen treffen dürfte; so wird auf dieselben von der Administration des Geburtsorts die möglichste Rücksicht genommen werden.

Diese Absonderung wird jedoch nicht eintreten:

a) bei dem Bisthum Trier, da eine Abänderung der auf Bestimmungen des päpstlichen Hofes beruhende Diöcesen-Eintheilung ohne vorläufige Rücksprache mit Letzterem nicht thunlich wäre.

b) Bei dem Hypothekenbewahrer des Kreises Trier und jenem des Kreises Birkenfeld rücksichtlich der vor der Landesübergabe geschehenen Inscriptionen;

c) bei den Strafhäusern zu Trier, so lange nicht in dem der K. K. Oesterreichischen und K. Bayerschen

Landes-Administration verbleibenden Bezirke hinreichende ähnliche Anstalten vorhanden sind, und zwar um so mehr, als die letztern erst kürzlich durch neuen Bau bedeutende Summen darauf verwendet hat. 1815

d) Endlich bei allen milden Stiftungen, Holzberechtigungen oder was immer für andere Gerechtsame von Gemeinden und Rechten der Privaten überhaupt, deren Aufrechthaltung, wenn sie sich auch in den jenseitigen Bezirk erstrecken, wechselseitig garantirt wird.

Der Herr Uebernahms-Commissär trägt hierbei darauf an, dass

a) *namentlich die Litteralien der Kirchenschaffnerei Meisenheim hierunter begriffen sein, und wenn sie sich in den Händen von der K. Preuss. Regierung fremden Beamten befinden, baldigst ausgeliefert werden sollen;*

b) *es sollen ebenfalls hierunter begriffen sein, die von den hiesigen Salinen in dem Banne der Gemeinde Sitters im Canton Obermoschel befindlichen Steinkohlengruben.*

Die Herren Uebernahms-Commissäre erwidern hierauf:

ad a) *unterliege es gar keinem Anstande, ganz in Gemässheit der über die Aktenausfolgung angenommenen allgemeinen Grundsätze auch Akten über die Kirchenschaffnerei zu Meisenheim in so weit sich dergleichen zur Ausfolgung geeignete vorfinden, herauszugeben.*

ad b) *Da die Steinkohlengruben bei Sitters im Canton Obermoschel ausser dem abgetretenen Bezirke liegen, so müssen sie auch als eine zu dem übrig bleibenden Administrationsbezirke gehörige Domaine betrachtet werden, und wenn sie auch bisher der hiesigen Saline von der Staatsverwaltung zur Benutzung zugewiesen waren, so könne diese bisherige wirkliche Disposition der Staatsverwaltung doch keinesweys aus dem Gesichtspunkte einer Privatstiftung betrachtet, und daraus eine Untrennbarkeit der Steinkohlengrube von der Saline hergeleitet werden, weil hier keine gegen Privaten oder das Publikum überhaupt eingegangene Verpflichtung, sondern blos eine willkührliche Verbindung bestanden habe, welche von der Staats-*

1815 *verwaltung jeden Augenblick wieder aufgelöst werden konnte, und nun durch die Theilung des Landes auch von selbst aufgelöst sein. Jedoch ist man bereit, auch diesen Gegenstand noch bei der bevorstehenden Liquidation in Verhandlung zu nehmen.*

4. Die Abrechnung zwischen den beiden Administrationen über die durch die Landesübergabe wechselseitig entstehenden Guthabungen soll durch eine, aus Abgeordneten beider Theile zusammengesetzte Commission so schleunig als möglich in Richtigkeit gebracht werden.

Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkte, dass dabei die Vergütung derjenigen Salzquantitäten besonders zu berücksichtigen wäre, welche in die Reserve-Magazine der unter der Verwaltung der gemeinschaftlichen Commission bleibenden Landen verführt, und auf den Canon des Monats Juli zu berechnen ausgesetzt worden sei.

Hierauf erwiderten die Herren Uebergabs-Commissäre:
dass die Erörterungen über diese Anforderungen auf ähnliche Art, wie die oben erwähnten Ansprüche des abgetretenen Bezirks an den Beibehaltenen, der bevorstehenden weitern Liquidations-Commission vorbehalten bleiben müssen.

5. Um die Abrechnung mit dem vormaligen General-Gouverneur des Mittelrheins Herrn Staatsrath Gruner über die von ihm zurückgelassenen Aktiv- und Passiv-Rückstände, welche in der Folge noch eintreten dürfte, nicht zu erschweren, wird die übernehmende Administration die Erhebungen über den eigentlichen Betrag jener Rückstände ganz nach der deshalb unterm 16ten August v. J. erlassenen Vorschrift fortsetzen und über alle auf diese Rückstände geschehenden Einnahmen und Ausgaben auf die bisher eingeführte Art eigene Vormerkung und Rechnung führen, seiner Zeit aber diese Rechnungen zum Behuf der endlichen Auseinandersetzung dieses Geschäfts der gedachten Landes-Administrations-Commission mittheilen.

In so fern jedoch unter diesen ältern Rückständen auch solche vorkommen, welche nach ihrer ursprüng-

lichen Ausschreibung oder mehrmaligen Widmung 1815
nicht für die Staatscasse, sondern zur Deckung von Landesschulden bestimmt sind, daher nicht zur Abrechnung mit dem vorigen General-Gouvernement oder den hohen Alliirten, sondern zur Verrechnung an das Land gehören, so wird die Berichtigung dieses Geschäfts ganz der K. Preuss. Regierung mit Vorbehalt der Ansprüche, welche nach einer von der K. K. Oesterr. und K. Bayerschen Landes-Administration noch aufzustellenden Berechnung darauf wechselseitig gemacht werden können, überlassen.

Abgeschlossen Kreuznach, den 2ten Juni 1815.

Unterschrieben:

WILHELM DROSSDICK
K. K. Hofrath.

CARL *Freih.* v. STENGEL
K. Bayers. Kreisrath.
(L. S.) (L. S.)

Freiherr VON SCHMITZ
GROLLENBURG.
(L. S.)

Fid. Prot. unterschrieben:
HEINR. AMANN.

Für die Abschrift:
der Canzlei-Inspector
GERLACH m. p.

24.

Traité conclu à Vienne le 7 Juin 1815 entre S. M. le Roi de Prusse d'une part, et S. M. le Roi de Suède et de Norwège d'autre part. 7 Juin.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten*, 1817. Anhang pag. 39.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Prusse ayant obtenu la cession des droits et titres que le traité conclu à Kiel le 14 Janvier 1814 avait donnés à S. M. le Roi de Danemarc sur la Poméranie Suédoise, y compris l'île de Rügen, et Sa Majesté étant entrée à la suite de cette cession, en négociation avec S. M. le Roi de Suède et de

1815 Norwège, sur le même objet et sur la remise effective de la dite province, les deux souverains, animés du désir de terminer par ce moyen les différends qui se sont élevés à la suite du traité de Kiel, ont résolu de conclure un traité pour cet effet sous la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, que Sa Majesté Impériale leur avait offerte pour contribuer au rétablissement de la tranquillité du Nord et du repos général de l'Europe, et Leurs dites Majestés ayant accepté cette médiation, Elles ont nommé en conséquence pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de Prusse, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat etc., son premier plénipotentiaire au congrès de Vienne, et le Sieur Charles Guillaume Baron de Humboldt, Ministre d'Etat etc., son second plénipotentiaire au congrès de Vienne: et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, le comte Axel de Loewenhielm, etc., Son Ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne; lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs pleinspouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Cession de la Poméranie.

Art. I. S. M. le Roi de Suède et de Norwège, cède à toute perpétuité pour Lui et Ses Successeurs au trône de Suède, d'après l'ordre de succession du 26 Septembre 1810, à S. M. le Roi de Prusse et ses successeurs au trône, le Duché de Poméranie et la Principauté de Rügen, avec toutes ses dépendances, îles, forteresses, villes et païs.

Artillerie à délivrer.

Art. II. S. M. le Roi de Suède et de Norwège s'engage à délivrer à S. M. le Roi de Prusse, avec la forteresse de Stralsund et les autres points fortifiés en Poméranie et dans l'île de Rügen, l'artillerie et les effets militaires qui y appartiennent, ainsi que S. M. en avait pris l'engagement envers S. M. le Roi de Danemarc par l'article 24 du traité de Kiel. S. M. Suédoise et Norwègienne fera délivrer en outre à S. M. Prussienne 200 pièces de canon de défense et six chaloupes canonières pour la défense maritime.

Dettes.

Art. III. La dette publique contractée par la Chambre Royale de Poméranie reste à la charge de S. M. le Roi de Prusse comme Souverain de la Poméranie, et Sa dite Majesté prend sur Elle les stipulations faites à cet égard pour l'acquit de cette dette; sont exceptées

toutes dettes qui précédemment à la charge de la Chambre royale de Poméranie, auraient été transférées en dette Suédoise, du consentement des Etats du Royaume de Suède. 1815

Art. IV. Les donations en domaines faites par S. M. le Roi de Suède et de Norwège et qui se montent à une somme annuelle de 43,000 Rixdalers courant de Poméranie seront rendues à S. M. le Roi de Prusse par S. M. le Roi de Suède et de Norwège qui se charge de bonifier les donataires. Donations en domaines.

Quant aux autres domaines de la couronne en Poméranie, et dans l'île de Rügen, ils seront remis à S. M. le Roi de Prusse dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature du présent traité.

Art. V. S. M. le Roi de Prusse s'engage à payer à S. M. le Roi de Suède et de Norwège pour la cession du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen la somme de trois millions cinq-cent-mille Rixdalers courant de Prusse. Cette somme sera payée aux termes et conditions qui seront fixées plus spécialement entre les commissaires de S. M. le Roi de Prusse et ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, lesquels se réuniront à cet effet à Berlin, immédiatement après la signature du présent traité. Somme à payer par la Prusse.

Art. VI. La remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen à S. M. le Roi de Prusse aura lieu un mois après l'échange des ratifications du présent traité. Epoque de la remise.

Art. VII. S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Suède et de Norwège nommeront, chacun de Son côté, des commissaires munis de pleinspouvoirs nécessaires pour effectuer la remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen, conformément à la teneur du présent traité. Commissaires.

Art. VIII. S. M. le Roi de Prusse s'engage de la manière la plus solemnelle à assurer aux habitans de la Poméranie Suédoise et de l'île de Rügen avec leurs dependances, leurs droits, libertés et priviléges, tels qu'ils existent maintenant et ont été déterminés dans les années 1810 et 1811. Droits des sujets.

Art. IX. S. M. le Roi de Prusse s'engage à maintenir les établissemens pieux, et notamment l'Academie Etablissements pieux.

1815 de Greifswalde, dans leur état actuel, en les laissant jouir de tous leurs biens-fonds, capitaux et revenus actuels.

Commerce de l'Angleterre.

Art. X. S. M. le Roi de Prusse s'engage à maintenir le commerce de l'Angleterre dans toutes les faveurs et prérogatives qui lui ont été accordées par le traité de Stockholm du 3 Mars 1813, et qui lui ont été confirmées dans le traité de Kiel du 14 Janvier 1814.

Commerce avec la Suède.

Art. XI. Comme les habitans du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen se trouvent, par une longue réunion avec le Royaume de Suède, dans des rapports intimes de commerce et de besoins réciproques avec les sujets de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, également importans pour le bonheur de l'un et de l'autre païs, S. M. le Roi de Suède et de Norwège sont convenus de laisser subsister le commerce entre les Etats de S. M. le Roi de Suède et de Norwège d'un côté, et le Duché de Poméranie et la Principauté de Rügen de l'autre, pendant le terme de vingt-cinq ans à dater de la signature du présent traité, dans le même état où il se trouve en ce moment, et de n'y faire ni d'un côté ni de l'autre aucuns changemens tendant à le soumettre à de nouveaux droits, impositions ou réglemens y contraires.

Dettes des sujets.

Art. XII. Toute dette publique ou particulière contractée par de Poméraniens en Suède, et vice versâ par des sujets suédois en Poméranie, sera acquittée aux conditions et aux termes stipulés.

Liberté d'emigration.

Art. XIII. Les Suédois qui se trouvent actuellement en Poméranie et dans l'île de Rügen, et les habitans de la Poméranie et de l'île de Rügen qui se trouvent en Suède, auront pleine liberté de rétourner dans leur patrie, et de disposer selon leur bon plaisir de leurs propriétés, meubles et immeubles, sans en payer la moindre contribution, péage ou autre droit. Les sujets des hautes parties contractantes auront pleine liberté pendant les premières six armées à dater de l'échange des ratifications du présent traité, de changer à volonté leur domicile, et ne seront tenus qu'a vendre ou à louer dans ce délai leurs propriétés à un sujet de la Puissance qu'ils veulent quitter. Les biens de ceux qui, après l'expiration de ce délai, n'auront pas satisfait à cette disposition, seront publiquement vendus à

l'enchère et par l'autorité publique, et le provenu sera remis au propriétaire. Pendant ces six années il sera libre à chacun de faire tel usage qu'il jugera convenable de sa propriété, la jouissance entière lui en étant formellement garantie. Les propriétaires et leurs agents pourront aussi librement voyager d'un Etat dans l'autre pour régler leurs affaires et stipuler leurs droits, comme sujets de l'une et de l'autre Puissance. 1815

Art. XIV. Les archives, documens, et autres papiers publics ou particuliers, appartenans aux domaines, les plans et cartes des forteresses, villes et païs qui par le présent traité sont cédés à S. M. le Roi de Prusse, y compris les cartes et papiers qui appartiennent au bureau d'arpentage, seront remis aux Commissaires de S. M. le Roi de Prusse par ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège dans l'espace de six mois, ou, si cela n'est pas possible, au plustard dans celui d'une année, après la remise des païs mêmes. Archives.

Art. XV. Les appointemens des fonctionnaires publics dans le Duché de Poméranie et dans la Principauté de Rügen sont à la charge de S. M. le Roi de Prusse, à dater de jour de la remise de ces provinces. Les pensionnaires conserveront sans retard ou diminution les pensions qui leur ont été accordées par leur Gouvernement actuel. Appointements; pensions.

Art. XVI. Le cours des postes sera conservé de la même manière où il se trouve au moment de la signature du présent traité, sur le pied de la plus parfaite réciprocité entre les deux hautes parties contractantes. Postes.

Art. XVII. Les hautes parties contractantes inviteront S. M. l'Empereur de toutes les Russies et Sa M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à donner leur adhésion aux différentes stipulations contenues dans le présent traité, ainsi qu'aux déclarations réciproques des plénipotentiaires de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et de S. M. le Roi de Danemarc, telles qu'elles se trouvent annexées au présent traité. Adhésion de la Gr. Br. et de la Prusse.

Art. XVIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines à dater de ce jour, ou plutôt s'il est possible. Ratifications.

1815 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

Nous premier Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies au Congrès de Vienne, ayant servi de médiateur dans les arrangemens arrêtés entre les cours de Suède et de Prusse, déclarons que le traité signé aujourd'hui entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège et S. M. le Roi de Prusse, avec les deux déclarations séparées Danoise et Suédoise, et qui en font partie, de même qu'avec toutes les clauses, conditions et stipulations qui y sont contenues, a été conclu par la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies. En foi de quoi Nous avons, en vertu de Nos pleinspouvoirs généraux et en Notre qualité de premier Plénipotentiaire de Sa dite Majesté au Congrès de Vienne, signé les présentes et y avons fait apposer le cachet de Nos armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE RASOUMOFFSKY.

Article séparé et secret.

Sa Majesté le Roi de Prusse, désirant de contribuer autant qu'il dépend de Lui, à applanir entièrement les différends qui se sons élevés à la suite du traité conclu à Kiel le 14 Janvier 1814 entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et S. M. le Roi de Danemarc, a obtenu de la cour de Danemarc et a fait remettre au Plénipotentiaire de S. M. Suédoise, une déclaration signée par les Plénipotentiaires de S. M. Danoise, de la teneur suivante;

„S. M. Danoise déclare de la manière la plus formelle: qu'en conséquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Prusse, Elle renonce par rapport à la Suède, à toutes prétentions ou réclamations fondées sur la non exécution de l'article 7 du traité de paix du 14 Janvier 1814; qu'elle dégage S. M. le Roi de Suède et de Nor-

wège de l'obligation de Lui payer les 600,000 Rixdalers 1815
de banque de Suède, encore dûs sur un million de Rixdalers de banque de Suède stipulé en sa faveur, et qu'Elle regardera désormais le traité de Kiel comme ayant sa pleine et entière vigueur en toute sa teneur et en toutes ses conditions et clauses non changées ou modifiées par la présente declaration."

„La présente déclaration des Plénipotentiaires de Danemarc faite au nom de leur auguste Souverain, sera ratifiée par S. M. Danoise, et cette ratification sera remise dans le terme de six semaines au Ministère de S. M. le Roi de Prusse, pour être échangée contre la ratification de S. M. Suédoise, d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par le Plénipotentiaire de ce Souverain."

„En foi de quoi les Plénipotentaires de S. M. le Roi de Danemarc on signé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes."

„Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signés:
(L. S.) *Le Comte* Chr. Bernstorff.
(L. S.) *Le Comte* Joach. Bernstorff.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège a fait remettre de Son côté à la cour de Prusse, pour être délivrée par Elle aux Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Danemarc une déclaration formelle signée par Son plénipotentiaire, de la teneur suivante:

„S. M. le Roi de Suède et de Norwège déclare de la manière la plus formelle qu'en conséquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Prusse, Elle renonce, par rapport au traité de paix signé entre la Suède et le Danemarc le 14 Janvier 1814, à toutes prétentions ou réclamations fondées sur des faits ou événemens postérieurs à la conclusion de cette paix, et notamment pour cause de la non-exécution de l'article 15. du dit traité, et que Sa Majesté regardera désormais le susdit traité comme ayant sa pleine et entière vigueur dans toute sa teneur et en toutes ses conditions et clauses, non changées ou modifiées par la présente déclaration."

„Cette déclaration du Plénipotentiaire de Suède, faite au nom de Son auguste Souverain, sera ratifiée par

1815 S. M. Suédoise et Norwègienne, et cette ratification sera remise dans le terme de six semaines au Ministère de S. M. le Roi de Prusse, pour être échangée contre la ratification de S. M. Danoise d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par les Plénipotentiaires de ce Souverain."

„En foi de quoi de Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norwège a signé la présente déclaration, et y a apposé le cachet de ses armes."

„Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signé:

(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

Le présent article séparé et secret aura la même force et valeur, que s'il était inséré textuellement dans le traité. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

25.

13 Oct. *Extrait du procès verbal de ministres des cinq puissances sur les bases des arrangemens pecuniaires; à Paris le 13 Octobre 1815.*

(SCHÖLL Histoire abrégée des Traités de Paix. vol. XI. pag. 473.)

ART. I. Les arrangemens pécuniaires entre la France et les puissances alliées se feront d'après le principe, que dans les trois premières années, à dater du 1er december 1815, la France ne payera pas au-delà de 270 millions par an.

ART. II. Sur ces 270 millions, la somme annuelle de 140 millions sera employée au payement successif de l'indemnité pécuniaire, dont, par ce moyen, la

totalité se trouvera acquittée en cinq ans; et celle de 130 millions à l'entretien de l'armée d'occupation, avec les conditions et réserves spécifiées dans les articles suivans. 1815

Art. III. Quoique la France ait pris l'engagement général de se charger de tout ce qui compose l'entretien complet de l'armée d'occupation, les puissances, pour la soulager autant que possible ont l'intention d'opérer, si les circonstances le permettent, une réduction progressive d'année en année dans le nombre des troupes destinées à l'occupation militaire, et de rétablir, par cette mesure, le niveau entre les 130 millions à fournir par la France, et les frais réels de l'entretien de leur armée, lesquels, d'après des calculs admis de toutes parts, monteront à 150 millions.

Art. IV. Si la situation intérieure de la France ne permettoit pas aux puissances de réalifer cette réduction, la France seroit obligée de leur rembourser le déficit entre les 130 millions à fournir par elle, et les frais réels de l'entretien des troupes. Ce déficit ne s'élèvera pas au-delà de 20 millions par an.

Art. V. Comme on est d'accord que la somme totale à payer par la France dans les trois premières années ne doit pas excéder 270 millions, le remboursement du déficit, lequel, dans les suppositions les plus défavorables, ne s'élèvera pas au-dessus de 100 millions, se fera dans les quatrième et cinquième années; ou, si le gouvernement François ne se croyoit pas en état de depasser pour cet object le payement annuel de 270 millions, ledit remboursement sera remis à la sixième année, sauf, à régler les garanties nécessaires pour assurer ce remboursement.

Art. VI. Si, au bont de trois ans, la situation des choses est telle, que les puissances ne se trouvent pas dans le cas de prolonger l'occupation militaire par les motifs politiques, cette occupation sera réduite à une échelle proportionnée aux sommes qui resteront encore à acquitter sur l'indemnité pecuniaire, et la France pourra la faire cesser entièrement, en acquittant le restant de l'indemnité, soit en valeurs réelles, soit par des arrangemens qui seroient jugés par les alliées l'équivalent du payement effectif.

1815 Art. VII. Les cours alliées remettront au gouvernement François les chefs des réclamations rentrant dans les articles non exécutés du traité de 1814, et le gouvernement François sera ses propositions sur les moyens de parvenir le plus tôt possible à la liquidation definitive et au remboursement effectif des sommes réclamées.

(*On convint, dans la même conférence, qu'on accèléreront autant que possible l'évacuation du territoire François, qu'on nommeroit des commissaires chargés de règler la marche d'après ce principe, et de proposer un terme pour l'évacuation finale du royaume, sauf le corps d'occupation temporaire.* [S.])

26.

16 Oct. *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave de Hesse Rothenbourg, signé à Cassel le 16 Oct. 1815.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Anhang 1818. pag. 65. 66.)

Im Namen der hochheiligen und untheilbaren Dreieinigkeit.

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, um die in Folge der Verhandlungen des Wiener Congresses nöthig befundenen Ausgleichungen im nördlichen Deutschlande durch eine freundschaftliche Uebereinkunft über angemessene Territorial-Veränderungen zu erleichtern, durch Bevollmächtigte in besondere Tractaten getreten sind, und über deren endliches Resultat unter dem heutigen Dato einen förmlichen Territorial-Austausch-Vertrag in 30 Artikeln abgeschlossen haben, und nicht allein der Beitritt zu diesem Tractat von Seiten Sr. Durchl. des Landgrafen von Hessen-Rothenburg, nach den mit dem Kurhause Hessen bestehenden Hausverträgen für nothwendig, sondern ene eigene und besondere Uebereinkunft zwischen Seiner

Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchl. dem Herrn Landgrafen von Hessen-Rothenburg, wegen der von Hochdemselben abzutretenden eigenthümlichen Rechte, Besitzungen und Nutzungen, und des dafür zu leistenden Ersatzes für erforderlich gehalten worden ist; so haben S. M. der König von Preussen und S. D. der Landgraf von Hessen-Rothenburg Bevollmächtigte ernannt, um alles was hierauf Bezug hat, zu verabreden, abzuschliessen und zu unterzeichnen, nämlich: S. M. der König von Preussen, den Herrn Präsidenten Conrad Siegmund von Hänlein, Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an den Hessischen und Nassauischen Höfen, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens und des eisernen Kreuzes, wie auch Ritter des Kurfürstl. Hessischen Ordens vom goldenen Löwen; 1815

und Se. Durchl. der Landgraf von Hessen-Rothenburg den Herrn Geheimen Rath Carl Wilhelm Gössel; welche, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind.

Art. I. S. Durchl. der Landgraf zu Hessen-Rheinfels-Rothenburg treten dem, zwischen Sr. M. dem Könige von Preussen und Sr. K. H. dem Kurfürsten von Hessen unterm heutigen Dato geschlossenen, hier abschriftlich beigehefteten Vertrage bei, genehmigen insbesondere, was in demselben Ihr Interesse und Ihre Rechte betrifft, und verpflichten sich zugleich, diejenigen Rechte, Besitzungen und Nutzungen, welche Ihnen an der Niedergrafschaft Katzenellenbogen, der Herrschaft Plesse nebst dem Kloster Höckelheim und dem Amte Neuengleichen zustehen, in Folge der, Art. 2. des gedachten Vertrags, enthaltenen Stipulationen an des Königs von Preussen Maj. abzutreten. Cession de la part du Landgrave.

Sie behalten Sich jedoch ausdrücklich vor, dass aus diesem Vertrage niemals irgend eine Schmälerung Ihrer hausvertragsmässigen Rechte hergeleitet, und insbesondere dieselben in Rücksicht der Rothenburger Quart, uud der mit gleicher Berechtigung an Sie übergehenden Entschädigung vollständig aufrecht erhalten werden sollen.

1815 Renonciation au titre.

Art. II. Sr. Durchl. der Landgraf von Hessen-Rothenburg wollen ferner dem bisher geführten Titel von Rheinfels, da diese Besitzung jetzt durch die Wiener Congress-Akte in Königl. Preussischen Besitz übergegangen ist, und nunmehr in den Staaten S. M. des Königs von Preussen liegt, hiermit ausdrücklich und feierlich entsagen.

Garanté de la part de la Prusse.

Art. III. S. M. der König von Preussen, welche überhaupt Sr. Durchl. im ungekränkten Besitz Ihrer Hausvertragsmässigen Rechte und Einkünfte erhalten zu sehen wünschen, leisten dagegen insbesondere Gewähr, für die durch erwähnten Vertrag Sr. Durchl. bestimmten Entschädigungen, und wollen noch ausserdem zu Vervollständigung des Ersatzes und zu Bezeigung Ihrer Theilnahme an dem Interesse Sr. Durchl., dieselben, binnen Jahresfrist in den Besitz einer Herrschaft von zwanzig tausend Thalern reinen Einkommens, nach wirthschaftlichen Anschlägen, setzen. Diese Herrschaft soll in Seiner Majestät Staaten liegen, und unter Ihrer Landeshoheit von Sr. Durchl. als freies Allodium erb- und eigenthümlich mit allen den Ehrenrechten besessen werden, welche den begünstigsten Grundbesitzern der Provinz, worin sie gelegen ist, zustehen, oder überdies noch, innerhalb der Landesverfassungsmässigen Grenzen von Sr. M. derselben beigelegt werden möchten. Seine Durchl. werden darüber sowohl unter Lebendigen als von Todeswegen, als über ein persönliches Eigenthum, nach den Landesgesetzen verfügen können. Sie wird frei von ingrossirten Schulden und in wirthschaftlicher Verfassung übergeben.

Garanté à obtenir par la confédération.

Art. IV. S. M. der König von Preussen versprechen überdies S. D. den Landgrafen bei denjenigen Verhandlungen zu unterstützen, welche Sie auf dem Bundestage im verfassungsmässigen Wege anwenden möchten, um von dem Deutschen Bunde eine ähnliche Gewähr für die Fortdauer ihrer Hausvertragsmässigen Stellung zu erhalten, als diejenige war welche die Deutsche Reichsverfassung für dieselbe enthielt. Auch wollen S. M. der König sich für die Erfüllung der subsidiarischen Verbindlichkeiten der Rheinschifffahrtsoktroi, in Rücksicht der darauf angewiesenen rückständigen Renten S. D. kräftigst verwenden.

Art. V. Dieser Vertrag soll ratificirt, und die Ratification binnen vier Wochen oder eher, wenn es sein kann, ausgewechselt werden. 1815 Ratification.

Zur Urkunde dessen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit dem Siegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen Cassel, den sechszehnten October des Jahres eintausend achthundert und funfzehn.

(L. S.) Conrad Siegmund von Hänlein. (L. S.) Carl Wilhelm Gössel.

27.

*Actes relatifs à la formation actuelle de la confédération Suisse depuis 1814 *) jusqu'en 1816.*

1.

Pacte féderal des 19 *cantons de la Suisse signé à Zurich le* 8 *Sept.* 1814. 1814 8 Sept.

(*Manuel du droit public de la Suisse.* pag. 3—23. fr. et all.)

Bundes-Vertrag zwischen den neunzehn Cantonen der Schweiz.

Art. I. Die neunzehn souveränen Cantone der Schweiz, als Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz,

*) Les actes de 1813 depuis que la diète extraordinaire réunie à Zurich avait tentée de proclamer la neutralité Suisse le 18 Novembre 1813 se trouvent dans Schöll *recueil d. pieces officielles T. II. p.* 1. *et suiv.*; et la convention du 29 Déc. 1813 entre les cantons formant la confédération Helvètique a déjà été donnés plus haut Supplément T. V. (ou nouveau recueil T. I.) p. 659. Le pacte féderal du 8 Sept. 1814 a aussi déjà été donné Supplément T. VI. (nouveau recueil T. II.) p. 69. mais dans une traduction française inserée dans le moniteur ce qui m'engage à le faire suivre ici en langue originale allemande.

1814 Unterwalden, ob und nid dem Wald, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt, vereinigen sich durch den gegenwärtigen Bund zur Behauptung ihrer Freiheit, Unabhängigkeit und Sicherheit gegen alle Angriffe fremder Mächte, und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihre Verfassungen, so wie dieselben von den obersten Behörden jedes Cantons, in Uebereinstimmung mit den Grundsätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden sein. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihr Gebiet.

Art. II. Zu Handhabung dieser Gewährleistung und zu Behauptung der Neutralität der Schweiz wird aus der waffenfähigen Mannschaft eines jeden Cantons, nach dem Verhältniss von 2 Mann auf 100 Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Bern 4584 Mann; Zürich 3858 M., Waadt 2964; St. Gallen 2630; Aargau 2410; Graubünden 2000; Tessin 1804; Luzern 1734; Thurgau 1670; Freiburg 1240; Appenzell 972; Solothurn 904; Basel 818; Schwyz 602; Glarus 482; Schaffhausen 466; Unterwalden 382; Zug 250; Uri 236. Zusammen 30,006 Mann.

Diese Scala ist auf ein Jahr festgesetzt, und soll von der Tagsatzung des Jahrs 1815 durchgesehen und nach obigem Grundsatze berichtigt werden.

Art. III. Die Geldbeiträge, zu Bestreitung der Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Cantonen nach folgendem Verhältniss entrichtet: Bern 91,695 Fr.; Zürich 77,153; Waadt 59,273; St. Gallen 39,451; Aargau 52,212; Graubünden 12,000; Tessin 18,039; Luzern 26,016; Thurgau 25,052; Freiburg 18,591; Appenzell 9728; Solothurn 18,097; Basel 20,450; Schwyz 3012; Glarus 4823; Schaffhausen 9327; Unterwalden 1907; Zug 2497; Uri 1184. Zusammen 490,507 Fr.

Diese Vertheilung der Geldbeiträge ist ebenfalls für ein Jahr gültig, und soll durch die Tagsatzung vom Jahr 1815 durchgesehen, und mit Rücksicht auf die Beschwerden einiger Cantone berichtigt werden. Eine ähnliche Revision soll späterhin, wie für die Mann-

schafts-Contingente, von zwanzig zu zwanzig Jahren 1814
statt haben.

Zu Bestreitung der Kriegskosten soll überdies eine gemeineidsgenössische Kriegs-Casse errichtet werden, deren Gehalt bis auf den Betrag eines doppelten Geldcontingents anwachsen soll.

Die Kriegscasse soll ausschliesslich nur zu Militär-Kosten bei eidsgenössischen Auszügen angewendet, und in sich ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldcontingents nach der Scala bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegscasse bezahlt werden.

Zu Bildung dieser Kriegscasse soll eine Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigsten Bedürfnissen gehören.

Diese Gebühren werden die Grenz-Cantone beziehen, und der Tagsatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen.

Der Tagsatzung wird überlassen, sowohl den Tarif dieser Eingangsgebühr festzusetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maassnahmen zur Verwahrung der bezogenen Gelder zu bestimmen.

Art. IV. Im Fall äusserer oder innerer Gefahr hat jeder Canton das Recht, die Mitstände zu getreuem Aufsehen aufzufordern. Wenn in einem Canton Unruhen ausbrechen, so mag die Regierung andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon benachrichtigt werden; bei fortdauernder Gefahr wird die Tagsatzung, auf Ansuchen der Regierung die weitern Maassregel treffen.

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von Aussen mag zwar der bedrohte Canton andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon in Kenntniss gesetzt werden; diesem liegt ob, die Tagsatzung zu versammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidsgenossenschaft zustehen.

Der oder die gemahnten Cantone haben die Pflicht dem Mahnenden Hülfe zu leisten.

Im Fall äusserer Gefahr werden die Kosten von der Eidsgenossenschaft getragen; bei innern Unruhen liegen dieselben auf dem mahnenden Canton, es wäre denn Sache, dass die Tagsatzung, wegen besondern Umständen, eine andere Bestimmung treffen würde.

1814 Art. V. Alle Ansprüche und Streitigkeiten zwischen den Cantonen über Gegenstände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleistet sind, werden an das eidsgenössische Recht gewiesen. Der Gang und die Form dieser Rechtshandlung sind folgendermaassen festgesetzt:

Jeder der zwei streitenden Cantone wählt aus den Magistratspersonen anderer Cantone zwei, oder, wenn die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter.

Wenn die Streitsache zwischen mehr als zwei Cantonen obwaltet, so wird die bestimmte Zahl von jeder Parthei gewählt.

Diese Schiedsrichter vereint trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfad der Vermittelung beizulegen. Kann dieses nicht erreicht werden, so wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magistratspersonen eines in der Sache unpartheiischen Cantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen ist.

Sollten die Schiedsrichter über die Wahl des Obmanns beharrlich verfallen, und einer der Cantone darüber Beschwerde führen, so wird der Obmann von der Tagsatzung gesetzt, wobei aber die im Streit stehenden Cantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter versuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entscheiden, im Fall allseitiger Uebergabe, durch Compromisspruch; geschiehet aber keines von beiden, so sprechen sie über die Streitsache nach den Rechten endlich ab.

Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird erforderlichen Falls durch Verfügung der Tagsatzung in Vollziehung gesetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptsache soll auch über die Kosten, bestehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entschieden werden.

Die nach obigen Bestimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitsache, entlassen.

Bei allen vorfallenden Streitigkeiten sollen die betreffenden Cantone sich jeder gewaltsamen Maassregel oder sogar Bewaffnung enthalten, den in diesem Artikel festgesetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Art. VI. Es sollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bund oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden. 1814

Art. VII. Die Eidsgenossenschaft huldigt dem Grundsatz, dass so wie es, nach Anmerkung der neunzehn Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der Schweiz giebt, so könne auch der Genuss der politischen Rechte nie das ausschliessliche Privilegium einer Classe der Cantonsbürger sein.

Art. VIII. Die Tagsatzung besorgt, nach den Vorschriften des Bundesvertrags, die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes.

Sie besteht aus den Gesandten der neunzehn Cantone, welche nach ihren Instructionen stimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche von einem Gesandten eröffnet wird. Sie versammelt sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weise alle Jahre am ersten Montag im Heumonat; ausserordentlicher Weise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen.

Der im Amt stehende Bürgermeister oder Schultheis des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagsatzung erklärt Krieg und schliesst Frieden; sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten; doch sind für diese wichtigen Verhandlungen drei Viertheile der Cantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagsatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit.

Handelsverträge mit auswärtigen Staaten werden von der Tagsatzung geschlossen.

Militärcapitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeigegenstände mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundes-Verein, noch bestehenden Bündnissen, noch verfassungsmässigen Rechten anderer Cantone zuwider sein, und zu diesem Ende zur Kenntniss der Tagsatzung gebracht werden.

Eidsgenössische Gesandte, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagsatzung ernannt und abberufen.

1814 Die Tagsatzung trifft alle erforderliche Maassregeln für die äussere und innere Sicherheit der Eidsgenossenschaft. Sie bestimmt die Organisation der Contingentstruppen, verfügt über derselben Aufstellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalstab und die eidsgenössischen Obersten. Sie ordnet, im Einverständniss mit den Cantonsregierungen, die Aufsicht über die Bildung und Ausrüstung des Militär-Contingents an.

Art. IX. Bei ausserordentlichen Umständen, und wenn sie nicht fortdauernd versammelt bleiben kann, hat die Tagsatzung die Befugniss, dem Vorort besondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidsgenössischen Geschäftsführung beauftragt ist, zu Besorgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenössische Repräsentanten beiordnen; in beiden Fällen sind zwei Dritttheile der Stimmen erforderlich.

Die eidsgenössischen Repräsentanten werden von den Cantonen gewählt, welche hierfür unter sich in folgenden sechs Classen wechseln.

Den ersten eidsgenössischen Repräsentant geben abwechselnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amt stehen; den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden; den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schaffhausen; den vierten Freiburg, Basel, Solothurn; den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau; den sechsten Waadt, Thurgau, Tessin.

Die Tagsatzung ertheilt den eidsgenössischen Repräsentanten die erforderlichen Instructionen, und bestimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Fall hören letztere mit dem Wiederzusammentritt der Tagsatzung auf. Die eidsgenössischen Repräsentanten werden aus der Bundescasse entschädigt.

Art. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagsatzung nicht versammelt ist, wird einem Vorort, mit den bis zum Jahr 1798. ausgeübten Befugnissen, übertragen.

Das Vorort wechselt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815 ihren Anfang nimmt. Dem Vorort ist eine eidsgenössische Canzlei beigeordnet;

dieselbe besteht aus einem Canzler und einem Staatsschreiber, die von der Tagsatzung gewählt werden. 1814

Art. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaaren ist der freie Kauf, und für diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum anderen gesichert, mit Vorbehalt der erforderlichen Polizei-Verfügungen gegen Wucher und schädlichen Verkauf.

Diese Polizei-Verfügungen sollen nur für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden, von der Tagsatzung genehmigten Zölle, Weg- und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagsatzung weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte von Canton zu Canton sind abgeschafft.

Art. XII. Der Fortbestand der Klöster und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so weit es von den Cantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgut den Steuern und Abgaben unterworfen.

Art. XIII. Die helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 4ten November 1804 auf drei Millionen, einmalhundert achtzehntausend, dreihundert und sechs und dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

Art. XIV. Alle eidsgenössische Concordate und Verkommnisse seit dem Jahr 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, verbleiben in ihrem bisherigen Bestand; die Sammlung der in dem gleichen Zeitraum erlassenen Tagsatzungsbeschlüsse soll der Tagsatzung des Jahrs 1815 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welcher von denselben ferner verbindlich sein soll.

Art. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonal-Verfassungen, sollen in das eidsgenössische Archiv niedergelegt werden.

1814 Dass obstehender Bundesvertrag von der grossen Mehrheit der eidsgenössischen Stände den 8ten Herbstmonat 1814 förmlich angenommen und ratificirt worden sei, bezeugen in Zürich unter Beidruckung des bisherigen eidsgenössischen Siegels

Der Amtsbürgermeister des Cantons Zürich,
Präsident der eidsgenössischen Tagsatzung,
Unterzeichnet: REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft,
Unterzeichnet: MOUSSON.

2.

1815 7 Avril. *Actes de réunion des Cantons de Neufchatel de Genève et du Valais à la confédération Suisse* 1815.

a.

Aufnahmsurkunde des Cantons Neuenburg.

(*Droit public de la Suisse.* T. I. p. 24. 26.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenössischen Tagsatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Gesandten der Cantone der Schweiz, auf der eidsgenössischen Tagsatzung in Zürich ausserordentlich versammelt, thun kund und zu wissen hiermit:

Dass, nachdem die Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbstmonat 1814 beschlossen hat, in das Begehren des souverainen Staats Neuenburg einzuwilligen, und denselben als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemessen erachtet haben, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen.

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den er- 1815
forderlichen Vollmachten versehen die Herren —, und der souveraine Stand Neuenburg die Herren —, welche hierauf denjenigen Vereinigungspunct abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt:

Art. I. Der souveraine Staat Neuenburg wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen. Diese Aufnahme findet unter der ausdrücklichen Bedingung statt, dass die Erfüllung aller Verpflichtungen, welche dem Stand Neuenburg als Glied der Eidsgenossenschaft obliegen, die Theilnahme dieses Standes an der Berathung der allgemeinen Angelegenheiten der Schweiz, die Ratification und Vollziehung der Beschlüsse der Tagsatzung, ausschliesslich die in Neuenburg residirende Regierung betreffen werden, ohne dass dafür eine weitere Sanction oder Genehmigung erforderlich sei.

Art. II. Der Canton Neuenburg tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bei, den er gleich den übrigen Ständen der Schweiz zu beschwören hat.

Art. III. Er liefert sein Contingent zur eidsgenössischen Armee, in dem für alle andern Stände angenommenen Verhältniss von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maassstabe auf fünfzigtausend Seelen das Contingent tausend Mann betragen soll.

Art. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältniss wie jenes der Stände Basel und Genf berechnet, ist auf fünf und zwanzigtausend Schweizer-Franken festgesetzt. Durch diese Bestimmung und durch jene im vorhergehenden Artikel soll indess der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beiträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen sein.

Art. V. Der Staat Neuenburg ist der ein und zwanzigste Canton der Schweiz; er nimmt seinen Rang in der Tagsatzung unmittelbar nach der Republik Wallis.

Art. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commissarien der Tagsatzung unterzeichnet worden, soll allsogleich den eidsgenössischen Ständen und der Regierung von Neuenburg zur Ratification vorgelegt werden; so bald diese erfolgt, wird die Vereinigung vollendet, und definitiv auf ewige Zeiten beschlossen sein.

b.

1815
7 Avril.

Aufnahmsurkunde des Cantons Genf.

(*Droit public de la Suisse.* T. I. p. 26—28.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenössischen Tagsatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Gesandten der Cantone der Schweiz, auf der eidsgenössischen Tagsatzung in Zürich ausserordentlich versammelt, thun kund und zu wissen hiermit:

Dass, nachdem die Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbstmonat 1814 beschlossen hat, in das Begehren der Stadt und Republik Genf einzuwilligen, und dieselbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemessen erachtet haben, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen.

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den erforderlichen Vollmachten versehen die Herren — —, und die Republik Genf die Herren — —, welche hierauf denjenigen Vereinigungsakt abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Genf wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen. Sie nimmt ihren Rang nach Neuenburg, und ist der zwei und zwanzigste Canton der Schweiz.

Art. II. Der Canton Genf tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bei, und wird diesen Vertrag gleich allen andern Ständen der Schweiz beschwören helfen.

Art. III. Er stellt sein Contingent zur eidsgenössischen Armee in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältniss von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maassstab auf dreissigtausend Seelen das Contingent sechshundert Mann betragen soll.

Art. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältniss der Cantone Basel und Neuenburg berechnet, ist auf fünfzehntausend Schweizer Franken berechnet. 1815

Art. V. Im Fall der Canton Genf eine Gebietserweiterung erhalten sollte, so wird sein Mannschafts- und Geldbeitrag in gleichem Verhältniss erhöht werden. Durch diese Bestimmung und jene der beiden vorhergehenden Artikel soll indess der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beiträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen sein.

Art. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commissarien der Tagsatzung unterzeichnet worden, soll allsogleich den eidsgenössischen Ständen und der Regierung von Genf zur Ratification vorgelegt werden; sobald diese erfolgt ist, wird die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten beschlossen sein.

C.

Aufnahmsurkunde des Cantons Wallis. 17 Juin.

(*Droit public de la Suisse.* T. I. p. 28. 29.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenössischen Tagsatzung vom 17ten Brachmonat 1815.

Da die Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbstmonat 1814 beschlossen hat, in das Begehren der Republik Wallis einzuwilligen und dieselbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, und für nothwendig erachtet, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen: so haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich im Namen der Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft die Herren — —, und im

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, denjenigen Vereinigungspunkt abgeschlossen und unterzeichnet, dessen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen; sie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, und ist der zwanzigste Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bei. und wird denselben gleich andern Ständen der Schweiz beschwören helfen.

Art. III. Er stellt sein Contingent zur eidsgenössischen Armee, in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältnisse von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maassstab auf vier und sechszigtausend Seelen das Contingent zwölfhundert und achtzig Mann betragen soll.

Art. IV. In Rücksicht der beschränkten ökonomischen Lage des Walliser Volkes und des vielfachen Unglücks, welches im Jahr 1798 und seither dasselbe getroffen hat, willigt die schweizerische Eidsgenossenschaft ein, dass sein Geldcontingent nach einem Mittelfuss zwischen der ersten und zweiten Classe berechnet und auf 9600 Schweizer Franken bestimmt werde. Diese Begünstigung ist indess auf den Zeitraum von zwanzig Jahren beschränkt, und die Tagsatzung setzt die ausdrückliche Bedingung fest, dass der Canton Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anstrengung auf die Bewaffnung und Ausrüstung seines Mannschaftscontingents hinarbeite, damit dasselbe jederzeit vollständig zur eidsgenössischen Armee berufen werden könne.

Art. V. Durch die Ratification des gegenwärtigen Akts soll die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten abgeschlossen sein.

3.

Acte de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, signé le 7 Août 1815. **1815** 7 Août.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 3—20. *Handbuch des schweizerischen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwischen den zwei und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Art. I. Die zwei und zwanzig souveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen sich durch den gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freiheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihre Verfassungen: so wie dieselben, von den obersten Behörden ihres Cantons, in Uebereinstimmung mit den Grundsätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden sein. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihr Gebiet. Ligue et garantie

Art. II. Zur Handhabung dieser Gewährleistung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird aus der waffenfähigen Mannschaft eines jeden Cantons, nach den Verhältnissen, von zwei Mann auf hundert Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Ury 236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Basel 818, Schaffhausen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2630, Graubünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Tessin 1804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 600; Totalsumme 32,886 Mann. Contingent.

1815 Diese, vorläufig angenommene, Scala soll, von der nächst bevorstehenden Tagsatzung durchgesehen, und, nach obigem Grundsatze, berichtiget werden.

Contingens en argent. ART. III. Die Geldbeiträge, zu Bestreitung der Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Cantonen nach folgenden Verhältnissen entrichtet: Zürich 77,153 Franken, Bern 91,695, Luzern 26,016, Uri 1184, Schwyz 3012, Unterwalden 1907, Glarus 4823, Zug 2497, Freiburg 18,591, Solothurn 18,097, Basel 20,450, Schaffhausen 9327, Appenzell 9728, St. Gallen 39,451, Graubünden 12,000, Aargau 52,212, Thurgau 23,052, Tessin 18,039, Waadt 59,273, Wallis 9600, Neuenburg 25,000, Genf 15,000, Total 540,107 Franken.

Diese Vertheilung der Geldbeiträge soll ebenfalls durch die nächstbevorstehende ordentliche Tagsatzung durchgesehen, und, mit Rücksicht auf die Beschwerden einiger Cantone berichtiget werden. Eine ähnliche Revision soll späterhin, wie für die Mannschaftscontingenter, von zwanzig zu zwanzig Jahren, Statt haben.

Zur Bestreitung der Kriegskosten soll überdies eine gemeineidsgenossische Kriegscasse errichtet werden; deren Gehalt, bis auf den Betrag eines doppelten Geldcontingents, anwachsen soll. Diese Kriegscasse soll ausschliesslich nur zu Militärkosten, bei eidsgenossischen Auszügen angewendet, und in sich ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldcontingents, nach der Scala bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegscasse bezahlt werden.

Zu Bildung dieser Kriegscasse soll ein Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigsten Bedürfnissen gehören. Diese Gebühren werden die Grenzcantone beziehen, und der Tagsatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen. Der Tagsatzung wird überlassen, sowohl den Tarif dieser Eingangsgebühren festzusetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maassnahme zur Verwahrung der bezogenen Gelder, zu bestimmen.

Cas de dangers. ART. IV. Im Fall äusserer oder innerer Gefahr, hat jeder Canton das Recht, die Mitstände zu getreuem Aufsehen aufzufordern. Wenn in einem Canton Un-

ruhen ausbrechen, so mag die Regierung andere Cantone zur Hülfe mahnen; doch soll sogleich das Vorort davon benachrichtiget werden; bei fortdauernder Gefahr wird die Tagsatzung, auf Ansuchen der Regierung, die weitern Maassregeln treffen. 1815

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von aussen, mag zwar der bedrohete Canton andere Cantone zur Hülfe mahnen; doch soll sogleich das Vorort davon in Kenntniss gesetzt werden; diesem liegt ob, die Tagsatzung zu versammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidsgenossenschaft zustehen. Der, oder die gemahnten Cantone, haben die Pflicht, dem Mahnenden Hülfe zu leisten.

Im Fall äusserer Gefahr, werden die Kosten von der Eidsgenossenschaft getragen; bei innern Unruhen liegen dieselben auf dem mahnenden Canton; es wäre denn Sache, dass die Tagsatzung wegen besondern Umständen eine andere Bestimmung treffen würde.

Art. V. Alle Ansprüche und Streitigkeiten zwischen den Cantonen, über Gegenstände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleistet sind, werden an das eidsgenössische Recht gewiesen. Der Gang und die Form dieser Rechtshandlung sind folgendermaassen festgesetzt. Jugement d. pretensions et disputes.

Jeder der zwei streitenden Cantone wählt aus den Magistratspersonen anderer Cantone zwei, oder, wenn die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter. Wenn die Streitsache zwischen mehr als zwei Cantonen obwaltet, so wird die bestimmte Zahl von jeder Parthei gewählt. Diese Schiedsrichter vereint, trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfade der Vermittelung beizulegen. Kann dieses nicht erreicht werden, so wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magistratspersonen, eines in der Sache unpartheiischen Cantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen ist. Sollten die Schiedsrichter sich über die Wahl des Obmanns nicht vereinigen können, und einer der Cantone darüber Beschwerde führen; so wird der Obmann von der Tagsatzung gesetzt, wobei aber die im Streit stehenden Cantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter versuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entscheiden,

1815 im Fall allseitiger Uebergabe durch Compromisspruch; geschieht aber keines von beiden, so sprechen sie über die Streitsache nach den Rechten endlich ab. Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird, erforderlichen Falls, durch Verfügung der Tagsatzung in Vollziehung gesetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptsache, soll auch über die Kosten, bestehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entschieden werden.

Die nach obigen Bestimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner, werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitsache, entlassen.

Bei allen vorfallenden Streitigkeiten, sollen die betreffenden Cantone sich jeder gewaltsamen Maassregel, oder sogar Bewaffnung, enthalten; den in diesem Artikel festgesetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Ligues particulières.

Art. VI. Es sollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bunde, oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden.

Droits politiques.

Art. VII. Die Eidsgenossenschaft huldigt dem Grundsatze: dass, so wie es nach Anerkennung der zwei und zwanzig Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der Schweiz gibt; so könne auch der Genuss der politischen Rechte, nie das ausschliessliche Privilegium einer Classe der Cantonsbürger sein.

Diète: sa compétence

Art. VIII. Die Tagsatzung besorgt nach den Vorschriften des Bundesvertrags, die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes. Sie besteht aus den Gesandten der zwei und zwanzig Cantonen, welche nach ihren Instructionen stimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche von einem Gesandten eröffnet wird. Sie versammeln sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weise alle Jahr am ersten Montag im Heumonat, ausserordentlicher Weise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen. Der im Amte stehende Bürgermeister oder Schultheis des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagsatzung erklärt Krieg und schliesst Frieden, sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten;

doch sind für diese wichtigen Handlungen drei Vierthcile der Cantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagsatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit. 1815

Militärkapitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeigegenstände, mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundesvereine, noch bestehenden Bündnissen, noch verfassungsmässigen Rechten anderer Cantone zuwider sein, und zu diesem Ende zur Kenntniss der Tagsatzung gebracht werden.

Eidsgenossische Gesandten, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagsatzung ernannt und abberufen.

Die Tagsatzung trifft alle erforderlichen Maassregeln für die äussere und innere Sicherheit der Eidsgenossenschaft. Sie bestimmt die Organisation der Contingentstruppen; verfügt über derselben Aufstellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalstab und die eidgenössischen Obersten. Sie ordnet im Einverständnisse mit den Cantonregierungen, die Aufsicht über die Bildung und Ausrüstung des Militärcontingents.

Art. IX. Bei ausserordentlichen Umständen, und wenn sie nicht fortdauernd versammelt bleiben kann, hat die Tagsatzung die Befugniss, dem Vorort besondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidsgenossischen Geschäftsführung beauftragt ist, zu Besorgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenossische Repräsentanten beiordnen; in beiden Fällen sind zwei Drittheile der Stimmen erforderlich. Représentans.

Die eidsgenossischen Repräsentanten geben abwechselnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amte stehen. Den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden. Den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schaffhausen. Den vierten Freyburg, Basel, Solothurn, Wallis. Den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau, Neuenburg. Den sechsten Waadt, Turgau, Tessin, Genf.

Die Tagsatzung ertheilt den eidsgenossischen Repräsentanten die erforderlichen Instructionen, und bestimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Falle hören letztere, mit dem Wiederzusammentritt der Tag-

1815 satzung auf. Die eidsgenossischen Repräsentanten werden aus der Bundescasse entschädigt.

Présidence.

Art. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagsatzung nicht versammelt ist, wird einem Vororte, mit den bis zum Jahre 1798 ausgeübten Befugnissen übertragen.

Das Vorort wechselt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern, je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815, ihren Anfang genommen hat.

Dem Vorort ist eine eidsgenossische Canzlei beigeordnet; dieselbe besteht aus einem Canzler und einem Staatsschreiber, die von der Tagsatzung gewählt werden.

Liberté du commerce interieur; douanes d. d. detraction.

Art. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaaren, ist der freie Kauf und für diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum andern gesichert; mit Vorbehalt der erforderlichen Polizeiverfügungen gegen Wucher und schädlichen Verkauf. Diese Polizeiverfügungen sollen für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone, gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden von der Tagsatzung genehmigten Zölle, Wege und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagsatzung, weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöhet, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte, von Canton zu Canton, sind abgeschafft.

Couvens et chapitres.

Art. XII. Der Fortbestand der Klöster und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so weit es von den Cantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgute den Steuern und Abgaben unterworfen.

Dette helvétique.

Art. XIII. Die Helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 1ten November 1804 auf drei Millionen einmalhundert achtzehn tausend dreihundert sechs und dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

Concordats.

Art. XIV. Alle eidsgenossische Concordate und Vorkommnisse, seit dem Jahre 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, ver-

bleiben in ihrem bisherigen Bestande, die Sammlung der in dem Zeitraum erlassenen Tagsatzungsbeschlüsse, soll der Tagsatzung des Jahres 1816 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welche von denselben ferner verbindlich sein sollen. 1815

Art. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonverfassung, sollen in das eidsgenossische Archiv niedergelegt werden. Serment.

Die zwei und zwanzig Cantone constituiren sich als schweizerische Eidsgenossenschaft, sie erklären: dass sie frei und ungezwungen in diesen Bund treten, denselben im Glücke wie im Unglücke, als Brüder und Eidsgenossen getreulich halten; insonders aber, dass sie von nun an, alle daraus entstehende Pflichten und Verbindlichkeiten gegenseitig erfüllen wollen, und damit eine für das Wohl des gesammten Vaterlandes so wichtige Handlung, nach der Sitte der Väter eine heilige Gewährschaft erhalte, so ist die Bundesurkunde nicht allein durch die bevollmächtigten Gesandten eines jeden Standes unterzeichnet und mit dem neuen Bundessiegel versehen, sondern noch durch einen theuern Eid zu Gott dem Allmächtigen, feierlich bekräftiget worden.

So geschehen, unterschrieben und besiegelt durch die genannten Herren Gesandten und Legationsräthe der eidsgenossischen Stände in Zürich, den siebenten August, im Jahre nach Christi Geburt, eintausend achthundert und funfzehn. (7. August 1815.)

Im Namen des Standes Zürich:
David von Wyss, Bürgermeister.
Paul Usteri, Staatsrath.
Hs. Jakob Pestalutz, Staatsrath.

Im Namen der Stadt und Republik Bern:
Nikol. Friedr. v. Mulinen, Schultheiss.
J. R. von Sturler.
Rudolph Stettler.

Im Namen der Stadt und Republik Luzern:
Vinzens von Rüttimann, Schultheiss.
Pfeyffer von Heidegg, Legationsrath.

Im Namen des Cantons Uri:
Dom. Epp, Landammann und Landshauptmann.
Carl Florian Lusser, Landschreiber.

1815 Im Namen des Cantons Schwyz:
F. Y. Weber, regierend. Landammann.
Joachim Schmidt, Landammann.

Im Namen des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, (als anerkannten eidsgenossischen Standes):
J. Ignaz Stolmann, Landammann.

Im Namen des Cantons Glarus:
Nikolaus Heer, Landammann.
Karl Burger, Alt - Landammann und Landes-Statthalter,

Im Namen des Cantons Zug:
Joseph Anton Hess, Alt-Ammann.
G. I. Sidler, Stadthalter.

Im Namen der Stadt und Republik Freyburg:
Augustin Gasser, Staatsrath.
Tobie de Gottrau, membre du grand Conseil.

Im Namen der Republik Solothurn:
Peter von Glutz-Ruchti, Schultheiss.
v. Glutz von Blotzheim, Appellationsr.

Im Namen des Cantons Basel:
J. Heinr. Wieland, F. U. D., Bürgerm.
Joh. Jakob Minder, Staatsrath.

Im Namen des Cantons Schaffhausen:
B. Peister, Bürgermeister.
J. Ulr. v. Waldkirch, des kleinen Raths.

Im Namen des Cantons Appenzell beider Rhoden:
Zellweger, Landammann.
J. P. Fässler, Landshauptmann.

Im Namen des Cantons St. Gallen:
Zollikofer, Landammann.
J. P. Reutti, Regierungsrath.

Im Namen des Cantons Graubünden:
G. Genger.

Im Namen des Cantons Aargau: 1815

Joh. Karl Fetzer, Bürgermeister.
Franz Ludewig Hürner, Appell.-Rath.

Im Namen des Cantons Thurgau:
Johannes Morell, Landammann.
Joseph Anderwert, Landammann.

Im Namen des Cantons Tessin:
Andrea Caglioni, Consigliere di Stato.
G. B. Maggi, Landammann.

Im Namen des Cantons Waadt:
Jules Muret, Conseiller d'état.
François Clavel, Conseiller d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Wallis:
Caspar Eugen Stockalper,
Alt-Landeshauptmann von Wallis.
Michael Dufour. Grand Juge.

Im Namen des Cantons Neuenburg:
De Rougemont, Procureur-Général et Président du Conseil d'état.
Le Comte Louis de Pourtalès, Conseiller d'états.
F. Aug. de Montmollin, Cons. d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Genf:
Jöseph Des Arts Syndic. Député du Canton de Genève.
Jeann Pierre Schmidtmeyer, Cons. d'état et député du Canton de Genève.

b.

Der den Gesandschaften der eidsgenossischen Stände zur Beschwörung des Bundes, am 7ten Aug. 1815 *vorgelegte Eid.*

Wir, die Gesandten der zwei und zwanzig souveränen Stände der Eidsgenossenschaft, im Namen und als Bevollmächtigte, der Bürgermeister, Schultheissen,

1815 Landammänner, Häupter, Landeshauptmanne, Staatsräthe Syndicis, kleinen und grossen Räthe und ganzen Gemeinden, der hohen Stände, Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf, — schwören:

„Den Bund der Eidsgenossen, laut Inhalt der so eben verlesenen Urkunde, vom 7ten August 1815, wahr und stets zu halten, und dafür Leib und Leben, Gut und Blut hinzugeben; die Wohlfahrt und den Nutzen des gesammten Vaterlandes und jedes einzelnen Standes nach besten Kräften zu fördern, und deren Schaden abzuwenden; im Glück und Unglück, als Brüder und Eidsgenossen mit einander zu leben, und Alles zu leisten, was Pflicht und Ehre von treuen Bundesgenossen fordert."

Worauf die Gesandtschaften mit lauter und vernehmbarer Stimme, die Worte nachgesprochen haben:

„Was der, soeben vorgelesene Eid enthält, das wird mein hoher Stand, der mich hierher gesandt, halten und vollziehen, getreulich und ohne Gefährde; das betheure ich bei Gott dem Allmächtigen; so wahr mir seine Gnade helfen möge (und alle Heiligen)."

Dass dieses also geschehen sei, bezeugen die Beamten der eidsgenossischen Canzlei mit ihren Siegeln und Unterschriften, den 7ten August 1815.

M. Mousson, *Canzler der Eidsgenossenschaft.*
Oberst Fridelin Joseph von Hauser.
Staatsschreiber.
Heinrich Hottinger, *eidsgenossischer Staatshauptmann, Canzleisubstitut bei der ausserordentlichen Tagsatzung.*

(Bundessiegel.)

c.

Verbalprocess für die Wiederaufnahme von Niedwalden in den Bund vom 30. August 1815. *)

Nachdem Landamman, Landrath und gemeine Landleute, von Unterwalden nid dem Walde, durch einen

*) Ce procès verbal a été annexé à l'original du Pacte fédéral.

einmüthigen Beschluss vom 24ten August 1815, dem 1815
neuen Bundesvertrag, unter den zwei und zwanzig Ständen der Schweiz beigetreten sind, und die hochgeachteten Herren, Landammann Ludewig Kaiser und Landammann Stanislaus Akkermann, zu ihren Deputirten auf die eidsgenossische Tagsatzung ernannt haben, welche auch wirklich in Zürich erschienen sind, um die Aufnahme ihres Standes in den Bund, und für sie als Gesandte Niedwaldens, den Zutritt in der Tagsatzung zu begehren; — so hat die eidsgenossische Tagsatzung solches einmüthig genehmigt, und Niedwalden als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden wieder auf und angenommen, mit den nämlichen Vortheilen und Verpflichtungen und unter den gleichen Verhältnissen, welche durch den Bundesvertrag für alle eidsgenossischen Stände festgesetzt sind.

In Folge dessen haben die obbenannten Gesandten des Cantons Unterwalden nid dem Wald, gegenwärtiges Originalinstrument des neuen Bundesvertrags eigenhändig unterzeichnet, mit ihren Familienwappen besiegelt, und auf die gleiche Art beschworen, wie es alle eidsgenossische Gesandtschaften, am 7ten August, gethan haben.

Also geschehen in Zürich, den dreissigsten des Monats August, im Jahre nach Christi Geburt, eintausend achthundert und funfzehn. (30. August 1815).

LUDEWIG KAISER, *Landammann.*

STANISLAUS AKKERMANN, *Landammann.*

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der eidsgenossischen Tagsatzung, und Wir der Canzler und der Staatsschreiber der Eidsgenossenschaft, im Namen und Auftrag der eidsgenossischen Tagsatzung beurkunden, durch unsere Unterschriften und Siegel, diese Verhandlung, wodurch Unterwalden nid dem Wald, als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden in den Bund aufgenommen ist.

Datum ut supra.

Der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der eidsgenossischen Tagsatzung.

DAVID VON WYSS.

Der Canzler und der Staatsschreiber der Eidsgenossenschaft.

MOUSSON. VON HAUSSER.

4.

1815 12 Août. *Acte d'accession de la Suisse aux actes du Congrès du 29 Mars* 1815, *signé le* 12 *Août* 1815.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 20—23.)

Schweizerische Beitrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Wiener Congresses, vom 29. *März* 1815.

Nachdem die, auf dem Congresse vereinigten, Mächte, der eidsgenossischen Tagsatzung durch ihre in Zürich residirenden Minister zwei Originalacten haben zustellen lassen, welche von dem Congresse in der Sitzung vom 29. März 1815, genehmigt, und unterzeichnet worden sind; wovon der erste, betitelt Protocoll, einige Theile des savoyischen Gebiets, die Se. Maj. der König von Sardinien, an die Verfügung der hohen verbündeten Mächte gestellt hat, dem Canton Genf einverleibt; der zweite, als Anhang zum ersten, einerseits die Bestimmungen enthält, die Provinzen Chablais und Faucigny und das, nordwärts von Ugine gelegene, Sr. Königl. sardinischen Maj. zugehörige Gebiet, an der, von sämmtlichen Mächten gewährleisteten, Neutralität der Schweiz dergestalt Theil nehmen zu lassen, dass jedesmal, wenn die benachbarten Mächte sich in offenbarem oder nahe bevorstehendem Kriegszustand befinden, die Königl. sardinischen Truppen sich aus gedachten Provinzen zurückziehen, und ihren Weg nöthigenfalls durch das Wallis nehmen können, und dass keine andere bewaffnete Truppen, von welcher Macht es sei, weder Durchmarsch noch Aufenthalt daselbst nehmen sollen, diejenigen Truppen, allein ausgenommen, welche die schweizerische Eidsgenossenschaft dahin zu verlegen für gut finden wird; anderseits den Antrag, denen aus den Staaten Sr. Königl. sardinischen Maj. und aus den Freihafen von Genua kommenden Waaren, für diejenigen Waaren zu bewilligen, welche als Transitogut, durch den zwischen beiden Cantonen gelegenen Theil des Chablais passiren würden; —

So beschliesst die Tagsatzung, in Folge der Zustimmung der Regierungen der Republiken Wallis und Genf, zu den, in obbenannten Acten festgesetzten, Bedingungen, und Kraft erhaltener Vollmacht der eidsgenossischen Stände, welche, in gedachten Verfügungen des Congresses, nur Beweise des Wohlwollens der hohen Mächte gegen die Schweiz erkennen, sich dahin zu erklären: 1815

1. Der Act des Wiener Congresses, vom 29. März 1815, betitelt: Protocoll, wird von der schweizerischen Eidsgenossenschaft, mit Dank angenommen, und das darin bezeichnete Gebiet, als Bestandtheil des Cantons Genfs, unter die, im ersten Artikel des Bundesvertrags ausgesprochene, eidsgenossischen Gewährleistung gestellt.

2. In Rücksicht auf die, von sämmtlichen Mächten, durch den zweiten Act, oder Anhang zum obbenannten Protocoll, ebenfalls vom 29. März zugesicherte immerwährende Neutralität, der Provinzen Chablais und Faucigny, wird die Schweiz, im eintretenden Fall, und wenn die Nothwendigkeit es erfordert, den Durchpass für den Rückzug der Königl. sardinischen Truppen, aus diesen Provinzen, gestatten; und wenn ferner die Eidsgenossenschaft (so wie der Congressact) sie hierzu befähigt, es demzumal für angemessen erachten sollte, selber Truppen dahin zu verlegen, auf solche Art und Weise, und unter den Bedingungen, welche durch besondere Vorkommnisse festzusetzen wären; so verspricht sie ebenfalls: dass diese momentane militärische Besatzung, für die, im Namen Sr. Königl. sardinischen Maj. in gedachten Provinzen eingeführte Verwaltung ganz ohne Präjudiz sein solle.

3. Die Schweiz bewilligt die, durch den zweiten Artikel des nämlichen Acts vorbehaltene, Befreiung von Transitogebühren, für diejenigen Waaren, welche aus den Staaten Sr. Maj. des Königs von Sardinien kommend, auf der Simplonstrasse, durch das Wallis und den Canton Genf gehen; mit dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch: dass, unter dieser Benennung, die Strassen-, Brücken- und Barrierengelder nicht verstanden werden, und dass für die weitern, auf diesen Gegenstand Bezug habenden, Anordnungen besondere

1815 Conventionen, zwischen Sr. Königl. Maj. und den betreffenden Cantonen, Statt finden sollen.

4. Gegenwärtige Beitrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Congresses, vom 29. März 1815, soll den, in der Schweiz residirenden, Ministern der erlauchten verbündeten Höfe, zugestellt werden.

Urkundlich dessen ist Gegenwärtiges unterzeichnet und besiegelt worden, zu Zürich, am 12. August 1815.

Namens der Tagsatzung der Eidsgenossenschaft.

Der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der Tagsatzung.
VON WYSS.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
MOUSSON.

3.

20 Nov. *Déclaration* *) *des Puissances signée à Paris le vingt Novembre* 1815 *et portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire.*

(Vienne, de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état.)

L'accession de la Suisse à la déclaration donnée à Vienne, le vingt Mars Mill huit cent quinze, par les Puissances signataires du traité de Paris, ayant été dûment notifiée aux Ministres des Cours Impériales et Royales, par l'acte de la Diète helvétique du vingt sept Mai suivant, rien ne s'opposait à ce que l'acte de la reconnaissance et de la garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières fût fait conformément à la déclaration susdite. Mais les

*) Cette déclaration a déjà été donnée plus haut S. VI. 740, mais sur une copie non officielle, et sans le procès verbal annexé à la présente.

Puissances ont jugé convenable de suspendre jusqu'à ce jour, la signature de cet acte, à cause des changemens que les événemens de la guerre, et les arrangemens qui devaient en être la suite, pouvaient apporter aux limites de la Suisse, et des modifications qui pouvaient aussi en résulter dans les dispositions relatives au territoire associé au bienfait de la neutralité du corps helvétique. 1815

Ces changemens se trouvant déterminés par les stipulations du traité de Paris de ce jour, les Puissances signataires de la déclaration de Vienne du vingt Mars font, par le présent acte, une reconnaissance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suisse, et elles lui garantissent l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans ses nouvelles limites, telles qu'elles sont fixées, tant par l'acte du Congrès de Vienne, que par le traité de Paris de ce jour, et telles qu'elles le seront ultérieurement, conformément à la disposition du protocole du trois Novembre ci-joint en extrait, qui stipule en faveur du corps helvétique un nouvel accroissement de territoire à prendre sur la Savoie, pur arrondir et désenclaver le canton de Genève.

Les Puissances reconnaissent et garantissent également la neutralité des parties de la Savoie désignées par l'acte du Congrès de Vienne du vingt Mai Mil huit cent-quinze, et par le traité de Paris de ce jour, comme devant jouir de la neutralité de la Suisse, de la même manière que si elles appartenaient à celle-ci.

Les Puissances signataires de la déclaration du vingt Mars reconnaissent authentiquement, par le présent acte, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière.

Elles déclarent qu'aucune induction défavorable aux droits de la Suisse, relativement à sa neutralité, et à l'inviolabilité de son territoire, ne peut ni ne doit être tirée des événemens qui ont amené le passage des troupes alliées sur une partie du sol helvétique. Ce passage, librement consenti par les cantons, dans la convention du vingt Mai, a été le résultat nécessaire de l'adhésion franche de la Suisse aux principes mani-

1815 festés par les Puissances signataires du traité d'alliance du vingt cinq Mars.

Les Puissances se plaisent à reconnaître que la conduite de la Suisse dans cette circonstance d'épreuve, a montré qu'Elle savait faire de grands sacrifices au bien général et au soutien d'une cause que toutes les Puissances de l'Europe ont défendue; et qu'enfin la Suisse était digne d'obtenir les avantages qui lui sont assurés, soit par les dispositions du Congrès de Vienne, soit par le traité de Paris de ce jour, soit par le présent acte auquel toutes les Puissances de l'Europe sont invitées à accéder.

En foi de quoi la présente déclaration a été faite et signée à Paris le vingt Novembre de l'an de Grace Mil huit cent quinze.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des Cours:

Autriche . . . . . { *Metternich.* / *Wessenberg.*

France . . . . . { *Richelieu.*

Grande-Bretagne . { *Castlereagh.* / *Wellington.*

Portugal . . . . . { *Le Comte de Palmella.* / *B. Joaquim Lobo da Silveira.*

Prusse . . . . . { *Le Prince de Hardenberg.* / *Le Baron de Humboldt.*

Russie . . . . . { *Le Prince de Rasoumoffsky.* / *Le Comte Capo d'Istria.*

Extrait du Protocole des Plenipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en date du trois Novembre Mil huit cent quinze. 1815

La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au Nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au Midi du lac d'Annecy et de là au lac de Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article quatre vingt douze de l'acte final du Congrès de Vienne.

Pour faire participer Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans une juste proportion aux avantages qui résultent des arrangemens présens avec la France, il est convenu que la partie de la Savoie qui était restée à la France en vertu du traité de Paris du trente Mai Mil huit cent quatorze sera réunie aux états de sadite Majesté à l'exception de la commune de St. Julien qui sera remise au canton de Genève.

Les cabinets des Cours réunies emploiront leurs bon offices pour disposer Sa Majesté Sarde à céder au canton de Genève les communes des Chesne, Thonex et quelques autres nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jussy contre la rétrocession de la part du canton de Genève, du territoire situé entre la route d'Evron et le lac, qui avait été cédé par Sa Majesté Sarde dans l'acte du 29 Mars 1815.

Le Gouvernement francais ayant consenti à reculer ses lignes de Douanes des frontières de la Suisse du côté du Jura, les cabinets des Cours réunies emploiront leurs bons offices pour engager Sa Majesté Sarde à les faire reculer également du côte de la Savoie au moins au delà d'une lieue de la frontière Suisse et en dehors des Voirons de Salève et des Monts de Sion et de Wuache.

6.

1815
14 Nov.

Actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle 1815, 1816.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52, p. 145—160.)

a.

Vereinigungsurkunde des ehemaligen Bisthums Basel mit dem Canton Bern.

In Folge der am 20ten März 1815 unterzeichneten Erklärung des Congresses zu Wien, durch welche die daselbst zur Vervollständigung des Friedenstractats von Paris, vom 30ten Mai 1814, versammelten hohen verbündeten Mächte festgesetzt haben: dass die Länder, die das Bisthum Basel, nebst der Stadt und dem Territorium von Biel, bildeten, mit alleiniger Ausnahme eines, dem Canton Basel einverleibten Bezirks und eines kleinen Stückes eingeschlossenen Landes, das mit voller Landeshoheit dem Fürstenthum Neuenburg übergeben ward, in Zukunft einen Bestandtheil des Cantons Bern ausmachen sollen, mit der ferneren Verfügung: dass die betreffenden Vereinigungsurkunden, den in genannter Erklärung bestimmten Grundsätzen gemäss, durch Commissionen errichtet werden sollen, die aus einer gleichen Anzahl von Abgeordneten beider interessirten Theile gebildet seien, da denn diejenigen für das Bisthum Basel, durch den Directorialcanton aus den angesehensten Bürgern des Landes ernannt werden sollen.

Vermöge der Beitrittsacte der Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft zu Zürich vom 27ten Mai 1815, auf welchem die wirkliche Uebergabe des Bisthums Basel, durch das Generalgouvernement der hohen verbündeten Mächte, in die Hände der schweizerischen Eidsgenossenschaft Statt fand, haben einerseits die hochwohlgebornen gnädigen Herren, Schultheiss und kleiner Rath der Stadt und Republik Bern, dazu mit Vollmachten des souveränen Rathes versehen, zu Commissarien für den Canton Bern ernannt, die Her-

ren Abraham Friedrich von Mutach Staatsrath und Canzler der Academie; David Rudolph von Fellenberg, Staatsrath, Präsident des obersten Ehegerichtes, Karl Rudolph von Kirchberger von Roll, gewesener Staatsrath, Oberamtmann zu Interlacken; Emanuel Ludwig von Ougspurger des souverainen Rathes, und gewesener Oberamtmann zu Nydau; Karl Ludwig von Haller, des souveränen Raths und Professor der Staatswissenschaften; Albrecht Friedrich von May, von Schadau, des souverainen Rathes, Lehencommissarius. 1815

Anderseits hat der Directorialcanton Zürich zu Deputirten für das Bisthum Basel ernannt: die Herren Ursan Joseph Conrad Freiherrn von Billieux, Stadthalter des Generalcommissariats der Eidsgenossenschaft im Bisthum Basel, gewesener Stabsofficier in den Garden Sr. allerheiligsten Maj. von Frankreich; Peter Joseph Gerlach Arnoux, Meier der Stadt Pruntrut und Rath am Gerichte dieser Stadt; Anton von Grandvillers Meier der Stadt Delsberg, schweizerischer Obristlieutenant, Ritter des Militärordens des heiligen Ludewigs; Jakob Gobat, gewesener Maier Notar zu Cremine, Friedensrichter und Präsident des erstinstanzlichen Gerichts des Districts Münsterthal; Johann Heinrich Belreichard, Meier und Notar zu Courtlary, gewesener Hauptmann in Königl. Preussischen Diensten; Jakob Georg Chifeln, Präsident des Rathes der Stadt Nunenstadt; Friedrich Heilmann, von Biel, Mitglied der vom grossen und kleinen Rathe dieser Stadt ernannten Regierungscommission.

Nachdem nun dieselben sich, am 3ten November 1815 in Biel versammelt haben, um die Vereinigungsurkunde, zwischen dem Cantone Bern und dem Bisthume Basel abzuschliessen, so sind sie von gleicher Gesinnung belebt, die Vereinigung beider Länder, in ein gemeinsames Vaterland auf feste Grundlagen zu stützen, und zur wechselseitigen Zufriedenheit zu bewerkstelligen, in weitere Enwickelung der, in der Erklärung des Wiener Congresses bestimmten Grundsätze, unter Vorbehalt der Ratification, über folgende Artikel übereingekommen:

Art. I. Die römisch-katholische Religion wird gewährleistet, und in ihrem jetzigen Zustande gehandhabt, und in allen Gemeinden des Bisthums Basel, Religion catholique.

1815 wo sie gegenwärtig besteht, als öffentlicher Gottesdienst frei ausgeübt werden. Die Diöcesanbischof und die Pfarrer werden ungestört ihrer ganzen geistlichen Gerichtsbarkeit, nach den allgemein angenommenen staatsrechtlichen Verhältnissen zwischen der geistlichen und weltlichen Macht geniessen; sie werden ebenfalls ohne Hinderniss ihre Amtsverrichtungen erfüllen; namentlich der Bischof seine bischöflichen Visitationen und alle Katholischen ihre Religionshandlungen. Doch sollen die Acten der geistlichen Gerichtsbarkeit dem Gutheissen der Regierung, nach darüber festzusetzenden Formen, unterworfen sein.

Es wird eine Officialität im katholischen Theile des Bisthums sein; deren Attribute die nämlichen sein werden, wie in den übrigen katholischen Cantonen der Diöcese von Basel. Die Grundsätze und die Verrichtungen dieser Officialität werden in der Folge durch Uebereinkunft zwischen der bischöflichen Behörde und der Regierung von Bern bestimmt werden.

Evêché. Art. II. Auf den Fall, dass durch künftige Verfügungen ein Bisthum Basel beibehalten würde, verpflichtet sich der Canton Bern, im Verhältniss der übrigen Länder, die in Zukunft unter der geistlichen Verwaltung des Bischofs stehen werden, zu den für die Erhaltung dieses Prälaten, seines Kapitels und seines Seminariums, nöthige Summen beizutragen.

Etablissemens religieux. Art. III. Die Anstalten für den Religionsunterricht sollen fortbestehen, unterhalten und verwaltet werden; auf die nämliche Weise, wie es bis dahin geschehen; namentlich die Pfarrschulen und die Collegien zu Pruntrut und Delsberg. Die ihnen zugehörigen, nicht verkauften Liegenschaften, und die, noch vorhandenen Capitalien werden ihnen zurückgegeben werden.

Fonds de fabrique. Art. IV. Die Regierung von Bern sichert den katholischen Gemeinden das Eigenthum und die Verwaltung ihrer noch existirenden Kirchengüter (Fonds de fabrique) zu, die sie entweder bereits besitzen oder wieder erhalten könnten. Ihr Ertrag soll zu den Ausgaben für den Gottesdienst, so wie zur Erbauung, zum Unterhalt und zur Verzierung der Tempel verwendet werden. Die Verschenkungen und Vergabungen, zu Gunsten derselben wird man anerkennen und respectiren.

1815

Paroisses.

Art. V. Die Kirchspiele, von denen der Regierung von Bern ein genaues Verzeichniss wird zugestellt werden, sollen ihren gegenwärtigen Umfang behalten, und ohne Zustimmung der bischöflichen Behörde, darin keine Veränderung vorgenommen werden können. Auch sollen zu ihrer Besorgung eben so viele Pfarrer angestellt werden, als es Kirchspiele giebt.

Ecclésiastiques.

Art. VI. In den Gemeinden, welche die gedachte Kirchhören bilden, sollen sich die Lehrer und Professoren der öffentlichen Schulen zu der katholischen Religion bekennen. Die Pfarrer werden durch den Bischof ernannt, und der Regierung vorgestellt, welche sie in den Besitz ihres weltlichen Benificiums setzen wird. Sie sollen auch aus den, im Canton verbürgerten Geistlichen genommen werden; es sei denn, dass keine hinreichende Anzahl von Priestern, welche die Eigenschaft besitzen, vorhanden wäre.

Amélioration des Curés.

Art. VII. Da die Regierung von Bern gesinnt ist, das Schicksal der katholischen Pfarrer zu verbessern; so erklärt sie: dass von den drei ersten Monaten, nach der Uebergabe des Landes angerechnet, das von der Regierung zu beziehende Gehalt der genannten Pfarrer, auf das Minimum von achthundert, und auf das Maximum von zwölfhundert französischen Franken bestimmt werden wird, je nach der Wichtigkeit der Pfarreien, oder nach der Schwierigkeit ihrer Besorgung und ohne Inbegriff der Zulage, die den Cantonalpfarrern zukommt. Vermittelst dessen sollen die Kirchengemeinden von den Beschwerden befreit sein, denen sie in dieser Rücksicht unter der französischen Verfassung unterworfen waren. Hingegen werden sie ihren Pfarrern ein Pfarrhaus, einen Garten und das nöthige Holz zur Feuerung liefern. Die Unterhaltung der Pfarrhäuser wird noch ferner den Gemeinden obliegen, die bisher dazu verbunden waren. Die Regierung verpflichtet sich aber, denjenigen, deren Mittel als unzureichend erfunden würden, zu Hülfe zu kommen. Allfällige Vergabungen und Schenkungen, um die Pfarren aufs neue auszusteuern, werden anerkannt und respectirt werden; doch unter der Oberaufsicht der Regierung.

Deux cures.

Art. VIII. Wenn aus Mangel einer hinreichenden Anzahl von Priestern, ein Pfarrer genöthigt wäre,

1815 zwei Pfarren zu besorgen; so wird er, ausser dem Gehalte, welches er geniesst, noch die Hälfte desjenigen beziehen, das der erledigten Pfarre beigelegt ist.

Pension de l'évêque de Bâle.

Art. IX. Der Canton Bern verpflichtet sich förmlich: dem ehemaligen Fürstbischofe von Basel, von dem Zeitpuncte der Vereinigung des Bisthums, mit dem Canton Bern anzunehmen, seinen verhältnissmässigen Beitrag zur Summe der zwölftausend Reichsgulden zu bezahlen, welche durch die Erklärung des Wiener Congresses, als Vermehrung der lebenslänglichen Pension des genannten Fürstbischof, so wie zum Unterhalt der Domherren des ehemaligen Stifts von Basel bestimmt worden sind.

Reformés

Art. X. In den Bezirken des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, wird die Geistlichkeit unter den gleichen Gesetzen, wie diejenige des Cantons Bern stehen. Die Pfarrer werden nach einem Progresssystem, welches dem, für die Pfarrer des Cantons Bern eingeführten, ähnlich ist, besoldet werden, dass sowohl für den Betrag der Besoldung, als in Rücksicht des Ranges und der Beförderung zur Richtschnur dienen wird. Diese Verbesserung der Pfarrbesoldungen, soll drei Monat nach der Uebergabe des Bisthums an den Canton Bern ihren Anfang nehmen. Von diesem nämlichen Zeitpunct an, werden die Supplementarbesoldungen, welche die Pfarrer von ihren Gemeinden, als Gegenwerth der, zum Vortheile der letztern veräusserten Kirchengüter beziehen, für Rechnung des Kirchenfonds in die Staatscasse fliessen; es sei denn, dass die genannten Gemeinden dem Staate die gedachten veräusserten Kirchengüter restituirten.

Die reformirten Pfarrer des Bisthums, werden unter dem Präsidium eines Decans, eine besondere Classe bilden.

Curés reformés.

Art. XI. Die Pfarrer im reformirten Theile werden auf gleiche Weise, wie im Canton Bern, durch die Regierung, auf den Vorschlag des Kirchenraths und nach Vorschrift der Gesetze ernannt werden.

Education d. reformés

Art. XII. Die Regierung von Bern wird auf Mittel bedacht sein, die Studien der jüngern Geistlichen des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, zu erleichtern, und diejenigen, die ihre

Studien in Bern machen, werden gleich den Geistlichen des Cantons, an den durch die Regierung errichteten, Alumnaten und andern academischen Beneficien Theil haben. 1815

Art. XIII. Die gegenwärtig existirenden Wiedertäufer und ihre Nachkommen, werden des Schutzes der Gesetze geniessen, und ihr Cultus wird geduldet werden, unter dem Vorbehalte: dass sie zur Regelmässigkeit der bürgerlichen Ordnung innerhalb einer, von der Regierung zu bestimmenden Zeit ihre Ehen und die Geburt ihrer Kinder, in die öffentlichen Rödel einschreiben lassen; dass ihre Handgelübde, in Rücksicht der gesetzlichen Kraft, die Stelle des Eides vertreten, und im Fall von Widerhandlung den nämlichen Folgen unterworfen sein soll, und endlich, dass sie zwar, gleich den übrigen Cantonsangehörigen, zum Dienste der Auszüger und der Landwehr verpflichtet sein sollen, hingegen aber sich, nach darüber bestehenden Landesordnungen, ersetzen lassen können. Anabaptistes.

Art. XIV. Die Aufhebung der französischen Gesetzgebung in denjenigen Theilen des Bisthums, wo sie noch besteht, wird als Grundsatz angenommen; der Zeitpunkt dieser Aufhebung wird aber durch die Regierung bestimmt werden. Die während der Dauer dieser Gesetzgebung nach ihren Vorschriften geschlossenen Transactionen sollen rechtskräftig verbleiben. Es wird durch die Regierung eine Commission von Rechtsgelehrten ernannt werden, um eine, auf die Rechte und Gewohnheiten des Landes, und auf die Bernerischen Gesetze als Subsidiarrechte gegründete Sammlung von Verordnungen zu veranstalten; die dem souveränen Rathe zur Genehmigung vorgelegt werden soll. Lois françaises abolies.

Art. XV. Der französische Criminalcodex und derjenige über den Criminalprocess werden vom Tage der Uebergabe des Landes an den Canton Bern an, abgeschafft. Man wird an ihrer Stelle die Criminalprocessform und den Criminalcodex einführen, die bei den Gerichten von Bern in Uebung sind. Code criminel.

Art. XVI. Das Bisthum Basel wird in Oberämter eingetheilt werden; deren Anzahl, Umfang und Amtssitze durch die Regierung bestimmt werden. Jeder Amtsbezirk soll seine Local- und untergeordneten Behörden haben, wie die des Cantons Bern, und nach Division de l'évêché en bailliages.

1815 den durch die Verordnung vom 20ten Juni 1803 aufgestellten Grundsätzen.

Droit de bourgoisie. Art. XVII. Da die Ausübung der politischen Rechte durch die Bürgerrechte bedingt ist; so werden die letztern hergestellt. Die Befugniss, zur Aufnahme in dieselben, und die Bestimmung der daherigen Bedingungen, wird den Städten und Gemeinden zugesichert; auf gleiche Weise, wie solches im Canton Bern besteht. Doch behält sich die Regierung vor, über die bürgerliche Existenz derjenigen Fremden zu verfügen, die unter der französischen Verfassung, Eigenthum erworben haben.

Municipalités. Art. XVIII. In Uebereinstimmung mit der Erklärung des souveränen Rathes, vom 1sten Sept. 1815, können die Städte und Gemeinden des Bisthums ihre ehemaligen Municipal- oder Gemeinverfassungen wieder herstellen, und auch die in ihren Rathen erledigten Stellen ergänzen oder neu besetzen. Sie sollen ihre ehemaligen Rechte, Freiheiten und Gewohnheiten geniessen, in so fern dieselben mit den allgemeinen Einrichtungen des Cantons verträglich sind. Das Eigenthum und die Verwaltung ihres unbeweglichen Vermögens, ihrer Einkünfte und Localanstalten, wird ihnen zugesichert; jedoch unter der conservatorischen Oberaufsicht der Regierung.

Egalité de droits avec Berne. Art. XIX. Die Einwohner des Bisthums Basel sollen ohne Unterschied der Religion, der gleichen politischen Rechte theilhaftig sein, deren die Einwohner des Cantons Bern gegenwärtig geniessen, oder in Zukunft geniessen mögen. Sie sollen in dem festgesetzten Verhältnisse an den Stellen im souveränen Rath und andern Theil haben, so wie die Verfassung des Cantons, und namentlich die urkundliche Erklärung des souveränen Rathes, vom 21ten Sept. 1815, es mit sich bringt, welche anmit auch für die Einwohner des Bisthums geltend erklärt wird. Diejenigen der letztern, die sowohl in dem Bernschen als in dem Baselschen Antheile des Bisthums, Bürgerrechte besitzen, sollen ihre politischen Rechte nur an dem Orte ihres gewöhnlichen Aufenthalts ausüben können.

Bienne. Art. XX. Die künftigen Verhältnisse zwischen dem Stande Bern und der Stadt Biel, sind in Folge des

Artikels IV. § 1. der Erklärung des Wiener Congresses 1815
festgesetzt und bestimmt worden, wie folgt:

1. die Stadt Biel und die drei Dorfschaften Bözingen, Läubringen und Vingels, sollen zusammen nur eine Pfarrgemeinde ausmachen.

2. Die Stadt Biel wird wieder in alle ihre Municipalrechte eingesetzt; in sofern sie auf die Herstellung ihrer eigenen Magistratur, auf das Eigenthum und die Verwaltung ihres beweglichen und unbeweglichen Vermögens, ihrer Stiftungen, Spitäler und Schulden Bezug haben. Streitigkeiten, die sich in Betreff der Ausübung dieser Municipalrechte, zwischen der Stadtregierung und den Bürgern erheben könnten, sollen durch den kleinen Rath von Bern entschieden werden.

3. In Sachen der administrativen und correctionellen Polizei wird die Stadt Biel die Attributionen der ersten Instanz haben, und unmittelbar unter der obersten Instanz stehen.

4. Für Civilsachen soll in der Stadt Biel ein besonderes erstinstanzliches Gericht eingeführt werden, unter dem Vorsitze desjenigen der benachbarten Oberamtmänner, den die Regierung dafür bestimmen wird. Es soll aus vier Beisitzern bestehen, die von der Regierung bezahlt, und aus den Einwohnern der Stadt Biel und ihrer Kirchengemeinde gewählt werden. Der Oberamtmann wird aus denjenigen Beisitzern, die zugleich Mitglieder des Staatsraths sind, einen Stadthalter ernennen, vor welchem die Processe instruirt werden sollen, und dem überdies alle Verrichtungen eines Friedensrichters in seinem Gerichtsbezirke, welcher die Pfarrgemeinde ist, zukommen. Die Verrichtungen und die Competenz des Gerichts sollen die nämlichen, wie die eines Amtsgerichts sein; die Competenz des Friedensrichters ist die der Oberamtmänner, in Civilsachen.

5. Für das Criminalwesen, stehen die Einwohner der Stadt Biel unter dem Oberamte, dem ihr Bezirk beigegeben wird.

6. Die Stadt Biel wird, für ihre Kirchengemeinde, ein Chorgericht haben, das von dem obersten Ehegericht, in Bern, abhängig ist; und dessen Attribute die nämlichen sein sollen, wie die, der erstinstanzlichen Chorgerichte.

1815 7. Die Verwaltung der Waisensachen gehört vor den Rath der Stadt Biel; Streitigkeiten darüber werden vor ihr Civilgericht gebracht.

8. In Rücksicht ihrer Verhältnisse zur Regierung, soll die Stadt Biel unmittelbar vom kleinen Rath in Bern abhängig sein; und es wird ihr das Vorrecht ertheilt, unmittelbar und ohne Dazwischenkunft einer andern Behörde, mit demselben zu correspondiren.

9. Die Stadtsatzung von Biel wird, als Gesetzbuch, für diese Stadt und ihre Pfarrgemeinde, gehandhabt. Als Subsidiarrecht werden die Bernischen Gesetze gelten.

10. Die Regierung von Bern bestätigt der Stadt Biel ihr Ohmgeldrecht, ihren Zoll, und das Recht zu Beziehung eines Hintersässgeldes, in deren Besitze sie sich befindet, und verpflichtet sich, dieselbe für den Salzhandel zu entschädigen, welcher der Regierung zugehören soll. Indessen werden die dortigen Salzhütten Bürgern von Biel gegeben werden.

11. In allen, hier nicht bestimmten, Fällen, wird die Stadt Biel, die, im Canton Bern bestehenden, Gesetze und Verordnungen befolgen.

12. Weil die Eintheilung des Bisthums Basel in Amtsbezirke, noch nicht festgesetzt ist; so behält sich die Regierung die Befugniss vor, in Betreff des Civilgerichts, Modificationen anzuordnen, im Fall die Stadt Biel der Hauptort eines Amtsbezirks werden sollte. Doch sollen, durch diese Modificationen, in keinem Falle, die Bürger von Biel, in Civilsachen, von einem erstinstanzlichen Richter abhängig gemacht werden können, der sich ausserhalb ihrer Stadt befindet.

Biens nationaux nefs.

Art. XXI. Der Verkauf der Nationalgüter wird gehandhabt, und die Lehengefälle und Zehnten sollen nicht wieder hergestellt werden.

Prestations des communes de Bâle.

Art. XXII. Die Städte und Gemeinden, des Bisthums Basel, sollen dem Staate keine andern Leistungen zu machen haben, als diejenigen, denen die übrigen Städte und Gemeinden, des Cantons Bern unterworfen sind; oder die sich auf Titel und Verpflichtungen gründen, welche, schon vor der französischen Herrschaft, bestanden. Alle übrigen sollen abgeschafft werden.

Art. XXIII. Die Grundsteuer, welche, als Ersatz der Zehnten und Dominialeinkünfte, des ehemaligen Fürst-Bischofs, eingeführt ward, soll beibehalten werden; doch wird man sie erst, nach einer vorzunehmenden Berichtigung, definitiv festsetzen. Die Regierung behält sich die Befugniss vor, dasjenige, was sie allfällig zu wenig abwerfen möchte, durch eine andere Abgabe, zu vervollständigen; übrigens erklärt sie: dass das Bisthum, im Ganzen, nicht ein mehreres, zu den allgemeinen Verwaltungskosten des Staats, beizutragen haben wird, als, nach einem billigen Verhältnisse, gegen den alten Canton. 1815 Contribution foncière.

Die, unter französischer Herrschaft eingeführten, indirecten Abgaben sollen abgeschafft, und, durch die Regalien und diejenigen indirecten Abgaben, ersetzt werden, die im Canton Bern bestehen, oder in Zukunft eingeführt werden könnten. Die Abschaffung der erstern, und die Einführung der letztern, soll von dem Zeitpuncte Statt haben, da die Bernische Finanzverwaltung, im Bisthum eingeführt sein wird; und dieses soll, im Laufe des Jahres 1816, geschehen.

Art. XXIV. Die Gebäude, Domanialwaldungen, rückständigen Zahlungen und anderes Eigenthum, der vorhergehenden Regierungen, das noch im Bisthum Basel vorhanden sein könnte, wird, zu Handen der Regierung von Bern vorbehalten. Propriétés de l'ancien gouvernement.

Art. XXV. Die Einwohner des Bisthums sollen die Freiheit haben, in Civil- oder Militärdienste fremder Mächte zu treten, mit ihrem Vermögen aus dem Cantone zu ziehen, und wieder nach freiem Willen, in denselben zurückzukommen. Alles, nach den, im Cantone Bern bestehenden, Gesetzen und Uebungen. Liberté d'emigrer et d'entrer au service.

Da nun die, hier oben stehenden, Artikel, mit den Verfügungen übereinstimmen, die, durch den Wiener Recess, als Richtschnur, für die, zwischen der Regierung von Bern und dem Bisthume Basel, einzuführenden Verhältnisse festgesetzt worden sind, und die beiderseitigen Commissarien ihren Auftrag erfüllt zu haben glauben; so haben sie die gegenwärtige, in zwei Doppeln ausgefertigte, Vereinigungsurkunde unterschrieben.

1815 Also geschehen und abgeschlossen, in Biel, am vierzehnten Wintermonat des Jahres ein tausend acht hundert und funfzehn. 1815.

Signé: ABRAHAM FRÉDÉRIC DE MUTACH.
DAVID RODOLPHE DE FELLENBERG.
CHARLES RODOLPHE DE KIRCHBERGER DE ROLLE.
AMÉDÉ DE JENNER.
EMANUEL LOUIS D'OUGSFURGER.
CHARLES LOUIS DE HALLER.
ALBERT FRÉDÉRIC DE MAY.

Ratification. Wir Schultheiss, klein und grosse Räthe der Stadt und Republik Bern, thun kund hiermit: demnach uns auf dem heutigen Tage, die vorstehende, zwischen unsern Commissarien, und den, von dem Directorialcantone Zürich, für das Bisthum Basel, ernannten Deputirten, in Biel, am 14. November 1815, unter Vorbehalt unserer Ratification, abgeschlossene Vereinigungsurkunde, des ehemaligen Bisthums Basel mit dem Canton Bern, vorgelegt worden, und wird darauf hin, nach einer reifen Berathung, dieselbe unsern Gesinnungen entsprechend gefunden;

So haben wir gedachte Vereinigungsurkunde, in ihrem ganzen Inhalt, angenommen und gut geheissen; wie wir denn dieselbe anmit, in bester und kräftigster Form, genehmigen, ratificiren und erklären, dass solche, in allen ihren Theilen, treu gehandhabt und erfüllt werden soll.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Ratification mit unserm Standesinsiegel verwahrt, und sowohl von unserm, fürgeliebten Ehrenhaupte, dem Herrn Amtsschultheissen, als von unserm geliebten Staatscanzler unterzeichnet worden.

Gegeben, in unserer grossen Rathsversammlung, den drei und zwanzigsten November des Jahrs ein tausend achthundert und funfzehn. 1815.

(L. S.) *Der Amtsschultheiss*
R. VON WATTEMOYL.

Der Staatscanzler
THORMANN.

b.

Acte de réunion du district de Birseck au Canton de Bâle, signé le 7 Novembre et ratifié le 6 Dec. 1815. 1815 7 Nov. 6 Decb.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 160—165.)

Vereinigungsurkunde des Bezirks Birseck, mit dem Canton Basel.

Demnach die, auf dem Congresse zu Wien versammelt gewesenen, hohen Mächte, durch Höchstderselben Erklärung vom 20. März 1815, geruhet haben, zu bestimmen: dass ein, in derselben bezeichneter Theil, des ehemaligen Bisthums Basel einverleibt, und dass die Vereinigungsurkunde, in Gemässheit der, in gedachter Erklärung ausgesprochenen Grundsätze, durch gegenseitige Commissarien, errichtet werden solle; als haben sie von Seiten der Regierung des hohen Standes Basel, zu dem Ende, ernannten Herrn Deputirten, als:

M. H. Herr Staatsrath und Oberst Stehlin; Appellationsrath Baroche; Bezirksstatthalter Gysendörffer; in gemeinschaftlicher Verbindung, mit dem, nach Anleitung der Congresserklärung, von dem hohen Vorort Zürich, aus den angesehensten Bürgern, der zu vereinigenden Gemeinden, erwählten Commissarien, nämlich:

Herr Jakob Hölschy, Meier in Arlesheim; Joseph Hofmeyer, Alt-Friedensrichter zu Pfeffingen; Peter Hügin, gewesener Meier in Oberweiler; nach gepflogener sorgfältiger Berathung, in getreuer Anwendung der, in dem Congressentscheid enthaltenen, Stipulationen, über die künftigen Verhältnisse dieses Landestheils, und in erforderlicher Berücksichtigung der Cantonalverfassung, folgende Vereinigungsurkunde mit voller Uebereinstimmung errichtet und abgeschlossen.

Die ehemals Fürst-Bischöflichen Baselschen Gemeinden Arlesheim, Reinach, Aesch, Pfeffingen, Ettingen, Terweiler, Oberweiler, Allschwiler und Schönenbuch, werden, in Kraft des dritten Artikels der

1815 Wiener Congresserklärung, vom 20. März d. J. unter nachstehenden Bestimmungen, dem Canton Basel einverleibt:

Art. I. Diese Gemeinden werden einen besondern Bezirk bilden; welcher der sechste des Cantons ist, und die Benennung: Bezirk Birseck führt. Sein Hauptort ist Arlesheim.

Art. II. Der Bezirk Birseck wird, nach einer, soviel als möglich, nach der Volkszahl berechneten, Eintheilung, in vier Wahlzünfte, abgetheilt; nämlich
Erste Zunft: Arlesheim und Steinach.
Zweite Zunft: Aesch, Pfeffingen und Ettingen.
Dritte Zunft: Terweiler und Oberweiler.
Vierte Zunft: Allschwiler und Schönenbuch.

Art. III. Jede, dieser vier Wahlzünfte, gibt, nach Anleitung der Cantonalverfassung, aus ihrer Mitte, als Repräsentanten, ein unmittelbares Mitglied, in den grossen Rath. Für die, mittelbar von der höchsten Behörde selbst zu besetzenden, Stellen, im grossen Rathe, concurriren die bürgerlichen Einwohner dieses Bezirks, im Sinne und nach Vorschrift der Cantonsverfassung, mit den übrigen Bürgern der Landbezirke; so wie denselben auch der Genuss aller bürgerlichen und politischen Rechte, welche die Einwohner der alten Bestandtheile des Cantons Basel geniessen und werden geniessen können, zugesichert wird.

Art. IV. Der Bezirk Birseck erhält einen besondern Stadthalter, und einen Bezirksschreiber. Die Gemeindsverwaltungen werden auf die gleiche Art eingerichtet, wie in den übrigen Gemeinden des Cantons.

Für den Bezirk Birseck wird ein erstinstanzliches Civilgericht aufgestellt; dessen Mitglieder aus der Bürgerschaft dieses Bezirks, von der Regierung, zu erwählen sind; das Gesetz wird die Organisation derselben, des nähern, bestimmen. Von diesem Civilgerichte geht der Recurs, wie von den übrigen Gerichten des Cantons, an das Appellationsgericht.

Art. V. Die, im Jahr 1813 erneuerte Landesverordnung, so wie alle übrigen bestehenden Gesetze und Verordnungen des Cantons Basel, sollen auch im Bezirke Birseck eingeführt, und von dem, seiner Zeit zu bestimmenden und bekannt zu machenden Zeitpunkt

an, in demselben in Ausübung gebracht; auch in Zukunft alle, im Allgemeinen zu erlassenden Gesetze und Verfügungen, in diesem Landestheil, ebenfalls vollzogen werden. 1815

Die Bewohner dieses Bezirks sind auch, gleich den übrigen Bürgern des Cantons, der gesetzlichen Milizpflichtigkeit, und der bestehenden und künftig festzusetzenden Militärorganisation unterworfen.

Art. VI. Diesen, mit dem Canton Basel vereinigten Gemeinden des Bezirks Birseck, wird die freie Ausübung der römisch-katholischen Religion, gewährleistet.

Das Kirchen-, Schul- und Armenwesen steht unter der Aufsicht und Leitung der Regierung; reinkirchliche und religiöse Gegenstände bleiben, unter der Befugniss der respectiven bischöflichen Autorität, deren Verfügungen jedoch dem Visa der Regierung unterworfen sind.

Da, in dem Canton Basel, ein, aus dem Ertrag der Zehnten und ähnlichen Gefälle gebildeter, Fond, besteht, aus welchem die Ausgaben für das Kirchen-, Schul- und Armenwesen bestritten werden; in dem Bezirk Birseck aber die Zehnten abgeschafft sind, und nicht wieder hergestellt werden können; so sollen alle, für das Kirchen-, Schul- und Armenwesen dieses Bezirks, erforderlichen Gelder, aus der, daselbst eingeführten Grundsteuer, aus welcher zu diesem Behuf ein Fond gebildet wird, enthoben werden.

Alle, in diesem Bezirk noch vorhandenen, Güter, welche den Kirchen-, Schul- und Armenstiftungen angehören, bleiben demselben zugesichert. Ueber die Art der Verwaltung dieser Fonds, und die dabei erforderliche Aufsicht und Leitung der Regierung, wird, durch ein besonderes Gesetz, verfügt werden.

Für eine verhältnissmässige, und ihrem Stande angemessene, Verbesserung der Besoldung, der Kirchen- und Schullehrer, soll, von der Regierung, aus den hierzu gewidmeten Fonds, gesorgt werden.

Art. VII. Die Gemeinden des Bezirks Birseck sind, mit Ausnahme des Zehntens und aller von Feudalrechten herrührenden Gefällen (welche nicht hergestellt

1815 werden sollen), alle, in dem Cantone Basel bestehenden oder noch zu bestimmenden, Abgaben und Lasten, wie die übrigen Cantonsgemeinden, unterworfen: bis solche aber eingeführt werden können, sollen die, dermahlen bei ihnen bestehenden, Abgaben bezogen werden. Die Bodenzinse soll, den Gesetzen gemäss entrichtet, oder losgekauft werden. Hingegen bleibt der Verkauf der Nationaldomänen, als gültig anerkannt.

Die, durch Einverleibung dieser Gemeinden, in Folge des Wiener Congressentscheides, dem Canton Basel zufallenden, Lasten, sollen ausschliesslich, von den Gemeinden des Bezirks Birseck, getragen werden; hingegen sollen dieselben, wegen der alten helvetischen Schuld, zu keinem Beitrag angehalten werden.

Dessen zur Bestätigung ist gegenwärtige, unter Vorbehalt der Ratification der höchsten Behörden des Cantons Basel abgeschlossene, Vereinigungsurkunde also ausgefertiget, und von den beiderseitigen Herrn Commissarien, nebst dem Staatsschreiber des Standes Basels (welcher des daherige Conferenzprotocoll geführt hat), eigenhändig unterschrieben worden.

So geschehen in Basel, den 7ten November 1815.

Unterzeichnet:

HÖLSCHY.	STEHLIN, *des Raths.*
HOFMEIER.	E. BAROCHE, *Appellationsrath.*
P. HÜGIN.	GYSENDÖRFFER, *Bezirksstatthalter.*
	T. BRAUN, *Stadtschreiber.*

Wir Bürgermeister, klein und grosse Räthe, des Cantons Basel, urkunden hiermit: dass wir die, zwischen den gegenseitigen Commissarien, über die Vereinigung der, laut dem Wiener Congressentscheide vom 20. März, d. J. dem Stand Basel, einverleibten Gemeinden, des ehemaligen Bisthums Basels, unterm 7. Wintermonat des laufenden Jahres errichtete, Vereinigungsurkunde, in allen Theilen ratificirt und genehmiget haben.

Dessen zu Gezeugniss haben wir gegenwärtige Ratificationsurkunde dem Originale beigesetzt; mit unserm grössern Standes-Insiegel, der Unterschrift unsers Amts-

bürgermeisters, Ihro Weisheit, Herrn Johann Heinrich Wieland. F. U. D. und unsers fürgeliebten Staatsschreibers verwahren lassen. 1815

Gegeben, in unserer grossen Rathsversammlung, den 6. December 1815.

(L. S.) *Der Amtsbürgermeister,*
WIELAND.
Der Staatsschreiber,
BRAUN.

c.

Ratification des actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle. 1816 18 Mai.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 166—168.)

Eidsgenossische Ratificationsurkunde, der Vereinigungsurkunden, des ehemaligen Bisthums Basel, mit den Cantonen Bern und Basel.

Wir Bürgermeister und kleine Räthe, des eidsgenossischen Standes und Vororts Zürich, thun kund und zu wissen hiermit: Nachdem, gemäss der im vierten Artikel, der Erklärung des Wiener Congresses, vom 20. März 1815, enthaltenen Bestimmung: dass die, zwischen den Abgeordneten des Cantons Bern (Basel) und den Deputirten, des, diesem Stande zufallenden Theils der Bischöflich-Baselschen Lande, abzuschliessende Vereinigungsurkunde, von der schweizerischen Eidsgenossenschaft, gewährleistet werden solle, — obstehende (für Bern) den 14. Nov. 1815 errichtete, und von Schultheiss, kleinen und grossen Räthen der Stadt und Republik Bern, am 23. des nämlichen Monats und Jahrs, ratificirte Uebereinkunft (für Basel den 7. Nov. 1815 errichtete, von Bürgermeister, klein und grossen Räthen des Cantons Basel am sechsten Christmonat, des nämlichen Jahres, ratificirte) Uebereinkunft, durch unser Kreisschreiben vom 7. Decbr. 1815, sämmtlichen eidsgenossischen Ständen mitgetheilt worden; und nachdem hierauf, von Seiten dieser Stände,

1816 Uns die amtliche, im eidsgenossischen Archiv aufbewahrte, schriftliche Anzeige, nämlich von Bürgermeister, klein und grossen Räthen, des Standes Zürich, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheiss und Rath, der Stadt und Republik Bern, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheiss und Rath, der Stadt und Republik Luzern, unterm 11. Decbr. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, vom 15. Dec. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, nid dem Wald, unterm 18. Dec. 1815; Landammann und dreifacher Landrath des Cantons Zug, unterm 13. Mai 1816; Schultheiss und Staatsrath der Stadt und Republik Freiburg, unterm 11. Dec. 1815; Schultheiss, klein und grossen Räthen der Republik Solothurn, unterm 31. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantons Basel, unterm 16. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath der Stadt und des Cantons Schaffhausen, unterm 11. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Ausser-Rhoden, unterm 10. Febr. 1816; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Innern-Rhoden, unterm 9. Mai 1816; Landammann und kleiner Rath des Cantons St. Gallen, unterm 15. Dec. 1815; Präsident und Rath des Cantons Graubünden, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantons Aargau, unterm 27. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Thurgau, unterm 30. Dec. 1815; Landammann und Staatsrath des Cantons Tessin, unterm 10. Apr. 1816; Landammann und Staatsrath des Cantons Waadt, unter 31. Januar 1816; Landshauptmann und Staatsrath der Republik und des Cantons Wallis, unterm 9. Januar 1816; Gouverneur und Staatsrath des Fürstenthums und Cantons Neuenburg, unterm 12. Dec. 1815; Syndik und Räthen der Republik und des Cantons Genf, unterm 16. Januar 1816, zugekommen ist: dass sie besagte Vereinigungsurkunde, in allen ihren Theilen, genehmigen, und unter gemeineidsgenössische Garantie nehmen wollen; so erklären Wir nunmehr, als wirklicher eidsgenössischer Vorort, durch gegenwärtigen feierlichen Act: dass diesem einmüthigen Willen und Entschlusse, der zwei und zwanzig Stände zu Folge, obige Vereinigungsurkunde, von der schweizerischen Eidsgenossenschaft ratificirt und gewährleistet sei; und dass die darin benannten (für Bern) Landschaften (für Basel) Dorfschaften, als inte-

grirender Theil des Standes Bern (Basel), und der Schweiz, unter die, im ersten Artikel des eidsgenossischen Bundesvertrags ausgesprochene, Garantie genommen werden. 1816

Dessen zu fester Urkunde, das gegenwärtige Ratifications- und Gewährleistungsinstrument, mit dem schweizerischen Bundesinsiegel versehen, und von Unserm Amtsbürgermeister und dem eidsgenössischen Kanzler unterzeichnet worden ist.

Zürich, den 18. Mai 1816.

Der Amtsbürgerm. des Cantons und Vororts Zürich.
Unterz. REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
Unterz. MOUSSON.

7.

Compromissspruch, betreffend die Anstände zwischen den Ständen Uri und Tessin, in Betreff der Liviner Zölle. 1816 15 Aofst.

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 214—216.)

Kund und zu wissen sei hiermit:

Nachdem zwischen den hohen Ständen Uri und Tessin ein Anstand sich erhoben hatte über die Frage: ob bei alljährlicher Berechnung des halben Zollertrags im Liviner Thale, welcher laut § 4. im 6sten Art. des Wiener Congressschlusses über die schweizerischen Angelegenheiten vom 20. März 1815 dem Canton Uri zukommt, theils gewisse Strassenunterhaltungskosten, theils die Perceptions- und Bezugkosten in Abzug gebracht werden können, und nachdem die Ehrengesandten beider Cantone Uri und Tessin die Entscheidung dieser Streitfrage, durch Compromissspruch, bestimmt, und förmlich von derjenigen Commission verlangt haben, welcher die eidsgenössische Tagsatzung

1816 unterm 18. Heumonat 1815 die Aufsicht über die Vollziehung aller Bestimmungen des oberwähnten 6sten Art. im Wiener Congressschluss, und namentlich in Bezug auf den Liviner Zoll, den schiedsrichterlichen Entscheid obwaltender Schwierigkeiten, im Fall beidseitiger Uebergabe, anvertraut und aufgetragen hat; so wurden von Endesunterzeichneten, als der anerkannt competenten Behörde, die von den Ehrengesandtschaften der betreffenden zwei löblicheu Stände in contradictorio ausführlich vorgetragene Gründe und Gegengründe angehört, reiflich erwogen, und nachher folgender Compromisspruch ausgefällt:

Es müsse zur Beurtheilung des sich erhobenen Anstandes in Bezug auf den Liviner Zoll-Ertrag, mit Beiseitsetzung aller frühern politischen und Zollverhältnisse, als rechtliches Fundament einzig der 6ste Art. in dem Wiener Congressschluss, und besonders der § 4. desselben betrachtet und angenommen werden, welcher also lautet:

„Der Canton Tessin wird dem Canton Uri jährlich die Hälfte des Zoll-Ertrags im Liviner Thal bezahlen.“

Art. I. In Folge dieses Artikels können und sollen bei jährlicher Berechnung des an den löblichen Stand Uri zu entrichtenden halben Zoll-Ertrags im Liviner Thal keinerlei Strassenunterhaltungskosten in Abzug gebracht werden.

Art. II. Hingegen darf ohne Abbruch der im Wiener Congressschluss enthaltenen wörtlichen Bestimmung der Natur der Sache und der Billigkeit gemäss, von diesem löbl. Canton Uri alljährlich zukommenden Zoll-Ertrag ein mässiger Abzug für die Perceptions- oder Bezugskosten statt finden, welcher jedoch, damit in keinem Fall das gerechte Maas überschritten werde niemals mehr als funfzehn vom Hundert des Brutto Zoll-Ertrags betragen soll.

Art. III. Damit aber jeder weitern Missbelligkeit für alle Zukunft gründlich vorgebogen sei, wird beiden hohen Ständen Uri und Tessin beliebt und bestens empfohlen, sich über ein nach obigen Grundsätzen auszumittelndes jährliches Fixum für die betreffende Zoll-Ertrags-Hälfte, oder einen diesfälligen förmlichen Ankauf, so bald möglich einzuverstehen.

Dessen zu Bezeugniss und Bekräftigung ist gegenwärtiger Compromisspruch in gehöriger Form unterzeichnet und besiegelt worden. 1816

Zürich, den 15. August 1816.

Unterz. DAVID VON WYSS.
Bürgermeister des Standes Zürich.

VINCENZ VON RÜTTIMANN,
Schultheiss der Stadt und Republik Luzern.

B. PFISTER,
Bürgermeister von Schaffhausen.

8.

1816 20 Août. *Acte de remise des communes cédées du pays de Gex, au canton de Genève.*

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 208—212.)

Nous le Bourgmestre du Canton de Zurich Président, et les Députés des XXII. Etats confédérés réunis en Diète générale à Zurich, faisons savoir par les présentes:

Les hautes Puissances alliées et S. M. T. C. ayant, par l'article premier § 3. du Traité signé à Paris le vingtième Novembre de l'an mil huit cent et quinze, cédé à la Confédération helvétique, pour être réunie au Canton de Genève,

„la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Léman, au Midi par le territoire du Canton de Genève, au Nord par celui du Canton de Vaud, et à l'Ouest par le cours de la Versoix, et par une ligne qui renferme les communes de Collex, Bossy et Meyrin, en laissant la commune de Ferney à la France."

Et ce territoire ayant été remis par les Commissaires de Sa. Majesté très-chrétienne à la Suisse, ainsi qu'il conste par le procès-verbal signé à Gex le quatrième de Juillet mil huit cent et seize: Nous, au nom et de la part de nos hauts Commettans les Gouvernemens des Cantons de la Confédération Suisse, voulant répondre aux vues bien-veillantes des hautes Puissances signataires du susdit Traité, faisons par les présentes cession pleine, entière et perpétuelle du territoire ci-dessus désigné à nos très chers Alliés et Confédérés de la République et du Canton de Genève, sans autre réserve que celle de la délimitation définitive, laquelle, en vertu du paragraphe sixième du même article du susdit Traité, doit être réglée avec la France; pour ce dit territoire être possédé par la République de Genève en toute propriété et souveraineté, selon les dispositions du pacte fédéral, qui régit les Cantons de la Confédération Suisse. En conséquence et par l'effet de la présente cession la réunion dudit pays et de ses habitans à la République et au Canton de Genève étant effectuée

8.

Uebergabsurkunde der der Schweiz abgetretenen Gemeinden der Landschaft Gex an den Canton Genf vom 20ten August 1816. 1816 20 Août.

(Manuel *du droit public de la Suisse.* Tom. II. pag. 210—213.)

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident, und die Abgeordneten der zwei und zwanzig verbündeten Stände, zur gemeineidsgenössischen Tagsatzung in Zürich versammelt, thun kund hiermit:

Nachdem die hohen verbündeten Mächte und Seine allerchristlichste Majestät, durch den dritten Abschnitt des ersten Artikels des zu Paris am zwanzigsten Wintermonats des Jahres eintausend achthundert und funfzehn, dem schweizerischen Bundesstaat, um mit dem Canton Genf vereinigt zu werden, abgetreten haben:

„Denjenigen Theil der Landschaft Gex, welcher östlich von dem Genfer See, südlich vom Gebiete des Cantons Genf, nördlich durch den Canton Waadt und westlich durch den Lauf der Versoix und eine Linie, welche die Gemeinden Colley, Bossy und Meyrin einschliesst, die Gemeinde Ferney aber bei Frankreich lässt, begrenzt wird;"

Und nachdem dieses Gebiet durch die Commissarien Seiner allerchristlichen Majestät der Schweiz übergeben worden, wie solches aus dem zu Gex am vierten Heumonat des Jahrs achtzehnhundert und sechszehn unterzeichneten Verbalprozesses erhellt, So erklären Wir, im Namen und aus Auftrag Unsrer hohen Committenten, der Regierungen der Cantone der schweizerischen Eidsgenossenschaft, um den wohlwollenden Absichten der hohen Mächte, welche den obgedachten Vertrag unterzeichnet haben, zu entsprechen, dass wir durch gegenwärtige Urkunde das obbezeichnete Landesgebiet unsern fürgeliebten Eids- und Bundesgenossen der Republik und des Cantons Genf, gänzlich, völlig und auf alle Zukunft abtreten, ohne andern Vorbehalt, ausser demjenigen der endlichen Ausmarkung, welche in Kraft des sechsten Abschnitts des nämlichen Artikels obangeführten Vertrags mit Frankreich statt finden soll; in der Meinung,

1816 et consommée, le Gouvernement de la dite République aura seul le droit d'y exercer l'autorité législative, administrative et judiciaire, d'y établir les fonctionnaires publics qu'il jugera nécessaires, de se faire prêter serment de fidèlité et obéissance, en un mot de posséder et gouverner ce pays, avec la même plénitude de pouvoirs, qui lui appartient sur l'ancien territoire du Canton; la Confédération Suisse prend formellement sous sa garantie telle qu'elle est énoncée à l'article prémier du pacte fédéral, les communes dont la République de Genève fait l'acquisition, dans les litimes ci-dessus indiquées, et déclare qu'elle les envisage désormais comme partie intégrante et inaliénable du territoire Suisse.

Nous ordonnons à Monsieur le Conseiller d'Etat Louis Micheli, notre commissaire fédéral pour la prise de possession de cette partie de l'ancien pays de Gex, d'en faire immédiatement la remise à la République de Genève, et de cesser toutes fonctions qu'il y exerçoit de notre part.

En signe que telle est notre résolution unanime, et la volonté de nos hauts commettans, les présentes ont été signées par notre Président le Seigneur Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, par notre Chancelier, et munies du grand sceau de la Confédération à Zurich le vingtième du mois d'Aoust de l'an de grace mil huit cent et seize (20 Août 1816).

Le Bourgmestre du Canton de Zurich,
Président de la Diète,
Signé : REINHARD.

Le Chancelier de la Confédération,
Signé : MOUSSON.

dass obgedachtes Gebiet von der Republik Genf, mit allen Eigenthums- und Souveränitätsrechten, nach den Verfügungen des Bundesvertrags zwischen den Cantonen der schweizerischen Eidsgenossenschaft möge besessen werden. Demzufolge dann, und nachdem in Kraft gegenwärtiger Uebergabe die Vereinigung der obgenannten Landschaft und ihrer Einwohner mit der Republik und dem Canton Genf bewerkstelligt und vollzogen ist, die Regierung genannter Republik einzig berechtigt ist, daselbst gesetzgebende, administrative und richterliche Gewalt auszuüben, die erforderlich erachteten Beamten aufzustellen, sich den Eid der Treue und des Gehorsams schwören zu lassen, mit einem Wort, diese Landschaft zu besitzen und zu regieren mit der gleichen Machtvollkommenheit, die ihr über das alte Gebiet des Cantons zusteht; die schweizerische Eidsgenossenschaft nimmt die Gemeinden, welche der Republik Genf übergeben werden, in den obbemerkten Grenzen förmlich unter ihre Gewährleistung, wie diese im ersten Artikel des Bundes-Vertrags ausgesprochen ist, und erklärt, dass sie dieselben von nun an als integrirenden und unveräusserlicher Theil des Schweizergebiets betrachtet. 1816

Wir ertheilen dem Herrn Staatsrath Ludwig Michely Unsern Bundes-Commissär für die Besitznahme dieses Theils der vormaligen Landschaft Gex, den Befehl, solchen unverzüglich an die Republik Genf zu übergeben, und alle Verrichtungen, die er bisher aus unserer Vollmacht ausübte, einzustellen.

Zum Beweise, dass dieses unser einmüthiger Entschluss und der Wille Unserer hohen Committenten ist, ward gegenwärtige Urkunde durch Unsern Präsidenten, den Herrn Amtsbürgermeister des Cantons Zürich, sowohl als durch Unsern Canzler unterzeichnet und mit dem grossen Siegel der Eidsgenossenschaft besiegelt, zu Zürich am zwanzigsten Tag des Monats August, im Jahre der Gnade eintausend achthundert und sechszehn.

Der Bürgerm. des Cantons Zürich, Präs. d. Tagsatzung
Unterzeichnet: REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
Unterzeichnet: MOUSSON.

28.

1816 16 Mars. *Traité entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne, la Confédération Suisse et le Canton de Genève.*

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 162—196.)

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité.

S. M. le Roi de Sardaigne, en considération du vif intérêt, que les Puissances signataires du Traité de Paris du 30 May 1814 avoient témoigné pour que le Canton de Genève obtint quelques facilités, soit dans le but de désenclaver une partie de ses possessions, soit quant à ses communications avec la Suisse, ayant consenti par le Protocole du congrès de Vienne du 29 Mars 1815 à mettre à la disposition de ces mêmes Puissances une partie de la Savoie y designée, pour être réunie à Genève, et afin de donner à ce canton une marque particulière de Sa bienveillance, ayant également consenti aux stipulations contenues dans les articles 5 et 6. du même protocole.

Les quatre grandes Puissances alliées ayant ensuite arrêté dans le protocole signé par leurs Ministres plénipotentiaires à Paris le 3 Novembre que la partie de la Savoie occupée par la France, seroit restituée à S. M. sauf la commune de St. Julien, qui seroit cédée à Genève et s'étant en outre engagées à interposer leurs bons offices pour disposer S. M. à céder au Canton de Genève, Chesnes, Thonex et quelques autres communes nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jussy contre la retrocession des communes du Littoral, situées entre la route d'Evian et le lac, comme aussi pourque la ligne des douanes fut éloignée au moins d'une lieue de la frontière suisse et au-delà des montagnes indiquées audit protocole; enfin, ces mêmes Puissances ayant arrêté les mesures générales qui étendent à une partie de la Savoie les avantages de la Neutralité perpétuelle de la Suisse.

S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, voulant donner à ses augustes Alliés de nouvelles preuves de ses sentimens envers Eux, à la confédération Suisse en général, et au Canton de Genève en particulier, des témoignages de ses dispositions amicales. 1816

Et d'autre part S. E. le Bourgmestre Président et le Conseil d'Etat du Canton de Zuric, Directoire fédéral, au nom de la confédération Suisse, empressés de resserrer avec Sa dite Majesté les liens et les rapports, qui sont dans les intérêts des deux Etats, et de consolider les relations de bon voisinage, qui les unissent, ont résolu de nommer des Plénipotentiaires pour régler, soit les objets relatifs à la délimitation du territoire cédé par le protocole du 29 Mars (sur lesquels objets des conférences avoient déjà eu lieu à Chesne) soit les arrangemens relatifs aux nouvelles cessions et à l'éloignement des douanes, comme aussi ce qui concerne la Neutralité de certaines parties de la Savoie, les dispositions de transit et de commerce, et enfin tout ce qui peut intéresser réciproquement les deux Etats, et pourvoir à leurs convenances mutuelles.

A ces fins ils ont nommé, savoir:

S. M. le Roi de Sardaigne Messieurs: le chevalier Louis de Montiglio, Avocat-fiscal-général de S. M. au Sénat de Savoie, et le chévalier Louis Provagna de Colegnio, conseiller d'Etat de S. M. et commissaire général des confins de ses états;

Et la Confédération Suisse et le Canton de Genève Mr. le Conseiller d'Etat Charles Pictet de Rochemont;

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs annexés au présent traité, et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, prenant pour base de leur travail le principe de la convenance réciproque et des avantages respectifs d'administration des deux gouvernemens; désirant que S. M. ait un chef-lieu commodément situé pour les communes restantes de la province de Carouge, et qu'Elle conserve sur son propre territoire des communications faciles entre la Basse-Savoie et le Chablais, sont convenus de ce qui suit:

Art. I. Le territoire cédé par S. M. le Roi de Sardaigne pour être réuni au canton de Genève, soit en vertu des actes du congrès de Vienne du 29 Mars, soit **Limite du territoire cédé.**

1816 en vertu des dispositions du protocole des Puissances alliées du 3 Novembre suivant, et du Traité de ce jour, est limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. George jusqu'aux confins de l'ancien territoire genevois, à l'Ouest d'Aire la ville; de là par une ligne suivant ce même ancien territoire jusqu'à la rivière de la Loire; remontant cette rivière jusqu'au chemin qui de la Perrie se rend à Soral, lequel restera ainsi que le chemin en entier sur Genève; puis par une ligne droite, tirée sur l'angle saillant de la commune de Bernex, à l'Ouest de Norcier. De cet angle la limite se dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex sur l'aire, laissant Norcier et Thurene sur Savoie. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compezière, suivra le confin de cette commune à l'Est de St. Julien, jusqu'au ruisseau de l'Arande, qui coule entre Ternier et Bardonnex; remontera ce ruisseau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge; suivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin qui mène directement à Colonges, à 155 toises de Savoie avant d'arriver à la Croix de Roson; atteindra par ce chemin le ruisseau jusqu'à son confluent avec celui qui descend du hameau de la Combe, au delà d'Evordes, en laissant néanmoins toutes les maisons du dit Evordes sur Genève; puis du ruisseau de la Combe prendra la route qui se dirige sous Bossey, sous Crevin et au-dessus de Veyrier. De l'intersection de cette route à l'Est et près de Veyrier avec celle qui, de Carouge, tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve, à deux toises au dessus de la prise d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle suivra le Thalweg de cette rivière jusque vis-à-vis de l'embouchure du Foron; remontera le Foron jusqu'au de là de Cormière, au point qui sera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le Chemin, qui, du Nord de Poplinge tend au Nord de Ville-le-grand; suivra la dite ligne et ce dernier chemin vers l'Est, en le donnant à Genève; puis la route qui remonte parallélement au Foron jusqu'à l'endroit où elle se trouve en contact avec le territoire de Jussy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite, jusqu'à sa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Foncenex, et suivra ledit che-

min vers le Nord, jusqu'à la sortie du village de Gy, laissant ledit chemin sur Genève. La limite se dirigera ensuite en ligne droite sur le village de Veigy, de manière à laisser toutes les maisons du village sur Savoie; puis en ligne droite au point où l'Hermance coupe la grande route du Simplon. Elle suivra enfin l'Hermance jusqu'au lac; lequel bornera le nouveau territoire au Nord-Ouest: bien entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu de sa largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Vezenaz, est acquise au Canton de Genève, et qu'il en sera de même des portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats, appartenoient à S. M., que tous les chemins indiqués, et que tous les enclos fermés de murs ou de haies, attenans aux maisons des villages et hameaux, qui se trouveroient placès prés de la nouvelle frontière, appartiendront à l'état dans lequel est situé le village ou hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toises des maisons ou des enclos y attenans, et fermés de murs ou de haies. Quant aux rivières et ruisseaux, qui, d'après les changemens de limites résultans du Traité de ce jour, déterminent la nouvelle frontière, le milieu de leur cours servira de limite, en exceptant le Forum, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le passage ne sera assujetti à aucun droit. 1816

Art. II. Les Puissances contractantes renoncent à tout droit de souveraineté, et autres qui peuvent leur appartenir dans les pays réciproquement cédés; notamment S. M. au territoire situé entre la route d'Evian, le lac et la rivière d'Hermance; la Confédération Suisse et le Canton de Genève, à la portion de la commune de St. Julien, où le chef-lieu est situé le tout conformément à la délimitation fixée par l'article précédent. Renonciations réciproques.

Tous les titres, terriers et documens, concernant les pays cédés, seront remis de part et d'autre le plûtôt que faire se pourra.

Art. III. Pour entrer dans le sens du protocole, relativement aux douanes, en conciliant néanmoins autant qu'il est possible, ses dispositions avec les interêts de S. M., la ligne de douane dans le voisinage de Genève et du lac passera, à partir du Rhône, par Cologny, Valeiry, Cheney, le Luiset, le Chable, le Douanes.

1816 Sopey, le Viaison, Etrembières, Annemasse, Ville-le-grand, le long du cours du Foron jusqu'à Machilly, puis Duvaine et Colongette jusqu'au lac, et le long du lac jusqu'à Reillerie, pour reprendre ensuite et continuer la frontière actuelle par le poste le plus voisin de St. Gingulph: bien entendu que, dans la ligne déterminée il sera libre à S. M. de faire les changemens et les dispositions qui lui conviendront le mieux pour le nombre et le placement de ces bureaux. Aucun service ne pourra être fait ni sur le lac, ni dans la zône, qui sépare du territoire de Genève la ligne ci-dessus indiquée: il sera néanmoins loisible, en tout tems, aux autorités administratives de S. M., de prendre les mesures qu'elles jugeront convenables contre les depôts et le stationnement des marchandises dans la dite zône. afin d'empêcher toute contrebande qui pourroit en résulter. Le Gouvernement de Genève de son côté, voulant seconder les vues de S. M. à cet égard, prendra les précautions nécessaires pour que la contrebande ne puisse être favorisée par les habitans du Canton.

Entrées. ART. IV. La sortie de toutes les denrées du Duché de Savoie, destinées à la consommation de la ville de Genève et du Canton, sera libre en tout tems, et ne pourra être assujettie à aucun droit, sauf les mesures générales d'administration, par lesquelles S. M. jugeroit à propos, en cas de disette, d'en défendre l'exportation de ses Etats de Savoie et de Piémont.

Transit. ART. V. Les marchandises et denrées, qui, en venant des Etats de S. M. et du port-franc de Gènes, traverseroient la route dite du Simplon dans toute son étendue par le Valais et l'état de Genève, étant exemptes de droit de transit, en vertu de l'art. 2. de l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815, le total des droits relatifs à l'entretien de la route, soit dans le Valais, soit dans le Chablais, soit dans le Canton de Genève, tant par la route de St. Julien, que par celle de Meyrin, sous quelque dénomination qu'on les désigne, sera fixé par une convention particulière, dans une juste proportion avec les dépenses qui résultent des difficultés locales, et ne pourra être augmenté que d'accord entre les Gouvernements respectifs. Les dits Gouvernements s'engagent, à n'accorder aucune exemp-

tion ni diminution de ces droits à d'autres Puissances, sans les rendre immédiatement communes aux parties contractantes. 1816

Art. VI. Les denrées et marchandises venant des Etats de S. M. et déclarées à l'entrée du Valais devoir passer en transit, payeront néanmoins le droit, comme si elles devoient être consommées dans le pays; mais le montant de ce droit sera restitué à la sortie du Valais, pourvû que l'identité des marchandises soit constatée par la vérification des plombs ou autres marques d'usage apposés à leur entrée, et qu'il ne se soit pas écoulé plus de six semaines, sauf à obtenir en cas d'empêchement, un plus long délai, lequel sera accordé gratuitement. Les mêmes formalités seront observées à l'entrée et à la sortie du Canton de Genève. Les plombs ou autres marques apposées dans le Valais, pour constater l'identité des marchandises en transit seront reconnus et admis dans le Canton de Genève, et enfin les denrées et marchandises venant du Valais par le Chablais et destinées pour Genève et réciproquement, jouiront sur les terres de S. M. des mêmes exemptions et seront assujetties aux mêmes formalités. Les fraix de marques apposées aux marchandises ne pourront dépasser le coût réel des plombs ou autres matières y employées. Item.

Art. VII. Le Protocole du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815, accepté par l'Acte de la Diète de la confédération suisse, en date du 12 Août suivant, ayant stipulé comme une des conditions de la cession du territoire en faveur du Canton de Genève: Chablais et Faucigny.

„Que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au Nord d'Ugine, appartenant à S. M. feroient partie de la Neutralité de la Suisse, garantie par toutes les Puissances," ainsi qu'il est expliqué à l'article I. dudit protocole.

Le directoire fédéral ayant déclaré par sa note officielle du 1 Novembre au Ministre de S. M. „que la confédération suisse a accepté les actes du Congrès de Vienne du 29 Mars, dans leur entier, selon leur teneur littérale, et sans aucune réserve, en sorte que la différence des mots, qui peut se trouver entre l'acte susdit de la Diète et le protocole du Congrès, ne doit nullement être envisagée comme une restriction ou

1816 comme une déviation du sens précis de ce dernier;" et la même note officielle ayant ajouté: „de ces explications il résulte que la Suisse ne fait au sujet de l'admission des provinces de Chablais, de Faucigny et du territoire au Nord d'Ugine, dans son système de Neutralité, aucune distinction ou réserve qui tende à affaiblir ou modifier les dispositions enoncées dans les actes du Congrès de Vienne du 29 Mars."

Le Traité de Paris du 20 Novembre 1815 ayant étendu de la même manière cette Neutralité de la Suisse à une autre partie du territoire de S. M. et enfin l'Acte du même jour portant reconnoissance et garantie de la Neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, contenant l'article suivant: „Les Puissances reconnoissent et garantissent également la Neutralité des parties de la Savoie designées par l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815 et par le Traité de ce jour, comme devant jouir de la Neutralité de la suisse de la même manière, que si elles appartenoient à celle-ci."

Ces diverses déclarations et stipulations, que la Suisse reconnoit et accepte, et auxquelles S. M. accède de la manière la plus formelle, feront règle entre les deux Etats.

Communications libres.

Art. VIII. Les communications commerciales entre les provinces de Savoie, au travers de l'Etat de Genève, seront libres en tous tems, sauf les mesures de police, auxquelles les sujets de S. M. seront astreints comme les Genèvois eux-mêmes.

Emigration.

Art. IX, Il sera libre en tout tems aux sujets de S. M. réunis au Canton de Genève, de vendre les propriétés par eux possédées dans ledit Canton et de se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Droits acquis.

Art. X. Les droits acquis aux sujets de S. M. en vertu des lois en vigueur jusqu'au moment de la remise du territoire seront respectés par la nouvelle législation, et les actes et contrats passés, ainsi que les jugemens rendus d'après les dites lois, ne pourront être attaqués que par les voies ouvertes, en vertu de ces mêmes lois, sauf ce qui concerne la compétence et les formes de procédure, établies pour les tribunaux genevois.

Protocole du 29 Mars 1815.

Art. XI. Les dispositions des protocoles de Vienne du 29 Mars 1815 en faveur du pays cédé par S. M.

por être réuni à l'Etat de Genève, seront communes aux territoires, dont le dit Etat aquiert la propriété conformément au protocole du 3 Novbr. suivant et à la délimitation fixée par le Traité de ce jour. **1816**

Art. XII. Sur tous les objets auxquels il a été pourvu par le protocole de Vienne du 29 Mars 1815 les lois éventuelles de la Constitution de Genève ne seront pas applicables. Et attendu que le dit protocole a arrêté, art. 3. paragraphe 1. „que la réligion catholique sera maintenue et protégée de la même manière, qu'elle l'est maintenant dans toutes les communes cédées par S. M. le Roi de Sardaigne, qui seront réunies au Canton de Genève", il est convenu, que les lois et usages en vigueur au 29 Mars 1815 relativement à la réligion catholique dans tout le territoire cédé, seront maintenues, sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du St. Siège. En exécution du paragraphe 6. du dit article 3., lequel a arrêté, que le Curé de l'église catholique de Genève sera logé et doté convenablement, cet objet est réglé conformément à la stipulation contenue dans l'acte privé en date de ce jour. **Réligion catholique.**

Art. XIII. Le Gouvernement de Genève, voulant montrer les sentimens, dont il est animé envers les habitans des communes cédées et son désir de pourvoir convenablement aux établissemens de charité et d'instruction publique, consent à ce que les prix non payés des biens des communes vendues sous l'administration Françoise, et les créances obtenues à ce titre par lesdites communes soient perçus par elles et employés à leur profit; que les établissemens de charité et d'instruction publique, existans conservent leurs fonds et les avantages dont ils étoient en possession; enfin il pourvoira à ce que les dits établissemens ne puissent à aucun égard se trouver en souffrance par le fait de la présente cession de territoire. **Etablissemens de charité.**

Art. XIV. Les propriétaires de biens-fonds, dont les propriétés sont coupées par la présente délimitation, de manière que leurs habitations ou bâtimens de fermes se trouvent sur le territoire d'un Etat et leurs pièces de terre sur l'autre, jouiront pour l'exploitation de leurs biens de la même liberté, que si leurs propriétés étoient réunies sur le même territoire. Ils **Propriétés coupées.**

1816 ne pourront à raison des dites propriétés être assujettis à de plus fortes charges, que s'ils appartenoient à l'Etat où elles sont situées, et le principe des deux Gouvernemens sera celui d'une protection spéciale pour les dits propriétaires, ainsi que d'un parfait accord dans les mesures de sûreté et de police.

Contrib. foncières.

Art. XV. Les contributions foncières des fonds dits de l'ancien dénombrement ne seront point portées audessus du taxe où elles se trouvoient le 29 Mars 1815, tant qu'ils resteront entre les mains des Genevois; et les biens-fonds appartenant actuellement à des Genevois, sur le revers septentrional de Salève, entre Veyrier et la limite occidentale de la commune de Colonges-Archamp, avec les pâturages qui en dépendent, pourront être vendus en tout tems à des Genevois. Les propriétaires genevois du bas de Salève, soit sur Savoie, soit sur Genève, qui jouissent des eaux dérivant de la montagne, et qui d'après les dispositions des constitutions générales, auroient besoin de concessions du Roi, pour conserver cette jouissance, seront traités à cet égard, comme les sujets de S. M. sauf les droits des tiers.

D. de détraction.

Art. XVI. Tous droits d'aubaine, de détraction et autres de même nature relatifs aux successions, qui se trouveroient en vigueur dans les Etats de S. M. à l'égard des Cantons suisses et réciproquement, seront abolis à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité.

Propriétés proches des frontières.

Art. XVII. Les propriétaires suisses de biens-fonds situés à une dinstance moindre de deux milles de Piémont des frontières fixées par le présent Traité, et dont les titres sont antérieurs au 3 Novbr. 1815, ne seront point inquiétés à raison des dispositions contenues à cet égard dans les constitutions générales de S. M., à la charge par eux de se conformer aux dites constitutions, en cas de transmission des ces biens autrement que par voie succession.

Contributions.

Art. XVIII. A dater du 1 Avril prochain les contributions des territoires respectivement cédés appartiendront à l'Etat, qui doit entrer en possession. Le compte en sera réglé et soldé dans le mois qui suivra la remise des territoires, déduction faite des fraix d'administration jusqu'à la dite remise.

Art. XIX. Les dettes, qui au terme des articles 21. 26. et 30 du Traité de Paris du 30 Mai 1814 et du Traité du 20 Novembre 1815 se trouvent à la charge du Gouvernement de S. M. dans le territoire cédé à Genève par le présent Traité, seront à la charge du Gouvernement genevois, à dater du 1 Avr. prochain. 1816 Dettes.

Art. XX. S. M. nommera deux Commissaires pour régler et terminer dans le plus bref délai, avec deux Commissaires, nommés par le Canton de Genève, la liquidation des dettes actives et passives, qui concernent, soit l'ancien département du Leman, soit les rapports qui ont existé entre les deux Etats. Le Gouvernement François sera invité à intervenir dans cette liquidation, pour les intérêts collectifs dudit ancien département. Commissions.

Les titres, régistres et autres pièces des anciennes autorités administratives et judiciaires, et des différentes régies dudit département, déposés à Genève et qui concernent les habitans et les communes du territoire de S. M. seront restitués aux deux Commissaires royaux, et quant aux pièces qui intéressent tout le département ou l'ancien arrondissement de la Sous-Préfecture de Genève, S. M. consent qu' après qu'il en aura été dressé inventaire, elles restent pendant cinq ans à dater de ce jour, dans la dite ville sous la garde et la responsabilité de deux dépositaires nommées l'un par S. M. et l'autre par le Gouvernement de Genève. A l'expiration de ce terme les deux Gouvernemens aviseront de concert à la convenance de continuer de modifier, ou de supprimer cet établissement. Les sujets de S. M. auront un libre accès à ces dépôts, et les expéditions par eux demandés, ou qu'il y auroit lieu de produire par devant les tribunaux et autres autorités du Roi, ne pourront être delivrées et certifiées conformes, que par le dépositaire royal, lequel en percevra les droits pour le compte de S. M.

Art. XXI. L'établissement des bureaux de douanes sur la nouvelle ligne entrainant des dépenses pour le Roi et la délimitation fixée par l'art. 1. exigeant la construction ou l'amélioration de plusieurs points de la route de communication entre la Basse-Savoie et le Chablais, une somme de cent mille livres de Piémont sera mise par le Canton de Genève à la dis- Frais de bureaux de douanes

1816 position de S. M. Cette somme sera payable à St. Julien dans les six mois qui suivront la signature du présent Traité.

Délimitation.

ART. XXII. Deux Commissaires seront immédiatement nommés, l'un par S. M. le Roi de Sardaigne et l'autre par la confédération suisse et le Canton de Genève, pour procéder à l'exécution de la délimitation ci-dessus, de manière qu'elle soit achevée avant l'échange des ratifications. Les Commissaires dresseront un procès-verbal de leur opération et y joindront un plan topographique, par eux signé, de la délimitation totale, avec l'indication des communes; les dites pièces faites à triple original, seront annexèes au présent Traité.

Anciens traités.

ART. XXIII. Les dispositions des anciens Traités, et notamment de celui du 3 Juin 1754, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent Traité, sont confirmées.

Ratifications.

ART. XXIV. Le présent Traité sera ratifié par S. M. et par la confédération suisse et le Canton de Genève, et les ratifications en seront échangées dans le délai de troi mois, ou plûtôt si faire se peut; aussitôt après l'échange des ratifications la remise des territoires aura lieu réciproquement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le seize du mois de Mars de l'an de grâce 1816.

(*Signé:*) MONTOGLIO.
PROVAGNE DE COLEGNO.
PICTET DE ROCHENONT.

29.

Sentence arbitrale de la commission établie à Vienne en consequence de l'art. XXVIII. des articles sur la navigation du Rhin annexés a l'acte du congrès de Vienne pour juger les reclamations des princes et états créanciers de rentes établies sur l'octroi du Rhin par le recès de Deputation du 25 Fevr. 1803; prononcée à Vienne le 26 Mars 1816.

1816
26 Mars.

(KLÜBER *Staatsarchiv* T. 1. p. 545.)

Rechtsspruch der Commission; datirt Wien den 26ten März 1816.

Von der K. K., auf Ersuchen der am Rheinufer Länder besitzenden deutschen Höfe niedergesetzten Commission, wird dem Herrn Fürsten Carl von Löwenstein-Wertheim, dem Herrn Grafen Christian Friedrich von Stollberg Wernigerode, als Senior des Gesammthauses Stollberg, der Fürstlich-Isenburgischen Fideicommiss-Administration, der in den Gräflich-Leiningischen Angelegenheiten angeordneten Grossherzoglich-Badischen oberhofgerichtlichen Debit-Commission, und den Herren Grafen Friedrich und August von Leiningen Westerburg älterer und jüngerer Linie, die abschriftliche Mittheilung der von den Königl. Preussischen, Grossherzoglich-Badischen und Grossherzoglich-Hessischen Gesandten und dem Herzogl. und Fürstl. Nassauischen Geschäftsträger, unterm 18. Januar, 29. Februar und 24. d. M. eingebrachten Erklärungen zur Nachricht verwilliget, die Communication der neuen eingerichteten Vollmachten der Fürstl.-Isenburgischen Fideicommiss-Administration, und der in den Gräfl.-Leiningenschen angeordneten Grossherzogl.-Badischen oberhofgerichtlichen Debit Commission verordnet, die Sache nunmehr von Amtswegen für beschlossen in contumaciam angenommen, und mit Präclusion aller derer, die etwa

1816 der in Frage stehenden, in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803, auf den Rhein Schiffahrt Octroi direct angewiesenen immerwährenden Renten halber, an die an besagten Octroi Theil nehmenden deutschen Höfe Forderungen zu haben vermeinen möchten, solche aber nicht in Gemässheit der unterm 17. Julius v. J. ausgegangenen Ladung bei dieser Commission angemeldet haben, — allem An- und Vorbringen und der Sache wohl erwogenen Umständen nach — zu Recht erkannt: dass

Art. I. Die am Rheinufer Länder besitzenden, am Rhein-Schifffahrt Octroi Theil nehmenden deutschen Höfe, nicht allein die in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803. §§ 17, 19 und 20, den Herren Fürsten und Grafen von Stollberg, der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein, den Herren Grafen von Leiningen Güntersblum und Heidesheim, nachhin Billigheim und Neidenau, und dem Herrn Grafen von Leiningen Westerburg jüngerer Linie, auf den Rheinschifffahrt Octroi direct angewiesenen, vom 1. Januar 1814 an, laufende immerwährende Renten im jährlichen Gesammtbetrage von 65,000 Gulden, — vorbehaltlich deren Ablösung gegen ein Capital zu 2½ Procent, oder mittelst einer jeden andern zwischen den interessirten Theilen beliebten Uebereinkunft, — fortwährend verabfolgen zu lassen; sondern auch nachstehende, bis zum 31. December 1813 davon erwachsene, Rückstände:

a) Die dem Gesammthause Stollberg, nach Abzug der in den Jahren 1811 und 1813, von dem Herrn Fürsten Primas darauf bezahlten 15,000 Fl. vom 1. December 1802 bis letzten December 1813, annoch gebührenden 317,500 Fl.;

b) Die dem Herrn Fürsten Carl August von Isenburg, im Folge des am 28. Januar 1805 mit seiner Frau Mutter der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein errichteten Familien-Vertrags, für jene Zeit gebührenden 254,916 Fl. 40 Kr.;

c) Die den Herren Grafen von Leiningen-Billigheim und Neidenau für besagte Zeit gebührenden 66,500 Fl.;

d) Und die dem Herrn Grafen August von Leiningen-Westerburg jüngerer Linie, nach Maasgabe der von ihm producirten Berechnung, für gedachte Zeit annoch gebührenden 6,001 Fl.;

aus dem Ertrag des Rhein Schifffahrt Octroi — immassen derselbe jener Rückstände halber, gleichwie in Ansehung der laufenden Renten, mit der darauf gesetzlich ruhenden Hypothekarlast behaftet geblieben — in Gemässheit der in §§ 4 und 5 des 28. Artikels der die Rheinschifffahrt betreffenden Verabredungen enthaltenen eventuellen Uebereinkunft — wofern sie nicht nach der sich allda vorbehaltenen Wahl, besagte Rückstände, nach der Analogie § 30 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses von 1803, in 2½ procentige (mit den in den §§ 17, 19 und 20 dem Gesammthause Stollberg, der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein, den Herren Grafen von Leiningen Billigheim und Neidenau, und dem Herren Grafen von Leiningen Westerburg jüngerer Linie, angewiesenen immerwährenden Renten, zu entrichtende) gleichwie diese, auf der Rhein Schifffahrt Octroi haftende, additionelle Renten zu verwandeln gemeint sein sollten — in zehn unmittelbar auf einander folgenden Jahren, mittelst jährlicher Tilgung des zehnten Theils einer jeden der vorbenannten Rückstand Summen, abzuführen, weniger nicht wegen den von dem Herrn Grafen Friedrich von Leiningen Westerburg älterer Linie begehrten 6000 Fl., falls derselbe darzuthun vermag, dass diese Summe bei der Cession an Frankreich ausdrücklich ausgenommen worden, die geheimen Räthe Feder und Stephani zu Wertheim, — jedoch mit Abzug der eingestandenermaasen in den Jahren 1811 und 1815 erhobenen 1500 Fl., wofern diese Zahlungen nach der eben besagten Cession geschehen sein sollten, nach Maasgabe der vorgedachten eventuellen Uebereinkunft zu befriedigen, den Rechten nach verbunden, dem zu Folge dann Allerhöchst- und Höchstdieselben, der in Gemässheit dieses Rechtsspruchs zu verfügenden, der vorgedachten Uebereinkunft zu Folge halbjährig zu leistenden Zahlungen halber, das Erforderliche zu erlassen von selbst geneigt sein werden. So viel aber 1816

Art. II. die eventuellen Ansprüche des Herrn Fürsten Carl von Löwenstein Wertheim, auf die im § 14. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses von 1803, auf den Rhein-Schifffahrts-Octroi angewiesene immerwährende Rente, und die davon aufgelaufenen Rückstände, in sofern solche nicht von Frankreich erhoben worden, anlangt, nachdem Entscheidungen über

1816 vielleicht in Zukunft möglich werdende Ansprüche, die gesetzlichen Grenzen richterlicher Gewalt überschreiten, diese Commission sich nicht ermächtigt halten könne, das unterm 4ten Sept. v. J. bei ihr angebrachte, mit der Nachsuchung einer unstatthaften Provisionalverfügung begleitete Begehren, ihrer Entscheidung zu unterziehen, sondern besagtem Herrn Fürsten vorbehalte, die aus einem, auf erhobene Klage Sr. Königl. Hoheit des Herrn Kurfürsten zu Hessen wider das Fürstliche Haus Löwenstein ergehenden rechtskräftigen Erkenntnisse erwachsen mögenden Forderungen zu seiner Zeit wider die Grossherzoglich-Badische und Herzoglich- und Fürstlich-Nassauische Höfe, und in so fern er sich mit den Erklärungen des Königl. Preussischen und Grossherzoglich Hessischen Hofes zu beruhigen nicht gemeint sein sollte, auch wider letztgedachte Höfe, in foro competenti rechtlicher Ordnung nach ein- und auszuführen; und was endlich

Art. III. die von der Grossherzoglich-Hessischen Gesandtschaft unterm 18ten Januar wiederholt nachgesuchte Anerkennung der ursprünglichen Liquidität der im § 9. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25ten Februar 1803, dem damaligen Herzoglichen Hause Mecklenburg-Schwerin angewiesenen, im Jahr 1811 dem Grossherzoglich-Hessischen Hofe cedirten, und von diesem im Jahr 1812 in eine mit Frankreich vorgewesene Unterhandlung und Abrechnung mit aufgenommenen immerwährenden Renten betrifft, des Herrn Grossherzogs zu Hessen Königliche Hoheit auf den Commissions-Beschluss vom 23ten October vorigen Jahrs verwiesen werden.

Von Rechtswegen.

Wien den 26ten März 1816.

C. Fr. von Pufendorf,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
A. K. Fr. Bartenstein,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
E. C. Fr. von Gärtner,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
C. F. C. Rademacher,
K. K. Hofrath, m. p.
F. J. v. Breuning,
K. K. Hofrath, m. p.

1816
15 Juin.

30.

Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen pour régler leurs rapports respectifs, signé le 15 Juin 1816.

(*Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten* Anfang 1818. p. 71—74.)

Seine Königl. Majestät von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9ten Junius 1815 auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zugestanden, und Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen beiderseits geneigt, Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den wirklichen Geheimen Legationsrath, Sectionschef, Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den Geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und S. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen den Geheimen Rath, Canzler und Consistorial-Präsidenten Ludwig Wilhelm Adolph von Weise, und den Vice-Kammer-Präsidenten und Kammerjunker Carl Friedrich Wilhelm von Weise, welche, nach Auswechselung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Art. I. Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen leisten für immer Verzicht zu Gunsten S. M. des Königs von Preussen: Renonciations de la part de Sondershausen.

1. auf alle lehnsherrliche Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfang des Preussischen Staates, so wie er nach Abschluss des gegenwärtigen Tractats begrenzt sein wird, besessen, erhoben, oder sonst behauptet haben, wie

1816 auch auf alle Ansprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zustehen möchten. Das Privateigenthum an Waldungen, Wiesen und andern Grundstücken, welche S. Durchl. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen an verschiedenen Orten der Preussischen Staaten besitzen, wird jedoch nicht hiermit abgetreten, sondern bleibt Fürstliches Eigenthum unter Preussischer Hoheit mit Befreiung von ordentlichen Grundsteuern, so weit dieselbe bis hierher statt gefunden hat.

2. Auf die Landeshoheit und alle von derselben abhängenden Rechte und Einkünfte in den Amte Bodungen, den Gerichten Allersberg und Hainröden und der Ortschaft Utlerode; die Cameralgüter und Forsten im Amte Bodungen, sind in dieser Verzichtleistung nicht begriffen, und werden vielmehr nebst den davon abhängenden Domanialrechten und Nutzungen von Sr. Durchl. unter Preussischer Hoheit, und mit den Eigenschaften besessen werden, welche den am meisten privilegirten Allodial-Rittergütern in der Grafschaft Hohenstein, Preussischen Antheils, in der Regel zustehen, auch bleibt denselben die Befreiung von ordentlichen Grundsteuern in dem Maasse, in welchem sie bisher statt gefunden, ferner besonders vorbehalten.

3. Auf die Ortschaft Bruchstädt, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und andern Rechten.

4. Auf alle Rechte und Einkünfte, die Ihnen in der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör zustehen.

S. M. der König von Preussen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen befinden, und es kann und soll namentlich hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Rénonciations de la part de la Prusse.

Art. II. S. M. der König von Preussen verzichten dagegen zu Gunsten Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen:

1. Auf alle Landeshoheits-, Oberherrlichkeits- und Lehnsrechte und Einkünfte, welche Sie bisher über das Amt Ebeleben, jedoch mit Ausnahme der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör, die sogenannten Recessherrschaften, die der Gemeinde Wiedermut gehörige Holzung, Stockei genannt, und überhaupt in dem Umfange des Gebiets Sr. Durchl., so wie es nach Abschluss dieses Tractats begrenzt sein wird, besessen, erhoben, oder sonst behauptet haben; die Recessgelder und die Jagd in der Stockei sind namentlich hierunter begriffen. 1816

2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche Sie in den Ortschaften Gross-Furra und Bendeleben besitzen.

3. Auf das Eigenthum und die Einkünfte des in dem Schwarzburgischen Dorfe Alkersleben belegenen, zu der Erfurthschen Domainenverwaltung gehörigen Guts, und der innerhalb der Sondershäusischen Grenze gelegenen Besitzungen und Gefälle der vormaligen Probstei Gellingen, wie auch auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche Ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Domstift und der Frauenberg ebendaselbst in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschluss dieses Tractats unter der Landeshoheit Sr. Durchl. stehen werden. Auch soll die Steuerfreiheit der Fürstlichen Domaine zu Gerterode, so wie sie vor dem Tilsiter Frieden bestand, wieder hergestellt werden.

Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preussen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Art. III. Die Uebergabe der gegenseitig Artikel 1 und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1. Julius des gegenwärtigen Jahrs. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an, und mit Einschluss desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bei den Einsassen noch rückständigen, Gefälle, Abgaben, Dien- Execution reciproque.

1816 ste und Leistungen aller Art, verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne dass über beides irgend eine Nachrechnung statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1sten October laufenden Jahres übergeben werden.

Dettes: corporations.

Art. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen blos die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz ausser Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens oder gemeinschaftlicher Schulden von den Provinzial-, Kreis- und Aemtercassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften oder umgekehrt, erhoben werden. Seine Maj. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen übernehmen jeder an Ihrem Theile diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt sein möchten. Milden und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretung nichts verändert werden.

Officiers civils; pensionnaires.

Art. V. Von beiden Seiten geht blos die Localdienerschaft an den neuen Landesherrn über; von den Pensionärs im Civil blos Unteroffizianten, im Militär blos solche Personen, die nicht Oberoffiziers-Rang haben und deren fester Wohnsitz eine der übergehenden Ortschaften ist. Sie verbleiben ungekränkt im Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Sr. D. dem Fürsten wird frei stehen, bei denjenigen Oeconomie-Verwaltungen und Untergerichten, die Sie nach Artikel 1. Nr. 2. künftig unter Preussischer Hoheit besitzen werden, auch in Ihrem Gebiet geborne oder naturalisirte Personen anzustellen, wenn sie sonst die allgemeinen gesetzlichen Eigenschaften zu Verwaltung ihres Dienstes haben. Militärs aller Grade, welche in den abgetretenen Districten und Ortschaften geboren

sind, sollen, wenn sie ihre Dienste bei dem bisherigen Landesherrn nicht fortsetzen wollen, auf ihr Ansuchen bis zu Ende des laufenden Jahres 1816 verabschiedet und in ihre Heimath entlassen werden. 1816

Art. VI. Da hiernach die Verhältnisse, in welchen Seine Durchl. der Fürst vormals gegen die Krone Sachsen, und in Folge derselben letztlich gegen den Preussischen Staat standen, erst mit dem 1. Julius d. J. aufhören, so werden Sie die etwa noch rückständigen Recessgelder, und etwa von Ihnen eingehobenen, aber recessmässig Preussen zuständigen Steuern und Abgaben bis zu gedachtem Termine annoch an die Regierungs-Hauptcasse zu Merseburg abtragen lassen. Das Quantum dieser Rückstände soll sofort von in Berlin zusammentretenden Commissarien berechnet, und der gedachten Casse eine Anweisung, wie viel sie überhaupt noch zu fordern hat, zugestellt werden. Die Zahlung wird dergestalt erfolgen, dass binnen Jahresfrist alles berichtigt sein wird. Arriérés.

Art. VII. S. D. der Fürst verpflichten sich, denjenigen Maassregeln für Ihre Lande beizutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werre in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angesessenen Mitgliedern des deutschen Bundes überhaupt beschlossen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten, wegen der kriegerischen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806 erfolgen wird. Arrangemens militaires.

Art. VIII. S. M. der König und S. Durchl. der Fürst versichern einander gegenseitig die freie und unbeschwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalkes und aller Steine, wie auch der Erzeugnisse Ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrasse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeilichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung blosser Wege und Brückengelder gehört, erfolgen. Libre transit.

1816 Droit de réversion.

Art. IX. Sr. M. dem Könige von Preussen verbleibt nach Abgang aller zur Lehnsfolge nach der bisherigen Verfassung berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maasse ausdrücklich vorbehalten, in welchem es vor Abschluss des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consentement au traité avec Rudolstadt.

Art. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen verpflichtet Sich, die agnatische Einwilligung für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt zu gleichem Zwecke abgeschlossen werden soll. Dieser Staatsvertrag wird deshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechselung der Ratificationen erfolgen.

Ratification.

Art. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige, und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit Ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) Johann Ludwig von Jordan. (L. S.) Ludwig Wilhelm Adolph v. Weise.

(L. S.) Johann Gottfried Hoffmann. (L. S.) Carl Friedrich Wilhelm v. Weise.

Separat-Artikel.

Expectatives féodales.

Art. I. S. M. der König von Preussen, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen, sichern sich gegenseitig die Genehmigung derjenigen Lehnsexspectanzen zu, welche von Ihnen vor Unterzeichnung des untenbenannten Tractats auf durch denselben abgetretene Gegenstände ertheilt worden sein möchten.

Jurisdiction; droits constitutionnels.

Art. II. Den vormaligen Recessherrschaften und denjenigen Districten, Ortschaften und Personen, welche

in Folge dieses Tractats, aus Königlich-Preussischer Landeshoheit unter Fürstlich-Schwarzburgischer Landeshoheit übergehen, behalten beide paciscirende Theile vorläufig noch die oberste und letzte Instanz in Civil- und Criminalfällen bei den Königlichen Preussischen Obergerichten auf so lange vor, bis ein nach Artikel 12. der deutschen Bundesacte vom 8. Junius 1815, gebildeter oberster Gerichtshof auch für die Fürstlich-Schwarzburgischen Länder eingerichtet und in Thätigkeit getreten sein wird, worauf alsdann dieses interimistische Verhältniss gänzlich aufhören, und die Gerichtsbarkeit in letzter Instanz ohne Ausnahme an gedachten Gerichtshof übergehen wird. S. K. M. bestimmen zu dieser interimistischen Instanz Ihr geheimes Obertribunal, und werden denselben deshalb Auftrag machen. Auch versprechen S. D. der Fürst ausdrücklich, den von Ihnen durch gegenwärtigen Tractat neu erworbenen Unterthanen, bei der für Ihren Staat in Gemässheit des 13. Artikels der Bundesacte zu errichtenden ständischen Verfassung, Befugnisse beizulegen, welche wesentlich, der verschiedenen Lage gemäss, denjenigen gleichgeltend sind, die sie, wenn sie Preussische Unterthanen geblieben wären, in Rücksicht der ständischen Verfassung erhalten haben würden. 1816

Diese Artikel sollen ratificirt auch so angesehen werden, als ob sie Wort für Wort, dem heute zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, wegen einfacherer und bestimmterer Anordnung der zwischen Ihnen bisher bestandenen Verhältnisse abgeschlossenen Tractate einverleibt wären.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die Separat-Artikel unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) Johann Ludwig von Jordan. (L. S.) Ludwig Wilhelm Adolph v. Weise.

(L. S.) Johann Gott-fried Hoffmann. (L. S.) Carl Friedrich Wilhelm v. Weise.

1816
19 Juin.

31.

Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Prince de Schwarzburg-Rudolstadt pour régler leurs rapports respectifs; signé le 19 Juin 1816.

(*Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.* Anfang 1818. p. 74—77.)

S. M. der König von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9. Junius 1815, auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte, in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zustanden, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, beiderseits geneigt Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine M. der König von Preussen, den wirklichen geheimen Legationsrath, Sectionschef und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, den Kanzler und Consistorialpräsidenten, Grosskreuz des Grossherzoglich-Badenschen Ordens der Treue, Herrn Freiherrn von Ketelhodt;

Welche, nach Auswechselung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Renonciation de 1. part de Schwarzbourg-Rudolst.

Art. I. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, leisten für immer Verzicht zu Gunsten Seiner M. des Königs von Preussen:

1. Auf alle lehnherrlichen Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfange des Preussischen Staats, so wie er nach Abschluss des gegenwärtigen Tractats begrenzt sein wird, besessen, erhoben oder sonst behauptet haben;

wie auf alle Ansprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zustehen möchten, und auf diejenigen Geld- und Naturaliengefälle, welche Ihre Kammer bisher aus den Aemtern Sachsenburg, Artern, Sangerhausen und Rossla bezogen hat. Das Privat-Eigenthum an Waldungen, Wiesen und anderen Grundstücken, welches S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt an verschiedenen Orten der Preussischen Staaten, z. B. bei Uftrungen, Breitungen, Etzleben oder in anderen Orten besitzen, wird jedoch hiermit nicht abgetreten, sondern bleibt Fürstliches Eigenthum unter Preussischer Hoheit, mit Befreiung von ordentlichen Grundsteuern, soweit dieselbe bisher Statt gefunden hat. 1816

2. Auf die Ortschaften Wohlkramshausen, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und anderen Rechten. Die in der Wohlkramshauser Flur gelegenen, zu dem Fürstlichen Vorwerke Strausberg gehörigen Wiesen sind ein Privat-Eigenthum, auf welches die Bestimmungen unter Nr. 1. dieses Artikels Anwendung finden. Das in der Strausberger Flur gelegene Vorwerk Kirchberg bleibt unter Schwarzburgischer Hoheit.

S. M. der König von Preussen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze S. D. des Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt befinden, und es kann und soll namentlich hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Art. II. S. M. der König von Preussen verzichten dagegen zu Gunsten S. D. des Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt: Renonciations d. l. p. de la Prusse.

1. Auf alle Oberherrlichkeits-, Lehn- und andere Gerechtsame und Einkünfte, welche Sie bisher in den sogenannten Recessherrschaften oder sonst in dem Umfange des Gebiets S. D., so wie es, nach Abschluss dieses Tractats begrenzt sein wird, besessen, erhoben oder sonst behauptet haben. — Dieser Verzicht bezieht sich jedoch nicht auf die Aemter Heringen und Kelbra, welche vielmehr in ihren, bis zum Jahre 1806 Recess- und Observanzmässig bestandenen Verhältnissen bleiben.

1816 2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche zu der Probstei Göllingen gehören, und deren Gegenstand innerhalb der Rudolstädtischen Grenzen liegt; desgleichen auf die Landeshoheitlichen und anderen Rechte, über die der Fürstlich-Schwarzburgischen Rentkammer gehörigen Holzungen, der Hostienberg und das Feuerthal genannt, wie auch über die Fürstlich-Schwarzburgischen, in Günzerode wohnhaften Unterthanen zugehörigen, im Jahre 1810, in dem Bilsingsleber Steuer-Kataster nachträglich verzeichneten Grundstücken von Nr. 3574 bis 3853, worüber das Amt Sachsenburg die Gerichtsbarkeit theils ausgeübt, theils in Anspruch genommen hat.

3. Auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Stift Crucis ebendaselbst und das Klosteramt zu Dientenborn in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschluss dieses Tractats unter der Landeshoheit S. D. stehen werden; wie auch auf die in dem Fürstlichen Gebiete, und zwar im Dorfe Ringleben gelegene, zu der Deutschen Ordenskommende Griffstät gehörige Hufe Land und die mit deren Besitz verbundenen Einkünfte und Gefälle,

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit Sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preussen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Execution réciproque. Art. III. Die Uebergabe der gegenseitig, Artikel 1. und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1sten Julius des gegenwärtigen Jahres. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an und mit Einschluss desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bei den Einsassen noch rückständige Gefälle, Abgaben, Dienste und Leistungen aller Art verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne dass über beides irgend eine Nach-

rechnung Statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1. October des laufenden Jahrs übergeben werden. 1816

Art. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen bloss die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz ausser Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens, gemeinschaftlicher Schulden oder Provinzial-, Kreis- und Aemterkassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften, oder umgekehrt erhoben werden. Dettes; Corporations.

S. M. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt übernehmen Jeder an Ihrem Theile, diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt sein möchten. Milden und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretungen nichts verändert werden.

Art. V. Die in den, nach gegenwärtigem Vertrage, abgetretenen Ortschaften vorhandenen herrschaftlichen Diener, verbleiben in ungekränktem Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Auch soll kein Eingeborner derselben verpflichtet werden, Dienste bei dem vormaligen Landesherrn wider seinen Willen länger als bis zum Ende des laufenden Jahrs fortzusetzen. Officiers civils.

Art. VI. S. D. werden die rückständigen Recessgelder bis zum 1. Julius l. J. bezahlen lassen, da von diesem Termine ab erst die Verpflichtung zu Zahlung derselben, nach Artikel 2. Nr. 1. aufhört. Arrièrés.

Art. VII. S. D. der Fürst verpflichten Sich, denjenigen Maassregeln für Ihre Lande beizutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werra, in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angesessenen Mitgliedern des Deutschen Bundes überhaupt beschlos- Arrangemens militaires.

1816 sen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten wegen der kriegerischen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806 erfolgen wird.

Libre transit. Art. VIII. S. M. der König und S. D. der Fürst versichern einander gegenseitig die freie und unbeschwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalks und aller Steine, wie auch der Erzeugnisse ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrasse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeilichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung blosser Wege- und Brückengelder gehört, erfolgen.

Droit de reversion. Art. IX. S. M. dem Könige von Preussen verbleibt, nach Abgang aller zur Lehnsfolge, nach der bisherigen Verfassung Berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maasse ausdrücklich vorbehalten, in welchem es vor Abschluss des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consentement au traité avec Sondershausen. Art. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt verpflichten Sich, die agnatische Einwilligung für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. dem Könige von Preussen, und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, zu gleichem Zwecke abgeschlossen wird. Dieser Staatsvertrag wird deshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechselung der Ratificationen erfolgen.

Ratification. Art. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Berlin, den 19. Juni 1816.

(L. S.) Joh. Ludwig v. Jordan. (L. S.) Fried. Wilh. *Freih.* v. Ketelhodt.

(L. S.) Joh. Gottfried Hoffmann.

32.

Convention entre les commissaires d'Autriche et de Prusse au sujet de la cession à la Prusse d'une partie de l'ancien Departement de la Saar, en execution de l'art 51. de l'acte du Congrès de Vienne et de l'art. 6. du Protocole du 3 Nov. 1815, signée à Worms le 1 Juillet 1816.

1816 1 Juill.

(Copie manuscrite sûre.)

Nachdem in Gemässheit des Art. 6. der zu Paris am 3. November 1815 zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffenen Uebereinkunft, die vermöge des Art. 51. der Congress-Acte Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landes-Bezirke im ehemaligen Saar-Departement nun an die Krone Preussen übergehen sollen, und wegen deren Uebernahme zwischen den von den beiderseitigen Höfen in Beziehung auf die noch vorzunehmenden Territorial-Ausgleichungen bevollmächtigten Commissarien und Ministern dem K. K. Oesterr. Hrn. geheimen Rath Freiherrn von Wessenberg und dem Königl. Preussischen Hrn. Staatsminister Freiherrn von Humboldt bereits eine vorläufige Uebereinkunft mit Festsetzung einiger allgemeinen Bestimmungen zu Frankfurt am 28. Juni abgeschlossen worden ist; so sind um diese Uebergabe und Uebernahme insbesondere in Ansehung der im ehemaligen Saar-Departement gelegenen Bezirke nun wirklich zu vollführen und deshalb die erforderlichen näheren Bestimmungen zu treffen, die hierzu ernannten Commissarien, nämlich von Seiten des Königl. Preussischen Hofes der Director der Königlichen Regierung zu Coblenz 1sten Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 3ter Classe, Freiherr von Schmitz-Grollenburg als Uebernahms-Commissär und von Seiten des Kaiserl. Oesterr. Hofes der K. K. wirkliche Hofrath und Commandeur des Königl. Baierschen Civil-Verdienst-Ordens Wilhelm von Drostdick als Uebergabs-

1816 Commissär heute am 1. Juli 1816 zusammengetreten und nach Auswechselung ihrer beiderseitigen Vollmachten, von welchen vidimirte Abschriften zu den Acten genommen wurden, hat der K. K. Oesterr. Hr. Uebergabs-Commissär erklärt, dass er Kraft seiner Vollmacht die im Art. 6. der zu Paris am 3. Novemb. 1815 zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffene Uebereinkunft Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landesbezirke im ehemaligen Saar-Departement nämlich die Cantone Saarburg, Merzig, Wadern, Tholey, Ottweiler, den von Frankreich im Jahr 1814 abgetretenen Theil des Cantons Lohbach, die Reste der Cantone Lonz (einschliesslich die ehemals zum Wälder-Departement gehörenden Parzellen auf dem rechten Mosel-Ufer) Hermeskeil und Birkenfeld, so wie der Cantone Baumholder und Grumbach, letzterer mit Ausnahme der Ortschaften Eschenau und St. Julia, ferner den Canton St. Wendel mit Ausnahme der Ortschaften Saal, Niederkirchen, Bubach, Marth, Hof und Osterbrücken, endlich die vorher zum Canton Cusel gehörigen Ortschaften Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burge und Thal Lichtenberg mit allen Rechten und Gerechtsamen in derselben Art und in demselben Umfang, wie solche von Sr. K. K. O. Maj. bisher besessen waren, ohne allen Vorbehalt an den Königl. Preussisch. Herrn Uebergabs-Commissär hiermit förmlich übergeben und überlassen, daher auch nunmehr im Namen Sr. Maj. des Kaisers alle Staats-Diener und Unterthanen der übergebenen Länder aller gegen den bisherigen Souverän gehabten Pflichten entbinde und entlasse.

Hierauf hat der Königl. Preussische Hr. Uebernahms-Commissär erklärt, dass er Kraft seiner Vollmacht die ihm übergebenen Länder, so wie sie ihm übergeben worden sind, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen übernehmen und selbe, so wie deren Einwohner als nunmehr von Sr. Maj. dem König von Preussen mit voller Souveränität übergegangen, erkenne.

Beide Commissarien haben hierauf sogleich hierüber öffentliche Kundmachungen erlassen, und zur Anschlagung an alle Gemeinden ausgesendet, womit

also dem Art. 6. der Pariser Convention vom 3. Nov. 1815 nunmehr gänzlich Genüge geleistet worden ist. 1816

Da jedoch mit dieser im Allgemeinen und in der ersten Wesenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe noch mehrere zu treffende besondern Verfügungen in einem engen Zusammenhange stehen, und die hierüber am 20. Juni in Ansehung der im ehemaligen Saar-Departement zu übergebenden Bezirke geschlossene vorläufige Uebereinkunft mehrere genauere Bestimmungen erfordert, so haben die beiden Commissarien noch folgende Puncte näher besprochen und darüber im gemeinschaftlichen Einverständnisse Beschlüsse gefasst.

Revenus depuis le 1 Mai 1816.

Art. I. Alle in den übergebenen Bezirken vom 1. Mai 1816 an, erwachsenen Landes-Einkünfte fallen ganz der Krone Preussen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf die Landes-Einkünfte von der früheren Periode bis 30. April d. J. bevor.

Caisse centrale d'Autr.

Art. II. Die in der Oesterr. Central-Casse vorhandenen Gelder aus den Kreisen Ottweiler und Birkenfeld verbleiben auch in sofern sie von Einkünften, die seit dem 1. Mai d. J. erwachsen sind, herrühren, der Oesterreichischen Regierung auf Abschlag der einzubringenden Rückstände gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit daraus noch die unberichtigten Besoldungen und Pensionen vom 2ten Quartal d. J. zu bezahlen. Die vorhandenen Reste des Kriegsfonds aber sollen, da diese Gelder eigentlich dem Lande als ein zur Bezahlung der Landes-Kriegs-Schulden bestimmter Fonds gewidmet waren, unter die Kreise Ottweiler und Birkenfeld nach dem Maasstabe der von diesen Kreisen hiezu in Gemässheit der in der Verordnung vom 4. Decbr. 1815, Amtsblatt Nr. 54 festgesetzten von denselben geleisteten Beiträge vertheilt und den Kreis-Cassen zugesendet werden, jedoch unbeschadet der Ansprüche auf Rückersatz, welche der Oesterr. Hof auf die auch aus der Staats-Casse hiezu gemachten Vorschüsse haben könnte. Es wird hierüber von Oesterreichischer Seite die Anweisung der an die hiesige Central-Casse zur dienstfälligen Zahlung an die Kreis-Cassen von Ottweiler und Birkenfeld sogleich erlassen.

1816 Produits non vendus.

Art. III. Die in den übergebenen Bezirken am 30. April noch unverkauft gebliebenen Staatsvorräthe an Bergwerks-Producten und Holz, von letzterem jedoch insofern es sich noch am Stamm befindet, nur jenes, welches in den genehmigten Hauungs-Vorschlägen zum heurigen Verkaufe bereits bestimmt war, wenn ein solches noch vorhanden sein sollte, verbleiben der Oesterr. Regierung, welche die Befugniss hat, während drei Monaten, also bis 1. October d. J. die ihr von den Einkünften der abgetretenen Landes-Bezirke zukommenden Vorräthe aller Art, insofern sie Staats und kein Communal Eigenthum sind, zu verkaufen, oder frei von allen Abgaben ausführen zu lassen. Es sollen von Königl. Preuss. Seite, binnen 14 Tage genaue Ausweise über den Stand jener Vorräthe am 30. April und die Veränderung mit selben seitdem eingetreten ist, aufgenommen und der Oesterreichischen Commission mitgetheilt werden. Auch werden diese Vorräthe der Königlich Preussischen Regierung als eine Guthabung des Oesterr. Hofs gegen einen billigen Anschlag nach dem Werth, welche selbe nach dem Maassstabe der letzten Verkäufe haben, und nach Abzug von 10pr.Ct. für Regiekosten überlassen, worüber man sich vorbehält, noch bis Ende Jul. ein besonderes Uebereinkommen zu treffen. Sollte diess Uebereinkommen bis dahin aber nicht zu Stande gebracht werden, so sollen die dem Oesterr. Hofe zum Verkauf oder zur freien Ausfuhr verstatteten 3 Monate vom 1. Aug. an, also bis 1. Novbr. gerechnet werden, und den Oesterr. Commissarien in dieser Hinsicht alle zur weitern Disposition mit diesen Vorräthen nothwendigen amtlichen Einwirkungen verstattet sein.

Bois.

Art. IV. Die von den in den übergebenen Bezirken verkauften, aber noch nicht bezahlter Hölzer, vorhandenen Holzwechsel, werden von Oesterr. Seite nach einem darüber aufzunehmenden besondern Protocoll dem Königl. Preuss. Hofe übergeben, welcher sich dagegen verbindet, den ganzen Betrag derselben dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bei den weiter bevorstehenden Liquidationen zu Gute zu nehmen.

Arriérés reservés à l'Autr.

Art. V. Dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bleiben für die früheren Perioden vor dem 1. Mai d. J. ausser den gebührenden Rückständen, welche an Steuern

oder Domanial-Gefällen bei einzelnen Parteien, noch aushaften, oder welche von zurückgebliebenen Staats-Vorräthen herrühren, auch noch weitere Ansprüche bevor: 1816

a) Auf die Wiedererstattung von Vorschüssen, welche auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden Landesherrn aus der Staats-Casse und dem Staats-Vermögen überhaupt gemacht wurden.

b) Auf Guthabungen von auswärtigen Regierungen, die erst später eingebracht worden, als z. B. bei der Liquidation mit Frankreich und den Liquidationen mit andern Regierungen und Höfen für genossene Truppen-Verpflegung.

Arrièrés pour compte de la Prusse.

Art. VI. Nach geschehener Uebergabe hat die in den übergebenen Bezirken eintretende K. Preuss. Regierung ausser den seit dem 1. Mai neu erwachsenen Einkünften, auch die aus der früheren Periode vor dem 1. Mai noch rückständigen Gelder zu beziehen, so wie die rückständigen Ausgaben für Rechnung von Oesterreich aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen. Die K. Preuss. Regierung verbindet sich, die Beitreibung aller Rückstände, insofern nicht einige derselben durch wirkliche Zahlungs-Unfähigkeit der Parteien uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Kaiserl. Oesterr. Regierung binnen 3 Monaten nach geschehener Uebergabe, also bis zum 1. October zu beendigen, wogegen sich die Oesterr. Regierung verpflichtet, alle, die seit dem 16. Juni 1814 erlaufenen, aber noch nicht befriedigten Verwaltungs-Auslagen ebenfalls innerhalb 3 Monaten, binnen welcher selbe auch angefordert werden müssen, festzustellen, und zu vergüten. Diese Verpflichtung der K. K. Oesterr. Regierung hat sich auch auf rückständige Ausgaben von der Zeit der franz. Regierung, zu erstrecken, insofern die dafür nach französ. Gesetzen zugewiesenen Fonds von der Oesterr. Regierung ganz oder zum Theil wirklich bezogen worden sind und es solche Forderungen betrifft, wegen welcher nach den mit Frankreich bestehenden Staats-Verträgen von den Jahren 1814 und 1815, keine Reclamationen gegen Frankreich mehr statt finden.

Arriérés communs.

Art. VII. Da nach der geschehenen Uebergabe ohnehin eine solche Absonderung der finanziellen Ver

1816 waltung eintritt, dass die neue K. Preuss. Verwaltung der übergebenen Bezirke in ihre Cassen nur das, was von ihrem Gebiete an laufenden Ertrage oder an Rückstand eingeht, bezieht, so wird es nur in Ansehung jener Ausgaben die früher den übrigen damit vereinigt gewesenen Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinschaftlich waren, und so lange sie zum Theil auch noch ferner gemeinschaftlich bleiben, nothwendig den Maassstab der Beitrags-Pflicht jeden Theils festzusetzen. In dieser Absicht vereinigten sich die beiden Commissarien zu folgenden Grundsätzen:

a) Bei Besoldungen von Beamten eines in nur mehr verschiedenen Gebieten sich erstreckenden Bezirkes wäre die Quote nach dem Verhältniss der Seelenzahl der Bezirkstheile zu bemessen.

b) bei Pensionisten hätte ihr dermaliger Wohnsitz zu entscheiden.

c) die Verköstigung der Gefangenen in den Strafhäusern träfe für Eingeborne aus dem bisherigen Administrations Bezirke jene Macht, welcher der Geburts-Ort zufällt, für Ausländer jene Macht, in deren Gebiet sich das Tribunal befindet, welches die Untersuchung gepflogen und die Abtheilung veranlasst hat.

Dettes de la guerre.

Art. VIII. Die Liquidation des gesammten Kriegs-Schuldwesens, wozu auch die Vollendung der Magazin-Rechnungen gehört, für die ganze frühere Periode der gemeinschaftlichen Administration, soll in Gemässheit der zwischen Oesterreich und Baiern getroffenen Uebereinkunft vom 1. Mai binnen längstens 3 Monaten vom 1. Mai an gerechnet, sowohl in Absicht auf Berichtigung von unbezahlten Posten, auf nachträgliche Gleichstellung einzelner Bezirke des ehemaligen gemeinschaftlichen Administrations-Bezirks unter sich, und auf Rückersatz für Vorschüsse aus der Staats-Casse vollendet werden. Zu diesem Behufe wird es der K. Preuss. Regierung freistehen, zu der diesfälligen bereits aufgestellten Liquidations-Commission einen Commissär abzuordnen, so wie überhaupt die künftigen Verhältnisse dieser Commission und die Art der gänzlichen Beendigung ihres Geschäfts, wenn diese in dem festgesetzten Termin bis Ende Jul. nicht mehr möglich werden sollte, mit

den Königl. Bayerschen und Grossherzogl. Hessischen Höfen näher zu reguliren. Vor der Hand bleibt diese Commission aber in ihrer bisherigen Form als eine gemeinschaftliche Behörde auch bei den nun eintretenden Landes-Administrationen gleich untergeordnet. 1816

Art. IX. Nachdem der Herr Uebernahms-Commissär in Ansehung der noch zu berichtigenden ältern Kriegsschulden, insbesondere bemerkt, dass jene Lieferanten aus dem Saar-Departement, welche von den ehemaligen Oesterr. und Bayrischen gemeinschaftlichen Landes-Administration mit Anweisungen auf verfallene Domainen-Kaufschillinge befriedigt worden sind, so wird auf geäussertes Verlangen die Zusicherungen Oesterr. Seite gegeben, im Falle nicht doch durch weitere Rücksprache mit der Königl. Preuss. Regierung eine Anerkennung jener Anweisungen noch erwirkt werden sollte, sich zu verwenden, dass im Wege der aufgestellten gemeinschaftlichen Liquidations-Commission die Bezahlung jener Lieferanten erwirkt werde. Créances de fournisseurs.

Art. X. Alle am 1. Mai d. J. in den abgetretenen Landes-Bezirken angestellt gewesenen oder seitdem auf damals bestandenen Dienst-Plätze angestellten Beamten so wie die vom ehemaligen Kreis-Gericht zu Cusel jenem zu St. Wendel zugetheilten Individuen übernimmt die K. Preuss. Regierung. Die Central-Diener insbesondere, welche theils am 1. Mai schon bestanden haben, theils seitdem auf erledigte Plätze angestellt worden sind, und zu welchen auch die Officiere der ehemaligen Mittel Rheinl. Landwehr zu nehmen sind, werden von K. Preuss. Seite in Gemässheit der im Art. 11. die Uebereinkunft vom 1. Mai zwischen Oesterreich und Bayern getroffenen Bestimmung dergestalt, dass bei einer Vertheilung derselben das Verhältniss des directen Steuer-Ertrags als der festeste Maassstab gelten soll, um so mehr übernommen, als sich aus der mit Bayern deshalb früher gepflogenen Verhandlung zeigt, dass von Bayerscher Seits bereits ein ungleich grösserer Theil übernommen worden ist, als dieses Verhältniss eigentlich mit sich gebracht hätte. Nach diesem Verhältnisse wurde von den gegenwärtigen Centralbeamten $^{6}/_{21}$ den Königlich Preuss. und $^{15}/_{21}$ den Grossherzogl. Hessi- Employés.

1816 schen Hof treffen und es werden von den in der Beilage verzeichneten Central-Dienern hienach die in der 2ten Colonne aufgeführten Individuen von K. Preuss. Seite übernommen. Auch fallen alle von Frankreich übernommenen Pensionisten, welche in den abgetretenen Bezirken ihren bisherigen Wohnsitz hatten, nunmehr der Königl. Preuss. Regierung zur Last.

Archives.

Art. XI. Alle wegen der Uebergabe von Acten und zugehörigen Carten, Planen und Documenten in dem §. 14. der Uebereinkunft vom 1. Mai zwischen Oesterreich und Bayern von *a.* bis *d.* getroffenen Bestimmungen, welche also lauten:

a) Die Registraturen der untergeordneten blossen Local- und Bezirks-Behörden, verbleiben ganz jener Landes-Administration, in deren Gebiet der grösste Theil des Bezirks dieser Behörden fällt, welche jedoch daraus in Beziehung auf davon abgerissenen Theile der Landes-Administration der letzteren die Special-Acten ganz zu verabfolgen, von den General-Acten aber die Einsicht und die Verfertigung von Abschriften oder Auszüge zu verstatten hat.

b) Die Registraturen der Central-Behörden, deren Wirkungskreis sich bisher auf das ganze nunmehr getheilte Land erstreckte, und zwar die Registraturen, welche die gemeinschaftliche Administration, sowohl hier in Worms als zum Theil auch in Frankenthal hatte, ferner die Registraturen aller ihr zugehörigen Central-Behörden nämlich: der Steuer- und Domainen-Directionen, des Ober-Forst-Amts, der Bergwerks-Inspection, der General-Casse, der Kriegsschulden, Liquidations-Commission, des Militär-Rechnungs-Bureau's, der Commission zur Liquidation der Forderungen an Frankreich, des Gensd'armerie-Commandanten, des Landwehr-Central-Ausschusses, des Appellationsgerichts, der administrativen Justiz-Commission, des General-Consistoriums, der Schul Inspection und des Medicinal-Collegiums, müssen, in sofern die künftigen hiesigen Landesherrn nicht etwa die Kriegsschulden-Liquidation-Commission gemeinschaftlich fortbestehen lassen wollen, nach den bereits erlassenen Anordnungen, so geschieden werden, dass die Spe-

cial-Acten für einzelne Orte oder Bezirke nach 1816
den die Gebieten, in welche der ganze bisherige Administrations-Bezirk zerfällt, abgesondert, die ihrer Natur nach untrennbaren General-Acten aber noch beisammen gelassen werden.

c) Sobald die weiteren Landes-Uebergaben wirklich eintreten, somit die Oesterreichische Landes-Administration aufhört, und die K. Bayersche sich auf ihren eigentlichen Sitz nach Speyer begiebt, so werden die Letztern ausser den ihr Gebiet betreffenden und schon jetzt gleich aus folgenden Special-Acten in der Rücksicht, dass ihr der grösste Theil des hiesigen Landes zugefallen ist, und durch eine einstweilig blosse Deponirung und Verschliessung der Acten, der Geschäftsgang zu sehr gehemmt würde, denn auch die General-Acten nach der provisorischen Ausscheidung übergeben werden; jedoch bleibt den übrigen zwei noch in den Besitz von Landestheilen tretenden Regierungen von Preussen und Hessen-Darmstadt nicht nur der Mitgebrauch der General-Acten, die Einsicht derselben und die Verfertigung von Abschriften und Auszügen, sondern selbst eine weitere Revision und definitive Berichtigung der Acten-Ausscheidung durch ein aus Abgeordneten aller drei Höfe gebildeten Commission vorbehalten, welche binnen 3 Monaten nach den geschehenen Uebergaben der Länder ihre Arbeiten vollenden muss.

d) In der Erwartung, dass auch die andern zwei noch in den Landes-Besitz tretenden Höfe es vielleicht in ihrem Interesse finden dürften, die niedergesetzte Liquidations-Commission wegen Tilgung und Ausgleichung der Kriegsschulden, wie auch das mit der Vollendung der Magazin-Rechnungen, noch beschäftigte Militär-Rechnungs-Bureau gemeinschaftlich für den ganzen ehemaligen Administrations Bezirk noch ferner fortbestehen, und diese Central-Behörden ihren Sitz in Speyer nehmen zu lassen, wo auch die übrigen General-Acten vor der Hand sich hinterlegt befinden, werden dieser Commission auch die Special-Acten der übrigen noch zu übergebenden Landestheile provisorisch und unter dem Vorbehalt der Rechte der übrigen

1816 zwei Höfe für den Fall einer andern Disposition beigelassen,

werde auch von K. Preuss. Seite unter dem Vorbehalte des weiteren Einverständnisses mit dem Grossherzoglich Hessischen Hofe durchaus angenommen. Die bei der Oesterreich. Landes-Administration zu Worms seit dem ersten Mai ohnehin auch bereits für die der Krone Preussen zufallenden Bezirke abgesondert von jenen, die dem Grossherzogl. Hessischen Hofe zugedacht sind, geführten Protocolle und hinterlegten Acten werden sogleich dem K. Preuss. Herrn Uebernahms-Commissär übergeben.

Renseignemens à fournir.

Art. XII. Den Commissarien, welche von Kaiserl. Oesterr. Seite in hiesigen Landen noch wegen der Berichtigung aller Ansprüche und Forderungen die sich aus der früheren Verwaltung ergeben, zurückbleiben, wird der freie Zutritt zu den Registraturen und die Benutzung der übergebenen Acten auch zum eigenen Gebrauche, die Einholung von Auskünften von den Beamten der abgetretenen Bezirke, auf Verlangen auch die Mittheilung der Acten von fortlaufenden Verhandlungen, über die Berichtigung von Gegenständen der frühern Administration besonders in Ansehung der Arbeiten der Commissionen über das Kriegsschulden-Wesen und über die Forderungen an Frankreich zugestanden, und werden ihnen alle Aufklärungen und Unterstützungen, die sie deshalb verlangen, von der Königl. Preuss. Regierung verschafft werden.

Procès verbal du 2 Juin 1815.

Art. XIII. Die, wegen der vorigjährigen Uebergabe eines Landesbezirks an die Krone Preussen in dem zu Kreuznach am 2ten Juni v. J. abgeschlossenen Protocolle getroffenen Bestimmungen sollen, in so weit sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft verbleiben.

Ueber diese ganze Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, und von beiden Theilen in vier gleichlautenden Exemplaren, deren zwei zum eigenen weitern Amts-Gebrauch der beiden Commissarien und zwei zur Einsendung an ihre beiderseitigen Höfe bestimmt sind, unterzeichnet.

Geschehen Worms, den ersten Juli 1816.

(*Gez.*) (L. S.) Schmitz-Grollenburg.
(L. S.) von Drossdick.

33.

Traité de commerce entre la Suède et les Etats Unis d'Amérique, signé à Stockholm le 4 Sept. 1816 ratifié le 24 Juillet 1818. 1816 4 Sept.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 305. 306. 311. 312.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norwege, et les Etats-Unis d'Amérique, également animés du désir sincère de maintenir et consolider les relations d'amitié et de commerce qui ont subsisté jusqu'ici entre les deux états, et étant convaincus qu'on ne sauroit mieux remplir cet objet qu'en établissant réciproquement le commerce entre les deux états sur la base solide de principes libéraux et équitables, également avantageux aux deux pays, ont nommé pour cet effet des plénipotentiaires, et les ont munis des pouvoirs nécessaires pour traiter et conclure en leur nom, savoir: S. M. le Roi de Suède et de Norwège, S. Exc. Mer. le comte Laurent d'Engeström, son ministre-d'état et des affaires étrangères, chancelier de l'université de Lund, chevalier-commandeur des ordres du Roi, chevalier de l'ordre du Roi Charles XIII., grand croix des ordres de Saint-Etienne de Hongrie, de la Légion-d'Honneur de France, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse; et Mer. le comte Adolphe George de Mörner, son conseiller-d'état, commandeur de l'ordre de l'Etoile-Polaire; et le président des Etats-Unis, M. Jonathan Russel, citoyen des dits Etats-Unis, et actuellement leur ministre plénipotentiaire, lesquels, après avoir produit et échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les pays de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et des Etats-Unis d'Amérique. Les habitans de l'un des deux pays pourront avec toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les ports, places et rivières du territoire de l'autre, partout où l'entrée Liberté de commerce.

1816 est permise aux vaisseaux des nations les plus favorisées. Ils pourront s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit des dits territoires. Ils pourront y louer et occuper des maisons et magasins pour leur commerce, et généralement les négocians et trafiquans de chacune des deux nations jouiront chez l'autre de la plus entière sécurité et protection pour les affaires de leur négoce, étant seulement tenus à se conformer aux lois et ordonnances des deux pays respectifs.

Droits; prohibitions.

Art. II. Il ne sera point imposé de plus forts ou autres droits, impôts ou charges quelconques sur l'importation dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du sol ou des manufactures des Etats-Unis, ne sur l'importation dans les Etats-Unis des productions du sol au des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, que ceux auxquels seroient assujétis les mêmes articles dans chacun des deux pays respectifs, si ces denrées étoient le produit du sol ou des manufactures de tout autre pays. Le même principe sera aussi observé pour l'exportation; en sorte que, dans chacun des deux pays respectifs, les articles qui seront exportés pour l'autre ne pourront être chargés d'aucun droit, impôt ou charge quelconque plus fort ou autre que ceux auxquels seroient assujétis les mêmes articles, s'ils étoient exportés pour tout autre pays quelconque.

Il ne sera non plus imposé aucune prohibition ni sur l'exportation ni sur l'importation d'aucun article provenant du sol ou des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège ou des Etats-Unis, dans ou hors des dits Etats-Unis, qui ne s'étende également à toutes les autres nations.

Les vaisseaux suédois ou norwégiens arrivant sur leur lest, ou important dans les Etats-Unis des produits du sol ou de l'industrie nationale desdits états, ne seront tenus à payer, ni pour les vaisseaux, ni pour les cargaisons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques plus forts ou autres que ceux que paieroient dans le même cas les vaisseaux des Etats-Unis; et, vice versa, les vaisseaux des Etats-Unis qui arrivent sur leur lest ou qui importent dans les états de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du sol ou de l'industrie de ces pays,

ne payeront, ni pour les vaisseaux, ni pour les cargaisons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques autres ou plus forts que ceux qui seroient payés si ces mêmes étoient transportées par des vaisseaux suédois ou norwégiens respectivement. 1816

Ce qui est statué ci-dessus s'étendra aussi à la colonie suédoise de Saint-Barthélemy, tout par rapport aux droits et avantages dont les vaisseaux des Etats-Unis jouiront dans ses ports que par rapport à ceux dont les vaisseaux de la colonie jouiront dans les ports des Etats-Unis, bien entendu que les propriétaires soient colons établis et naturalisés à Saint-Barthélemy, et qu'ils y aient fait naturaliser leurs vaisseaux.

Art. III. S. M. le Roi de Suède et de Norwège consent, que tous les articles, qui sont le produit du sol ou des manufactures des Indes occidentales, et dont l'entrée est permise dans des vaisseaux suédois ou norwégiens, soit que les marchandises viennent directement ou indirectement des dites Indes, puissent aussi être importés dans ses états, par des vaisseaux des Etats-Unis, et qu'alors il ne sera payé, ni pour les cargaisons, de droits, impôts ou charges quelconques, plus forts ou autres que ceux qui seroient payés par des vaisseaux suédois et norwégiens dans le même cas, avec une addition seulement de dix pour cent sur les dits droits, impôts ou charges, et pas davantage. Productions des Indes.

Pour éviter tout mésentendu à cet égard, il est expressément déclaré que la dénomination d'Indes occidentales doit être prise dans le sens le plus étendu en y comprenant toute cette partie du monde, soit isle ou terre ferme, qui de tout tems a été appelée Indes occidentales, en opposition avec cette autre partie du monde, appelée Indes orientales.

Art. IV. De leur côté, les Etats-Unis d'Amérique consentent à ce que tous les articles qui sont les produits du sol ou des manufactures qui bordent ou environnent la mer Baltique, et dont l'entrée est permise dans les pays des Etats-Unis, soit que ces denrées viennent directement ou indirectement de la Baltique, puissent aussi être importés de même dans les Etats-Unis, par des vaisseaux suédois ou norwégiens, et que, alors il ne sera payé, ni pour les dits vaisseaux, ni pour les cargaisons, de droits, impôts ou Productions de la Baltique.

1816 charges quelconques plus forts, ou autres que ceux qui seroient payés par des vaisseaux des Etats-Unis, dans le même cas, avec une addition de 10 pour cent sur les dits droits, impôts ou charges, et pas davantage.

Afin de prévenir toute incertitude à l'égard des droits, impôts ou charges quelconques que devroit payer un vaisseau appartenant aux citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes et arrivant dans les ports de l'autre avec une cargaison qui consisteroit en partie des produits du sol ou des manufactures du pays auquel le vaisseau appartiendroit, et en partie de quelques autres marchandises dont l'importation est permise au dit vaisseau par les articles précédens, il est convenu, qu'en cas d'une cargaison ainsi mêlée, le dit vaisseau paiera toujours les droits, impôts ou charges suivant la nature de cette partie de la cargaison qui est sujette aux plus gros droits, tout comme si le vaisseau n'eût apporté que cette seule espèce de marchandises.

Consuls. Art. V. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement la faculté d'entretenir dans les ports et places de commerce l'un de l'autre, des consuls, vice-consuls, ou agens de commerce, qui jouiront de toute la protection et assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions; mais il est ici expressément déclaré que, dans le cas d'une conduite illegale ou impropre envers les lois où le gouvernement du pays auquel il est envoyé, le consul, vice-consul ou agent, pourra ou être puni conformément aux lois, ou être mis hors de fonctions, ou renvoyé par le gouvernement offensé, celui-ci, en donnant les raisons à l'autre, bien entendu cependant que les archives et documens relatifs aux affaires du consulat, seront à l'abri de toute recherche et devront être soigneusement conservés, étant mis sous le scellé du dit consul et de l'autorité de l'endroit où il aura résidé.

Les consuls ou leurs suppléans auront le droit comme tels de servir de juges et arbitres dans les differens qui pourroient s'élever entre les capitaines et les équipages des vaisseaux de la nation dont les affaires sont confiées à leurs soins. Les gouvernemens respectifs n'auront le droit de se mèler de ces sortes d'affaires, qu'en tant que la conduite des équipages

ou du capitaine troubleroit l'ordre et la tranquillité dans le pays où le vaisseau se trouve, ou que le consul du lieu se verroit obligé d'appeler l'intervention et l'appui du pouvoir exécutif, pour faire respecter ou maintenir sa décision; bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur patrie. 1816

Art. VI. Afin de prévenir toute dispute ou incertitude, à l'égard de ce qui devra être réputé comme étant le produit du sol ou des manufactures des parties contractantes, respectivement il est convenu, que ce qui aura été désigné ou spécifié comme tel, dans l'expédition que le chef ou l'intendant de la douane aura donnée aux vaisseaux qui sortiront des ports européens des états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, sera reconnu et admis comme tel dans les Etats-Unis; et que, de même, ce que le chef ou collecteur de la douane, dans les ports des Etats-Unis, aura désigné et spécifié comme étant le produit du sol ou des manufactures des Etats-Unis, sera admis et reconnu comme tel dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège. Preuve de la qualité des productions.

La spécification ou désignation donnée par le chef de la douane dans les colonies de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et certifiée par le gouverneur de la colonie d'où l'exportation aura été faite, sera regardée comme preuve suffisante de l'origine des articles ainsi spécifiés ou désignés, pour qu'ils soient admis à ce titre dans les ports des Etats-Unis.

Art. VII. Les citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes, arrivant avec leurs vaisseaux à l'une des côtes appartenantes à l'autre, mais ne voulant par entrer dans le port, ou après y être entrés, ne voulant par décharger quelque partie de la cargaison, ou déranger quelque chose du chargement, auront, la liberté de partir et de poursuivre leur voyage, sans être en quelque sorte molestés, ou obligés de rendre compte du contenu de la cargaison, et sans payer d'autrer droits, impôts ou charges quelconques pour les vaisseaux ou la cargaison que le droits de pilotage, quand on s'est servi d'un pilote, et ceux Transit.

1816 pour le quayage ou pour l'entretien des fanaux, là où ces mêmes droits sont perçus sur les nationaux, dans le même cas. Bien entendu, cependant, que lorsque des vaisseaux appartenans aux citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes, se trouveroient dans l'enceinte de la jurisdiction de l'autre, ils se conformeront aux règlemens et ordonnances concernant la navigation et les places ou ports dans lesquels ou peut aborder, qui sont en vigueur à l'égard des nations les plus favorisées, et il sera permis aux officiers de douane dans les districts desquels lesdits vaisseaux se trouvent, de les visiter, de rester à bord, et de prendre telles précautions qui peuvent être nécessaires pour prévenir tout commerce illicite, pendant que les mêmes vaisseaux restent dans l'enceinte de cette même jurisdiction.

Décharge partielle.

Art. VIII. Il est convenu, que les vaisseaux de l'une des parties contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, ils pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désire, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste de la cargaison, sans payer de droits; impôts ou charges quelconques, que pour la partie qui aura été misé à terre et qui sera marquée et biffée sur la liste ou le manifeste contenant l'enumération des effets que le vaisseau aura dû apporter; laquelle liste devra toujours être présentée en entier à la douane du lieu où le vaisseau aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le vaisseau aura emportée, et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs ports du même pays, dans lesquels l'entrée est permise aux vaisseaux des nations les plus favorisées, et y disposer du reste de sa cargaison, en payant les droits qui y sont attachés, ou bien, il pourra s'en aller avec la cargaison qui lui reste, pour les ports de quelque autre pays.

Il est cependant entendu, que les droits, charges ou impôts quelconques, qui sont payables pour le vaisseau même, doivent être acquittés dans le premier port où il rompt le chargement et en décharge une partie, et qu'aucuns droits ou impositions pareils ne seront demandes de nouveau, dans les ports du même

pays, où le dit vaisseau pourroit vouloir entrer après, à moins que les nationaux ne soient sujets à quelques droits ultérieurs, pour le même cas. 1816

Art. IX. Les citoyens et sujets de l'une des parties contractantes jouiront dans les ports de l'autre, tant pour leurs vaisseaux que pour leurs marchandises, de tous les droits et facilités d'entrepôt dont jouissent les nations les plus favorisées, dans les mêmes ports. D. d'entrepôt.

Art. X. Au cas que quelque vaisseau appartenant à l'un des deux états, ou à leurs citoyens et sujets, aura échoué, fait naufrage ou souffert quelque autre dommage sur les côtes de la domination de l'une des deux parties contractantes, il sera donné toute aide et assistance aux personnes naufragées ou qui se trouvent en danger, et il leur sera accordé des passeports pour assurer leur retour dans leur patrie. Les navires et marchandises naufragés, ou leur provenu si les effets ont été vendus, étant réclamés dans l'an et jour, par les propriétaires ou leurs ayant cause, seront restitués en payant les mêmes frais du sauvement, conformément aux lois et coutumes des deux nations, que paieroient les nationaux dans le même cas. Les gouvernemens respectifs veilleront à ce que les compagnies qui sont ou qui pourront être instituées pour sauver les personnes et effets naufragés, ne se permettent point de vexations ou actes arbitraires. Naufrages.

Art. XI. Il est convenu que les vaisseaux qui arrivent directement des Etats-Unis à un port de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ou des pays de sadite Majesté en Europe à un port des Etats-Unis, et qui sont pourvus d'un certificat de santé donné par l'officier compétent à cet égard, du port d'où le vaisseau est sorti, et assurant qu'aucune maladie maligne ou contagieuse n'existoit dans ce port, ne seront soumis à aucune autre quarantaine que celle qui sera nécessaire pour la visite de l'officier de santé du port où le vaisseau est arrivé, après laquelle il sera permis au vaisseau d'entrer immédiatement et de décharger sa cargaison, bien entendu toujours qu'il n'y ait eu personne à bord du vaisseau, qui se soit trouvé attaquée pendant le voyage d'une maladie maligne ou contagieuse, et que la contrée d'où vient le vaisseau ne soit pas à cette époque si Certificats de santé.

1816 généralement régardée comme infectée ou suspecte, qu'on ait été obligé de donner auparavant une ordonnance par laquelle tous les vaisseaux qui viendroient de ce pays seroient regardés comme suspects et soumis à la quarantaine.

Traité de 1783.

Art. XII. Le traité d'amitié et de commerce conclus à Paris, en 1783, par les plénipontentiaires de S. M. le Roi de Suède et des Etats-Unis, est renouvelé et mis en vigueur, par le présent traité, pour tout ce qui est contenu dans les articles 2. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 23 et 25. dudit traité, ainsi que les articles séparés 1. 2. 4 et 5. qui furent signés le même jour par les mêmes plénipotentiaires, et les articles désignés seront regardés comme ayant force et vigueur, tout comme s'ils étoient ici insérés mot à mot, bien entendu que les stipulations contenues dans les articles précités, seront toujours censées ne rien changer aux conventions précédemment, conclues avec d'autres nations amies et alliées.

Entrée dans un port bloqué.

Art. XIII. Vu l'éloignement des pays respectifs des deux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand, appartenant à l'une des parties contractantes et se trouvant destiné pour un port, qui seroit supposé bloqué, au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé et condamné, pour avoir essayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que ledit bâtiment ait pû et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question continuoit; mais les bâtimens, qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeroient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port ennemi, durant la continuation du blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Durée et ratification.

Art. XIV. Le présent traité dès qu'il aura été ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et par le président des Etats-Unis, par et avec l'avis et le consentement du Senat, restera en ligueur et sera obligatoire pour S. M. le Roi de Suède et de Norwège et les Etats-Unis, pendant l'espace de huit (8) ans,

à compter de l'échange des ratifications, et celles-ci seront échangées dans huit mois, après la signature de ce traité, et plutôt si faire se peut. 1816

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 4 Sept. l'an de grâce 1816.

Le Comte D'ENGESTRÖM, JON. RUSSEL.
Le Comte A. G. DE MÖRNER.

La ratification de la Suède, en date du 24 Juillet 1818, porte que: „Comme les Etats-Unis ont cru, d'après des motifs importans, ne pas devoir ratifier les 3. 4. et 6. Articles de ce traité, et que de son côté, S. M. a trouvé que ces articles ne pouvoient, sans préjudicier aux intérêts de ses fidèles sujets, ne pas faire partie des stipulations du traité, les dits articles seront adoptés à l'instar des autres et déclarés valables.“

34.

Tractat zwischen Sr. M. dem König von Preussen, und Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, geschlossen zu Frankfurt den 18. September 1816. 18 Sept

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.*, Anfang 1818. p. 111—118.)

Im Namen der Allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit.

Da S. M. der König von Preussen in Gefolge der zu Paris unter den verbündeten Mächten gepflogenen Verhandlungen, bei der an Allerhöchstdieselben von S. M. dem Kaiser von Oesterreich geschehenen Abtretung derjenigen Districte im ehemaligen Saar-Departement, welche Sr. Kaiserl. Königl. Apostolischen Majestät durch den Artikel 51. der zu Wien am 9. Junius

1816 1815. geschlossenen Congress-Acte zugefallen waren, die Verbindlichkeit übernommen haben, die Ansprüche zu befriedigen, welche Sr. K. H. dem Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz nach den Artikeln 49. und 50. der gedachten Congress-Acte auf ein Gebiet von einer Bevölkerung von 10,000 Seelen auf dem linken Rheinufer zustehen, und Se. K. M. den Wunsch hegen, Sich dieser Verpflichtung zu entledigen, die wirkliche Uebergabe der dazu, wie nachfolgt, bestimmten Territorien aus gleichfalls im folgenden enthaltenen Gründen zur Zeit aber nicht angemessen erscheint, so haben S. K. M. und S. K. H. in der Absicht in der Zwischenzeit alle Rechte zu sichern und festzustellen, einen besondern Vertrag hierüber einzugehen beschlossen, und zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den Freiherrn Carl Wilhelm von Humboldt, Ihren Staatsminister, Kammerherrn, Ritter des rothen Adlerordens, und des Preussischen eisernen Kreuzes erster Classe, Grosskreuz des Kaiserl. Oesterreichischen Leopolds-, des Russischen St. Annen-, des Königl. Dänischen Danneborg-Ordens, des Ordens des Verdienstes der Baierschen Krone, des Grossherzogl. Badischen Ordens der Treue, und des Grossherzogl. Sachsen-Weimarischen Falken-Ordens;

Und S. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, den Freiherrn August von Oertzen, Ihren Staatsminister, Ritter des rothen Adlerordens erster Classe;

Welche beide Bevollmächtigte nach Auswechselung ihrer in gehöriger Gültigkeit und Richtigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet unb festgesetzt haben.

Cessions par la Prusse.

Art. I. S. M. der König von Preussen treten an S. Königl. Hoheit den Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz die ehemaligen Cantone Cronenburg, Reifferscheid und Schleyden, jedoch den erstern mit Ausnahme der Gemeinden Steffler und Schuler, den letztern mit Ausnahme der Gemeinde Wolfsseiffen als diejenigen Districte ab, welche nach der diesem Vertrage angeschlossenen Designation, die erforderliche Einwohnerzahl enthalten. Dieses Gebiet wird von Sr.

K. H. Ihren Erben und Nachfolgern in vollem Eigenthum und mit allen Landeshoheitsrechten besessen werden. Da jedoch dasselbe ringsum vom Königl. Preussischen Gebiete umgeben ist, und daher Lokalverhältnisse nothwendig machen können, bei der Bestimmung der Grenzen desselben etwas auf einer Seite abzunehmen, oder auf einer andern hinzuzusetzen; so behalten S. K. M. Sich ausdrücklich bei der wirklichen Ueberweisung diese nähere Ausmittelung und Ausgleichung, jedoch dergestalt vor, dass die zugesicherte Seelenzahl unverändert und der Zusammenhang des Gebiets ungetrennt bleibe. **1816**

Art. II. S. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz nehmen diese Abtretung an, und erklären hiermit förmlich, dass S. M. der König durch dieselbe, der gegen sie durch die Artikel 49. und 50. der Congress-Acte und die Pariser Verhandlungen übernommenen Verbindlichkeit vollkommen Genüge leisten. Auch soll diese Abtretung, so wie solche durch den gegenwärtigen Vertrag geschieht, dieselbe Wirkung und Gültigkeit haben, als wenn dieselbe ausdrücklich in dem Recesse, welchem die hier zur Ausgleichung der Territorial-Angelegenheiten versammelten Bevollmächtigten I. I. M. M. des Königs von Preussen, der Kaiser von Russland und Oesterreich und des Königs von Grossbritannien abschliessen werden, aufgeführt und darin aufgenommen wäre. **Agnition de la p. du G. D.**

Art. III. Da Se. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, weil die im Artikel 1. bezeichneten Territorien völlig von Ihren alten Landen getrennt und weit davon entfernt sind, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen wünschen, und S. M. der König von Preussen auch Ihrerseits da dieses Gebiet schon zu Ihren Staaten gehört und auch künftig völlig davon umschlossen bliebe, diesem Wunsch beitreten, und daher beide Theile desshalb eine anderweitige Vereinbarung zu schliessen geneigt sind, so wird die Ueberweisung des im Artikel 1. genannten Gebiets an S. K. H. bis auf sechs Monate, längstens bis auf ein Jahr von dem Tage der Unterschrift der gegenwärtigen Uebereinkunft an, hinausgesetzt; S. K. H. leisten auf das Recht, solche innerhalb dieses Jahres fordern zu können, Verzicht; **Nouvel arrangement reservé**

1816 S. M. der König hingegen versprechen, dieselbe nach Ablauf desselben, sogleich geschehen zu lassen, als S. K. H. darauf antragen werden. Bis zur wirklichen Ueberweisung verbleibt das mehrgedachte Gebiet lediglich und unverrückt, und so wie es sich jetzt dabei befindet, bei der Preussischen Monarchie, als alleiniges Eigenthum S. M. des Königs und Ihrer Landeshoheit unterworfen, so dass die im Artikel 1. paciscirte Abtretung bis dahin nur als eine eventuelle anzusehen ist.

Revenus. Art. IV. Dagegen versprechen S. M. der König Sr. K. H. dem Grossherzoge, von dem 1. Mai 1816 an, als an welchem Tage S. K. M. in den Genuss derjenigen Theile des Saar-Departements gekommen sind, mit welcher die aus den Artikeln 49. und 50. der Congress-Acte fliessende Verbindlichkeit verknüpft ist, die reinen nach Abzug der Ausgabe übrig bleibenden Einkünfte zu gewähren und dieselben Sr. K. H. bei der Ueberweisung des Gebiets auszahlen zu lassen. Sollte in Gemässheit des Artikel 3. ein anderes Abkommen getroffen werden, so wird man sich über die Art der Vergütigung dieser entgangenen Einkünfte besonders gegenseitig verstehen. Für die Gewährung der Sr. K. H. für die Zeit vor dem 1. Mai 1816 von dem K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierischen Hofe zustehenden Einkünfte, versprechen S. M. der König Sich nicht nur auf das Kräftigste zu verwenden, sondern auch dafür Sorge zu tragen, dass S. K. H. auf jeden Fall hierin den andern im Artikel 49. der Wiener Congress-Acte genannten Fürsten gleich gestellt werden.

Commerce, étappes. Art. V. Auf den Fall, dass die im Artikel 1. ausbedungene Abtretung zur Vollziehung kommen sollte, versprechen beide hohe paciscirende Theile im Voraus Sich nach liberalen Grundsätzen und zum Vortheil der beiderseitigen Unterthanen über diejenigen gegenseitigen Bestimmungen zu verstehen, welche der Handelsverkehr, der Truppendurchzug und der enge, jetzt zwischen den, in diesem Fall alsdann getrennten Gebieten bestehende Verband nothwendig und rathsam machen dürften.

Ratifications. Art. VI. Gegenwärtiger Vertrag, welchen beide Theile als nicht zu öffentlicher Kundwerdung geeignet

ansehen wollen, soll ratificirt werden, und die Auswechselung der Ratificationen binnen sechs Wochen vom Tage der Unterzeichnung an in Berlin geschehen. 1816

Zu Urkund dessen haben beide Bevollmächtigte den gegenwärtigen Vertrag eigenhändig unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Frankfurt am Main den 18. Sept. 1816.

(L. S.) WILHELM *Freiherr* VON HUMBOLDT (L. S.) AUGUST VON OERTZEN.

Designation

des von S. M. dem Könige von Preussen an S. K. H. den Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz eventuell abgetretenen Gebiets.

1. den Canton Reiffenscheid mit .	3,620	Einwohnern
2. den Canton Schleyden mit Ausnahme der Gemeinde Wolfseiffen mit	3,917	—
3. den Canton Cronnaburg mit Ausnahme der Gemeinde Steffler und Schuler mit	2,795	—
Summa	10,332	Einwohner.

35.

Extrait du jugement prononcé en date du 16 Oct. 1816. par une commission nommée par les gouvernemens français et des Pays-Bas au mois de Juin 1816, au sujet des intérêts des dettes de la Hollande)* 16 Oct.

„Les intérêts de la dette d'Hollande qui n'auroient pas été acquittés pour les semestres de Mars et de

*) Cette commission a été composée de 7 membres, dont 2 nommés par le gouvernement français (baron Basquier et Brière de Surgy) 2 nommés par le Roi des Pays-Bas (général Fagel et de Bye) 2 neutres designés l'un par la France le marquis de Castel Cicala ambassadeur des Deux-Siciles près la Cour de France l'autre

1816 Septembre 1813 doivent être payés par le Gouvernement des Pays-Bas, et le remboursement que le Gouvernement des Pays-Bas sera dans le cas de faire à la France des inscriptions de dettes des pays réunis à sa couronne et détachés de la France peut être exigible sans deduction des rentes de la dette d'Hollande arrièrés sur les échéances de 1813."

36.

8 Nov. *Traité supplémentaire entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, signée le 8 Nov. 1816.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Anfang 1818. p. 128—137.)

Im Namen der heiligen und untheilbaren Dreieinigkeit!

Da S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, in gemeinschaftlicher Uebereinstimmung mit I. I. M. M. dem Kaiser von Oesterreich, dem Könige des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland und dem Kaiser aller Reussen, in Erwägung, dass S. M. der König der Niederlande in seiner doppelten Eigenschaft als König und als Grossherzog handelt, den Wunsch gehegt haben, den Artikeln und Stipulationen, welche im Pariser Friedenstractat vom zwanzigsten No-

par le Roi des Pays-Bas (le général de Waltersdorff ministre de Danemarc à Paris) et un comme surarbitre désigné par les deux commissaires neutres (le Marquis de Marialva ambassadeur d'Espagne). Le jugement a été prononcé le 16 Octobre 1816 à la majorité de 4 voix contre 3 sur la question agitée dans la liquidation entre les Pays-Bas et la France laquelle des deux Puissances aura à acquiter les intérêts de la dette d'Hollande pour les Semestres du 22 Mars et 22 Septembre non acquités lorsque les autorités françaises quittèrent la Hollande au mois de Novembre 1813.

vember eintausend achthundert und funfzehn nicht allein das Königreich der Niederlande, sondern auch das Grossherzogthum Luxemburg betreffen, durch einen besondern Tractat Folge zu geben; und da I. I. M. M. Willens sind, diese Stipulationen auf alles dasjenige anzuwenden, was Ihr gegenseitiges Interesse betrifft, und die davon herrührenden Ausgleichungen zu befestigen, so haben Sie zu diesem Behuf zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich: 1816

S. M. der König von Preussen, den Herrn Carl Wilhelm Freiherrn von Humboldt, Ihren Staats-Minister und Cammerherrn Ritter des Königl. Preussischen grossen rothen Adler- und eisernen Kreuzes-Ordens erster Classe, Grosskreuz des Oesterreichischen Leopolds-, Russischen St. Annen-, Dänischen Dannebrog-, Baierschen Kronen-Ordens, des Badenschen Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarschen weissen Falken-Ordens;

Und S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, den Herrn Hans Christoph Ernest Freiherrn von Gagern, Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Deutschen Bundestage und bei der freien Stadt Frankfurt, Commandeur des Königl. Belgischen Löwen-Ordens, Grosskreuz des Hessischen Löwen-Ordens, des Badischen Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarischen weissen Falken-Ordens;

Welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel abgeschlossen, unterzeichnet und festgesetzt haben.

Art. I. S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, werden für Sich, Ihre Descendenten und Nachfolger mit vollem Eigenthum, und in voller Landeshoheit und Oberherrlichkeit alle Districte besitzen, welche im Jahre eintausend siebenhundert und neunzig einen Theil des ehemaligen Belgiens, des Bissthums Lüttich und des Herzogthums Bouillon ausgemacht hatten, und durch den am zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn zu Paris abgeschlossenen Tractat, den alliirten Mächten von Frankreich abgetreten worden sind, so wie alle durch denselben Tractat abgetretenen, mit den

Limites entre les Pays-Bas et la France.

1816 Plätzen Philippeville und Marienburg enclavirten Gebiete. Als eine Folge dieser Anordnung bleiben die Grenzen der Königlich Niederländischen und Grossherzoglich Luxemburgischen Staaten, und die Grenzen Frankreichs, von der Nordsee an gerechnet, so wie sie durch den Pariser Tractat vom dreissigsten Mai, eintausend achthundert und vierzehn bis Quiévrain gegenüber festgesetzt worden sind. Von Quiévrain aus folgt die Scheidelinie den ehemaligen äussern Grenzen Belgiens, des ehemaligen Bisthums Lüttich und des Herzogthums Bouillon bis Villers ohnweit Oval, so wie diese Grenzen im Jahre eintausend siebenhundert und neunzig bestanden, mit Inbegriff der Totalität dieser Länder und besonders der Plätze und Gebiete Philippeville und Marienburg, in Gemässheit der Stipulationen des ersten Artikels des besagten Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, und ohne anders die Königlich Niederländisch und Grossherzoglich Luxemburgischen Grenzen abzuändern, welche so wie sie durch den Wiener Tractat vom ein und dreissigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn festgesetzt worden sind, beibehalten werden sollen. In allen übrigen Puncten wird dieser Wiener Tractat völlig bestätigt.

Indemnités pecuniaires.

Art. II. Da ein Theil der Geldentschädigungen, welche Seine Allerchristliche Majestät durch den vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn zu zahlen übernommen haben, kraft der zwischen den alliirten Mächten zu Paris getroffenen Ausgleichungen, bestimmt ist, die Vertheidigungs-Linie der Frankreich angrenzenden Staaten zu verstärken, so erhält S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg zu diesem Behuf die Summe von sechszig Millionen Franken.

S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg verpflichten Sich, diese Summe auf die zur Vertheidigung der Grenzen Ihrer Staaten nöthigen Werke zu verwenden, und zwar in Gemässheit des zwischen den Verbündeten, im Conferenz-Protocoll Ihrer Minister vom ein und zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, angenommenen Systems und der deshalb getroffenen Ueberein-

kunft. Besagtes Protocoll ist dem gegenwärtigen Tractat beigefügt worden, und soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn es darin wörtlich mit aufgeführt wäre. 1816

Renonciation à la participation à d'autres sommes.

Art. III. Da S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, die Vortheile mit gutem Rechte anerkennen, welche sowohl für den Zuwachs als für die Vertheidigungsmittel Ihres Gebiets aus den vorhergehenden Anordnungen entspringen, so entsagen Sie, gegen die im vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn stipulirten Summen, dem Antheil, auf den Sie vermöge eines Entschädigungsrechts Ansprüche machen könnten, und welcher durch das Conferenz-Protocoll vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn auf die Total-Summe von ein und zwanzig Millionen zweihundert vier und sechszig tausend achthundert zwei und dreissig Franken zwei und zwanzig und eine halbe Centime festgesetzt worden ist. S. M. stimmt dem Grundsatz bei, dass dieser Antheil dazu diene, die Oesterreichischen und Preussischen Entschädigungen zu vervollständigen, und in gleiche Theile unter beiden Mächten getheilt werden.

Garnison de Luxembourg.

Art. IV. Da der dritte Artikel des zu Wien, am ein und zwanzigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn abgeschlossenen Tractats, und der sieben und sechszigste Artikel der Wiener Congress-Acte bestimmt haben, dass die Festung Luxemburg als deutsche Bundesfestung betrachtet werden sollte, so wird diese Bestimmung durch gegenwärtige Convention aufrecht gehalten und ausdrücklich bestätigt.

Inzwischen, da S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, in der Eigenschaft als Grossherzog von Luxemburg, willens sind, die übrigen Bestimmungen besagter Artikel den durch den Pariser Tractat vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn vorgefallenen Veränderungen anzueignen und für die vereinigte Vertheidigung Ihrer respectiven Staaten auf die wirksamste Art und Weise Sorge zu tragen; so sind I. I. M. M. übereingekommen, in der Festung Luxemburg eine gemeinschaftliche Besatzung zu halten, ohne dass

1816 diese, blos und allein in militärischer Beziehung, getroffenen Uereinkunft den landesherrlichen Rechten S. M. des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg auf die Stadt und Festung Luxemburg im geringsten Abbruch thun könne.

Gouverneur, commandant garnison de Luxembourg.

Art. V. S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, treten S. M. dem König von Preussen das Recht ab, den Gouverneur und Commandanten dieses Platzes zu ernennen. Sie bewilligen, dass sowohl die Besatzung überhaupt als jede Waffengattung insbesondere in drei Viertheilen aus Preussischen und in einem Viertheil aus Niederländischen Truppen bestehe, und entsagen also dem durch den sieben und sechszigsten Artikel der Wiener Congress-Acte Ihnen zugesicherten Ernennungs-Rechte.

Diese Truppen werden auf Kosten ihrer respectiven Regierungen besoldet und ausgerüstet. Eben so soll es mit ihrer Verpflegung gehalten werden, wann die Festung nicht in Belagerungszustand erklärt ist. In diesem Fall soll sich die Besatzung aus den Festungs-Magazinen verpflegen und ihr Proviant soll nach den im vierzehnten Artikel festgesetzten Grundsätzen ergänzt werden.

Souveraineté reservée.

Art. VI. Da das landesherrliche Recht in seiner ganzen Fülle S. M. dem König der Niederlande, Grossherzoge von Luxemburg als auch in dem ganzen übrigen Grossherzogthum zusteht, so verbleibt die Justiz-Verwaltung, die Erhebung der Auflagen und Abgaben jeder Art, so wie jeder andere Zweig der Civilverwaltung ausschliesslich in den Händen der Beamten S. M., und der Gouverneur und Commandant, sollen ihnen, nöthigen Falls, Hülfe und Beistand leisten.

Andrer Seits wird dem Gouverneur alle nöthige Macht und Gewalt ertheilt, um in Gemässheit der ihm auferlegten Verantwortlichkeit die freie und unabhängige Ausübung seiner Amts-Verrichtungen zu sichern. Die Civil- und Orts-Obrigkeiten sollen in allem, was die Vertheidigung des Platzes betrifft, ihm untergeordnet sein.

Um indessen allem Streit zwischen der Militär- und Civil-Behörde vorzubeugen, werden S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, einen

Special-Commissarium ernennen, welcher zwischen dem Gouverneur und den Civil-Behörden als Mittelsmann dienen, und in den Polizei-Angelegenheiten, so fern sie mit den Militär-Verhältnissen und der Vertheidigung des Platzes verbunden sind, die Anweisungen vom besagten Gouverneur erhalten soll. 1816

Der Gouverneur kann seiner Seits zu demselben Behuf, und stets in den so eben angezeigten Grenzen jemanden wählen und abordnen; und diese beiden Beamten sollen eine gemischte Commission bilden.

Aber im Fall eines Krieges, oder wenn eine oder die andere beider Monarchien, der Preussischen oder der Niederländischen, mit einem Kriege bedroht, und die Festung in Belagerungsstand erklärt würde, soll die Macht des Gouverneurs unumschränkt sein, und keine andere Grenzen kennen, als die Vorsicht, das Herkommen, und das Völkerrecht.

Wenn endlich der deutsche Bundestag etwa entscheiden sollte, dass die Bundes-Festungs-Gouverneurs und Commandanten der Festung Luxemburg den Eid nach der von dem Bundestage entworfenen Formel leisten.

Art. VII. Die Stärke der Luxemburgischen Bürgergarde soll in Gemässheit des Königl. Niederländischen Gesetzes vom acht und zwanzigsten Juni Eintausend achthundert und funfzehn, nach Abschätzung der Total-Bevölkerung der Stadt, im Verhältnisse von drei zu hundert stehen, und sie kann in keinem Fall, und unter keinerlei Benennung, diese Zahl überschreiten. Sie soll nur dann die Wache beziehen, wenn keine Militär-Besatzung in dem Orte liegt; wann sie aber nicht aufgefordert wird, zur Vertheidigung der Festung hülfreiche Hand zu leisten, soll ihr Dienst, vorzüglich bei Feuersbrünsten, sich auf die Erhaltung der öffentlichen Ruhe, und auf Sicherstellung der Besitzungen ihrer Mitbürger beschränken. Jedesmal, dass sie einen solchen oder jeden anderen Militärdienst verrichten muss, soll sie den Befehlen des Festungs-Gouverneurs unterworfen sein, und sie kann, ohne dessen Einwilligung, sich weder zu den Militär-Uebungen noch zum wirklichen Dienst versammeln. Da der Platz Luxemburg eine deutsche Bundes-Festung ist, so wollen die hohen contrahiren- Garde bourgeoise.

1816 den Theile alle Anordnungen und Verfügungen noch vorläufig aussetzen, welche die Bundes-Versammlung für die Bürger-Garden in allen Bundes-Festungen, es sei überhaupt oder insbesondere in Bezug auf den von ihr zu verlangenden Eid, treffen möchte.

Cas de guerre.

Art. VIII. Im eintretenden Kriegsfalle, oder im Falle eines nahe bevorstehenden Krieges, erfordert die Pflicht und Verantwortlichkeit des Gouverneurs, dass er, für die zu treffenden Militär-Verfügungen, ausserhalb der Festung dieselbe Macht und Gewalt ausübe, mit welcher er im Innern des Platzes versehen ist. Sollte er es in Friedenszeiten für nöthig halten, Patrouillen anzuordnen oder Vorposten auszustellen, so dürfen diese Truppen nicht das geringste requiriren, noch den Einwohnern zur Last fallen.

Garnison en temps de paix.

Art. IX. Die Festungs-Besatzung, die unmittelbar unter den Befehlen des Gouverneurs zu stehen kommt, soll in Friedenszeiten aus sechs tausend Mann bestehen. Indessen sind S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, übereingekommen, für jetzt, und so lange die alliirten Truppen einen Theil Frankreichs besetzt halten, Sich blos und allein auf vier tausend Mann zu beschränken, wovon drei tausend von Preussen und eintausend von den Niederlanden gestellt werden.

Commandant d'artillerie et du genie; commission mixte.

Art. X. S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, bewilligen, dass der Artillerie-Commandant und der Commandant des Ingenieur-Corps in der Festung Luxemburg von Preussen ernannt werden, jedoch mit dem Vorbehalte, dass Sie Ihrer Seits zwei Officiere von derselben Waffen-Gattung ernennen werden, welche S. M. besonders verantwortlich bleiben. Die Befugnisse dieser vier Officiere sind folgende:

Der Artillerie-Commandant hat die freie Disposition über das Materiale. Er verfügt dessen Vertheilung in Friedens- und dessen Gebrauch in Kriegszeiten; nur versteht sich, dass kein Stück von der Festung abgenommen werden darf. Es liegt ihm ebenfalls ob, darauf zu sehen, dass das Materiale und die Munitionen in dem durch den Tractat stipulirten Zustande sich befinden.

Der Niederländische Artillerie-Officier wacht über die Erhaltung und Unterhaltung des Materials. Da die Anzahl der Feuerschlünde, der Zustand der Laffeten und aller zum Material gehörigen Gegenstände, so wie die Quantität der Munitionen, nach den Bestimmungen gegenwärtiger Convention festgesetzt werden sollen, so soll das darüber aufgenommene Verzeichniss jenen beiden Officieren zur Norm dienen. Der in Niederländischen Diensten stehende Officier soll, von denen auf Befehl des Artillerie-Commandanten aus dem Zeughause und aus dem Magazin abzuliefernden Gegenständen, Nachweisungen und Verzeichnisse erhalten, und über dieselben Gegenstände die Controlle führen. 1816

Der in Niederländischen Diensten stehende Commandant des Ingenieur-Corps und der Ingenieur, theilen beide die Pflicht, auf Erhaltung der Werke zu sehen, und verabreden gemeinschaftlich, die nöthig befundenen Reparaturen und neuen Bauten. Sind aber diese Arbeiten einmal bestellt, so entwirft der Commandant des Ingenieur Corps allein den umständlichen Plan dazu, und leitet die Ausführung. Wird indessen die in den Niederlanden übliche Verfahrungsart, nämlich der Zuschlag der öffentlichen Arbeiten an den Mindestfordernden, nicht angenommen, so muss der Niederländische Ingenieur bei den mit den Unternehmern oder den Arbeitern abzuschliessenden Verträgen mit zugezogen werden.

Alle etwa entstehende Streitigkeiten sollen, unter der Leitung des Gouverneurs, durch eine gemischte Commission entschieden werden.

Diese auf die Reparaturen und die fortlaufende Unterhaltung der Werke sich beziehenden Verfügungen, sollen den Bestimmungen des dreizehnten Artikels nicht den geringsten Abbruch thun, da diese lediglich auf einen ersten Plan der Festungswerke überhaupt, und auf die Aufsicht über diese Arbeiten, nach ihrer Vollendung, Bezug haben.

Art. XI. Der Preussische Theil der Besatzung soll die freie Ausübung des Gottesdienstes geniessen, und die Stadt ihm auf Verlangen des Gouverneurs ein dazu schickliches Local anweisen. Culto de la garnison.

1816 Milice pour renfort.

Art. XII. Da die hohen contrahirenden Theile für nöthig gehalten haben, den Festungs-Gouverneur in Stand zu setzen, nach Erforderung der Umstände die Besatzung ohnverzüglich zu verstärken, so soll in den der Festung zunächst liegenden Bezirken beider Monarchien eine Landmiliz von acht tausend Mann gebildet werden, nämlich sechs tausend für Preussen und zwei tausend für die Niederlande, damit der Gouverneur in jedem Augenblick darüber verfügen könne. Diese Miliz soll von beiden Seiten aus streitbaren, geübten und wohlbewaffneten Leuten bestehen.

Die von den Niederlanden zu stellenden zwei tausend Mann, sollen der Disposition des Militär-Gouverneurs der Festung Luxemburg unmittelbar überlassen werden, sobald der in Niederländischen Diensten stehende, in dem Grossherzogthum Luxemburg commandirende General von ihm deshalb requirirt worden. Gedachter General soll mit der eventuellen Ordre diese Maassregeln zu bewerkstelligen jederzeit versehen sein.

Rétablissement des fortifications.

Art. XIII. Man wird sich unverzüglich mit der gänzlichen und vollkommenen Wiederherstellung der Festungswerke beschäftigen. Die Preussische und die Niederländische Regierungen verpflichten sich, selbige innerhalb der Frist zu beendigen, welche im Pariser Tractat vom zwanzigsten November ein tausend achthundert und funfzehn, für die Besetzung eines Theils Frankreichs durch die alliirte Armee angenommen worden ist. Nach dieser Wiederherstellung soll ein regelmässiger Plan entworfen werden, um die Unterhaltung der Festungswerke zu sichern. Die nach diesem Plan beschlossenen und von beiden Regierungen genehmigten Arbeiten, sollen unter der Leitung des Gouverneurs mit Zuziehung eines Commissärs S. M. des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, ausgeführt werden.

Die zu diesen Arbeiten nöthigen Gelder sollen einer unter der Leitung des Gouverneurs gestellten gemischten Commission ausgehändigt werden. Dieselbe Commission soll gleichmässig über die auf besagte Arbeiten verwendeten Summen quittiren, und diese Arbeiten sollen bei jedem jährlichen Rechnungs-Abschluss von einem Preussischen und von einem Niederländischen Officier revidirt werden.

Art. XIV. Die zur Verpflegung und für die Lazarethe erforderliche Verproviantirung des Platzes muss für zehn tausend Mann und auf ein Jahr gesichert werden. Aber um diese Last durch Theilung, und mit Rücksicht auf die Besetzungszeit eines Theils Frankreichs zu erleichtern, wird man sich vor der Hand darauf einschränken, eine Verproviantirung für sechs tausend Mann zu sichern. In jedem Jahre wird die Verproviantirung für tausend Mann erhöhet, so dass nach Verlauf von vier Jahren selbige für zehn tausend Mann vollständig sein wird. 1816 Approvisionnement.

Die Versorgung mit Munitionsgegenständen jeder Art, soll der Grösse des Platzes, und der Stärke der Besatzung in Kriegszeiten angemessen sein.

Art. XV. Damit der Festungsdienst durch den Mangel an den nöthigen Fonds niemals unterbrochen werden könne, soll ein jährlich zu erlegender Dotationsfond errichtet, darüber eine genaue Verrechnung gehalten, und am Ende eines jedes Jahrs beiden Regierungen Rechenschaft abgelegt werden. Dieser Fond dient zugleich zur Gehaltszahlung derjenigen Beamten, welche, wie z. B. die Magazin- und Wall-Inspectoren und andre, eigentlich nicht zur Besatzung, sondern zur Festung selbst gehören; imgleichen zur Bestreitung der Büreaukosten und ähnlichen andern Ausgaben. Fond de dotation

Art. XVI. Da der Platz Luxemburg eine deutsche Bundesfestung ist, und folglich den Preussischen und Niederländischen Regierungen nicht die Verbindlichkeit zugemuthet werden kann, sie zur allgemeinen Vertheidigung ausschliesslich auf ihre Kosten zu unterhalten, so wird die Entscheidung der Frage, ihren Unterhalt betreffend, unter den in den vorhergehenden Artikeln specificirten Modificationen den Verhandlungen des Bundestages ausdrücklich vorbehalten. Concours aux frais par la confed. germ.

Art. XVII. Der resp. Zolldienst darf nicht durch Truppendurchzüge gestört oder unterbrochen werden. Die Equipirungs- und Montirungsstücke, so wie die übrigen der Preussischen Besatzung der Festung Luxemburg nöthigen oder den durchziehenden Truppen zugehörigen Gegenstände sollen von aller Ein- und Ausfuhr-Abgabe frei sein; es muss aber durch die competenten Behörden gehörig beglaubigt werden, dass Exemption de douanes

1816 sie besagtem Gebrauch gewidmet sind oder dass sie das Eigenthum gedachter Truppen ausmachen.

Franchise de port.

Art. XVIII. Der Preussische Theil der Besatzung soll auf den Trierschen und Sarrebrückschen Postruten die Portofreiheit geniessen. Was die Sperrgelder auf den Grossherzoglich-Luxemburgischen Heerstrassen betrifft, so sollen bei den Barrièren, welche dem Staat gehören, und nicht Communal- oder Privat-Eigenthum sind, die Militärpersonen von der Preussischen Besatzung dieselben Vortheile geniessen als die Niederländischen, und in einer Entfernung von vier Meilen um den Platz, wenn sie sich in Uniform zeigen, immer so angesehen werden, als wären sie im Dienst.

Etappes

Art. XIX. Die hohen contrahirenden Theile behalten sich vor, unverzüglich und spätestens in dreimonatlicher Frist, vom Tage der Ratification gegenwärtigen Tractats an gerechnet, über die Militärstrassen in ihren resp. Staaten eine Separat-Convention abzuschliessen. Unterdessen bewilligen sie provisorisch, dass die nach Luxemburg gehenden oder von dieser Festung kommenden Preussischen Truppen, imgleichen diejenigen Truppen, welche zu dem in Frankreich stationirten Armee-Corps gehören, oder zu demselben bestimmt sind, der von Grevemachern aus nach Luxemburg und von dort nach den Französischen Grenzen gegenwärtig bestehenden Militärstrasse sich bedienen, und dass die für die Bataillone im Solde des Königreichs der Niederlande bestimmten Schweizerischen und Deutschen Recruten die Strasse von Coblenz nach Lüttich und Mastricht einschlagen. Alles dasjenige, was auf die Preise und auf die Bezahlung der diesen Truppen zu leistenden Lieferungen Bezug hat, soll die Anwendung der Bestimmungen und Bedingungen der künftigen Convention erhalten, und selbige eine zurückwirkende Kraft in dieser Hinsicht haben.

Confirmation des traités.

Art. XX. Der mit S. M. dem Könige der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, zu Wien am ein und dreissigsten Mai Ein Tausend achthundert und funfzehn abgeschlossene Tractat, imgleichen alle das Interesse S. M. betreffende oder mit Ihnen stipulirte Artikel der Wiener Congress-Acte vom neunten Juni Ein Tausend achthundert und funfzehn, werden in

allen den Puncten und in allen den Bestimmungen, welche durch gegenwärtige Convention nicht ausdrücklich abgeändert worden sind, bestätiget. 1816

Art. XXI. Gegenwärtige Convention soll ratificirt, und die Ratifications-Urkunden innerhalb zweier Monaten, oder früher, wenn es geschehen kann, ausgewechselt werden. Ratification

Zu dessen Urkund haben die resp. Bevollmächtigten selbige unterzeichnet und mit ihrem Wappensiegel versehen.

Geschehen zu Frankfurt am Main, den achten November, im Jahre Christi Ein Tausend achthundert sechszehn.

(L. S.) *Baron* von Humboldt.

(L. S.) *Baron* von Gagern.

37.

Acte de réunion des royaumes de Naple et de Sicile, signée le 12 Déc. 1815. 12. Déc.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52, p. 273—282.)

Vereinigungsacte.

Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des Königreichs beider Sicilien etc.

Indem der Wiener Congress, in der feierlichen Acte, welcher Europa die Wiederherstellung der Gerechtigkeit und des Friedens verdankt, die Rechtmässigkeit unserer Krone bestätigend, Uns und Unsere Erben und Nachfolger, als König des Königreichs beider Sicilien anerkannt, So wollen Wir nach erfolgter Ratification dieser Acte, von allen Mächten, solche, in so weit sie Uns betrifft, völlig in Wirksamkeit setzen, und haben beschlossen, durch ein immerwährendes Staatsgesetz, folgende Verfügungen anzuordnen und festzusetzen:

Art. I. Unsere sämmtlichen Königlichen Staaten, diesseits und jenseits der Meerenge, sollen das Königreich beider Sicilien ausmachen. Réunion des deux royaumes.

1816 Titre.

Art. II. Der Titel, welchen Wir, von dem Zeitpuncte der Bekanntmachung des gegenwärtigen Gesetzes an, annehmen, ist folgender: Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des Reichs beider Sicilien, von Jerusalem etc., Infant von Spanien, Herzog von Parma, Piacenza, Castro etc. Gross-Erbprinz von Toscana etc.

Expedition des actes.

Art. III. Alle Acten, welche von Uns ausgehen, oder, in Unserm Königlichen Namen, von dem Staatsbeamten in Unserm Königreiche beider Sicilien, ausgefertigt werden, sollen im Eingange, den im nachstehenden Artikel ausgesprochenen Titel führen.

Nouveaux pleins pouvoirs p. l. ministres et agens.

Art. IV. Die in den Händen Unserer Botschafter, Minister und andern Agenten, bei den auswärtigen Mächten befindlichen Vollmachten und Patente sollen unverzüglich zurückgenommen, und zugleich gegen andere, nach Inhalt des zweiten Artikels auszufertigende, ausgewechselt werden.

Succession.

Art. V. Die Thronfolge im Königreich beider Sicilien, bleibt auf ewige Zeiten, durch das am 6ten October 1759 zu Neapel promulgirte Gesetz, Unsers erlauchten Vaters Carls III. regulirt.

Chancellerie royale.

Art. VI. Wir errichten eine allgemeine Canzley des Königreichs beider Sicilien; welche sich stets am Ort Unsrer gewöhnlichen Residenz befinden, und worin einer Unsrer Minister-Staatssecretäre, mit dem Titel: Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, den Vorsitz führen wird.

Ses attributs.

Art. VII. In dieser allgemeinen Canzley wird das Protocoll über alle von Uns erlassenen Gesetze und Decrete, geführt; und werden diese Gesetze und Decrete selbst darin aufbewahrt werden.

Ministre Chancellier.

Art. VIII. Der Minister-Canzler wird allen Unsern Gesetzen und Decreten Unser Königliches Insiegel beifügen, und Unsere Unterschrift in denselben vidimiren und contrasiguiren. Derselbe ist mit Absendung aller Unsrer Gesetze und Decrete an sämmtlich-bestehenden Behörden im Königreiche beider Sicilien beauftragt, und hat für deren Bekanntmachung und Sammlung zu sorgen.

Conseil de Chancellier

Art. IX. Ausserdem soll sich in dieser allgemeinen Canzley, ein Rath, zur Erörterung und Vorberei-

tung der wichtigen Staatsgeschäfte, bevor sie von Unsern Ministern, zu Unsrer allerhöchsten Entscheidung, in Unsern Staatsrath gebracht werden, befinden, und den Namen: Oberster Canzleyrath führen. Der Minister-Canzler ist Präsident desselben. 1816

Art. X. Ein besonderes Gesetz wird die innere Organisation der allgemeinen Canzley bestimmen, und die Attribute des Minister-Canzlers, und des obersten Canzleyrathes festsetzen. Wir wollen und befehlen: dass dieses Unser, von Uns unterzeichnetes, von Unserm Rathe und Minister-Staatssecretair in Gnaden- und Justizsachen vidimirtes, mit Unserm grossen Insiegel versehenes, von Unserm Rathe und Minister-Staatssecretär-Canzler contrasignirtes, und in Unsrer allgemeinen Canzley des Königreichs beiden Sicilien registrirtes und aufbewahrtes Gesetz, im ganzen Umfange des besagten Königreichs mit den gewöhnlichen Feierlichkeiten, durch die betreffenden Behörden bekannt gemacht werde; welche ein Protocoll darüber aufzunehmen und die Vollziehung desselben zu sichern haben. Organisation.

Unser Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, ist besonders beauftragt, für Bekanntmachung desselben zu sorgen.

Caserta, den 12ten Decbr. 1816.

Unterzeichnet: FERDINAND.
Der Minister Staatssecretär in Gnaden- und Justizsachen.
Marchese Tomasi.
Der Minister-Staatssecretär-Canzler.
Tomaso di Somma.

Organisationsacte.

Ferdinand I. von Gottes Gnaden König des Königreichs beider Sicilien etc.

Indem Wir, die von Uns und den Monarchen Unsern erlauchten Vorfahren, Unsern vielgeliebten Sicilianern verliehenen Privilegien, mit der Einheit

1816 der politischen Institution, vereinbaren wollen, welche das öffentliche Recht Unsers Königreichs beider Sicilien bilden sollen; so haben Wir, durch gegenwärtiges Gesetz sanctionirt und sanctioniren was folgt:

Art. I. Sämmtliche Civil- und geistliche Aemter und Stellen Siciliens, jenseits der Meerenge, sollen nach dem Inhalte der Capitularien, der Monarchen, Unserer Vorfahren, ausschliessend nur Sicilianern verliehen werden; ohne dass die übrigen Unterthanen Unsrer Königlichen Staaten, diesseits der Meerenge, jemahls darauf Anspruch machen können; gleichwie die Sicilianer, auf die Civil- und geistlichen Aemter und Stellen, in obgedachten Unsern andern Königlichen Staaten, keinen Anspruch zu machen haben. Unter erwähnten ausschliessenden Rechten, zu Gunsten der Sicilianer begreifen wir auch das Erzbisthum von Palermo; obwohl dasselbe in dem grossen, von Unserm erlauchten Vater, Carl III. demselben ertheilten Privilegium dem allerhöchsten Gutbefinden vorbehalten war.

Art. II. Unsre Unterthanen von Sicilien, jenseits der Meerenge, sollen, im Verhältniss der Bevölkerung dieser Insel, zu allen grossen Staatsämtern, Unsers Königreichs beider Sicilien zugelassen werden. Da diese den vierten Theil der gesammten Bevölkerung aller Unsrer Königlichen Staaten ausmacht; so soll Unser Staatsrath zum vierten Theil aus Sicilianern, und für die übrigen drei Theile aus Unterthanen Unserer andern Königlichen Staaten, bestehen. Dasselbe Verhältniss soll auch in Hinsicht der Aemter Unsrer Minister und Staatssecretäre, der obersten Aemter Unsers Königlichen Hofes und der Stellen Unsrer Repräsentanten und Agenten bei auswärtigen Mächten, beobachtet werden.

Art. III. Anstatt der zwei Sicilianischen Consultatoren, welche nach Verwilligung Unsers erlauchten Vaters, Mitglieder der vormaligen Giunta von Sicilien waren, soll immer eine, dem im vorhergehenden Artikel angedeuteten Verhältnisse angemessene Zahl von Sicilianischen Räthen, in dem obersten Canzleyrathe des Königreichs beider Sicilien sich befinden.

Art. IV. Die Stellen Unsrer Land- und Seemacht, und die Unsers Königlichen Hauses, sollen ohne Un-

terschied, allen Unsern Unterthanen, aus was immer für einem Unsrer Königl. Staaten verliehen werden. 1816

Art. V. Die Regierung des ganzen Königreichs beider Sicilien, wird stets bei Uns verbleiben. Wenn wir in Sicilien residiren, werden wir in Unsern Staaten, diesseits der Meerenge, einen Königlichen Prinzen Unsrer Familie, oder eine andere vornehme Person, welche Wir aus Unsern Unterthanen erwählen, als Unsern Statthalter lassen. Ist es ein Königlicher Prinz, so soll er einen Unsrer Staatsminister bei sich haben; welcher die Correspondenz mit den bei Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten führen, und ausserdem noch zwei oder mehrere Directoren bei sich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen besagter Ministerien und Staatssecretariate, den Vorsitz führen sollen, die Wir zur Localregierung jenes Theils Unsrer Königlichen Staaten, an Ort und Stelle zu lassen, für nothwendig erachten werden. Ist es kein Königlicher Prinz, so soll der Statthalter selbst mit dem Character eines Ministers und Staatssecretärs bekleidet sein; selbst mit den bei Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten correspondiren, und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bei sich haben.

Art. VI. Wenn Wir in Unsern Staaten diesseits der Meerenge residiren, so soll auf gleiche Weise ein Königlicher Prinz Unserer Familie, oder eine andere vornehme Person, welche Wir aus Unsern Unterthanen erwählen, als Unser Statthalter in Sicilien sich befinden. Ist es ein Königlicher Prinz, so soll er gleichfalls einen Unsrer Staatsminister bei sich haben, welcher die Correspondenz mit den bei Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten führen, und ausserdem noch zwei, oder mehrere Directoren bei sich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen besagter Ministerien und Staatssecretariate den Vorsitz führen sollen, die Wir in Sicilien zurück zu lassen für nöthig erachten werden. Ist es kein Königlicher Prinz, so soll der Statthalter von Sicilien selbst, mit dem Character eines Ministers und Staatssecretärs bekleidet sein; selbst mit den bei Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten correspondiren,

1816 und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bei sich haben.

Art. VII. Gedachte Directoren sollen, sowohl im ersten als im zweiten Fall, aus Unsern Unterthanen, von was immer für einem Theil Unserer Königlichen Staaten, gewählt werden; so wie es, in Hinsicht auf Sicilien, für die ehemaligen Aemter des Konsultators, des Konservators und des Secretärs der Regierung, fest gesetzt war; an deren Stelle eigentlich obgedachte Directoren treten.

Art. VIII. Die Rechtssachen der Sicilianer werden fortwährend, auch in letzter Appelationsinstanz, von den sicilianischen Gerichten entschieden werden. Demzufolge, soll, in Sicilien ein oberster Justizhof errichtet werden; welcher über alle Gerichtsstellen dieser Insel erhaben, und von der obersten Justizstelle, Unsrer Staaten diesseits der Meerenge, unabhängig ist; so wie letztere von jenem in Sicilien unabhängig sein wird, wenn Wir Uns auf dieser Insel aufhalten. Die Organisation, dieser beiden obersten Gerichtshöfe soll, durch ein besonderes Gesetz, bestimmt werden.

Art. IX. Die Abschaffung des Feudalismus, in Sicilien, ist beibehalten; so wie auch in Unsern andern Staaten, diesseits der Meerenge.

Art. X. Der Antheil Siciliens, an den permanenten Staatsausgaben wird jedes Jahr von Uns bestimmt und vertheilt werden; kann aber jährlich die Summe von 1,847,687 Unzen und 20 Tari, wie sie, als actives Einkommen von Sicilien, im Jahr 1813, vom Parlament festgesetzt wurde, nicht übersteigen. Eine grössere Summe, welche sie auch immer sei, kann, ohne Bewilligung des Parlaments, nicht auferlegt werden.

Art. XI. Von vorbesagtem Antheile, sollen jährlich nicht weniger, als 150,000 Unzen, zum Voraus abgezogen, und zu Bezahlung der unverzinslichen Schulden, und der Zinsrückstände der verzinslichen Schulden von Sicilien, verwandt werden. Bis die gänzliche Tilgung erfolgt ist, bleibt jährlich dieselbe Summe, als Amortisationsfond der Sicilianischen Staatsschuld, bestimmt.

Art. XII. So lange, bis das allgemeine System der Civil-Justizadministration, Unsers Königreichs beider Sicilien, promulgirt sein wird, sollen alle Justiz- und Administrationsgeschäfte denselben Gang, wie bisher, fortgehen. 1816

Wir wollen und befehlen, dass dieses Unser, von Uns unterzeichnetes, von Unserm Rathe und Minister Staatssecretär, in Gnaden- und Justizsachen, vidimirtes, mit Unserm grossen Insiegel versehenes, von Unserm Rath und Minister-Staatssecretär-Kanzler kontrasignirtes, und in Unserer allgemeinen Kanzeley, des Königreichs beider Sicilien registrirtes und aufbewahrtes Gesetz, im ganzen Umfange des besagten Königreichs, mit den gewöhnlichen Feierlichkeiten, durch die betreffenden Behörden, bekannt gemacht werde; welche ein Protocoll darüber aufzunehmen und die Vollziehung desselben zu sichern haben.

Unser Minister-Kanzler, des Königreichs beider Sicilien, ist besonders beauftragt, für Bekanntmachung desselben zu sorgen.

Caserta, den 12ten Dec. 1816.

(*Unterz.*) FERDINAND.

Der Minister-Staatssecretär, in Gnadensachen,
Marchese Tomasi.

Der Minister-Staatssecretär-Kanzler,
Tomaso di Somma.

38.

1808 26 Apr. *Cartels et Conventions diverses pour l'extradition des déserteurs et l'arrestation des vagabonds 1808—1818*).*

I.

Convention entre l'Autriche et la Russie pour l'extradition des deserteurs.

Kaiserlich Oesterreichisches Edict enthaltend die zwischen Russland und Oesterreich, zu Wien den 26ten April 1808, *geschlossene Kartel-Convention**).*

Zwischen S. K. K. Apostl. Maj. und S. M. dem Kaiser und Selbstherrscher aller Reussen ist folgender Staatsvertrag zu Stande gekommen.

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden, Kaiser von Oesterreich, König zu Jerusalem, zu Ungarn Böhmen, Dalmazien, Kroazien, Sclavonien, Galizien und Lodomerien; Erzherzog zu Oesterreich; Herzog zu Lothringen, zu Salzburg, zu Würzburg und in Franken; Grossherzog zu Krakau; Grossfürst in Siebenbürgen; Herzog zu Steyern, Kärnthen und Krain, Ober- und Niederschlesien; Fürst zu Berchtoldsgaden und Mergentheim; gefürsteter Graf zu Habsburg etc.

Da wir mit S. M. dem Kaiser aller Reussen, zur Befestigung des zwischen beiden Kaiserhöfen glücklich bestehenden Freundschafts-Verbandes und guten Einvernehmens, und um der schädlichen Desertion von beiderseitigen Truppen möglichst vorzubeugen, eine

*) Plusieurs conventions de ce genre ont déjà été données dans les volumes précedens

1808 7 Mai Conv. entre l'Autr. et la Russie, extrait imparfait S. V. p. 74.
1808 21 Oct. Conv. entre la Russie et la Saxe S. V. p. 153.
1809 25 Mai Conv. entre la Saxe et la Westphalie S. V. p. 189.
1810 6 Nov. Conv. entre le G. D. de Hesse et la Westphalie S. V. 304.
1811 14 Mai Conv. ent. la Pr. et la Westph. s. l'extr. d. Vagab. S. V. 388.
1812 10 Mai Conv. entre la France et la Prusse s. l. déserteurs S. V. p. 424.

**) La substance de cet édit a déjà été donnée Suppl-T. V. p. 74.

gemeinschaftliche Uebereinkunft zur wechselseitigen Auslieferung der Deserteurs getroffen haben; so ist unser Wille, dass die darüber abgeschlossene Kartels-Convention zur allgemeinen Kenntniss gelange, und durch gegenwärtiges Edict die wechselseitig eingegangenen Verbindlichkeiten in nachstehenden Paragraphen Unsern Unterthanen zur genauesten Befolgung bekannt gemacht werden. 1808

§ 1. Alle Unsere Civil- und Militär-Gouverneurs, besonders aber die Commandanten der längs Unsern Grenzen aufgestellten Militärposten werden angewiesen, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Armeen Ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät die Grenze überschreiten, noch in den diesseitigen Staaten Schutz und Zuflucht finden könne.

§ 2. Diesemzufolge soll jede Militärperson ohne einige Ausnahme, sie sei von der Infanterie, Kavallerie oder Artillerie, vom Fuhrwesen oder von irgend einer andern Militär-Branche der Kaiserl. Russischen Armeen, welche Unser Gebiet betreten, oder sich auf demselben befinden würde, ohne mit einem Passe in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle arretirt werden, und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bei ihr finden, oder sie anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnte, auch dann folgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reklamirt werden sollte. Wäre ein solches Individuum früher von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staates, mit welchem Wir Kartel haben, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts destoweniger derjenigen Armee zurückzustellen, von welcher er zuletzt entwichen ist.

§ 3. Sollte es sich, ungeachtet dieser Vorsichtsmaassregeln ereignen, dass es einem solchen Deserteur gelänge, sich heimlich in Unsere Staaten einzuschleichen, oder der Wachsamkeit Unserer Vorgesetzten durch Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, und selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe Unseres Gebiets ansässig gemacht hätte, soll derselbe nichts destoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden,

1808 sobald er erkannt oder durch die Commandanten Sr. Russ. Kais. Maj. reklamirt wird.

§ 4. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von der Armee Sr. Russisch. Kais. Maj., welche in Unseren Staaten geboren sind, indem zwischen den beiden Mächten die gegenseitige Uebereinkunft getroffen worden ist, dass keine derselben verbunden sein soll, Ihre eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

§ 5. Da Wir ferner mit S. M. dem Kaiser aller Reussen übereingekommen sind, die Verpflegung eines Deserteurs von dem Augenblicke seiner Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, auf täglich 4 Kreutzer (4 Kopecken) nebst dem Brod, oder 4 Kreutzer (4 Kopecken) statt des Brodes festzusetzen, und für ein Pferd täglich 6 Pfund Haber, und 10 Pfund Heu Oesterreichischen Gewichts, nebst dem nöthigen Streustroh auszumessen; so ist der diesfällige Kostenbetrag in gangbarer Münze zu bezahlen, für die Naturalien aber der laufende Marktpreis der, dem Orte, wo der Deserteur ausgeliefert wird, zunächst liegenden Stadt anzunehmen. Die Zahlung dieser Unkosten hat bei Uebergabe des Deserteurs und des Pferdes zu geschehen. Da Deserteurs keine gesetzliche Schulden machen können, so kann auch von deren Bezahlung nie die Rede sein.

§ 6. Es wird weiters demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt, oder einbringt, gegenseitig eine Belohnung in Gelde (Kaglia) zugestanden, nämlich: 12 Gulden oder 7 Rubeln, 20 Kopecken für einen Mann zu Fuss, und 18 Gulden oder 10 Rubeln, 80 Kopecken für einen Kavalleristen mit dem Pferde, indem man auf eine festbestimmte Art den Rubel zu hundert Kreuzer Oesterreichischer Währung annimmt, wohlverstanden, dass die Kosten der Fütterung und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Ausser den Verpflegungskosten und der Kaglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, dass der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen jener Macht

welche ihn zurückzustellen hat, in Dienste genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird so, wie der Deserteur, demjenigen Corps, dem er angehört, oder denjenigen, welche zu dessen Uebernahme abgeschickt sind, in Gemässheit des 9ten § zurückgestellt. Sollten sich über den genauen Verhalt einer, bei der Requisition des Deserteurs, angegebenen Thatsache Zweifel ergeben, so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Zurückstellung des Deserteurs zu verweigern; sondern um allem Irrthum vorzubeugen, ist von den Militär- oder Civilbehörden ein Protocoll aufzunehmen, solches mit dem Deserteur zugleich einzuschicken, und eine Abschrift davon der betreffenden Behörde Sr. M. aller Reussen zuzusenden. 1808

§ 7. Hätte seit seiner Entweichung ein Deserteur in dem Lande, wohin er sich flüchtete, ein Verbrechen begangen, oder daran Theil genommen, so ist er nichts desto weniger jener Macht zurückzustellen, welcher er angehört. Diese wird nach geschehener Mittheilung aller auf sein Verbrechen Bezug nehmenden Acten, ihn nach den Gesetzen aburtheilen und bestrafen lassen, zugleich aber den Urtheilsspruch dahin, wo das Verbrechen begangen worden, zur Kenntniss mittheilen.

§ 8. Ein jedes Detaschement, welches zum Nachsetzen eines Deserteurs abgeschickt wird, hat auf den Grenzen anzuhalten, dergestalt, dass von dem Augenblicke an, wo er solche überschritten hat, derselbe nur durch einen oder zwei Mann, welche mit Pass oder Cartouche versehen sein müssen, bis zum nächsten Ort verfolgt werden könne, und die daselbst befindliche Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren, die sodann schuldig ist, auf der Stelle Assistenz zu leisten, um den in Frage stehenden Deserteur zu entdecken, oder zu verhaften. Wird derselbe wirklich an dem, durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigtem Orte arretirt, und nicht durch einen Unserer Unterthanen eingebracht, so findet die Belohnung in Golde (Kaglia) nicht statt.

§ 9. Tritt der Fall einer solchen Auslieferung ein, so hat der diesseitige Truppen-Commandant des

1808 der Grenze zunächst befindlichen Postens jenen des nächsten Kaiserl. Russ. Grenz-Postens davon zu benachrichtigen. Ist man über den Tag und die Stunde, wo die Auslieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Abtheilung unserer Truppen, auf dem an der Grenze bestimmten Punct, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Uebernahme beauftragte Truppen-Detaschement Sr. Russ. Kais. Maj. eingefunden haben wird, gebracht, und letzterem gegen gehörige Bescheinigung übergeben. Der Commandant Unsers Postens stellt seinerseits dem Commandanten des Kaiserl. Russ. Postens eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der durch vorstehenden 5. und 6. § festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

§ 10. Gleicherweise verordnen Wir, dass die Dienstleute der Officiers, welche nach einem begangenen Verbrechen in Unserer Armee Dienste nehmen, oder auf Unser Gebiet entweichen würden, auf Belangen arretirt und gegen Vergütung der in dem 5ten § rücksichtlich der Soldaten bestimmten Verpflegungskosten ausgeliefert werden solle.

§ 11. Ein jeder Officier Unserer Armeen, welcher sich beigehen lassen würde, entweder durch List oder Gewalt ein zu dem Kaiserl. Russ. Militär-Dienste gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft werden.

§ 12. Eben so soll auch ein jeder Officier, welcher zur Verhehlung eines Russischen Deserteurs beitragen, seine Entweichung befördern, oder ihn in weiter abwärts liegende Provinzen verschaffen sollte, mit einem Arreste von zwei Monaten bestraft werden. Jedes andere Individuum, welches sich desselben Vergehens schuldig macht, wird nach seinem Stande, entweder zu einer körperlichen oder zu einer Geldstrafe verurtheilt.

§ 13. Allen Unsern Unterthanen ist es untersagt, von Russischen Deserteurs irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferden, Waffen, u. d. gl. zu kaufen. Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regiment zurückzustellen, von welchem der Deserteur

entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in Natur wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, in jedem Falle aber auch noch wegen Uebertretung des gegenwärtigen Verbotes einer Strafe zu unterliegen. 1808

§ 14. Und da Se. M. der Kaiser aller Reussen mit Uns übereingekommen sind, zu gleicher Zeit in allen ihren Staaten ein Edict gleichen Inhalts publiciren zu lassen; so befehlen Wir Unsern Civil-Gouverneurs und Militär-Commandanten, gegenwärtiges Edict überall, wo es vonnöthen ist, publiciren und anschlagen zu lassen, damit niemand sich diessfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne. Gleicher Weise befehlen Wir Unsern Militär- und Civil-Beamten, und anderen Vorgesetzten, darauf zu halten, damit dasselbe nach seinem vollen Umfange und Inhalte vollzogen und befolgt werde.

Gegeben in Unserer Kaiserl. Residenzstadt Wien, den 26ten April 1808. Unserer Regierung im siebzehnten Jahre.

FRANZ.

Erzherzog KARL,
Generalissimus.

2.

Convention pour l'extradition des déserteurs conclue le 9 Mars 1812. entre les Grand-Ducs de Wurzbourg et de Bade. 1812 22 Fevr. / 9 Mars.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nous Ferdinand etc. Savoir faisons que nous avons jugé à propos de conclure avec S. A. R. le Grand-Duc de Bade, afin de favoriser le service militaire dans les deux Grands-Duchés, et de reserrer les liens de bon voisinage entre les deux souverains, le cartel suivant pour l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits:

1812 Art. I. Tous les militaires sans exception et sans difference d'armes, qui déserteront des troupes de l'un des deux souverains, pour entrer dans le pays et les troupes de l'autre, lors même que celles-ci sont hors de leur pays, ne seront ni reçus au service militaire de ce souverain ni recelés par ses sujets, ni renvoyés du pays; mais ils seront aussitôt arrêtés, sans attendre aucune réclamation, et livrés avec leurs chevaux, leurs uniformes, leurs armes et autres objets d'équipement. Les déserteurs seuls, qui seront reconnus juridiquement pour sujets de l'état dans lequel ils ont passé, ne seront point livrés. Mais dans ce cas même, on rendra sans retenue ceux des objets ci-dessus qu'ils auront importés avec eux, ou à leur défaut la valeur des dits objets prise sur les biens qu'ils pourront avoir. Cette extradition ne pourra néanmoins se faire gratuitement, si le déserteur n'a rien; mais dans ce cas, les frais de fourrage, de transport, et autres seront remboursés par le souverain auquel les chevaux, et les effets militaires seront livrés. Le deserteur doit être considéré comme sujet du souverain dans le pays duquel, suivant les registres ecclesiastiques ou civils, il est né, ou a été élevé dès son enfance, ou s'il y a été naturalisé soit personnellement, soit avec le chef de sa famille qui s'y seroit établi, avant son entrée ou service militaire de l'autre puissance.

Art. II. Sont comprès parmi les déserteurs qui doivent être livrés sans réclamation préalable avec les chevaux et les effets qu'ils ont enlevés, non seulement les militaires qui sont sous les armes, mais encore tous les individus qui sont attachés à l'armée par serment ou par devoir, ainsi que les soldats attachés à l'artillerie ou aux charrois.

Art. III. Sur une réclamation préalable, on livrera aux régimens ou aux autorités les domestiques d'officiers, qui se seroient enfuis, ainsi que les chevaux et les effets qu'il sauroient pris avec eux.

Art. IV. Si un soldat déserte des troupes d'un des souverains contractans pour prendre du service chez un troisième souverain, et que de là il passe dans le pays ou au service de l'autre souverain contractant, il faut examiner si ce dernier a un cartel d'échange avec le troisième souverain. Dans ce cas, le déserteur

doit être livré au souverain du pays d'où il a déserté en dernier lieu; si au contraire il n'y a pas de cartel, il sera, en vertu de la présente convention, livré à celui des souverains contractans dont il a abandonné le service. 1812

Art. V. Toutes les autorités civiles et militaires, particulièrement celles des frontières des deux états, sont tenues d'examiner avec attention tout militaire qui cherche à s'y glisser; en cas de soupçon qu'il ait déserté des troupes de l'autre souverain, de l'arrêter et si, d'après l'information, le soupçon se trouve fondé, de le livrer aussitôt à la plus prochaine autorité civile ou militaire avec les chevaux et les effets qu'il a pris avec lui. Si malgré toutes ces mesures, un déserteur à l'aide d'un déguisement ou de faux passeports parvient cependant à s'introduire dans l'un des deux états, on doit l'arrêter et le livrer aussitôt qu'il sera découvert ou réclamé.

Art. VI. Celui qui oserait cacher un déserteur ou lui prêter secours, et qui en serait convaincu, doit, suivant les circonstances, être emprisonné ou condamné à quelqu' autre peine plus sévère. Tout officier qui enrôlerait sciemment un déserteur ou le cacherait, doit non-seulement être tenu de le livrer à ses frais, mais il sera en outre traduit devant un tribunal et puni, suivant l'occurence de la perte de la place. Tous ceux qui, dans l'un ou l'autre pays, auraient acheté d'un déserteur des chevaux, des armes, uniformes, équipages etc. sont tenus de les rendre sans aucun dédommagement au corps dont le déserteur fait partie. Si ces effets n'existent plus en nature celui qui les a achetés non seulement est tenu d'en payer la véritable valeur en argent; mais dans le cas où il serait convaincu de les acheter sciemment d'un déserteur, il sera puni sévèrement.

Art. VII. Tout sujet qui livrera un déserteur, recevra une gratification de 5 florins du Rhin pour un homme sans cheval, 10 fl. pour un homme avec un cheval, et 4 fl. pour le cheval dans le cas où le déserteur aurait réussi à s'échapper en abandonnant son cheval.

Art. VIII. Du jour où un déserteur aura été arrêté jusqu'à celui où il sera livré, son entretien sera de 9 kr. par jour, et celui de son cheval de 6 livres d'avoine, 8 de foin et 3 de paille. Le prix du fourrage

1812 sera réglé d'après le marché de l'endroit où le déserteur est gardé, et on fera un compte exact de tous les frais.

Art. IX. Celui des deux souverains qui recevra le déserteur devra rembourser les frais d'entretien ainsi que la gratification promise, au plus tard dans l'intervalle de 15 jours. L'extradition aura lieu même dans le cas où ce remboursement ne pourrait pas être exécuté ponctuellement, à moins que d'autres motifs ne s'y opposent. On donnera à la partie qui livrera le déserteur un reçu tant pour la personne du déserteur que pour ses effets; il en sera de même de la partie qui recevra le déserteur, par rapport au remboursement des frais.

Art. X. Il sera accordé 24 Kreuzer par jour pour chaque personne nécessaire au transport du déserteur. Outre ces frais et ceux mentionnés dans l'article précédent, on ne pourra rien exiger de plus sous quelque prétexte que ce soit dans aucun cas, même dans celui où le déserteur ayant été par méprise incorporé dans les troupes du souverain qu'il à livré, aurait reçu de l'argent à titre d'engagement, ou sous toute autre dénomination.

Art. XI. La poursuite du déserteur dans le pays de l'un des deux souverains ne pourra avoir lieu sans une réquisition préalable ou sans la publication légale de son signalement. Mais sur la présentation de l'une ou l'autre de ces pièces, les magistrats seront obligés de prêter leur secours pour l'arrestation du déserteur demandé de vive voix ou par écrit. Dans le cas où un détachement poursuivrait un ou plusieurs déserteurs, lorsqu'il arrivera à la frontière commune des deux états, il ne la passera point tout entier, mais il enverra seulement un ou deux hommes, muni de passeports ou d'ordres militaires, à la poursuite du déserteur dans les états de l'autre souverain, ceux-ci ne pourront cependant jamais l'arrêter, mais ils s'adresseront à la garnison ou au magistrat du lieu.

Art. XII. Quant aux déserteurs qui depuis leur évasion se seront rendus coupables ou complices d'un délit, il est réglé par les présentes que les informations sur cet objet se feront dans le pays où le crime aura été commis, et où il doit être puni d'après les lois qui y sont en vigueur. Si un déserteur a commis

dans les états de l'autre souverain un crime capital, 1812
tel que meurtre, rapine etc., ou tout autre crime qui doit être puni de mort ou de réclusion à vie, alors l'extradition n'aura pas lieu. Mais si son crime est d'un autre genre moins grave, il sera livré après avoir subi la peine qu'il a encourue, et il n'y aura pas lieu au remboursement des frais de son entretien pour le temps qu'auront duré l'information et son emprisonnement. Dans tous les cas, lorsque le déserteur sera soumis à une information de cette nature, on en instruira aussitôt son souverain, et quand par la suite son extradition aura lieu, les actes de la procédure seront remis ou en original ou par extraits légalisés, afin que l'on puisse juger si le déserteur est encore propre au service militaire ou non. Dans les deux cas, les chevaux et autres objets que le déserteur pourrait avoir avec lui, seront aussitôt livrés.

Art. XIII. Quant à ce qui concerne les sujets des deux parties contractantes, qui lors de la conclusion du présent traité se trouveraient au service militaire de l'un des deux souverains, les individus en état de servir auront le choix ou de rester à ce service ou de retourner dans leur patrie moyennant une indemnité réciproque pour les uniformes et équipemens auxquels ils n'auront point acquis de droits. Ils seront obligés de faire leur déclaration à cet égard dans l'intervalle de deux mois, à compter de la publication de la présente convention. On fera à ceux qui rentreront dans leur patrie la déduction du temps qu'ils ont servi chez l'autre puissance sur le nombre d'années qu'ils doivent servir dans leur pays. Ceux qui voudront retourner dans leur patrie, recevront leur congé sans aucune difficulté; ceux qui préféreront rester au service où ils se trouvent actuellement, seront soumis relativement à la durée de leur engagement, aux lois de l'état dans lequel ils servent.

Art. XIV. Tous les sujets ou domiciliés tenus au service militaire par la conscription ou toute autre loi, lesquels après la présente convention voudraient passer dans les états de l'autre souverain ou être enrôlés dans ses troupes, non-seulement ne seront point reçus; mais ils seront aussitôt livrés, même sans attendre aucune réclamation, aux autorités civiles et

1816 militaires compétentes, et l'on suivra à cet égard les mesures préscrites par la présente convention pour les déserteurs. Les deux souverains s'engagent mutuellement à n'accorder aux réfractaires ci-dessus aucun asile dans leurs états, mais à enjoindre strictement à toutes les autorités que cela concerne de faire rechercher et arrêter ces individus, de faire droit le plus promptement possible à toutes les réclamations qui seront faites à leur sujet, et de faire punir convenablement les autorités coupables de négligence à cet égard, ainsi que le sujet qui cacheraient chez eux les hommes réclamés ou qui favoriseraient leur fuite.

Art. XV. La présente convention sera mise à exécution à compter du 1er Avril de cette année.

Art. XVI. Il sera libre aux deux souverains de rénoncer à ce cartel, mais alors ils se préviendraient réciproquement un an d'avance.

Art XVII. Cette convention sera aussitôt publiée dans les feuilles officielles, lue en présence des regimens, et il sera enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de s'y conformer avec la plus grande exactitude.

Deux exemplaires conformes du cartel seront signés et scellés par les deux souverains.

Donné à Wurzbourg, le 22 Fevrier 1812.

FERDINAND.

3.

Conventions de cartel pour l'extradition des déserteurs entre la Prusse et diverses puissances et états 1816—1818*). 1816 25 Mai.

a.

Convention de cartel, conclue entre la Prusse et la Russie, le 25 Mai 1816; ratifiée le 8 Août 1816.

(*Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.* 1817. p. 209—228.)

Nous Fréderic Guillaume III, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc.

Savoir faisons par les présentes: qu'étant convenu avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, de faire cesser les abus et les inconvéniens auxquels la désertion des soldats de Nos armées respectives a souvent donné lieu, Nous avons nommé pour discuter, arrêter et signer les conditions d'une Convention de cartel, Notre Chancelier d'Etat, le Prince de Hardenberg etc. et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant nommé dans le même but le Sr. David Alopeus, Son conseiller privé etc., les dits Plénipotentiaires duement légitimés ayant arrêté et signé la Convention de cartel, dont la teneur suit ci-après mot à mot:

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, animés d'un égal désir de se donner réciproquement des preuves de l'amitié intime qui les unit, sont convenus de faire cesser les abus et les inconvéniens auxquels la désertion des

*) Nombre d'articles de ces conventions conviennent de mot à mot; je me borne donc à donner en entier le cartel avec la Russie et celui avec la Saxe; ce dernier semblant avoir servi de modèle aux conventions subsequentes je me contente d'inserer les articles dans lesquels celles-ci different, en renvoyant quant aux autres à celle avec la Saxe.

1816 soldats de leurs armées respectives a souvent donné lieu et de conclure pour cet effet une Convention de cartel.

En conséquence, les hautes parties contractantes ont muni de leurs plein-pouvoirs, S. M. le Roi de Prusse, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat, Chevalier des grands ordres de l'aigle noir, de l'aigle rouge, de celui de St. Jean de Jérusalem, et de la croix de fer de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe de Russie; grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de St. Charles d'Espagne, de l'ordre suprême de l'Annonciade de Sardaigne et de celui de St. Hubert de Bavière, Chevalier de l'ordre des Séraphins de Suède, de celui de l'éléphant de Danemarc, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de celui du faucon de Saxe-Weimar et de plusieurs autres; et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur David d'Alopeus, Son conseiller privé, Chambellan actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne, de la première classe, grand-croix de celui de St. Vladimir de la seconde classe, et grand-cordon de l'ordre royal de la légion d'honneur; lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs plein-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Dès la signature de la présente Convention, les ordres seront donnés aux autorités militaires et civiles dans les provinces limitrophes, de restituer tous les individus qui déserteront des armées respectives des deux Souverains. Ils seront arrêtés et restitués avec les chevaux, les selles, les armes, les habillemens, et tels autres effets qu'ils auront sur eux ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter. Cette stipulation s'étend à l'armée du Royaume de Pologne, à laquelle seront appliqués tous les articles de la présente Convention.

Au nombre des individus qui sont au service militaire de S. M. le Roi de Prusse, et dont l'arrestation et la restitution est stipulée par le présent article, seront comptés tous ceux qui appartiennent au premier

et au second ban (*Aufgebot*) de la Landwehr, tant officiers que sous-officiers et soldats, soit à pied, soit à cheval. 1816

Si S. M. impériale et royale juge convenable, d'établir à l'avenir dans ses provinces de Russie ou de Pologne des levées de cette nature, les individus qui en feront partie, seront compris alors, comme ceux de la Landwehr, dans les stipulations du présent cartel.

L'arrestation et la restitution ne pourra être appliquée aux individus qui seroient natifs d'une province appartenant à l'état dans lequel ils se seroient rendus, et qui par conséquent ne feroient que retourner dans leur patrie; néanmoins les chevaux de ces individus, ainsi que les selles, les armes, les habillemens et tels autres effets qu'ils auroient sur eux, ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter, n'en seront pas moins restitués à celle des hautes parties contractantes dont ils auront quitté les drapeaux.

Art. II. Les individus dont la désertion a eu lieu pendant que le dernier cartel étoit en vigueur (c'est-à-dire avant le 17 Janvier de l'année courante) ceux qui ont déserté depuis, ou ceux enfin qui pourroient encore déserter jusqu'à l'échange des ratifications de la présente convention, seront également réstitués, néanmoins sous la réserve stipulée à l'art 1. concernant les indigènes rentrés dans leurs foyers: et les Etats respectifs accorderont réciproquement aux dits déserteurs une amnistie générale.

Art. III. Les individus originaires des provinces du ci-devant Duché de Varsovie, qui sont actuellement dans l'une des armées respectives, seront réciproquement remis à l'armée de l'état, dans lequel d'après les stipulations du traité du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 se trouve le lieu de leur origine. Cette mesure ne sera exécutée cependant que de leur propre gré, et tous les officiers et soldats, qui à la signature de la présente Convention se trouvent être au service de l'une des hautes parties contractantes, quoique natifs des provinces acquises par l'autre, auront la faculté d'y rester sans qu'ils puissent être inquiétés en aucune manière.

1816 Art. IV. Les sujets mixtes qui ont fait la déclaration de leur domicile, soit expressément, soit tacitement, selon la teneur de l'article 11. du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815, et qui après cette déclaration sont entrés au service militaire d'un des états respectifs, tel qu'il est déterminé à l'article 1. par engagement volontaire, ou bien en suite d'une obligation légale, perdent, comme de raison, le droit mentionné à l'article 12. du Traité de Vienne, d'après lequel ils peuvent, pendant l'espace de huit années, à compter du jour de la ratification du dit Traité, choisir à volonté un autre Souverain. Ce droit leur est toutefois conservé dès qu'ils ont obtenu une démission dans les formes avant l'expiration du dit terme de huit années.

Art. V. Comme il pourroit arriver qu'un déserteur avant la désertion du service de l'une ou de l'autre des parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre Souverain ou d'un autre état avec lequel l'une des hautes parties contractantes eût conconclu un cartel, le déserteur n'en sera pas moins réstitué à l'armée de laquelle il aura déserté en dernier lieu.

Art. VI. Il sera défendu aux Généraux et officiers respectifs, et en général aux autorités militaires et civiles d'enrôler ou de recevoir les déserteurs de l'autre partie contractante. Ceux qui se présentent pour se faire enrôler, doivent être examinés soigneusement, et dès que, soit par leurs réponses, soit aux indices extérieurs de leurs habillemens, armes, ou autres quelconques, ils sont reconnus déserteurs, ils seront arrêtés d'abord et sans qu'on en attende la réquisition. La même chose aura lieu s'ils arrivent sans demander d'être enrôlés, mais qu'ils ne soient point munis d'un passeport ou cartouche en bonne et dûe forme. Dès qu'ils auront été arrêtés, il en sera donné avis au chef de la garnison la plus proche, ou au défaut d'une autorité militaire voisine, à l'autorité civile la plus à portée, afin que le déserteur soit conduit jusqu'à la frontière qui sépare les deux états, et que là-même il soit restitué et remis à ceux qui seront chargés de le recevoir.

Art. VII. Au cas que le déserteur échappe à la connoissance des autorités militaires et civiles du pays respectif où il se sera refugié, la recherche, l'arrestation et la restitution s'en fera par les autorités de ce même pays, et de la manière déterminée à l'article 6. à la première réquisition qui en sera faite par les autorités militaires ou civiles, du pays d'où il a déserté; de manière toutefois que cette réquisition se fasse au plus tard dans le terme de deux ans à compter du jour de la désertion. Ce terme de deux ans écoulé, le déserteur ne pourra plus être réclamé. 1816

Art. VIII. La réquisition pourra être adressée à l'autorité militaire ou civile la plus proche. Les autorités militaires rendront les déserteurs qui se seront présentés pour être enrôlés, et les autorités civiles ceux qui ne se seront pas présentés à cet effet. Les autorités civiles prussiennes prendront là-dessus les ordres des régences. On tiendra la main réciproquement à ce qu'il soit promptement et loyalement satisfait aux réquisitions susmentionnées. Afin que la restitution des déserteurs puisse se faire avec ordre et exactitude, on déterminera de part et d'autre, des garnisons ou des places frontières, dans lesquels ou délivrera les déserteurs, selon que ces places seront le plus à portée.

Art. IX. S'il s'élevoit des doutes sur l'exactitude de tel fait énoncé dans la réquisition par laquelle un déserteur est réclamé, ou ne pourra pars s'en prèvaloir pour refuser, la restitution du déserteur; le seul cas excepté où un déserteur prétendroit appartenir à l'état où il s'est rendu, dans lequel cas les faits doivent avant tout être constatés. Mais afin que toute erreur soit prévenue, les autorités militaires ou civiles dresseront un procès-verbal dont on accompagnera le déserteur: la copie en sera envoyée sans délai à la régence de S. M. Prussienne, de même qu'à celle du gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, du ressort desquelles se trouverà être une telle affaire.

Art. X. Les autorités militaires ou civiles respectives soit dans les villes, soit à la campagne, ne laisseront passer ni sous-officier, ni soldat, à pied ou à cheval, ou de quel corps de troupes respectives qu'il puisse être, à moins qu'il ne soit muni d'un

1816 passeport ou cartouche du chef ou commandeur du régiment, du bataillon ou de la compagnie dont il se dit être. Au défaut d'un tel passeport, l'individu qui devroit en être, muni, sera arrêté, et mis en sûreté, ainsi que ses pièces d'habillement, armes, chevaux et effets quelconques, qu'il pourroit avoir sur lui, ou avoir emportés, L'autorité militaire ou civile la plus à portée, en sera avertie sur-le-champ, et il sera procédé ensuite d'après la teneur de la présente convention.

Art. XI. La restitution des déserteurs étant ainsi convenue, toute violation du territoire respectif sera soigneusement évitée et sévèrement défendue de part et d'autre, aussi bien que tout enrôlement des déserteurs ou sujets respectifs.

Ceux qui violent le territoire de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, s'ils sont saisis dans les pays où ils s'en sont rendus coupables, seront punis là même selon les lois. Mais si par la fuite ils se sont soustraits à la dite punition, ils seront punis d'après les lois, dans le pays de leur Souverain.

S'il s'élève des doutes sur le fait ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établi une commission bilatérale à diriger par les Commissaires de la partie lésée. La sentence de cette Commission, confirmée par les deux Souverains, sera exécutée sans délai.

Art. XII. Pour tout déserteur, les frais d'entretien seront acquittés, à raison d'un florin et demi de Pologne par jour, et de deux metzes d'avoine, ainsi que de huit livres de foin par jour avec la paille nécessaire, pour le cheval du déserteur. Ces fourrages seront payés d'après les taux que fournira chaque foit le prix courant du marché de la ville la plus proche. Le payement de ces frais se fera lors de la reddition du déserteur et du cheval, et ces frais ne pourront dans aucun cas être augmentés. Pour donner à cette détermination toute l'efficacité possible, les hautes parties contractantes s'engagent de faire déposer une somme d'argent chez les autorités établies, d'après l'Article 8. dans les garnisons ou places frontières, pour y recevoir les déserteurs. Les frais d'entretien, ainsi que la rémuneration dont il est question à l'article 13. seront payés sans aucune difficulté, sur le compte qui, simul-

tanément avec la réstitution du déserteur, en sera 1816
présenté par l'autorité publique chargée de cette restitution. Si l'on trouvoit ce compte défectueux, ce qui toutefois ne pourra guères avoir lieu, vû la détermination précise du taux des frais d'entretien et de la rémunération, de pareilles réclamations ne seront examinées qu'après que le payement aura été provisoirement effectué.

Les déserteurs ne pouvant contracter des dettes légitimes, il ne sera pas question de la part de l'état requérant, du payement de pareilles dettes. La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, et celle-ci aura lieu dès qu'on l'aura découvert.

Art. XIII. Il sera accordé une recompense pécuniaire à celui qui aura dénoncé ou améné un déserteur de la part de celle des hautes parties contractantes, à laquelle la restitution se fera, savoir d'un ducat et demi d'Hollande pour un homme à pied, et de deux ducats et demi pour un cavalier avec le cheval.

Art. XIV. Ceux qui dans le pays de l'un des deux Souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite, et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront réstitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci dessous à l'article 15.

L'état ou la condition du coupable accusé ou prévenu ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet, fera administrer contre lui bonne et prompte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui, et lui fera infliger la

1816 peine qu'il a encourue, quand même un tel individu seroit sujet de l'autre Souverain.

Art. XV. Les réquisitions à l'effet de la restitution d'après l'art. 14. seront adressées respectivement aux régences de S. M. le Roi de Prusse, et aux gouverneurs militaires et civils de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et non pas aux autorités inférieures, ou aux justices. L'autorité ainsi requise ordonnera la restitution, si le cas y est qualifié d'après l'article 14. Elle se fera de manière que de la part de la puissance requise, main-forte soit prêtée pour le transport de l'individu jusqu'à la frontière, et qu'à cette frontière même le dit individu soit remis à ceux qui y seront envoyés de la part de la puissance requérante. Si à tel ou tel indice la qualification d'un individu à la restitution d'après les principes de l'article 14. est reconnue, même sans réquisition, il sera arrêté par ordre des autorités militaires et civiles respectives, et avis en sera donné à l'effet de sa restitution.

Art. XVI. A compter du jour de l'arrestation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'art. 14. il sera payé par jour pour son entretien un florin et demi, et deux florins par jour pour frais de détention. Ces frais seront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu, et celle-ci sera accélérée autant que possible.

Art. XVII. Ni les déserteurs, ni les criminels ou prévenus ne pourront de la part du Souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre Souverain, soit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, ou clandestinement. Il est en conséquent défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque émissaire secret, passent la frontière des deux états.

Toute violation de territoire pareille sera suivie de l'arrestation et de la punition des coupables, là-même où cette violation aura été commise.

Si de la part de la puissance réclamante la poursuite d'un déserteur ou de plusieurs déserteurs, ou bien d'un ou de plusieurs criminels ou prévenus, a été ordonnée, soit au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de quelque autre manière que ce soit, cette poursuite ne doit s'étendre que jusqu'à la

frontière qui sépare les deux états. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité propre, et s'adressera à l'autorité militaire ou civile la plus proche, se légitimera en produisant les lettres réquisitoires de ses supérieurs, et proposera la réclamation. Un tel individu sera accueilli avec les égards reçus, et il sera procédé en conséquence de la présente Convention. 1816

Art. XVIII. Il est défendu de part et d'autre de recéler un déserteur, ou bien un criminel ou prévenu, ou de le faire passer dans quelque contrée, province, ou garnison éloignée, pour le soustraire à la réclamation.

Des peines de part et d'autre seront décernées contre les individus prévenus de ce genre de délit, et les autorités des deux gouvernemens auront soin de s'informer réciproquement pour leur mutuelle satisfaction, qu'il a été fait justice des contrevenans aux présentes dispositions. L'intérêt et l'équité des deux gouvernemens, ainsi que les lois qu'ils ont adoptées, indiquent dans ce cas, que la peine doit être proportionnée à la nature du délit et aux circonstances particulières qui peuvent l'aggraver ou l'atténuer.

Art, XIX. Il est défendu de part et d'autre d'acheter les chevaux, les selles, les armes et les habillemens d'un déserteur, ainsi que les effets quelconques qu'il a emportés. Il est de même défendu d'acheter les effets quelconques emportés par un criminel ou prévenu.

Tout ce qui a été acheté de cette manière sera rendu gratis par l'acheteur, qui en restituera le prix au cas que les chevaux, selles, armes, habillemens et effets susdits ne se trouvent plus chez lui.

L'acheteur sera encore soumis à une peine proportionnée suivant les lois du pays.

Art. XX. Si la restitution d'un déserteur, d'un criminel ou d'un prévenu ne se fait point dans un cas, où d'après cette convention elle devroit se faire, et que le dit individu, enrôlé contre la teneur de cette Convention ou non enrôlé, retourne par désertion ou par fuite dans le pays auquel il auroit dû être réstitué, le Souverain du pays n'est pas tenu de le rendre.

1816 Art. XXI. Les hautes parties contractantes s'engagent d'empêcher que les vagabonds ou criminels qui devront être expulsés de leurs états, passent dans ceux de la puissance co-signataire de la présente Convention, à moins que ces individus ne soient nés, ou n'ayent eu leur dernier domicile dans les dits états. Mais même dans ces deux cas la régence la plus proche des états respectifs en sera prévenu avant l'expulsion; elle indiquera l'endroit où la rémise d'un tel individu devra s'effectuer, et cette remise devra être accompagnée des pièces justificatives sur le lieu de naissance ou le dernier domicile de l'individu qu'on voudra transporter.

On ne pourra pas liquider de frais à l'occasion d'un tel transport, parce qu'il n'aura pas eu lieu à la suite d'une réquisition préalable.

Art. XXII. Il s'étend de soi-même, et il est expressément stipulé par le présent article, que cette Convention n'aura point d'effet rétroactif.

Les déserteurs qui ont déserté avant le terme fixé par le prémier article de la présente convention, et ceux auxquels ne s'appliqueroient pas les exceptions mentionnées dans les articles suivans, ne seront pas rendus. Quant aux criminels ou prévenus qui, d'après les principes établis à l'article quatorzième seroient soumis à la réclamation et à la réstitution, en tant que le délit criminel dont ils se sont rendus coupables, ou dont ils sont accusés ou prévenus, eût été commis après le terme fixé à l'article premier de cette Convention, la restitution s'en fera de part et d'autre, quand même le dit délit criminel et leur fuite auroient eu lieu avant le dit terme.

Au reste, tous les différens qui pourroient avoir existé ou exister entre les hautes parties contractantes au sujet de la désertion ou de l'enrôlement jusqu'à l'époque de la signature de la présente Convention, sont par cette convention même terminés et annulés.

Art. XXIII. La durée de la présente Convention est fixée à douze ans.

Art. XXIV. La teneur de cette Convention sera publiée dans les deux états et dans les armées respectives des deux Souverains, d'abord après l'échange des ratifications; afin que personne n'en ignore le

contenu, et qu'à compter des termes exprimés, elle soit suivie et exécutée ponctuellement dans tous les articles. 1816

Les gouverneurs et commandans des provinces limitrophes, les officiers-généraux et autres, les autorités militaires et civiles respectives, les régences et leurs subordonnés seront instruits des stipulations de la présente convention. Ils auront l'injonction de veiller à son exécution fidèle, et de lui donner à cet effet la plus grande publicité dans leurs gouvernemens et dans les provinces confiées à leur surveillance respective: à quoi servent entr' autres les publications annuelles insérées dans les gazettes des résidences et dans les feuilles officielles des provinces.

Art. XXV. Les ratifications de cette Convention seront échangées ici à Berlin dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous les Plénipotentiaires respectifs l'avons signée, et y avons apposé le sçeau de nos armes.

Fait à Berlin, le 25 de Mai 1816.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.
(L. S.) d'Alopeus.

Nous, après avoir lu et examiné cet acte, l'avons trouvé en tous ses points et articles conforme à Notre volonté, en conséquence de quoi Nous l'avons accepté, approuvé, confirmé et ratifié, comme Nous l'acceptons, l'approuvons, le confirmons et le ratifions par les présentes, pour Nous et pour Nos successeurs, promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'observer scrupuleusement la dite Convention de cartel dans tous ses points, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit ou puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main et y avons fait apposer Notre sçeau royal.

Fait à Berlin, le huitième Août de l'an de grâce, mil-huit-cent-seize et de Notre règne le dix-neuvième.

(L. S.) FRÉDERIC GUILLAUME.

Le Prince de Hardenberg.

1817 *Articles additionnels*

en date du $\frac{5\ Avril}{24\ Mars}$, *ratifiés le* 16 *Avril* 1817, *à la Convention de cartel signée entre la Prusse et la Russie en date de Berlin* $^{13}/_{25}$ *Mai* 1816.

Nous Fréderic Guillaume III., par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc.
savoir faisons par les présentes:

Ayant de concert avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies jugé à propos de modifier plusieurs articles de la Convention de cartel conclue entre la Prusse et la Russie, en date de Berlin le $^{13}/_{25}$ Mai 1816, et les plénipotentiaires qui ont signé la dite Convention ayant pour cet effet conclu et signé en date de Berlin le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ de cette année, les cinq articles additionnels, dont la teneur suit mot-à-mot.

S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant résolu, après la ratification de la Convention de cartel du $^{13}/_{25}$ Mai, mil-huit-cent-seize, de modifier les articles onze, douze et seize dont l'application pourroit amener des difficultés, contraires à leurs intentions mutuelles, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des Articles additionnels suivans, relatifs à l'enquête des délits de violation de territoire et aux frais d'entretien des déserteurs, et qui par conséquent seront substitués aux articles susmentionnés.

Art. I. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Art. II. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins, et aménera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au Général-en-chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformement aux lois de chaque pays. La sentence sera communiquée au tribunal chargé de l'information, qui la publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque.

Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté, ou délivré à l'autorité de

l'autre état, la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée. 1816

Art. III. L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée le plus que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

Art. IV. Au lieu du prix fixé dans l'article douze de la Convention de cartel, il a été convenu que les frais d'entretien pour tout déserteur seront acquittés à raison de deux gros courant de Prusse, ou quinze gros de Pologne. Les autres déterminations restent telles qu'elles ont été stipulées dans le dit article.

Art. V. Ce compter du jour de l'arrestation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'article quatorze, il sera payé par jour pour son entretien deux gros courant de Prusse, ou quinze gros de Pologne, et trois gros courant de Prusse, ou vingt-deux gros et demi de Pologne, pour jour pour frais de detention. — Ces frais seront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu. Cet article est substitué à l'article seize de la Convention de cartel.

Ces articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés mot-à-mot dans la Convention de cartel, et les autorités respectives des deux Gouvernemens s'y conformeront exactement.

Ils seront de plus annexés à la dite Convention et ratifiés séparément, et les ratifications en seront échangées dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires les ont signés en double expédition et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.
(L. S.) d'Alopeus.

Nous, après avoir lu et examiné ces dits articles additionnels, les avons trouvés en tout point conformes à Notre volonté; en conséquence de quoi Nous les avons acceptés, approuvés, confirmés et ratifiés,

1816 comme Nous les acceptons, approuvons, confirmons et ratifions par les présentes, pour Nous et Nos successeurs, promettant en foi et parole de Roi, d'observer scrupuleusement les dits articles additionnels, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit, ou puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main et y avons fait apposer Notre sceau royal.

Fait à Berlin le seize Avril, l'an de grâce mil-huit-cent-dix-sept et de Notre règne le vingtième.

(L. S.) *FRÉDERIC GUILLAUME.*

Le Prince DE HARDENBERG.

b.

1817 18 Avr. *Cartel-Convention zwischen Preussen und Sachsen, vom 18ten April 1817; ratificirt am 3ten Mai dieses Jahres.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1817. p. 125—131.)

Nachdem I. I. K. K. M. M. von Preussen und von Sachsen, zu mehrerer Beförderung des zwischen beiden Staaten bestehenden nachbarlichen Vernehmens, eine Convention, wegen gegenseitiger Auslieferung der beiderseitigen Deserteurs und sonst austretenden militärpflichtigen Mannschaft zu errichten beschlossen haben, so sind zu dem Ende mit Auftrag versehen und ausdrücklich bevollmächtiget worden: von S. M. dem Könige von Preussen Allerhöchstdessen Geheimer Staatsrath und Cammerherr, auch ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Königlich-Sächsischen Hofe, Johann Christian Magnus Freiherr von Oelssen, Ritter des St. Johanniter-Ordens, und von S. M. dem König von Sachsen Allerhöchstdessen Cabinets-Minister und Staatssecretär, Dettlev Graf von Einsiedel, Ritter des Ordens der Rautenkrone, Grosskreuz des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-, dann des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens;

Welche, nach Auswechselung ihrer Vollmachten, nachstehende Vertragspuncte, unter Vorbehalt beiderseitiger Allerhöchsten Ratification abgeschlossen haben. 1817

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Publication gegenwärtiger Convention, nach vorausgegangener Ratification angerechnet; von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile, unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirenden Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden. Extradition d. déserteurs.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und derselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte. Définition d. déserteurs.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dass ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines dritten, und von diesem wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen, desertirt; so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert. Déserteurs du service d'autres P.

Art IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt: Exceptions pour le refus d'extrad.

a) Wenn der Deserteur aus den Staaten des jenseitigen hohen Souverains, so wie sie durch die neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

1817 *b)* Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise, und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sei oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staat, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Equipages. Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auf die Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind; und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Lieux par l'extrad. Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirenden Theile wegen bestimmter, an ihren Grenzen belegenen gegenseitigen Ablieferungsorte (wozu solche Städte gewählt werden sollen, in welchen sich Garnison befindet) übereinkommen, an welchen eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangsnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Artikeln 10. und 12. stipulirten Kosten beauftragt sein wird.

Sans attendre la requisition. Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe, nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Cas de requisition. Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfalsige Requisition

erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienste des gedachten Staats angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dass zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben. **1817**

Art. IX. Die in vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preussischer Seits an die Sächsische Landesregierung und resp. das Oberamt zu Budissin, oder das Königliche General-Commando, und Sächsischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen sein sollten, von den Civilbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. Requisitions à qui addressées.

Art. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag drei Groschen Preussisch Courant; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Dresdener Gewicht, den Centner zu einhundert und zehn Pfund, gut gethan. Frais de nourriture.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

Art. XI. Ausser diesen Kosten und der im nachfolgenden Artikel 12. bemerkten Belohnung, kann ein mehreres unter irgend einem Vorwand, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Nulle autres remboursemens.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thaler Gratifications

1817 Preussisch Courant für einen Mann ohne Pferd, und von zehen Thaler Preussisch Courant für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem auslieferndem Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretenen Militärpflichtigen, die nicht nach Art. II. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Quittance. Art. XIII. Ueber den Empfang der Art. 10 und 12. gedachten Kosten- und Gratificationserstattung hat die auslieferende Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegen steht, nicht aufzuhalten.

Arrestations. Art XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen, sich ergiebt, dass er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Extradition des obligés au service. Art. XV. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt militärpflichtige Unterthanen, welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Renvoi de ceux soupçonnés. Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten im militärpflichtigen Alter sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf

sich ziehen, dass sie sich der Militärpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden. 1817

Art. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntern Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dass von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden. Engagemens défendus.

Art. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnissstrafe belegt. Peine des fauteurs.

Art. XIX. Gleichmässig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zu Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdem mit willkührlicher Geld- oder Gefängnissstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dass er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat. Défense d'achat d'équipemens.

Art. XX. Indem auf diese Art eine regelmässige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern streng untersagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet, und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden. Poursuite de fait défendue.

Art. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, wel- Limitation.

1817 ches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Ortsobrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit muss vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche befindet, denselben sofort verhaften; und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld gezahlt. Der Commandirte darf sich aber keinesweges an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel 20. zu behandeln ist.

Enrôlemens forces ou clandestines.

Art. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Nul effet rétroactif.

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind, und entweder bei der Armee des andern Souverains Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Option accordée à ceux qui sont au service.

Art. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienst des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein. 1817

Art. XXV. Gegenwärtige Convention, deren Ratification binnen drei Wochen umgewechselt werden soll, wird von den hohen contrahirenden Mächten, beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht. Ratification.

So geschehen und unterzeichnet, Dresden den 18ten April 1817.

(L. S.) *Freiherr* von Oelssen.

(L. S.) Dettlev *Graf* von Einsiedel.

c.

Convention de cartel entre S. M. le R. de Prusse et S. A. S. de Lippe Detmold signée à Berlin le 31. Oct. 1817. 31 Oct.

(*Gesetzsammlung für die Preuss. Staaten.* 1818. N. 1. p. 2.)

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der Bekanntmachung der Convention an gerechnet von Unsern Königl. preussischen Armeen und den Truppen Ihrer Durchlaucht desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II—IX. *Conviennent de mot à mot avec les art. 2—9. de la convention entre la Prusse et la Saxe du* 18 *Avril* 1817.

Art. X. *Convient avec l'art.* 10. *de la convention citée si ce n'est qu'à la fin de cet article il est ajouté.*

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs, nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung wegen Krankheit höhere Verpflegungskosten haben verwendet werden müssen, so werden diese ebenfalls sogleich bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besonderen Berechnung erstattet.

1817 Art. XI—XXIV. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 11—24. *de la susdite convention.*

Art. XXV. *Convient avec l'art.* 25. *de la susdite convention si ce n'est qu'il y est ajouté:*

Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemeine Beschlüsse gefasst würden, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unvereinbar sind, so wird das Bundesschlussmässige Verfahren künftig an die Stelle treten.

d.

1818 11 Fevr. *Convention du cartel entre les Gouvernemens Prussiens et du Grand-Duc de Hesse, signé le* 11 *Fevr. et publiée le* 31 *Mars* 1818.

(*Gesetzsammlung für die Pr. Staaten.* 1818. p. 26.)

Art. I—V. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 1—5. *de la convention du* 18 *Avril* 1817. *entre la Prusse et la Saxe.*

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile wegen bestimmter gegenseitiger Auslieferungskosten dahin übereingekommen, dass die Grossherzogliche Stadt und deutsche Bundesfestung Mainz auch für beide contrahirende Staaten zur Empfangnahme der Deserteurs und zu sofortiger Bezahlung aller in den folgenden Artikeln X und XII. stipulirten Kosten bestimmt, und den in Mainz sich befindenden Behörden dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

Art. VII et VIII. *Conv. de mot à mot avec les art.* 7 *et* 8. *de la dite convention.*

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preussischer Seits an das Grossherzogliche Ober-Kriegs-Colleg., oder an die Provinzial-Cantons-Commandeurs zu Darmstadt, Giessen und Worms, und Hessischer Seits an die nächste Preussische Provinzial-Regierung oder das nächste Königliche General-Commando der preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste

angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

Art. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag drei Groschen Preussisch Courant, oder dreizehn und einen halben Kreutzer im 24 Fl. Fuss; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Berliner Gewicht, den Zentner zu Einhundert und zehn Pfund gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschiehet nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehn ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit gleich bei der Auslieferung.

Art. XI. *Convient de mot à mot avec l'art.* 11. *de la dite convention.*

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thalern Preussisch Courant, oder neun Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern Preussisch Courant oder achtzehn Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretener Militärpflichtigen, die nicht nach Art. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartel weg.

Art. XIII—XXV. *Conviennent (mutatis mutandis) mot à mot avec la susdite convention.*

e.

1818 16 Fevr. *Convention de Cartel entre le gouvernement de Prusse et celui de Lippe Schaumburg signée le* 16 *Fevr. et publiée le* 4 *Mai* 1818.

Convient de mot à mot avec le cartel du 31 *Oct.* 1817. *entre la Prusse et Lippe Detmold, inseré ci-dessus; voyés*

Gesetzsammlung f. d. Pr. Staaten 1818. p. 42.

f.

3 Mai. *Convention de Cartel entre les gouvernemens de Prusse et du G. Duc de Mecklenbourg-Schwerin, signée à Berlin le* 3 *Mai* 1818; *publiée le* 8 *Mai* 1818.

(*Gesetzsammlung f. d. Pr. Staaten* 1818 p. 30.)

Art. I. Alle von den Truppen der beiden hohen contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des anderen Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II—VIII. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 2—8. *du Cartel du* 18 *Avr.* 1817. *entre la Prusse et la Saxe.*

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehn von Seiten der betreffenden Preussischen Militär- oder Civil-Behörden unmittelbar an die Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Regierung, und von Seiten der Grossherzoglichen betreffenden Behörden unmittelbar an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

Art. X. *Convient avec l'art.* 10. *de la convention de Cartel entre la Prusse et le Hannovre du* 1 *Août* 1818. *voyés plus bas.*

Art. XI—XXIII. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 11—23. *de la conv. entre la Prusse et la Saxe.*

Art. XXIV. Indem die gegenwärtige Cartel-Convention an die Stelle der zwischen den beiderseitigen Ministerien resp. unter dem 3. u. 11. August 1813. getroffenen Vereinigung wegen Auslieferung der Deserteurs und militärpflichtigen Unterthanen tritt, sind nur diejenigen Deserteurs der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen, welche bereits vor dem Zeitpunkte der letztgedachten Vereinigung von den Truppen eines der hohen contrahirenden Theile entwichen sind, und bei dem andern Souverain Dienste genommen haben oder sonst in dessen Landen sich aufhalten. Desgleichen sollen solche militärpflichtige Unterthanen, welche zwar erst nach dem vorstehend erwähnten Zeitpunkte ausgetreten sind, jedoch nachweisen können, dass sie vor Publication der gegenwärtigen Convention bereits drei Jahre hindurch in dem jenseitigen Gebiete ansässig gewesen sind, von der Reclamation ausgenommen sein.

Art. XXV. *Convient de mot à mot avec l'art.* 24. *de la conv. du* 18 *Avr.* 1817. *avec la Saxe.*

Art. XXVI. *Convient avec l'art.* 25. *de la dite convention si ce n'est qu'on y a ajouté la clause.*

Sollten jedoch auf dem Bundestage allgemeine Beschlüsse gefasst werden, welche mit einzelnen Bestimmungen der vorstehenden Convention unvereinbar wären, so wird das bundesmässige Verfahren an die Stelle der letzteren treten.

So geschehn und unterzeichnet Berlin, den 3. Mai 1818.

g.

1818 3 Mai. *Convention de Cartel entre le Gouvernement Prussien et le Senat de la ville libre anséatique de Hambourg du 3 Mai* 1818.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1818. p. 37.)

Art. I. *Convient avec l'art.* 1. *du Cartel entre la Prusse et Lippe Detmold du* 31 *Oct.* 1817. *V. ci-dessus.*

Art. II—V. *Conv. avec les art.* 2—6. *de la conv. entre la Prusse et la Saxe du* 18 *Avril* 1817.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben so wie der bei ihm etwa vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen u. s. f. veranlasst.

Art. VII. *Convient avec l'art.* 8. *du Cartel avec la Saxe.*

Art. VIII. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehn Preussischer Seits, in Hinsicht bereits zum Dienste angenommener Deserteurs an den jedesmaligen Militärchef der Hamburger Garnison, in allen übrigen Fällen aber an den dortigen Polizeiherrn, und Hamburgischer Seits in Hinsicht schon zum Dienst angenommener Deserteurs, an das General-Commando der Provinz, worin sich der Deserteur befindet, in allen übrigen Fällen aber an die betreffende Preussische Provinzial-Regierung.

Art. IX. *Convient avec l'art. X. de la conv. avec Lippe-Detmold du* 31 *Oct.* 1817.

Art. X—XIV. *Conviennent avec les art.* 11—15. *de la conv. avec la Saxe du* 19 *Avr.* 1818.

Art. XV. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre diesfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegen-

den zu befördern. Auch soll es ihnen nicht gestattet werden, dass von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden. 1818

Art. XVI. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnissstrafe belegt.

Art. XVII. *Convient avec l'art.* 19. *du Cartel avec la Saxe.*

Art. XVIII—XX. *Coviennent avec les artt.* 22—24. *de la Convention avec la Saxe.*

Art. XXI. *Convient avec l'art.* 25. *du Cartel avec Lippe-Detmold du* 31 *Oct.* 1817.

h.

Conventions de Cartel entre le Gouvernement Prussien et le Senat de la ville libre de Lubec item avec le Senat de la ville libre de Bremen, signées le 3 *Mai* 1818. 3 Mai.

Ces Conventions conviennent de mot à mot (mutatis mutandis) avec le Cartel ci-dessus, signé avec la ville libre de Hambourg.

i.

Convention de Cartel entre le Gouvernement d'Hannovre et le Gouvernement Prussien, publiée à Hannovre le 1 *Août* 1818. 1 Août.

(*K. Hannov. Gesetzsammlung.* 1. Abth. Nr. 13.)

Art. I—VIII. *Conviennent de mot à mot avec l'art.* 1—8. *de la conv. ci-dessus du* 18 *Nov.* 1817. *entre la Prusse et la Saxe.*

Art. IX. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Königl. Hannoverischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben, und Königl. Preussischer Seits

1818 an das Königliche General-Commando zu Hannover, oder aber an die Provinzial-Regierung der Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienst angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwischen Seiner Majestät, dem Könige von Hannover und andern deutschen Bundesstaaten, welche durch die Königl. Preussischen Staaten von dem Hannoverischen Gebiete getrennt sind, Cartel-Conventionen bestehen, oder noch geschlossen werden, in deren Folge Auslieferungsfälle Hannoverischer Deserteurs vorkommen, so sind die Kön. Preussischen Behörden verpflichtet, dergleichen Deserteurs von solchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen, und den weiteren Transport nach den in Gemässheit des Artikels VI. zu bestimmenden Hannoverischen Ablieferungsorten in eben der Art zu veranstalten, als ob solche Deserteurs innerhalb der Königl. Preussischen Staaten selbst zuerst ergriffen worden wären.

Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten der Königlich Hannoverischen Behörden statt, wenn in ähnlichen Fällen auf dem Grunde zwischen der Königl. Preussischen Regierung und andern deutschen Bundesstaaten bestehender Cartel-Conventionen Königl. Preussische Deserteurs das Königl. Hannoverische Gebiet passiren müssen, um ihre Auslieferung zu bewirken.

Art. XI—XXV. *Conviennent de mot à mot avec les artt.* 10—24. *de la susdite convention avec la Saxe.*

Art. XXVI. Es versteht sich, und wird hierdurch ausdrücklich erklärt, dass durch keine der vorstehenden Bestimmungen den künftigen etwanigen Beschlüssen des Bundestags über einen allgemeinen Termin der Militärpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bundesmässige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen beschränkt werden soll.

Art. XXVII. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zu gleicher Zeit zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freisteht.

1816
6 Dec.

39.

Conventions d'étappes signées entre la Prusse et divers Etats d'Allemagne. 1816. 1817).*

1.

Durchmarsch- und Etappenconvention, gegenseitig abgeschlossen zwischen Preussen und Hannover, vom 6ten December 1816.; ratificirt am 18ten December desselben Jahres.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1817. p. 77—85.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc.

Thun hiermit kund, dass Wir, um die, in dem zu Wien am 29. Mai 1815. zwischen Uns und S. M. dem Könige von Grossbritannien und Hannover abgeschlossenen Vertrage und zwar in dessen sechsten Artikel enthaltene Bestimmung, wegen künftig zu treffenden Verabredung rücksichtlich der Einrichtung gegenseitiger Militärstrassen, in Ausführung zu bringen, Unsern Staatskanzler Fürsten von Hardenberg beauftragt

*) La plupart de ces conventions aiant été signées en exécution des traités conclus 1815 et 1816, j'ai crû ne pas devoir les omettre ici. La similitude de nombre d'articles dans ces traités m'avait fait esperer qu'en donnant celui avec le Hannovre du 16. Déc. 1816 qui a servi en certain sens de modèle aux autres, je pourrais me dispenser de donner ces derniers en entier en renvoyant aux articles de ce premier qui sont de même teneur sur le pied sur lequel j'en ai agi pour les cartels et pour les conventions sur le droit de détraction. Cependant j'ai bientôt vu que les frequentes nuances de diversité qu'on y trouve m'auraient conduit, ou à des inexactitudes ou à des exceptions trop multipliées pour ne pas faire naitre des obscurités, et j'ai cru qu'il y aurait moins d'inconvenient à grossir le volume de quelques feuilles pour les donner en entier en supprimant toute fois la plupart des actes de ratifications, dressés dans la même forme et dont il paraissait suffire de donner un modèle et les dates

1816 *haben, Unsern Generalmajor von Wolzogen, Ritter Unsers Ordens* pour le mérite etc. *zu autorisiren, alles was diesen Gegenstand betrifft, zu verhandeln, abzuschliessen und zu unterzeichnen; welcher, und der Königlich - Grossbritannisch - Hannöverische Bevollmächtigte, Herr Freiherr von Ompteda, am 6. d. M. eine Durchmarsch- und Etappenconvention abgeschlossen und unterzeichnet haben, deren Inhalt folgender ist:*

Nachdem S. M. der König von Preussen und S. M. der König von Grossbritannien und Hannover in den unterm 29. Mai 1815. abgeschlossenen Tractaten beliebt haben, gegenseitig den Durchmarsch ihrer Truppen durch die respectiven Lande zu gestatten, und rücksichtlich der Einrichtung der Militärstrassen die nöthigen Verabredungen gemeinschaftlich treffen zu lassen;

So ist deshalb, unter Vorbehalt höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königl. Preussischen Generalmajor, Ritter des Königl. Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens 1ster Klasse, des Grossherzogl. Weimarischen weissen Falkenordens 1ster Klasse, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königlich Baierischen Militär-Max-Joseph-Ordens, und dem Freiherrn von Ompteda, Königl. Grossbritannisch-Hannöverischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Commandeur des Königl. Grossbritannischen - Hannöverischen Guelphenordens, Nachstehendes auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes. *I. Feststellung der Linie der beiden Königl. Preuss. Militärstrassen und der Königl. Hannöverischen Militärstrasse, der Etappen-Hauptörter und Constituirung der Etappenbezirke.*

1. Die Linie der Militärstrasse, welche über Halberstadt und Hildesheim führt, berührt in den Königl. Hannöverschen Landen folgende Etappen-Hauptorte mit den dazu gelegten Etappenbezirken:

Von Wolfenbüttel nach Gross-Lafferde 3½ Meile mit Gross-Lafferde, Klein-Lafferde, Gudenstedt, Len-

gede, Münstedt, Oberg, Gross-Ilsede, Adenstedt, Steinbrück, Sühlde, Gross-Himstedt, Klein-Himstedt, Bettrum, Feldbergen, Oedlum, Mollme, Garnissen mit Garbolzum, Hoheneggelsen. 1816

Von Gross-Lafferde nach Hildesheim (wo auch den Truppen der Ruhetag auf ihrem Marsch durch die Königl. Hannöverischen Staaten gegeben wird) 2½ Meile, mit Stadt Hildesheim, Steuerwald, Himmelsthür, Sorsum, Emmerke, Gross-Escherde, Klein-Escherde, Gross-Giesen, Klein-Giesen, Bettmar, Drispenstedt, Bavenstedt, Einum, Dinklar, Kemme, Achtum und Uppen, Schelvertern, Moritzberg, Achtersum, Harsum, Honnersum, Borsum, Hasede, Asel, Machtsum.

Von Hildesheim nach Coppenbrügge 3½ Meile, mit Coppenbrügge, Brunnighausen, Brullsen, Neustadt, Johnsen, Herkensen, Bentorf, Dorpe, Marienau mit Wolldagsen, Hemmendorf, Salzhemmendorf, Lauenstein, Bessingen, Diddessen, Behrensen, Oldendorf, Bensdorf, Oersem, Bisperode.

Ausserdem werden die Ortschaften Elze, Mehle, Sehle, Esbeck in denjenigen Fällen, wo die Truppen über Hameln nach Lemgo gehen, dem Etappen-Arrondissement von Coppenbrügge annoch zugelegt.

Von Coppenbrügge nach Oldendorf 3½ Meile, oder nach Hameln 2 Meilen, mit Gross-Berkel, Klein-Berkel, Selksen, Ohr, Erzen.

Bei starken Durchmärschen, wie dieses namentlich bei der Rückkehr sämmtlicher Truppen aus Frankreich der Fall sein könnte, werden dem Etappen-Arrondissement von Hameln noch folgende Ortschaften zugelegt: Rohnsen, Afferde, Wehrbergen, Gross- und Klein-Hiltigsfeld, Hastenbeck, Tundern, Watzen, Königsförde.

Von Hameln nach Alverdissen 3 Meilen.

2. Die Militärstrasse, welche in Gemässheit der oben erwähnten Tractaten über Gifhorn, Celle u. s. w. führt, ist vom Königl. Preussischen Gouvernement für die Zeit des Friedens völlig aufgegeben, und wird nur für den Fall eines Krieges und der dadurch veränderten Truppendirectionen reservirt. Dagegen wird dem Königl. Preuss. Gouvernement eine südlichere Militärstrasse zugestanden, welche von Heiligenstadt auf Minden führt und folgende Etappenorte berührt:

1816 Von Heiligenstadt nach Nörthen 4 Meilen;
Von Nörthen nach Einbeck 3 Meilen;
Von Einbeck nach Alfeld 2½ Meile;
Von Alfeld nach Coppenbrügge 3½ Meile;
Von Coppenbrügge nach Oldendorf 3½ Meile.

Diese Strasse soll nur selten und nie zum Marsche von starken Truppencorps gebraucht werden, deren Maximum circa von 1 bis 2 Bataillone und eben so viel Escadrons bestimmt wird. Es ist daher auch nicht nothwendig, auf den genannten Etappenorten besondere dauernde Einrichtungen zu treffen, so wie es überflüssig sein würde, den Etappenorten für jetzt besondere Rayons zuzulegen; es sollen vielmehr dergleichen Rayons in einzelnen Fällen, wo es nöthig sein sollte, zu seiner Zeit bestimmt werden.

Die Königl. Hannöverische Regierung soll auch jedesmal drei Wochen vorher requirirt und benachrichtigt werden, wann die erwähnte Strasse gebraucht werden soll.

3. Die Linie der Militärstrasse für die Königl. Hannöverischen Truppen durch die Königl. Preuss. Lande berührt folgende Etappenbezirke:

Von Osnabrück nach Ippenbuhren 3½ Meile, mit Lehen, Kloster Grafenhorst, Pusselbühren, Langenbeck, West-Cappel nebst Dependenz, Lotte, Mettingen, Bevergen;

Von Ippenbuhren nach Rheine 3 Meilen, mit dem Kirchspiel Rheine und Dependenz, Mesum nebst Dependenz, Neuenkirchen nebst Dependenz;

Von Rheine nach Bentheim 3 Meilen;

Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird, es sei denn, dass dieselben Artillerie, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall aus-

genommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen. **1816**

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschroute.* **Feuilles de route.**

Sämmtliche respective durch die Königl. Preuss. und Königl. Hannövrischen Lande marschirende Truppen müssen auf einer der drei genannten Militärstrassen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappen-Hauptörter instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider kontrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen. Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen, welche durch die Königl. Hannövrischen Lande marschiren, nur von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium und dem Generalcommando in Sachsen oder Westphalen mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch die Königl. Preuss. Staaten marschirenden Königl. Hannövrischen Truppen die Marschrouten nur von dem Königl. Hannövrischen Generalcommando und dem bei demselben angestellten Generalquartiermeister oder Cassen-Aide mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten

1816 Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesregierungen wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirender Officier wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser kommandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt sein.

Logement et nourriture.

III. *Einquartirung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken

zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was 1816
er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss bei den Unterthanen einquartirt werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dass der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein muss. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bei dem Einwohner oder in den Baracken verlangen: 2 Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, 1/2 Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Caffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitän excl. erhalten ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und 1/2 Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und 1/8 Quart. Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird gegenseitig nach vorgängiger Liquidation von dem resp. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	4	Ggr.	Gold,
Für den Unterofficier . . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier .	12	—	—
Für den Capitain	16	—	—

1816 Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. Gold, der Obrist und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden, welches für die Königl. Preuss. Truppen zu Hildesheim sein soll, und worüber der Etappeninspector die Aufsicht und Berechnung führt. Das Local zu diesem Etappen-Hospitale soll von der Königl. Hannöverischen Regierung unentgeldlich angewiesen werden.

Für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, so wie für alle andere Bedürfnisse hat aber das Königl. Preuss. Gouvernement selbst zu sorgen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers

aus einem in jedem Etappenorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus den Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die betreffende Militärstrasse beauftragten Behörde jährlich öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königl. Preuss. Etappeninspector muss zu dieser Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, dass ein zweiter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Königl. Hannövrische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. **1816**

Die durch die Fourageleistung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Gestellung des Vorspanns entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet und in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fussboten.* Transports;

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden

1816 und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterweges erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bei Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur, der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bei der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bei eigener Verant-

wortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind. 1816

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Aufrechterhaltung der Ordnung und militärischen Polizei.* Police militaire.

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, soll in Hildesheim ein Königl. Preuss. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechterhaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Königl. Hannöverischen Unterthanen. Dem Etappeninspector wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und Contrasignatur der Militärbriefe zugestanden. Er soll ein angemessenes Quartier, ohne Verpflegung, gegen eine

1816 billige Vergütung in Hildesheim erhalten. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von den oben erwähnten Etappeninspector gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die resp. Königl. Preuss. und Königl. Hannövrischen Truppen, welche auf eine der genannten Militärstrassen instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Die vorstehende Etappenconvention soll mit dem ersten Januar 1817 in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von besagtem Dato an gerechnet als gültig abgeschlossen sein. Es wird dabei festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft re-

gulirt werden sollen. Auch macht sich die Königlich Hannövrische Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupationsarmee in Frankreich von der Hälfte der auf der Strasse von Halberstadt nach Minden durchmarschirenden Truppen nur die Hälfte der eben angeführten Preise für Portionen, Rationen Vorspann etc. zu liquidiren, eben so wie auch bei einem dereinstigen Rückmarsche der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für sämmtliche zurückkehrenden Truppen gleichfalls nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden soll, wogegen die Königl. Preussische Regierung sich verpflichtet, für sämmtliche aus Frankreich zurückkehrende und dorthin marschirende Königl. Hannövrische Truppen gleichfalls nur die Hälfte der oben festgesetzten Vergütungspreise zu liquidiren. 1816

Zu Urkund dessen ist dieses reciproke Durchmarschreglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt höchster Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Berlin, den 6ten Decbr. 1816.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Ludwig Conrad Georg v. Ompteda.

Wir haben, nachdem Wir diesen auf zehn Jahr vom ersten Januar 1817. *ab gültigen Vertrag gelesen und erwogen, den Inhalt davon Unserm Willen gemäss befunden, und daher angenommen, bestätigt und ratificirt, so wie Wir ihn hiermit für Uns und Unsere Nachfolger annehmen, bestätigen und ratificiren, und auf Unser Königliches Wort versprechen zu thun, dass er genau und getreulich erfüllt werde.*

Urkundlich dessen haben Wir diese Ratificationsurkunde eigenhändig unterzeichnet und mit Unserm Königlichen Insiegel bedrucken lassen.

So geschehen zu Berlin, den 18*ten December eintausend achthundert und sechszehn.*

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. Fürst v. Hardenberg.

1816

2.

Durchmarsch- und Etappen-Convention vom 31sten December 1816, gegenseitig abgeschlossen zwischen Preussen und Weimar.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten,* 1817 p. 85—93.)

Nachdem S. M. der König von Preussen etc. und S. K. H. der Grossherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach in dem am 22sten September 1815. zu Paris abgeschlossenen Staatsvertrage Art. IX. den Truppen-Durchmarsch auf mehreren Militärstrassen stipulirt und rücksichtlich der Einrichtung derselben die nöthigen Verabredungen treffen zu lassen beliebt haben; so ist deshalb, unter Vorbehalt Höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte ausdrücklich Bevollmächtigten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königlich Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen weissen Falken-Ordens Grosskreuz, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierschen Militär-Max-Joseph-Ordens; und dem Freiherrn von Fritsch, Grossherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachschen wirklichen Geheimen-Rath und Staatsminister, des Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen weissen Falkenordens Grosskreuz, Nachstehendes auf das verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes.

I. *Feststellung der Linie der Königl. Preuss. Militärstrassen, der Etappen-Haupt-Oerter, und Bestimmung der Etappen-Bezirke.*

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt und 3½ Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in der Regel, und so lange die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappenort zwischen Naumburg, dem Grossherzogthum Sachsen und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappen-

bezirke Buttstedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, Guthmannshausen, Grossbrembach, Krautheim, Neumark, Buttelstedt, Nermsdorf, Schwerstedt, Niederreissen, Mannstedt, Rudersdorf, Nirmsdorf und Oberreissen. 1816

2. Von Erfurt nach Koblenz trifft die Militärstrasse Eisenach als Etappenort, zu deren Etappenbezirk Fischbach, Eichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wenigen-Lubnitz, Gross-Lubnitz, Stockhausen, Hetzelsroda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Mosbach, Eppichnellen, Markschl und Burkhardsroda gerechnet werden.

3. Vacha, 3½ Meile von Eisenach. Zu deren Etappenbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf, Frauensee, Dönnges, Kieselbach, Niederbreitsbach, Ettenhausen, Tiefenorth, Merkers, Pferdsdorf, und wenn stärkere Truppenmärsche erfolgen, Berka an der Werra, Gerstungen, Dankmarshausen, Grossensee, Wünschensuhl, Fernbreitenbach, Dippach, Horschlitt, Oberellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbreitenbach.

Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt 3 Meilen, von Berka nach Hersfeld 3 Meilen, dagegen von Berka nach Eisenach nur 2½ Meile.

4. Die Militärstrassen von den Königl. Preuss. Staaten nach den Königl. Preussischen Theilen des Neustädter Kreises, welche in dem im Eingange erwähnten abgeschlossenen Staatsvertrage bestimmt sind, werden Königl. Preuss. Seits vorbehalten, und sollen auf diesen Strassen dieselben Grundsätze der Verpflegung, Vergütung der Preise und polizeilichen Einrichtungen statt finden, wie solche in gegenwärtiger Convention bestimmt worden sind.

Dagegen wird

5. Königl. Preuss. Seits Erfurt als Etappenort für die Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen Truppen auf ihrer Marschroute von Weimar nach Eisenach oder Vacha, und von da wieder zurück zugestanden, jedoch soll in Rücksicht, dass die Festung mit fremden Truppen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und die Verpflegung in den nächst an der Chaussee nach Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtschen Gebiets angewiesen werden.

1816 Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sei denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Feuilles de route.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschroute.*

Sämmtliche durch die Königl. Preussischen und Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen Lande marschirenden Truppen müssen auf einer der genannten Militärstrassen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappenörter instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden; so kann nur in Folge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preussischen Truppen, welche durch die Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen Lande marschiren, nur von dem Königlich Preuss. Kriegsministerium und dem Generalcommando in Sachsen oder am Rhein mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschirenden Grossherzoglich-Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Grossherzoglich Sächsischen Generalcommando zu Weimar oder zu Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behör-

den gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch 1816
Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel, genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, in Ansehung deren es bei der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, können nur den ersten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preuss. Etappen-Hauptorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron, müssen die Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirection) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w mit der die Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Trans-

1816 portmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt sein.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dass der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein muss.

Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bei den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern:

dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Hauptmanne exclusive, erhalten ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und 1/2 Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und 1/8 Quart. Branntwein. Der Hauptmann kann ausser der eben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. 1816

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl.-Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	4 Ggr.	in Gold,
Für den Unterofficier . . .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier .	12 —	—
Für den Hauptmann . . .	16 —	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten aber, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch, ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, und nicht fähig sein, in die eigenen Hospitäler, respective zu Erfurt oder zu Weimar, zurückgebracht zu werden, so sollen dieselben auf Kosten

1816 ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freisteht, oder machen es die Umstände in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen.

Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

Die Lieferuung der Rationen soll nach denselben Preisen, wonach solche in Erfurt den Lieferanten bezahlt werden, in dem Grossherzogthum Weimar vergütet werden. Die durch diese Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung, Stellung der Vorspanne und der Fussboten u. s. w. entstehenden Kosten, werden vierteljährig nach den conventionsmässigen Vergütungspreisen berechnet, und, in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement von drei zu drei Monaten baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verstandigen und einigen.

IV. *Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fussboten.* 1816 Transport.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen.

Wenn bei Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur, der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bei der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Commandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben

1816 Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müsse sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

Den betreffenden Officieren wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold vergütet werden, wobei jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Police militaire. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, soll in Erfurt ein Königl. Preuss. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Grossherzogl. Säch-

sischen Unterthanen. Dem Etappeninspector wird die 1816
Portofreiheit bei Dienstsiegel und Contrasignatur der Militärbriefe zugestanden. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden dieselben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem erwähnten Etappeninspector, gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf eine der genannten Militärstrassen und die Grossherzogl. Sächsischen Truppen, welche in Erfurt instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Diese vorstehende Etappenconvention soll mit dem 1sten Januar 1817 in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von besagtem Datum angerechnet, als gültig abgeschlossen sein.

1816 Es wird dabei festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen. Auch macht sich die grossherzogl. Sächsische Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf den genannten Militärstrassen nach Frankreich durchmarschirenden Truppen nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, eben so wie auch bei einem dereinstigen Rückmarsche der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für sämmtliche zurückkehrende gleichfalls nur die Hälfte der Verpflegungspreise liquidirt und berichtigt werden soll.

Zu Urkund alles dessen ist dieses reciproke Durchmarsch-Reglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchster Ratification*) von den beiderseitigen Bevollmächtigten vollzogen, und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Weimar, den 31. Decbr. 1816.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) Carl Wilhelm *Frhr.* v. Fritsch.

3.

1817 17 Jan. *Durchmarsch- und Etappen - Convention zwischen Preussen und dem Grossherzogthum Hessen, vom* 17. *Jan.* 1817; *ratificirt am 5ten März dieses Jahrs.*

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten* 1817. p. 101—111.)

Nachdem S. K. H. der Grossherzog von Hessen in dem 24sten Artikel des zwischen S. M. dem Könige von Preussen und Allerhöchstdenselben unterm 30sten Juni 1816 abgeschlossenen Staatsvertrag eingewilligt haben,

*) La ratification de la Prusse est datée de Berlin le 28 Févr. 1817 et conçue dans la forme ordinaire.

dass Preussen sich einer Militärstrasse durch das Grossherzogthum für diejenigen Königl. Truppen bediene, die von Erfurt nach Koblenz und für jene die von Koblenz nach Mainz marschiren, die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitere Convention festgestellt werden sollten; so sind zu Abschliessung einer solchen Convention, von Seiten Sr. M. des Königs von Preussen: Freiherr von Wolzogen, Königl. Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzoglich-Weimarschen weissen Falken-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterr. St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königl. Baierschen Militär-Max-Joseph-Ordens; und von Seiten S. K. H. des Grossherzogs von Hessen und bei Rhein: Freiherr Heinrich von Münch, Grossherzogl. Hessischer Geheimer Rath, Hofkammerdirector, Director des Landeskriegscommissariats der Provinz Oberhessen, Commandeur des Grossherzogl. Hessischen Haus-Ordens und des Kurfürstl. Hessischen goldenen Löwenordens, zu Bevollmächtigten ernannt worden, welche nach Auswechselung ihrer Vollmachten, folgendes verbindlich abgeredet und abgeschlossen haben. 1817

I. *Feststellung der Königl. Preuss. Militärstrassen, der Etappen-Haupt-Oerter, und der Etappen-Bezirke.* Ligne d'étappes.

A. *Militärstrasse von Erfurt nach Koblenz.*

§ 1. Die Linie der Militärstrasse, welche von Koblenz nach Erfurt führt, berührt im Grossherzogthum Hessen folgende Etappen-Hauptörter mit den dazu bestimmten Etappen-Bezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld zu vier Meilen gerechnet, ist Alsfeld der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht aus den Orten: Romord, Linderbach, Altenburg, Zell, Billerthausen, Eudorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reiberteurod.

Von Alsfeld nach Grünberg zu 4 Meilen gerechnet, ist Grünberg der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenstruth, Ettingshausen, Münster, Saasen, Harbach, Gö-

1817 belnrod, Queckborn, Wetterfeld, Lauter, Wirberg, Stangenrod, Flensungen, Weitpertshein, Merlau und Ilsdorf.

Von Grünberg nach Giessen zu 3 Meilen gerechnet, ist Giessen zwar der Etappen-Hauptort, er nimmt aber blos den Staab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Aufrechnung. Der Etappenbezirk besteht weiter aus den Grossherzogl. Hessischen Orten: Heuchelheim, Kleinlinden, Grosslinden, Leihgestern, Wieseck, Grossenbuseck, Burkhardsfelden, Annerod, Trohe, Rödchen und Altenbuseck. An Königl. Preuss. Ortschaften wird diesem Etappen-Bezirke beigegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Garbenhain, Lützenlinden, Gross- und Kleinrechtenbach.

Von Giessen nach Braunfels werden 3 Meilen gerechnet. Zu den Etappen-Bezirken dieser letzteren Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine Grossherzogl. Hessischen Orte zugezogen.

B. *Militärstrasse von Koblenz nach Mainz.*

Auf dieser Militärstrasse ist St. Goar die nächste Kön. Preuss. Etappe. Von St. Goar bis Bingen zu 4 Meilen gerechnet, ist Bingen der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Grossherzogl. Hessischen Orten: Kempten, Galshain, Ober und Niederingelheim, und wie aus den Königl. Preuss. Orten zu dem Etappen-Bezirke beigegeben: Bacharach, Rheindiebach, Niederrheinbach und Dreieckshausen.

Bei den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag gross oder klein sein, als eine Einheit angenommen. Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unterofficier als eine Einheit, für den Subaltern-Officier das Dreifache und für den Capitain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht, und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappen-Bezirks durch die Grossherzogl. Etappen-Behörde vorgenommen. Dem betreffenden Königl. Preuss. Etappen-Inspecteur steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappen-

Bücher zu, um sich hieraus zu überzeugen, dass die 1817
Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Convention geschehen sei, und sich im Zeitraume von drei Monaten die Last auf sämmtliche Gemeinden des Etappen-Bezirks thunlichst vertheilet habe.

§ 2. Da man Königl. Preuss. Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz einen Theil der dortigen Königl. Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgerückt ist, um den Königl. Preuss. Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können; so haben S. K. H. der Grossherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen bis zur Beendigung des Kasernenbaues, dass die Königl. Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschiren, ihre Nachtlager in Friedberg nehmen. Auch gestatten S. K. H. eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königl. Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königl. Landen, oder von dort nach Mainz marschiren, mit der Bemerkung, dass diese Bewilligung auf andern zur Garnison von Mainz nicht gehörigen Königl. Preuss. Truppen keine Anwendung findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Convention für die auf den beiden Militärstrassen marschirenden Königl. Preuss. Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg derselben ein Rayon beigegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwollstadt, Ockstadt, Ober- und Niedermörle, Fauerbach und Bruchenbrücken besteht. Die Entfernung von Höchst nach Friedberg wird hierbei zu 4 Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu 4 Meilen, und jene von Friedberg nach Wetzlar zu 4½ Meile angenommen.

§. 3. Die Königl. Preuss. Truppen sind gehalten, auf keinen andern als den bezeichneten Etappenstrassen zu marschiren, und nur die benannten Orte als Etappenorte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detaschements und einzeln marschirende Militärpersonen werden von den Landesbehörden an die

1817 zunächst gelegene Preussische Militärbehörde abgeliefert. Grössere Corps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preuss. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Convention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Beziehung der Königl. Preuss. Etappeninspecteurs vorzunehmenden pflichtmässigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§ 4. Die Königl. Preuss. Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sein werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Grossherzogl. Hessischen Etappen-Behörde angewiesen wird; es sei denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. In andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Königl. Preuss. Officiers, mit den Grossherzogl. Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§ 5. An jedem Etappenort wird eine Grossherzogl. Hessische Etappenbehörde aus einem Etappencommandanten, und einem Etappencommissär bestehend, ernannt, welche gemeinschaftlich und ausschliesslich die Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transportangelegenheiten, so wie die Etappenpolizei, leiten und besorgen.

§ 6. Die Königl. Preuss. Etappeninspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweite auf die Etappe Alsfeld, und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen unterstützen die Grossherzogl. Etappenbehörden in der Weise, dass sie alle bei ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschirenden

Königl. Truppen auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. Es ist ferner ihres Amts durch die geeignete Requisition und Einleitung bei den Grossherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, dass die Königl. Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Convention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden. 1817

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.* Feuilles de route.

§. 7. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen können allein von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium, und von dem Königl. Generalcommando in Sachsen zu Merseburg und am Niederrhein zu Koblenz, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§ 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Grossherzogl. Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, deren Absendung in dringenden Fällen an keinen Tag gebunden ist, können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von Merseburg Koblenz oder Mainz abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten) und sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Grossherzogl. Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Grossherzogl. Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein

1817 die Grossherzogl. Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor hievon in Kenntniss gesetzt werden, sondern es sollen auch die Grossherzogl. Landesbehörden, nämlich: für die Provinz Oberhessen das Grossherzogl Landes-Kriegscommissariat zu Giessen, und für den überrheinischen Theil des Grossherzogthums: die Grossherzogl. Regierungscommission zu Mainz, wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier, oder Kriegscommissär, wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappenörtern für das ganze Corps zu bereden; hierbei soll jedoch solche Einrichtung getroffen werden, dass an einem Etappenorte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Cavallerie an demselben Tage eintrifft. Dieser commandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet sein.

§ 9. Die Dislocation der grössern Corps, und die Marschroute bei kleinern, wird so eingerichtet, dass auf die Grossherzogl. Staaten kein Rasttag fällt.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mannschaft.*

§ 10. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der Grossherzogl. Regierung überlassen bleibt. Die Geräthschaften in den im Winter zu heizenden Baracken bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, um seine Armatur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehal-

ten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist. 1817

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Grossherzogl. Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

§ 11. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bei den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, soviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitän exclusive, erhalten, ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§ 12. In der Regel erhält der General drei, der Staabsofficier zwei und der Subalternofficier ein Zimmer. Wenn jedoch, nach dem Ermessen der Etappenbehörde, die Anzahl der Truppen oder des Orts Gelegenheit nicht gestattet, die bemerkten Zimmer zu

1817 geben, so werden die Königl. Officiere sich auch mit Wenigerm gern begnügen.

§ 13. Für die Einquartierung und Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4	Ggr.	in Golde.
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier	12	—	—
Für den Capitain . . .	16	—	—

Die übrigen Königl. Militärbeamten werden nach ihrem militärischen Rang behandelt.

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dies nicht thunlich sein sollte, bezahlt für seine Person der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr. in Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger berichtigt.

§ 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§ 15. Sollten durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, so sollen dieselben an die nächsten Königlich Preuss. Etappeninspecteurs überwiesen werden.

B. *Einquartierung und Verpflegung der Pferde.*

§ 16. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten werden gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der, seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen wird es

Königl. Preuss. Seits bei grosser Verantwortung untersagt werden, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle ziehen und die ihrigen dagegen hineinbringen lassen. 1817

§ 17. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten in ein, in dem Etappenhauptorte zu errichtendes Etappenmagazin, für dessen Local die Lieferanten selbst zu sorgen haben, beigeschafft; die Lieferung soll von der Grossherzogl. Etappenbehörde für einen, von dem Königl. Preussischen Etappeninspector zu bestimmenden Zeitraum öffentlich versteigert, und dem Mindestfordernden übertragen werden. Nur wenn der Königl. Preussische Etappeninspector mit dem Erfolg dieser ersten Versteigerung zufrieden ist, hat es bei dieser Versteigerung sein Bewenden; wenn ihm aber die Preise zu hoch scheinen, so kann er auf einen zweiten Versteigerungstermin antragen, welcher jedoch entscheidend ist. Den Gemeinden, in denen kein Etappenort ist, die aber zu den Etappenbezirken gehören, wird auf den Fall, wenn die Fourage von ihnen geliefert werden muss, solche im Preis der letzten Versteigerung vergütet.

§ 18. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Grossherzogl. Etappenbehörden und gegen Quittung des Empfängers von den Lieferanten an die Königl. Preuss. Truppen verabreicht, und die dabei entstehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde sofort entschieden. In Fällen in denen die Zeit nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappenmagazine beizuschaffen, diese also von den Gemeinden geliefert werden muss, empfängt solche ein Commandirter des Detaschements von der Ortsobrigkeit und besorgt die weitere Vertheilung.

§ 19. Die Königl. Preuss. Regierung bezahlt an die Grossherzogl. Hessische und diese an die Lieferanten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber sich letztere mit ordnungsmässigen Quittungen ausweisen, nach dem Versteigerungspreise.

§ 20. Für kranke zurückgelassene Pferde werden die Curkosten auf, durch die Grossherzogl. Etappenbehörden attestirte Rechnungen von dem Königl. Preuss Gouvernement vergütet.

1817 Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

Transports. IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fussboten.*

§ 21. Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Grossherzogl. Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den, im § 7. näher bezeichneten Marschrouten das Nöthige bemerkt worden, und werden in den Marschrouten nur Fuhren und Vorspann zum Transport der Artillerie, schwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Personen, für Tornister und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Zeugniss eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Königl. Preuss. Hospital Anspruch machen.

§ 22. Die Grossherzogl. Etappenbehörden werden dafür sorgen, dass die nöthigen und verlangten Transportmittel zur rechten Zeit gestellt werden. Unter Transportmitteln werden nur zweiräderige und vierräderige Karren und Leiterwagen, angeschirrte Vorspannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Officiers gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Centner gerechnet werden.

§ 23 Wenn bei Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren, dieses muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die hierbei sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird.

§ 24. Quartiermachende Commandierte dürfen 1817
auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des commandirenden Officiers, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§ 25. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Grossherzogl. Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft.

Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§ 26. Den Königl. Preuss. Officieren wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§ 27. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement an das Grossherzogl. Hessische für jede Meile und für jedes Pferd, einschliesslich des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurück gelegt haben

1817 § 28. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Die Königl. Preuss. Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold, wobei jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

§ 29. Die Rückstände, welche zwischen den Bequartirten und den Soldaten entstehen könnten, werden von den Grossherzogl. Etappenbehörden und den commandirenden Königl. Preuss. Officieren, wie auch, wo es nöthig sein sollte, unter der Dazwischenkunft des Königl. Preuss. Etappeninspecteurs, gemeinschaftlich beseitigt. Die Grossherzogl. Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines anderen Grossherzogl. Unterthanen erlauben sollte, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Ein durch Excesse der durchmarschirenden Truppen etwa entstandener Schaden, wird durch drei verpflichtete und ihrer Unterthanen Pflichten für diesen Act entlassene Taxatoren mit Zuziehung des Königl. Preuss. Etappeninspecteurs abgeschätzt, und der Durchschnittsbetrag der Abschätzungen von der Königlich Preuss. Behörde vergütet.

§ 30. Die K. Preuss. commandirten Officiers sowohl, wie die Grossherzogl. Hessischen Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutschen Brüder, willig diejenigen Lasten tragen, welche, der Natur der Sache nach, nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§ 31. Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf eine der genannten Militärstrassen instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und zu deren Befolgung angewiesen werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen. 1817

VI. *Liquidation der zu leistenden Vergütungen.*

Liquidation des remboursemens.

§ 32. Nach Ablauf jedes Vierteljahrs wird zwischen den Königl. Preuss. Etappeninspecteur zu Wetzlar und einem Grossherzogl. Hessischen Commissär über sämmtliche geschehene Leistungen der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Giessen, Friedberg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abschluss die Zahlung dafür sogleich geleistet. Wenn hierbei Quittungen vorkommen sollten, dem die ordnungsmässige Form fehlen würde, so soll das Fehlende aus den pflichtmässig geführten Etappenbüchern der Grossherzogl. Etappenbehörden ergänzt werden.

VII. *Allgemeine Bestimmungen.*

Determinations générales.

§ 33. Die vorstehende Etappenconvention tritt mit dem ersten Januar 1817 in Kraft, und ist bis dem ersten Januar 1827 mit dem Vorbehalt jedoch abgeschlossen, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

§ 34. Da ein Theil der Königl. Preuss. Armee in diesem Augenblick an der militärischen Besetzung von Frankreich, zum gemeinsamen Besten Deutschlands, Antheil nimmt, so bewilligen S. K. H. der Grossherzog von Hessen, dass für die dahin gehenden, oder von dort zurückmarschirenden Truppen, nur die Hälfte des im § 13 bestimmten Verpflegungstarifs angerechnet werde. Um bei der Liquidation die desfallsige Abrechnung zu erleichtern, wird bis zur Evacuirung von Frankreich festgesetzt, dass die eine Hälfte der von Erfurt nach Koblenz oder von Koblenz nach Erfurt marschirenden Königl. Truppen als nach Frankreich gehend oder daher kommend angesehen und für die

1817 Hälfte des Tarifs verpflegt werden sollen; die andere Hälfte der Truppen aber, welche diese Militärstrasse berühren, sodann diejenigen, welche über Friedberg und Bingen marschiren, folglich zur Garnison von Mainz gehören, sollen dagegen mit dem vollen Verpflegungsbetrag in Rechnung gebracht werden. Wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armeekorps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Verpflegungspreise liquidirt; dagegen werden nach diesem Rückmarsch alle auf dem Wege von Koblenz nach Erfurt und von Erfurt nach Koblenz marschirenden Truppen mit dem vollen Verpflegungsbetrage angesetzt.

§ 35. Gegenwärtige Convention wird ratificirt und die Ratificationen binnen vier Wochen, oder früher, wenn es möglich ist, in Berlin gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist diese Convention doppelt ausgefertigt, und von beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

So geschehen Frankfurt, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) LUDWIG v. WOLZOGEN.
(L. S.) HEINRICH *Frhr.* v. MÜNCH.

4.

17. Jan. *Durchmarsch- und Etappen-Convention, zwischen Preussen und Nassau, vom 17ten Januar 1817; ratificirt am 5. März dieses Jahrs.*

(*Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.* 1817. p. 112—119.)

In Gefolge der Bestimmung des Art. 15 des zwischen S. M. dem Könige von Preussen und Ihrer Durchl. dem Herzoge und Fürsten zu Nassau am 31sten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Staatsvertrages, nach welcher die grosse Landstrasse von Giessen nach Ehrenbreitstein eine Militärstrasse für die Krone Preussen zwischen Erfurt und Koblenz bilden, und für dieselbe

eben die Bestimmungen gelten sollen, welche für die Preussischen Militärstrassen durch die Königl. Hannövrischen und Kurfürstl. Hessischen Staaten angenommen worden; 1817

Ist unter Vorbehalt allerhöchster und höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich: dem Freyherrn v. Wolzogen, Königl. Preuss. Generalmajor, Ritter des Königl. Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens 1ster Classe, des Grossherzogl. Weimarischen weissen Falkenordens 1ster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterr. St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär Max-Joseph-Ordens, und dem Freyherrn Marschall von Liebenstein, Herzogl. Nassauischen dirigirenden Staatsminister, des Grossherzogl. Badischen Ordens der Treue, Grosskreuz etc. unter zu Grundlegung der mit dem Königreich Hannover Königl. Preuss. Seits am 6ten December 1816 vollzogenen Uebereinkunft, Nachstehendes auf das verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden:

I. *Feststellung der Linie der Königl. Preuss. Militärstrasse, der Etappen-Hauptorte und Constituirung der Etappenbezirke.* Ligne d étappes.

Für die Königl. Preuss. Truppen, welche von Erfurt nach Koblenz oder von da zurückmarschiren, sind im Herzogthume Nassau als Haupt-Etappenplätze festgesetzt worden, die beiden Städte Montabaur und Limburg.

Die Bezirke dieser beiden Etappen sind folgendergestalt bestimmt:

1. für Montabaur die Ortschaften Heiligenroth, Grossholbach, Kleinholbach, Girod, Virod, Nomborn, Nendershausen, Görpershausen, Steinefrenz, Heilberscheid, Eppenrode;
2. für Limburg die Orte Ahlbach, Obertiefenbach, Niedertiefenbach, Eschofen, Ennerich, Mühlen, Dietkirchen, Deren, Hofen, Stedten, Schedrick und Runkel.

Die Entfernung von Koblenz nach Montabaur wird zu 3 Meilen, die von Mantabaur nach Limburg ebenfalls zu 3 Meilen angenommen.

1817 Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von dem Herzogl. Nassauischen Beamten, als der constituirten Etappenbehörde, angewiesen wird.

Artillerie, Munitions- oder andere bedeutende Transporte werden, soviel es thunlich ist, auf der Strasse selbst, oder in deren Nähe untergebracht werden.

Sollten stärkere Truppenmärsche eine grössere Ausdehnung der Etappenbezirke erforderlich machen, so wird deshalb für einzelne Fälle zwischen den Etappenbehörden und den mit der Dislocation beauftragten Officieren besondere Verabredung getroffen werden.

Da Königl. Preuss. Seits zwischen Limburg und Giessen eine Etappe zu Braunfels angelegt werden wird, so sollen dieser Etappe die Herzogl. Nassauischen Ortschaften, Philippstein, Bernbach, Hirschhausen, Drommershausen und Selters auf den Fall beigegeben werden, wenn Truppen von Erfurt nach Koblenz marschiren, deren Voranschiebung gegen die Etappe Limburg erforderlich wird. Die Entfernung der Etappe Limburg von der zu Braunfels wird zu 4 Meilen angenommen.

So wie in jedem Haupt-Etappenort eine fortlaufende Etappencontrolle zu führen ist, aus welcher ersehen werden kann, dass die Vertheilung der Truppen in dem Etappenbezirke nach gleichem Maassstabe statt findet; so soll diese Controlle auch von der Etappenbehörde zu Braunfels vollständig geführt, und am Schlusse jeden Monats dem Herzogl. Naussauischen Beamten zu Weilburg mitgetheilt werden.

Die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Orte geschieht lediglich nach der Zahl der Häuser.

Feuilles de route

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschroute.*

Die auf der Militärstrasse marschirenden Truppen müssen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappenhauptorte instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollte etwa in der Folge hin und wieder eine abweichende Bestimmung nothwen-

dig werden, so kann nur in Gefolge einer Vereinigung 1817
beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können dieselben nur allein von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium, dem Königl. Preuss. Generalcommando im Grossherzogthum Niederrhein zu Koblenz, oder dem des Herzogthums Sachsen zu Merseburg mit Gültigkeit angestellt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Von dieser Regel sind allein ausgenommen diejenigen Militärarrestanten, deren Transport keinen Aufschub leidet Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es soll auch die Herzogl. Nassauische Landesregierung wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirender Officier wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der

1817 Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt sein.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den zu ihrer Aufnahme besonders aptirten Häusern grössern Locals, Baracken etc., deren Anlage der Herzogl. Nassauischen Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in solchen allgemeinen Bequartierungslocalen bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dass der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein muss. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bei den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund

gut ausgebacknes Roggenbrod, 1/2 Pfund Fleisch und 1817
Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten, ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und 1/2 Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und 1/8 Quart Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4	Ggr.	in Gold,
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier	12	—	—
Für den Capitain . . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Gulden 48 Xr., der Obrist und General 2 Gulden 42 Xr., wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

1817 Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, so sollen sie in eins der zunächst gelegenen Hospitäler zu Koblenz oder Wetzlar gebracht, im Fall sie aber nicht mehr transportabel sind, auf Kosten des Königl. Preuss. Gouvernements verpflegt und zur Heilung das Erforderliche angewendet werden. Ueber die Zahlung der Verpflegungsgelder werden sich die Regierungen zu Koblenz und Wiesbaden weiter mit einander benehmen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Herzoglich Nassauischen Beamten und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Herzogl. Nassauische Etappenbehörde hat in Gemeinschaft mit dem Königl. Preuss. Etappeninspector die Lieferung der Fourage auf einem nach dem Ermessen des Letzteren zu bestimmenden Zeitraum hinaus an den Wenigstnehmenden öffentlich zu versteigern. Der Königl. Preuss. Etappeninspector kann darauf antragen, dass ein zweiter Licidations-

termin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welche weitere Versteigerung die Herzoglich-Nassauische Behörde unterstützen und anordnen wird. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. 1817

Die durch die Fouragelieferung entstehenden Kosten, werden in dem von dem Königl. Preuss. Etappeninspector bei der Licitation zu bedingenden Termine nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preuss. Gouvernement baar berichtiget. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fussboten.* Transports.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterweges erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigheit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bei Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bei der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es

1817 sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bei eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Die Ladung für eine einspännige Fuhre kann nie über zehn Centner betragen.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von

den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der abgegebenen Entfernung zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird. 1817

Die Zahlung für Vorspann und Boten erfolgt vierteljährig nach gehörig gepflogener Liquidation.

Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei. Police militaires.

Von Herzogl. Nassauischer Seite sollen die Herzogl. Beamten zu Montabaur und Limburg in diesen beiden Etappenbezirken für die Leitung des Bequartierungs- und Verpflegungs-Geschäfts angeordnet werden. Sie haben die Etappen-Controllen zu führen, darauf zu sehen, dass die Mundverpflegung allenthalben conventionsmässig geleistet werde; den in einzelnen Fällen entstehenden Beschwerden gegen die Einwohner, nach vorgängiger Untersuchung, abzuhelfen; Klagen gegen das Militär anzuhören und an den resp. Königl. Preuss. Etappeninspector oder den Commandirenden zur Abhülfe gelangen zu lassen. Sie haben ferner die Fourage-Licitationen gemeinschaftlich mit den Etappeninspectoren anzuordnen und über die pünctliche Erfüllung der Lieferungsaccorde zu wachen.

Sollte bei vorfallenden thätlichen Differenzen zwischen Unterofficieren und Soldaten und Einwohnern eine Arretirung der Ersteren oder sonstige militärische Einschreitung erforderlich werden, so haben die Herzogl. Beamten den als Platz-Commandanten an jedem Etappen-Hauptorte befindlichen Herzogl. Reserve-Compagniechef zu requiriren, welcher die betreffenden Individuen den Commandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern hat.

Die Königl. Preuss. Etappeninspectoren werden zu Wetzlar und zu Koblenz angestellt, deren Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhelfen. Sie haben aber keine Autorität über die Her-

1817 zogl. Nassauische Unterthanen, sondern können nur, im Fall den Truppen verweigert wird, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, bei den Herzoglich-Nassauischen Landesbehörden Beschwerde führen.

Was die zu dem Etappenbezirk von Braunfels gehörigen Herzogl. Nassauischen Ortschaften betrifft, so wird der Herzogl. Nassauische Beamte zu Weilburg für die Erhaltung der Ordnung in denselben Sorge tragen, und hat die Etappenbehörde zu Braunfels vorkommenden Falls denselben zu requiriren.

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf der genannten Militärstrasse instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Die vorstehende Etappenconvention soll mit dem ersten Januar 1817 in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von besagtem Datum an gerechnet als gültig abgeschlossen sein. Es wird dabei festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Die oben stipulirte Vergütung für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. wird das Königl. Preuss. Gouvernement auch von denen zu der in Frankreich noch befindlichen Occupationsarmee gehörigen Truppen ganz ausbezahlen, wogegen man sich Herzogl. Nassauischer Seits anheischig macht, den Betrag der Hälfte der gedachten Preise auf die Dauer des Aufenthalts jener Armee in Frankreich aus allgemeinen Landesmit-

teln vierteljährig dem Königl Preuss. Gouvernement zu restituiren. 1817

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft doppelt ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchster und Höchster Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Wiesbaden, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) Ernst Franz Ludwig *Marschall* v. Bieberstein.

5.

Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preussen und Gotha, vom 3ten Januar 1817; *ratificirt am 5ten März dieses Jahrs.* 3 Janv.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten*, 1817. p. 93—100.)

In Gemässheit des Wunsches S. M. des Königs von Preussen und S. D. des Herzogs zu Sachsen-Gotha und Altenburg, diejenigen Bestimmungen, welche die Einrichtung einer durch das Gebiet des Herzogthums Gotha führenden Militärstrasse für die Königl. Preuss Truppen nöthig macht, vermittelst gemeinschaftlicher Verabredungen festsetzen zu lassen, ist unter Vorbehalt beiderseitiger höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn Ludwig von Wolzogen, Königl. Preuss. Generalmajor, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzogl. Weimarischen Falkenordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreich. St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär-Max-Joseph-Ordens, und dem Herrn Friedrich August v. Minckwitz, Herzogl. Sächsisch. wirklichem Geheimenrathe und Minister, Ober-Steuerdirector zu Gotha, Grosskreuz des Königlich Sächsischen Verdienstordens, Nachstehendes

1817 auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes. I. *Festsetzung der Etappenlinie durch das Gothaische Land.*

Die Militärstrasse für die Königl. Preuss. Truppen geht von Erfurt nach Gotha, 3 Meilen, und von Gotha nach Eisenach, $3^1/_2$ Meile.

Der Etappe Gotha werden zum Behufe der Einquartierung der durchmarschirenden Königl. Preuss. Truppen folgende Ortschaften zugegeben: Gamstädt, Tüttleben, Siebleben, Trügleben, Aspach, Teutleben, Machterstädt, Pferdingsleben, Friemar, Warja, Remstädt, Sonneborn, Brüheim, Grossrettbach, Lobstädt, Grabsleben, Senbergen, Günthersleben, Wechmar, Schwabhausen, Emleben, Uelleben, Boilstädt, Sundhausen, Leina, Hörselgau, Fröttstädt und Laucha.

Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem dieser, der Etappe beigegebenen Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sei denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten selbst, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Officiere, mit der Etappenbehörde über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Feuilles de route. II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche Königl. Preuss. durch das Gothaische Land marschirenden Truppen müssen bloss auf diese Militärstrasse und den Etappenort Gotha instradirt werden, indem sie ausserdem weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Die Marschrouten für die auf dieser Strasse marschirenden Königl. Preuss. Truppen können bloss von dem Königl. Preuss. Kriegs-Ministerium, imgleichen dem Königl. Preuss.

Generalcommando in Sachsen und von dem am Niederrhein mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt. 1817

In den von oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, in Ansehung deren es bei der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, und für welche die Verpflegungsvergütung von den Königl. Preuss. Seits anzustellenden Etappeninspectoren und nicht mit der Vergütung für die Verpflegung der durchmarschirenden Truppen liquidirt werden, können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder Escadron muss die Etappenbehörde wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillone, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so muss nicht allein die Etappenbehörde wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es soll auch die Herzogl. Landesregierung zu Gotha wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier, wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf dem Etappen-Hauptorte

1817 für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt sein.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Die durchmarschirenden Truppen können bloss ein Nachtquartier verlangen: Ruhetag oder ein noch längerer Aufenthalt findet nicht statt.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtiget sind, erhalten solche bei den Einwohnern. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung des Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dass der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirthes zufrieden sein muss. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Brod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, soviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain exclusive, er-

halten, ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt: 1817

Für den Soldaten . . .	4	Ggr.	in Golde.
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier	12	—	—
Für den Capitain . . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obristen und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dies nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Reichsthaler Gold, der Obrist und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger berichtiget.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten im Gothaischen krank werden, so sollen selbige in sofern sie transportirt werden können, ohne Anstand in die Königl. Preuss. Lazarethe nach Erfurt geschafft, und die dazu erforderlichen Fuhren gegen die §. 4. bestimmte Vergütung Herzogl. Sachsen-Gothaischer Seits gestellt; diejenigen Kranken aber, deren Gesundheitszustand den Transport nach Erfurt nicht gestattet, in eine von der Etappenbehörde zu Gotha zu bestimmende

1817 Krankenanstalt daselbst untergebracht, und so lange bis sie transportabel sind, in selbiger auf Kosten des Königl. Preuss. Gouvernements verpflegt werden, wobei dem Königl. Etappeninspector zu Erfurt frei bleibt, so oft es ihm nöthig dünkt, selbst nachzusehen, dass die in Gotha befindlichen Kranken gut abgewartet und behandelt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden angewiesenen Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in dem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freisteht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen; so hat ebenfalls ein Commandirter der Detaschements die Fourage zur weitern Distribution in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die Militärstrasse beauftragten Behörde halbjährig, oder zu welcher Zeit es vortheilhaft, öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königlich Preuss. Etappeninspector muss zu dieser Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, dass ein zweiter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die

Herzogl. Sachsen-Gothaische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazin genommen, sondern besonderer Umstände wegen von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. 1817

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Stellung der Vorspanne entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet und vom Königl. Preuss. Gouvernement baar berichtiget. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. *Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fussboten.* Transport.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bei Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dies muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bei der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regi-

1817 mentscommandeurs als dazu berechtigt, legitimiren können. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es bei dem Abmarsche der Truppen an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation,

welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, 1817
um die Richtigkeit der angegebenen Entfernung zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold vergütet werden, wobei der Rückweg nicht zu rechnen ist.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.* Police militaire.

Es soll in Erfurt ein Königl. Preuss. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Herzogl. Sachsen-Gothaischen Unterthanen. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden solche von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappeninspector, in soweit dessen Aufenthalt in Erfurt solches gestattet, gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl, als die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht

1817 ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf dieser Militärstrasse instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge, sowohl in der Etappe, als in den selbiger zur Aushülfe beigegebenen Ortschaften, zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Diese vorstehende Etappenconvention soll vom ersten dieses Monats an in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von besagtem Datum an gültig sein, in so fern nicht bei dem Bundestage in Rücksicht der Etappenstrassen und der Verpflegung der Truppen allgemeine Einrichtungen getroffen werden. Es wird dabei festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Auch macht sich die Herzogl. Sächsische Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf der oben gedachten Strasse durch das Gothaische Land marschirenden Königl. Preuss. Truppen nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, eben so wie auch bei einem dereinstigen Rückmarsch der in Frankreich stehenden Armeecorps für sämmtliche zurückkehrende Truppen nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden soll.

Zu Urkund dessen ist die Uebereinkunft in duplo ausgefertigt, und unter Höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Gotha, den 3ten Januar 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Friedrich August v. Minckwitz.

6.

Durchmarsch- und Etappenconvention, gegenseitig abgeschlossen zwischen Preussen und Kurhessen. Vom 9ten Mai 1817; *ratificirt am* 16*ten desselben Monats.* 1817 9 Mai.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1817. p. 133—144.)

Nachdem zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen in dem 28sten Artikel des, unterm 16ten October 1815, abgeschlossenen Staatsvertrages festgesetzt worden, dass zwei Militärstrassen, die eine von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Marburg, und die andere von Eisenach über Berka nach Hersfeld, auf Alsfeld für Preussen auch in Friedenszeiten offen bleiben, und Kurhessen dagegen eine Militärstrasse durch das Preussische Gebiet von Karlshafen nach Rinteln behalten soll, die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitere Convention festgestellt werden sollen; so sind zu Abschliessung einer solchen Convention von Seiten S. M. des Königs von Preussen der Freiherr Ludwig v. Wolzogen, Königl. Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzogl. Weimarschen weissen Falken-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär-Max-Joseph-Ordens; und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Kurfürsten von Hessen, der Herr Richard von Lorentz, Kurhessischer ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister, Geheimerrath und Director des zweiten Departements des Kurhessischen General-Kriegscollegiums, Commandeur des Kurhessischen goldenen Löwenordens, ernannt worden, welche nach Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten Ratification, über folgende Puncte übereingekommen sind.

1817 Ligne d'étappes

I. *Feststellung der Militärstrassen, der Etappen-Hauptorte und Bezirke, wie auch der wechselseitigen Entfernung derselben.*

Art. I. Die Militärstrasse von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Warburg wird zwar Königl. Preuss. Seits vertragsmässig vorbehalten, jedoch hiermit erklärt, dass diese Strasse nicht anders benutzt werden soll, als wenn das Kurfürstl. Gouvernement zwei Monat zuvor davon benachrichtiget worden ist; die Entfernung von Heiligenstadt nach Witzenhausen soll zu 3 Meilen, von Witzenhausen nach Cassel zu 4½ Meile, und von Cassel nach Warburg zu 4½ Meile gerechnet werden. Dagegen wird

Art. II. Kurhessischer Seits eine Militärstrasse von Koppenbrügge nach Minden, über Oldendorf nachgegeben, und die Stadt Oldendorf mit den Ortschaften Engern, Ahe, Westendorf, Deckbergen, Grossenwieden, Kleinenwieden, Ostendorf, Seelfede, Fischbeck, Weibke, Höfingen, Haddensen, Bensen, Krükkenberg, Roden, Barksen, Kohlenstädt, Segelhorst, Rosenthal, Coverden, Plötzen, Wieckboldsen und Zersen als Etappenorte bestimmt, auch die Entfernung von Koppenbrügge nach Oldendorf auf 3½ Meilen und von Oldendorf nach Minden auf 3¾ Meilen festgesetzt.

Art. III. Auf der Strasse von Eisenach nach Alsfeld, welche sowohl über Berka als Vach geht, wird die Stadt Hersfeld mit Nieder-Aula, Asbach, Beyershausen, Kattenbach, Ober-Jossa, Nieder-Jossa, Lautenhausen, Sorge, Katus, Petersberg, Kalkobes, Friedewald und Eichhoff, als Etappenorte, bestimmt; bey grösseren Durchmärschen sollen aber folgende Ortschaften noch zugezogen und mit belegt werden, als: Mengshausen, Kirchheim, Reckrode, Kerspenhausen, Geershausen, Klebe, Jeddersdorf, Gossmannsrode, Rotterterode, Solmes, Oberhaune, Unterhaune, Kohlhausen, Hilpershausen, Motzfeld, Malkomes, Eitra, Rotensee, Heenes, Almershausen, Tann, Rohrbach, Meisebach, Gittersdorf, Obergeiss, Untergeiss, Frielingen, Aue, Buchenau, Sieglos, Wippershain, Holzheim, Kruspis, Stärcklos, Oberstoppel, Unterstoppel, Bodes, Wehrda, Wetzlos, Schlezzerode, Meckbach, Mecklar, Neuenkirchen und Mauers. Die Entfernung

beträgt von Berka nach Hersfeld 4 Meilen, von Vacha 1817
nach Hersfeld 3½ Meile und von Hersfeld nach Alsfeld 4 Meilen.

Art. IV. Auf der S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen vertragsmässig von Karlshafen nach Rinteln und umgekehrt zustehenden Militärstrasse werden die Stadt Höxter, nebst Boffsen, Godelheim, Schloss Corvey, Luchtringen, Albaxen, Brenkhausen, Böxen und Fürstenau, wie auch Lüde und Gegend als Etappenplätze bestimmt. Die Entfernung von Karlshafen nach Höxter ist auf 2½ Meile und die von Höxter nach Lüde auf 3 Meilen festgesetzt.

Art. V. Die Königl. Preuss. Truppen dürfen nur die vorgenannten Etappenorte berühren. Kleinere dagegen handelnde Abtheilungen werden an die nächste Königl. Preuss. Militärbehörde abgeliefert. Grössere Abtheilungen werden der Königl. Preuss. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die Leistungen aller Art, so dieselben verursacht haben, in den kostenden von den Kurfürstl. Beamten attestirten Preisen, nicht weniger jeden durch einen solchen Marsch entstandenen Schaden, nach der pflichtmässigen Taxation dreier im 49sten Artikel dieser Convention näher bezeichneten Taxatoren, zu bezahlen verbunden ist. Eben diese Bestimmungen finden auch bei den Kurfürstl. Hessischen Truppen auf der Militär-Route von Karlshafen nach Rinteln statt.

Art. VI. Die Königl. Preuss. Truppen sind gehalten, auf jeden zum Etappenbezirke gehörenden, und von der Kurfürstl. Behörde ihnen angewiesenen Ort zu gehen. Nur müssen diejenigen, welche Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, stets an solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen.

Kleinere Detaschements bis zu 50 Mann werden auch in solche Barackenstuben gelegt, als im 16ten Art. dieser Convention erwähnt sind, sobald dergleichen Barackenstuben eingerichtet sein werden.

Art. VII. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine Kurfürstl. Etappenbehörde ernannt, welche aus einem Etappencommandanten und Etappencommissär besteht, um alle Einquartierungs-, Verpflegungs- und Trans-

1817 port-Angelegenheiten gemeinschaftlich zu besorgen, so wie die Etappenpolizei zu leiten.

Art. VIII. Zur Aufrechthaltung der guten Ordnung bei den durchmarschirenden Truppen, so wie zur Liquidation und Bezahlung der Verpflegungs-, Transport- und anderen Kosten, wird von Seiten der Königl. Preuss. Regierung ein eigener Etappeninspector zu Hersfeld angestellt, welcher daselbst ein angemessenes Quartier gegen eine von ihm zu leistende billige Vergütung erhalten soll; er darf aber von der Stadt weder Verpflegung noch sonstige Vortheile verlangen, auch sich in keine die Landesbehörden angehende Geschäftsführung mischen. Kurhessischer Seits wird gewünscht, dass der Königl. Inspector eine Civilperson sein möge, welcher über die Kurfürstl. Hessischen Unterthanen keine Autorität hat.

Art. IX. Königl. Preuss. Seits sollen zur Unterhaltung der Communication keine stehende Truppencommandos aufgestellt werden, noch irgend eine Einrichtung zu solchem Zwecke auf dem Kurhessischen Gebiete statt finden.

Feuilles de route.

II. *Instradirung der Truppen, Einrichtung der Marschrouten etc.*

Art. X. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen, welche durch die Kurhessischen Lande marschiren, können nur allein von dem Königl. Preussischen Ministerium, und dem Königl. Generalcommando in Sachsen, Westphalen und am Rhein mit Gültigkeit ertheilt werden, weil den benannten Truppen auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten weder Quartier noch Verpflegung etc. verabfolgt wird.

Von Kurhessischer Seite ertheilt das General-Kriegscollegium in Cassel allein die Marschrouten für die durch die Königl. Staaten auf der bestimmten Militärstrasse marschirenden Kurhessischen Truppen.

Art. XI. In den solchergestalt ausgestellten Marschrouten wird die Zahl der Mannschaft und Pferde, der Knechte und sonstigen Militärpersonen, wie auch der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung nicht weniger der Bedarf an Transportmitteln, auf das Genaueste bestimmt, und

kann über das darin angegebene Quantum nichts ver- 1817
langt noch gegeben werden.

Die Kurfürstlichen Behörden sollen von den Durchmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und ist in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt: die Detaschements unter 20 Mann, können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden.

Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Grössere Detaschements sollen drei Tage zuvor angezeigt werden.

Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w. müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher angemeldet, sondern es soll auch das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Cassel acht Tage zuvor durch die Königl. Behörden von dem Durchmarsche benachrichtiget und requirirt werden.

Einer solchen Truppenabtheilung, und wenn eins oder mehrere Regimenter durchmarschiren sollen, muss ein Officier oder Commissär, welcher von der Zahl und Stärke der Regimenter, und von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet ist, drei Tage vorausgehen, um die Dislocation dergestalt zu bewirken, dass an ein und demselben Tage an einem Etappen-Hauptorte nie mehr als ein Regiment Fussvolk oder Reiterei eintreffe.

Art. XII. Da eine hinreichende Anzahl Kurhessischer Dorfschaften angewiesen ist, und die Stadt Hersfeld, den Kurhessischen Truppen zu einem Garnisonsorte dient, so soll die erwähnte Stadt von Einquartierung, so viel möglich, verschont bleiben, und nur bei grossen Durchmärschen mit dem Stabe belegt werden können; auch soll hier wegen der bekannten Unfruchtbarkeit der Gegend, und des dadurch entstehenden Mangels an Lebensmitteln, von Königl. Preuss.

1817 Seite kein Rasttag verlangt werden, wenn nicht gar zu grosse Ermüdung der Leute und Pferde, allzuschlechtes Wetter, oder die unvermeidliche Reparatur an Artillerie, Bagage und Fuhrwerk derselben unumgänglich nöthig machen.

Art. XIII. In der Regel erhält der General drei, der Staabsofficier zwei, und der Subalternofficier ein Zimmer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen, oder des Orts Gelegenheit so viel Zimmer zu geben nicht gestattet, so müssen die Truppen sich mit wenigerm begnügen und das Zusammenlegen gefallen lassen.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

Art. XIV. Einzeln reisende mit Marschrouten versehene Officiere und Militärbeamte erhalten zwar Quartier und Vorspann, die Frauen und Kinder derselben sind dazu jedoch nie berechtigt.

Art. XV. Beurlaubte und nicht im Dienste befindliche Militärpersonen haben weder auf Quartier noch auf Verpflegung und Transportmittel Anspruch zu machen.

Art. XVI. Die zum Quartier und Verpflegung berechtigten Truppen, welche die Unterofficiere und Soldaten, auch Knechte, desgleichen die in den Marschrouten ausdrücklich bemerkten Soldatenweiber und Kinder in sich begreifen, und wobei zwei Kinder für einen Kopf zu rechnen sind, werden auf die Anweisung der Etappenbehörden entweder bei den Einwohnern oder in Barackenstuben einquartiert und verpflegt; es findet aber von Seiten des Preuss. Gouvernements weder im Ganzen noch in einzelnen Artikeln einige Naturallieferung Statt. Die Anlage solcher Barackenstuben, welche in Wirths- oder sonstigen dazu schicklichen Häusern Statt finden soll, bleibt dem Kurfürstlichen Gouvernement überlassen und anheim gestellt. An Geräthschaften in diesen für Unterofficiere und Gemeine bestimmten Barackenstuben werden nur hinreichende Stühle oder Bänke, Hakenbretter und Lagerstroh erfordert.

Art. XVII. Die Commandirenden haben über die von den Quartierwirthen gestellten Naturalverpflegung

und über die sonstigen Leistungen ordnungsmässige, deutliche und hinreichend specielle Bescheinigungen zu ertheilen; sollten diese nicht gehörig ausgestellt oder ganz verweigert werden, so soll die von der Etappenbehörde pflichtmässig geschehene Attestation der auf der Marschroute geleisteten Lieferungen aller Art bei der Liquidation als gültige Quittung angenommen werden. 1817

Art. XVIII. Zur allgemeinen Regel dient zwar, dass der Officier, sowie der Soldat, mit dem Tische seines Quartierwirths zufrieden sein muss, jedoch kann jeder Unterofficier oder Soldat, auch jede andere zu diesem Grade gehörige Person, in jedem ihm angewiesenen Nachtquartier, sei es bei den Einwohnern oder in den Barackenstuben, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer Mahlzeit gehört. Frühstück, Bier, Branntwein und Kaffee kann aber nicht anders als gegen baare Bezahlung an den Unterofficier und Soldaten gereicht, dagegen soll von den Ortsobrigkeiten dafür gesorgt werden, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in den Etappenorten vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird.

Art. XIX. Jeder Subalternofficier bis zum Capitain ausschliesslich, erhält, ausser Quartier, Holz und Licht, zur Mahlzeit Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, auch zu Mittag und Abend jedesmal eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; zum Frühstück aber Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Die Frauen und Kinder der Officiere haben aber auf Verpflegung kein Recht.

Art. XX. Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern, und berichtigen ihre Beköstigung unmittelbar selbst. An solchen Orten, wo die Wirthshäuser nicht dazu geeignet sind, wo aber der ein oder andere Quartierträger für anständige Kost zu sorgen im Stande ist, soll der letztere von jedem Staabsofficier täglich einen Reichsthaler, und von jedem Obersten und General einen und einen halben Reichsthaler, alles in Golde,

1817 der Friedrichsd'or zu fünf Reichsthaler gerechnet, für die Beköstigung zu fordern und gleich baar zu empfangen berechtigt sein.

Art. XXI. Für die Einquartierung und Verpflegung der Capitaine und Subalternofficiere, wie auch der Unterofficiere und Soldaten, imgleichen anderer berechtigten Militärpersonen, wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preuss. Gouvernement vergütet, und dem Königl. Etappeninspector in Hersfeld oder in Preussisch Minden baar bezahlt; von jedem Nachtquartier für jeden Soldaten und eine jede in solchem Grade stehende Person . . . 4 Ggr.
für jeden Unterofficier . . . 4 —
— — Subalternofficier . . 12 —
— — Capitain . . . . 16 —
alles in Golde, der Reichsthaler zu vier und zwanzig gute Groschen und der Friedrichsd'or zu fünf Rthlr. gerechnet.

Für die Soldatenweiber und Kinder wird die nämliche Vergütung wie für die Soldaten, jedoch mit dem Unterschied geleistet, dass für zwei Kinder nicht mehr als für eine Frau bezahlt wird.

Art. XXII. Die Liquidation für die durch das Königl. Preussische Gebiet durchmarschirenden und beköstiget werdenden Kurhessischen Truppen wird nach dem im 21sten Artikel dieser Convention festgesetzten Vergütungsfusse berichtiget.

Art. XXIII. Sollten hin und wieder durchmarschirende Königl. Preuss. Soldaten unterwegs krank werden, oder Verwundungen erhalten, und ohne Gefahr bis zur nächsten Preussischen Etappeninspection nicht zu transportiren sein, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappenhospitale verpflegt werden, welches in Hersfeld sein, und worüber der Königl. Etappeninspector die Aufsicht und Berechnung führen soll.

Das Local zu diesem Etappenhospital soll von der Kurhessischen Regierung unentgeldlich angewiesen werden; für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, Verköstigung, Arznei, sowie für alle andere Bedürfnisse hat das Königl. Preuss. Gouvernement aber selbst zu sorgen, und die Kosten durch den Königl. Etappeninspector unmittelbar entrichten zu lassen.

Art. XXIV. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten sollen für gute und reinliche Stallung sorgen. Königl. Preuss. Seits ist dagegen bei nachdrücklicher Strafe untersagt, dass die Preuss. Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartiergeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen hinein bringen lassen. 1817

Art. XXV. Der Fouragebedarf wird in das in dem Etappen-Hauptorte zu errichtende verhältnissmässige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beigeschafft, und das zum Magazin erforderliche Local durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der im folgenden 28sten Artikel bestimmten Art verlangt werden.

Art. XXVI. Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königl. Preuss. Etappeninspector zu bestimmenden Zeitraum, in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Kurfürstl. Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Hessischem Maass und Gewicht versteigert. Der nun erwähnte Königl. Inspector ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer concurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend und darf der Lieferant die im Kurfürstl. Hessischen Lande angekaufte Fourage ohne Erlaubniss der Landesbehörde nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königl. Etappeninspectoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnung und Quittungen etc. an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Art. XXVII. Die Fourage wird gegen ordnungsmässige von den Königl. Etappeninspectoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maass und Gewicht abgegeben. Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappenbehörde sofort regulirt und entschieden werden.

1817 Art. XXVIII. Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beizuschaffen, und die zu dem Etappenbezirke gehörende bequartierte Ortschaften müssen unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern, so steht es den Gemeinden jederzeit frei, solche nach Hessischem Maass und Gewicht selbst auszugeben, und haben die Commandirten der Detaschements dieselben von den Ortsobrigkeiten zur weitern Distribution gegen ordnungsmässige, gehörig autorisirte, Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert oder vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrigkeiten gar nicht eingehändigt werden, so soll die im 17ten Art. für einen solchen Fall bestimmte Verfügung und Abhülfe ohne gegenseitige Einwendung erfolgen.

Art. XXIX. Die Königl. Preuss. Etappenbehörde bezahlt an die Kurhessische Regierung zur weiteren Vertheilung an die Ortsobrigkeiten für die von diesen letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den Magazinen wäre fouragirt worden.

Art. XXX. Das Königl. Preuss. Gouvernement vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelassenen Pferde auf die von den Kurfürstl. Behörden attestirten Rechnungen.

Art. XXXI. Die durchmarschirenden Truppen bezahlen selbst alle Wagenreparaturen, Pferdebeschlag und sonstige Bedürfnisse an Schuhen u. s. w. gleich baar in den kostenden Preisen.

Transports. IV. *Vorspann- und andere Transport-Mittel auch Fussboten betreffend.*

Art. XXXII. Die Transportmittel werden gegen ordnungsmässige und zur rechten Zeit ertheilte Quittungen den durchmarschirenden Truppen nur auf Anweisung der Etappenbehörden, und in so weit verabreicht, als das deshalb Nöthige in den förmlichen Marschrouten bemerkt worden.

Art. XXXIII. Für Kranke (mit Ausnahme derer, welche unterwegs krank geworden sind, und ihre Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines appro-

birten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen haben), 1817
für Tornister und Gewehre kann in den Marschrouten kein Transportmittel verlangt und eben so wenig von den Quartiermachern oder von den Commandeurs der Truppen selbst requirirt werden.

Art. XXXIV. Die Etappenbehörden haben dafür zu sorgen, dass es an den nöthigen und gehörig verlangten Transportmitteln nicht fehle, und dass sie an den ihnen vorgeschriebenen Orten zur rechten Zeit eintreffen.

Art. XXXV. Unter Transportmittel werden nur zweirädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, desgleichen angeschirrte Vorspannpferde auch Zugochsen verstanden, und sollen sechs Ochsen mit vier Pferden gleich geachtet werden.

Chaisen und Reitpferde werden nie gegeben.

Art. XXXVI. Auf ein Zugpferd soll nie mehr als 4 bis 4 1/2 höchstens 5 Centner gerechnet werden.

Art. XXXVII. Wenn bei Durchmärschen starker Armee-Corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und die vorgeschriebene Ordnung solchemnach nicht genau beobachtet werden kann, so soll der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt sein, die nöthigen Transportmittel auf seine eigene Verantwortung zu requiriren; dieses muss aber schriftlich geschehen und an die Ortsobrigkeit gerichtet sein, welche für die Stellung sothaner Mittel zu sorgen, der vorgedachte Commandeur aber die ordnungsmässigen Quittungen für solche Stellung unweigerlich sogleich zu ertheilen hat.

Art. XXXVIII. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende, zu Transportmitteln berechtigte, Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft, sie können nur dann verlangen, am nämlichen Tage weiter transportirt zu werden, wenn deshalb eine ordnungsmässige Anzeige Tags zuvor gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, Extra-Postpferde auf eigene Kosten nehmen.

Art. XXXIX. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Transportmittel für sich

1817 requiriren, wenn sie sich nicht durch eine schriftliche Ordre ihres Regiments- oder sonstigen befugten Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Art. XL. Die Transportmittel werden nur von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen; die durchmarschirenden Truppen sind aber gehalten, die Transportmittel sofort nach der Ankunft im nächsten Etappenbezirke zu entlassen.

Art XLI. Die Entfernung von einem Etappenbezirke zum andern wird nach den im 1sten bis 4ten Art. dieser Convention deshalb vorkommenden Bestimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben; ihr Weg bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anschlag gebracht.

Art. XLII. Den betreffenden Officieren und sonstigen Befehlenden, wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen und Karren unterwegs nicht durch Personen oder Sachen beschwert werden, welche zum Fahren nicht berechtigt sind, auch sollen die erwähnten Officiere u. s. w. durchaus nicht zugeben, dass die Fuhrleute, so wenig wie ihr Vieh, einer übeln Behandlung von Seiten der durchmarschirenden Truppen ausgesetzt sind.

Art. XLIII. Für jedes Pferd wird einschliesslich des erforderlich gewesenen Wagens auf jede Meile sechs gute Groschen, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen, alles in Gold und in den im 21sten Art. dieser Convention festgesetzten Münzen vergütet, auch für sechs Ochsen soviel als für vier Pferde bezahlt.

Art. XLIV. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem durchmarschirenden Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten der Orte, worin die Nachtquartiere sind, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren.

Art. XLV. Nach vorgängiger Liquidation, welche die Königl. Etappeninspectoren zu prüfen und die

Richtigkeit der angegebenen Entfernung darinnen zu attestiren haben, soll für jeden Fussboten und Wegweiser auf jede Meile vier gute Groschen in Gold nach dem im 21sten Artikel dieser Convention erwähnten Münzfusse bezahlt, der Rückweg der Boten und Wegweiser dabei jedoch nicht mit in Anregung gebracht werden. 1817

V. *Ordnung und Militärpolizei betreffend.* Police militaire.

Art. XLVI. Anstände zwischen den bequartierten Einwohnern und den durchmarschirenden Officiers und Soldaten und etwanige Beschwerden werden durch die Kurfürstlichen Behörden und den Königl. Preuss. commandirenden Officier gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector beseitigt.

Art. XLVII. Für die Erhaltung der Eintracht zwischen den Soldaten und Bequartierten haben die commandirenden Officiere sowohl als die Etappenbehörden mit Eifer und Ernst Sorge zu tragen. Der Königl. Etappeninspector hat über diesen Gegenstand gleichfalls zu wachen, und seine Sorge dahin zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben vertragsmässig mit Recht und Billigkeit verlangen können. Er hat auch darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden. Nöthigenfalls kann er bei den Landesbehörden Beschwerde führen.

Art. XLVIII. Die Kurhessische Etappenbehörde ist berechtigt, mit Ausnahme der Oberofficiere und der Personen von gleichem Range, jeden Militär von welchem Grade er auch sei, welcher sich thätliche Mishandlungen seines Wirths oder eines andern Kurhessischen Unterthanen erlaubt, oder sonstige Excesse begeht, zu arretiren und zur weitern Untersuchung und Bestrafung an den Königl. Commandirenden oder an die nächste Preuss. Behörde unter Mittheilung eines Protocolls abzuliefern. Den Kurhessischen Etappencommandanten muss von der Entscheidung der Sache durch die gegenseitige Behörde Nachricht ertheilt werden.

Art. XLIX. Jeder durch Excesse der Königl. Truppen, ohne Unterschied des Grades, entstandene Schaden wird, mit Inbegriff des durch die Militärfuhren erweislich zu Grunde gerichteten oder nach Beendi-

1817 gung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirten oder sonst unbrauchbar gewordenen Zugviehes, oder der sonstigen durch die Dienstleistung ruinirten Transportmittel, durch drei Kurhessische verpflichtete, und zu diesem Ende ihrer Unterthanenpflichten entlassene, gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector gewählte Taxatoren abgeschätzt, das Taxatum von der Etappenbehörde attestirt, und der Durchschnittsbetrag liquidirt, dieser auch zur nämlichen Zeit mit der übrigen Liquidation von dem Königl. Gouvernement baar vergütet, wofern durch ein vom Ortsvorsteher und zweien Zeugen der Gemeinde pflichtmässig ausgestelltes schriftliches Zeugniss erwiesen ist, dass das Zugvieh ganz gesund ausgestellt worden.

Ueber etwanige Differenzen bei der Schätzung des erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und Etappenbehörden sich mit dem Etappeninspector zu vereinigen nicht vermögen, erkennt das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Kassel, welches die Königl. Behörden von der von ihm ertheilten Entscheidung in Kenntniss zu setzen hat.

Art. L. Der Inhalt dieser Convention soll den durchmarschirenden Königl. Preuss. Truppen sowohl, als den Kurhessischen betroffen werdenden Unterthanen zeitig bekannt gemacht und vollständige Auszüge aus derselben zu beider Theile Wissenschaft auf den Etappen angeschlagen werden.

VI. *Liquidation.*

Art. LI. Die Liquidation über die Leistungen und Lieferungen aller Art, im gleichen über die allenfalsigen Schadensvergütungen, wird nach Ablauf eines jeden Vierteljahres zwischen dem Königl. Etappeninspector zu Hersfeld und Preussisch-Minden und einem Kurfürstl. Commissarius für alle Etappenbezirke geschlossen, und die Zahlung hiernach von den betreffenden Etappeninspectoren sogleich geleistet.

VII. *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. LII. Diese Etappenconvention ist in allen anwendbaren Fällen reciprok, und tritt vom ersten

Januar 1817 an in Kraft; sie endet mit dem Jahre 1821, unter dem Vorbehalte, dass solche nach Ablauf dieser Frist stillschweigend fortdaure, wenn nicht von Seiten der Allerhöchsten Contrahenten, nach vorgängiger halbjähriger Aufkündigung, eine weitere Vereinbarung Statt findet. 1817

Für den Fall eines in der Zwischenzeit eintretenden Krieges, sollen die abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden.

Art. LIII. S. K. H. wollen aus bewegenden Ursachen dem gegenseitigen Verlangen nachgeben und genehmigen, dass auf die Zeit, während welcher die Königl. Preussische, dermalen in Frankreich stehende Occupationsarmee in dem letztgedachten Lande verbleiben wird, von der Hälfte der auf den vorgeschriebenen Militärstrassen durchmarschirenden Königlich Preuss. Truppen nur die Hälfte der im 21sten, 43sten und 45sten Artikeln dieser Convention festgesetzten Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden. Auch wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armeecorps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt; dagegen wird nach diesem Rückmarsch für die auf sämmtlichen Militärstrassen marschirenden Königl. Truppen der volle Vergütungsbetrag angesetzt.

Art. LIV. Diese Convention soll ratificirt und die gegenseitige Ratification derselben binnen den nächsten vier Wochen hier ausgewechselt werden.

So geschehen zu Berlin, den 9ten Mai 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) R. von Lorentz.

40.

1817 12 Mars. *Convention entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le G. D. de Hesse, signée à Munster le 12 Mars 1817 avec un Supplément signé à Giessen le 6 Juil. 1817.*

a.

Convention zwischen des Königs von Preussen Majestät und Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Hessen; geschlossen zu Münster den 12ten März 1817.

(*Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten.* Anfang 1818. p. 138—141.)

Da bei der den unterzeichneten Königlich-Preussischen und Grossherzogl. Hessischen Bevollmächtigten übertragenen endlichen Vollziehung des Staats-Vertrags vom 30sten Junius 1816, wodurch S. K. H., der Grossherzog von Hessen, das Herzogthum Westphalen und die Oberhoheit und Lehnherrlichkeit über die Grafschaften Wittgenstein-Wittgenstein und Wittgenstein-Berleburg an die Krone Preussen abgetreten haben, mancherlei Anstände vorgekommen waren, welche durch die bisherigen schriftlichen Unterhandlungen nicht beseitigt werden konnten, und da insbesondere auch die genaue Ausmittelung und Einziehung der in jenem Staatsvertrage Grossherzoglich-Hessischer Seits vorbehaltenen Cammeral-Rückstände immer noch eine besondere Grossherzogl. Administration im Herzogthum Westphalen auf geraume Zeit nöthig machen, hierdurch aber die zwischen dieser Administration und den Königl. Preussischen Behörden wegen des beiderseitigen Gebrauchs der einschlägigen Acten und Rechnungen bisher schon öfters entstandenen Collissionen vermehrt, und die definitive Erledigung des Staatsvertrags noch mehr aufgehalten werden würde; da endlich auch die vertragsmässige Betreibung jener Rück-

stände den Ruin vieler Debenten — jetzt Königlich Preussischer Unterthanen — zu Folge haben würde; so haben die unterzeichneten Bevollmächtigten eine, die Beseitigung aller dieser Anstände und Schwierigkeiten, und die endliche Erledigung aller bisher verhandelten Ausgleichungspuncte schnell herbeiführende Uebereinkunft, dem Interesse beider Staaten für zuträglich erachtet. In dieser Erwägung haben die unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten in heute dahier gehaltenen mündlichen Conferenzen folgende Convention, jedoch mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer hohen Gouvernements, abgeschlossen. 1817

Art. I. Sämmtliche noch vorhandene vom ersten Julius 1816 in dem Herzogthum Westphalen bestandene Criminal-Rückstände, werden mit allen Rechten, welche man Grossherzoglich-Hessischer Seits darauf hatte, an Preussen abgetreten. Arriéres cédés

Art. II. Für diese Rückstände entrichtet Preussen zur Grossherzogl. Hessischen Staats-Casse die Summe von 132,835 Fl. 45 Xr., geschrieben: Ein hundert und zwei und dreissig tausend achthundert und fünf und dreissig Gulden 45 Kreuzer in 24 Fl. Fuss. Indemnisation

Art. III. Preussen übernimmt alle der Grossherzogl. Hessischen Verwaltung im Herzogthum Westphalen am 1sten Julius 1816 obgelegene Zahlungsschuldigkeiten, überhaupt alle gerichtliche und aussergerichtliche Ansprüche, welche entweder aus den Zeiten der ehemaligen Kurcöllnischen oder aus den Zeiten der nachherigen Grossherzogl. Hessischen Regierung an Hessen gemacht worden sind, oder etwa noch gemacht werden, wogegen Hessen alle am 1sten Julius 1816 vorhanden gewesene Cassen- und Naturalienvorräthe an Preussen abtritt. Dettes d'administration.

Art. IV. Da hiernach Preussen auch für die Zinsenforderung eintritt, welche von den Darleihern der von den letztverstorbenen Herrn Kurfürsten von Cöln in Münster aufgenommenen sogenanntenen Krönungscapitalien an Hessen früherhin gemacht worden ist, wozu jedoch das Beitragsverhältniss noch nicht ausgemittelt war, so werden dagegen Grossherzogl. Hessischer Seits auch diejenigen Ansprüche an Preussen cedirt, welche wegen der Kurcöllnischen Schulden, ver- Intérêts; prétensions contre la France

1817 möge eines am 11ten Mai 1810 zwischen Frankreich und dem Grossherzogthum Hessen abgeschlossenen Vertrags, an Frankreich gemacht werden können, und auf gleiche Weise gehen auch diejenigen Ansprüche an Preussen über, welche Grossherzogl. Hessischer Seits sowohl wegen der gedachten Krönungscapitalien, als auch wegen anderer Forderungen an S. K. H. den Erzherzog Maximilian von Oesterreich-Este, als Testamentserben des letzt verstorbenen Herrn Kurfürsten von Cöln gemacht werden.

Depenses déjà faites.

Art. V. Bei der Verwendung derjenigen Kammeralrückstände, welche seit dem ersten Julius 1816 bereits eingegangen sind, behält es sein Bewenden, und es werden desfalls weder von der einen, noch von der andern Seite Ansprüche gemacht.

Capital de Fürstenberg.

Art VI. Das für die ehemalige Kammercasse des Herzogthums Westphalen am ersten Mai 1815 bei dem Freiherrn von Fürstenberg zu Herdringen aufgenommene Capital von 30,000 Gulden wird von Preussen übernommen; Hessen lässt sich aber dagegen an der im zweiten Artikel stipulirten Summe 15,000 Gulden in Abzug bringen. Preussen befördert gleich nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft die Zurückgabe der über jenes Capital ausgestellten Obligation.

Créances de caisses particulières.

Art. VII. Die aus der Bonner Universitätscasse und aus der Westphälischen Dispensationscasse der ehemaligen Arnsberger Hofkammercasse vorgeschossenen Capitalien, jedes von 1500 Gulden, werden von Hessen übernommen, und von der im zweiten Artikel dieser Convention bestimmten Vergleichssumme ebenfalls abgerechnet.

Depôts.

Art. VIII. Die in die vorbemeldete Kammercasse geflossenen, noch nicht zurückgezahlten Depositen, nebst denen davon bis zum ersten Julius 1816 erfallenen Zinsen, lässt sich Hessen im Betrage von 18,721 Gulden ebenfalls von der bemerkten Vergleichssumme in Abzug bringen.

Succumbenz-Gelder.

Art. IX. Dagegen werden die im Grossherzogl. Cassen aus dem Herzogthum Westphalen und aus den Wittgensteinschen Grafschaften entrichteten Succumbenzgelder, in sofern sie nicht schon verfallen, oder an die Interessenten zurückgezahlt sind, und vermöge

der erfolgenden richterlichen Erkenntnisse noch zurückgefordert werden können, Preussischer Seits zur Zahlung übernommen. 1817

Art. X. Unter denen im ersten Art. an Preussen abgetretenen Kammerrückständen sind nicht begriffen: Exceptions à l'art. I.

a) Die Ober-Kriegs-Kanzleisporteln, welche die Grossherzogl. Hessische Kriegscasse in Darmstadt aus dem Herzogthum Westphalen noch zu fordern hat, so wie der Ersatz, der aus den Hessischen Fruchtvorräthen für das Preussische Militär seit dem 15ten Julius v. J. bezogenen Brotfrüchte;

b) die bereits angewiesenen Beiträge des Herzogthums Westphalen zur Zuchthauscasse zu Marienschloss, und die durch den Transport der von dort abgelieferten Züchtlinge entstandenen Kosten;

c) der rückständige Beitrag aus den Wittgensteinschen Grafschaften zu dem Fuhr- und Macherlohn des Giesser-Dicasterial-Besoldungsholzes; und

d) die in dem Herzogthum Westphalen nach der Uebergabe des Landes noch eingegangenen Naturalbesoldungs-Gelder.

Die Beträge dieser Posten werden aus denjenigen Königl. Cassen, in welche sie erhoben werden, an die Grossherzoglich Hessischen Bevollmächtigten baar ausbezahlt.

Art. XI. Ferner werden von den abgetretenen Kammerrückständen noch ausdrücklich ausgenommen: Item.

1) Die im Herzogthum Westphalen und im Wittgensteinschen noch vorhandenen Hessischen Stempelpapier-Rückstände;

2) die Kaufschillinge für verkaufte Trainpferde, und die privatrechtlichen Forderungen der Kriegscasse an ehemalige Militärlieferanten und andere Individuen;

3) Die im Herzogthum und in dem Wittgensteinschen noch vorhandenen Rückstände der Grossherzogl. Invaliden Anstalt, für Zeitungen, Kalender und Inserat-Gebühren.

Die Beitreibung dieser Forderungen bleibt den Hessischen Behörden nach wie vor unbenommen.

Art. XII. Auf die Fonds der ehemaligen Universität zu Bonn, der dortigen Armenanstalt und der Fondations pieuses

1817 aufgehobenen geistlichen Corporationen des linken Rheinufers, wird Grossherzogl. Hessischer Seits verzichtet, dagegen aber zur Deckung des dem gedachten Fonds der Bonner Universität auferlegten jährlichen Beitrags von 700 Gulden für die Universität Giessen, ein dreiprocentiges Capital im Betrage 23,333 1/3 Gulden innerhalb 6 Monaten zum Fonds der Universität Giessen von Preussischer Seite baar entrichtet. Auch wird dasjenige, was von dem bemerkten jährlichen Beitrage von 700 Fl, noch rückständig ist, oder bis zur Abzahlung des vorbemerkten Capitals noch erfällt, ebenfalls an die Universitätscasse zu Giessen abgeführt.

Pension individuelle.

Art. XIII. Die auf die Fonds der aufgehobenen überrheinischen Corporationen gelegte jährliche Pension von 200 Gulden für das Kind des ehemals bei dem Strassenbau im Herzogthum Westphalen angestellt gewesenen Ingenieurs Grössmann, wird bis zur Volljährigkeit dieses Kindes aus den bemeldeten Fonds so wie bisher jährlich fort entrichtet, auch der bereits erwachsene Rückstand dieser Pension baldigst abgeführt. Eben so wird auch für die Verköstigung des Ingenieurs Grössmann, so lange derselbe in Hofheim bleibt, der ausgesetzte jährliche Betrag von 200 Fl. nebst dem allenfalsigen Rückstand aus eben gedachten Fonds entrichtet.

Arriérés des comtés de Wittgenstein.

Art. XIV. Von Grossherzogl. Hessischer Seite werden die in den Wittgensteinschen Grafschaften noch vorhandenen, am 1sten Julius 1816 schon bestandenen Rückstände der ordinären Steuern und der in die Grossherzogl. Staatscasse geflossenen extraordinären Kriegssteuer an Preussen abgetreten, wogegen Preussen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Grossherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Grafschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Grafschaften, entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden.

Exceptions.

Art. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landes-Kriegskosten-Casse in Giessen ausgeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuerrückstände der beiden Herren Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preussen, die Tilgung der

Ansprüche dieser Herren Fürsten, von Hessen nicht zu übernehmen hat. 1817

Art. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, welche auf die obenerwähnten Land-Kriegskosten-Casse in Giessen während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contrahirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, so bald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Giessen abzuschickenden Bevollmächtigten, näher unterrichtet haben wird. Dettes des dits comtés.

Art. XVII. Die active und passive Theilnahme der Wittgensteinischen Unterthanen an der Hessischen Brandversicherungs-Anstalt wird Grossherzogl. Hessischer Seits bis zu Ende des Jahrs 1816 nachgegeben, der gestalt, dass die zwar nach dem 1sten Julius, aber noch vor Ende Decembers 1816 in den Wittgensteinischen Grafschaften entstandenen Brandschäden noch aus der gedachten Anstalt verordnungsmässig, jedoch mit Aufrechnüng dessen, was die Wittgensteinischen Unterthanen zu der Hessischen Brandcasse noch verschulden, vergütet werden, wogegen diese Unterthanen aber auch, wie es sich von selbst versteht, zu den im Hessischen Gebiete während des Zeitraums vom 1sten Julius bis Ende Decembers 1816 noch entstandenen Brandschäden verordnungsmässig beitragen müssen. Caisse d'assurance.

Art. XVIII. Der baare Vorrath, welcher sich am ersten Julius 1816 in der zu Arnsberg bestandenen Filialcasse der Grossherzogl. Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt befunden hat, nebst den ausstehenden Antrittsgeldern und Beiträgen, ferner die Capitalien, welche dieses Institut in dem Grossherzogthum Westphalen angelegt hat, und welche zusammen 30,441 Gulden 12 Xr. einschliesslich des Poncetischen Capitals betragen, und die aus dem Herzogthum zur Hauptcasse in Darmstadt eingezogenen Fonds, im Betrage von 11,000 Gulden, werden an Preussen dergestalt abgetreten, dass die Obligationen über die im Herzogthum angelegten Capitalien nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft, an Preussen ausgeliefert, die nach Darmstadt eingezogenen 11,000 Fl. Caisse des veuves.

1817 aber von der im zweiten Artikel dieser Convention für Hessen stipulirten Summe abgerechnet werden.

Pensions. Art. XIX. Dagegen übernimmt Preussen vom ersten Julius 1816 an, die Pensionen für die bereits vorhandenen Wittwen und Waisen der schon verstorbenen, im Herzogthum Westphalen angestellt und an der Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt betheiligt gewesenen Diener nach den Bestimmungen der Verordnung, worauf sich jene Anstalt gründet. Desgleichen übernimmt Preussen alle Verbindlichkeiten, welche der gedachten Wittwenanstalt gegen die noch lebenden Westphälischen Diener bisher oblagen, und tritt für alle Ansprüche dieser Diener dergestalt ein, dass die Hessische Civildiener-Wittwencasse aller Prästationen für die Westphälischen Betheiligten gänzlich entledigt wird.

Caisse de veuves de forestiers. Art. XX. Die zu der Grossherzogl. Hessischen Forstdiener-Wittwenanstalt von Forstdienern des Herzogthums Westphalen entrichteten Antrittsgelder werden an Preussen abgegeben, und wenn die Antrittsgelder nicht baar bezahlt, sondern blos versichert worden sind, die Versicherungsurkunden an Preussen ausgeliefert, und hierdurch jene Anstalt aller Verbindlichkeiten gegen die Forstdiener und die Wittwen und Waisen verstorbener Forstdiener entledigt. Diese Verbindlichkeiten und namentlich die Pensionen der bereits vorhandenen Wittwen und Waisen verstorbener Westphälischen Forstdiener, welche Pensionen dermalen zusammen jährlich 520 Gulden ausmachen, werden von Preussen auf die Staatscasse übernommen.

Caisse de veuves Hessoise. Art. XXI. Die von Civildienern in den Wittgensteinischen Grafschaften zu der Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt bezahlten 502 Fl. 20 Xr. betragenden Antrittsgelder werden ebenfalls an Preussen abgegeben, und dagegen alle Ansprüche dieser Diener an das Hessische Wittweninstitut von Preussen gleichfalls übernommen.

Stipulations en revanche. Art. XXII. Auf gleiche Weise, und unter gleicher von Preussen zu übernehmender Verbindlichkeit, werden die Antrittsgelder, welche Officiere, die aus Hessischen in Preussische Dienste getreten sind, zur Hessischen Officiers-Wittwencasse bezahlt haben, und welche zusammen 900 Gulden ausmachen, an Preussen

abgegeben. Die Pensionen aber, womit die Hessische Officiers-Wittwencasse für die im Herzogthum Westphalen bereits vorhandenen vier Officiers-Wittwen schon belastet war, und welche zusammen jährlich 1125 Gulden betragen, werden aus derselben Casse fernerhin statutenmässig entrichtet. Was zur Berichtigung dieser Wittwenpensionen aus Preussischen Cassen bisher bezahlt worden ist, wird von Hessischer Seite ersetzt. 1817

Art. XXIII. Die Wittwen verstorbener Unterofficiere und gemeiner Soldaten aus dem Herzogthum Westphalen und aus den Wittgensteinischen Grafschaften haben an den Hessischen Militärwittwencassen keinen Anspruch. Veuves de sous-officiers et soldats.

Art. XXIV. Nach vorstehender Uebereinkunft hat Preussen an Hessen zu entrichten: Liquidation.

zufolge des 2ten Artikels	132,835 Fl.	45 Xr.	
zufolge des 12ten Artikels	23,333 —	20 —	
also zusammen —	156,169 —	5 —	

Von dieser werden abgerechnet und von Hessen an Preussen vergütet:

nach Art. 6	15,000 Fl.	—	—
— — 7	3,000 —	—	—
— — 8	18,721 —	—	—
— — 18	11,000 —	—	—
— — 21	502 —	30	—
— — 22	900 —	—	—
mithin zusammen	49,123 Fl.	30 Xr.	

Nach Abzug dieses Betrags hat Preussen an Hessen noch zu entrichten . . . . . 107,045 Fl. 35 Xr.

Diese einhundert siebentausend vierzig fünf Gulden dreissig fünf Kreuzer im 24 Guldenfuss werden in der Art abgeführt, dass innerhalb sechs Monaten nach erfolgter Ratification dieser Convention an die Universitätscasse in Giessen 23,333 Fl. 20 Xr. und innerhalb drei Monaten an die Grossherzogl. Generalcasse in Darmstadt 40,000 Fl. und innerhalb sechs Monaten nach der Ratification der Rest mit 43,712 Fl. 15 Xr. an die gedachte Generalcasse baar entrichtet werden. Diese

1817 Zahlungen geschehen in Frankfurt, und von Preussischer Seite werden gleich bei der Ratification die desfallsigen Anweisungen auf ein dortiges Handelshaus ausgestellt werden.

Mode de payement. ART. XXV. Auf diese von Preussen und Hessen zu entrichtenden Summen soll durchaus kein Anspruch weder im gerichtlichen noch im aussergerichtlichen Wege zugelassen, und die Zahlungen sollen aus keiner Rücksicht verweigert, oder über die festgesetzten Termine hinaus verschoben werden.

Ratification. ART. XXVI. Die unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten werden diese Convention schleunigst an ihre Gouvernements befördern, und die Ratificationen sollen, so bald sie erfolgt sind, in Arnsberg ausgewechselt werden.

Zur Beurkundung wird diese Convention zweimal ausgefertigt, und von den beiderseitigen Bevollmächtigten eigenhändig unterzeichnet.

So geschehen zu Münster, am 12. März 1817.

LUDWIG V. VINCKE. WILHELM V. KOPP.
GEORG PHILIPP FRIEDRICH HABERKORN.

b.

6 Juil. *Nachtrag zu der zwischen des Königs von Preussen Majestät und des Grossherzogs von Hessen Königl. Hoheit zu Münster den* 12. *März* 1817 *geschlossenen Convention.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Anfang 1818. p. 141. 142.)

In dem am 12ten März dieses Jahrs zu Münster zwischen den Königl. Preuss. und Grossherzogl. Hessischen, zur Uebernahme und Uebergabe der Grossherzogl. Hessischen Länderabtretungen, bevollmächtigten Commissarien abgeschlossenen Vergleich, ist vereinbart worden:

ART. XIV. Von Grossherzogl. Hessischer Seite werden die in den Wittgensteinischen Grafschaften noch

vorhandenen, am ersten Juli 1816 schon bestandenen Rückstände der ordinairen Steuern und der in die Grossherzogl. Staatskasse geflossenen extraordinairen Kriegssteuer an Preussen abgetreten, wogegen Preussen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Grossherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Grafschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Grafschaften entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden. 1817

Art. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landeskriegskosten-Casse in Giessen ausgeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuer-Rückstände der beiden Herrn Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preussen die Tilgung der Ansprüche dieser Herrn Fürsten von Hessen nicht zu übernehmen hat.

Art. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, welche auf die oben erwähnte Landeskriegskostencasse in Giessen, während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contrahirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, so bald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Giessen abzuschickenden Bevollmächtigten näher unterrichtet haben wird.

Es sind daher beiderseitige Commissarien in Giessen zusammengetreten, Königlich-Preussischer Seits der Regierungsrath Westphal, Mitglied der Königl. Regierung zu Arnsberg, Grossherzogl. Hessischer Seits der Hofkammerdirector von Kopp, und haben, nachdem sie sich gegenseits über ihre Vollmachten ausgewiesen haben, folgende Vereinbarung getroffen.

Art. I. Grossherzogl. Hessischer Seits wird gegen Entrichtung der im Artikel 2. bemerkten Summe, allen und jeden Ansprüchen entsagt, welche auf Theilnahme der Aemter Caasphe und Berleburg an den zur Tilgung der Kriegskosten contrahirten Schulden, an rückständigen Geld- und Naturalleistungen, und an der Provinzial-Parification für den Zeitraum in Renonciations d. l. p. de la Hesse.

1817 dem sie unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gebildet werden könnten.

Somme aversionale en échange.

Art. II. Dagegen wird Königl. Preussischer Seits versprochen, eine Aversional-Summe von zwanzigtausend fünfhundert Gulden in 24 Fl. Fuss und zwar in conventionsmässiger Münze, oder in verfallenen vom Landes-Kriegscommissariate creirten Obligationen, Cassenscheinen und Zinscoupons in sechs und zwanzig ½jährigen Raten von siebenhundert und achtzig Gulden sieben und zwanzig und neun dreizehn Theil Kreuzer, wovon die erste am ersten Januar eintausend achthundert und achtzehn, und die letzte am ersten Juli eintausend achthundert und dreissig fällig ist, zur Landeskriegs-Commissariatscasse der Provinz Oberhessen einzuzahlen. Ausserdem wird Königl. Preussischer Seits allen und jeden Ansprüchen entsagt, welche von den Grafschaften Wittgenstein an das Grossherzogthum Hessen, wegen noch unberichtigter Kriegsprästationen derselben, insbesondere wegen gelieferter Fourage, geleisteter Fuhren, oder getragener Einquartierung, sodann wegen der von fremden Gouvernements entweder bezahlten oder noch zu bezahlenden Vergütungen für Kriegsleistungen während des Zeitraums, in dem die ersagten Grafschaften unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gemacht werden könnten.

Créance à la charge du baillage de Biedenkopf.

Art. III. Da die Forderung der Aemter Caasphe und Berleburg an das Amt Biedenkopf wegen geleisteter Hülfsfuhren als eine Privatforderung gedachter Aemter unter sich angesehen werden muss, so ist sie unter dem gegenwärtigen Abkommen nicht begriffen; indessen wird Grossherzogl. Hessischer Seits versprochen, dafür zu sorgen, dass die Betheiligten bald befriedigt werden.

Renseignemens à fournir.

Art. IV. Wenn die Königl. Preussischen Behörden, wegen der von den Wittgensteinischen Grafschaften getragenen Kriegslasten fernere Auskunft verlangen sollten, so soll sie ihnen von den einschlägigen Grossherzogl. Hessischen Behörden nicht nur ertheilt, sondern auch die betreffenden Verhandlungen zur Einsicht vorgelegt werden.

Art. V. Die Allerhöchste Ratification dieses Vergleichs wird beiderseits vorbehalten. **1817** Ratification reservée.

So geschehen Giessen, am 6ten Juli 1817.

(L. S.) Westphal. (L. S.) v. Kopp.

41.

Procès verbal des Commissaires de S. M. le Roi de Prusse et de S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg portant la remise des territoires cédés par S. M. Prussienne au G. D. d'Oldenbourg en exécution de l'art. 51. de l'acte de congrès de Vienne, signé le 9 Avr. 1817. 9 Avril.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nachdem Se. Majestät der König von Preussen bei der an Allerhöchst Dieselben von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich durch die, im November 1815 in Paris getroffene Uebereinkunft geschehene Abtretung der, S. K. K. Apostolischen Majestät durch den 51sten Art. der am 9ten Juni zu Wien geschlossenen Congress-Acte, im ehemaligen Saar-Departement zugefallenen Landestheile, die Verbindlichkeit übernommen haben, die Bestimmungen des 49sten Art. der gedachten Congress-Acte in Ausübung zu bringen, und nachdem Se. Königl. Preuss. Majestät am 1ten Juli 1816 in den wirklichen Besitz dieser Landestheile dergestalt getreten sind, dass dieselben als schon unter dem 1ten Mai desselben Jahres mit allen Eigenthums- und Landeshoheits-Rechten an die Krone Preussen übergegangen, angesehen werden; so haben Se. Königl. Majestät in Uebereinstimmung mit ihren hohen Verbündeten Ihren Majestäten den Kaisern von Oesterreich und Russland und dem König von Grossbritannien, für Se. Königl. Hoheit den Grossherzog von Oldenburg, die in obgedachtem Art. 49 der Congress-Acte ausbedungenen Landestheile ausmitteln lassen, und Se. Königl. Hoheit zur Annahme dieser Landestheile eingeladen.

1817 In Gemässheit dieses, sind nunmehr zur wirklichen Uebergabe und Uebernahme derselben Commissarien ernannt worden, nehmlich: von Seiten des Königl. Preuss. Hofes der Director der Königl. Regierung zu Koblenz 1te Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 3ter Classe, Freiherr von Schmitz-Grollenburg, und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg der Präsident des Oberappellations-Gerichts zu Oldenburg und Bundestags-Gesandte, Commandeur des Guelphen-Ordens, Günther Heinrich von Berg, und der Regierungsrath Ludwig Conrad Leopold Wibel, welche am heutigen Tage zusammengetreten sind, und nach Auswechselung ihrer beiderseitigen, in völliger Richtigkeit und Gültigkeit befundenen in der Anlage sub. lit. A. beiliegenden Vollmachten, nachstehende Punkte mit einander verabredet und beschlossen haben. Der Königlich-Preussische Uebergabs-Commissarius erklärt demnach, dass er

Cession de la part de la Prusse.

1. den Canton Herrstein, so wie er unter der französischen Verwaltung des Saar-Departements bestanden hat, mit Ausnahme der Gemeinden Hottenbach Hettershausen, Asbach, Schauern, Kempfeld und Bruckweiler, welche Preussen verbleiben;
2. Den ganzen Canton Birkenfeld;
3. vom Canton Hermerskeil die Gemeinden: Soetern, Boosen und Schwarzenbach;
4. vom Canton Wadern die Gemeinden: Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler und Eyweiler;
5. vom Canton St. Wendel die Gemeinden: Asweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirstein, Reichweiler und Mosberg, Steinberg und Deckenhardt, Wallhausen und Schwarzhof;
6. vom Canton Baumholder die Gemeinden: Gimbweiler, Nohfelden, Wolfersweiler und Nohen;
7. vom Canton Rhaunen die Gemeinde Bondenbach, nebst einem in der Anlage sub lit. B. beiliegenden Verzeichniss aller, in dem Grossherzogl. Antheil befindlichen Orte, mit allen Hoheits- und Eigenthums-Rechten, so wie mit allen Verbindlichkeiten in derselben Art und in demselben Umfange und Grenzen, wie solche von Sr. Majestät bisher besessen worden sind, ohne allen Vorbehalt; jedoch unter den im Pariser Frieden vom 30sten Mai 1814 für alle von Frankreich getrennten Provinzen ent-

haltene Lasten und Verbindlichkeiten, an den Grossherzogl. Oldenburgischen Herrn Uebernahms-Commissär hiermit förmlich übergebe und überlasse, daher auch nunmehr im Namen Sr. Majestät des Königs alle Staatsdiener und Unterthanen der übergebenen Lande aller gegen den bisherigen Souverain gehabten Pflichten entbinde und entlasse. 1817

Hierauf hat der Grossherzogl. Oldenburgische Commissarius erklärt, dass er, kraft seiner Vollmacht, die ihm übergebenen Lande, so wie sie ihm übergeben worden sind, im Namen seines gnädigsten Herrn übernehme, und selbe, so wie dessen Einwohner, als nunmehr an Höchstdenselben mit aller Souverainetät übergegangen erkenne.

Beide Commissarien haben hierauf auch sogleich öffentliche Kundmachungen hierüber erlassen und zur Anschlagung in allen Gemeinden ausgesendet, womit also dem Art. 49. der Wiener Congress-Acte nunmehr gänzlich Genüge geleistet worden ist, wie der Grossherzogl. Oldenburgische Bevollmächtigte im Namen seines Souverains hiermit verbindlich erklärt.

Da aber mit dieser im Allgemeinen und in der Wesenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe, noch mehrere zu treffende besondere Verfügungen im engsten Zusammenhange stehen, so haben die beiderseitigen Commissarien noch folgende Puncte näher besprochen und sind darüber nachfolgendermaassen übereingekommen.

§ 1. Dem Grossherzogl. Oldenburgischen Hofe kömmt der reine Ertrag eines Bezirks von 20,000 Einwohnern im ehemaligen Saar-Departement seit dem ersten Juli 1815 zu. Da aber der vorstehend beschriebene Bezirk erst später ausgemittelt ist, und aus Landestheilen besteht, welche zu verschiedenen Zeiten in den Besitz Sr. Königl. Majestät von Preussen gekommen sind, und einen, theils längeren, theils kürzern Zeitraum hindurch unter Oesterreich-Baierscher Verwaltung gestanden haben, so ist nöthig befunden worden, nach Verschiedenheit der Verhältnisse die Grundsätze festzustellen, welche bei der Berechnung der dem Grossherzogl. Oldenburgischen Hofe vom 5ten Juli 1815 an, gebührenden Einkünfte in Anwendung zu bringen sind, demselben fallen zuförderst alle, in den über- Computation des revenus.

1817 gebenen Bezirken vom ersten Mai 1816 an, erwachsenen Landeseinkünfte ganz zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf rückstehende Einkünfte derjenigen, in der Anlage sub lit. C. verzeichneten Landestheile bevor, welche schon unterm 28sten Mai 1815 in Besitz genommen und von dieser früheren Periode bis zum 30sten April 1816 erlaufen sind.

In Hinsicht der Einkünfte derjenigen Bezirke, welche erst in Folge der Besitznahme vom ersten Juli 1816 an die Krone Preussen gekommen sind, behält die Bestimmung des § 1 der Uebereinkunft der zwischen Oesterreich und Preussen vom ersten Juli*), welche also lautet: „alle in den übergebenen Bezirken vom ersten Mai 1816 an, erwachsene Landeseinkünfte, fallen ganz der Krone Preussen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf die Landeseinkünfte von der früheren Periode bis 30sten April d. J. bevor;" ihre volle Kraft, und wird für das Grossherzogl. Haus Oldenburg, jedoch dergestalt verbindlich, dass auch diese Rückstände an die, die Abrechnung mit der K. K. Oesterreichischen Commission allein übernehmende Königl. Preuss. Regierung verrechnet werden müssen, wogegen die Grossherzogl. Oldenburgischer Seits, in Gemässheit der Congress-Acte, angesprochenen Einkünfte vom 1sten Juni 1815 bis den 30sten April 1816 mit dem K. K. Oesterreichischen Hofe zu berechnen bleiben.

Fonds de Caisse. § 2. Die in den Königl. Cassen am 16ten April d. J. als dem Tage, von dem an Oldenburg in die Selbsterhebung der Revenüen des überwiesenen Landes tritt, vorhandenen Gelder, gehen an die Grossherzogl. Regierung, es mögen solche für Rechnung der Königl. Preuss. oder der K. K. Oesterreichischen Regierung erhoben worden sein, gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit über, daraus noch die unberichtigten Besoldungen und Pensionen zu bezahlen. Die Abrechnung für den Zeitraum, der für den über-

*) Cette convention n'a pas été imprimée en entier; on en trouve un extrait dans *Schoell hist. abrégée* T. XI. p. 480.

nehmenden Hof statt gehabten Verwaltungsperiode, soll innerhalb drei Monaten von Seiten der Königl. Regierung zu Trier, als bisherige Ober-Verwaltungsbehörde erfolgen, und gehörig belegt Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzog von Oldenburg mitgetheilt werden. 1817

§ 3. Die Bestimmungen des § 3 der Uebereinkunft vom ersten Juli 1816 werden für denjenigen Landestheil, welcher in diesem Uebergabsprotocoll begriffen, nunmehr an das Grossherzogl. Haus Oldenburg übergegangen ist, geltend und verbindlich erklärt. Conv. du 1 Juil 1816.

§. 4. Dem Königl. Preuss. Hof bleiben für die frühere Periode von dem ersten Mai 1816 ausser den ihm gebührenden Rückständen, welche an Steuern und Domanial-Gefällen bei einzelnen Partheien noch aushaften, oder welche von zurückgebliebenen Staats-Vorräthen herrühren, auch noch weitere Ansprüche bevor: Arriérés

a) auf die Wiedererstattung von Vorschüssen, welche auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden Landesherrn aus der Staats-Casse und dem Staats-Vermögen überhaupt gemacht wurden, in so fern solche in der Uebereinkunft vom 2ten Juni 1815 oder ersten Juli 1816, wodurch diese Lande an die Krone Preussen übergingen, begründet sind;

b) auf Guthaben von auswärtigen Regierungen, die erst später eingebracht werden, als z. B. bei der Liquidation mit Frankreich und den Liquidationen mit anderen Regierungen und Höfen für genossene Truppenverpflegung, in sofern solche aus herrschaftl. Cassen bestritten, und Oldenburg nicht in Rechnung gebracht worden ist, wogegen Ansprüche auf Guthabungen, welche einzelnen Gemeinden gebühren, denselben unverkürzt verbleiben.

§ 5. Nach geschehener Uebergabe hat die in den übergebenen Bezirken eintretende Grossherzogl. Regierung ausser den, seit dem 1sten Mai 1816 neu erwachsenen, Einkünften auch die aus der früheren Periode, vor dem 1sten Mai noch rückstehenden Gelder zu beziehen, so wie die rückstehenden Ausgaben für Rechnung von Preussen oder Oesterreich nach den Item.

1817 verschiedenen Landes-Districten aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen.

Die Grossherzogl. Oldenburgische Regierung verbindet sich, die Beitreibung aller Rückstände, in so fern nicht einige derselben durch wirkliche Zahlungsunfähigkeit der Partheien uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Königl. Preussische Regierung zu Trier binnen 3 Monaten nach geschehener Uebergabe zu beendigen und mit der, § 2 festgesetzten Abrechnung dergestalt in Verbindung zu bringen, dass nach 3 Monaten das ganze Liquidations- und Abrechnungs-Wesen der älteren Perioden und während der Preuss. Verwaltung bis zu dem Tage der heutigen Uebergabe berichtigt sein wird.

Was dagegen die Liquidation der früheren Rechnungs-Perioden, unter der Verwaltung des mittelrheinischen Gl. Gouvernements bis zum 15ten Juni 1814 und der K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations-Commission in Kreuznach his zum 10ten Mai 1815 betrifft; so bleiben jene Bestimmungen in Wirksamkeit, welche bei der am 28. Mai 1815 erfolgten Königl. Preussischen Besitznahme zwischen den Bevollmächtigten der Krone Preussen und dieser gemeinschaftlichen Administration unterm 2ten Juni festgesetzt worden sind, so wie für den am 1ten Juli 1816 in Besitz genommenen Theil, die Bestimmungen des § 6 der Uebereinkunft vom 1ten Juli. Es wird zu dem Ende hiermit ausdrücklich angenommen, dass die Abwickelung der Activ- und Passiv-Rückstände der früheren Perioden, so wie sie in dem Vertrage vom 1ten Juli 1816 § 6 durch eine gemeinschaftliche Commission bestimmt ist, von der Krone Preussen übernommen, und der Königl. Preuss. Commissär das Interesse des Grossherzogl. Oldenburgischen Hauses vertreten werde. Jedoch bleibt es Hochdemselben unbenommen, Einsicht der Verhandlungen zu nehmen, und nach Belieben über die Lage der Sache jedesmal Auskunft zu begehren.

Dettes de la guerre. § 6. Die in dem § 8 der Uebereinkunft vom 1ten Juli 1816 in Hinsicht der Liquidation des gesammten Kriegs-Schuldenwesens enhaltenen Bestimmungen, bleiben auch für die unter Grossherzogl. Oldenburgischer Herrschaft übergehenden Bezirke in voller Kraft,

jedoch wird auch hier, wie § 5 schon bestimmt worden ist, dass Grossherzogl. Interesse von dem Königl. Commissär vertreten werden. 1817

§ 7. Da nach der geschehenen Uebergabe ohnehin eine solche Absonderung der finanziellen Verwaltung eintritt, dass die neue Grossherzogl. Oldenburgische Verwaltung in ihre Casse nur das, was von ihrem Gebiete an laufendem Ertrage, oder an Rückständen eingeht, bezieht; so wird es in Ansehung jener Ausgaben, die früher den übrigen damit vereint gewesenen Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinschaftlich waren, und so lange sie zum Theil auch noch ferner gemeinschaftlich bleiben wollen, nothwendig, den Maassstab der Beitrags-Pflicht jedes Theiles festzusetzen. Dépenses communes.

In dieser Absicht vereinigen sich die beiden Commissarien zu folgenden Grundsätzen:

a. bei Besoldungen von Beamten eines nunmehr in verschiedenen Gebieten sich erstreckenden Bezirks, wäre die Quote nach dem Verhältniss der Seelenzahl der Bezirkstheile zu bemessen, und darin stets das, dem ganzen Ausmittelungs und Uebergabs-Geschäft zum Grunde gelegte Müllersche Handbuch vom Jahr 1815 zu befolgen.

b. Bei von Frankreich übernommenen Pensionisten hätte ihr bisheriger Wohnort zu entscheiden.

c. Die Verköstigung der Gefangenen in den Strafhäusern zu Trier für Eingeborne, falle nach ihrem Geburtsorte, dem neuen Besitzer zur Last; für Ausländer demjenigen, in dessen Gebiet sich das Tribunal befindet, welches die Untersuchung gepflogen, und die Aburtheilung veranlasst hat.

Alle am 11ten Mai 1816 in dem abgetretenen Landesbezirke angestellt gewesene, oder seit dem auf damals schon bestandenen Dienstplätzen angestellte Local-Beamten, sollen von der Grossherzogl. Regierung übernommen werden.

§ 8. Da Herzogl. Sachsen-Coburgischer Seits die Uebernahme, des in St. Wendel befindlichen Tribunals, dessen Gerichtssprengel bisher einen grösseren Umfang, als das nunmehrige Herzogl. Gebiet hatte, nicht als Local-, sondern als Central-Behörde von dem Officiers de justice

1817 1sten September 1816 an, zu betrachten, und nach den Grundsätzen des § 7. zu vertheilen angetragen wurde; so wurde, die Billigkeit dieses Antrages erkennend, beliebt, dass derselbe auch auf die bisher bestandene und nicht übergehende administrative Kreisbehörden anwendbar sein solle. Zu dem Ende wurde anliegende Vertheilung aller Justiz- und Administrationsbeamten, mit Rücksicht auf die Seelenzahl in den früheren Bestand der Kreise, aus welchen die abgetretenen Landestheile zusammengesetzt sind, entworfen, und von beiden Seiten als verbindlich erkannt.

Employés. § 9. Die Central-Diener, welche in dem der Uebereinkunft vom 1sten Juli beigefügten Verzeichnisse von der Krone Preussen übernommen worden sind, gehen in dem Verhältniss des, in gedachter Uebereinkunft festgesetzten Maassstabes in directen Steuern, nach anliegender Berechnung sub lit. E. an den neuen Besitzer, über, und es werden demnach, die in der Beilage sub lit. F. aufgeführte Individuen von Grossherzogl. Oldenburgischer Seite übernommen.

Archives. § 10. Der § 11. der mehrerwähnten Uebereinkunft wird, in sofern er die Grossherzogl. Oldenburgische Regierung interessiren kann, ebenfalls auch für sie in voller Kraft bestehen, jedoch auch hier wieder, wie in dem § 5. und 6. ihr Interesse Königl. Preuss. Seits vertreten werden.

Was jedoch die Königl. Preuss. Seits wirklich übernommenen Karten, Documente und Acten betrifft, so wird die Ausscheidung und Ueberlieferung von Seiten der Königl. Regierung zu Trier auf das erste Begehren Sr. Königl. Hoheit unverzüglich erfolgen.

Créances à la charge de la France. § 11. Da das von Königl. Preussischer Seite eingeleitete Liquidations-Geschäft der Forderungen an Frankreich auch nicht wohl getrennt werden kann, so bleibt die Beendigung desselben ausschliesslich der Königl. Preuss. Regierung überlassen, welche sich dagegen verbindet, der Grossherzogl Oldenburgischen Regierung seiner Zeit die Resultate mitzutheilen, und was von den liquidirten Summen dem abgetretenen Landestheil zukömmt, auszuliefern.

Communicat. vicinales. § 12. Der enge Verband, in welchem die abgetretenen Landestheile mit den benachbarten, sowohl

Königl. Preuss. als Herzogl. Sachsen-Coburgischen und Hessen-Homburgischen Grenzorten stehen, macht es zum Wohl der gegenseitigen Unterthanen nöthig, dass dem Grenzverkehr, rücksichtlich der Landeserzeugnisse und Bedürfnisse alle mögliche Erleichterung gegeben werde, zu welchem Ende zwischen beiden contrahirenden Theilen innerhalb einem Jahr eine Uebereinkunft abgeschlossen, bis dahin aber in den gegenwärtig bestehenden Verhältnissen nichts abgeändert werden soll. Wenn jedoch höhere Interessen, und veränderte staatsrechtliche Verhältnisse eine Abänderung verlangen, so bleibt es jedem Staate überlassen, diesen Grenzverkehr nach denselben zu reguliren. 1817

§ 13. Die Fonds der Kirchen, Schulen und aller andern Stiftungen werden als Landeseigenthum reservirt, und wo solche mit benachbarten Gemeinden eines fremden Gebiets gemeinschaftlich sind, durch wechselseitig zu ernennende Commissarien abgesondert, ausgeglichen und festgestellt; das findet insbesondere in Hinsicht der Rechte und Ansprüche auf die geistlichen Gefälle zu Birkenfeld statt, welche im Verhältniss der Seelenzahl unter die Besitzer der ehemaligen Grafschaft Sponheim getheilt werden, in sofern ihre Bestimmung für die ganze Grafschaft Sponheim nachgewiesen werden kann, und unter Vorbehalt gleichen Rechts für den Oldenburgischen Antheil an dieser Grafschaft, in Ansehung solcher Stiftungen, welche in dem Königl. Preuss. Antheil sich befinden und der Grafschaft gemeinschaftlich zustehen möchten. Etablissemens de bien faisance.

§ 14. Zur Vermeidung aller Grenzirrungen ist als Hauptgrundsatz angenommen worden, dass der Bann der überwiesenen Gemeinden den Grenzzug bildet, und wird in Befolgung dieses Grundsatzes durch, von beiden Theilen zu ernennende Commissarien, die Abgrenzung zwischen dem Königl. Preuss., Grossherzogl. Oldenburg., Herzogl. Coburg. und Landgräfl. Hessen-Homburg. Gebiete, an Ort und Stelle und die Aufrichtung der Hoheitspfähle unverzüglich Statt finden. Limites.

Da jedoch die westliche Grenze des Oldenburgischen Gebiets durch den einschneidenden Hochwald nicht ganz genau nach dem Gemeindebann bestimmt werden kann, so ist zu dem Ende eine Grenzberichtigung auf den Grund eines von der Regierung zu

1817 Trier entworfenen und anliegenden Risses vorbehalten worden.

Route militaire. § 15. Se. Königl. Hoheit der Grossherzog willigten ein, dass der Königl. Preuss. Hof, um die nothwendige Verbindung mit dem Saarbrückischen und der Festung Saar-Louis zu erhalten, eine Militärstrasse durch ihre Lande dergestalt besitze, dass Birkenfeld als Etappenort ausdrücklich bestimmt sei, sonst aber kein anderer Etappenort im Grossherzogl. Gebiete, — der Einmarsch in dasselbe mag über Kirschberg oder Hirn erfolgen, — Statt finde. Auf diese Militärstrasse sollen dieselben Bestimmungen angewendet werden, welche für die Preuss. Militärstrasse durch die Königlich Hannövrischen Staaten in der Convention vom 6ten December 1816 angenommen worden sind; jedoch die in Beziehung auf die Local-Verhältnisse erforderliche Modificationen durch eine besondere Uebereinkunft verabredet werden.

Auch wird der Königl. Preussische Hof den Grossherzogl. Oldenburgischen Truppen, wenn dieselben bei Bildung und Stellung des Bundesmässigen Contingents, von den Grossherzogl. Gebiete nach Oldenburg, oder von Oldenburg nach jenem Gebiet ziehen müssten, da, wo sie auf der Strasse von Oldenburg, über Münster, Frankfurt a. M. und Kreuznach, Preuss. Staaten berühren, ungehinderten Durchzug, und wenn es die Umstände erfordern, die Verpflegung nach denselben Grundsätzen, wie es für die Königl. Preuss. Truppen im Grossherzogl. Gebiet bestimmt ist, gestatten und zugestehen.

Conv. avec l'Autriche. § 16. Die zwischen der Krone Preussen und der K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations-Commission in Kreuznach am 2ten Juni 1815 abgeschlossenen Protocolle, sollen so wie die Uebereinkunft zwischen Preussen und Oesterreich vom 1sten Juli 1816 eine jede für den darin benannten Landestheil, in so fern sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft bleiben, zu welchem Ende beide Verträge in Abschrift unter Buchstaben H und I hier beigefügt werden.

Ueber diese Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, von beiden Theilen in vier gleichlautende Exemplare, deren zwei zum weiteren

eigenen Amtsgebrauch der Commissarien und zwei zur Einsendung an ihre beiderseitigen Höfe bestimmt sind, unterzeichnet. 1817

Geschehen Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

(L. S.) *Gez.* VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
(L. S.) *Gez.* VON BERG.
(L. S.) *Gez.* WIBEL.

*

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

Da im § XV. des heute unterzeichneten Uebergabe-Protocolls von Birkenfeld etc. vorbehalten ist, wegen der Militärstrasse durch die an das Herzogl. Oldenburg. Haus übergebenen Lande, in Beziehung auf die Local-Verhältnisse eine besondere Uebereinkunft zu treffen; so ist zugleich verabredet worden, dass, wenn inzwischen Durchmärsche Königl. Preuss. Truppen statt finden sollten, die zwischen Preussen und Hannover am 6ten Decbr. v. J. abgeschlossene Convention beobachtet werden soll.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

**

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

Da bei dem § XIV. des heute vollzogenen Uebergabe-Protocolls, den dem Herzogl. Hause Holstein-Oldenburg zugefallenen Theil des ehemaligen Saar-Departements betreffend, von Seiten der Herzogl. Commissarien, in Beziehung auf die beigefügte Grenzkarte die Bemerkung gemacht worden ist, dass der Emschieder Forst, weil derselbe ursprünglich zu Birkenfeld gehört hat, und darin meistentheils Oldenburgische Unterthanen berechtigt sind, in die Oldenburgische Grenze billig zu ziehen wäre, darauf jedoch der Königl. Preussische Commissarius erwiedert hat, dass jener Forst, als zum Canton Hermerskeil gehörig, unter Königl. Preuss. Hoheit verbleiben müsse, die Berechtigungen der Unterthanen aber denselben unverletzt würden erhalten werden; so ist verabredet, diesen Gegenstand zur nähern Erörterung und Erledigung bei der wirklichen Grenzberichtigung auszusetzen.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

42.

1817
10 Juin

Traité conclu à Paris le 10 Juin 1817 entre les cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Brétagne, de Prusse et de Russie lequel, en exécution de l'article 99. de l'acte du congrès, déterminé la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla.

Les actes de ratification ont été échangés à Paris de la part des six puissances contractantes.

(Vienne, de l'imprimerie impériale et royale de cour et d'état. 1818.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Ayant reconnu que le motif qui a porté Sa Majesté Catholique à différer son accession au traité signé en Congrès à Vienne le 9 Juin 1815, ainsi qu'à celui de Paris du 20 Novembre de ladite année, consistoit dans le désir de voir fixer par le consentement unanime des Puissances qui y étoient appelées, l'application de l'article 99. dudit Traité du 9 Juin, et en conséquence de la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla après le décès de Sa Majesté Madame l'Archiduchesse Marie Louise;

Que l'adhésion susmentionnée étoit nécessaire pour compléter l'assentiment général aux transactions sur lesquelles les intérêts politiques et la paix de l'Europe sont principalement fondés;

Que Sa Majesté Catholique, persuadée de cette vérité, et animée des mêmes principes que ses Augustes Alliés, s'est décidée, de sa pleine volonté, à donner son accession audit Traité, en vertu d'actes solemnels signés à cet effet le sept et le huit Juin 1817, et ayant été en conséquence jugé convenable de satisfaire en même tems aux demandes de Sa Majesté Catholique, qui concernent la réversion des dits Duchés, d'une

manière propre à contribuer encore davantage à l'affermissement de la paix et de la bonne intelligence heureusement rétablies et existantes en Europe. Leurs Majestés Impériales et Royales d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, ont nommé à cet effet, savoir: 1817

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Nicolas Charles Baron de Vincent, Commandeur de l'Ordre militaire de Marie Thérèse, Grand-Croix de l'Ordre impérial de Léopold et de l'Ordre de l'Epée de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre militaire du royaume des Pays-Bas, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Son Chambellan, Conseiller intime actuel, Lieutenant-Général de Ses Armées, Colonel-Propriétaire d'un Régiment de Chevau-Légers etc. etc. et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, le Sieur Charles Gutierrez de Los Rios, Fernandez de Cordoba, Sarmiento de Sotto Major etc., Comte de Fernan-Nuñez et de Barajas, Marquis de Castel-Moncayo, Duc de Montellano, de l'Arco et d'Aremberg, Prince de Barbanzon et du Saint Empire Romain etc., Cinq fois Grand d'Espagne de 1re classe, Chevalier de l'insigne Ordre de la Toison d'or et Grand-Croix de l'Ordre de Charles III., Son Gentilhomme de la Chambre en exercice, Son Grand-Veneur, Colonel du Régiment de hussards de Ferdinand VII. etc. etc. Son Ambassadeur près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Armand Emmanuel du Plessis-Richelieu,, Duc de Richelieu, Chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, et des Ordres de Saint-Alexandre-Newsky, Saint Wladimir et Saint George de Russie, Pair de France, Son premier Gentilhomme de la chambre, Son Ministre et Secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et Président du conseil des Ses Ministres;

Sa Majesté le Roi du rayaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le Sieur Charles Stuart, Grand-Crois du très-honorable Ordre du Bain et de l'ancien Ordre de la Tour et l'Epée, Son Conseiller intime actuel etc. etc. et Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

1817 Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Charles Fréderic Henry, Comte de Goltz, Chevalier de la Croix de fer de la 1re classe, et de l'Ordre pour le Mérite militaire de Prusse, Grand-Croix de l'Ordre de Sainte Anne, Chevalier de l'Ordre de Saint George de la 4me classe, et de l'Ordre de Saint Wladimir de la 3me classe de Russie, Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire de France, Chevalier de l'Ordre militaire de Marie Thérèse d'Autriche, de celui de l'Epée de Suède et de celui du Mérite militaire de Bavière; Son Général Major et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très Chrétienne;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Charles André Pozzo di Borgo, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de Saint Wladimir de la 2me classe, de Sainte Anne de la 1re, de Saint George de la 4me classe, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III. d'Espagne, de celui de Saint Maurice et Lazare de Sardaigne, de Saint Ferdinand de Naples, de l'Aigle rouge de Prusse, et de l'Ordre des Guelphes d'Hannovre, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Lieutenant-Général de Ses armées, Son Aide de camp-général etc. etc. et Son Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Articles de l'acte du Congrès confirmés.

Art. I. L'état de possession actuel des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que celui de la Principauté de Lucques, étant déterminés par les stipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les dispositions des articles 99—101 et 102, sont et restent maintenues dans toute leur force et valeur.

Modification de l'art 99.

Art. II. La réversibilité des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, prévue par l'article 99. de l'acte final du Congrès de Vienne, est déterminée de la manière suivante:

Reversion limitée du D. de Parme a l'Espagne.

Art. III. Les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, après le décès de Sa Majesté l'Archiduchesse Marie-Louise, passeront en toute souveraineté à Sa Majesté l'Infante d'Espagne Marie-Louise, l'Infant Don Charles-Louis son fils et ses descendans mâles, en ligne directe es masculine, à l'exception des districts

enclavés dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sur la rive gauche du Pô, lesquels resteront en toute propriété à Sadite Majesté conformément à la restriction établie par l'art. 99. de l'acte du Congrès. 1817

Art. IV. A cette même époque, la reversibilité de la Principauté de Lucques, prévue par l'art. 102., de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les termes et sons les clauses du même article, en faveur de Son Altesse Impériale et Royale le Grand Duc de Toscane. Lucque à la Toscane.

Art. V. Quoique la frontière des Etats Autrichiens en Italie soit déterminée par la ligne du Pô, il est toutefois convenu d'un commun accord, que la forteresse de Plaisance, offrant un intérêt plus particulier au système de défense de l'Italie, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique conservera dans cette ville, jusqu'à l'époque des réversions, après l'extinction de la branche espagnole des Bourbons, le droit de garnison pur et simple; tous les droits régaliens et civils sur cette ville, étant réservés au Souverain futur de Parme. Les fraix et l'entretien de la garnison dans la ville de Plaisance seront à la charge de l'Autriche, et sa force, en tems de paix, sera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, en prenant, toutefois, pour règle, le plus grand soulagement possible des habitans. Garnison à Plaisance.

Art. VI. Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'engage à payer à Sa Majesté l'Infante Marie-Louise les sommes arrièrées depuis le 9 Juin. 1815 et provenant des stipulations du second §. de l'art. 101. de l'acte du Congrès, et d'en continuer le payement selon les mêmes stipulations et avec les mêmes hypothèques. Elle s'engage en outre à faire payer à Sa Majesté l'Infante le montant des revenus perçus dans la Principauté de Lucques depuis la même époque jusqu'au moment de l'entrée en possession de Sa Majesté l'Infante, déduction faite des fraix d'administration. La liquidation de ces revenus aura lieu à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, et dans le cas de différence d'opinion, Elles s'en rapporteront à l'arbitrage de Sa Majesté Très-Chrétienne. Arrièrés dûs à l'Infante Marie-Louise.

Art. VII. La réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, est explicitement maintenue Réversion de Parme etc. à l'Autr.

1817 dans les termes du Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 et de l'article séparé du Traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815.

Ratifications.

ART. VIII. Le présent Traité, expédié en septuple, sera joint à l'acte supplémentaire du Traité général du Congrès de Vienne, il sera ratifié par les hautes Parties respectives, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le dix du mois de Juin, l'an de grace mil-huit cent dix sept.

(L. S.) *Le Baron* DE VINCENT.

(L. S.) *Le Cte.* DE FERNAN NUÑEZ, *Duc de Montellano.*

(L. S.) RICHELIEU.

(L. S.) CHS. STUART.

(L. S.) J. *Cte.* DE GOLTZ.

(L. S.) POZZO DI BORGO.

43.

1817
23 Juil.

Convention entre les commissaires Prussiens et Saxons pour régler le partage des arrièrés des caisses de paréquation, livraisons, equivalents, contributions etc., signée sous la médiation de l'Autriche, à Dresde le 23 Juil. 1817.

(*Die Zeiten von Voss. B.* 52. *p.* 349—369.)

Convention über die Peräquations - Lieferungs- Aequivalentgelder- und Centralsteuer-Angelegenheiten.

Zu endlicher Ausgleichung, sämmtlicher, in Hinsicht der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuer-Angelegenheiten, hervorgekommenen Anstände, haben sich beide, mit dem Vollzug des Wiener Friedenstractats, vom 8. Mai 1815, beauftragte Königl. Commissionen, unter Mitwirkung des Oesterreichschen Kaiserlichen Vermittelungscommissärs, Freiherrns von Gärtner, nach gepflogenem Einvernehmen mit den hierzu erwähnten ständischen Deputirten, folgendermaussen vereiniget:

Mesure générale de partage.

§. 1. Als allgemeiner activer und passiver Abtheilungsmaassstab, wird, nach desfalls angestellten möglichst genauen calculatorischen Untersuchungen angenommen: dass, bei der Peräquationsanstalt, Preussen mit vierhundert und zehn Eintausendtheilen; Sachsen mit fünfhundert und neunzig Eintausendtheilen; hingegen, bei der Centralsteueranstalt, Sachsen mit fünfhundert drei und vierzig und einem halben Eintausendtheile; und Preussen mit vierhundert sechs und funfzig und einem halben Eintausendtheile zu concurriren habe.

Except. touchant les prestations de guerre.

§. 2. Da eine genauere Erörterung und Berechnung, der in beiden Landestheilen annoch rückstäu-

1817 digen, aus Kriegsprästationen oder aus rücksichtlich derselben, geschlossenen Contracten und Accorden herrührenden Forderungen, nur nach sehr langwierigen, mit kaum zu besiegenden Schwierigkeiten verbundenen Liquidationen möglich werden würde; so ist man übereingekommen, besagte Rückstände, nicht nach dem im vorigen §. bemerkten Maassstab, unter beiden Landestheilen abzutheilen, sondern einen Durchschnitt eintreten zu lassen.

Prestations non fondées sur contrats.

§. 3. Dieser Durchschnitt wird, hinsichtlich der, nicht auf Contracten oder Accorden beruhenden, hier in Frage stehenden Forderungen, so gemacht, dass jeder Landestheil die Berichtigung der, seinen Unterthanen, für die auf sie gefallenen Kriegsprästationen, gebührenden und zur Befriedigung geeigneten Entschädigungen übernimmt; ohne dass hierüber weitere Abrechnungen zwischen den beiden Landestheilen Statt finden. Der Ort, von welchem die Leistung geschehen ist, bestimmt den Landestheil, welcher die Entschädigung zu bewirken hat; wenn auch derjenige, durch welchen sie geschehen ist, und welcher nun die Vergütung zu fordern hat, seinen Aufenthalt verändert haben sollte.

Prestations fondées sur contrats.

§. 4. So viel hingegen die, aus Contracten oder Accorden, erwähnter Art herrührenden Rückstände anlangt, so werden diese ebenfalls ohne weitere Abrechnung unter den Landestheilen, von demjenigen Landestheil übernommen, in welchem die contrahirende Behörde ihren Sitz hatte. Der Ort, wohin die contract- oder accordmässige Leistung zu geschehen hatte, kommt dabei so wenig, als die Person des Unternehmers in Betrachtung.

Hiernach fallen die, von den Etappenbehörden der getheilten Kreise, contrahirten Schulden demjenigen Landestheile zur Last, in welchem sich der Ort der Etappe befindet. Nur die Lazarethschulden sind, nach dem Orte zu beurtheilen, wo sich das Lazareth befand, für welche sie contrahirt wurden. Sie fallen dem Landestheile zur Last, in welchem sich das Lazareth befunden hat.

§. 5. In Folge approximativer Berechnung der Anforderungen der Unterthanen beider Landestheile, hat man sich vereinigt: dem Herzogthume, für die, in den vorhergehenden §. §. ausgedrückte generelle Uebernahme, die in den §. §. 30 und 31., hiernächst näher bezeichneten Vortheile einzuräumen. **1817** Avantages accordés au duché.

§. 6. Die, von vorigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentengelder- und Centralsteuer-Ausschreiben noch herrührende Reste, bezieht jeder Landestheil, gleichmässig, ohne weitere Nachrechnung mit dem andern Landestheil. Sogleich nach Vollziehung dieser Convention, werden einem, von den Königlich Preuss. Beamten alle erforderliche Repartitionen, Bücher und Rechnungen vorgelegt werden, um eine vollständige Nachweisung, der im Herzogthume ausstehenden Reste besagter Art, fertigen zu können. Arriérés de contributions.

§. 7. Die Abtheilung der, in der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse befindlichen Geld- und Activbestände (worunter jedoch die, in dem vorigen §. und die in den §. 13. weiter vorkommenden Posten nicht begriffen werden), geschieht beiden zwei zuerst genannten Cassen; nach einem, mit dem Tage, in welchem die Abtheilung vorgenommen wird, zu machenden Rechnungsabschlusse. Bei der Peräquationscasse wird der, im §. 1. festgesetzte Peräquationsmaassstab, und bei der Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse, der eben alldort bestimmte Centralsteuermaassstab befolgt. Unter die Bestände der Peräquationscasse, wird auch die, vermöge Königl. Sächs. Generalis d. d. 6. Nov. 1807. §. 5. der Landescommission untergeordnete Hülfscasse gerechnet. Partage des fonds et créances.

§. 8. Alle diese Berechnungen geschehen durch eine gemeinschaftlich subdelegirte, und unverzüglich zusammenzusetzende Commission; welcher alle zu ihrer Arbeit nöthigen, oder sie erleichternden Bücher und Rechnungen, nebst ihren Belegen auf jedesmaliges Verlangen, im Original mitzutheilen sind. Commission de liquidation.

§. 9. Noch vor Abtheilung der Cassenbestände, wird von der subdelegirten Commission untersucht wer- Payements assignés avant le 5 Juin 1815.

1817 den, ob die Zahlungen, welche in Gemässheit der, vor dem 5ten Juni 1815 geschehenen Anweisung aus der Peräquations- und Centralsteuercasse zu leisten, und zu welchem die Zahlungsmittel an besagter Casse gelangt waren, wirklich erfolgt sind. Sollten Posten dieser Art noch unberichtigt sein, und die für dieselben bestimmten Zahlungsmittel sich noch in der Casse vorfinden; so ist die Zahlung aus diesen Mitteln sogleich zu bewirken. Wenn hingegen die, für dergleichen unberichtigt gebliebene Posten bestimmt gewesenen, und in die Casse gekommenen Zahlungsmittel, zwar am 5ten Juni 1815 noch darin vorhanden waren, es jetzt aber nicht mehr sind; so übernimmt Sachsen die Haftung für dieselben, und wird für diejenigen unter diesen Posten, welche in das Herzogthum zu entrichten waren, der Königl. Preussischen Regierung die Vergütung in Centralsteuerobligationen leisten.

Obligations de la caisse centrale.

§. 10. Besagte subdelegirte Commission wird ihr Augenmerk auch dahin richten, dass die aus der Hauptcentralsteuercasse, für solche Centralsteuerbeiträge, welche in der Folge erlassen worden sind, bereits hinausgegebenen, und etwa noch nicht wieder zurückgelieferten Centralsteuerobligationen, sogleich in die Hauptcasse zurück verschafft werden, um mit in die Theilung zu kommen. In soweit dieses nicht sogleich möglich sein sollte, werden dergleichen noch ausständige Obligationen bei dem Cassenabschlusse, zwar mit gerechnet, jedoch wird bei der Vertheilung dafür gesorgt, dass jeder Regierung die in ihrem Landestheil ausstehenden, zugewiesen werden.

Cercle de Kottbuss.

§. 11. Bei Berechnung des Centralcassenbestandes wird die dem Kottbusser Kreise, mit acht und dreissigtausend, zweihundert vier und achtzig Thaler zwölf Groschen auferlegte Quote. ausser Ansatz gelassen, und die Zuziehung dieses Kreises, als nicht geschehen betrachtet.

Obligations d'Etat et coupons.

§. 12. Die, von der Peräquations- und Centralsteuercasse verpfändeten Staatspapiere, und deren dabei befindlich gewesenen Coupons, bleiben derjenigen Regierung, welcher Kraft gegenwärtiger Convention die Tilgung. der Schuld zur Last fällt, für die

jene Staatspapiere verpfändet wurden. Die, nach dem 5ten Juni 1815 zahlbar gewordenen, und die künftig vorfallenden Coupons dieser Papiere, werden, in so fern sie sich nicht bereits bei den Obligationen befinden, derjenigen Regierung ausgeliefert, welcher sie, obiger Bestimmung nach, zufallen. 1817

§. 13. Von denen, aus der Finanzhauptcasse in die Centralsteuercasse geflossenen landschaftlichen sogenannten Reichenbachschen Obligationen, wird der, am 5ten Juni 1815 noch vorhanden gewesenen vierhundert zwei und funfzigtausend sechshundert Thaler betragende Ueberrest nicht zu dem Cassenbestande gerechnet, sondern, in der Art abgetheilt, dass der Königlich Preussischen Regierung vergleichweise zwei und siebenzigtausend Thaler nebst Zinsen, jedoch nur vom 5ten Juni 1816 an, davon überlassen werden. Die übrigen drei und achtzigtausend sechshundert Thaler, nebst denen nicht auf vorerwähnte Art, an Preussen überlassene Coupons und Zinsen der ganzen Summe, in soweit letztere nicht etwa bereits für die Centralsteuercasse erhoben, und die Beiträge dieser erhobenen Zinsen, entweder in dem Cassenbestande derselben befindlich, oder von ihr verwendet worden sind, fallen an die Königl. Sächsische Finanzhauptcasse zurück. Die, noch in dem Cassenbestande befindlichen erhobenen Zinsen, kommen mit demselben in die Theilung. Rücksichtlich derer, welche von der Centralsteuercasse bereits verwendet sind, hat es hierbei sein Verbleiben. Obligations dites de Reichenbach.

Zufolge der, über die Auseinandersetzung der Verhältnisse der Fürstenschulen getroffenen Uebereinkunft, sind von den hier an Preussen überlassenen Reichenbachschen Obligationen sieben und funfzigtausend fünfhundert Thaler, nebst den, seit Johanni 1717 darauf haftenden Zinsen, als Aversionalquantum, wegen wegfallender Pfortascher Freistellen bestimmt, und werden von der Königl. Sächsischen Regierung, vermöge der Conventionen, wegen der Stiftungen von obigen zwei und siebenzigtausend Thaler zurückbehalten werden.

§. 14. Alle weiteren, aus Königl. Sächsischen Cassen in die Peräquations-Aequivalentgelder- oder Cen- Autres avances

1817 tralsteuercassen, oder aus einer derselben in Königlich Sächsische Cassen gekommenen Vorschüsse, werden gänzlich gegen einander aufgehoben, und ausser Ansatz gelassen; so dass in Ansehung derselben, keine Vergütung, Gegenrechnung oder Zahlung zu geschehen hat. Das nämliche hat in Ansehung aller andern etwanigen Forderungen und Ansprüche statt, welche Königl. Sächsische Cassen an die Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercassen, oder letztere drei Cassen an die erstern haben könnten. Unter die hier gegenseitig aufgehobenen Forderungen und Ansprüche gehören insbesondere auch alle diejenigen, welche für die der Peräquationscasse zu gute gekommenen Vorräthe aus Magazinen und Lieferungen, so wie Hinsichts der, aus der Peräquationscasse bewirkten Verpflegung des Königl. Sächsischen Militärs in dem Königreich und Herzogthume gemacht worden sind, oder werden könnten.

Reglement definitif entre les caisses royales.

§. 15. Eben so kommt das, was in die Peräquationscasse aus der Centralsteuercasse geflossen ist, in keine weitere Berechnung, und es wird überhaupt das Activ- und Passivverhältniss, unter der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse, als ganz ausgeglichen betrachtet.

Entre les caisses royales et autres.

§. 16. Dahingegen wird das Activ- und Passivverhältniss zwischen den letztgenannten drei Cassen, und solchen Cassen, welche keine königliche sind, keineswegs aufgehoben; aber an die Stelle des bisher für beide Landestheile bestandenen allgemeinen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercassen, treten hierbei nunmehr die abgesonderten Peräquationskassen jedes Landestheils, in folgender Art: *a)* jede dieser abgesonderten Peräquationscassen, wird die Schuldnerin der Forderungen, welche den nicht königlichen Cassen ihres Landestheils, an die bisherige allgemeine Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse zustehen, dagegen aber auch *b)* die Gläubigerin, aller der Posten, welche nicht königliche Cassen ihres Landestheils den bisherigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuerkassen schuldeten. *c)* Ist die Casse eines getheilten Kreises, Gläubigerin der bisherigen

Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralsteuercasse; so übernimmt jede abgesonderte Peräquationscasse, von einer solchen Forderung denjenigen Betrag, der hieran ihren Theil des Kreises zusteht. 1817

d) In eben dieser Art theilen sich die abgesonderten Peräquationscassen in die Forderungen, welche die bisherige Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercassen, an Cassen getheilter Kreise, zu machen hätte.

Caisse de crédit.

§. 17. Durch die Bestimmungen des vorhergehenden §. wird das Activ- und Passivverhältniss, zwischen der bisherigen allgemeinen Peräquations- und Centralsteuercasse einerseits, und der Steuercreditcasse anderer Seits nicht berührt, und bleibt folglich unverändert. Diesemnach werden die einmalhunderttausend Thaler, welche die Peräquationscasse aus einem, von den Gebrüdern Reichenbach, im Jahre 1813 empfangenen, auf Anordnung der Generalgouvernements, im Jahre 1814 der Steuercreditcasse, an Zahlungsstatt zugerechneten Vorschuss schuldete, bei der Peräquationscasse, nach dem, im §. 1. bestimmten Peräquationsschlüssel beiden Theilen, als passivum zur Last geschrieben, bei der Steuercreditcasse hingegen, als activum mit zur Theilung gebracht.

Effets en nature existant le 5 Juin. 1815.

§. 18. Die, am 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen Naturalbestände gehen mit dem Orte, wo sie befindlich waren, an jeden Landestheil, ohne weitere Abrechnung über. Eben so bezieht die Peräquationscasse jedes Landestheils, die in selbigem ausstehenden Reste auf Naturallieferungen.

Créances à la charge du gouv. Prussien.

§. 19. Die Forderungen der Peräquations- und Centralsteuercasse, an die Königl. Preuss. Regierung werden gänzlich niedergeschlagen. Insbesondere wird Königlich Sächsischer Seits, auf das Behrentsche Depositum von vierhundert sechs und funfzigtausend achthundert drei und zwanzig Thalern, zwanzig Groschen; dagegen aber auch, Königl. Preussischer Seits, auf die aus Preussischen Fonds an die Centralsteuercasse gekommenen zweimalhundert tausend Thaler, und auf die, von Seiten der Berliner Bank, an besagte Casse gestellte Rückstandsforderung von

1817 zweihundert vier und zwanzigtausend Thaler verzichtet. Das von dem Handelshause, Gebrüder Behrent zu Berlin, über dieses Depositum ausgefertigte Originaldocument, wird unmittelbar nach Vollziehung dieser Convention der Königlich Preussischen Commission zur Ausgleichung mit dem Königreich Sachsen ausgeliefert werden.

Créances à la chafge d'états étrangers.

§. 20. Das ganze Land betreffende Forderungen der Peräquations- oder Centralsteuercasse an andern Staaten, werden von beiden Regierungen gemeinschaftlich betrieben, und das darauf Eingehende nach dem Centralsteuermaassstabe getheilt. Einzelne ungetheilte Districte betreffende Forderungen dieser Art, wird jede Regierung für ihren District einzubringen suchen. Wenn die Forderungen hingegen getheilte Districte betreffen, so werden sich zwar beide Regierungen für die Einbringung verwenden, aber das Eingehende nach dem Verhältnisse vertheilen, nach welchem das jeder von ihnen zugefallene Stück des getheilten Districts, zu einer Centralsteuerquote des ganzen Districts beizutragen hätte. Sollte bei einer oder der andern Forderung, jede der beiden Regierungen ihre Ansprüche für sich allein geltend machen wollen, und liessen sich die Beweisurkunden nicht zweckmässig und nach richtigem Verhältnisse theilen; so verpflichtet sich diejenige Regierung, in deren Besitz sie sich befinden, der andern beglaubigte Abschrift davon zuzustellen.

Forderungen, welche auswärtige Regierungen in eigenem Namen, an die bisherige allgemeine Peräquationscasse, oder an die bisherige allgemeine Centralsteuercasse, oder an die Lieferungs-Aequivalentgeldercasse stellen könnten, werden von den beiden hier contrahirenden Regierungen gemeinschaftlich vertreten werden. In sofern eine solche Forderung wirklich gegen eine der vorgenannten Cassen geltend gemacht würde, hat die Bezahlung, nach dem §. 1. ausgedrücktem Verhältnisse gemeinschaftlich zu geschehen.

Créances à la charge de la France.

§. 21. Die Bestimmung des vorhergehenden §. sind, insbesondere auch auf die Forderungen des ganzen Landes an Frankreich, mit Ausnahme der bereits ab-

gethanen Forderungen für den durch die Rückmärsche französischer Kriegsgefangenen dem Lande verursachten Aufwand, worüber sich beide paciscirende Staaten besonders mit dem Vicomte de Brugges, verglichen haben, anzuwenden; sie haben aber nicht in Ansehung der Privatforderungen an diesen Staat, für welche sich etwa eine oder die andere Regierung verwenden möchte, zu gelten. Hätte die bisherige Peräquations- oder Centralsteuercasse für eine solche Privatforderung in subsidium zu haften gehabt, so übernehmen die nun abgesonderten Peräquationscassen dergleichen Verbindlichkeiten, jede in ihrem Landestheil, ohne dieserhalb gegenseitig Vergütung zu verlangen. 1817

§. 22. Die, beiden Landestheilen gemeinschaftlich zustehenden, Forderungen an Frankreich, sind durch eine subdelegirte Commission gemeinschaftlich aus den betreffenden Acten und Liquidationen zu erheben. Auch ist, so viel als möglich, gleich die Rate eines jeden Landestheils zu berechnen, und wegen der schon eingezogenen, aber noch nicht vertheilten Gelder, jeder Landestheil, nach dem §. 20. ausgedrückten Maassstabe zu befriedigen. Hinsichts der Forderungen aber, wo die Rate jedes Landestheils nicht gleich vermittelt werden kann, die Berechnung der beiderseitigen Liquidationscommissionen zu Paris, nach dem eben erwähnten Maassstabe vorzubehalten. Item.

§. 23. Die Bestände der Kreisdeputation- und Provinzialdeputationscassen in den ungetheilten Kreisen, fallen dem Landestheile, worin sie gelegen sind, ohne weitere Nachrechnung zu. Caisse des deputat. provinciales.

§. 24. Diese Kreiscassenbestände in den getheilten Kreisen und Provinzen, werden von den beiderseitigen Kreisdeputirten gemeinschaftlich, nach einem mit dem 5ten Juni 1815 zu machenden Abschlusse berechnet, und nach dem Verhältniss abgetheilt, in welchem der, jeder Regierung zugefallene Theil des Kreises zu einer Centralsteuer-Quote des ganzen Kreises beizutragen hatte. Unter die, auf diese Art zu erörternde Cassen gehören auch die Spanncassen, welche jedoch nach den Beitragsverhältnissen getheilt werden. Partage d. fonds des caisses de cercle.

1817 Obligations p. Emprunt forçe

§. 25. Bei besagter Untersuchung des Kreiscassenbestandes, in den getheilten Kreisen werden die beiderseitigen Kreisdeputirten ausmitteln: ob sämmtliche Ortschaften des Kreises, die ihnen für das Zwangsanlehn gebührenden Centralsteuerobligationen erhalten haben; damit, wenn dieses nicht geschehen sein sollte, die nöthige Vorsorge für diese Ortschaften getroffen werden können.

Norme générale.

§. 26. Ueberhaupt werden die beiderseitigen Provinzial- und Kreisdeputirten vor Abtheilung des Cassenbestandes untersuchen: ob die Zahlungen, wozu die Kreiscassen die Zahlungsmittel erhalten haben, wirklich geleistet sind, und wenn sich solche Posten unberichtiget und die Zahlungsmittel noch in der Casse finden sollten, die ungesäumte Zahlung bewirken. Sollten die, für dergleichen noch unberichtigte Posten bestimmten, und in die Kreis- oder Provinzialcasse geflossenen Zahlungsmittel nicht mehr in der Casse vorhanden sein, so übernimmt Sachsen die Haftung für besagte Posten, in soweit sie aus einer, bei dem Königreich verbliebenen Kreis- oder Provinzialcasse, an Unterthanen des Herzogthums zu zahlen waren, und wird der Königl. Peussischen Regierung den Betrag derselben in Centralsteuerobligationen vergüten. Sind hingegen gedachte Posten aus einer an das Herzogthum gekommenen Kreis- oder Provinzialcasse, welche die Zahlungsmittel dazu erhalten hatte, an Unterthanen des Königreichs zu zahlen; so wird auch die Haftung und Vergütung in ganz gleicher Art von Preussen übernommen.

Frais de la regie.

§. 27. Gleichergestalt werden die beiderseitigen ständischen Kreisdeputirten, gemeinschaftlich erheben: wie viel, als Quote des Zwangsdarlehns, und wie viel zu den Regiekosten, im Kreis oder der Provinz, bei den verschiedenen Ausschreiben, nach dem Centralsteuerfuss, aufzubringen gewesen ist; damit, bei Abtheilung des Cassenbestandes, jedem Theil seine Rate, an dem Ueberschusse der Regiekosten, angewiesen werden könne.

Compensations.

§. 28. Beide Königliche Regierungen verpflichten sich, gegenseitig: ihre Kreis- und Provinzialcassen,

zur pünctlichen Berichtigung der Forderung anzuhalten, welche etwa Kreis- und Provinzialcassen des andern Landestheils, an erstere Cassen, und nicht an die Peräquationscasse ihres Landes, vermöge der §§. 2. 3. 4 und 16, supra zu stellen haben. Um alle Zweifel, Anstände und Weiterungen, welche über die etwa hervorkommenden Forderungen dieser Art, ihre Liquidität, die Casse, aus welcher sie zu berichtigen sind, und die Zahlungsart entstehen könnten, möglichst schnell und billig zu beseitigen, wird unmittelbar nach Abschluss dieser Convention, jede der beiden königl. Regierungen, von den Provinzial- und Kreiscassen ihres Landestheils, umständlich belegte Ausweise der Forderungen, welche sie, an Provinzial- oder Kreiscassen des andern Landestheils, stellen zu können vermeinen, abfordern, und man wird sich, sobald diese Prätensionen sämmtlich näher bekannt sind, über alle sogleich zu vereinigen suchen, und sich überdies bemühen, die Forderungen, so weit sie in der Summe zusammen treffen, gegen einander so auszugleichen, dass jeder Provinzial- und Kreiscasse ihre Befriedigung, so weit möglich, auf eine Casse des Landestheils, zu dem sie gehört, angewiesen wird. 1817

§. 29. So viel die Abtheilung der, auf den Credit der Peräquations- und Centralsteueranstalten, contrahirten drei Classen von Schulden, nämlich: der Centralsteuerobligationen, der Landescommissionsscheine, und der Compensationsscheine, anlangt, hat man sich, um die künftigen Verhältnisse dieser Schulden, zum Besten der Gläubiger und beider Königl. Regierungen, zu vereinfachen, dahin vereinigt: dass Preussen andurch sämmtliche Centralsteuerobligationen, in Betrag von drei Millionen, zweimalhundert und achtzigtausend, achthundert Thalern; Sachsen hingegen sämmtliche Landescommissionsscheine, im Betrag von siebenhundert tausend Thalern, so wie sämmtliche Compensationsscheine, wovon ohngefähr noch ein Betrag von siebenhundert sechs und achtzig Thalern im Umlauf ist, zur alleinigen Vertretung und Zahlung, übernimmt. Trois classes d'obligations.

Zur gänzlichen Beruhigung der Besitzer, von Centralsteuerobligationen und von Landescommissionsschei-

1817 nen, verpflichtet sich die Königl. Preuss. Regierung, rücksichtlich der erstern, und die Königl. Sächsische Regierung rücksichtlich der letztern, die nöthigen Fonds, zur künftigen Verzinsung und successiver Rückzahlung, auszumitteln, und, vor Ablauf eines Jahres, den solchergestalt festgesetzten Zahlungsplan, und die zu desselben Ausführung bestimmten Fonds, öffentlich bekannt zu machen. Die Reihefolgen, in welcher die Obligationen, jeder Gattung, heimgezahlt werden, wird jede Regierung, nach ihren Nummern, durch das Loos bestimmen, und dann gleichmässig kund machen lassen.

Stipulations en faveur du Duché.

§ 30. Da dem Herzogthume, bei dieser Abtheilung, mehr Schulden überwiesen sind, als ihm, bei einer, nach den festgesetzten Theilungsmaassstäben, vorgenommenen Berechnung zukommen würde: so ist man ferner einig geworden: dass dagegen dem Königreiche, von dem, unter dem Namen der Reichenbachschen Obligationen, bekannten Steuercreditschulden, bei künftiger Abtheilung dieser Schuldenclasse, ein verhältnissmässiger Mehrbetrag zur Last bleiben soll.

Um zugleich dem Herzogthume die ihm, vermöge des §. 5. supra, zu gewährende Entschädigung zu leisten, wird gedachter Betrag andurch, auf eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler festgesetzt, und bei der, über die Abtheilung der sämmtlichen Reichenbachschen Obligationen, künftig zu machenden Berechnung, dergestalt mit in Ansatz gebracht, dass dem Herzogthume, von der ganzen Summe besagter Obligationen, um Eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler weniger zur Last fallen, als es, nach dem annoch festzusetzendem Abtheilungsmaassstabe, von denselben zu übernehmen hätte.

Obligations cedés à la Prusse.

§. 31. Unter den, auf eben bemerkte Art, von Preussen übernommenen drei Millionen zwei hundert fünf und achtzigtausend achthundert Thaler Centralsteuerschulden, befindet sich ein Betrag, von drei und zwanzig tausend vierhundert Thalern, solcher Obligationen, welche erst nach dem 5. Junius 1815 gänzlich

vollzogen; aber von den Königl. Preuss. Behörden, nicht mehr in die allgemeine Centralsteuercasse gelegt worden sind; folglich, zu Befriedigung der Gläubiger, für welche man sie, als ihre Creation beschlossen wurde, bestimmt hatte, von der allgemeinen Centralsteuer, nicht verwendet werden konnten. Eines Theils um langwierige Erörterungen hierüber zu vermeiden; andern Theils aber auch, in Rücksicht der, in § 5. enthaltenen Bestimmungen, werden besagte, über drei und zwanzigtausend vierhundert Thaler lautende Obligationen, der Disposition der Königl. Preuss. Regierung, ohne weitere Nachrechnung, dergestalt überlassen, dass dieselbe sie, ausschliessend zu Befriedigung ihrer Unterthanen, verwenden kann. Bei Berechnung und Abtheilung der Centralsteuercassenbestände bleiben diese drei und zwanzigtausend vierhundert Thaler ganz ausser Ansatz. 1817

Sollten einige oder alle Gläubiger, zu deren Befriedigung, besagte Obligationen über drei und zwanzigtausend vierhundert Thaler, bei ihrer Creation bestimmt waren, bereits, aus andern Zahlungsmitteln der Centralsteuercasse, befriedigt worden sein, so hat es hiebei sein Bewenden. In so weit aber ihre Befriedigung, in dieser Art, noch nicht geschehen ist, so hat sie, nach denen, in § 3 und 4 enthaltenen, Bestimmungen zu geschehen.

§ 32. Mit der Berechnung und Vertheilung der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralsteuercasse wird auch die Ausgleichung, wegen der, seit dem 5. Juni 1815, verfallenen und bezahlten, oder etwa noch unberichtigten Zinsen, von den Landescommissionsscheinen, und Centralsteuerobligationen, von dem Königreich, eine Million sieben hundert fünf und achtzig tausend, acht hundert Thaler; hingegen an Landescommissionsscheinen, von dem Königreiche, fünfhundert tausend Thaler, und von dem Herzogthume, zwei hundert tausend Thaler zu verzinsen gewesen wären. Zeigt sich, bei dieser Berechnung: dass, von einer der Königl. Regierungen mehr Zinsen bezahlt worden sind, als ihr hiernach zur Last fallen, so wird die Vergütung, des zu viel Bezahlten, bei der Abtheilung der oben genannten Cas- Intérêts.

1817 sen geschehen; und, wofern der Bestand derselben dazu nicht hinreichen sollte, binnen sechs Wochen, nach dem Rechnungsabschlusse, von der andern Regierung, ohnfehlbar geleistet werden. Von dem Tage an, womit diese Zinsenberechnung abgeschlossen wird, übernimmt Preussen die alleinige Verzinsung, sämmtlicher Centralsteuerobligationen, und Sachsen die alleinige Verzinsung sämmtlicher Landescommissionsscheine. Zugleich macht sich aber auch Sachsen verbindlich, von eben diesem Tage an, bis zu dem Zeitpuncte, wo die endliche Uebereinkunft, wegen der Steuer-Credit-Schulden-Abtheilung, abgeschlossen werden wird, ausser dem Theile dieser Schulden, den es indessen schon provisorisch verzinste, auch noch die Verzinsung von einer Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler, sogenannter Reichenbachschen Obligationen, welche, unter den von der Königl. Preuss. Regierung bisher verzinsten Steuercreditschulden, begriffen waren, zu übernehmen.

Taux de la monnaie.

§ 33. Beide Königl. Regierungen machen sich andurch gegenseitig verbindlich, den Zins- und Münzfuss, der Centralsteuerobligationen und Landescommissionsscheine, nie herab zu setzen und überhaupt, für die Sicherstellung und Aufrechthaltung und baldige Heimzahlung derselben, so wie für Emporbringung und Aufrechthaltung ihres Credits, alle Sorgfalt anzuwenden, um besagten Obligationen, mit denen, nach dem nämlichen Fuss verzinslichen, sogenannten Reichenbachschen Obligationen, möglichst gleichen Werth zu verschaffen. Zu diesem Ende werden den Besitzern der Centralsteuerobligationen, von der Königl. Preuss. Regierung, und den Besitzern der Landescommissionsscheine, von der Königl. Sächs. Regierung, diejenigen Vortheile und Vorrechte andurch eingeräumt, welche jede dieser Königl. Regierungen, in ihrem Gebiete, mit dem Besitze, der am meisten begünstigten Sächsischen Staatspapiere, verbinden wird, oder verbunden hat. Die Zinsen werden, an den bisher gewöhnlichen Orten, nämlich, so viel die Centralsteuerobligationen betrifft, zu Leipzig, und so viel die Landescommissionsscheine anlangt, zu Dresden oder auch zu Leipzig, entrichtet, und die Ca-

pitalzahlung, zu seiner Zeit, ebendaselbst geleistet werden. 1817

§ 34. Ueberhaupt wird, zwischen beiden Königl. Regierungen, unabweichlich festgesetzt: dass keine derselben, in der Behandlung der Obligationenbesitzer, irgend einen Unterschied zwischen denen, welche Unterthanen ihres oder des andern Landestheiles sind, jemals eintreten lassen wird. Eben diese Gleichheit, in der Behandlung der beiderseitigen Unterthanen, wird jede Regierung, auch in dem Falle, genau beobachten, wenn Unterthanen der andern Regierung an eine der Cassen, von welchen gegenwärtige Convention handelt, Forderungen zu machen haben. Sollten in beiden Landestheilen, Forderungen von Unterthanen, aus dem andern Landestheil, angemeldet werden; so wird man, in sofern diese Forderungen einander in quali et quanto gleich gestellt werden können, sich dahin auszugleichen suchen, dass jede Regierung die Befriedigung ihrer, mit solchen Ansprüchen auftretenden, Unterthanen übernimmt.

§ 35. Sobald die, vermöge gegenwärtiger Convention, annoch vorzunehmenden, gemeinschaftlichen Berechnungen abgeschlossen sind, werden die sämmtlichen, auf das Herzogthum ausschliesslich Bezug nehmenden, die Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralsteuerangelegenheiten, betreffenden Acten, Cataster, Rechnungen, Bücher und wie immer gearteten Litteralien, von der Kriegsverwaltungskammer und allen andern Königl. Sächsischen Behörden, bei welchen sie sich verwahrt befinden, unverzüglich und ohne Ausnahme, an die Königlich Preussische Commission, zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen, ausgeliefert werden. Die Liquidationen, aus dem Herzogthum und die Belege derselben, welche unter vorgedachten Papieren befindlich sind, werden den Königlich Preussischen Behörden, gleich nach Vollziehung dieser Convention, jedoch unter der Bedingung, ausgeantwortet, dass sie sogleich wieder mitzutheilen sind, falls man ihrer, bei den obenerwähnten Berechnungen, bedürfen sollte. Von den gemeinschaftlichen Papieren, der Extradition d'actes etc.

1817 oben bezeichneten Art, werden, auf Verlangen, beglaubte Abschriften ertheilt werden.

Cautions. § 36. Wenn sich etwa, in Händen einer der Königlichen Regierungen, Cautionen oder Depositionen befinden sollten, welche, rücksichtlich der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralsteuerangelegenheiten und Anstalten, erlegt worden sind, und nunmehr in den andern Landestheil gehören: so werden solche mit denen, in dem vorhergehenden §. bemerkten, Acten und Papieren, zugleich übergeben werden.

Lusace supérieure. § 37. Auf die Oberlausitz ist zwar die Verfügung, des § 28. dieser Convention anwendbar. Im übrigen wird sie, von diesem Akbommen, so weit dasselbe die Auseinandersetzung, zwischen beiden Königlichen Regierungen, betrifft, ausgeschlossen, und ein solches der ständischen Deputation dieser Provinz, mit Vorbehalt der Genehmigung beider Königlichen Commissionen, zu entwerfen überlassen; jedoch hier festgestellt: dass alles, was die Oberlausitz, aus der gemeinschaftlichen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralsteueranstalt erhalten hat, als wahrer, nicht zu ersetzender, Zuschuss betrachtet, und dagegen besagter Provinz, kein Anspruch, an die gemeinschaftliche Peräquations- und Centralsteueranstalt, zustehen soll. Hierdurch wird jedoch der Ausgleichung, der beiden Antheile der Oberlausitz, mit den übrigen Provinzen und Kreisen, desjenigen Landestheils, wozu jeder Antheil von der Oberlausitz gehört, keineswegs vorgegriffen.

Communication des livres de compte. § 38. Unmittelbar nach Abschluss dieser Convention, werden, Königl. Preussischer und Königl. Sächsischer Seits, die nöthigen Verfügungen, an die Deputationen der getheilten Kreise und Provinzen, erlassen, dass die Einsicht aller, zu Auseinandersetzung der Verhältnisse, besagter Kreise und Provinzen, erforderlichen und dienlichen Bücher, Rechnungen und Acten, auf jedesmaliges Verlangen, ohne Schwierigkeit, gestattet werde. Sobald gedachte Verhältnisse auseinandergesetzt sind, werden jedem Landestheile, die, ihn ausschliessend angehende, Papiere, erwähnter Art, ausgeliefert.

§ 39. Die beiden Königl. Commissionen werden sich alsbald, gegenseitig, diejenigen Beamten namhaft machen, welche sie zu den, vermöge gegenwärtiger Convention, vorzunehmenden Berechnungen, Erhebungen und Liquidationen, zu subdelegiren gesonnen sind. Diese Subdelegirten werden ihre Geschäfte unverweilt beginnen; und damit ohne Aufschub und Unterbrechung, bis zum Abschlusse, fortfahren. **1817** Nomination de sous délégués.

§ 40. Gegenwärtige Convention wird, alsogleich, durch den Druck, öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen: Dresden, am 23. Juli 1817.

Der Oesterreichische Kaiserliche Vermittelungs-Commissär.

(L. S.) *gez.:* F. C. *Freyherr* VON GÄRTNER.

Königl. Preuss. Commission zur Ausgleichung mit dem Königreich Sachsen.

(L. S.) *gez.:* GAUDI.
(L. S.) *gez.:* FRIESE.
(L. S.) *gez.:* SIETZE.

Königl. Sächs. Friedens-vollziehungs- u. Auseinandersetzungscommission.

(L. S.) *gez.:* v. GLOBIG.
(L. S.) *gez.:* GÜNTHER.
(L. S.) *gez.:* v. WATZDORF.

44.

1817 28 Juil. *Additional Convention to the Treaty of the 22d January 1815, between His Britannick Majesty and His Most Faithful Majesty, for the purpose of preventing their Subjets from engaging in any illicit Traffic in Slaves. Signed at London the 28th July 1817, in the English and Portuguese Languages.*

(*D'après l'exemplaire présenté aux deux chambres du Parlement* 1818, imprimé à Londres fol.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, adhering to the principles which They have manifested in the Declaration of the Congress of Vienna, bearing date the 8th of February 1815 *), and being desirous to fulfil faithfully, and to Their utmost extent, the engagements which They mutually contracted by the Treaty of the 22d January 1815 **), and till the period shall arrive when, according to the tenor of the fourth Article of the said Treaty, His most Faithful Majesty has reserved to Himself, in concert with His Britannick Majesty, to fix the time when the Trade in Slaves shall cease entirely and be prohibited in His Dominions, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, having bound Himself, by the second Article of the said Treaty, to adopt the measures necessary to prevent His Subjects from all illicit Traffic in Slaves, and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland having, on His part, engaged, in conjunction with His most Faithful Majesty, to employ effectual means to prevent Portuguese vessels trading in Slaves, in conformity with the Laws of Portugal and the existing Treaties, from suffering any loss or hindrance from British cruizers, their said Majesties have accordingly resolved to proceed to the arrangement of a Convention for the attainment to these objects, and have therefore named as Plenipotentiaries, *ad hoc* viz:

*) Suppl. T. VI p. 432. **) Suppl. T. VI. p. 96.

44.

Convention additionnelle au traité du 22 Janvier 1815 entre S. M. Britannique et S. M. Très-Fidèle afin d'empêcher leurs sujets d'exercer un commerce illicite d'Esclaves; signé à Londres le 28 Juillet 1817, en langue Anglaise et Portugaise. 1817

(Traduction privée.)

S. *M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et S. M. le Roi du Royaume uni de Portugal, Brésil et Algarves, adhérant aux principes qu'ils ont manifesté dans la déclaration au Congrès de Vienne sous date du* 8 *Fevrier* 1815, *et desirant remplir fidèlement et dans toute leur étendue les engagemens qu'ils ont contracté mutuellement par le traité du* 22 *Janvier* 1815 *et jusqu'à ce que l'époque surviendra où, conformement à l'article quatre du dit traité, Sa Majesté très-fidèle s'est reservée de concert avec S. M. Britannique, de fixer le tems où le commerce d'esclaves cessera entièrement et sera prohibé dans Ses Etats, et S. M. le Roi du Royaume uni du Portugal, du Brésil et d'Algarves s'étant engagé lui même par l'article second du dit traité à adopter les mesures necessaires pour empecher ses Sujets à exercer un commerce illicite d'esclaves, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande s'étant engagé de Son côté conjointement avec Sa Majesté très-fidèle à employer des moyens efficaces à garantir les vaisseaux Portugais faisant le commerce d'esclaves, en conformité des lois de Portugal et des traités existans contre toute perte ou empêchement de la part des croiseurs Britanniques, leurs dites Majestés ont en consequence resolu de proceder à l'arrangement d'une convention sur ces objets, et ont à cette fin nommé pour Plénipotentiaires* ad hoc *savoir:*

1817 His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Robert Stewart, Viscount Castlereagh, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, Knight of the Most Noble Order of the Garter, and His Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, the Most Illustrious and Most Excellent Lord, Don Pedro de Souza Holstein, Count of Palmella, Councillor of His said Majesty, Capitain of the German Company of His Royal Guards, Commander of the Order of Christ, Grand Cross of the Order of Charles III. of Spain, and His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty; who, after having exchanged their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Commerce illicite.

ART. I. The object of this Convention is, on the part of the two Gouvernments, mutually to prevent their respective subjects from carrying on an illicit Slave Trade.

The two High Contracting Powers declare, that they consider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects, by any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Portuguese vessels in any of the harbours or roads of the coast of Africa, whisch are prohibited by the first Article of the Treaty of the 22d January 1815.

3d. Under the Portuguese or British flag for the account of the subjects of any other Gouvernment.

4th. By Portuguese vessels bound for any Port not in the Dominions of His Most Faithful Majesty.

Commerce encore permis.

ART. II. The Territories in which the Traffic in Slaves continues to be permitted, under the Treaty of the 22d of January 1815, to the subjects of His Most Faithful Majesty, are the following:

1st. The Territories possessed by the Crown of Portugal upon the coast of Africa to the south of the Equator, that is to say, upon the eastern coast of Africa, the Territory laying between Cape Delgado and the Bay of Lourenço Marques; and upon the western coast, all

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande le très-honorable Robert Stewart Vicomte Castlereagh, membre du très-honorable Conseil privé de S. M. membre du Parlement, Colonel du regiment de milice de Londondery, Chevalier du très-noble ordre de la Jarretière et Son principal Secrétaire d'état pour les affaires étrangères: et S. M. du Royaume uni de Portugal, du Brésil et d'Algarves le très-illustre et très-excellent Sieur Don Pedro de Souza Holstein, Comte de Palmella, Conseiller de sa dite Majesté, capitaine de la compagnie allemande de ses gardes royales, Commandeur de l'ordre de Christ, Grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne et Son Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: 1817

Art. I. Le but de la présente convention est de la part les deux gouvernemens d'empêcher leurs sujets respectifs à exercer un commerce illicite d'esclaves.

Les deux hautes parties contractantes déclarent, qu'elles regardent comme illicite tout commerce d'esclaves exercé sous les circonstances suivantes:

1. *soit par les vaisseaux Britanniques et sous pavillon britannique, soit pour le compte de sujets Britanniques par un vaisseau ou sous pavillon quelconque.*

2. *par des vaisseaux Portugais dans aucun des havres ou rades des côtes d'Afrique lesquels sont prohibés par l'art.* 1. *du traité du* 22 *Janvier* 1815;

3. *sous pavillon Portugais ou Britannique pour le compte de sujets de quelque autre Gouvernement;*

4. *par des vaisseaux Portugais destiné vers un port non situé dans les états de S. M. très-fidèle.*

Art. II. Les territoires dans lesquels le commerce d'esclaves continue à être permis, d'après le traité du 22 *Janv.* 1815, *aux sujets de S. M. très-fidèle sont les suivans:*

1. *Les territoires possédés par la couronne de Portugal sur les côtes d'Afrique au sud de l'Equateur, c'est à dire sur la côte orientale d'Afrique le territoire situé entre le Cap Delgado et le Bay de Lourenço Mar-*

1817 that which is situated from the 8th to the 18th degree of south latitude.

2d. Those Territories on the coast of Africa to the south of the Equator, over which His Most Faithful Majesty has declared that he has retained his rights, namely,

The Territories of Molembo and Cabinda upon the eastern coast of Africa, from the 5th degree 12′ to the 8th degree south latitude.

Loi pénale.

ART. III. His Most Faithful Majesty engages, within the space of two months after the exchange of the Ratifications of this present Convention, to promulgate in His Capital, and in the other parts of His Dominions, as soon as possible, a Law, which shall prescribe the punishment of any of His Subjects, who may in future participate in an illicit Traffic of Slaves, and at the same time to renew the prohibition which already exists, to import Slaves into the Brazils, under any flag, other than that of Portugal; and His Most Faithful Majesty engages to assimilate, as much as possible, the Legislation of Portugal in this respect, to that of Great Britain.

Passeports.

ART. IV. Every Portuguese vessel which shall be destined for the Slave Trade, on any point of the African Coast, where this traffic still continues to be lawful, must be provided with a Royal passport, conformable to the model annexed to this present Convention, and which model forms an integral part of the same. The passport must be written in the Portuguese language, with an authentic translation in English annexed thereto, and it must be signed, for those vessels sailing from the port of Rio Janeiro, by the Minister of Marine: And for all other vessels which may be intended for the said traffic, and which may sail from any other ports of the Brazils, or from any other of the Dominions of His Most Faithful Majesty not in Europe, the passports must be signed by the Governor in Chief of the Captaincy to which the port belongs: And as to those vessels which may proceed from the ports of Portugal, to carry on the Traffic in Slaves, their passports must be signed by the Secretary of the Government for the Marine Department.

Vaisseaux croiseurs.

ART. V. The two High Contracting Powers, for the more complete attainment of their object, namely,

ques et sur la côte occidentale tous ceux situés depunis le 8 jusqu'au 18° degré latitude meridionale; 1817

2. Ces territoires sur la côte d'Afrique au sud de l'Equateur sur lesquels S. M. très-fidèle a expressement declaré s'être reservé ses droits, nommement,

Les territoires de Molembo et Cabinde sur la côte orientale d'Afrique depuis le 5° au 18° degré de latitude meridionale.

Art. III. Sa Majesté très-fidèle s'engage à publier dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications de la présente convention, dans Sa capitale, et aussitôt que possible dans les autres parties de Ses Etats, une loi qui préscrira la punition de tel de Ses sujets qui pourrait par la suite prendre part à un commerce illicite d'esclaves, et en même tems renouveller la défense déjà existante d'importer des esclaves dans le Brésil sous pavillon quelconque autre que celui du Portugal; et S. M. Très-fidèle s'engage à assimiler autant que possible la législation du Portugal à cet égard à celle de la Grande-Brétagne.

Art. IV. Tout vaisseau Portugais qui sera destiné au commerce d'Esclaves, sur aucun point de la côte d'Afrique où ce commerce continue encore à être permis, doit être muni d'un passeport Royal conforme au modèle annexé à la présente convention le quel modèle en forme une partie intégrante. Ce passeport dévra être écrit en langue portugaise avec une traduction legalisée anglaise y ajoutée, et doit être signé pour les vaisseaux faisant voile du port de Rio Janeiro,, par le ministre de la marine, et pour tous les autres vaisseaux qui peuvent être destinés à ce trafic et qui pourraient faire voile d'autres ports du Brésil ou de quelque autre ports des Etats de S. M. très-fidèle en Europe, les passeports devront être signés par le Gouverneur en chef de la Capitainerie dont ce port ressortit; et quant aux vaisseaux qui pourraient faire voile des Ports du Portugal pour exercer le commerce d'esclaves, leurs passeports devront être signés par le Secrétaire du gouvernement pour le departement de la marine.

Art. V. Les deux hautes parties contractantes, afin d'atteindre plus complettement leur but, savoir

1817 the prevention of all illicit Traffic in Slaves, on the part of their respective subjects, mutually consent, that the ships of war of their Royal Navies, which shall be provided with special instructions for this purpose, as herein-after provided, may visit such merchant vessels of the two nations, as may be suspected, upon reasonable grounds, of having Slaves on board, acquired be an illicit traffic, and, in the event only of their actually finding Slaves on board, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial before the Tribunals etablished for this purpose, as shall herein-after be specified.

Provided always, that the Commanders of the ships of war of the two Royal Navies, who shall be employed on this service, shall adhere strictly to the exact tenor of the instructions which they shall have received for this purpose.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any losses which their respective Subjects may incur unjustly, by the arbitrary and illegal detention of their vessels.

It being understood that this indemnity shall invariably be borne by the Government whose cruizer shall have been guilty of the arbitrary detention; provided always, that the visit and detention of Slave ships, specified in this Article, shall only be effected by those British or Portuguese vessels, which may form part of the two Royal Navies: and by those only of such vessels which are provided with the special instructions annexed to the present Convention.

Cas de detention.

ART. VI. No British or Portuguese cruizer shall detain any Slave ship, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any ship, whether British or Portuguese, the Slaves found on board such vessel must have been brought there for the express purpose of the traffic; and those on board Portuguese ships must have been taken from that part of the Coast of Africa where the Slave Trade was prohibited by the Treaty of the 22d of January 1815.

d'empêcher tout commerce illicite d'esclaves de la part 1817
de leurs sujets consentent mutuellement que les vaisseaux de guerre de leur marine royale qui seront munis d'instructions spéciales à cette fin, ainsi qu'il est règlé ci-dessous, pourront visiter tels navires marchands des deux nations qui pourraient être soupçonnés par des motifs raisonnables d'avoir des esclaves à leur bord acquis par un trafic illicite, et dans le cas seulement où ils trouveraient effectivement des esclaves à leur bord pourront detenir et amêner de tels navires afin qu'ils puissent être mis en jugement devant les tribunaux établis à cette fin ainsi qu'il sera spécifié ci-après.

Pourvu toute fois que les Commandans des vaisseaux de guerre des deux marines royales, lesquels seront employés à ce service, se tiennent strictement à la teneur exacte de ces instructions qu'ils auront reçues à cet effet.

Comme cet article est entièrement réciproque les deux hautes parties contractantes s'engagent à bonifier toutes les pertes que leurs sujets respectifs pourraient encourrir injustement par la detention arbitraire et illégale de leurs navires.

Etant entendu que cette indemnité sera invariablement supportée par le gouvernement dont le croiseur se sera rendu coupable de cette detention arbitraire; pourvu toute fois que la visite et detention de vaisseaux à esclaves, specifiée dans cet article soit uniquement effectuée par des vaisseaux Britanniques ou Portugais qui font partie des deux marines royales et par ceux de ces vaisseaux seulement qui sont munis des instructions spéciales annexées à la présente convention.

Art. VI. Aucun croiseur Britannique ou Portugais detiendra un vaisseau à esclaves, qui n'a point effectivement des esclaves à bord; et pour rendre légitime la detention de quelque vaisseau soit Britannique ou Portugais il faut que les esclaves trouvés à bord de ce vaisseau y aient été conduits dans le but d'en faire le commerce; et ceux à bord de vaisseaux Portugais doivent avoir été pris de cette partie des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves a été prohibé par le traité du 22 Jannier 1815.

1817 Instructions.

ART. VII. All ships of war of the two nations, which shall hereafter be destined to prevent the illicit Traffic in Slaves, shall be furnished by their own Government with a copy of the instructions annexed to the present Convention, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Portuguese and English, and signed for the vessels of each of the two Powers, by the Ministers of their respective Marine.

The two High Contracting Parties reserve the faculty of altering the said instructions, in whole or in part, according to circumstances; it being, however, well understood, that the said alterations cannot take place but by common agreement, and by the consent of the two High Contracting Parties.

Commissions mixtes.

ART. VIII. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the Vessels which may be detained for having been engaged in an illicit traffic of Slaves, there shall be established, within the space of a Year at furthest from the exchange of the Ratifications of the present Convention, two mixed Commissions, formed of an equal number of individuals of the two Nations, named for this purpose by their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside—one in a possession belonging to His Britannick Majesty—the other within the Territories of His Most Faithfull Majesty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the present Convention, shall declare, each for its own Dominions, in what places the Commissions shall respectively reside. Each of the two High Contracting Parties reserving to itself the right of changing, at its pleasure, the place of residence of the Commission held within its own Dominions, provided, however, that one of the two Commissions shall always be held upon the Coast of Africa, and the other in the Brazils.

These Commissions shall judge the causes submitted to them without appeal; and according to the regulation and instructions annexed to the present Convention, of which they shall be considered as an integral part.

Indemnités.

ART. IX. His Britannick Majesty, in conformity with the stipulations of the Treaty of the 22d of January

Art. VII. Tous les vaisseaux de guerre des deux 1817
nations qui seront à l'avenir destinés à empêcher le commerce illicite des esclaves seront munis par leur propre Gouvernement d'une copie des instructions annexées à la présente convention lesquelles en seront considérées comme une partie intégrante.

Ces instructions seront dressées en langue Portugaise et Anglaise et signées pour les vaisseaux de chacune des deux parties par les ministres de leur marine respective.

Les hautes parties contractantes se reservent la faculté de changer les dites instructions en tout ou en partie d'après les circonstances; il est toute fois entendu que les dits changemens ne pourront avoir lieu que d'accord commun et avec le consentement des deux hautes parties contractantes.

Art. VIII. Afin de faire adjuger avec le moindre dèlai et inconvenient possible, les vaisseaux qui seront detenus pour avoir été employés à un commerce illicite d'esclaves, il sera établi dans l'espace d'une année au plus tard après l'échangé des ratifications de la présente Convention, deux commissions mixtes composées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par les Souverains respectifs.

Ces commissions siègeront, l'une dans une possession appartenant à S. M. Britannique, l'autre dans l'enceinte des territoires de S. M. Très-fidèle; et les deux Gouvernemens déclareront à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, chacune pour ses propres états en quel endroit les commissions résideront. Chacune des deux hautes parties contractantes se reserve le droit de changer à son gré la place du siège de la commission reunie dans ses propres Etats, pourvu toute fois que l'une des deux commissions soit toujours établie sur les côtes d'Afrique et l'autre dans le Brésil.

Ces commissions jugeront les causes soumises à elles, sans appel, et en conformité du réglement et des instructions annexées à la présente Convention dont elles seront considerées comme faisant partie intégrante.

Art. IX. S. M. Britannique en conformité des stipulations du traité du 22 Janvier 1815 *s'engage à*

1817 1815, engages to grant, in the manner hereafter explained, sufficient indemnification to all the Proprietors of Portuguese vessels and cargoes captured by British Cruizers between the 1st of June 1814, and the period at which the two Commissions pointed out in Article VIII, of the present Convention, shall assemble at their respective posts.

The two High Contracting Parties agree that all claims of the nature hereinbefore mentioned, shall be received and liquidated by a mixed Commission, to be held at London, and which shall consist of an equal number of the individuals of the two Nations, named by their respective Souvereigns, and upon the same principles stipulated by the VIIIth Article of this Additional Convention, and by the other acts which form an integral part of the same. The aforesaid Commissions shall commence their functions, six months after the Ratification of the present Convention, or sooner if possible.

The two High Contracting Parties have agreed that the Proprietors of vessels captured by the British Cruizers, cannot claim compensation for a larger number of Slaves than that which, according to the existing Laws of Portugal, they were permitted to transport, according to the rate of tonnage of the captured vessel.

The two High Contracting Parties are equally agreed, that every Portuguese vessel captured with Slaves on board for the traffic, which shall be proved to have been embarked within the territories of the Coast of Africa, situated to the North of Cape Palmas, and not belonging to the Crown of Portugal,—as well as all Portuguese vessels captured with Slaves on board for the traffic, six months after the exchange of the Ratifications of the Treaty of the 22d of January 1815, and on which it can be proved that the aforesaid Slaves, were embarked in the Roadsteds of the Coast of Africa, situated to the North of the Equator, shall not be entitled to claim any indemnification.

Payement de l'indemnité.

Art. X. His Britannick Majesty engages to pay, within the space of a Year at furthest, from the decision of each case, to the individual having a just claim to the same, the sums which shall be granted to them by the Commissions named in the preceding Articles.

accorder sur le pied ci-après exprimé une indemnité suffisante à tous proprietaires de navires Portugais et de leurs cargaisons, capturés par des Croiseurs britanniques entre le 1 Juin 1814 et l'époque à la quelle les deux commissions designées dans l'art VIII. de la présente convention se réuniront à leurs postes respectifs. 1817

Les deux hautes parties contractantes conviennent que toutes les reclamations du genre ci-dessus mentionné, seront acceptées et liquidées par une commission mixte qui sera établie à Londres et composée d'un nombre égal d'individus des deux Nations nommés par leurs souverains respectifs, et d'après les mêmes principes stipulés par l'art. VIII. de la présente convention additionnelle et par les autres actes qui en forment une partie intégrante. Les susdites commissions commenceront leurs fonctions, six mois après la ratification de la présente Convention ou plutôt s'il est possible.

Les deux hautes parties contractantes sont convenues, que les proprietaires de navires capturés par les Croiseurs Britanniques ne peuvent point exiger un dedommagement pour un plus grand nombre d'esclaves que ceux qu'en vertu des lois existantes de Portugal ils avaient la permission de transporter à raison du tonnage du navire capturé.

Les deux hautes parties contractantes sont également convenues que tout navire Portugais capturé avec des esclaves à bord pour le commerce, desquels il sera prouvé qu'ils ont été embarqués dans l'enceinte des territoires sur les côtes d'Afrique situés au nord du Cap Palmes et non appartenant à la couronne de Portugal — comme aussi tous les vaisseaux Portugais capturés avec des esclaves à bord pour le commerce, six mois après l'échange des ratifications du traité du 22 Janvier 1815, et à l'égard des quels il ne sera pas prouvé que les susdits esclaves ont été embarqués dans les parages des côtes d'Afrique situés au Nord de l'Equateur ne seront point autorisés à demander quelque indemnité.

Art. X. S. M. Britannique s'engage à payer dans l'espace d'une année au plus tard après la décision de chaque cas, à l'individu aiant droit à le prétendre les sommes qui lui seront allouées par les commissions nommées dans les précedents articles.

1817 Indemnité de 300,000 Livr.

ART. XI. His Britannick Majesty formally engages to pay the Three Hundred Thousand Pounds Sterling of Indemnification, stipulated by the Convention of the 21st of January 1815, in favour of the Proprietors of Portuguese vessels captured by British Cruizers, up to the period of the 1st of June 1814, in the manner following viz.

The first payment of One Hundred and Fifty Thousand Pounds Sterling Six Months after the exchange of the Ratifications of the present Convention, and the remaining One Hundred and Fifty Thousand Pounds Sterling, as well as the Interest at Five per Cent. due upon the total sum, from the day of the exchange of the Ratifications of the Convention of the 21st of January 1815, shall be paid Nine Months after the exchange of the Ratifications of the present Convention. The Interest due shall be payable up to the day of the last payment. All the aforesaid payments shall be made in London, to the Minister of His Most Faithful Majesty, at the Court of His Britannick Majesty, or to the persons whom His Most Faithful Majesty shall think proper to authorize for that purpose.

Pièces annexées

ART. XII. The acts or instruments annexed to this Additional Convention, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of passport for the Portuguese merchant ships, destined for the lawful traffic in Slaves.

No. 2. Instructions for the ships of war of both nations, destined to prevent the illicit traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commissions, which are to hold their sittings on the coast of Africa, at the Brazils, and in London.

Ratifications.

ART. XIII. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged at Rio Janeiro within the space of four months at furthest, dating from the day of its signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at London, the twenty eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed: *Signed:*

(L. S.) CASTLEREAGH. (L. S.) *The Count* OF PALMELLA.

Art. XI. S. M. Britannique s'engage formellement à payer les 300,000 *Liv. Sterling d'indemnités stipulés par la convention du* 21 *Janvier* 1815 *en faveur des proprietaires de navires Portugais capturés par des Croiseurs Britanniques jusqu'à l'époque du Juin* 1814 *de la manière suivante:* 1817

Le premier payement de 150,000 *Liv. Sterling six mois après l'échange des ratifications de la présente Convention et les autres* 150,000 *Liv. Sterling ensemble avec les intérêts à* 5 *p. Ct. dûs sur la somme totale, depuis le jour de l'échange des ratifications de la convention du* 21 *Janvier* 1815 *seront payés neuf mois après l'échange des ratifications de la présente convention. Les Intérêts dûs seront payables jusqu'au jour du dernier payement. Tous les payements susdits seront faits à Londres au Ministre de S. M. très-fidèle près la cour de S. M. Britannique, ou aux personnes que S. M. très-fidèle jugera à propos d'autoriser à cet effet.*

Art. XII. Les actes ou instrumens annexés à cette convention additionelle et qui en forment une partie intégrante sont:

Nr. 1. *Formulaire de passeport pour les navires marchands Portugais destinés à un commerce legitime d'esclaves.*

Nr. 2. *Instructions pour les vaisseaux de guerre des deux nations, destinés à empêcher le commerce illicite d'esclaves.*

Nr. 3. *Reglement pour les commissions mixtes qui tiendront leurs séances sur les côtes d'Afrique, au Brésil et à Londres.*

Art. XIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rio Janeiro dans l'espace de 4 *mois au plus tard à dater du jour de sa signature.*

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs amées.

Fait à Londres le 28 *Juillet de l'an de notre seigneur* 1817.

Signé:	*Signé:*
Castlereagh.	*Le Comte de Palmella.*
(*L. S.*)	(*L. S.*)

1817 *Annexes.*

a.

Form of Passport for Portuguese Vessels destined for the lawful Traffic in Slaves.

(*Place for the Royal Arms.*)

I, Minister and Secretary of State for the affairs of the Marine and Transatlantic Dominions, etc. etc.
or Governor of this Province,
or Secretary of the Government of Portugal,
make known to those that shall see the present Passport, that the vessel called of Tons, and carrying Men, and Passengers, Master, and Owner, Portuguese, and Subjects of the United Kingdom, is bound to the Ports of and and Coast of from whence she is to return to ; the said Master and Owner having previously taken the required Oath before the Royal Board of Commerce of this capital, (or the Board of Inspection of this Province,) and having legally proved that no Foreigner has any share in the above vessel and cargo, as appears by the certificate of that Royal Board, (or Board of Inspection,) which is annexed to this Passport The said Master, and Owner of the said vessel, being under an obligation to enter solely such Ports on the Coast of Africa where the Slave Trade is permitted to the Subjects of the United Kingdom of Portugal, Brazil and Algarves; and to return from thence to any of the Ports of this Kingdom, where alone they shall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to shew that they have, in every respect, complied with the provisions of the *Alvará* of the 24th of November 1813, by which His Majesty was pleased to regulate the conveyance of Slaves from the Coast of Africa to His Dominions of Brazil. And should they fail to execute any of these conditions, they shall be liable to the penalties denounced by the *Alvará* of *) against those who shall carry on the

*) This *Alvará* to be promulgated in pursuance of the IIId. Article of the Additional Convention of the 28th of July 1817.

Annexes. 1817

a.

Formulaire de passeport pour les vaisseaux Portugais destinés au commerce licite des esclaves.

(Place pour les armes royales.)

Nous ministre et Secrétaire d'Etat pour les affaires de marine et des colonies etc. etc
(ou gouverneur de cette Province)
(ou Secrétaire du gouvernement du Portugal)
Savoir faisons à ceux qui verront le présent Passeport que le navire appellé de tonneaux, portant hommes et passagers maitre et Proprietaire Portugais et sujets du royaume uni est destiné pour les ports de et et côtes de d'où il doit retourner à , le dit maitre et propriétaire ayant préalablement prêté le serment requis devant le bureau royal de commerce de cette capitale (ou le bureau d'inspection de cette province), et ayant légalement prouvé qu'aucun étranger a quelque part au dit vaisseau et à sa cargaison, ainsi qu'il apparoit par le certificat de ce bureau (ou bureau d'inspection) lequel est annexé au présent passeport. Le dit maitre de navire et propriétaire du dit navire étans dans l'obligation de n'entrer que dans de tels ports sur la côte d'Afrique où le commerce d'esclaves est permis aux sujets du royaume uni de Portugal du Brésil et d'Algarve; et de retourner de là dans tel des ports de ce royaume dans lesquels seuls il leur sera permis de mettre à terre les esclaves qu'ils apportent après s'être assujetis aux formes préscrites, pour faire voir qu'ils ont en tous les égards satisfait aux dispositions de l'ordonnance du 24 Novembre 1813 *par laquelle S. M. a jugée à propos de régler le transport des esclaves des côtes d'Afrique vers les Etats du Brésil. Et s'ils venoient à manquer à l'accomplissement d'aucune de ces conditions, ils seront soumis aux peines annoncées par l'Alvara du *) contre*

*) *Cet Alvara à promulger en conséquence de l'art. III. de la convention additionnelle du 28 Juil.* 1817.

1817 Slave Trade in an illicit manner. And as in going or returning she may, either at sea or in port, meet officers of ships and vessels of the same kingdom, the King Our Lord orders them not to give her any obstruction; and His Majesty recommends to the Officers of the Fleets, Squadrons, and Ships of the King's, Princes, Republics and Potentates, the friends and allies of the Crown, not to prevent Her from prosecuting her voyage, but, on the contrary, to afford her any aid and accommodation she may want for continuing the same; being persuaded that those reccommended by their Princes, will, on Our part, experience the same treatment. In testimony of which His Majesty has ordered her to be furnished by me with this Passport, signed and sealed with the great Seal of the Royal Arms, which shall have validity only for and for one voyage alone.

Given in the Palace of the of in the year after the Birth of our Lord Jesus Christ.

(L. S.)

By order of His Excellency,

The Officer who made out the Passport.

This Passport, numbered ( ) authorizes any number of Slaves not exceeding being per ton [as permitted by the *Alvará* of *)] to be on board of this Ship at one time excepting always such Slaves employed as sailors or domestics, and children born on board during the voyage.

(Signed as above, by the proper Portuguese Authorities.)

Signed: CASTLEREAGH.

Signed: *The Count* OF PALMELLA.

*) That is to say, the *Alvará* of the 24th of November 1813, or any other Portuguese Law which may hereafter be promulgated in lieu thereof.

ceux qui exerceront le commerce d'esclaves d'une manière illicite. Et comme en allant ou en retournant, ils pourraient soit en pleine mer, soit dans les ports, rencontrer des officiers de vaisseaux et navires du dit Royaume, le Roi notre seigneur leur ordonne de ne causer aucun empêchement à ce navire; et S. M. recommande aux Officiers des flottes, escaves, et vaisseaux des Rois, Princes, Republiques et Puissances, amis et alliées de la couronne de ne pas les empêcher de continuer leur voyage, mais au contraire de leur prêter toute sorte de secours et assistance dont ils pourraient avoir besoin pour le continuer; étant persuadées que ceux recommandés par leurs Princes eprouveront de nôtre côté le même traitement. En foi de quoi S. M. à ordonné de les munir de mon présent Passeport, signé et scellé du grand sceau des armes royales, lequel ne sera valable que pour et pour un voyage seulement. 1817

Donné au Palais de le du de l'année après la naissance de notre Seigneur Jesus Christ.

(L. S.)

Par ordre de Son Excellence
l'officier qui a expédié le Passeport.

*Le présent passeport côté autorise tout nombre d'esclaves n'excedant pas étant par tonneau [comme permis par l'Alvara du *)] à être à bord de ce vaisseau à la fois, non compris toute fois les esclaves employés comme matelots ou domestiques, et les enfans nés à bord pendant le voyage.*

(Signé comme ci-dessus par l'autorité Portugaise du ressort.)

Signé: CASTLEREAGH. *Signé:* Le Comte DE PALMELLA.

*) *Savoir l'Alvara du 24 Nov. 1813 où telle autre ordonnance Portugaise qui par la suite pourrait être promulgé à sa place.*

b.

1817 *Instructions intended for the British and Portuguese Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves.*

Art. I. Every British or Portuguese ship of war shall, in conformity with Article V., of the Additional Convention of this date, have a right to visit the Merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged in the Slave Trade; and should any Slaves be found on board according to the tenor of the VIth Article of the aforesaid Additional Convention,—And as to what regards the Portuguese vessels, should there be ground to suspect that the said Slaves have been embarked on a part of the Coast of Africa where the traffic in Slaves can no longer be legally carried on in consequence of the stipulations in force between the two High Powers: in these cases alone, the Commander of the said ship of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment before that of the two mixed Commissions appointed by the VIIIth. Article of the Additional Convention of this date, which shall be the nearest, or which the Commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach from the spot where the Slave ship shall have been detained.

Ships on board of which no Slaves shall be found intended for purposes of traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board of the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

Art. II. No merchantmen or slave ship can, on any account or pretence whatever, be visited or detained whilst in the port or roadstead belonging to either of the Two High Contracting Powers, or within cannon-shot of the batteries on shore. But in case suspicious vessels should be found so circumstanced, proper representations may be addressed to the Authorities of

b.

Instructions destinées pour les vaisseaux de guerre Britanniques et Portugais enployés à empêcher le commerce illicite d'esclaves. 1817

Art. I. Tout vaisseau de guerre Britannique ou Portugais aura en conformité de l'art. V. de la convention additionnelle de ce jour le droit de visiter les navires marchands de chacune des deux Puissances, actuellement engagés ou suspectés d'être engagés dans le commerce des esclaves; et si quelques esclaves étaient trouvés à bord conformement à la teneur de l'art. VI. de la susdite convention additionnelle — et quant à ce qui regarde les vaisseaux Portugais s'il y avait lieu de soupçonnes que les dits esclaves ont été embarqués dans une partie des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves ne peut plus être exercé légalement en conséquence des stipulations en vigueur entre les deux hautes puissances: dans ces cas seulement le commandant du dit vaisseau de guerre pourra les detenir, et après les avoir detenus il devra les améner aussitôt que possible pour être jugés dévant l'une des deux commissions mixtes nommées par l'art. VIII. de la convention additionnelle de ce jour, laquelle sera la plus proche, ou que le commandant du vaisseau capteur jugera, sous sa responsabilité personnelle pouvoir le plutôt atteindre, à partir du point sur lequel le navire à esclaves aura été détenu.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point d'esclaves destinés à des objects de commerce ne seront détenus sous aucune raison ou prétexte quelconques.

Des domestiques ou matelôts nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être estimés une cause suffisante de détention.

Art. II. Aucun navire marchand ou vaisseau à esclaves ne pourra sous aucun motif ou pretexte quelconque être visité ou détenu pendant qu'il est dans le port ou sur la rade de l'une des deux hautes parties contractantes ou sous la portée du canon des batteries de la côte. Mais si des vaisseaux suspects seraient rencontrés sous de telles circonstances des représentations convenables pourront être addressées aux autorités

1817 the country, requesting them to take effectual measures for preventing such abuses.

Art. III. The High Contracting Powers having in view the immense extent of the shores of Africa, to the north of the Equator, along which this commerce continues prohibited, and the facility thereby afforded for illicit traffic, on points where either the total absence or at least the distance of lawful Authorities bar ready access to those Authorities, in order to prevent it, have agreed, for the more readily attaining the salutary and which they propose, to grant, and they do actually grant to each other the power, without prejudice to the rights of Sovereignty, to visit and detain, as if on the high seas, any vessel having Slaves on board, even within cannon shot of the shore of their respective territories on the continent of Africa to the north of the Equator, in case of there being no local authorities to whom recourse might be had, as has been stated in the preceding Article. In such case, vessels so visited, may be brought before the mixed Commissions, in the form prescribed in the first Article of the preceding instructions.

Art. IV. No Portuguese merchantman or Slave ship shall, on any pretence whatever, be detained, which shall be found any where near the land, or on the high seas, south of the Equator, unless after a chace that shall have commenced north of the Equator.

Art. V. Portuguese vessels furnished with a regular passport, having Slaves on board, shipped at those parts of the Coast of Africa where the trade is permitted to Portuguese subjects, and which shall afterwards be found north of the Equator, shall not be detained by the ships of war of the two nations, though furnished with the present instructions, provided the same can account for their course, either in conformity with the practice of the Portuguese navigation, by steering some degrees to the northward, in search of fair winds, or for other legitimate causes, such as the dangers of the sea duly proved; or lastly, in the case of their passports proving that they were bound for a Portuguese port not within the continent of Africa Provided always, that with regard to all Slave ships detained to the north of the Equator, the proof of the

du pays, en les requerrant de prendre des mesures efficaces pour empêcher de tels abus. 1817

Art. III. *Les hautes puissances contractantes considerant l'immense étendue des côtes d'Afrique au nord de l'Equateur le long du quel ce commerce est defendu, et la facilité qui en resulte pour un commerce illicite sur les points où, soit l'absence totale ou du moins l'éloignement d'autorités légales empêche de s'addresser promptement à ces autorités, sont convenus, pour y remedier et afin d'obtenir plus promptement le but salutaire qu'ils ont en vue, d'accorder et accordent effectivement l'un à l'autre le pouvoir, sans préjudice pour leurs droits de Souveraineté de visiter et détenir comme s'il était en pleine mer tout navire ayant des esclaves à bord, même sous la portée du canon sur la côte de leurs territoires respectifs sur le continent d'Afrique au Nord de l'Equateur en cas qu'il n'y ait point là d'autorités locales auxquelles on pourrait recourir, ainsi qu'il est statué dans l'article précedent. Dans un tel cas, des vaisseaux ainsi visités pourront être amênés devant les commissions mixtes, dans la forme prescrite par l'article prémier des précedentes instructions.*

Art. IV. *Aucun navire marchand ou à esclaves, Portugais ne sera détenu sous un prétexte quelconque le quel sera rencontré proche de la côte ou en pleine mer au Sud de l'Equateur si ce n'est après une chasse qui aurait commencée au Nord de l'Equateur.*

Art. V. *Des navires portugais munis d'un passeport en forme, ayant des esclaves à bord, embarquées dans ces parties des côtes d'Afrique où ce commerce est permis aux sujets Portugais, et qui seront ensuite rencontrés au Nord de l'Equateur, ne seront point detenus par les vaisseaux de guerre des deux nations, bienque munis des présentes instructions, pourvu qu'ils puissent justifier de leur cours soit en conformité de l'usage de la navigation portugaise en faisant voile de quelque degrès vers le Nord afin de trouver des vents favorables, ou pour d'autres causes légitimes, tel que les dangers de mers duement prouvés; ou enfin dans le cas où leurs passeports prouvent qu'ils sont destinés pour un port Portugais non situé sur le continent d'Afrique. Pourvu toute fois que par rapport à tous vaisseaux à esclaves détenus au*

1817 legality of the voyage is to be furnished by the vessel so detained. On the other hand, with respect to Slave ships detained to the south of the Equator, in conformity with the stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner stipulated, that the number of Slaves found on board a Slave ship by the cruizers, even should the number not agree with that contained in their passport, shall not be a sufficient reason to justify the detention of the ship; but the captain and the proprietor shall be denounced in the Portuguese Tribunals in the Brazils, in order to their being punished according to the laws of the country.

Art. VI. Every Portuguese vessel, intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Additional Convention of this date, shall be commanded by a Native Portuguese; and twothirds, at least, of the crew, shall likewise be Portuguese. Provided always, that its Portuguese or foreign construction shall, in no wise, affect its nationality, and that the Negro sailors shall always be reckoned as Portuguese, provided they belong, as Slaves, to subjects of the Crown of Portugal, or that they have been enfranchised in the dominions of His Most Faithful Majesty.

Art. VII. Whenever a ship of war shall meet a merchant vessel liable to be searched, it shall be done in the most mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no case shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the Navy.

Art. VIII. The ships of war which may detain the Slave ships, in pursuance of the principles laid down in the present instructions, shall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part at least of the crew of the abovementioned Slave ship: the Captain shall draw up in writing an authentic declaration, which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it: he shall deliver to the Captain of the Slave ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as

nord de l'Equateur, la preuve de la légalité de leur voyage doit être apportée par le navire ainsi détenu. D'un autre côté quant aux vaisseaux à esclaves détenus au sud de l'Équateur, en conformité avec les stipulations du précedent article, la preuve de l'illegalité de leur voyage doit être apportée par le capteur. 1817

Il est de même stipulé que le nombre d'esclaves trouvés à bord d'un vaisseau à esclaves pas les croiseurs, même si ce nombre ne repondait pas à celui indiqué dans le passeport, ne sera pas une raison suffisante pour justifier la détention de ce navire; mais le capitaine et le propriétaire seront denoncés devant le tribunal Portugais du Brésil afin de les faire punir conformément aux lois de ce pays.

Art. IV. Tout navire Portugais destiné à être employé au commerce legitime d'esclaves, en conformité des principes établis dans la convention additionnelle de ce jour sera commandé par un né Portugais, et deux tiers au moins de l'Equipage seront également Portugais. Il est entendu toute fois que sa construction portugaise ou étrangère ne doit en aucune manière affecter sa nationalité, et que les matelôts nègres seront toujours reputés Portugais pourvu qu'ils appartiennent comme esclaves à des sujets de la couronne de Portugal, ou qu'ils ont été affranchis dans les états de S. M. Très-fidèle.

Art. VII. Toutes les fois qu'un vaisseau de guerre rencontrera un navire marchand, sujet à la visite, celle ci se fera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions que se doivent reciproquement deux nations amies et alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la marine.

Art. VIII. Les vaisseaux de guerre qui pourront detenir des navires à esclaves d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière de nègres sans y toucher, aussi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique qui articulera l'état dans lequel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être survenus: il delivrera au Patron du navire à esclaves un certificat signé des papiers saisis

1817 well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention.

The Negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two mixt Commissions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loss of the proprietors may be more easily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the Negroes, or other causes, required that they should be disembarked entirely, or in part, before the vessels could arrive at the place of residence of one of the said Commissions, the Commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation; provided that the necessity be stated in a certificate in proper form.

Art. IX. No conveyance of Slaves from one Port of the Brazils to another, or from the Continent or Islands of Africa, to the possessions of Portugal out of America, shall take place as objects of commerce, except in ships provided with Passports from the Portuguese Government, *ad hoc*.

Done at London the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and senventeen.

Signed:	*Signed:*
Castlereagh.	*The Count* of Palmella.
(L. S.)	(L. S.)

C.

Regulations for the mixed Commissions, which are to reside on the Coaſt of Africa, in the Brazils, and at London.

Art. I. The mixed Commissions to be etablished by the Additional Convention of this date, upon the legality of the detention of such Slave vessels as the cruizers of both nations shall detain, in pursuance of this same Convention, for carrying on an illicit commerce in Slaves.

à bord du dit navire, aussi bien que du nombre d'esclaves trouvés à son bord au moment de la détention. 1817

Les nègres ne seront point débarqués avant que les navires qui les contiennent ne soient arrivés au lieu où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où ils ne seraient point adjugés prises légales, la perte des proprietaires puisse d'autant plus aisément être réparée.

Si néanmoins des motifs urgens tirés de la longueur du voyage, de l'état sanitaire des nègres ou d'autres causes requeraient qu'ils fussent débarqués en totalité ou en partie; avant que le navire pût arriver au lieu de la residence de l'une des dites commissions, le Commandant du vaisseau capteur peut prendre sur soi la responsabilité d'un semblable débarquement, pourvu que la necessité en soit constatée par un certificat en due forme.

Art. *IX. Aucun envoi d'esclaves d'un port du Brésil à l'autre ou du continent ou des îles d'Afrique à des possessions Portugaises hors de l'Amérique n'aura lieu comme objet de commerce, excepté sur navires munis de passeports du gouvernement Portugais* ad hoc.

Fait à Londres le 28 *Juillet* 1817.

Signé :	*Signé :*
Castlereagh.	*Le Comte* de Palmella.
(*L. S.*)	(*L. S.*)

c.

Règlement pour les commissions mixtes qui résideront sur les côtes d'Afrique, au Brésil, et à Londres.

Art. *I. Les commissions mixtes à établir d'après la convention additionnelle de ce jour sur les côtes d'Afrique et au Brésil sont constituées à l'effet de decider de la légalité de la détention de tels navires à esclaves que les Croiseurs des deux nations viendront à arrêter en vertu de la dite convention pour exercer un commerce illicite d'esclaves.*

1817 The above-mentioned Commissions shall judge, without appeal, according to the letter and spirit of the Treaty of the 22d of January 1815, and of the Additional Convention to the said Treaty, signed at London on this 28th day of July 1817.

The Commissions shall give sentenze as summarily as possible, and they are required to decide, (as far as they shall find it practicable,) within the space of twenty days, to be dated from that on which every detained vessel shall have been brought into the Port where they shall reside; ist, upon the legality of the capture; 2d, in the case in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which she is to receive.

And it is hereby provided, that in all cases the final sentence shall not be delayed, on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of two months: except upon the application of any of the parties interested, when, upon their givind satisfactory security to charge themselves with the expence and risks of the delay, the Commissioners may, at their discretion, grant additional delay not exceeding four months.

Art. II. Each of the above-mentioned mixt Commissions, which are to reside on the coast of Africa, and in the Brazils, shall be composed in the following manner:

The two High Contracting Parties shall each of them name a Commissary Judge, and a Commissioner of Arbitration, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all cases of capture of Slave vessels which, in pursuance of the stipulation of the Additional Convention of this date, may be laid before them. All the essential parts of the proceedings carried on before these mixt Commissions, shall be written down in the language of the country in which the Commission may reside.

The Commissary Judges and the Commissioners of Arbitration, shall make oath, in presence of the principal Magistrate of the place in which the Commission may reside, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the sti-

Les commissions susmentionnées jugeront sans appel conformement à la lettre et à l'esprit du traité du 22 Janvier 1815 *et de la convention additionnelle au dit traité, signée à Londres le* 28 *Juillet* 1817. 1817

Ces commissions procéderont aussi sommairement que possible, et elles sont requises de prononcer (pour autant qu'elles le trouveront praticable) dans l'espace de vingt jours, à dater de celui auquel le navire détenu aura été conduit dans le port où elles resident; elles jugeront. 1) *De la légalité de la capture,* 2) *dans le cas où le navire capturé viendra à être absous, de l'indemnisation à donner au navire capturé.*

Et il est statué par les présentes que dans tous les cas, la sentence definitive ne pourra être differée pour cause d'absence des témoins, ou par defaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins que ce ne soit à la demande d'une des parties interesseés, en quel cas et moyennant qu' Elles fournissent sureté suffisante, qu' Elles se chargeront Elles mêmes des frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionnel qui n'excédera pas quatre mois.

Art. *II. Chacune des commissions mixtes susmentionnées, qui resideront sur les côtes d'Afrique, et au Brésil, sera composée de la manière suivante:*

Les deux hautes parties contractantes nommeront chacune un commissaire juge et un commissaire d'arbitrage, qui seront autorisés à prendre connaissance et à decider sans appel de tous les cas de capture de navires à esclaves, qui, en suite des stipulations de la convention additionnelle de ce jour viendront à être portés devant eux. Toutes les parties essentielles des procedures portées par devant les dites commissions mixtes seront couchées par écrit dans la langue légale du pays où la commission residera.

Les juges et arbitres prêteront serment devant le principal magistrat de l'endroit où la commission residera, de juger loyalement et fidélement, de n'accorder aucune préference, soit aux réclamans soit aux capteurs et de se conduire dans toutes leurs decisions conformement aux stipulations

1817 pulations of the Treaty of the 22d January 1815, and of the Additional Convention to the said Treaty.

There shall be attached to each Commission a Secretary or Registrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commission may reside, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath in presence of at least one of the Commissary Judges, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

Art. III. The form of the process shall be as follows:

The Commissary Judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions on oath of the Captain and of two or three, at least, of the principal individuals on board of the detained vessel, as well as the declaration on oath of the captor, should it appear necessary, in order to be able to judge and to pronounce if the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the Additional Convention of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commissary Judges not agreeing on the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention or the indemnification to be allowed, or on any other question which might result from the stipulations of the Convention of this date,— they shall draw by lot the name of one of the two Commissioners of Arbitration, who, after having considered the documents of the process, shall consult with the above-mentioned Commissary Judges on the case in question, and the final sentence shall be pronounced conformably to the opinion of the majority of the above-mentioned commissary Judges and of the above-mentioned Commissioner of Arbitration.

Art. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Portuguese Slave ship, shall have been embarked on any point whatever of the Coast of Africa, where the Slave Trade continues lawful to the subjects of the Crown of Portugal, such Slave ship shall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves

du traité du 22 Janvier 1815 *et de la convention additionnelle au dit traité.* 1817

A chaque commission sera attaché un Secrétaire ou Greffier établi par le Souverain du pays où la commission residera, lequel enregistrera tous les actes de celle ci, et qui avant de prendre possession de sa charge prêtera serment devant au moins un des commissaires juges, de se conduire respectueusement à son égard, et d'en agir avec fidèlité dans toutes les affaires du ressort de sa charge.

Art. III. La manière de procéder sera comme suit: Les juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les dépositions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus, au moins, du navire aménè, aussi bien que la déclaration assermentée du capteur si elle paraissait necessaire; afin d'être en état de juger et de prononcer si le navire a été détenu justement ou non conformement aux stipulations de la convention additionnelle de ce jour, et afin qu'en vertu de ce jugement le navire puisse être condamné ou absous. Et dans le cas où les deux juges ne s'accorderaient pas sur la sentence à prononcer par eux, soit quant à la légalité de la détention, soit quant à l'indemnisation à allouer ou sur toute autre question qui pourrait resulter des stipulations de la convention de ce jour, ils tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres, lequel après avoir examiné les documens du procès, déliberera avec les juges susmentionnés, sur le cas existant et la sentence finale sera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des juges et de l'arbitre susmentionné.

Art. IV. Toutes les fois qu'une cargaison d'esclaves trouvée à bord d'un navire d'esclaves Portugais aura été embarquée sur un point quelconque des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves continue à être legitime pour les sujets de la couronne de Portugal, ce navire ne sera point détenu sous le prétexte que es susdits esclaves ont été aménè primitivement par

1817 have been brought originally *by land* from any other part whatever of the continent.

Art. V. In the authenticated declaration which the captor shall make before the Commission, as well as in the certificate of the papers seized, which shall be delivered to the Captain of the captured vessel, at the time of the detention, the above-mentioned captor shall be bound to declare his name, the name of his vessel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention shall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ship, at the time of the detention.

Art. VI. As soon as sentence shall have been passed the detained vessel, if liberated, and what remains of the cargo, shall be restored to the proprietors, who may, before the same Commission, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand: the captor himself, and, in his default, his Government, shall remain responsible for the above-mentioned damages. The two High Contracting Parties bind themselves to defray, within the term of a year from the date of the sentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commission, it being understood that these indemnifications shall be at the expense of the Power of which the captor shall be a subject.

Art. VII. In case of the condemnation of a vessel for an unlawful voyage, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce: and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale, for the profit of the two Governments; and as to the Slaves, they shall receive from the mixt Commission, a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the Government on whose territory the Commission which shall have so judged them shall be etablished, to be employed as servants or free labourers. Each of the two Governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it.

Art. VIII. Every claim for compensation of losses occasioned to ships suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the

terre de quelque autre partie quelconque du continent. 1817

Art. V. Dans les déclarations authentiques que le capteur sera tenu de faire par devant la commission, ainsi que dans le certificat des papiers saisis, qui sera délivré au Capitaine du navire capturé, lors de sa détention, le susdit capteur sera tenu de déclarer son nom et celui de son vaisseau, aussi bien que la latitude et la longitude de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des esclaves trouvé à bord du navire capturé au moment de sa détention.

Art. VI. Aussitôt après que la sentence aura été prononcée, le navire détenu, s'il est libéré, et sa cargaison dans l'état où elle se trouvera alors, seront restitués aux propriétaires, lesquels pourront réclamer devant la même commission, une évaluation des dommages qu'ils pourraient avoir droit de demander: le capteur lui même, et à son défaut, son Gouvernement restera responsable des dits dommages. Les deux hautes parties contractantes s'obligent à payer dans l'espace d'une année après la date de la sentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la commission sus-nommée, il est entendu que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puissance dont le capteur sera sujet.

Art. VII. En cas de condemnation d'un navire pour un voyage illégitime, il sera déclaré prise légitime aussi bien que sa charge de quelque déscription qu'elle puisse être, à l'exception des esclaves qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire aussi bien que sa charge sera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux esclaves, ils recevront de la Commission mixte un certificat d'émancipation et seront remis au Gouvernement sur le territoire duquel la commission qui aura jugé, sera établie, aux fins d'être employés comme domestiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion d'individus, qui viendra à y être respectivement consignée.

Art. VIII. Les commissions mixtes connoitront et jugeront également et en la forme voulue par l'article trois du présent réglement de toute réclamation

1817 mixt Commissions, shall be also heard and judged by the above-named Commissions, in the form provided by the third Article of the present regulation. And in all cases wherein restitution shall be so decreed, the Commission shall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attornies, for his or their use; a just and complete indemnification:—first, for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention, that is to say, in case of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified, 1st, for the ship, her tackle, appareil, and stores; 2dly, for all freight due and payable; 3dly, for the value of the cargo of merchandize, if any: 4thly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of such Slaves at the place of destination; deducting therefrom the usual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting also for all charges and expences payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale when payable at such port; and 5thly, for all other regular charges in such cases of total loss; and in all other cases not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified,—first, for all special damages and expences occasioned to the ship by the detention, and for loss of freight when due or payable; secondly, a demurrage when due, according to the schedule annexed to the present Article; thirdly, a daily allowance for the subsistence of Slaves, of one shilling, or one hundred and eighty reis for each person, without distinction of sex or age, for so many days as it shall appear to the Commission that the voyage has been or may be delayed by reason of such detention; as likewise, Fourthly,—for any deterioration of cargo or Slaves; Fifthly,—for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from lickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss;—Sixthly, an allowance of Five per Cent. on the amount of capital employed in the purchase and maintenance of cargo, for the period of delay occa-

pour compensation de pertes occasionnées à des navires 1817
détenus sur soupçon de faire le commerce illicite d'esclaves, mais non condamnés comme prises légales par les dites commissions: dans tous les cas où la restitution aura été prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou des réclamans, ou de leurs ayant causes légaux une indemnisation juste et complette d'abord de tous les fraix de procédure et de toutes les pertes et dommages que le ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention; savoir en cas de perte totale les réclamans seront indemnisés: 1) *pour le navire, ses agrêts, apparaux et munitions;* 2) *pour tout frêt du et à payer:* 3) *pour la valeur de la cargaison et des marchandises, s'il y en a;* 4) *pour les esclaves à bord à l'époque de la détention, conformément à la valeur calculée de tels esclaves à la place de leur déstination, deduction faite du calcul ordinaire d'avarie de mortalité pour le tems non encore échu du voyage ordinaire; deduction faite de même de toutes les charges et depenses à payer lors de la vente de telles cargaisons inclusivement la commission de vente si elle est payable à un tel port et* 5) *pour toutes les autres charges ordinaires dans des cas de perte totale; et dans tous les autres cas de perte non totale le réclamant ou les reclamants seront indemnisés:* 1) *de tout dommage et depens particuliers occasionnés au navire par sa detention et pour perte du frêt lorsqu'il est dû ou payable;* 2) *pour starie si elle est due, conformément à la cèdule annexée au présent article;* 3) *un* par jour *pour la nourriture d'esclaves d'un Shelling ou* 180 *reis par tête sans distinction de sexe ou d'âge, pour autant de jours qu'il apparaitra à la commission que le voyage a été ou pourra être prolongé pour cause de telle détention, comme de même;* 4) *pour toute deterioration de la cargaison ou des esclaves:* 5) *pour toute diminution de la valeur de la cargaison d'esclaves provenant de la mortalité augmentée au de là du montant calculé pour le voyage, ou de maladie occasionnée par la detention; la valeur en sera fixée comparativement avec leur prix calculé à la place de leur destination comme, dans le cas ci-dessus de perte totale;* 6) *il leur sera également alloué* 5 *pour Cent du montant du capital employé à l'achat*

1817 sioned by the detention; and Seventhly,—for all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall likewise be entitled to interest, at the rate of Five per Cent. per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs: the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the Country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at exchange current at the time of award, excepting the sum for the subsistence of Slaves, which shall be paid *at par*, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the Additional Convention of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the captain of the detained ship; in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to 120 inclusive,	L. 5	per diem.
121 ditto — 150 ditto,	6	
151 ditto — 170 ditto,	8	
171 ditto — 200 ditto,	10	
201 ditto — 220 ditto,	11	
221 ditto — 250 ditto,	12	
251 ditto — 270 ditto,	14	
271 ditto — 300 ditto,	15	

and so on in proportion.

Art. IX. When the Proprietors of a ship, suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, released in consequence of a sentence of one of the mixed Commissions, (or in the case, as above-mentioned, of total loss) shall claim indemnification for the loss of Slaves which he may have suffered, he shall in no

et l'entretien de la cargaison à raison du delai occasionné par la détention; et 7) un dédommagement pour toute prime d'assurance sur les risques additionnels. 1817

Le reclamant ou les reclamants auront de même droit aux intérêts sur le pied de 5 pour Cent par an de la somme adjugée, jusqu'à son payement par le Gouvernement auquel le vaisseau capteur appartient: le montant entier de cette indemnisation sera calculé en monnaye du pays auquel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'époque de l'adjugement, excepté la somme pour la nourriture des esclaves qui sera paiée au pair ainsi qu'il est stipulé plus haut.

Les deux hautes parties contractantes desirant toute fois éviter autant que possible, toute espèce de fraude, dans l'execution de la convention additionnelle de ce jour, sont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des juges des deux nations, et sans avoir recours à la decision d'un arbitre que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et repréhensible de la part du capitaine du navire capturé, en ce cas seulement le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de sa detention la starie stipulée par le présent article.

Cédule de Starie ou jour de Planche pour un Navire de

100	*tonneaux*	*jusqu'à*	120	*inclusivement*	*L.*	5	*par jour*
121	—	—	150	—	—	6	
151	—	—	170	—	—	8	
171	—	—	200	—	—	10	
201	—	—	220	—	—	11	
221	—	—	250	—	—	12	
251	—	—	270	—	—	14	
271	—	—	300	—	—	15	

et ainsi de suite en proportion.

Art. IX. Si les propriétaires d'un vaisseau suspecté d'exercer un commerce illicite d'esclaves, mais relaché en consequence d'une sentence de l'une des commissions mixtes (ou dans le cas susmentionné de perte totale) reclame une indemnité pour la perte d'esclaves qu'il pourrait avoir soufferte, il ne sera dans aucun cas au-

1817 case be entitled to claim for more than the number of Slaves which his vessel was, by the Portuguese laws, authorised to carry, which number shall always be declared in his Passport.

Art. X. The mixt Commission etablished in London by the Article IXth of the Convention of this date, shall hear and determine all claims for Portuguese ships and cargoes, captured by British cruizers on account of the unlawful trading in Slaves, since the 1st of June 1814, till the period when the Convention of this date is to be in complete execution; awarding to them, conformably to the Article IX. of the Additional Convention of this date, a just and complete compensation, upon the basis laid down in the preceding Article, either for total loss, or for losses and damages sustained by the Owners and Proprietors of the said ships and cargoes. The said Commission established in London, shall be composed and proceed exactly upon the same basis determined in the Articles 1, 2, and 3, of the present regulation for the Commissions established on the coast of Africa and the Brazils.

Art. XI. It shall not be permitted to any of the Commissary Judges nor to the Arbitrators, nor to the Secretary of any of the mixt Commissions, to demand or receive, from any one of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present regulation.

Art. XII. When the parties interested shall imagine they have cause to complain of any evident injustice on the part of the mixt Commissions, they may represent it to their respective Governments, who reserve to themselves the right of mutual correspondence for removing, when they think fit, the individuals who may compose these Commissions.

Art. XIII. In the case of a vessel detained unjustly, under pretence of the stipulations of the Additional Convention of this date, and in which the captor should neither be authorised by the tenour of the abovementioned Convention, nor of the instructions annexed to it, the Government to which the detained vessel may belong, shall be entitled to demand reparation;

torisé à la reclamer pour un plus grand nombre 1817
d'esclaves que ce navire était autorisé d'après les lois portugaises à transporter, lequel nombre sera toujours déclaré dans le passeport.

Art. X. *La commission mixte, établie à Londres par l'art. IX. de la convention de ce jour connaitra et jugera de toutes les reclamations pour navires et cargaisons portugais capturés par des croiseurs Britanniques pour cause de commerce illicite d'esclaves depuis le* 1. *Juin* 1814 *jusqu'à l'époque à la quelle la convention de ce jour sera mise en execution complette, en leur allouant, conformement à l'article IX. de la convention additionnelle de ce jour une juste et complette indemnité sur la base établie dans l'article précedent, soit pour pertes totales, soit pour pertes partielles de dommages éprouvés par les Patrons et propriétaires des dits navires et cargaisons. La dite commission établie à Londres sera composée et procédera exactement sur la même base determinée dans les art.* 1, 2 *et* 3. *du présent règlement pour les commissions établies sur les côtes d'Afrique et du Brésil.*

Art. XI. *Il ne sera licite ni aux juges ni aux arbitres, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées, dans les sentences qu'ils prononceront, aucun émolument, sous quelque prétexte que ce puisse être, pour l'accomplissement des devoirs qui leurs sont imposés par le présent règlement.*

Art. XII. *Si les parties interessées croyaient avoir lieu de se plaindre de quelque injustice évidente de la part des commissions mixtes elles pourront le représenter à leurs gouvernements respectifs, qui se reservent le droit de correspondre mutuellement pour éloigner, si elles le jugent à propos les individus qui composeraient ces commissions.*

Art. XIII. *Dans le cas d'un navire injustement detenu, sous prétexte des stipulations de la convention additionnelle de ce jour et dans lequel le capteur ne serait autorisé ni par la teneur de la susdite Convention ni par les instructions y annexées, le Gouvernement auquel le navire détenu pourrait appartenir sera au-*

1817 and in such case, the Government to which the captor may belong, binds itself to cause the subject of complaint to be fully examined, and to inflict upon the captor, if he be found to have deserved it, a punishment proportioned to the transgression which may have been committed.

Art. XIV. The two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the death of one or more of the Commissioners, Judges and Arbitrators composing the above-mentioned mixt Commissions, their posts shall be supplied, *ad interim*, in the following manner: on the part of the British Government, the vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall sit within the possessions of His Britannick Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor resident in that colony, by the pricipal Magistrate of the place, and by the Secretary; and in the Brazils, by the British Consul and Vice-Consul resident in the city in which the mixt Commission may be established.

On the part of Portugal, the vacancies shall be supplied, in the Brazil, by such persons as the Captain General of the Province shall name for that purpose; and, considering the difficulty which the Portuguese Government would feel in naming fit persons to fill the posts which might become vacant in the Commission established in the British possessions, it is agreed, that in case of the death of the Portuguese Commissioners, Judge, or Arbitrators in those possessions, the remaining individuals of the above-mentioned Commission, shall be equally authorised to proceed to the judgment of such Slave-ships as may be brought before them, and to the execution of their sentence. In this case alone, however, the parties interested shall have the right of appealing from the sentence, if they think fit, to the Commission resident in the Brazils; and the Government to which the captor shall belong, shall be bound fully to defray the indemnification which shall be due to them, if the appeal be judged in favour of the claimants: it being well understood, that the ship and cargo shall remain during this appeal, in the place of residence of the first Commission before whom they may have been conducted.

The High Contracting Parties have agreed to supply, as soon as possible, every vacancy that may arise in the

torisé à demander reparation, et dans un tel cas le 1817
Gouvernement auquel le capteur appartiendrait s'engage à faire pleinement examiner le sujet de plainte, et à infliger au capteur, s'il en est trouvé digne, une punition proportionnée à la transgression qui en aurait été commise.

Art. *XIV. Les deux hautes parties contractantes sont convenues qu'en cas des decès ou d'empêchement légal d'un ou de plusieurs des juges ou des arbitres composant les commissions mixtes susmentionnées, leurs postes seront remplis* ad interim *de la manières suivante.*

De la part du gouvernement Britannique les vacances seront remplies successivement dans la commission qui siègera dans les possessions de S. M. Britannique par le Gouverneur ou Lieutenant Gouverneur residant dans cette colonie, par le principal magistrat du lieu et par le Sécrétaire, et dans le Brésil par le Consul Britannique et Vice-Consul residant dans le lieu où la commission mixte se trouvera établie.

De la part du Portugal les vacances seront remplies dans le Brésil par telles personnes que le Capitaine général de cette Province nommera à cet effet: et, considerant la difficulté que le Gouvernement Portugais trouverait à nommer des personnes habiles pour remplir les postes qui viendraient à manquer dans la commission établie dans les possessions Britanniques, il est convenu qu'en cas de decès du Commissaire juge ou arbitre dans ces possessions les individus restans de la susdite commission seront également autorisés à proceder au jugement de tel navire à esclaves qui seraient aménés devant elle, et à l'execution de leur sentence. Dans ce cas seul cependant les parties interessées auront le droit d'appeller de la sentence si elles le jugent à propos à la commission residant au Brésil; et le Gouvernement auquel le capteur appartiendra sera tenu à payer pleinement les indemnités qu'il devrait si l'appel était jugé en faveur des reclamants; bien entendu que le navire et la cargaison resteront durant cet appel dans le lieu de la residence de la première commission devant laquelle ils ont été conduits.

Les hautes parties contractantes sont convenus de remplacer aussitôt que possible chaque vacance qui

1817 above-mentioned Commissions, from death or any other contingency. And in case that the vacancy of each of the Portuguese Commissioners residing in the British possessions, be not supplied at the and of six months, the vessels which are taken there to be judged, after the expiration of that time, shall no longer have the right of appeal herein-before stipulated.

Done at London, the twenty-eighth day of July in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:	*Signed:*
CASTLEREAGH.	*The Count* OF PALMELLA.
(L. S.)	(L. S.)

Separate Article.

As soon as the total Abolition of the Slave Trade, for the subjects of the Crown of Portugal, shall have taken place, the Two High Contracting Parties hereby agree, by common consent, to adapt, to that state of circumstances, the stipulations of the Additional Convention concluded at London the 28th of July last; but in default of such alterations, the Additional Convention of that date shall remain in force until the expiration of fifteen years, from the day on which the general Abolition of the Slave Trade shall so take place, on the part of the Portuguese Government.

The present Separate Article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the Additional Convention aforesaid. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seals of their Arms.

Done at London, this Eleventh day of September, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:	*Signed:*
CASTLEREAGH.	*The Count* OF PALMELLA.
(L. S.)	(L. S.)

pourrait survenir dans les susdites commissions par decès ou tel autre événement. Et dans les cas où la vacance de chacun des commissaires Portugais residant dans les possessions Britanniques ne serait pas remplacée après six mois, les navires pris pour y être jugés après l'expiration de ce terme n'auront pas plus longtems le droit d'appel ci-dessus stipulé. 1817

Fait à Londres le 28 *Juillet* 1817.

Signé :	*Signé :*
CASTLEREAGH.	*Le Comte* DE PALMELLA.
(*L. S.*)	(*L. S.*)

Article séparé.

Aussitôt que l'abolition totale du commerce d'esclaves pour les sujets de la couronne de Portugal aura eu lieu, les deux hautes parties contractantes s'engagent par le présent, de commun accord, d'adapter à cet état des choses les stipulations de la convention additionnelle signée à Londres le 28 *Juillet dernier : mais au defaut d'un tel changement la convention additionnelle de ce jour restera en vigueur jusqu'à l'expiration de quinze années à dater du jour où l'abolition générale du commerce d'esclaves aura eu lieu de la part du Gouvernement Portugais.*

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot pour mot dans la convention additionnelle sus-dite. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plutôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 11 *Septembre l'an de notre Seigneur* 1817.

Signé :	*Signé :*
CASTLEREAGH.	*Le Comte* DE PALMELLA.
(*L. S.*)	(*L. S.*)

45.

1817 *Convention militaire entre l'Autriche et la Prusse concernant la garnison de Mayence, signée à Carlsbad le 10 Août 1817.*

(*Protoc. d. deutsch. Bundesvers.* 1818. L. Beilage Nr. 30.)

Da Mainz der Schlüssel Deutschlands ist, den das öffentliche Vertrauen und die früheren Verhandlungen in die Hände der beiden Hauptmächte des deutschen Staatenbundes legte; so haben S. M. der Kaiser von Oesterreich und S. M. der König von Preussen zur Rechtfertigung dieses Vertrauens beschlossen, die gegenseitigen Verhältnisse der Besatzungstruppen festzusetzen, um dadurch alle Anstände und Zweifel zu entfernen, welche dem Dienste und folglich der Sicherheit der Festung nachtheilig werden könnten.

Zu diesem Ende haben S. M. der Kaiser von Oesterreich den General-Major und ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Dänischen Hofe, August Ernst Freyherr von Steigentesch, Grosskreuz des Kaiserl. Oesterreich. Ordens der eisernen Krone und Commandeur des heil. Leopolds-Ordens, Grosskreuz des Kaiserl. Russischen Wladimir-Ordens und St. Annen-Ordens erster Classe, Grosskreuz des K. Dänischen Dannebrog-Ordens und Ritter des K. Bairischen Max-Joseph Ordens; und S. M. der König von Preussen den Staats- und Kriegsminister, General-Major Herrmann von Boyen, Ritter des Königl. Preuss. grossen rothen Adler-Ordens, des Verdienst-Ordens des eisernen Kreuzes erster und zweiter Classe, Grosskreuz des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopolds-Ordens, Commandeur des Königlich Französ. Militär-Verdienst-Ordens, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Georgen-Ordens dritter Classe und des Königl. Schwedischen Schwerdt-Ordens; und den General-Major Baron Ludwig von Wollzogen, Ritter des Königl. Preuss. Verdienstordens, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, Grosskreuz des Herzogl. Sachsen-Weimarschen Falken-Ordens, Commandeur des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Bairischen Max-Joseph-Ordens, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt,

welche nach reifliger Ueberlegung und das gemeinschaftliche Wohl und die Sicherheit Deutschlands vor Augen habend, nachfolgende Convention festgesetzt und mit Vorbehalt der Allerhöchsten Genehmigung unterzeichnet. 1817

Art. I. Die Besatzung von Mainz soll wie bisher aus einer gleichen Anzahl Oesterreich. und Preuss. Truppen und nach Bestimmung des 11ten Art. des Frankfurter Tractates vom 30sten Juni 1816 aus einem Bataillon Grossherzoglich-Darmstädtischer Truppen bestehen. Composition de la garnison.

Art. II. Die Verhältnisse der Besatzung müssen stets in Bezug auf die grösste Einigkeit unter den verschiedenen Theilen ausgeübt werden, damit der Geist der Truppen ihre Ordnung und Disciplin für die Sicherheit der Bundesfestung vollkommen Gewähr leiste. Unité du Commandement.

Als unerlässliche Bedingung zur Erreichung dieses Zwecks soll von dem ersten militärischen Grundsatz der Einheit im Commando nicht abgegangen und der Dienst so geführt werden, als bestände die Besatzung nicht aus verschiedenen Contingenten, sondern aus Theilen eines und desselben Heeres, weshalb auch sämmtliche Besatzungstruppen gleiche Rechte geniessen, und kein Vorzug stattfindet.

Art. III. In dieser Hinsicht haben die hohen contrahirenden Theile beschlossen, dass der Gouverneur von Oesterreich und Preussen von fünf zu fünf Jahren alternirend ernannt werde; eben so soll auch der Posten des Commandanten von fünf zu fünf Jahren abwechseln, und zwar, dass, wenn ein Oesterreichischer Gouverneur, der Commandant von Preussen gegeben wird, und im entgegengesetzten Falle die Ernennung des Commandanten Oesterreich zufällt. Alternation du gouvernem.

Art. IV. Es wird eine eigene Genie und eine Artillerie-Direction in Mainz bleiben, so wie eine Cassen-Approvisionirungs- und Casernen-Verwaltungs-Commission. Die Artillerie-Direction wird wie bisher von Oesterreich, die Genie-Direction von Preussen bestellt. Ueber die Bildung der drei letztern Verwaltungszweige wird sich der Gouverneur und Commandant vereinigen, wobei der Grundsatz zu beobachten ist, dass bei denselben von Seiten Oesterreichs und Direct. d'artillerie, de genie etc.

1817 Preussens eine gleiche Anzahl von Officieren oder Beamten angestellt wird.

Der Approvisionirungs- und Casernen-Verwaltungs-Commission wird in Frieden die Vorsorge für die Verpflegung und Instandhaltung des Oesterreichischen, Preussischen und Darmstädtischen Spitals übertragen. Im Kriege wird aber eine eigene Sanitäts-Verwaltungs-Behörde errichtet.

Conseil de gouverneur.

Art. V. Unter Vorsitz des Gouverneurs werden der Commandant, der Chef der Artillerie-Direction und der Chef der Genie-Direction den Gouvernements-Rath der Festung bilden, zu welchem nach Ermessen des Gouverneurs auch die Vorsteher der übrigen Administrationszweige berufen werden können.

Zu diesem Gouvernementsrath wird der Gouverneur den in dem 13ten Artikel des den 30sten Juni 1816 abgeschlossenen Frankfurter Vertrags erwähnten Grossherzogl. Hessischen Civilbeamten in allen in diesem Artikel angegebenen Vorfällen zur Berathung und zu dem gemeinschaftlichen Beschlusse zuziehen. Der Gouverneur hat aber in diesen Conferenzen in Allem die entscheidende Stimme, doch ist jedem Mitgliede verstattet, seine Meinung zu Protocoll bringen zu lassen.

Expedition des ordres.

Art. VI. Die Befehle des Gouverneurs, die nach dessen Genehmigung festgesetzten Beschlüsse des Gouvernements-Raths, so wie auch die von dem Gouverneur dem Commandanten ertheilten Befehle werden durch die Gouvernements-Canzley ausgearbeitet, die aus Oesterreich. und Preussischen Beamten besteht.

Der Gouverneur unterzeichnet allein die Beschlüsse des Gouvernements-Raths und diejenigen Verfügungen, die unmittelbar von ihm ausgehen.

Archives, Caisse.

Art. VII. Das Festungs-Archiv befindet sich unter dem gemeinschaftlichen Beschluss und Verantwortung des Gouverneurs und des Commandanten, so wie solche auch beide dem Bunde nebst den Cassen-Verwaltern für alle Geldsummen verantwortlich sind, und daher nur mittelst beiderseitiger Unterschrift Zahlungen aus der Casse erfolgen können.

Rapport envers la diète.

Art. VIII. Der Gouverneur wird an die Behörde oder an die Person angewiesen, welche bei Festsetzung der Militärverhältnisse des deutschen Bundes

von diesem zur Centralleitung der Vertheidigungs-Anstalten aufgestellt werden wird. Dahin werden seine auf die Festung Bezug habenden Berichte gehen, so wie er in Angelegenheiten derselben nur von der Bundes-Versammlung Befehle und Weisung erhalten soll. 1817

Art. IX. Schreiben von fremden Behörden an die Commandantur oder das Gouvernement von Mainz, müssen dem Gouverneur überreicht werden, welcher den Commandanten gleichfalls davon in Kenntniss setzt. Correspondence.

Art. X. Die besondern Pflichten und Befugnisse des Gouverneurs sind:

a. Erhaltung der Festung in dem vollkommensten Vertheidigungszustand. Zu diesem Ende hat er ohne weitere Anfrage, jedoch nach vorhergegangener Prüfung des Gouvernements-Raths, die Disposition über den noch auszuwerfenden Dotationsfond. Attributions du Gouverneur.

Anordnung zur Unternehmung ganz neuer Befestigungsarbeiten, so wie Uebersteigung der Etatssummen, hängen nicht von seinem Willen ab, sondern gehen die Anträge hierüber an den Bundestag. Dagegen ist der Gouverneur im Belagerungszustand befugt, ausserhalb des bedeckten Weges neue Werke aufzuführen, Minenarbeiten, von welchen Gattungen sie sein mögen, anzuordnen; so wie auch Festungswerke, Verschanzungen, öffentliche und Privatgebäude zu demoliren, und letztere nach Gutdünken zu verwenden, wie es der Dienst des Platzes fordern mag.

b. Ist er überhaupt verpflichtet und befugt, alle Vorsichtsmassregeln anzuwenden, welche ihm für die Sicherheit der Festung zuträglich scheinen. Er bestimmt die Stunde zur Oeffnung und Sperrung der Thore. Ohne seine Erlaubniss darf die Rheinbrücke nicht abgetragen werden.

Er beordert die Garnison zu Uebung im Festungsdienst, damit sie unter der Leitung der Ingenieurofficiere über die Benutzung der Werke, ihren Zweck und ihre Verbindung belehrt werden.

Er hat darauf zu wachen, dass der tägliche Dienst im Frieden ganz so wie im Kriege geleistet, Patrouillen und Ronden gehörig geführt werden; zu diesem Ende hat er dem Commandanten mit dem ersten Tag jeden Monats die Parole und das Feldgeschrei bekannt zu machen.

1817 *c.* Er bestimmt die Stärke des täglichen Dienstes, der niemals tagweise von einer der garnisonirenden Mächte allein, sondern immer von der gesammten Besatzung gemeinschaftlich und im Verhältniss ihrer gegenseitigen Stärke gegeben werden soll. Im Detail des Dienstes hat er die in jedem Dienste bestehenden Vorschriften zu achten, und darf ohne Noth keine Ausnahme von denen verschiedenen Truppen fordern.

d. Die oberrichterliche Gewalt übt er durch Bekanntgebung der vorkommenden Fälle an die betreffenden Truppen-Commandanten zur Ahndung oder Abstellung von Missbräuchen; welche ihm zu melden haben, auf was für eine Art die Sache abgestellt oder bestraft werden soll, und seine Genehmigung darüber einholen.

In Gegenständen, welche die innere Ordnung, Disciplin, die gewöhnlichen Uebungen, und die Verwaltung bei den einzelnen Contingenten betreffen, hat er, so lange sie nicht allgemeinen Zwecken entgegen stehen, kein Recht einzugreifen. Sie bleiben der Verantwortlichkeit jedes einzelnen Chefs gegen seinen Souverain überlassen.

Scharfe Executionen dürfen jedoch nicht ohne sein Vorwissen statt finden.

Uebrigens hat er, besonders im Kriege, alle Rechte, die mit der obersten Militärgewalt in jedem festen Platze stets verbunden sind, in sofern sie nicht in die Jurisdictions-Rechte der einzelnen Contingente eingreifen, in welchem Falle er blos fordern darf, dass die respectiven Truppen-Commandanten sie nach ihren Kriegs-Gesetzen ausüben.

e. In Bezug auf die Festung selbst, hat er die Verpflichtung, ohne Erlaubniss der Bundesversammlung in keinem Falle fremde Truppen in dieselbe aufzunehmen, oder solchen auch nur den Durchgang zu verstatten; keine einseitige Vermehrung der Besatzungs-Truppen zu dulden; in der Entfernung von 600 Klaftern auswärts vom Kamme des Glacis der ausspringenden Winkel niemals die Anlagen von Strassen, Canälen oder Gräben gleichlaufend mit dem Fusse des Glacis zuzugeben. Eben so wenig darf er die Aufführung von Erdwerken, Häusern oder andern der Vertheidigung hinderlichen Gegenständen erlauben. Ohne seine vorherige Einsicht des Plans

soll auch kein neues Gebäude in der Festung aufgeführt werden, da die Festungs-Polizei fordert, dass die Keller und ebenen Erdgeschosse gewölbt und die Dächer mit Ziegeln gedeckt werden. 1817

f. Bei eintretender Gefahr hat er für die Ergänzung der Festungs-Dotation die möglichste Sorge zu tragen und muss ihm solche im Frieden angewiesen werden, wo und wie er solche bewerkstelligen kann, damit er in dringenden Fällen sogleich damit vorschreite, so wie er in diesem auch durch Circular Briefe mit seiner und des Commandanten Namens-Unterschrift sich an die nächsten Bundesfürsten zu wenden hat, worüber noch nähere Bestimmungen folgen werden.

g. Ausser solchen dringenden Fällen, wenn die Ergänzung bloss durch Vermehrung der schon in Besatzung liegenden Contingente geschieht, hat er nebst dem Commandanten darauf zu halten, dass sie gleichzeitig und nur in der angemessenen Stärke einrücke

h. Vom Augenblick des eintretenden Blokade- oder Belagerungs-Zustandes an, hat er einen Vertheidigungsrath zu ernennen, dessen Hauptmitglieder der Commandant, die Directeurs des Genie- und Artilleriewesens, die Chefs der Oesterreichischen, Preussischen, Darmstädtischen und andern an der Festung befindlichen Contingente sein sollen.

Von diesem Augenblick an ist er verpflichtet, ein Journal über den Gang der Vertheidigung zu führen. Auch darf der Gouverneur nur im Beisein dieses Raths einen feindlichen Parlementair annehmen, oder Depeschen von dem Feinde erbrechen.

i. Die Uebergabe der Festung durch Capitulation darf nie statt finden, ausser wenn ein Sturm auf die Bresche abgeschlagen und alle Vertheidigungsmittel erschöpft sind. Auch kann der Gouverneur ohne gehaltenen Kriegsrath nicht capituliren. Dieser besteht aus den Mitgliedern des Vertheidigungsraths und aus allen Staabsofficieren der Garnison oder deren Stellvertretern, im Falle solche mit Tode abgegangen. Eine von diesem Kriegsrathe für unvermeidlich erkannte Capitulation aber muss von allen Mitgliedern desselben mit unterzeichnet werden.

Der Gouverneur ist verpflichtet, jedes Mittel, was in diesem Kriegsrathe von einem einzelnen Mitgliede

1817 angegeben werden könnte, und was nach Abstimmung von einem Viertel der Versammlung genehmigt worden, in Ausführung zu bringen. Auch muss die Capitulation von allen Mitgliedern dieses Kriegsraths unterzeichnet werden.

k. Der Gouverneur ist dem Bunde nicht nur allein für das, was er bei der Vertheidigung des Platzes gethan, sondern auch für das, was er bei derselben unterlassen hat, verantwortlich. Sollte das Bundes-Kriegsgericht ihn für schuldig erkennen, so wird ihm ausser der zuerkannten Strafe auch noch der Aufenthalt in sämmtlichen Bundesstaaten verwehrt.

l. Der Gouverneur hat zur Auszeichnung vor seiner Wohnung zwei Schildwachen, und bei öffentlichen Gelegenheiten ein Detachement Cavallerie zu seiner Bedeckung.

Remplacement du Gouverneur.

Art. XI. Im Erkrankungs- oder Sterbefall folgt der Commandant dem Gouverneur im Commando, wenn auch noch ein älterer General in der Festung sein sollte.

Dieses Commando bekleidet er aber nur so lange, bis der Gouverneur wieder ersetzt ist, für diese Zeit substituirt den Commandanten in seinen Functionen der älteste Officier von dem Theil, der den Gouverneur zu stellen hat.

Rapport du commandant envers le Gouverneur.

Art. XII. Der Commandant und die Besatzungstruppen sind dem Gouverneur in allen oberwähnten Verhältnissen und Forderungen, die dem Dienst entsprechen, unbedingten Gehorsam schuldig. Sollte der Gouverneur in Kriegszeiten, besonders wenn von Uebergabe des Platzes die Rede ist, eine Forderung machen, welche zum Nachtheil der Festung und des Bundes gereichen könnte; so hat der Commandant das Recht den Kriegsrath zu berufen und den Gouverneur um die Entwickelung seiner Gründe und Ansichten anzugehen.

Attributions du Commandant.

Art. XIII. Die speciellen Pflichten und Befugnisse des Commandanten sind ausser denjenigen, welche bereits erwähnt:

a. Im Frieden wie im Kriege vereint mit dem Gouverneur Alles, was zum Besten der Festung geschehen kann, zu veranlassen, und bei letzterm in Erinnerung zu bringen, was ihm besonderer Aufmerksamkeit werth scheinen dürfte.

b. Hat derselbe auf die strengste Erfüllung der Dienstvorschriften unmittelbar zu wachen. 1817

c. Hat er alle Befehle des Gouverneurs an alle Waffengattungen und Besatzungs-Contingente in den gewöhnlichen Angelegenheiten mit seiner Unterschrift versehen ergehen zu lassen. Er ordnet durch die beiderseitigen Platzmajors den täglichen Wachtdienst, gibt die Parole aus und empfängt alle Meldungen von dem im Dienste stehenden Theile der Besatzung.

d. Die Truppen der verschiedenen Contingente hat er ganz gleich zu behandeln, so wie diese ganz wie die seines eigenen Herrn, seinen Befehlen unterworfen sind.

e. Er empfangt von allen Theilen der Garnison dieselben Ehrenbezeugungen wie der Gouverneur, und erhält von allen Truppentheilen und Besatzungs Contingenten Ordonnanzen; es kommt ihm jedoch nur Eine Ehrenschildwache zu.

f. Seine Jurisdictionsrechte beschränken sich bloss auf Arretirung und auf Einladung des betreffenden Abtheilungs-Chefs zu der gesetzlichen Verfügung.

Art. XIV. Alle Vorräthe der Festung, welche gemeinschaftliches Eigenthum des Bundes sind, bleiben unter der Verantwortung der betreffenden Directionen; diese haben dem Commandanten die Anzeige davon zu machen, welcher sie zur Kenntniss des Gouverneurs bringt, dem sie allein Rechenschaft schuldig sind. Insbesondere wird es dem Genie-Director zur Pflicht gemacht, vierteljährig den Zustand aller Festungswerke und Festungsgebäude zu untersuchen. Er hat dafür zu wachen, dass sie im guten Stande erhalten werden, und sich um die Bewilligung der Mittel zur Ausbesserung an den Gouverneur zu wenden. Munitions.

Der Zustand des Geschützes, die Munitions-Vorräthe und Zeughäuser werden eben so periodisch von dem Artillerie-Director untersucht, und unter seine Verantwortung gestellt. Er hat die besondere Verpflichtung über die Vollständigkeit der Munitions-Vorräthe zu wachen. Eben diese strenge Befolgung der Berufspflichten liegt den übrigen Verwaltungszweigen ob, und werden über die Manipulation des Verpflegungs- und Rechnungswesens und die Verwendung der Bundes-Vorräthe und Kassen noch nähere Bestimmungen gegeben werden.

1817 Bataill. Hessois.

Art. XV. Das Grossherzogl. Hessische Bataillon steht nach dessen Einrücken in jeder Hinsicht den Oesterreichischen und Preussischen Truppen gleich, und hat dasselbe Verhältniss zu dem Gouverneur und Commandanten, so dass letzterer ihm die Befehle des Gouverneurs im Festungsdienst übermacht, so wie es auch an ihn zu berichten hat. In Betreff der Casernirung dieses Bataillons wird solches so lange bei den Bürgern einquartiert werden müssen, bis die erforderlichen Casernen ausgemittelt und in Stand gesetzt sind.

Commission mixte.

Art. XVI. Es wird nach dessen Einrücken eine Commission, bestehend aus einem Oesterreichischen, einem Preussischen und einem Grossherzoglich Hessischen Officier zusammengesetzt, welche für den Festungsdienst eine Vorschrift entwirft, in die aber nur diejenigen Puncte aufgenommen werden, die in den Reglements dieser Staaten verschieden, aber der Einheit des Festungsdienstes nachtheilig sein könnten. Als Grundsatz wird übrigens festgesetzt, dass bei den Officieren der Besatzung, so wie für die Truppen im allgemeinen, bei dem Zusammentreffen im Dienste, der Höhere dem Niedern zu befehlen hat, und dass bei gleichem Range das Dienstalter entscheidet.

Commission pour les armemens et dotation.

Art. XVII. Eben so soll eine Commission in Mainz zusammentreten, um dass Bedürfniss für die gänzliche Armirung und Dotirung der Festung auf den Kriegsfuss auszumitteln, und sich über die Vollendung der Festung zu verstehen; so wie auch die jährlichen Bedarfssummen für den Friedensfuss auszumitteln sind. Diese Vorschläge werden den beiderseitigen Höfen zugeschickt, um solche zur Kenntniss der Bundesversammlung zu bringen.

Maximum de la garnison.

Art. XVIII. Die Truppenzahl in Mainz soll nicht ohne Noth über den gegenwärtigen Stand mit Einschluss des Darmstädtischen Bataillons vermehrt werden. Für das Maximum der Besatzung im Frieden wird die Zahl von 7000 Mann Infanterie und 200 Pferden festgesetzt.

In Kriegszeiten soll die Besatzung, wenn die Festung im Belagerungsstand erklärt wird, nicht unter 20,000 Mann Infanterie und 600 Pferden bleiben; und zwar ein Drittel an Oesterreichischen, ein Drittel an Preussischen und ein Drittel an Truppen von den

Contingenten der andern Bundesstaaten, die noch näher bezeichnet werden sollen. 1817

Art. XIX. Die von den beiden hohen Contrahenten aus den Fonds der für Mainz bestimmten französischen Contributionen bereits bewilligten Ausgaben für die Unterhaltung der Festungswerke der Artillerie und Instandsetzung der Casernen, sollen der Bundes-Versammlung nebst den Belegen vorgelegt werden. Ueber die künftige Verwendung dieser Gelder, so wie auch über diejenigen, so von den Bundesmitgliedern zufliessen, soll nach einem gemeinschaftlichen zu verabredenden Plan verfahren werden. Dépenses.

Art. XX. Die Wichtigkeit dieses Bollwerks Deutschlands und dessen kraftvolle Vertheidigung erfordern dass auch im Frieden stets die nöthigen Vorräthe für die vollständige Besatzung auf den Kriegsfuss für ein Jahr in den Magazinen der Festung vorhanden seien. Aus diesen wird der jährliche Bedarf für die Friedens-Garnison entnommen, welcher aber in eben diesem Masse wieder ersetzt werden muss. Magazine

Art. XXI. Nachdem hierdurch der Wirkungskreis des Gouverneurs und Commandanten, so wie die Hauptgrundsätze für die Verhältnisse der Garnison festgesetzt worden sind, soll das Gouvernement mit Berücksichtigung dieser Hauptgrundsätze, alles was sonst noch für den innern Festungsdienst zu bestimmen wäre, anzeigen, und seine Vorschläge, wenn sie von den hohen contrahirenden Theilen angenommen würden, sollen dieselbe Kraft haben, als wären sie in gegenwärtigen Tractat aufgenommen worden. Propositions ultérieures du gouvernement.

Art. XXII. Gegenwärtige Convention wird von den beiden hohen contrahirenden Mächten ratificirt, und soll die Auswechselung der Ratifications-Urkunden binnen acht Wochen, oder wo möglich früher statt finden. Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt. Ratifications.

So geschehen Carlsbad den 10. August 1817.

(L. S.) *General Freyherr* v. Steigentesch.

(L. S.) Herrmann von Boyen.

(L. S.) Ludwig von Wolzogen.

46.

1817 28 Août. *Traité entre la France et le Portugal relativ à la délimitation de la Guyane, signé à Paris le 28 Août 1817.*

(*Schoell histoire abrégée des traités.* T. XI. p. 591.)

Guyane française.

Art. I. S. M. T.—F., étant animée du désir de mettre à exécution l'art. 107, de l'acte du congrès de Vienne, s'engage à remettre à S. M. T.—C., dans le délai de trois mois, ou plustôt si faire se peut, la Guyane françoise jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre le quatrième et cinquième degré de latitude septentrionale, et jusqu'au trois cent vingt-deuxième degré de longitude à l'est de l'île de Fer, par le parallèle de deux degrés vingt-quatre minutes de latitude septentrionale.

Commissaire p. les limites.

Art. II. On procédera immédiatement des deux parts à la nomination et à l'envoi de commissaires pour fixer définitivement les limites des Guyanes portugaise et françoise, conformement au sens précis de l'art. 8. du traité d'Utrecht, et aux stipulations de l'acte du congrès de Vienne; les dits commissaires devront terminer leur travail dans le délai d'un an au plus tard, à dater du jour de leur réunion à la Guyane. Si, à l'expiration de ce terme d'un an, lesdits commissaires respectifs ne parvenoient pas à s'accorder, les deux hautes parties contractantes procéderoient à l'amiable à un autre arrangement, sous la mediation de la Grande-Brétagne, et toujours conformément au sens précis de l'article huitième du traité d'Utrecht, conclu sous la garantie de cette puissance.

Forteresses etc.

Art. III. Les forteresses, les magasins, et tout le matériel militaire seront remis à S. M. T.—C. d'après l'inventaire mentionné dans l'article 5. de la capitulation de la Guyane françoise en 1809.

Ordres p. la remise.

Art. IV. En conséquence des articles ci-dessus, les ordres nécessaires pour effectuer la remise de la Guyane, lesquels ordres se trouvent entre les mains du soussigné plénipotentiaire de S. M. T.—F., seront

immédiatement après la signature de la présente convention, remis au gouvernement françois avec une lettre officielle du même plénipotentiaire, à laquelle sera jointe copie de la présente convention, et qui sera connoître aux autorités portugaises qu'elles doivent remettre, dans le délai de trois jours, la dite colonie aux commissaires chargés par S. M. T.—C. d'en reprendre possession, lesquels leur présenteront lesdites ordres. 1817

Garnison portugaise ramenée

Art. V. Le gouvernement françois se charge de faire conduire dans les ports de Parà et de Fernanbouc, sur les bâtimens qui auront effectué le transport des troupes françoises à la Guyane, la garnison portugaise de cette colonie, ainsi que les employés civils avec tous les effects.

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Marie de Brito.
Richelieu.

Article séparé.

Convention reservée.

Tous les points sur lesquels il pourroit s'élever des difficultés par suite de la restitution de la Guyane françoise, tels que le payement des dettes, le recouvrement des revenus, et l'extradition réciproque des esclaves, feront l'objet d'une convention particulière entre les gouvernements portugais et françois.

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Marie de Brito.
Richelieu.

47.

1817
23 Sept.

Treaty between His Britannic Majesty and His Catholic Majesty, for preventing Their Subjects from engaging in any illicit Traffic in Slaves. Signed at Madrid the 23d of September 1817. *)

(*D'après l'exemplaire présenté en* 1818 *aux deux Chambres du Parlement* imprimé à Londres fol.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

It having been stated, in the second Additional Article of the Treaty signed at Madrid on the 5th day of July of the year 1815, between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Spain and the Indies, that "His Catholic Majesty concurs, in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty; with respect to the injustice and inhumanity of the Traffic in Slaves, and promises to take into consideration, with the deliberation which the state of His possessions in America demands, the meanas of acting in conformity with those sentiments; and engages, moreover, to prohibit His subjects from carrying on the Slave Trade, for the purpose of supplyng any islands or possessions, excepting those appertaining to Spain; and to prevent, by effectual measures and regulations, the protection of the Spanish flag being

*) Ce traité signé en original en langue Anglaise et Espagnole a déjà été donné Suppl. T. VII. p. 135 mais seulement en traduction française et sans les pièces annexées. je le donne donc ici en entier et en langue originale, en observant que les pièces annexées m'ont paru d'autant moins exiger une traduction, qu'elles conviennent mutatis mutandis presque entiérement avec celles jointes à la convention du 28 Juil. 1817 avec le Portugal placé cidessus, et où l'on en trouve la traduction française; plusieurs de ces articles se trouvent aussi de même dans la convention du 4 Mai 1818 placée ci-dessous.

given to foreigners who may engage in this Traffic, 1817
whether subjects of His Britannic Majesty, or of any other State or Power."

And His Catholic Majesty, confomably to the spirit of this Article, and to the principles of humanity with which He is animated, having never lost sight of an object so interesting to Him, and being desirous of hastening the moment of its attainment, has resolved to co-operate with His Britannic Majesty in the cause of humanity, by adopting, in concert with His said Majesty, efficacious means for bringing about the abolition of the Slave Trade, for effectually suppressing illicit Traffic in Slaves, on the part of Their respective subjects, and for preventing Spanish ships trading in Slaves, conformably to Law and to Treaty, from being molested or subjected to losses from British cruizers: the Two High Contracting Parties have accordingly named as their Plenipotentiaries, viz:

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Sir Henry Wellesley, a Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty; and His Majesty the King of Spain and the Indies, Don Josef Garcia de Leon y Pizarro, Knight Grand Cross of the Royal and distinguished Spanish Order of Charles III., of that of Saint Ferdinand and of Merit, of Naples, of those of Saint Alexander Newsky and of Saint Anne of Russia, and of that of the Red Eagle of Prussia, Counsellor of State, and First Secretary of State and of the General Dispatch; who, having exchanged their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. His Catholic Majesty engages, that the Slave Trade shall be abolished throughout the entire dominions of Spain, on the 30th day of May 1820, and that, from and after that period, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry on the Slave Trade; on any part of the coast of Africa, upon any pretext or in any manner whatever: provided, however, that

1817 a term of five months, from the said date of the 30th of May 1820, shall be allowed for completing the voyages of vessels, which shall have cleared out lawfully previously to the said 30th of May.

Art. II. It is hereby agreed, that from and after the exchange of the ratifications of the present Treaty, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry on the Slave Trade on any part of the coast of Africa to the north of the Equator, upon any pretext or in any manner whatever; provided, however, that a term of six months, from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty, shall be allowed for completing the voyages of vessels which shall have cleared out from Spanish ports for the said coast, previously to the exchange of the said Ratifications.

Art. III. His Britannic Majesty engages to pay, in London, on the 20th of February 1818, the sum of four hundred thousand pounds sterling, to such person as His Catholic Majesty shall appoint to receive the same.

Art. IV. The said sum of four hundred thousand sterling is to be considered as a full compensation for all losses sustained by the subjects of His Catholic Majesty engaged in this Traffic, on account of vessels captured previously to the exchange of the Ratifications of the present Treaty, as also for the losses, which are a necessary consequence of the abolition of the said Traffic.

Art. V. One of the objects of this Treaty, on the part of the two Governments, being mutually to prevent their respective subjects from carrying on an illicit Slave Trade;

The two High Contracting Parties declare, that they consider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects, by any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Spanish ships, upon any part of the coast of Africa north of the Equator, after the exchange of the Ratifications of the present Treaty; provided,

however, that six months shall be allowed for completing the voyages of vessels, conformably to the tenor of the second Article of this Treaty. 1817

3d. Either by Spanish ships, and under the Spanish flag, or for the account of Spanish subjects, by any vessel or under any flag whatsoever, after the 30th of May 1820, when the Traffic in Slaves, on the part of Spain, is to cease entirely; provided always, that five months shall be allowed for the completion of voyages commenced in due time, conformably to the first Article of this Treaty.

4th. Under the British or Spanish flag, for the account of the subjects of any other Government.

5th. By Spanish vessels bound for any port not in the dominions of His Catholic Majesty.

ART. VI. His Catholic Majesty will adopt, in conformity to the spirit of this Treaty, the measures which are best calculated to give full and complete effect to the laudable objects which the High Contracting Parties have in view.

ART. VII. Every Spanish vessel which shall be destined for the Slave Trade, on any part of the coast of Africa where this Traffic still continues to be lawful, must be provided with a Royal passport, conformable to the model annexed to the present Treaty, and which model forms an integral part of the same. This passport must be written in the Spanish language, with an authentic translation in English annexed thereto; and it must be signed by His Catholic Majesty, and countersigned by the Minister of Marine, and also by the Principal Naval Authority of the district, station, or port from whence the vessel clears out, whether in Spain, or in the Colonial Possessions of His Catholic Majesty.

ART. VIII. It is to be understood that this passport, for rendering lawful the voyages of Slave ships, is required only for the continuation of the Traffic to the south of the Line; those passports which are now issued, signed by the First Secretary of State of His Catholic Majesty, and in the form prescribed by the Order of the 16th of December 1816, remaining in full force for all vessels which may have cleared out for the coast of Africa, as well to the north as to the

1817 south of the Line, previously to the exchange of the Ratifications of the present Treaty.

Art. IX. The two High Contracting Parties, for the more complete attainment of the object of preventing all illicit Traffic in Slaves, on the part of their respective subjects, mutually consent, that the ships of war of Their Royal Navies, which shall be provided with special instructions for this purpose, as hereinafter mentioned, may visit such merchant vessels of the two nations as may be suspected, upon reasonable grounds, of having Slaves on board, acquired by an illicit Traffic, and, in the event only of their finding Slaves on board, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial before the tribunals established for this purpose, as shall hereinafter be specified.

Provided always, that the Commanders of the ships of war of the two Royal Navies, who shall be employed on this service, shall adhere strictly to the exact tenor of the instructions which they shall receive for this purpose.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any losses which their respective subjects may incur unjustly, by the arbitrary and illegal detention of their vessels.

It being understood that this indemnity shall invariably be borne by the Government whose cruizer shall have been guilty of the arbitrary detention; provided always, that the visit and detention of Slave ships, specified in this Article, shall only be effected by those British or Spanish vessels, which may form part of the two Royal Navies, and by those only of such vessels which are provided with the special instructions annexed to the present Treaty.

Art. X. No British or Spanish cruizer shall detain any Slave ship, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any ship, whether British or Spanish, the Slaves found on board such vessel must have been brought there for the express purpose of the Traffic; and those on board of Spanish ships must have been taken from that part of the coast of Africa where the Slave Trade

is prohibited, conformably to the tenor of the present Treaty. 1817

ART. XI. All ships of war of the two nations, which shall hereafter be destined to prevent the illicit Traffic in Slaves, shall be furnished by their own Government with a copy of the instructions annexed to the present Treaty, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Spanish and English, and signed for the vessels of each of the two Powers, by the Minister of their respective Marine.

The two High Contracting Parties reserve the faculty of altering the said instructions, in whole or in part, according to circumstances: it being, however, well understood, that the said alterations cannot take place but by the common agreement, and by the consent of the two High Contracting Parties.

ART. XII. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the vessels which may be detained for having been engaged in an illicit Traffic of Slaves, there shall be established, within the space of a year at furthest, from the exchange of the Ratifications of the present Treaty, two mixed Commissions, formed of an equal number of individuals of the two nations, named for this purpose by their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside—one in a possession belonging to His Britannic Majesty — the other within the Territories of His Catholic Majesty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the present Treaty, shall declare, each for this own dominions, in what places the Commissions, shall respectively reside. Each of the two High Contracting Parties reserving to itself the right of changing, at its pleasure, the place of residence of the Commission held within its own dominions; provided, however, that one of the two Commissions shall always be held upon the coast of Africa, and the other in one of the Colonial Possessions of His Catholic Majesty.

These Commissions shall judge the causes submitted to them without appeal, and according to the re-

1817 gulation and instructions annexed to the present Treaty, of which they shall be considered as an integral part.

ART. XIII. The acts or instruments annexed to this Treaty, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of passport for the Spanish merchant ships, destined for the lawful Traffic in Slaves.

No. 2. Instructions for the ships of war of both nations, destined to prevent the illicit Traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commissions, which are to hold their sittings on the coast of Africa, and in one of the Colonial Possessions of His Catholic Majesty,

ART. XIV. The present Treaty, consisting of fourteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications exchanged at Madrid, within the space of two months from this date, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at Madrid, this twenty—third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed: *Signed:*

HENRY WELLESLEY. (L. S.) JOSE PIZARRO. (L. S.)

Form of Passport for Spanish Vessels destined for the lawful Traffic in Slaves.

FERDINAND, by the Grace of God, King of Castille, of Leon, of Aragon, of the two Sicilies, of Jerusalem, of Navarre, of Granadá, of Tholedo, of Valencia, of Gallicia, of Majorca, of Minorca, of Seville, of Sardinia, of Cordova, of Corsica, of Murcia, of Jaen, of the Algarves, of Algeciras, of Gibraltar, of the Canary Islands, of the East and West Indies, Isles, and Terra Firma of the Ocean; Arch Duke of Austria; Duke of Burgundy, of Brabant, and of Milan; Count of Apsburgh, Flanders, Tirol, and Barcelona: Lord of Biscay and of Molina, etc.

Where I have granted permission for the vessel called of tous, and carrying Men and Passengers; Master and Owner, both Spaniards and Subjects of My Crown, to proceed bound to the Ports of and Coast of Africa, from whence she is to return to , the said Master and Owner having previously taken the required oath before the Tribunal of Marine of the proper Naval Division from whence the said vessel sails, and legally proved that no Foreigner has any share in the above vessel and cargo, as appears by the certificate annexed to this passport; which certificate is given by the same Tribunal, in consequence of the steps taken in pursuance of the directions contained in the Ordnance of Matriculation of 1802. 1817

The said Captain, and Owner of the said vessel being under an obligation to enter solely such ports on the Coast of Africa as are to the south of the Line; and to return from thence to any of the ports of My dominions, where alone they shall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to shew that they have, in every respect, complied with the provisions of My Royal Decree of 1817, by which the mode of conveying Slaves from the Coast of Africa to My Colonial Dominions is regulated; and should they fail in any of these conditions, they shall be liable to the penalties denounced by the said Decree against those who shall carry on the Slave Trade in an illicit manner.

I therefore command all General and other Officers commanding My squadrons and ships; the Captain Generals of the departments of Marine, the Military Commandants of the Provinces of the same, their Subalterns, Captains of the Ports, and all other Officers and persons belonging to the Navy; the Viceroys, Captain Generals or Commandants of Kingdoms and Provinces; the Governors, Majors, and Justices of the Towns upon the sea coast of My Dominions of Indies; the Royal Officers or Judges of Entries therein established; and all others of My subjects to whom it belongs, or may belong, not to give her any obstruction, nor to occasion her any inconvenience or detention, but rather to aid her and to furnish her with whatever

1817 she may want for her regular navigation; and of the vassals and subjects of Kings, Princes, and Republics in friendship and alliance with Me; of the Commanders, Governors, or Chiefs of their Provinces, Fortresses, Squadrons, and Vessels, I require that they likewise shall not impede her in her free navigation, entry, departure, or detention in the ports to which, by any accident, she may be carried; but permit her to provide and supply herself therein with whatever she may be in need of, for which purpose I have commanded this passport to be made out, which, being signed for its validity by my Secretary of State for the Dispatch of Marine, shall serve for the time that a voyage, going and returning, may last; after the conclusion of which, it shall be returned to the Commandant of Marine, Governor or other person by whom it may have been issued; adding, for its proper use, the corresponding note.

Given at Madrid, on

I, THE KING.

(Here the Signature of the Secretary of State and of the Dispatch of Marine.)

Note. This passport, No. authorizes any number of Slaves, not exceeding being in the proportion of five Slaves for every two tons (as permitted by the Royal Decree of 1817) excepting always such Slaves employed as sailors or domestics, and children born on board during the voyage; and the same is issued by the undersigned on the day of this date, made out in favour of who has previosly conformed with all the formalities required by the Royal Decree of 1817, and is bound to return it immediately upon his return from the voyage.

Given at on the of of the year

(Here the Signature of the Principal Marine Authority of the Naval Division, Station, Province, or Port from whence the vessel clears out.)

(*Signed*) HENRY WELLESLEY. (L. S.)

(*Signed*) JOSE PIZARRO. (L. S.)

Instructions for the British and Spanish Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves. 1817

Art. I. Every British or Spanish ship of war shall, in conformity with Article IX. of the Treaty of this date, have a right to visit the merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged in the Slave Trade; and should any Slaves be found on board, according to the tenor of the Xth Article of the aforesaid Treaty; — and as to what regards the Spanish vessels, should there be ground to suspect that the said Slaves have been embarked on a part of the coast of Africa where the Traffic is no longer permitted, conformably to the Article I. and II. of the Treaty of this date; in these cases alone, the Commander of the said ship of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment, before that of the two mixed Commissions appointed by the XIIth Article of the Treaty of this date, which shall be the nearest, or which the Commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach from the spot where the Slave ship shall have been detained.

Ships, on board of which no Slaves shall be found, intended for purposes of Traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

Art. II. No Spanish merchantman or Slave ship shall, on any pretence whatever, be detained, which shall be found any where near the land or on the high seas, south of the Equator, during the period for which the Traffic is to remain lawful, according to the stipulations subsisting between the High Contracting Parties, unless after a chace that shall have commenced north of the Equator.

Art. III. Spanish vessels, furnished with a regular passport, having Slaves on board, shipped at those parts of the coast of Africa where the Trade is permitted to Spanish subjects, and which shall afterwards

1817 be found north of the Equator, shall not be detained by the ships of war of the two nations, though furnished with the present instructions, provided the same can account for their course, either in conformity with the practice of the Spanish navigation, by steering some degrees to the northward in search of fair winds, or for other legitimate causes, such as the dangers of the sea, duly proved; provided always, that, with regard to all Slave ships detained to the north of the Equator, after the expiration of the term allowed, the proof of the legality of the voyage is to be furnished by the vessel so detained. On the other hand, with respect to Slave ships detained to the south of the Equator, in conformity with the Stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner stipulated, that the number of Slaves found on board a Slave ship by the cruizers, even should the number not agree with that contained in their passport, shall not be sufficient reason to justify the detention of the ship; but the Captain and the Proprietor shall be denounced in the Spanish Tribunals, in order to their being punished according to the laws of the country.

Art. IV. Every Spanish vessel intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Treaty of this date, shall be commanded by a native Spaniard, and two-thirds, at least, of the crew shall likewise be Spaniards; provided always, that its Spanish or Foreign construction shall, in no wise, affect its nationality, and that the Negro sailors shall always be reckoned as Spaniards, provided they belong, as Slaves, to subjects of the Crown of Spain, or that they have been enfranchised in the dominions of His Catholic Majesty.

Art. V. Whenever a ship of war shall meet a merchantmann liable to be searched, it shall be done in the most mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no case shall the search be made by an officer holding a rank inserior to that of Lieutenant in the Navy of Great Britain, or of Ensign of a ship of the line in the Spanish Navy.

ART. VI. The ships of war which may detain any Slave ship, in pursuance of the principles laid down in the present instructions, shall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part, at least, of the crew of the above-mentioned Slave ship; the Captain shall draw up in writing, an authentic declaration, which shall exhibit the state in which may have taken place in it; he shall deliver to the Captain of the Slave ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention. 1817

The Negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two Mixed Commissions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loss of the proprietors may be more easily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the Negroes, or other causes, required that they should be disembarked entirely, or in part, before the vessel could arrive at the place of residence of one of the said Commissions, the Commander of the capturing ship may take on himself the responsibility af such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form.

ART. VII. No conveyance of Slaves from one port in the Spanish possessions to another shall take place, except in ships provided with passports from the Government on the spot, *ad hoc.*

Done at Madrid the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.
(L. S.) JOSE PIZARRO.

1817 *Regulations for the Mixed Commissions, which are to reside on the Coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty.*

ART. I. The Mixed Commissions to be established by the Treaty of this date, upon the Coast of Africa and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty, are appointed to decide upon the legality of the detention of such Slave vessels as the cruizers of both nations shall detain, in pursuance of this same Treaty. for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The above-mentioned Commissions shall judge, without appeal, according to the letter and spirit of the Treaty of this date.

The Commissions shall give sentence as summarily as possible, and they are required to decide, (as far as they shall find it practicable,) within the space of twenty days, to be dated from that on which every detained vessel shall have been brought into the port where they shall reside; first, upon the legality of the capture; second, in the case in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which she is to receive.

And it is hereby provided, that, in all cases, the final sentence shall not be delayed, on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of two months; except upon the application of any of the parties interested, when, upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expense and risks of the delay, the Commissioners may, at their discretion, grant an additional delay, not exceeding four months..

ART. II. Each of the above-mentioned Mixed Commissions which are to reside on the coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty, shall be composed in the following manner:

The two High Contracting Parties shall each of them name a Commissary Judge, and a Commissioner of Arbitration, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all cases of capture of Slave vessels which, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date, may be laid before them. All the essential parts of the proceedings carried on

before these Mixed Commissions, shall be written down in the legal language of the country in which the Commission may reside. 1817

The Commissary Judges and the Commissioners of Arbitration, shall make oath, in presence of the principal Magistrate of the place in which the Commission may reside, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date.

There shall be attached to each Commission a Secretary or Registrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commission may reside, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath, in presence of at least one of the Commissary Judges, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

Art. III. The form of the process shall be as follows:

The Commissary Judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions on oath of the Captain and of two or three, at least, of the principal individuals on board of the detained vessel, as well as the declaration on oath of the captor, should it appear necessary, in order to be able to judge and to pronounce if the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the Treaty of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commissary Judges not agreeing on the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention, or the indemnification to be allowed, or on any other question which might result from the stipulations of the Treaty of this date, — they shall draw by lot the name of one of the two Commissioners of Arbitration, who, after having considered the documents of the process, shall consult with the abovementioned Commissary Judges on the case in question, and the final sentence shall be pronounced conformably to the opinion of

1817 the majority of the above-mentioned Commissary Judges, and of the above-mentioned Commissioner of Arbitration.

Art. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Spanish Slave ship, shall have been embarked on any point whatever of the coast of Africa where the Slave trade continues to be lawful, such Slave ship shall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves have been brought originally by land from any other part whatever of the Continent.

Art. V. In the authenticated declaration which the captor shall make before the Commission, as well as in the certificate of the papers seized, which shall be delivered to the Captain of the captured vessel at the time of the detention, the above-mentioned captor shall be bound to declare his name, the name of his vessel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention shall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ship at the time of the detention.

Art. VI. As soon as sentence shall have been passed, the detained vessel, if liberated, and what remains of the cargo shall be restored to the proprietors, who may, before the same Commission, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand; the captor himself, and in his default, his Government, shall remain responsible for the above-mentioned damages.

The two High Contracting Parties bind themselves to defray, within the term of a year from the date of the sentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commission, it being understood that these indemnifications shall be at the expense of the Power of which the captor shall be a subject.

Art. VII. In case of the condemnation of a vessel for an unlawful voyage, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce: and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale for the profit of the two Governments: and as to the Slaves, they shall receive from the Mixed Com-

mission a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the Government on whose territory the Commission, which shall have so judged them, shall be established, to be employed as servants or free labourers. Each of the two Governments binds itself te guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it. 1817

ART. VIII. Every claim for compensation of losses occasioned to ships suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the Mixed Commissions, shall be also heard and judged by the above-named Commissions, in the form provided by the Third Article of the present Regulation. And in all cases wherein restitution shall be so decreed, the Commission shall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attornies, for his or their use, a just and complete indemnification, for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention; that is to say, in case of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified, first for the ship, her tackle, apparel, and stores; secondly for all freight due and payable; thirdly, for the value of the cargo of merchandize, if any; fourthly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of such Slaves at the place of destination, deducting therefrom the usual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting also for all charges and expences payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale; and fifthly, for all other regular charges in such cases of total loss: and in all other cases not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified; first, for all special damages and expenses occasioned to the ship by the detention, and for loss of freight when due or payable: secondly, a demurrage, when due, according to the schedule annexed to the present Article; thirdly, a daily allowance for the subsistence of Slaves, of one shilling or four reals and half de Vn. for each person, without distinction of sex or age, for so many days as it shall appear to the Commission that the voyage has been or may be delayed by reason of such detention; as likewise; fourthly, for any deterioration of cargo or Slaves;

1817 fifthly, for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from lickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss; sixthly, an allowance of five per cent, on the amount of the capital employed in the purchase and maintenance of cargo, for the period of delay occasioned by the detention; and seventhly, for all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall likewise by entitled to interest, at the rate of five per cent per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs: the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of award, excepting the sum for the subsistence of Slaves, which shall be paid at par, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the Treaty of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Commissary Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the Captain of the detained ship; in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to 120 inclusive,	L.	5	per diem.
121 ditto — 150 ditto,		6	
151 ditto — 170 ditto,		8	
171 ditto — 200 ditto,		10	
201 ditto — 220 ditto,		11	
221 ditto — 250 ditto,		12	
251 ditto — 270 ditto,		14	
271 ditto — 300 ditto,		15	

and so on in proportion.

ART. IX. When the Proprietor of a ship, suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, released in consequence of a sentence of one of the Mixed Commissions, (or in the case, as above-mentioned, of total loss) shall claim indemnification for the loss of Slaves which he may have suffered, he shall in no case be entitled to claim for more than the number of Slaves which his vessel, by the Spanish laws, was authorised to carry, which number shall always be stated in his Passport. 1817

ART. X. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretary of the Mixed Commissions shall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present Regulation.

ART. XI. When the parties interested shall imagine they have cause to complain of any evident injustice on the part of the Mixed Commissions, they may represent it to their respective Governments, who reserve to themselves the right of mutual correspondence for the purpose of removing, when they think fit, the individuals who may compose these Commissions.

ART. XII. In case of a vessel being improperly detained, under pretence of the stipulations of the Treaty of this date, and the captor not being enabled to justify himself, either by the tenour of the said Treaty, or of the Instructions annexed to it, the Government to which the detained vessel may belong, shall be entitled to demand reparation; and, in such case, the Government to which the captor may belong, binds itself to cause enquiry to be made into the subject of the complaint, and to inflict upon the captor, if he be found to have deserved it, a punishment proportioned to the transgression which may have been committed.

ART. XIII. The two High Contracting Parties have agreed, that, in the event of the death of one or more of the Commissary Judges, or the Commissioners of Arbitration, composing the above-mentioned Mixed Commissions, their posts shall be supplied, *ad interim*, in the following manner:

1817 On the part of the British Government the vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall sit within the possessions of His Britannic Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor resident in that colony, by the Principal Magistrate of the same, and by the Secretary; and in that which shall sit within the possessions of His Catholic Majesty, it is agreed, that, in case of the death of the British Judge or Arbitrator there, the remaining individuals of the said Commission shall proceed equally to the judgment of such Slave ships as may be brought before them, and to the execution of their sentence. In this case alone, however, the parties interested shall have the right of appealing from the sentence, if they think fit, to the Commission resident upon the Coast of Africa; and the Government to which the captor shall belong, shall be bound fully to make good the compensation which shall be due to them, in case the appeal be decided in favour of the claimants; but the vessel and cargo shall remain, during such appeal, in the place of residence of the first Commission before which they shall have been carried.

On the part of Spain, the vacancies shall be supplied, in the possession of His Catholic Majesty, by such persons of trust as the principal authority of the country shall appoint; and upon the coast of Africa, in case of the death of any Spanish Judge or Arbitrator, the Commission shall proceed to judgment in the same manner as above specified for the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty, in the event of the death of the British Judge or Arbitrator; an appeal being, in this case likewise, allowed, to the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty; and, in general, all the provisions of the former case being to be applied to the present.

The High Contracting Parties have agreed to supply, as soon as possible, the vacancies that may arise in the above-mentioned Commissions, from death or any other cause; and in case that the vacancy of any of the Spanish Commissioners in the British possessions, or of the British Commissioners in the Spanish possession, be not supplied at the end of the term of seven months for America, and of twelve for Africa, the vessels which shall be brought to the said possessions

respectively, shall cease to have the right of appeal above stipulated. 1817

Done at Madrid, the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.
(L. S.) JOSE PIZARRO.

48.

Traité entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, afin d'empêcher tout Commerce d'Esclaves de la part de leurs Sujets respectifs. Signé à la Haye le 4 May 1818.

(*D'après l'exemplaire présenté en Anglais et Français aux deux chambres du Parlement* 1818, imprimé à Londres fol.

Au nom de la très-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, animées d'un désir mutuel d'adopter les mesures les plus efficaces pour empêcher le Commerce des Esclaves par leurs sujêts, et prevenir que d'autres nations qui s'y trouvent engagées ne se servent de leurs pavillons respectifs pour protéger cet odieux trafic; Leurs dites Majestés ont résolu de procéder à la conclusion d'un Traité pour atteindre ce double but et ont nommé à cette fin leurs Plénipotentiaires, *ad hoc*, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Anne, Willem, Carel, Baron de Nagell d'Ampsen, Membre du Corps des Nobles de la Province de Gueldre, Grand-Croix des Ordres du Lion Belgique et de Charles III., Son Chambellan et Ministre d'Etat ayant Département des Affaires Etrangères; et le Sieur Cornelis Felix van

1818 Maanen, Commandeur de l'ordre du Lion Belgique, Son Ministre d'Etat ayant le Département de la Justice; et Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le très Honorable Richard Comte de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally, du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Conseiller en Son Conseil Privé de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Membre du Comité du Premier pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de Milice du Comté de Galway, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, Son Ambassadeur Extraordinaire Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg; les quels après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Les lois du Royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande assujetissant déjà à de très graves peines, les sujéts de Sa Majesté Britannique, qui font la traite des Nègres ou qui y seront concernés d'une manière quelconque, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, se référant à l'Article VIII. de la Convention conclue avec Sa Majesté Britannique le 13 Août 1814, s'engage en conséquence à défendre dans le terme de huit mois après la Ratification des présentes, ou plutôt si faire se pourra, à tous ses sujéts, de la manière la plus efficace, et spécialement par les loix pénales les plus formelles, de prendre aucune part quelconque à la traite des Nègres; au cas que les mesures représsives contre la traite des Nègres, déjà prises par le Gouvernement de la Grande-Brétagne, et à prendre par celui des Pays-Bas fussent trouvées inefficaces ou insuffisantes, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à y pourvoir par de novelles mesures legislatives ou réglémentaires les plus propres à atteindre le but, qu'Elles se proposent par le présent Traité.

Art. II. Afin d'atteindre plus complettement le qut de prévenir tout commerce d'Esclaves de la part de leurs sujéts respectifs, les deux Hautes Parties Contractantes consentent mutuellement à ce que les vaisseaux de leurs Marines Royales qui seront munis d'Instructions spéciales à cet effet, telles qu'on les trouve mentionnées ci-après, pourront visiter tels navires

marchands des deux nations, qui sur des présomptions raisonnables, seraient suspects d'avoir des Esclaves à bord, destinés pour un commerce illicite, et dans le cas seulement qu'ils trouveraient de pareils Esclaves à bord, ils pourront arrêter et améner les navires, afin d'être mis en jugement par devant les Tribunaux établis pour cet objet, ainsi qu'il sera spécifié plus bas. 1818

Art. III. Afin d'expliquer le mode d'exécution de l'Article précédent, il est convenu;

1. Que ce droit réciproque de visitation et d'arrestation ne saurait être exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers Européennes, situées hors du détroit de Gibraltar au nord de la 37 paralelle de latitude septentrionale et à l'est du méridien de longitude, au 20eme dégré à l'ouest de Greenwich.

2. Que les noms des différens vaisseaux, munis de pareilles Instructions, leurs forces respectives et les noms des Commandans seront communiqués de tems en tems et à mesure de la délivrance d'icelles, par la puissance, pui en fait l'expedition à l'autre Haute Partie Contractante.

3. Que le nombre des vaisseaux de chacune des Marines Royales autorisés à exécuter la visitation susdite ne pourra excèder le nombre de douze, appartenant à chacune des Hautes Parties Contractantes, sans le consentement exprès de l'autre puissance, préalablement obtenu.

4. Pour le cas, où il serait jugé nécessaire, qu'un vaisseau de la Marine Royale de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties Contractantes, à ce autorisé procedât à visiter un ou plusieurs navires marchands sous le pavillon, et sous le Convoi d'un ou de plusieurs vaisseaux de la Marine Royale de l'autre Haute Partie Contractante, l'Officier Commandant du vaisseau duëment autorisé et commissionné à faire pareille visitation, y procédera conjointement avec l'Officier, qui commande le convoi, lequel accordera toute facilité à pareille visite et à la détention eventuelle des vaisseaux marchands ainsi visités, et contribuera de tout son pouvoir à l'exécution de la présente Convention, conformément à son intention et son motif.

5. Il est aussi convenu, que les Commandans des vaisseaux des deux Marines Royales qui seront employés à ce service devront s'en tenir strictement à

1818 l'exacte teneur des Instructions, qu'ils recevront à cet effet.

Art. IV. Les deux Articles précédens étant entièrement réciproques, les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à indemniser leurs sujets respectifs de toutes les pertes, qu'ils pourront essuyer injustement par la détention illégale et arbitraire de leurs vaisseaux; il est entendu que cette indemnisation sera invariablement à la charge du Gouvernement dont les croiseurs se seront rendus coupables de la détention arbitraire, et que la visitation et la détention des navires désignés dans ces articles ne sauraient être effectuées que par ceux d'entre les vaisseaux des Pays-Bas et Britanniques, qui non seulement font partie des deux Marines Royales, mais qui seront munis des instructions spéciales annexées au présent Traité et en se conformant aux dispositions d'icelles.

Art. V. Nul croiseur des Pays-Bas ou Britannique ne pourra détenir un Navire quelconque, s'il n'a pas actuellement des Esclaves à bord, et afin de rendre légale la détention d'un bâtiment soit des Pays-Bas ou Britanniques les Esclaves trouvés à bord d'un pareil navire doivent y avoir été conduits dans le dessein exprès d'en faire trafic.

Art. VI. Les vaisseaux de la Marine Royale des deux nations, qui par la suite seront destinés à prévenir le commerce des esclaves, seront munis par leur Gouvernement respectif d'une copie des instructions annexées au présent Traité et duquel elles seront considérées comme faisant partie intégrante.

Ces instructions seront en Hollandais et en Anglais et signées pour les vaisseaux de chacune des deux Puissances, par les Ministres de leur Marine respective.

Les deux Hautes Parties Contractantes se reservent la faculté d'altérer les dites instructions, soit en tout, soit en partie, d'après les circonstances. Bien entendu cependant, que les dites altérations ne pourront se faire que d'un accord mutuel et du consentement des deux Parties Contractantes.

Art. VII. Afin d'amener en jugement avec le moins de delai et d'inconveniens les navires qui seront détenus pour être engagés dans le commerce des esclaves, aux termes de l'article 5. du présent Traité, il sera établi, dans

l'espace d'un an au plus tard, à dater de l'échange des ratifications du présent Traité deux Cours de Justice mixtes, composées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par leurs Souverains respectifs. 1818

Ces Cours résideront, l'une dans une possession appartenant à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et l'autre sur le territoire de Sa Majesté Britannique: les deux Gouvernemens, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité déclareront, chacun pour ses propres domaines, en quels endroits les Cours résideront. Chacune des deux Hautes Parties Contractantes se reservent de changer, selon que bon lui semblera, le lieu de la résidence de la Cour établie dans ses propres domaines. Pourvu neanmoins que l'une des deux Cours soit toujours tenue dans une des possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et l'autre sur la côte d'Afrique.

Ces Cours jugeront sans appel les causes qui leur seront soumises aux termes du présent Traité et conformément aux règlements et instructions y annexées, du quel ils seront considerés comme partie intégrante.

Art. VIII. Dans le cas ou les Officiers Commandans des vaisseaux des Marines Royales des Pays-Bas Britannique commissionnés aux termes de l'article second s'écarteraient des dispositions du présent Traité de quelque manière que ce fut, et qu'ils ne seraient pas en état de se justifier, soit par la teneur du Traité même, soit par celle des instructions y annexées, le Gouvernement qui se croira lésé par une telle conduite aura droit de demander réparation et en tel cas le Gouvernement au quel les dits Officiers Commandans appartiendront, s'oblige à faire instituer des enquêtes au sujet de la plainte et à infliger, lors qu'elle serait trouvée fondée, une punition proportionnée à la transgression commise.

Art. IX. Les Actes ou Instrumens annexés au présent Traité. et qui en forment partie intégrante, sont les suivans.

A. Les instructions pour les vaisseaux des Marines Royales des deux nations, destinés à prévenir le commerce des esclaves.

1818 *B.* Les Règlemens pour les Cours de Justice mixtes, qui siègeront dans une des possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique.

Art. X. Le présent Traité consistant en dix Articles sera ratifié et les Ratifications échangées dans l'espace d'un mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signés et y ont apposés le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le quatre Mai, de l'an de grâce mil huit cent dixhuit.

Signé: Clancarty. (L. S.)
A. W. C. de Nagell. (L. S.)
van Maanen. (L. S.)

Annexes.

Instructions pour les Vaisseaux des Marines Royales des Pays-Bas et de la Grande-Brétagne employés à prévenir le Trafic d'Esclaves. *)

Art. I. Tout vaisseau des Marines Royales des Pays-Bas ou Britannique qui, muni des présentes instructions aura, en conformité de l'Article second du Traité de ce jour le droit de visiter les navires marchands de chacune des deux Puissances actuellement engagés, ou suspects d'être engagés dans le commerce des esclaves, y pourra procéder hormis dans les mers exceptés par l'Article trois du dit Traité, et s'il se trouvent des esclaves à bord dans le dessein exprès d'en faire le trafic, le Commandant du dit vaisseau de la Marine Royale aura le pouvoir de les détenir et en cas de détention d'un navire il le conduira afin d'être mis en jugement aussitôt que possible devant celle des deux Cours établies par l'article sept du Traité de ce jour, qui se trouvera la plus proche, ou que lui, Commandant du vaisseau capteur, jugera, sous sa responsabilité personnelle, pouvoir le plutôt atteindre à partir du point, sur le quel le navire marchand aura été visité et détenu.

*) Ces trois articles conviennent *mutatis mutandis* avec les art. 1. 7 et 8. des instructions arrêtés entre la Gr. Brétagne et le Portugal, ci-dessus.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point 1818
d'esclaves destinés à des objets de commerce ne seront détenus sous aucune raison ou prétexte quelconques.

Des domestiques ou matelôts Nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être estimés une cause suffisante de détention.

Art. II. Toutes les fois qu'un vaisseau des Marines Royales à ce commissionné, rencontrera un navire marchand, sujet à la visite, celle ci se sera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions, que se doivent réciproquement deux nations amiés et Alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un Officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la Marine des Pays-Bas et de la Grande-Brétagne.

Art. III. Les vaisseaux des Marines Royales ainsi commissionnés, qui viendront à détenir un navire marchand, d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière sans y toucher aussi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique, qui articulera l'état, dans le quel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être survenus.

Il délivrera au Patron du navire détenu un certificat signé, des papiers saisis à bord du dit navire, aussi bien que du nombre d'esclaves trouvés à son bord, au moment de la détention.

Les Nègres, ne seront point débarqués, avant que les navires qui les contiennent ne soyent arrivés au lieu, où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas ou ils ne seraient point adjugés prises légales, la perte des propriétaires puisse d'autant plus aisément être reparée.

Si néanmoins des motifs urgens tirés de la longueur du voyage, de l'état sanitaire des Nègres ou d'autres causes requéraient qu'ils fussent débarqués en totalité ou en partie, avant que le navire pût arriver au lieu de la résidence de l'une des dites Cours, le Commandant du vaisseau capteur peut prendre sur foi la responsabilité d'un semblable débarquement, pourvû que la nécessité en soit constatée par un certificat en due forme.

1818 *Règlement pour les Cours de Justice Mixtes qui résideront dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique.*

Art. I. Les Cours de Justice Mixtes, à établir d'après le Traité de ce jour dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et sur la côte d'Afrique sont constituées à l'effet de décider de la légalité de la détention des navires, que les croiseurs des deux Nations viendront à arrêter, en vertu du dit Traité.

Les Cours susmentionnées décideront définitivement et sans appel conformément aux stipulations du Traité.

La procédure aura lieu aussi sommairement que possible, et les Cours sont réquises de prononcer, (pour autant qu'elles le trouveront practicable,) dans l'espace de vingt Jours, à dater de celui, auquel le navire détenu aura été conduit dans les ports, où les Cours résident. Elles jugeront en premier lieu de la légalité de la capture, et en second lieu (dans le cas où le navire capturé viendra à être absous,) de l'indemnisation à donner au navire capturé.

Et il est statué par les présentes que dans tous les cas, la Sentence définitive ne pourra être différé pour cause d'absence des témoins, ou par défaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins, que ce ne soit à la demande d'une des parties interessées, en quel cas et moyennant qu'elles fournissent sûreté suffisante, qu'elles se chargeront elles mêmes de frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionel, qui n'excédera pas quatre mois.

Art. II. Chacune des Cours mixtes susmentionnées, qui résideront dans une des possessions coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique sera composée de la manière suivante.

Les deux Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Juge et un arbitre, qui seront autorisés à prendre connaissance et à décider sans appel de tous les cas de capture de navire, qui, en suite des stipulations du Traité de ce jour viendront à être portés devant eux.

Toutes les parties essentielles des procédures portées par devant les dites Cours mixtes seront couchées par écrit dans la langue légale du pays, ou les Cours résideront. 1818

Les Juges et les Arbitres prêteront serment en mains du principal Magistrat de l'endroit, où les Cours résideront; de juger loyalement et fidellement de n'accorder aucune préférence, soit aux Reclamans soit aux capteurs, et de se conduire dans toutes leurs décisions, conformément aux stipulations du Traité de ce jour.

A chaque cour sera attaché un Sécrétaire ou Greffier établi par le Souverain du pays, où la Commission résidera, le quel enregistrera tous les actes de celle-ci et qui avant de prendre possession de sa charge prêtera serment par devant la Cour, de se conduire respectueusement à son égard et d'en agir avec fidélité dans toutes les affaires du ressort de sa charge.

Art. III. La manière de procéder sera comme suit:

Les Juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les depositions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus au moins, du navire amèné, aussi bien que la déclaration assermentée du capteur, si elle paraissait nécessaire; afin d'être en état de juger et de prononcer, si le navire a été détenu justement ou non conformément aux stipulations du Traité et afin, qu'en vertu de ce jugement, le navire puisse être condamné ou absous Et dans le cas ou les deux Juges ne s'accorderaient pas sur la sentence à prononcer pas eux, soit quant à la légalité de la détention, soit quant à l'indemnisation à allouer ou sur toute autre question qui pourrait résulter des stipulations du Traité, ils tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres, le quel, après avoir examiné les documens du procès, deliberera avec les Juges susmentionnés, sur le cas existant et la sentence finale sera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des Juges et de l'arbitre susmentionné.

Art. IV. Dans les déclarations authentiques que le capteur sera tenu de faire par devant la Cour ainsi que dans le certificat des papiers saisis, qui sera delivré au Capitaine du navire capturé, lors de sa détention, le susdit capteur sera tenu de déclarer son

1818 nom et celui de son vaisseau, aussi bien que la latitude et la longitude, de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des Esclaves trouvé à bord du navire capturé au moment de sa détention.

Art. V. Aussitôt après que la sentence aura été prononcée le navire détenu s'il est libéré, et sa cargaison dans l'état où elle se trouvera alors, seront restitués au patron, ou à celui qui le represente, le quel pourra réclamer, par devant la même Cour, une évaluation des dommages, qu'il pourrait avoir droit de demander: le capteur lui même, et à son défaut, son Gouvernement restera responsable des dits dommages.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'obligent à payer dans l'espace d'une année après la date de la sentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la Cour susnommée: il est entendu, que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puissance dont le capteur sera sujêt.

Art. VI. En cas de condemnation d'une navire, il sera déclaré prise légitime, aussi bien que sa charge, de quelque description qu'elle puisse être, à l'exception des Esclaves, qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire, aussi bien que sa charge, sera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux esclaves, ils recevront de la Cour mixte un certificat d'émancipation, et seront remis au Gouvernement sur le territoire du quel la Cour, qui aura jugé, sera établie, aux fins d'être employés comme domestiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion de ces individus, qui viendra a y être respectivement consignée.

Art. VII. Les Cours mixtes connoitront et jugeront également et en la forme voulue par l'Article trois du présent règlement de toute réclamation pour compensation, de pertes occasionnées à des navires detenus sur soupçon de faire le commerce des esclaves, mais non condamnés comme prises legales par les dites Cours: Dans tous les cas ou la restitution aura été prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou des eéclamans, ou leurs ayant causes legaux, une indemnisation juste et complette de tous les fraix de procédure et de toutes les pertes et dommages que le,

ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention: Les Cours observeront, 1818

1. Qu'en cas de perte totale le ou les réclamans seront indemnisés,
   a. Pour le navire, ses agrets, apparaux, et munitions.
   b. Pour tout Frêt dû et à payer.
   c. Pour la valeur de la cargaison et des marchandises, s'il y en a, déduction fait des charges et dépenses payables pour la vente de pareilles cargaisons, y compris la commission de vente.
   d. Pour toutes autres charges usitées en cas de perte totale, et
2. Que dans tous les autres cas de pelle, non totale, le ou les réclamans seront indemnisés.
   a. De tout dommage et dépens particuliers, occasionnés au navire par la perte de fret, dû ou à payer.
   b. Pour starie l'indemnisation due de ce chef sera reglée d'après la cédule annexée au présent Article
   c. De toute détérioration de le cargaison.
   d. Il leur sera alloué également cinq pour Cent. du montant du capital employé à l'achat de la cargaison pour tout le tems du délai occasionné par la détention; et
   e. Un dédommagement pour toute prime d'assurance sur les risques additionnels.

Dans tous les cas les ou les réclamans auront de plus droit aux intérêts sur le pied de cinq pour Cent. par an, de la somme adjugée, jusqu'à sont payement par le Gouvernement, au quel le vaisseau capteur appartient; le montant entier de cette indemnisation sera calculé en monnaye du pays, au quel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'epoque de l'adjugement.

Les deux Hautes Parties Contractantes désirant toute fois éviter autant que possible, tout espèce de fraude, dans l'exécution du traité de ce jour, sont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des Juges des deux nations, et sans avoir recours à la décision d'un Arbitre, que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et

1818 répréhensible de la part du capitaine du navire capturé; en ce cas seulement, le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de sa détention, la starie stipulée par le présent Article.

Cedule de Starie ou Jour de Planche pour un Navire de

100 tonneaux	jusqu'à	120	inclusivement,	L. 5	par jour
121 do	—	—	150 do,	6	
151 do	—	—	170 do,	8	
171 do	—	—	200 do,	10	
201 do	—	—	220 do,	11	
221 do	—	—	250 do,	12	
251 do	—	—	270 do,	14	
271 do	—	—	300 do,	15	

et ainsi de suite en proportion.

Art. VIII. Il ne sera licite, ni aux Juges, ni aux Arbitres, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées dans les sentences qu'ils prononceront, aucun émolument, sous quelque prétexte que ce puisse être, pour l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent règlement.

Art. IX. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues qu'en cas de décés ou d'empêchement légal, d'un ou de plusieurs des Juges ou des Arbitres composant les Cours mixtes susmentionnées, leurs postes seront remplis, *ad interim*, de la manière suivante.

Dans la Cour qui siègera dans les possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas les places vacantes, qui dépendent de Sa dite Majesté, seront desservies successivement par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le principal Magistrat et Sécrétaire d'icelles.

Quant à la cour séant dans les possessions de Sa Majesté Britannique sur la côte d'Afrique, il est convenu qu'en cas de décès ou empêchement légal, du Juge ou Arbitre des Pays-Bas en cet endroit, les individus survivans de la Cour procéderont au jugement des navires qui pourraient être traduits par devant eux et à la mise à exécution de leur sentence.

Les places vacantes de la Cour qui sera établie sur la côte d'Afrique, et qui dépendent de Sa Majesté

Britannique, seront desservies par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le Magistrat principal et le Sécrétaire du Gouvernement; en cas de décès ou d'empêchement légal d'un Juge ou Arbitre Britannique appartenant à la Cour établie dans une Colonie des Pays-Bas, les individus survivans se règleront d'après ce qui a été déterminée ci-dessus pour la Cour séant dans les possessions de Sa Majesté Britannique, en cas de décès ou empêchement légal d'un Juge ou Arbitre des Pays-Bas. 1818

Les Hautes Parties Contractantes sont convenues également que le Gouverneur ou Vice-Gouverneur des Colonies ou se tiendront les séances des Cours mixtes, en cas de vacature d'une place de Juge ou Arbitre de l'autre Haute Partie Contractante; préviendra sans délai le Gouverneur ou Vice-Gouverneur de la Colonie la plus voisine, appartenant à la dite Haute Partie Contractante, afin que l'on puisse y suppléer au plutôt; et chacune des Puissances Contractantes s'engage à remplir définitivement aussitôt que possible les vacatures qui pourraient subvenir dans les Cours, soit par décès ou par autres causes quelconques.

49.

Termes de la capitulation accordée au gouverneur de Pensacola, lors de l'occupation d'une partie de la Floride occidentale par les troupes des Etats-Unis d'Amérique 1818. 28 Mai.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 223. 224.)

Propositions que le Commandant civil et militaire de la province de Floride occidentale fait à S. Exc. Andreu Jackson, général en chef de l'armée Américaine devant le fort San Carlos, Barancas.

Art. I. Le fort du Barancas sera remis entre les mains des troupes des Etats-Unis aux conditions suivantes:

1818 *Approuvé.* Avec les exceptions faites à côté de chaque article, et à condition que le fort sera rémis à une heure après-midi aujourd'hui.

Art. II. La garnison du fort du Barancas en sortira pour être transportée à la Havanne, le jour et à l'heure convenus, avec tous les honneurs de la guerre, tambours battant, et avec armes et bagages. Les employés des finances royales et du département qui y est joint, seront aussi transportés à la même destination.

Réponse. On fournira un état de tout les officiers militaires et civils de la garnison du fort Barancas. Les troupes sortiront comme il est dit dans l'article; leurs armes seront déposées au pied du glacis, et resteront au pouvoir de l'armée américaine jusqu'au jour de l'embarquement, jour auquel elles seront rendues.

Art. III. Le commandant de la province et les officiers de son état-major, de l'artillerie, du génie, les officiers et soldats emporteront avec eux leurs armes et effets personnels, et auront aussi la liberté de disposer de leurs propriétés de toute espèce, avec une parfaite sûreté pour les acquéreurs.

Réponse. Tous les titres de propriété légalement dérivés de la couronne d'Espagne seront respectés.

Art. IV. La garnison sera embarquée aux frais des États-Unis. Chaque individu, soit militaire, soit appartenant aux finances royales, recevra pendant la traversée, les rations accordées à son grade par les règlemens espagnols.

Approuvé. En ce qui regarde le transport de la garnison et les rations espagnoles, pourvu qu'elles n'excedent point la ration américaine, auquel cas la ration américaine seule seroit accordée.

Art. V. Un nombre suffisant de bâtimens sera fourni pour embarquer les effets personnels, papiers, et autres propriétés appartenant au commandant, aux officiers, et aux personnes employées par le roi, et particulièrement les papiers du bureau du secrétaire du gouvernement existant à Pensacola, ceux du département des finances royales, et des emplois civils et militaires. Ces papiers ne seront sujets à aucune inspection ou reconnoissance sous la déclaration qu'ils

ne contiennent rien d'étranger aux fonctions desdites personnes. 1818

Approuvé. On fera l'estime de ce qui sera nécessaire pour le transport selon l'usage établi.

L'article VII. stipule que la garnison de Pensacola et les prisonniers jouiront du même privilège que la garnison du Barancas, et seront conduits à la Havanne.

Les articles VIII. et IX. sont rélatifs à l'approvisionnement des troupes espagnoles, de leurs familles, jusqu'à leur arrivée à la Havanne; le remboursement de ces fournitures sera ensuite réglé entre l'Espagne et les Etats-Unis.

L'article X. stipule la remise des munitions militaires etc., au général américain.

Art. XI. Les personnes et les propriétés seront réspectées, les concessions et ventes de terre faites par les autorités compétentes seront valides et garanties par le gouvernement américain, à quelque époque qu'elles puissent avoir été faites jusqu'à la date du présent.

Réponse. Tous les titres légalement dérivés de la couronne d'Espagne, antérieurs à cette date, seront garantis et respectés.

L'article XII. est rélatif à un inventaire fait en double du nombre de l'état des bâtimens royaux.

Art. XIII. Les officiers militaires et ceux qui appartiennent aux divers départemens, pourront embarquer avec eux leurs femmes, leurs enfans et leurs esclaves; dans ce nombre sont comprises les familles de ceux qui peuvent être absens. Ceux qui ont des propriétés à vendre, ou des affaires à arranger, pourront rester le tems nécessaire pour cet objet. Les autorités américaines leur donneront toute protection pendant leur résidence, et ils jouiront du même privilège que le reste de la garnison; leur embarquement pour la Havanne aura lieu aux frais des Etats-Unis.

Inadmissible en ce qui regarde le transport des familles des officiers absens, et des domestiques non immédiatement attachés aux officiers et à leurs familles. Les individus disposés à rester dans les Florides seront respectés et protégés dans tous leurs droits civils

1818 et personnels; et s'ils ne profitent pas du transport accordé présentement, ils seront obligés de partir à leurs frais.

L'article XIV. stipule qu'un inventaire sera dressé par le garde-magasin-général des petits vaisseaux et barques qui lui sont confiés.

Art. XV. Les officiers et les soldats de cette garnison, avec leurs équipages seront transportés à Pensacola, où ils resteront comme il a été déjà dit, jusqu'à leur embarquement pour la Havanne. *Approuvé.*

Art. XVII. Le chef d'Alabanca et sa famille, en ce moment dans le fort, et dont il a été fait mention au major Young, sera compris dans cette capitulation et transporté à la Havanne.

Approuvé. Son nom sera inséré dans un article, et le gouvernement espagnol garantira qu'il ne retournera jamais dans les Florides.

Art. XVIII. La religion catholique, ses ministres et son libre exercice seront maintenus.

Approuvé. Une libre tolérance est garantie à toutes les religions.

Art. XIX. La capitulation est faite dans la confiance que le général des troupes américaines exécutera son offre de rendre la province intégralement dans le même état où il la reçoit, ainsi qu'il est dit dans sa lettre officielle.

Approuvé. Et la restitution sera faite aux conditions exposées dans la communication du général Jackson au gouverneur de Pensacola, le 23 Mai 1818.

Art. XX. Si quelque doute s'élevoit sur la signification d'aucun des articles de cette capitulation, ils seront expliqués de la manière la plus favorable à la garnison espagnole.

Réponse. Les articles ci-dessus seront interprêtés d'après leur esprit littéral et exprimé.

Art. XXI. La présente capitulation sera signée et échangée entre le général de l'armée américaine et le commandant de cette province aussitôt que possible, et au plus tard à cinq heures de l'après-midi, chacun renvoyant son original respectif. *Approuvé.*

Articles additionnels qui auront la même force que les articles primitifs, et faits par suite de ce qui a été convenu. 1818

ART. I. Le nom demandé du chef de la nation Alabanca est Opayhola. Le commandant de cette province prend, au nom de son gouvernement, l'engagement que le dit chef ne retournera jamais dans les Florides. *Approuvé.*

ART. II. Si des vaisseaux de guerre de S. M. C., destinés pour ce port, arrivoient chargés de provisions ou d'argent, ils seroient librement admis, ainsi que les vaisseaux marchands espagnols, *Approuvé.*

Au fort de San-Carlos, Barancas, 28 Mai 1818, à 5 heures après-midi.

JOSEPH MASOT.
A. JACKSON, *major-général-commandant.*

50.

Traité de commerce entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarc, conclu à Copenhague le 17me Juin 1818. 17 Juin.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten* 1818. p. 185. en fr. et allemand.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarc, ayant également à coeur de resserrer de plus en plus l'amitié qui subsiste entr'Elles, et d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, sont convenues de conclure un traité de commerce fondé sur des bases réciproquement avantageuses.

En conséquence Leurs Majestés ont choisi et nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Guillaume Henri Maximilien, Bourggrave et Comte de Dohna, Conseiller intime d'ambassade, Son Envoyé extraordinaire et Ministre

1818 plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise, Chevalier de l'Ordre de l'aigle rouge de la troisième classe;

Et Sa Majesté le Roi de Danemarc, le Sieur Niels de Rosenkrantz, Son Ministre d'Etat intime et chef du département des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de l'éléphant, Grand-Croix de l'Ordre de Danebrog, de l'Ordre de St. Etiénne de Hongrie, des Ordres de l'aigle noir et rouge etc. lesquels, après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Amitié.

Art. I. Il y aura une paix inviolable et une amitié sincère et parfaite entre Sa Majesté le Roi de Prusse, Ses heritiers, successeurs et sujets d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemarc d'autre part, sans exception de personnes ou de lieux.

Traitement des sujets reciproques.

Art. II. Les sujets Prussiens en Danemarc et les sujets Danois en Prusse seront constamment regardés et traités comme les individus des nations les plus favorisées, conformément aux traités de commerce subsistant entre les hautes parties contractantes et d'autres Puissances. Leurs Majestés S'engagent en outre à accorder à leurs sujets respectifs toutes les facilités et assistances et tous les avantages de commerce, qui peuvent naturellement émaner d'une telle préférence; bien entendu cependant que les sujets Prussiens ou Danois se soumettent dans leur commerce ou trafic aux ordonnances et lois du pays.

Douânes et droits de port.

Art. III. Les avantages de nations les plus favorisées accordés selon l'article précédent aux sujets respectifs, s'étendent de même aux marchandises et aux vaisseaux des sujets des deux hautes Puissances contractantes. Pour favoriser le commerce autant que possible, l'on convient que les vaisseaux Danois jouiront dans les ports des Etats de Sa Majesté Prussienne des mêmes prérogatives, dont jouissent les bâtimens nationaux; et que ce même avantage sera accordé aux vaisseaux Prussiens dans les ports des Etats de Sa Majesté le Roi de Danemarc, à l'exception des îles de de Faroé et d'Islande, de la Groenlande et des colonies Danoises.

Les navires Prussiens ne payeront point dans les ports Danois les 50 pour cent en sus du tarif ordinaire.

Les payemens de droits de port, de droits d'entrée et de sortie ou de la douane sur les marchandises, ainsi que les redevances des navires dans les ports seront les mêmes dans les Etats de Sa Majesté Danoise pour les bâtimens Prussiens que pour les nationaux. Tous ces avantages sont accordés de même aux vaisseaux Danois dans les ports de la Monarchie Prussienne. 1818

Douanes au passage du Sund des deux Belts et du Canal de Holstein.

Art. IV. Les vaisseaux Prussiens payeront les droits du Sund et des deux Belts de la même manière que ces droits sont payés par les bâtimens des nations les plus favorisées en Danemarc. Il en sera de même des marchandises et denrées Prussiennes, qui passent le Sund et les Belts à bord de vaisseaux étrangers et privilégéis.

La douane du Sund sera payée selon le tarif de l'année 1645, ou de telle manière dont par des conventions ultérieures le Danemarc pourra tomber d'accord avec les nations les plus favorisées.

Quant aux marchandises, dont il n'est pas fait mention dans le tarif, les sujets Prussiens ne payeront qu'un pour cent, comme cela se fait de la part des nations les plus favorisées.

Le payement du Rosenoble et des 24 Shillings, auquel les sujets Prussiens étoient soumis jusqu'ici dans le Sund, tant pour le vaisseau que pour la cargaison, cessera tout à fait.

Les redevances en faveur des préposés de la douane (*Sporteln*) et autres dépenses dans le Sund seront acquittées par les sujets Prussiens sur le même pied, que par les nations les plus favorisées par les stipulations des traités de commerce conclus avec le Danemarc. Ce sera de cette même manière que les sujets Prussiens payeront les impôts pour le passage du canal de Holstein.

Exemption de visitation.

Art. V. On ne visitera point au passage du Sund, ni à celui des Belts et du canal de Holstein, les vaisseaux et marchandises qui appartiennent aux sujets Prussiens; mais l'on sera tenu, quant à l'acquit des droits à payer pour ces mêmes navires et marchandises, d'ajouter foi aux certificats et passeports en bonne forme, que les capitaines de vaisseaux Prussiens seront dans le cas de produire du magistrat ou de la douane de l'endroit d'où ils sont partis, sans exiger aucun

1818 éclaircissement ultérieur sur les marchandises qui formeront la cargaison de ces navires, et en se rapportant, quant à leur poids, mesure, qualité et emballage, à ce qui sera marqué la-dessus dans les dites lettres et passeports; bien entendu cependant, que si l'on s'appercevoit de quelque fraude commise à cet égard, l'on avisera, à la première requisition qui en sera faite, aux moyens d'y remédier et de les prévenir à l'avenir.

Acquit de douane en detail.

ART. VI. La douane du Sund, dans l'acquit du payement des droits, sera obligée de donner chaque fois le détail spécifié des droits perçus sur chaque espèce de marchandises, afin que l'on puisse vérifier et constater de cette façon, si rien n'y aura été exigé de trop, et il ne sera point permis à la dite douane de déroger à cet usage, à moins que les capitaines des navires, pour accélérer leur expédition, ne se contentent eux mêmes d'un acquit en gros des droits payés pour toute leur cargaison.

Expédition des vaisseaux au Sund.

ART. VII. Les vaisseaux Prussiens seront expédiés au Sund sans retard, et la douane royale ne donnera pas la préférence à d'autres vaisseaux, à moins qu'ils ne soient arrivés les premiers.

Le vaisseaux Prussien ne pourront pas payer une seconde fois.

ART. VIII. Les vaisseaux Prussiens, après avoir payé les droits du Sund, soit en sortant de la Baltique, soit en entrant dans cette mer, s'ils étoient obligés par tempête, vent contraire ou autrement de revenir dans le Sund, ne seront pas tenus de payer une seconde fois les mêmes droits.

Navigation sur l'Elbe.

ART. IX. Les vaisseaux Prussiens, qui passeront devant la forteresse de Gluckstadt et autres places que le Danemarc posséde sur l'Elbe, ne seront point visités, ni retenus ou inquiétés, à moins qu'en tems de guerre il n'y ait des soupçons avérés, que ces bâtimens portent de la contrebande militaire à l'ennemi. Les bâtimens Prussiens seront traités sur l'Elbe comme des nationaux.

Refuge des vaisseaux en danger.

ART. X. Les bâtimens Prussiens, qui seront contraints par tempête, vent contraire ou autre accident de mer à se réfugier dans quelque port de la monarchie Danoise, y pourront librement ancrer, séjourner et se radouber sans payer de douane pour leurs marchandises, tant que celles-ci ne seront ni débarquées ni vendues. Il

en sera de même des vaisseaux Danois dans les ports Prussiens. 1818

Art. XI. Aucun navire, ni marchand, ni de guerre, appartenant aux sujets de l'une des deux Puissances contractantes, ne pourra être arrêté, ni les marchandises saisies dans les ports de l'autre. Ce qui toute fois ne s'étendra pas aux saisies ou arrêts de justice, provenant de dettes. Exemption de saisie.

Art. XII. Aucun de ces navires ne sera forcé de servir en guerre, ni à aucun autre transport quelconque, contre son gré. L'Embargo.

Art. XIII. Chacune des deux nations aura le droit d'importer ses propres productions et marchandises, et les productions et marchandises étrangères, à bord de ses propres bâtimens dans les Etats de l'autre Puissance contractante, et de faire un commerce pareil à bord de vaisseaux étrangers. Les sujets respectifs seront cependant toujours obligés de se soumettre aux réglemens et ordonnances par lesquels l'importation de quelque denrée ou marchandise sera, ou tout-à-fait défendue dans l'Etat où le commerce se fait, ou accordée de préférence à une société ou commune. Importation et exportation.

Les sujets respectifs faisant le commerce, se conformeront également aux anciennes lois et usages des villes, dans lesquelles ils font leur trafic et par lesquels une branche du commerce est plus ou moins réservée aux habitans de ces villes, comme c'est le cas à Königsberg, à Elbing et à Danzic, au sujet du trafic avec les denrées Polonoises et Russes.

Art. XIV. Les marchands, capitaines et commandans des vaisseaux, et autres sujets de chacune des deux nations, ne seront pas forcés dans les ports de l'autre de décharger aucune sorte de marchandise dans d'autres vaisseaux, ni de les recevoir à bord de leurs navires, ni d'attendre leur chargement plus longtems qu'il ne leur plaira. Liberté pour le chargement et dechargement.

Art. XV. L'une des deux Puissances contractantes, venant à avoir la guerre, avec une Puissance tierce, elle n'en donnera pas moins de son côté des preuves de la continuation de son amitié à l'autre, sans exiger d'elle aucune prédilection qui soit préjudiciable aux interêts propres et au repos de celle qui est restée neu- Commerce en tems de guerre.

1818 tre, et qui jouira, particulièrement de la part de celle qui est devenu belligerante, d'une reconnoissance pleine et entière de tous les droits que lui assure la neutralité, moyennant qu'elle en observe aussi strictement les obligations.

Navigation des neutres.

Art XVI. En conséquence de l'article précédent tous les vaisseaux des Puissances contractantes pourront naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre.

Marchandises à bord de vaisseaux neutres.

Art. XVII. Les hautes Puissances contractantes ayant résolu de mettre sous une sauvegarde suffisante la liberté du commerce et de la navigation de leurs sujets, dans le cas où l'une d'entre elles seroit en guerre tandis que l'autre resteroit neutre, elles sont convenues, que les effets embarqués sur les vaisseaux neutres, seront libres à l'exception de la contrebande de guerre.

Il sera aussi libre aux sujets neutres de transporter pour leur compte les marchandises du produit, du cru ou de la manufacture des pays en guerre, qui auront été acquises par des sujets de la puissance neutre.

La même liberté s'étendra aux personnes qui sont à bord d'un vaisseau neutre, quand même elles seroient ennemies de l'autre partie, excepté que ce fussent des gens de guerre, actuellement au service de l'ennemi.

Pour obvier à tous les inconvéniens qui peuvent provenir de la mauvaise foi de ceux qui se servent du pavillon d'une nation sans lui appartenir, on convient d'établir pour régle inviolable, qu'un bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pays dont il porte le pavillon, doit avoir à son bord le Capitaine du vaisseau et la moitié de l'équipage des gens du pays, et les papiers et passeports en bonne et due forme, d'après les ordonnances du gouvernement dont il se réclame; mais tout bâtiment qui n'observe pas cette règle, et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet, perdra tous les droits à la protection des Puissances contractantes.

Ports bloqués

Art. XVIII. Le commerce des vaisseaux de la Puissance neutre ne se fera cependant pas dans les ports bloqués. On convient de ne regarder un lieu comme assiégé ou bloqué, à moins qu'il ne soit tellement fermé du côté de la mer par deux vaisseaux, ou du

côté de la terre par une batterie de canons, que son entrée ne peut être hasardée, sans s'exposer au danger évident d'une décharge de canons. 1818

Visitation sur mer.

Art. XIX. Les navires marchands des sujets respectifs, naviguant seuls, et lorsqu'ils seront rencontrés sur les côtes ou en pleine mer par les vaisseaux de guerre ou armateurs particuliers de l'une ou de l'autre des deux Puissances contractantes, engagée dans une guerre avec quelque autre Etat, en subiront la visite. Il sera interdit en ce cas aux Capitaines et conducteurs des dits navires marchands de ne rien jeter de leurs papiers en mer. Les vaisseaux de guerre ou armateurs susdits resteront de leur côté constamment hors de la portée du canon des navires marchands; et pour obvier entièrement à tout désordre et violence, il est convenu que les premiers ne pourront jamais envoyer audela de deux ou trois personnes dans leur chaloupe à bord des derniers, pour faire examiner les passeports et lettres de mer qui constateront la propriété et les chargemens de ces navires; supposé toutefois que de tels navires marchands se trouvassent escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'officier commandant l'escorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être envisagée comme pleinement suffisante, et aucune visite n'aura plus lieu.

Vaisseaux surpris en contrebande militaire.

Art. XX. Dans le cas qu'un vaisseau visité se trouve surpris en contrebande militaire, le capteur s'abstiendra de toute violence à son égard. Il sera cependant en droit de l'amener dans un port, où, après l'instruction du procès selon les lois, et après que la sentence définitive sera portée, la marchandise de contrebande militaire sera confisquée, pendant que les autres effets seront rendus, sans que l'on puisse jamais retenir ni vaisseaux ni effets sous prétexte de frais ou d'amende. Pendant la durée du procès, le capitaine, après avoir délivré la marchandise reconnue pour contrebande militaire, ne sera point obligé malgré lui d'attendre la fin de son affaire; mais il pourra se mettre en mer avec son vaisseau et le reste de sa cargaison, quand bon lui semblera.

Si la surprise de contrebande se fait en pleine mer le Capitaine du vaisseau sur lequel se trouve la con-

1818 trebande militaire, peut, s'il le juge à propos, abandonner cette contrebande à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire, sans inquiéter en aucune façon le navire.

Contrebande militaire

ART. XXI. Sous la dénomination de marchandise de contrebande militaire sont compris seulement les armes à feu et autres instrumens hostiles avec leurs assortimens, comme canons, mousquets, mortiers, pétards, bombes, grenades, affûts, fusils, pistolets, boulets, balles, pierres à feu mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches à cartouches, selles et brides, en exceptant toutefois de ces effets ce qui est nécessaire pour la défense du vaisseau et de son équipage. Ces marchandises ne seront réputées contrebande militaire que dans le cas qu'on les porte dans quelque pays ennemi. Toutes les autres marchandises, qui ne sont pas indiquées dans cet article, ne peuvent pas être considérées comme contrebande militaire.

Course en mer.

ART. XXII. Les encouragemens que les ordonnances sur la course en mer de celle des deux parties, qui est devenue belligérante, pourront accorder aux équipages de ses vaisseaux de guerre et à ses sujets, qui auront armé des vaisseaux en course, ne pourront en aucun cas être appliqués aux bâtimens marchands de l'autre Puissance qui est restée neutre.

Protection des vaisseaux respectifs.

ART. XXIII. Chacune des deux parties contractantes tâchera de protéger et de défendre tous les vaisseaux et autres effets appartenant aux sujets de l'autre, et se trouvant dans l'étendue de sa jurisdiction par mer et par terre. Les Puissances ne souffriront par conséquent pas, que sur les côtes, dans les ports, havres et rivières de leurs dominations, les navires et marchandises des sujets respectifs soient pris par des vaisseaux de guerre ou autres bâtimens d'une Puissance tierce; et si le cas n'en venoit pas moins à exister, et que la protection n'eût pas pu avoir lieu, les Puissances contractantes employeront tout leur pouvoir pour faire restituer le bâtiment pris, et pour obtenir pleine et entière restitution de tout dommage.

Quarantaine.

ART. XXIV. Quant à la quarantaine qui pourroit être ordonnée dans certaines occasions dans les Etats de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes,

leurs sujets navigateurs s'y conformeront respectivement de la même manière que les nationaux et ceux des autres nations amies; mais aussi les ordonnances à cet égard seront uniformes et sans faveur ou défaveur pour l'une ou l'autre nation. 1818

Art. XXV. Si les navires des sujets des deux hautes parties contractantes échouoient ou faisoient naufrage sur les côtes de l'une ou de l'autre, les sujets respectifs jouiront, tant pour eux-mêmes que pour leurs navires et effets, de tous les secours et assistances possibles, comme les habitans des pays eux-mêmes, en payant cependant les mêmes frais et droits auxquels sont assujettis en pareil cas les propres sujets de l'Etat, sur les côtes duquel ils auroient échoué ou fait naufrage. Naufrage.

Dans le cas qu'il se trouve sur les côtes Prussiennes ou Danoises un vaisseau naufragé, sans qu'on puisse apprendre le nom du propriétaire du bâtiment, le gouvernement fera insérer trois fois de suite dans les feuilles publiques du pays, ainsi que dans celles de Hambourg, une description du vaisseau naufragé, pour que le propriétaire puisse faire les réclamations nécessaires, et ce ne sera qu'un an après qu'une publication pareille reste sans effet, qu'on disposera du bâtiment naufragé selon les lois du pays.

Art. XXVI. Les Puissances contractantes ont établi dans leurs Etats réciproques des Consuls, dans le but d'assister leur sujets respectifs, et de faciliter les relations de commerce, qui existent entre les deux nations. Si les circonstances rendoient désirable l'établissement de Consuls ou Agens de commerce des partiees contractantes dans des ports Prussiens ou Danois en Europe, où il n'y en a pas encore, l'on ne s'y opposera pas. Consuls

Art. XXVII. Les sujets Prussiens établis en Danemarc, et les sujets Danois établis en Prusse, conserveront toujours la liberté de quitter le pays qu'ils habitent, pourvu qu'ils s'acquittent de leurs dettes et autres obligations selon les lois de l'Etat, dans lequel ils se trouvent. Sujets respectifs.

Art. XXVIII. Si malgré les sentimens sincères et les efforts mutuels des hautes parties contractantes, de maintenir la paix entre Elles, il survenoit malheureusement (ce qu'à Dieu ne plaise) quelque rupture ou Rupture

1818 même une guerre ouverte entre Elles, leurs sujets respectifs, qui se trouveront reciproquement dans les Etats de l'une ou de l'autre Puissance, n'en seront pas moins sûrs dans leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront une année de tems pour liquider leurs affaires et pour retirer leurs biens et effets, en quoi ils jouiront d'une entière liberté, et il leur sera prêté tout secours et toute protection. La justice leur sera administrée comme avant la guerre, et l'année étant écoulée, on leur fournira les passeports nécessaires pour s'en retourner sûrement et librement en leur patrie avec leur famille, leurs biens et effets, marchandises et vaisseaux.

Durée du Traité.

ART. XXIX. Le présent Traité durera pendant vingt ans, et tout ce qui s'y trouve arrêté doit être observé inviolablement pendant cet intervalle, et exécuté dans toute sa teneur; bien entendu qu'avant l'expiration du terme du dit Traité, il dependra du bon plaisir des deux hautes parties contractantes de convenir sur sa prolongation.

Ratification.

ART. XXX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés en vertu de nos pleins-pouvoirs avons signé le present Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Copenhague le dix-sept Juin Mil-huit-cent-dix-huit.

(L. S.) (*Signé*) *Le Comte* DOHNA

(L. S.) (*Signé*) N. ROSENKRANTZ.

(*L'échange des ratifications a eu lieu le* 8 *Octobre* 1818 *a Copenhague.*)

51.

Conventions entre l'Autriche d'une part et la Prusse et la Russie de l'autre en exécution du traité de Vienne du 3 Mai 1815, signée 1817. 1818.

1817 22 Mars.

I.

Convention conclue à Varsovie le 22 Mars 1817, *entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc., et S. M. le Roi de Prusse, en conséquence des stipulations du traité du* 3 *Mai* (21 *Avril*) 1815, *concernant le commerce des provinces appartenant à la Pologne, telle qu'elle étoit en* 1772.

(*Journal de Francfort.* 1819. *Nr.* 106.)

Dans le dessein de déterminer les rapports de navigation et de commerce des habitans des provinces autrichiennes et prussiennes de la Pologne, en tant qu'elles ont fait partie du royaume de Pologne tel qu'il existoit en 1772, et conformément aux négociations qui ont été entamées en conséquence du traité de Vienne du 3 Mai (21 Avril) 1815, entre les Commissaires de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie et le Roi de Prusse, les Commissaires Autrichiens et Prussiens, d'après leurs pleinspouvoirs et sous la réserve de la ratification de leurs souverains, ont conclu la convention suivante:

Art. 24 et 25. du tr. Russe-Prussien.

Art. I. Les dispositions supplémentaires ajoutées aux articles XXIV. et XXV. du traité Russe-Prussien par les négociations de la commission de Varsovie, seront également valides pour les habitans des provinces polonoises des deux souverains.

Impôts sur la navigation.

Art. II. L'Autriche s'étant engagée à ne lever, ni sur les rivières navigables de la Gallicie, nommé-

1817 ment le Dunajee et le San, ni sur sa rive droite de la Vistule, aucun impôt sur la navigation, la Prusse n'exigera non plus aucune taxe de ce genre, sous quelque titre et dénomination que ce soit, des habitans de la Gallicie naviguant sur les eaux de ses provinces polonoises.

Canaux et écluses.

ART. III. Quant à l'usage des canaux et des écluses qui ont été construits jusqu'à présent, ou qui le seront à l'avenir, dans les limites du royaume de Pologne telles qu'elles étoient en 1772, les sujets polonois des deux puissances seront traités réciproquement par celles-ci à l'égal de leurs propres sujets.

Exécution des art. 25. et 26.

ART. IV. Les principes établis pour l'exécution des articles XXV. et XXVI. du traité Prussien-Russe doivent avoir, tels qu'ils seront ratifiés par la Prusse et la Russie, la même validité pour les habitans des provinces polonoises des deux souverains relativement à la navigation et au commerce.

Transit.

ART. V. Les mesures réglées pour le commerce de transit en vertu de l'article XXIX. du traité Prussien-Russe doivent être à l'avantage des sujets des provinces polonoises de S. M. l'Empereur d'Autriche, aussi bien que les stipulations résultant du XXVIII. art. du traité Autrichien-Russe sont applicables aux sujets des provinces polonoises de S. M. le Roi de Prusse.

Passeports.

ART. VI. Les individus se livrant au commerce et à la navigation, n'auront besoin, pour se légitimer, que d'un passeport des régences respectives ou des baillis de cercles. Pour constater l'origine des bateaux et des objets de commerce, il suffira d'un certificat des bureaux de douanes frontières.

Agens de commerce.

ART. VII. Si l'Autriche jugeoit avantageux pour les rapports de commerce et de navigation entre les provinces Prussiennes-Polonoises d'établir à Danzig et peut-être à Thorn un agent de commerce ou un consul, elle sera libre de le faire dans tous les tems, en suivant les formes consacrées par le droit des gens, de même que la Prusse pourra également, outre l'agent de commerce qu'elle a déjà à Brody, en envoyer aussi un à Lemberg, ou dans une autre ville du royaume de Gallicie à son choix.

1817

Termes de mise en activité.

Art. VIII. Les conventions conclues avec la Russie n'étant pas encore ratifiées, et par conséquent le terme où elles seront mises avec ou sans restriction en activité n'étant pas connu, les hautes parties contractantes fixeront, lors de la ratification de cette convention *), le jour où elle entrera en vigueur relativement à leurs provinces polonoises.

En foi de quoi, les deux commissaires respectifs ont fait dresser deux exemplaires de cet acte, et y ont apposé leurs signatures et le cachet de leurs armes.

Fait à Varsovie, le 22 Mars de l'an 1817.

François Schaschek de Mezihurz,
Commissaire Autrichien.

Auguste Guillaume de Leipziger,
Directeur de régence, Chevalier de l'aigle rouge de la troisième classe, et Commissaire plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

Charles Semler,
Conseiller de régence au ministère des finances, Chevalier de la croix de fer et de Ste Anne de Russie de la troisième classe, et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

*) La convention a été ratifiée par les deux cours.

2.

1818 17 Août. *Convention conclu à Petersbourg le 5/17 Août 1818, et ratifiée le 9/21 Novembre, entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne etc. En consequence des stipulations du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le commerce des provinces faisant partie du royaume de Pologne, tel qu'il existoit en 1772.*

(*Journal de Francfort.* No. 111. 114. 121. 1819.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

L. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, et l'Empereur de Russie, Roi de Pologne, résolus de donner aux stipulations du traité signé le 3 Mai (21 Avril) 1815 à Vienne, relativement au commerce et à l'industrie des provinces polonoises (suivant les frontières où elles etoient circonscrites en 1772) la précision que réclame cet objet de leurs soins communs pour les intérêts et le bien-être de leurs sujets respectifs, sont convenus de régler par une convention supplémentaire, toutes les mesures qui peuvent contribuer à remplir un but aussi désirable. A cette fin, L. M. ont nommé plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, M. le baron Louis de Lebzeltern, chevalier de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de la croix de fer de la 2e classe, de St. Wladimir de la 3e, et de plusieurs autres ordres, conseiller-aulique de S. M. I. Ap., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Russie; et, d'après l'autorisation à lui accordée de se faire remplacer.

M. François Schaschek de Mezihurz, chevalier de l'ordre de Léopold, et conseiller de régence de S. M. I. Ap.;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, M. Pierre Oubril, son conseiller-actuel d'état, chevalier de St. Anne de la première classe, de St. Wladimir de la 3e, et de St. Jean de Jérusalem; 1818

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communiqué mutuellement leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles ci-dessous:

Navigation sur les fleuves.

Art. I. La libre navigation sur les fleuves jusqu'à leur embouchure, soit en les descendant, soit en les remontant, ainsi que le libre usage des ports, qui a été réglé par le 24e art. du traité conclu à Vienne entre l'Autriche et la Russie le 3 Mai (21 Avril) s'étend, autant que ce principe concerne les pays qui font partie des états de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie, à tous les fleuves et rivières qui ont leur source sur le territoire de l'ancien royaume de Pologne (de 1772) ainsi qu'à ceux qui le traversent, ou le touchent et qui se jettent dans la mer par des canaux, ou après s'être joints à d'autres fleuves.

Liberté réciproque.

Art. II. La navigation des dits fleuves et rivières jusqu'à leur embouchure soit amont, soit aval, et la fréquentation des ports suivant la détermination ci-dessus, seront libres, de manière qu'elles ne puissent être interdites à aucun sujet des deux parties contractantes.

Canaux; rivières.

Art. III. Les principes ci-dessus seront applicables: *a*) aux canaux, déjà existans et à ceux qui doivent être creusés à l'avenir; *b*) à toutes les rivières déjà navigables, ou qui pourroient le devenir par la suite, et qui ont leur cours entre la frontière orientale de l'ancienne Pologne, la Duna, le Dnieper, le Dniester et le Pruth.

Halage.

Art. IV. Tous les sujets des deux puissances sans distinction et sans exception, ont le droit de se servir du chemin pratiqué pour le halage sur les deux rives des fleuves, rivières et canaux mentionnés art. I et III., ainsi que celui d'aborder ou de s'arrêter sur ces deux rives.

Continuation.

Art. V. Pour garantir la jouissance et l'exercice de ce droit dans toute son étendue, et écarter tout ce qui pourroit entraver la navigation et le flottage sur tous

1818 les fleuves, rivières et canaux, il est réglé: *a.* que les deux puissances feront pratiquer, partout où cela est necessaire et possible, des chemins de halage, et qu'elles auront soin qu'ils soient entretenus en bon état. *b*) Que sur chaque rive, par tout où le terrain ne sera point propre à l'agriculture ou à la construction d'habitations, il sera laissé un espace de 15 aunes polonoises de largeur pour aborder, et ceux qui naviguent pour le commerce pourront en faire usage sans payer pour cela aucun droit.

Police. ART. VI. Les ordonnances existantes pour la police et la navigation, de même que celles qui, sans établir aucun impôt, pourroient être établies par la suite pour maintenir l'ordre et la sûreté de la navigation, seront également observées par les sujets des deux puissances et communiquées à cette fin à leurs consuls respectifs.

Traitement égal à celui des nationaux. ART. VII. Les sujets des deux puissances qui prendront part aux avantages de la libre navigation sur les rivières ou les canaux, jouiront chez leurs voisins des mêmes droits qu'ont les commerçans du pays; et comme ils sont obligés d'observer exactement les ordonnances qui existent dans chaque pays pour la police et la navigation, ils seront, sous les rapport des droits à payer, traités à l'égal des natifs du pays.

Taxes et charges. ART. VIII. Pour assurer encore davantage la liberté de la navigation, les hautes parties contractantes établissent le principe général, que leurs sujets respectifs ne seront, dans aucun cas, soumis pour l'usage des routes par eau, tant naturelles qu'artificielles, à des taxes et à des charges plus fortes que les navigateurs du pays.

Navigation sur le Bug. ART. IX. L. M. l'Empereur d'Autriche ne levant aucuns droits sur la navigation des rivières de l'ancienne Pologne, et n'ayant pas l'intention d'en imposer sur les eaux, S. M. l'Empereur de toutes les Russies ne fera percevoir de son côté aucun impôt sur les bateaux autrichiens qui naviguent sur le Bug, excepté dans le cas où ils passeroient par le canal de Muchawitza, ou s'ils s'étoient rendus des bords du Bug sur le territoire russe.

Canaux qui seront creusés. ART. X. Le principe établi art. VIII. sera applicable à tous les canaux qui seront creusés à l'avenir dans l'étendue de pays ci-dessus désignée.

1818

Art. XI. La navigation sur la Vistule sera franche de tout impôt pour la partie de ses rives qui appartiennent aux deux parties contractantes. Vistule.

Art. XII. Pour donner plus d'activité au commerce entre Brody et Odessa, et réciproquement, les deux parties contractantes, en conformité du 28e article du traité signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815, sont convenues d'un reglement particulier pour le commerce de transit entre ces deux villes, lequel sera annexé au présent article, et entrera en vigueur à compter du 13 Septembre de l'année courante. Ce règlement sera le seul que l'on devra suivre pour le commerce de transit, et en tant qu'il concerne particulièrement le commerce entre Brody et Odessa, et réciproquement, il ne pourra être changé que d'un commun accord entre les parties. Commerce de Brody et Odessa.

Art. XIII. Indépendamment des dispositions contenues dans l'article précédent, les deux hautes parties contractantes ont voulu en même tems se concerter pour l'organisation du commerce de transit sur d'autres points de leurs états respectifs. En conséquence, elles sont convenues d'autoriser tous leurs sujets au commerce de transit avec toutes sortes de marchandises, tant indigènes qu'étrangères, même celles dont l'importation est défendue, à l'exception de la poudre à tirer, et ce sous les conditions contenues dans les articles suivans. Commerce de transit.

Art. XIV. Tous ceux qui, en vertu du précédent article, ont le droit de faire le commerce de transit, peuvent, sur l'exhibition d'un passeport de leur gouvernement, des autorités de leur cercle et district, ou, si ces autorités se trouvoient trop éloignées, même du magistrat de leur endroit, passer les frontières, entrer et sortir avec les marchandises dont le transit est permis, remettre, sans l'intervention d'un tiers, les déclarations prescrites sur les marchandises de transit, soit qu'ils en aient la propriété, ou qu'elles aient été seulement confiées, les expédier ou fréter eux-mêmes, les accompagner, les déposer, ou les envoyer de nouveau plus loin, et enfin revenir avec ou sans charge de retour. Passeports.

Art. XV. Les marchandises de transit peuvent être importées et exportées par chaque grand bureau de douane des deux côtés de la frontière. Bureaux de frontières.

1818 Droits de transit.

Art. XVI. Les droits de transit seront perçus en Autriche suivant le tarif de 1788, qui a été renouvellé en 1807; et dans le royaume de Pologne ces mêmes impôts seront adoptés comme le maximum des droits de transit. On ne les paiera qu'une fois pour les marchandises de toute espèce qui passeront par les états autrichiens pour se rendre dans les provinces soumises à la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ou qui seront exportées de ces provinces dans d'autres pays. De même, les droits de transit pour les marchandises venant de toutes les provinces autrichiennes, ou conduites de l'étranger dans ces provinces, ne seront payés qu'une fois à leur passage en Pologne.

Les impôts ci-dessus ne seront jamais augmentés en aucun cas pour les sujets des deux puissances, sans qu'elles se soient préalablement accordées à cet égard.

Sont francs de tous droits de transit, les produits du sol et de l'industrie de toutes les parties du royaume actuel de Pologne, qui passent par les provinces Autrichiennes-Polonoises pour retourner dans d'autres parties du même royaume. Il en est de même des produits du sol et de l'industrie des provinces de la domination russe qui sont introduites par les provinces Autrichiennes-Polonoises dans le royaume actuel de Pologne, et vice-versa. D'autre part, on exemptera des droits de transit les produits du sol et de l'industrie des provinces Autrichiennes-Polonoises conduits par le royaume de Pologne pour retourner dans d'autres parties de la Pologne Autrichienne, ou destinés pour des provinces Polonoises qui appartiennent à une troisième puissance.

Si l'une ou l'autre des parties contractantes vouloit diminuer en faveur d'une puissance étrangère les impôts qui servent d'échelle pour ce commerce de transit, soit pour le commerce de transit en général, soit pour certaines marchandises en particulier, les sujets respectifs des deux puissances contractantes jouiront de tous les avantages accordés aux puissances les plus favorisées.

Autres droits abolis.

Art. XVII. Il ne sera payé aucune autre sorte de droits que les droits de transit mentionnés dans l'art. précédent, et ceux de balance, de billet de quittance,

de plombage, et de timbre, enfin de ponts et de chaussées. Les droits accessoires qu'il a été jusqu'à présent d'usage de percevoir dans le royaume de Pologne sous la dénomination de Tantième, transport Visa-Agio, et autres de ce genre, doivent être abolis. 1818

Art. XVIII. Pour favoriser autant que possible le commerce de transit, et prévenir en même tems la fraude relativement aux droits de consommation; en outre afin de garantir l'industrie nationale des désavantages qui résultent de l'importation et de la vente de marchandises étrangères, les propriétaires, les commissionnaires, et les voituriers seront tenus de remettre aux bureaux de douanes frontières une déclaration détaillée des marchandises, et de soumettre cellesci à une visite, si cela étoit jugé nécessaire. Ils seront obligés de déposer pour les marchandises permises le montant des droits d'importation, et pour les marchandises defendues 60 pour cent de leur valeur, d'après une estimation dont le mode sera déterminé en son tems par les administrations financières des deux côtés. La remise de cette somme se fera en argent comptant, ou sous la garantie d'un sujet du pays dont le crédit est établi. A la sortie des marchandises, le montant de la somme sera remboursé sans délai, déduction faite des droits de transit, ou la caution sera rendue. Déclaration détaillée.

Art. XIX. L'administration des finances des deux puissances réglera les peines qu'encourront ceux qui se rendront coupables de contrebande, et elle prendra les mesures convenables pour l'établissement et la sûreté du contrôle sur les marchandises de transit. Mais ces mesures seront telles, qu'il n'en résulte pour les marchands et les propriétaires aucun délai, ni aucuns frais. Contrebande.

Art. XX. Les marchandises de transit peuvent se vendre en gros pendant tout le trajet. Mais cette vente ne change rien à leur nature, et elles ne cessent pas pour cela d'être des marchandises de transit. Les marchandises de cette sorte, dont l'importation n'est pas defendue, peuvent changer de nature, et être converties en marchandises de consommation, pour être vendues comme telles, soit à Varsovie, soit dans tous les endroits où les règlemens de douane le permettroient par la suite. Cependant les propriétaires Vente.

1818 de ces marchandises ou leurs commissionnaires se conformeront à cet égard aux lois de douane existantes dans chaque royaume.

Déclarations sur le San et le Bug.

Art. RXI. Comme la navigation et le flottage sur le San et le Bug, ainsi que le chargement des bateaux dépendent de la crûe ou de la baisse subite de leurs eaux rapides et variables, on est convenu, pour faciliter le commerce de transit, que les objets de ce commerce, quand on leur fera remonter les fleuves cidessus, seront déclarés respectivement aux bureaux de douanes des deux côtés, où l'on remettra les déclarations d'usage; mais l'expédition et les autres formalités de douanes auront lieu sur le San du côté de la Gallicie à Chwalewice, du côté de la Pologne, à Zawichost sur la Vistule, et enfin sur le Bug à Novidmor près Modlin. Si les propriétaires, les commissionnaires ou conducteurs avoient l'intention de faire encore de nouveaux chargemens en route, ils doivent faire mention de cette circonstance dans la déclaration des marchandises, afin que dans les endroits où les douanes sont dans le cas de percevoir les droits, ceux de transit et de sortie puissent être levés suivans la différence d'origine des marchandises qui ont été chargées en route.

Néanmoins l'application de ces mesures n'aura pas lieu pour les bateaux qui remontent les fleuves ci-dessus nommés. Ceux-ci restent soumis aux règlemens ordinaires des douanes.

Enfin, en tant que les deux rives respectives des deux fleuves ci-dessus et de la vistule n'appartiennent pas à une même province et à une même souveraineté, il ne sera point levé de droit de transit pour les produits fonciers et industriels d'origine polonoise, transportés par bateaux ou radeaux sur les fleuves.

Service des douanes.

Art. XXII. Pour éviter qu'on éprouve aucun retard aux bureaux respectifs des douanes, ceux-ci continueront leurs fonctions tous les jours depuis le lever du soleil jusqu'à midi, et depuis deux heures après midi jusqu'au coucher du soleil. » Les employés aux douanes des fleuves navigables n'interrompront pas leurs fonctions même les jours de fêtes et les dimanches.

Les transports de transit seront expédiés aux douanes suivant l'ordre de leur arrivée.

Les employés seront responsables de tous les délais qu'ils auront occasionnés, et ils répareront tout le dommage qui en resultera, et dont les bateliers ou voituriers pourront fournir légalement la preuve. 1818

Art. XXIII. Les militaires ne sont point autorisés à s'immiscer dans les fonctions des employés aux douanes, à moins que ceux ci ne reclament leur secours, auquel cas ces employés seront responsables des suites. Mais l'intervention militaire cessera aussitôt que les employés auront rempli leurs fonctions. Intervention militaire.

Art. XXIV. Tous ceux qui feront le commerce de transit, auront outre l'appui général des lois, la protection immédiate des autorités. Si quelqu'un d'eux venoit à mourir sans avoir disposé des marchandises de transit, des bateaux ou des voitures qui lui appartiennent, et que ces objets aient été mis sous la garde des autorités, les héritiers, qui se légitimeront comme tels par les certificats des autorités judiciaires du ressort du défunt, seront mis en possession de cette propriété en tout tems et avec toutes les circonstances requises, sans autres déductions et frais, que ceux qu'auroit occasionnés la garde des objets ci-dessus. Protection

Art. XXV. Pour faciliter, conformément à l'art. XXIX. du traité conclu à Vienne le 3 Mai (21 Avril) 1815, le commerce d'importation et d'exportation entre toutes les provinces de la monarchie autrichienne et les pays qui forment l'empire russe, y compris le royaume de Pologne, S. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie sont convenus que leurs sujets respectifs auroient part à tous les avantages commerciaux qu'ils seroient dans le cas d'accorder à d'autres états, sans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs particulières, qui auroient été règlées par des conventions spéciales. Importations et exportat. en général.

Comme le nouveau système d'administration analogue au présent traité, que S. M. l'Empereur de toutes les Russies établira dans ses états relativement à l'importation des produits étrangers soit de la nature, soit de l'art, ne peut être mis de suite en activité, S. M. a permis dès à présent et jusqu'à ce que la publication du nouveau tarif des douanes puisse avoir lieu, qu'à compter du 13 (1) Septembre de l'anné courante, toutes les marchandises dont l'importation en Russie

1818 n'est point défendue par le tarif général des douanes de 1816, puissent être introduites sans obstacles et par les principaux bureaux de douane sur la frontière entre l'Autriche et la Russie. On percevra dans les bureaux russes les droits fixés par le dit tarif, et dans les bureaux du royaume de Pologne ceux qu'il est maintenant d'usage d'y payer.

Principes à appliques aux douanes.

Art. XXVI. Pour assurer l'effet des dispositions du XXIX. Art. du traité de Vienne, qui ont pour but de prévenir les querelles et les abus qui peuvent avoir lieu dans les bureaux des deux côtés, les deux puissances sont convenues d'appliquer dans leurs ordonnances générales des douanes les principes qui auront été établis de concert par leurs plénipotentiaires, et réunis dans un apperçu particulier signé par eux.

Cracovie.

Art. XXVII. Afin d'accomplir le X. art. du traité conclu à Vienne, qui a rapport à la ville libre de Cracovie, les deux puissances sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les dispositions de la présente convention, en tant que de leur nature elles sont applicables à ceux-ci. D'après ce principe, tous les habitans de la ville libre de Cracovie et de son territoire jouiront des mêmes avantages commerciaux et des mêmes franchises, que la dite convention assure aux sujets des deux puissances. Ils seront traités dans les états autrichiens sur le même pied que les sujets russes, et dans les étbts russes sur le même pied que les sujets autrichiens; il est entendu que de leur côté ils se soumettront aux obligations que la présente convention impose aux sujets des deux puissances.

Ratification.

Art. XXVIII. Cette convention sera ratifiée et les ratifications échangées, ici dans l'intervalle de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plustôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818.

François Schaschek de Mezihurz.
Pierre d'Oubril.

52.

Convention entre S. M. le Roi de France d'une part et chacune des quatre Cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie d'autre part conclue à Aix la Chapelle le 9 Oct. 1818. 1818

(*Feuille volante.*)

Au nom de la tres-sainte et indivisible Trinité.

L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, s'étent rendus à Aix la Chapelle, et L. M. le Roi de France et de Navarre, et le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande y ayant envoyé leurs plénipotentiaires, les ministres des cinq cours se sont réunis en conférence, et le plénipotentiaire François ayant fait connôitre que, d'après l'état de la France et l'exécution fidèle du traité du 20 Novembre 1815, S. M. Très-Chrétienne desiroit que l'occupation militaire stipulée par l'article cinq du même traité cessât le plus promptement possible, les ministres des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, après avoir de concert avec ledit plénipotentiaire de France, mûrement examiné tout ce qui pouvoit influer sur une décision aussi importante, ont déclaré que leurs souverains admettoient le principe de l'évacuation du territoire François à la fin de la troisième année de l'occupation. Et voulant consigner cette résolution dans une convention fornelle et assurer en même tems l'exécution definitive du dit traité du 20 Novembre 1815, S. M. le Roi de France et de Navarre d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, d'autre part, ont nommé à cet effet ponr plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Armand-Emanuel du Plessis-Richelieu, duc de Richelieu, pair de France, chevalier de l'ordre royal et mi-

1818 litaire de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'honneur, et des ordres de Saint-André, St. Alexandre-Newsky, Sainte-Anne, Saint-Wladimir et Saint-Georges de Russie, son premier gentilhomme de la chambre,, son ministre et sécrétaire d'état des affaires étrangères, et président du conseil de ses ministres;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le sieur Clement Wenceslas Lothaire, prince de Metternich-Winnebourg, prince d'Ochsenhausen, duc de Portella, chevalier de la Toison-d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de la décoration pour le mérite civil, grand-croix de l'ordre de Saint-Jean de Jerusalem, grand cordon de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky et de Sainte Anne de la première classe, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, de l'ordre de l'Elephant, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge, de Séraphins, grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne, de l'ordre royal du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre de Saint-Janvier et grand-croix de l'ordre de Saint-Ferdinand et du mérite de Sicile, grand-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Toscane, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, de l'Aigle-d'or de Wurtemberg, de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand-croix de l'ordre royal des Guelfes de Hanovre, de l'ordre du Lion de Hesse, de la Fidèlité de Bade, de l'ordre Constantinien de Saint Georges de Parme, chancelier de l'ordre militaire de Marie Thérèse, curateur de l'academie des beaux-arts de Vienne, chambellan, conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, son ministre d'état, des conferences et des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Terme de l'évacuation.

Art. I. Les troupes composant l'armée d'occupation seront rétirées du territoire de France, le trente Novembre prochain, ou plustôt, si faire se peut.

Remise des places.

Art. II. Les places et forts que les susdites troupes occupent seront remis aux commissaires nommés à cet effet par S. M. Très-Chrétienne, dans l'état où ils se trouvoient au moment de l'occupation, confor-

mément à l'article 9e de la convention conclue en execution de l'article 5e du traité du 20 Novembre 1815. 1818

Art. III. La somme destinée à pourvoir à la solde, l'équipement l'habillement des troupes de l'armée d'occupation, sera payée, dans tous les cas, jusqu'au trente Novembre, sur le même pied qu'elle l'a été depuis le 1er Décembre 1817. Solde etc.

Art. IV. Tous les comptes entre la France et les puissances alliées ayant été réglés et arrêtés, la somme à payer par la France, pour completter l'exécution de l'article 4. du traité du 22 Novembre 1815, est definitivement fixée à deux cent soixante-cinq millions de Francs. Complément de l'art 4. du tr. de 1815.

Art. V. Sur cette somme, celle de cent millions, valeur effective, sera acquittée en inscriptions de rente sur le grand-livre de la dette publique de France, portant jouissance du 22 Septembre 1818. Les dites inscriptions seront reçus au cours du jeudi 5 Octobre 1818. 100 millions en inscript.

Art. VI. Les cent soixante cinq millions restans, seront acquittés par neuvièmes de mois en mois à partir du 6 Janvier prochain, au moyen de traites sur les maisons Hope et Compagnie et Baring Frères et Compagnie, lesquelles, de même que les inscriptions de rente mentionnées à l'article ci-dessus, seront délivrées aux commissaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie; par le trésor royal de France, à l'époque de l'évacuation complette et définitive du territoire François. 165 millions en traites.

Art. VII. A la même époque, les commissaires des dites cours remettront au trésor royal de France, les six engagemens non encore acquittés qui seront restés entre leurs mains, sur les quinze engagemens délivrés conformément à l'article deuxième de la convention conclue pour l'exécution de l'article 4. du traité du 20 Novembre 1815. Les mêmes commissaires remettront en même tems l'inscription de sept millions de rente créés en vertu de l'article 8. de la susdite convention. Restitution des engagemens.

Art. VIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Aix-la-Chapelle, dans le délai de quinze jours, ou plustôt si faire se peut. Ratifications.

1818 En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Aix-la-Chapelle, le neuf Octobre de l'an de grâce 1818.

RICHELIEU.
Le Prince DE METTERNICH.

Le même jour, dans le même lieu et au même moment, une convention semblable a été conclue:

Entre la France et la Grande-Brétagne, et signée par lord CASTLEREAGH *et le duc de* WELLINGTON.

Entre la France et la Prusse, et signée par le prince DE HARDENBERG *et le comte* DE BERNSTORFF.

Entre la France et la Russie, et signée par le comte DE NESSELRODE *et le comte* CAPO D'ISTRIA.

Les ratifications en ont été échangées à Aix-la Chapelle dans le courant du mois d'Octobre. De plus cette convention a été présenté à l'accession des divers états participant à l'indemnité stipulé par l'art. 4. du traité de Paris du 20 Nov. 1815 et ces accessions ont été remises séparement à chacune des 4 cours.

53.

Extrait du protocole des Conférences d'Aix la Chapelle Séance du 14 Novembre 1818.
Entre les cinq Puissances.

Mr. le comte de Bernstorff a lû le projet de protocole ci-joint sur l'affaire du péage d'Elsflett dans ses rapports avec les réclamations du Duc d'Oldenbourg. Ce projet a été adopté à l'unanimité, et il a été arrêté en conséquence, que la démarche à faire auprès de la Diète Germanique seroit confiée aux ministres des Cours residants à Francfort.

Mr. le Prince de Metternich a pris en outre l'engagement de recommander les intérêts du Duc d'Oldenbourg, au nom de son souverain de la manière la plus pressante au Ministre d'Autriche président la Diète,

et de l'inviter à prendre toutes les mesures propres à amèner les resultats que la conférence a envisagés, comme seuls propres à règler l'affaire du péage d'Elsflett, d'une manière satisfaisante pour toutes les parties interessées. 1818

Signé: METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPODISTRIA.

Annexe.

au Protocole touchant le Péage d'Elsflett, Aix la Chapelle le 14 *Novembre* 1818.

Après avoir délibiré sur la proposition faite par le cabinet Russe relativement au péage d'Elsflett, Messieurs les Plénipotentiaires des cinq Cours considérant

que d'une côté le Duc d'Oldenbourg frustré par la force des événemens d'une partie considerable du benefice, que lui avoient assuré le recis de l'Empire de 1803 et le traité du 6 Avril de la même année peut être autorisé à reclamer une indemnité supplémentaire et

que de l'autre côté la décision d'une affaire qui à déjà provoqué de la part d'autres membres de la confédération germanique, une plainte de lesion de droits et d'interêts n'est pas de la competence des cabinets réunis:

Se sont unanimement accordé dans l'avis, qu'en conséquence de la réclamation que le Duc d'Oldenbourg a adressée à Sa Majesté l'Empereur de Russie et que ce Monarque a fait soumettre à la Conférence, il convient aux cinq cabinets de s'adresser à ce sujet au Président de la Diète Germanique et de lui faire connoitre, que les cinq Cours bien qu'elles ne méconnoissent pas la force des argumens qui militent en faveur de la prétention du Duc d'Oldenbourg que par conséquent Elles ne puissent que desirer que ce Prince

1818 soit maintenu pour quelques années de plus dans la possession du péage d'Elsflett elles ont jugés qu'il n'appartient qu'à la Diète seule, de decider la question, et d'aviser aux moyens de terminer par la voye d'une commission médiatrice, le différent qui s'est élevé au sujet de ce péage entre le Duc d'Oldenbourg et la ville de Brème.

54.

Protocole signé à Aix la Chapelle le 15 Novembre 1818 par les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie.

(*Impr. d'autorité sur feuille volante.*)

Les ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, à la suite de l'échange des ratifications de la convention signée le 9 Octobre, relativement à l'évacuation du territoire Français par les troupes étrangères, et après s'être adressé, de part et d'autre, les notes-ci-jointes en copie, se sont réunis en conférence, pour prendre en consideration les rapports, qui, dans l'état actuel des choses, doivent s'établir entre la France et les puissances co-signataires du traité de paix du 20 Novembre 1815, rapports qui, en assurant à la France la place qui lui appartient dans le système de l'Europe, la lieront étroitement aux vues pacifiques et bienveillantes que partagent tous les souverains, er consolideront ainsi la tranquillité générale.

Après avoir mûrement approfondi les principes conservateurs des grands interêts qui constituent l'ordre des choses établi en Europe; sous les auspices de la Providence divine, moyennant le traité de Paris du 30 Mai 1814, le recès de Vienne, et le traité de paix de l'année 1815, les cours signataires du present acte ont unanimement reconnu et déclarent en conséquence:

1° Quelles sont fermement décidées à ne s'écarter, ni dans leurs relations mutuelles, ni dans celles

qui les lient aux autres états, du principe d'union intime qui à présidé jusqu'ici à leurs rapports et intérêts communs; union devenue plus forte et indissoluble par les liens de fraternité chrétienne que les souverains ont formés entre eux. 1818

2° Que cette union, d'autant plus réelle et durable, qu'elle ne tient à aucun intérêt isolé, à aucune combinaison momentanée, ne peut avoir pour objet que le maintien de la paix générale, fondé sur le respect religieux pour les engagemens consignés dans les traités pour la totalité des droits qui en dérivent.

3° Que la France, associée aux autres puissances par la restauration du pouvoir monarchique, légitime et constitutionnel, s'engage à concourir désormais au maintien et à l'affermissement d'un système qui a donné la paix à l'Europe, et qui seul peut en assurer la durée.

4° Que si, pour mieux atteindre le but ci-dessus énoncé, les puissances qui ont concouru au présent acte, jugeoient nécessaire d'établir des réunions particulières, soit entre les augustes souverains eux mêmes, soit entre leurs ministres et plénipotentiaires respectifs, pour y traiter en commun de leurs propres intérêts, en tant qu'ils se rapportent à l'objet de leurs délibérations actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions seront, chaque fois, préalablement arrêtés au moyen de communications diplomatiques, et que, dans le cas où ces réunions auroient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres états de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces états que les dites affaires concerneroient, et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement, ou par leurs plénipotentiaires.

5° Que les résolutions consignées au présent acte, seront portées à la connoissance de toutes les cours Européennes, par la déclaration-cijointe, la quelle sera considerée comme sanctionnée par le protocole en faisant partie.

Fait quintruple et réciproquement échangé, en original, entre les cabinets signataires.

A Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH. RICHELIEU. CASTLEREAGH.
WELLINGTON. BERNSTORFF. NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

1.

1818 *Copie de la note adressée à M. le duc de Richelieu par les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, le 4 Novembre.*

(*Feuille volante.*)

Les soussignés, ministres des cabinets d'Autriche de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, ont reçu ordre de leurs augustes maîtres d'adresser à Son Exc. M. le duc de Richelieu la communication suivante:

Appelés par l'art. 5. du traité du 20 Novemb. 1815, à examiner, de concert avec S. M. le Roi de France, si l'occupation militaire d'une partie du territoire Français, arrêtée par le dit traité, pourroit cesser à la fin de la 3e année, ou devoit se prolonger jusqu'à la fin de la 5e, L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies se sont rendus à Aix-la-Chapelle et ont chargé leurs ministres du s'y réunir en conférence, avec les plénipotentiaires de L. M. le Roi de France et le Roi de la Grande-Brétagne, afin de procéder à l'examen de cette question importante.

L'attention des ministres et plénipotentiaires a dû se fixer, avant tout, dans cet examen, sur l'état intérieur de la France; elle a dû porter également sur l'exécution des engagemens contractés par le gouvernement François, envers les puissances cosignataires du traité du 20 Novembre 1815.

L'état intérieur de la France ayant été, depuis longtems, le sujet des méditations suivies des cabinets; et les plénipotentiaires réunis à Aix-la-Chapelle s'étant mutuellement communiqué les opinions qu'ils s'étaient formées à cet égard, les augustes Souverains, après les avoir pesées dans leur sagesse, ont reconnu avec satisfaction, que l'ordre de choses heureusement établi en France par la restauration de la monarchie légitime et constitutionnelle, et le succès qui a couronné jusqu'ici les soins paternels de S. M. Très-Chrétienne, justifient pleinement l'espoir d'un

affermissement progressif de cet ordre de choses si 1818
essentiel pour le repos et la prospérité de la France, et si étroitement lié à tous les grands intérêts de l'Europe.

Quant à l'exécution des engagemens, les communications que, dès l'ouverture des conférences, Mr. le plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne a adressées à ceux des autres puissances, n'ont laissé aucun doute sur cette question, en prouvant que le gouvernement François à rempli, avec l'exactitude la plus scrupuleuse et la plus honorable, toutes les clauses des traités et conventions du 20 Novembre, et en proposant pour celles de ces clauses, dont l'accomplissement était réservé à des époques plus éloignées, des arrangemens satisfaisans pour toutes les parties contractantes.

Tels étant les résultats de l'examen de ces graves questions, L. M. J. et R. se sont félicitées de n'avoir plus qu'à écouter ces sentimens et ces voeux personnels, qui les portoient à mettre un terme à une mesure une des circonstances funestes et la nécessité de pourvoir à leur propre sûreté et à celle de l'Europe avaient seules pu leur dicter.

Dès-lors, les augustes souverains se sont décidés à faire cesser l'occupation militaire du territoire Français, et la convention du 9 Octobre a sanctionné cette résolution. Ils regardent cet acte solennel comme le complément de la paix générale.

Considérant maintenant comme le premier de leurs devoirs, celui de conserver à leur peuples les bienfaits que cette paix leur assure, et de maintenir dans leur intégrité les transactions qui l'ont fondée et consolidée, L. M. I. et R. se flattent, que S. M. Très-Chrétienne, animée des mêmes sentimens, accueillera, avec l'intérêt qu'Elles attache à tout ce qui tend au bien de l'humanité et à la gloire et à la prospérité de son pays, la proposition que L. M. I. et R. lui adressent d'unir dorénavant ses conseils et ses efforts à ceux qu'Elles ne cesseront de vouer à l'accomplissement d'une oeuvre aussi salutaire.

Les soussignés, chargés de prier Mr. le duc de Richelieu de porter ce voeu de leurs augustes souverains à la connoissance du Roi son maître, invitent en même-tems Son Exc. à prendre part à leurs délibérations présentes et futures, consacrées au maintien

1818 de la paix, des traités sur lesquels elle répose, des droits et des rapports mutuels établis ou confirmés par ces traités et reconnus par toutes les puissances européennes.

En transmettant à Mr. le duc de Richelieu cette preuve solemnelle de la confiance que leurs augustes souverains ont placée dans la sagesse du Roi de France et dans la loyauté de la nation Françoise, les soussignés ont l'ordre d'y ajouter l'expression de l'attachement inaltérable que L. M. I. et R. professent envers la personne de S. M. Très-Chrétienne et sa famille, et de la part sincère qu'Elles ne cessent de prendre au repos et au bonheur de Son royaume.

Ils ont l'honneur d'offrir en même tems à Mr. le duc de Richelieu l'assurance de leur considération toute particulière.

Aix-la-Chapelle: le 4 Novembre 1818.

Signé: METTERNICH.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIAS.

2.

Copie de la note de Mr. le duc de Richelieu, en réponse à celle des plénipotentiaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie.

(*Feuille volante.*)

Le soussigné, ministre et sécrétaire d'état de S. M. Très-Chrétienne, a reçu la communication que L. Exc. M. M. les ministres des cabinets d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, lui ont fait l'honneur de lui adresser le 4 de ce mois, par ordre

de leurs augustes souverains. Il s'est empressé d'en donner connoissance au Roi son maître, S. M. a reçu avec une véritable satisfaction cette nouvelle preuve de la confiance et de l'amitié des Souverains qui ont pris part aux délibérations d'Aix-la-Chapelle. La justice qu'ils rendent à ses soins constans pour le bonheur de la France, et surtout à la loyauté de son peuple, a vivement touché son coeur. En portant ses regards sur le passé, et en reconnoissant qu'à aucune autre époque, aucune autre nation n'auroit pu exécuter, avec une plus scrupuleuse fidélité, des engagemens tels que ceux que la France avoit contractés, le Roi a senti qu'elle étoit redevable de ce nouveau genre de gloire à la force des instructions qui la régissent, et il voit avec joie que l'affermissement de ces institutions est regardé par les augustes Alliés comme aussi avantageux au repos de l'Europe, qu' essentiel à la prospérité de la France. Considérant que le premier de ses devoirs est de chercher à perpétuer et accroître, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, les bienfaits que l'entier rétablissement de la paix générale promet à toutes les nations; persuadé que l'union intime des Gouvernemens est le gage le plus certain de sa durée, et que la France, qui ne pouvoit rester étrangère à un système dont toute la force naîtra d'une parfaite unanimité de principes et d'action, s'y associera avec cette franchise qui la caractérise, et que son concours ne peut qu'augmenter l'espoir bien fondé des heureux résultats q'une telle alliance aura pour le bien de l'humanité, S. M. Très-Chrétienne accueille avec empressement la proposition qui lui est faite d'unir ses conseils et ses efforts à ceux de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de la Grande-Brétagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, pour accomplir l'oeuvre salutaire qu'ils se proposent. En conséquence, Elle a autorisé le soussigné à prendre part à toutes les délibérations de leurs ministres et plénipotentiaires, dans le but de consolider la paix, d'assurer le maintien des traités sur lesquels elle repose, et de garantir les droits et les rapports mutuels établis par les mêmes traités et reconnus par tous les états de l'Europe. 1818

Le soussigné, en priant L. Exc. de vouloir bien transmettre à leurs augustes Souverains l'expression

1818 des intentions et des sentimens du Roi son maître, a l'honneur de leur offrir l'assurance de sa plus haute considération.

Aix-la-Chapelle, le 12 Novembre 1818.

RICHELIEU.

Déclaration.

(*Feuille volante.*)

A l'époque où la pacification de l'Europe est achevée par la résolution de retirer les troupes étrangères du territoire Français, et où cessent les mesures de précaution que des évenemens déplorables avoient rendus necessaires, les ministres et plénipotentiaires de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de France, le Roi de la Grande-Brétagne le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, ont reçu de leurs souverains l'ordre de porter à la connoissance de toutes les cours de l'Europe les résultats de leur réunion à Aix-la-Chapelle, et de faire à cet effet, la déclaration suivante:

La convention du 9 Octobre, qui a définitivement règlé l'exécution des engagemens consignés dans le traité de paix du 20 Novembre 1815, est considérée par les souverains qui y ont concouru comme l'accomplissement de l'oeuvre de la paix, et comme le complément du système politique destiné à en assurer la solidité. L'union intime établie entre les monarques associés à ce système, par leurs principes, non moins que par l'intérêt de leurs peuples, offre à l'Europe le gage le plus sacré de sa tranquillité future.

L'objet de cette union est aussi simple que grand et salutaire. Elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, á aucun changement dans les rapports sanctionnés par les traités existans. Calme et constante dans son action, elle n'a pour but pue le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée.

Les souverains en formant cette union auguste, ont regardé comme la base fondamentale, leur inva-

riable résolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'observation la plus stricte des principes du droit des gens, principes qui dans leur application à un état de paix permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la stabilité de l'association générale. 1818

Fidèles à ces principes, les souverains les maintiendront également dans les réunions auxquelles ils assisteroient en personne, ou qui auroient lieu entre leurs ministres, soit qu'elles aient pour objet de discuter en commun leurs propres intérêts, soit qu'elles se rapportent à des questions dans les quelles d'autres gouvernemens auroient formellement réclamé leur intervention; le même esprit, qui dirigera leurs conseils, et qui règnera dans leurs communications diplomatiques, présidera aussi à ces réunions, et le repos du Monde en sera constamment le motif et le but.

C'est dans ces sentimens que les souverains ont consommé l'ouvrage auquel ils étoient appelés. Ils ne cesseront de travailler à l'affermir et à le perfectionner. Ils reconnoissent solennellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent, leur préscrivent de donner au Monde, autant qu'il est en eux, l'exemple de la justice, de la concorde, de la modération. Heureux de pouvoir consacrer désormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs états, et à réveiller ces sentimens de religion et de morale dont le malheur des tems n'a que trop affoibli l'empire.

Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

3.

1818 *Extrait du Protocole des conférences d'Aix-la-Chapelle, du* 19 *Novembre* 1818.

(*Journal de Francfort* 1818. Nr. 331. *Lesur annuaire* 1818. p. 438.)

Les maisons de banque, avec lesquelles le gouvernement François a traité de l'exécution de ses engagemens pécuniaires, et dont le crédit universellement reconnu a déterminé les cours alliées, non seulement à accepter en paiement les lettres de change tirées sur ces maisons par le trésor de France, pour la somme de 165 millions, restant à acquitter d'après l'article VI. de la convention du 9 Octobre, mais encore à faire réaliser par leur entremise la somme de 100 millions, valeur effective, payable en inscriptions de rente d'après l'article V. de la même convention, avoient déclaré, qu'elles pourroient effectuer en neuf termes le différens paiemens, dont elles se chargeoient; et la position favorable de la place de Paris, à l'époque où cet arrangement eut lieu, les facilités qu'éprouvoit la circulation, la valeur élevée des rentes, et la perspective d'un surcroît de consolidation du crédit public à la suite des transactions politiques les plus heureuses et les plus satisfaisantes pour la France, sembloient pleinement justifier l'opinion, que les termes proposés par les dites maisons de banque, ne dépassoient pas la limite des moyens disponibles, et pouvoient être acceptés et maintenus sans aucun inconvénient, ni pour la France, ni pour les puissances créancières.

Tel étoit l'état des choses lorsque la convention du 9 Octobre fut signée. Mais dès les derniers jours du même mois, plusieurs symptômes, dont il étoit impossible de se distimuler l'importance, avertirent les gouvernements François que malgré l'étendue des ressources que les banquiers, chargés de ses paiemens, avoient à leur disposition, il seroit difficile de réaliser ces paiemens dans les délais stipulés, sans exposer directement la circulation de Paris et de la France, et indirectement celle de toute l'Europe commerçante, à de graves inconvéniens. Quoique les charges pécuniai-

res, que le traité du 20 Novembre 1815 avoit impo- 1818
sées à la France, eussent été en très grande partie acquittées par des reviremens de commerce, par des opérations de change, et par tous ces moyens artificiels, qui dans l'état perfectionné des communications réciproques des pays, remplacent le numéraire effectif, il paroit cependant, qu'en dernière analyse une quantité assez considérable de ce numéraire a dû être nécessairement employée à solder la balance de la France. A cette cause première de diminution dans la masse des valeurs circulantes, il en accéda d'autres dont les effets ne peuvent point être méconnus. Plusieurs des principaux états de l'Europe travaillent à substituer les valeurs métalliques au papier, qui jusqu'ici en avoit rempli les fonctions. Les mesures adoptées dans ce but ont exigé une forte importation de numéraire; et il est suffisamment avéré, que cette importation s'est en grande partie opérée par l'exportation de celui de la France. Des conjonctures momentanées, assez connues de ceux qui s'occupent particulièrement de ces objets, ont rendu cette diminution du numéraire plus sensible à l'époque même, où une nouvelle création de rentes étoit annoncée par les stipulations du traité d'évacuation. La banque de France en a éprouvé les premières effets. Ses fonds effectifs, naguères trop forts même pour ses besoins, ont été successivement entamés au point, que la loyauté et la prudence, bases essentielles de cet établissement, lui ont commandé de resserer ses escomptes, et de restreindre par conséquent l'émission de ses billets. Il en est nécessairement resulté un redoublement d'embarras dans la circulation générale. Sous des circonstances qui auroient rendu désirable une augmentation de numéraire ou des signes qui réprésentent, pour absorber les nouvelles rentes qui alloient être versées sur la place, l'insuffisance des valeurs disponibles a été telle, que le prix même des rentes existantes n'a pas pu se soutenir à la bourse. La baisse des effets publics s'est déclarée dans un moment où des causes exclusivement liées aux rapports pécuniaires, pouvoient seules expliquer un phénomène pareil, puisque toutes les causes politiques et morales, qui peuvent agir sur le crédit d'un gouvernement se réunissoient en faveur de la France; mais cette baisse une fois arrivée, un concours de circonstances secons,

1818 daires, et surtout l'empressement irréfléchi, qu'un certain nombre de porteurs d'inscriptions ont mis à se défaire de celles qu'ils possédoient, a momentanement affoibli l'éfficacité des mesures, par lesquelles le gouvernement, et les maisons de commerce respectables qui secondent ses operations, seroient bientôt parvenus à ramener les choses à leur juste niveau.

Le contre coup de ce qui s'est passé à Paris doit nécessairement se faire sentir dans les relations commerciales et pecuniaires des autres places européennes; et si le mal n'est pas attaqué dans la racine, aucun pays ne sera à l'abri de ses effets. Ce seroit se livrer à une illusion dangereuse, que de croire, qu'à proportion que le numéraire diminueroit en France; il abonderoit dans les autres pays. La totalité des opérations pécuniaires du monde civilisé, se fait au moyen d'une somme comparativement très petite d'argent monnayé. Ce qui détermine la rareté ou l'abondance du numéraire, est beaucoup moins sa quantité absolue, que le degré de facilité et de rapidité du mouvement qui le fait circuler. Mais aussitôt qu'une cause quelconque arrête le mouvement dans un de ses principaux foyers, les affaires commerciales, les ressources de l'industrie, les transactions du change, le prix des effets publics, doivent s'en ressentir par tout, et la stagnation qui se manifeste sur une des places centrales de l'Europe, doit inévitablement améner une stagnation plus ou moins générale. Aussi les embarras produits à Paris par la réduction des escomptes de la banque, et le resserrement progressif de l'argent, sont ils déjà simultanément sensibles dans les opérations de toutes les autres places de commerce, et dans les fonds de tous les gouvernemens.

Independamment de ces considérations majeures, la valeur des effets publics de France, a dans l'époque actuelle; un intérêt particulier pour les puissances qui ont eu part au traité du 20 Novembre 1815, et à la convention du 23 Avril 1818. Car ayant stipulé au nom de leurs sujets, creanciers de la France, qu'ils recevroient le montant de leurs créances en inscriptions sur le grand livre de sa dette publique, elles ne doivent négliger aucun des moyens à leur portée pour empêcher que les valeurs, que les individus en question ont reçues ou vont recevoir, ne soient dépréciées;

et les mesures que le gouvernement François peut 1818
adopter pour maintenir ou améliorer le cours de ses inscriptions, ne sauroient par cette raison seule être indifférentes pour les autres états.

Ayant sérieusement réflechi sur cette position des choses, sur les inconveniens nombreux qui naitroient du déplacement subit d'une trop grande masse de numéraire, sur l'atteinte que porteroient aux intérêts commerciaux de tous les pays, les opérations forcées, auxquelles les maisons de banque, chargées des paiemens, seroient obligées d'avoir récours pour effectuer un déplacement pareil dans un espace de tems trop limité, le gouvernement Français a proposé aux puissances créancières, d'admettre dans les arrangemens convenus, les deux modifications suivantes, savoir: 1. celle de prolonger à dix huit mois les termes des paiemens fixés à neuf mois par la convention du 9 Octobre; 2. celle de donner aux maisons contractantes la faculté d'acquitter une partie de leurs engagemens en lettre de change sur certaines places hors de France, qui seroient spécialement déterminées.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, ont fait de ces propositions l'objet d'un examen approfondi, et le resultat de cet examen les ayant conduits à reconnoître.

Que les modifications proposées n'altèrent en rien ni la nature, ni la solidité des engagemens primitifs, ni celles des garanties sur les quelles reposent en dernière analyse toutes les stipulations pécuniaires de la convention du 9 Octobre;

Que ces modifications ne sauroient affecter en aucune manière la confiance que les puissances ont accordée aux maisons contractantes, attendu que ces maisons se sont déclarées prêtes à remplir leurs engagemens primitifs, si les puissances le jugeoient nécessaire ou convenable;

Que par conséquent, il ne sera nullement difficile d'éclairer et de rassurer l'opinion publique sur les alarmes qu'une fausse interprétation de cette mesure, ou l'ignorance de ses véritables motifs, pourroient faire naitre dans l'une ou l'autre pays;

Que les dites modifications ne doivent point être considérées comme un avantage particulier pour le gouvernement François, ou comme un soulagement

1818 accordé aux maisons de banque avec lesquelles il a traité, mais, comme un arrangement de convenance mutuelle, dicté par des motifs communs à toutes les parties contractantes, et non moins conforme à l'intérêt bien entendu du créancier qu'à celui du débiteur;

Que la France s'engageant en outre à tenir compte aux puissances créancières d'un intérêt de cinq pour cent à raison du délai provenant de ce nouvel arrangement, il n'en résulte pour les autres puissances aucune perte réelle;

Les plénipotentiaires des quatre puissances ou adhèré au modifications proposées par le plénipotentiaire de France aux stipulations de la convention du 9 Octobre, et, de concert avec lui, les ont rédigées et arrêtées telles qu'elles se trouvent insérées au protocole signé le 11 Novembre.

METTERNICH. RICHELIEU. CASTLEREAGH.
HARDENBERG. BERNSTORFF. NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

55.

Arrangemens définitifs pour régler le mode et les périodes du paiement des derniers 100 millions de Francs, de l'indemnité pécuniaire due par la France, signés par les ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse
1819 *et de Russie à Paris le 2 Février 1819.*
2. Févr. (*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 57. *Lesur annuaire.* 1818. p. 440)

Les circonstances actuelles ayant rendu nécessaire de chercher les moyens de diminuer, autant que possible la masse des inscriptions de rentes sur le grand-livre de la dette publique de France, qui peuvent être mises immediatement sur la place de Paris, il a été convenu de ce qui suit:

ART. I. L'inscription de 6,615,944 Fr. de rente, remise par la France aux cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Prusse et Russie, conformément à l'art. 3. de la convention du 9 Octobre 1818, restera en dépôt entre les mains des commissaires des dites cours, jusqu'au 5 Juin 1820.

En conséquence, le contrat passé entre les cours 1818
d'Autriche, de Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, et les maisons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, pour la réalisation du capital de la susdite inscription de rente, est considéré comme nul et non avenu.

Art. II. Par suite de l'article ci-dessus, l'inscription de 2,205,314 Fr. de rente, que les quatre commissaires spéciaux ont remise, le 2 Decembre 1818, aux maisons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, en exécution du contrat de vente ci-dessus mentionné, sera rendu par ces maisons de banque aux quatre commissaires, qui leur rendront, en échange, leurs engagemens pour la même valeur. La dite inscription de 2,205,314 Fr. sera transférée par le trésor royal de France, et sera jointe, sous les noms des quatre commissaires spéciaux, à l'inscription de 4,410,630 Fr. qui demeure dans leurs mains.

Art. III. Le 1 Juin 1820, la France remettra aux cours ci-dessus désignées, en échange de la susdite inscription de 6,615,944 Fr. de rente, des bons sur le trésor royal, pour la valeur de 100,000,000 de Fr., les dits bons portant intérêt à 5 pour 100, payables en neuf mois, par portions égales, et de jour en jour, pour commencer le 1 Juin 1820, et finir le 1 Mars 1821.

Les deux premiers tiers de ces bons ne seront pas négociables; mais le dernier tiers pourra être negocié à dater du 1 Décembre 1820.

Art. IV. Les commissaires des cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Prusse et Russie, recevront les arrérages de la dite rente de 6,615,944 Fr., inscrite avec les intérêts depuis le 22 Septembre 1818, qui se trouveront dus à partir de ce jour jusqu'au 1 Juin 1820 inclusivement, auquel jour les remises successives seront payées aux parties interessées.

Art. V. Il est convenu que les arrangemens ci-dessus n'interviendront point dans ceux qui ont été pris entre le gouvernement François et les maisons Hope et Compagnie, Baring Frères et Compagnie, non plus que dans les modifications qui pourroient y être faites en vertu de la présente convention.

Art. VI. Il est également convenu qu'à l'époque de la négociation du dernier tiers de bons qui seront mis à la disposition des cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Prusse et Russie, en exécution de l'art. 3.

1818 du présent arrangement (dans le cas où ces cours seroient disposées à user de cette faculté), le gouvernement François en sera informé, et qu'à conditions égales, il jouira de la préférence pour négocier les dits bons.

Fait en cinq copies, à Paris, le 2 Février 1819.

Le Baron DE VINCENT. *Le Marquis* DESSOLLES.
CH. STUART. H. DE GOLZ. POZZO DI BORGO.

56.

Juillet. *Convention entre S. M. Catholique et les Etats Unis d'Amérique, negociée en Août 1802, ratifiée par l'Espagne en Juillet 1818*).*

(*Journal de Francfort* 1819. Nr. 53.)

S. M. C. et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique désirant ajuster à l'amiable les reclamations qui ont résulté des excès commis pendant la dernière guerre par des individus de l'une ou de l'autre nation, contrairement aux lois des nations ou au traité existant entre les deux nations: S. M. C. a donné à cet effet des pleinspouvoirs à S. Exc. Don Pedro Cavallos, conseiller d'état, etc.; et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à Charles Pinckney, citoyen des dits états, et leur ministre plénipotentiaire auprès de S. M. C., qui sont convenus de ce qui suit:

Commissaires. ART. I. Il sera formé un bureau de commissaires, composé de cinq membres, deux desquels seront nommés par S. M. C., deux autres par le gouvernement des Etats-Unis, et le cinquième d'un commun accord, et dans le cas où ils ne pourroient point s'accorder sur le choix du cinquième commissaire, chaque partie en nommera un, et le sort décidera entre les deux: et ci après, en cas de mort, de maladie, ou d'absence nécessaire d'aucun de ceux déjà nommés, ils procederont, de la même manière, à l'élection d'autres personnes pour les remplacer.

*) Quoique cette convention ait été negociée en Août 1802 et ratifiée par les Etats-Unis en Janvier 1804 l'Espagne ne l'a ratifiée qu'en Juillet 1818 sur quoi les ratifications ont été échangées à Washington; je la place sous l'année 1818 vû que par l'article 7. il est expressement convenu qu'elle demeurerait sans effet jusqu'à ce qu'elle soit ratifiée par les parties contractantes.

ART. II. Les commissaires étant ainsi nommés, chacun d'eux prêtera serment d'examiner, discuter et determiner les réclamations, qu'ils devront décider conformément aux lois des nations et au traité existant, et avec l'impartialité que la justice dictera. 1818 Serment.

ART. III. Les commissaires se rassembleront et tiendront leurs séances à Madrid, où, dans l'espace de 18 mois (à compter du jour auquel ils se réuniront) ils recevront toutes les réclamations qui seront faites en conséquence de la présente convention, tant par les sujets de S. M. C.. que par les citoyens des Etats-Unis d'Amérique qui auront droit de former des demandes en compensation de pertes, dommages ou préjudices par eux essuyés, en conséquence des excès commis par des sujets espagnols ou des citoyens américains. Reclamations à juger.

ART. IV. Les commissaires sont autorisés par les dites parties contractantes, à entendre et à examiner sur serment, toute question relative aux dites demandes, et à recevoir, comme digne de foi, tout témoignage dont l'authenticité ne pourra pas être raisonnablement révoqué en doute. Temoins.

ART. V. Il n'y aura point d'appel des décisions des commissaires, et l'accord de trois d'entre eux donnera pleine force et effet à leurs décisions, tant pour ce qui aura rapport à la justice des reclamations qu'au montant des indemnités qui pourront être adjugées aux réclamans, les dites parties contractantes s'obligeant à satisfaire aux dits jugemens en numéraire, sans déductions, aux tems et lieux fixés, et sous les conditions, qui pourront être spécifiées par le bureau des commissaires. Decision.

ART. VI. Les dits plénipotentiaires n'ayant pas pu s'accorder sur le mode par lequel le dit bureau de commissaires prononceroit sur les réclamations provenantes des actes des croiseurs, agens, consuls, ou tribunaux étrangers, sur leur territoire respectif, qui pourroient être imputés à leurs deux gouvernemens, ils sont expressément convenus que chaque gouvernement se réservera (comme il le fait par cette mention) à lui même, à ses sujets, ou à ses citoyens respectifs, tous les droits qu'ils ont présentement, et en vertu desquels ils pourront ci-après présenter leurs reclamations, aux époques qui leur seront les plus convenables. Reservation.

ART. VII. La présente convention demeurera sans force on effet, jusqu'à ce qu'elle soit ratifiée par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées aussitôt que possible. Ratification.

57.

1818 20 Oct. *Convention zwischen Grossbritannien und Nordamerica, unterzeichnet zu London den 20. October 1818.*

(*Politisches Journal* 1819. Mars p. 229.)

Die vereinigten Staaten von Nordamerica und Se. Majestät der König von Grossbritannien und Irland haben, beseelt von dem Wunsche, das gute Einverständniss, welches zwischen beiden Staaten so glücklicherweise besteht, zu befestigen, zu ihren Bevollmächtigten ernannt, der Präsident der vereinigten Staaten den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Französischen Hofe, *Albert Gallatin*, und *Richard Rusch* *) und Se. Majestät der König von Grossbritannien und Irland, ihren Marine-Schatzmeister und Präsidenten im Bureau des Staatsraths für den Handel und die Colonien, *Friedrich Joh. Robinson*, und ihren Unter-Staatssecretär *Henry Goulborn;* welche, nachdem sie ihre gegenseitigen Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Da über die von den vereinigten Staaten für ihre Einwohner in Anspruch genommene Freiheit, an gewissen Küsten, Bayen, Reden und Buchten der Americanischen Staaten Sr. Majestät zu fischen, und die Fische dort zu trocknen und einzusalzen, Streitigkeiten entstanden sind, so sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, dass die Einwohner genannter vereinigten Staaten auf ewige Zeiten mit den Unterthanen Sr. Britischen Majestät gemeinschaftlich das Recht haben sollen, jede Gattung von Fischen an dem Theile von Neufoundland zu fangen, welcher sich vom Cap Ray bis zu den Ratheau-Inseln an der westlichen und nördlichen Küste von Neufoundland erstreckt, hierauf von dem Cap Ray bis nach den Inseln von Quirpon, an den Küsten der Magdalenen-Inseln, so wie auch an den Küsten, in den Bayen, Häfen und Buchten von Mont Joly an der mittäglichen Küste von Labrador bis an die Meerenge von Belleisle

*) Ce nom manque dans le journal politique quoiqu'il se trouve à la signature.

57.

1818
20 Oct.

Convention conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre à Londres le 20 Octobre 1818.

(Lesur annuaire historique. 1818 p. 479.)

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. le Roi du royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlandé, désirant cimenter la bonne intelligence qui substiste heureusement entre eux, ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir, le président des Etats-Unis, de Son côté, a nommé Albert Gallatin*; envoyé extraordinaire, etc., etc., et* Richard Rusch, *envoyé extraordinaire, etc., etc.; et S. M. B. a nommé le très honorable* Frédérick John Robinson, *trésorier etc. et* Henry Goulborn, *esq. etc., etc.: qui après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, qu'ils ont trouvés en due et bonne forme, ont consenti à conclure les articles suivans:*

Pêché sur les côtes d'Amérique.

Art. I. *Attendu qu'il s'est élevé des différends relativement à la liberté réclamée par les Etats-Unis, pour leurs habitans, de prendre, de sécher et de nettoyer le poisson sur certaines côtes, baies, havres et creeks, situés dans les possessions de S. M. B. en Amérique, il est convenu entre les hautes parties contractantes, que les habitans desdits Etats-Unis auront, pour jamais, en commun avec les sujets de S. M. B., la liberté de prendre du poisson de toute espèce, sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend depuis le cap Ray jusqu'aux îles du Ratheau; sur la côte occidentale et septentrionale de Terre-Neuve depuis ledit cap Ray jusqu'aux îles Quirpon, sur les rivages des îles Magdeleine, et aussi sur les côtes, baies, havres et creeks, depuis Mont Joly, sur la côte méridionale de Labrador jusqu'au détroit de Belleisle, et de là*

1818 und von da längs der Küste hin nach Norden, so jedoch, dass dadurch die ausschliessenden Rechte der Compagnie in der Hudsonsbay nicht beeinträchtigt werden; auch sollen die Americanischen Fischer auf ewige Zeiten die Freiheit haben, in denjenigen Bayen, Häfen und Buchten des mittäglichen Theils der Küste von Labrador, worüber noch nicht disponirt worden, zu fischen, und ihre Fische daselbst zu trocknen; sobald aber über das Ganze oder auch nur über einen Theil derselben definitive Bestimmungen genommen, ist es den besagten Fischern nicht mehr gestattet, in diesen Gegenden, ohne eine vorläufige Convention mit den Einwohnern derselben abgeschlossen zu haben, die Fische zu trocknen und einzusalzen. Die vereinigten Staaten entsagen auf immer durch gegenwärtigen Tractat jeder Freiheit, deren die Einwohner bis jetzt genossen oder worauf sie noch Anspruch machen könnten, an den Inseln, Bayen und Buchten der Staaten Sr. Britischen Majestät in America, welche nicht in den oben erwähnten Grenzen mit begriffen sind, in der Entfernung von drei Seemeilen zu fischen, die Fische zu trocknen und einzusalzen; jedoch soll es den Americanischen Fischern erlaubt sein, in den besagten Bayen oder Häfen zum Schutz einzulaufen, ihre erlittenen Havarien dort auszubessern, Holz einzukaufen und Wasser einzunehmen, übrigens aber in keiner andern Absicht. Sie sollen sich dabei aller nothwendigen Restrictionen zur Verhinderung des Trocknens und des Einsalzens der Fische unterwerfen, damit die in diesem Tractat reservirten Vorrechte keineswegs übertreten werden.

Art. II. Man ist übereingekommen, von dem nordwestlichen Puncte des Sees der Hölzungen eine Linie zu ziehen, welche an der 49sten Parallellinie nördlicher Breite hinläuft; sollte sich aber dieser Punct nicht in der 49sten Parallele nördlicher Breite auffinden lassen, so wird von dem Punct eine Linie völlig nördlich oder südlich, nachdem wie besagte Linie genannte Parallellinie der nördlichen Breite durchschneidet, gezogen werden, und an diesem völlig westlichen Durchschnittspuncte längs der genannten Parallellinie soll die Gränzlinie zwischen dem Gebiete der vereinigten Staaten und der südlichen Gränze des Gebiets Sr. Brittischen Majestät sich befinden, von dem See der Hölzungen bis zu den steinigten Gebürgen.

au nord indéfiniment le long de la côte, sans préjudice cependant d'aucun des droits exclusifs de la compagnie de la baie d'Hudson. Il a été aussi convenu que les pêcheurs américains auront, pour toujours la liberté de sécher et curer le poisson dans les baies, havres et creeks inhabités de la partie méridionale de la côte de Terre-Neuve, décrite ci-dessus et de la côte de Labrador; mais aussitôt que ces endroits, ou seulement une partie quelconque, seront habités, il ne sera plus légal pour lesdits pêcheurs de sécher ou curer du poisson dans cette partie habitée, à moins d'un arrangement préalable à cet effet, avec les habitans, propriétaires ou possesseurs du terrain. Les Etats-Unis par le présent article renonçent pour toujours à toute liberté que leurs habitans auraient eue ou auraient réclamée jusqu'à ce jour, de prendre, de sécher ou de curer le poisson, sur celles des côtes, baies, creeks ou havres des possessions de S. M. B. en Amérique, non compris dans les limites ci-dessus mentionnées, non plus qu'à la distance de 3 milles des dites côtes, pourvu cependant que les pêcheurs américains soient admis à entrer dans ces baies ou havres, pour s'y abriter et y réparer des dommages, y acheter du bois, y faire de l'au, et non pour aucun autre objet quelconque; dans ces cas divers ils seront soumis à telles restrictions qui pourront être nécessaires pour les empêcher de prendre, de sécher ou de curer du poisson dans les dits endroits, ou d'abuser en aucune autre manière des priviléges que leur réserve le présent article. 1818

Ligne de démarcation.

Art. II. Il est convenu qu'une ligne tirée du point le plus au nord-ouest du lac des Bois, le long du quarante-neuvième parallèle de latitude nord, ou si ledit point ne se trouve pas sur le quarante-neuvième parallèle de latitude nord, qu'une ligne tirée de ce point droit au nord ou au sud, comme le cas pourra l'exiger, jusqu'au point où elle coupera ledit parallèle; et depuis ce dernier point le long dudit parallèle vers l'ouest, sera la ligne de démarcation entre les territoires des Etats-Unis et ceux de S. M. B., et que la dite ligne formera la frontière nord des dits territoires des Etats-Unis, et la frontière sur des territoires de S. M. B., depuis le lac des Bois jusqu'aux Hony Mountains.

1818 Art. III. Man ist übereingekommen, dass alles Gebiet, welches von der einen oder andern Parthey an der nordwestlichen Küste von America, im Westen der steinigten Gebürge, so wie dessen Häfen, Bayen und Buchten und die Schifffahrt auf dessen sämmtlichen Flüssen reclamirt werden könnte, zehn Jahre hindurch, von der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, den Schiffen, Bürgern und Unterthanen beider Mächte frei und offen sein soll; wohl verstanden jedoch, dass diese Convention nicht zum Nachtheile der Ansprüche, welche einer der hohen contrahirenden Theile auf irgend einen Theil des besagten Gebiets haben könnte, gedeutet werden solle, so wie sie auch nicht die Ansprüche irgend eines andern Staats oder Macht auf einen Theil desselben beeinträchtigen darf, da der einzige Zweck der hohen contrahirenden Theile bei Abfassung dieser Convention gewesen ist, jeder Discussion und jedem Streit unter beiden Staaten vorzubeugen.

Art. IV. Alle Bestimmungen der Convention, "um den Handel zwischen den Ländern der vereinigten Staaten und Sr. Brittischen Majestät festzusetzen," welche den 3ten Julius 1815 abgeschlossen, mit Ausnahme der Clausel, welche die Dauer derselben auf 4 Jahre festsetzt, so wie auch mit Ausnahme des Theils, der durch die Erklärung Sr. Maj. die Insel St. Helena betrifft, sind auf weitere 10 Jahre, vom Tage der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, ausgedehnt, und sollen bis dahin in Kraft bleiben, und zwar eben so, als wenn alle Bestimmungen besagter Convention hier namentlich aufgeführt wären.

Art. V. Da der erste Artikel des Genter Tractats bestimmt, das "alles Gebiet, Plätze und Besitzungen, die während des Krieges von der einen oder andern Parthei, oder selbst nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Tractats genommen worden, mit alleiniger Ausnahme der dabei namhaft gemachten Inseln, ohne Verzug und ohne dass etwas darin zerstört, und ohne dass Artillerie oder sonstiges öffentliches Eigenthum, welches in den Forts oder Plätzen gefunden worden, so wie auch Sclaven oder anderes Privat-Eigenthum daraus weggebracht werden darf, zurückgegeben werden soll," und da die vereinigten Staaten durch denselben Artikel für ihre Mitbürger, als deren Privateigenthum, die Wieder-

1818

District ou la pêche sera libre pendant 10 ans.

Art. III. Il est convenu que tout pays qui pourra être réclamé par l'une ou l'autre des parties contractantes sur la côte nord-ouest d'Amérique, à l'ouest des Hony Mountains, sera ainsi que les havres, baies, creeks et rivières qui s'y trouveront, libre et ouvert pendant dix années, à compter de la date de la signature de la présente convention, aux vaisseaux, aux citoyens et aux sujets des deux puissances; bien entendu que cet arrangement ne peut être trouvé au préjudice d'aucune prétention que l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes peuvent avoir sur quelque partie que ce soit dudit pays; et qu'il ne sera pas non plus regardé comme affectant les prétentions de toute autre puissance à une partie dudit pays, le seul objet des hautes parties contractantes à cet égard étant de prévenir les disputes et les differends entre elles deux.

Convention du 3 Juillet 1815.

Art. IV. Toutes les stipulations de la convention "pour régler le commerce entre les possessions de Etats-Unis et de S. M. B.", conclu à Londres, le troisième jour de Juillet, en l'année de Notre Seigneur 1815, *à l'exception de la clause qui limitait à quatre ans sa durée, et à l'exception aussi de telles parties qui ont été altérées par la déclaration de S. M. relativement à l'île de Saint-Hélène, sont, par la présente, étendues et maintenues en vigueur pour le terme de dix années, à partir de la date de la signature de la présente convention, de la même manière que si toutes les stipulations de la susdite convention étaient spécialement répétées dans la présente.*

Traité de Gand

Art. V. Comme il a été convenu par le premier article du traité de Gand, que "tous territoires, places et possessions, quelconques dont l'une ou l'autre partie se serait emparée pendant la guerre, ou après la signature de ce traité, seraient, à l'exception des îles ci-après mentionnées, rendus sans délai et sans y détruire, ou en emporter aucune partie de l'artillerie ou autres propriétés publiques capturées originellement dans les dits forts ou places, qui s'y trouveraient encore lors de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que tout esclave ou autre propriété particulière;" comme, d'après cet article, les Etats-Unis réclament pour leurs citoyens, et à titre de propriété particulière, la restitution, ou du moins une pleine

1818 erstattung oder eine Entschädigung für alle Sclaven reclamiren, welche sich am Tage der Auswechselung der Ratificationen gedachten Tractats in irgend einem Gebiete, Platze oder Eigenthum befanden, wovon gedachter Tractat den vereinigten Staaten die Wiedererstattung zusagt, aber noch in Englischer Gewalt sich befanden, sei es, dass genannte Sclaven an dem Tage auf dem Theile des festen Landes oder am Bord der Englischen Schiffe sich aufgehalten, wovon der Grund zum Gebiet oder zur Gerichtsbarkeit der Vereinigten Staaten gerechnet wird: und da sich Streitigkeiten erhoben, ob nach dem wahren Sinne und der Absicht des genannten Artikels des Genter Tractats die vereinigten Staaten auf die völlige Wiedererstattung und Schadloshaltung für alle und jede Sclaven Ansprüche machen können, wie es oben erwähnt worden, so sind die hohen contrahirenden Theile durch gegenwärtige Convention dahin übereingekommen, diesen streitigen Punct irgend einem Souverain oder befreundeten Staate, den man dazu auffordern wird, vorzulegen, und die hohen contrahirenden Mächte verpflichten sich, die Entscheidung dieses Souveräns oder befreundeten Staats als definitiv anzusehen, indem alle demselben vorgelegte Materien durch dessen Entscheidung als erledigt angesehen werden sollen.

Art. VI. Diese Convention erhält, nachdem sie durch den Präsidenten der vereinigten Staaten mit Einstimmung des Senats, und durch Se. Brittische Majestät ratificirt und selbige ausgewechselt worden, für beide Theile bindende Kraft; und diese Ratificationen sollen in 6 Monaten, oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die resp. Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet und ihr Siegel darunter gesetzt.

Geschehen zu London, den 20. October 1818.

Unterz. Albert Gallatin.
Richard Rusch.
Friedrich John Robinson.
Henry Goulbourn.

Diese Convention ist den 2. Novemb. 1818 von dem Prinzen Regenten und den 28 Januar 1819 von dem Präsidenten der vereinigten Staaten ratificirt worden.

compensation, de tous les esclaves qui, à la date de l'échange des ratifications dudit traité, se trouvaient dans les territoires, places ou possessions quelconques, dont ledit traité ordonnait la restitution aux Etats-Unis, mais qui, à cette époque, étaient encore occupés par les forces Britanniques; et que dans cette restitution ils comprennent les esclaves qui étaient, soit à terre, soit à bord de vaisseaux anglais se trouvant dans les eaux des Etats-Unis; comme enfin il s'est élevé des différends sur l'esprit du susdit article du traité de Gand; les hautes parties contractantes consentent par la présente à référer ces différends à quelque souverain ou Etat ami, qui sera nommé pour cet objet; et les hautes parties contractantes s'engagent de plus à regarder la décision de cette puissance amie comme finale et conclusive sur tous les points référés. 1818

Art. VI. Cette convention, quand elle aura été dûment ratifiée par le président des Etats-Unis, d'après et avec l'avis de leur sénat, et par S. M. B., et que les ratifications respectives auront été mutuellement échangées, sera obligatoire pour les dits Etats-Unis et S. M., et les ratifications seront échangées à six mois de la présente date, ou plustôt s'il est possible).* Ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont appliqué le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, ce vingtième jour d'Octobre, en l'an de notre Seigneur 1818.

(*Suivent les Signatures.*)

*) D'après le journal politique cité ci-dessus cette convention a été ratifiée par S. A. R. le Prince Régent en date du 2 Novembre 1818 et par le Président des Etats-Unis le 28 Janvier 1819. Il n'est donc pas étonnant si dans le discours du P. Régent lors de l'ouverture du Parlement le 22 Janvier (Journal de Francfort, 1819. Nr. 30.) il est dit que cette convention serait mise sous les yeux du Parlement aussitôt que les ratifications seront échangées. Mais cette échange a-t-elle eu lieu? Je ne trouve pas que depuis cette convention ait été présentée au Parlement.

1818

58.

Convention conclue entre Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté Sicilienne, signée à Paris le 28 Févr. 1817. publiée à Paris le 1 Juin 1818.

(*Leur annuaire historique de l'an* 1818. p. 425.)

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi du royaume des Deux-Siciles ayant fait connoître à Sa Majesté très-chrétienne les graves inconveniens qui résultaient pour les finances, ainsi que pour la navigation et le commerce de ses sujets, du maintien de divers priviléges et exemptions dont les Français, ainsi que les sujets de quelques autres puissances, ont joui dans ses Etats, et le désir qu'elle avait d'en effectuer l'abolition d'un commun accord avec elle; et Sa Maj. le Roi de France et de Navarre ayant, de son côté, témoigné à S. M. Sicilienne la parfaite disposition où elle était de consentir à cette abolition, moyennant l'établissement d'un état de chose qui pût à la fois remédier aux inconvéniens dont S. M. Sicilienne a eu à se plaindre, et pourvoir à la sûreté et aux avantages des sujets et du commerce de la France dans les Etats de S. M. Sicilienne: leurs dites Majestés, constamment animées des sentimens de la plus intime amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

(*S. M. très-chrétienne*): Le Sieur Emanuel du Plessis-Richelieu, duc de Richelieu etc.

(*S. M. Sicilienne*): Le Sieur Fabrice Ruffo, prince de Castelcicala etc. Lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Priviléges abolis.

Art. I. S. M. très-chrétienne consent à l'abolition de tous les priviléges et exemptions dont ses sujets, leur commerce et leurs bâtimens ont joui et jouissent dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sicilienne, en vertu du traité des Pyrénées, de celui d'Aix-la-Cha-

pelle du 2 Mai 1668, de la déclaration donnée par la cour de Madrid le 6 Mars 1669, et autres actes subséquens qui rendent communs aux Français tous les avantages concédés aux Anglais par le traité de 1667 entre la Grande-Brétagne et l'Espagne. Il est en conséquence convenu entre Leurdites Majestés très-chrétienne et sicilienne, tant pour elles que pour leurs heritiers et successeurs, que lesdits priviléges et exemptions portant soit sur les personnes, soit sur le pavillon et les bâtimens, sont et demeureront abolis à perpétuité. 1817

Accordés à aucun autre.

Art. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer et à n'accorder par la suite les priviléges et exemptions qui sont abolis par la présente convention aux sujets d'aucune autre puissance quelconque.

Visites de douanes.

Art. III. S. M. Sicilienne promet que les sujets de S. M. très-chrétienne ne seront pas assujettis dans ses Etats à un système plus rigoureux de visites de douanes et de recherches que celui qui est applicable aux sujets de S. M. Sicilienne.

Traitement de nation la plus favorisée.

Art. IV. S. M. Sicilienne promet que le commerce Français en général et les sujets Français qui l'exerceront, seront traités dans tous ses Etats sur le même pied que les nations les plus favorisées, non seulement par rapport à leurs personnes et propriétés, mais aussi à l'égard de toute espèce d'articles dont les dits sujets Français seront commerce, et des taxes ou autres charges payables, soit sur lesdits articles, soit sur les bâtimens par lesquels l'importation aura lieu.

Priviléges personnels.

Art. V. Quant à ce qui concerne les priviléges personnels dont les sujets de S. M. T. C. devront jouir dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne promet qu'ils auront un droit libre et mon douteux de voyager et de résider dans lés territoires et domaines de Sadite Maj., sauf les précautions de police dont on se sert envers les sujets des nations les plus favorisées. Ils auront aussi le droit d'occuper des maisons et magasins, et de disposer de leurs propriétés personnelles, de quelque espèce et nature qu'elles soient, par ventes, donations, échanges et testamens, ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il leur soit donné à cet effet le moindre empêchement ou obstacle. Ils ne seront, sous aucun prétexte quelconque,

1817 tenus de payer d'autres taxes ou impositions que celles qui sont payées ou pourront être payées par les sujets des nations les plus favorisées dans les Etats de S. M. sicilienne. Ils seront exempts de tout service militaire, soit par terre, soit par mer. Leurs habitations, magasins, et tout ce qui en fait partie ou en compose l'appartenance pour objet de commerce ou de résidence, seront respectés. Ils ne seront sujets à aucune visite ou recherche vexatoire. Aucun examen ni inspection de leurs livres, papiers ou comptes, ne se fera arbitrairement et de la part de l'autorité suprême de l'Etat, et ne pourra avoir lieu autrement que par sentence légale des tribunaux compétens. S. M. Sicilienne s'engage à garantir dans toutes les occasions aux sujets de S. M. très-chrétienne qui résideront dans ses Etats et domaines, la conservation de leur sûreté personnelle et de leurs propriétés, de la même manière qu'elles sont garanties à ses sujets et à tous les étrangers appartenant aux nations les plus favorisées et les plus privilégiées.

Restitution de l'art. 1.

ART. VI. D'après la teneur des articles 1 et 2. de la présente convention, S. M. Sicilienne s'engage à ne déclarer nuls et abolis les priviléges et exemptions qui existent actuellement en faveur du commerce Français dans ses Etats, qu'au même jour et par le même acte qui déclarera nuls et abolis les priviléges et exemptions quelconques dont ont joui ou jouissent d'autres nations.

Diminution de droits.

ART. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à dater du jour où l'abolition générale des priviléges aura eu lieu, conformément aux articles 1. 2 et 6. de la présente convention, une diminution de dix pour cent sur le montant des droits et taxes payables selon le tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, sera accordée sur la totalité des marchandises ou produits du royaume de France, de ses colonies et dépendances, qui seront importés dans les Etats de S. M. Sicilienne, le tout suivant la teneur de l'article 4. ci-dessus, bien entendu que ledit article ne devra jamais être considéré comme pouvant, en aucune manière, empêcher S. M. Sicilienne d'accorder, si bon lui semble, une pareille diminution d'impôts aux autres nations étrangères.

ART. VIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de trois mois, ou plustôt, si faire se peut. 1817 Ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. CASTELCICALA.
(L. S.) (L. S.)

Article séparé et additionnel.

Pour éviter toute équivoque, relativement à la diminution de dix pour cent sur les droits, stipulée en faveur du commerce Français par la convention signée aujourd'hui, il est déclaré, par le présent article, que cette concession doit s'entendre comme il suit; savoir, que, dans le cas où les droits se monteraient à vingt pour cent sur la valeur de la marchandise, l'effet de la diminution de dix pour cent sera de réduire cet impôt de vingt à dix huit, et ainsi de suite dans la même proportion pour tous les autres cas.

Et que sur les articles qui ne sont pas taxés ad valorem dans le tarif, diminution de l'impôt sera proportionelle, c'est à dire qu'on accordera la diminution de la dixième partie sur le montant de la somme payable.

Le présent article séparé et additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. CASTELCICALA.
(L. S.) (L. S.)

Article séparé.

Il est expressément convenu entre les hautes parties contractantes que les sujets de S. M. T. C. dans le royaume des Deux-Siciles, réciproquement les sujets de S. M. Sicilienne en France, ne pourront être assujettis à aucun droit d'aubaine, de détraction ou

1817 autres de la même nature, lesquels sont et demeureront abolis à perpétuité entre les deux Etats.

Le présent article separé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires réspectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris. le 25 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. (L. S.) CASTELCICALA. (L. S.)

59.

1818 19 Déc. *Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et la Russie, signé à St. Pétersbourg le 10/7 Décembre 1818.*

(*Königl. Preuss. Gesetzsammlung.* Jahrgang 1819. pag. 166. en français et allemand.)

An nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant résolu de donner aux stipulations arrêtées par le Traité de Vienne du 21 Avril / 3 Mai 1815, relatives au commerce et à l'industrie des Provinces Polonaises de la délimitation de 1772, la précision que réclame impérieusement cet objet de Leur sollicitude commune pour l'intérêt et le bien-être de leurs Sujets respectifs, sont convenus de règler par un acte additionnel toutes les dispositions qui pourront contribuer à leur faire atteindre un but aussi désirable.

A cette fin Leurs dites Majestés ont nommé, savoir; S. M. le Roi de Prusse, le Sieur Charles Semler, Son Conseiller-privé des Finances etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Pierre d'Oubril, Son Conseiller d'Etat actuel, Chevalier

de l'Ordre de St. Anne de la première classe, de celui de St. Wolodomir de la troisième, et de celui de St. Jean de Jérusalem; lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans: 1818

Art. I. L'étendue à laquelle s'applique la présente Convention, quant aux règlemens de commerce et de navigation, se compose de tout le territoire qui a fait partie de l'ancienne Pologne, depuis l'année 1772, et qui se trouve compris entre la Duna, le Dnieper, le Dniestre, l'Oder et la mer, en y comprenant la Prusse orientale. Etendue de la convention.

Art. II. Pour assurer à Leurs sujets respectifs une liberté de navigation illimitée, telle que l'établissent les stipulations de l'article 22. du traité de Vienne du 21 Avril / 3 Mai 1815, dans l'étendue déterminée à l'article 1, les hautes parties contractantes sont convenues d'y faire observer les principes et règlemens suivans: Liberté de navigation.

a. La navigation dans les Haffs ainsique sur les canaux et les rivières, tant en les descendant jusqu'à leur embouchure dans la mer, qu'en les remontant, et la fréquentation des ports situés dans cette étendue, seront libres de telle sorte, qu'elles ne pourront être interdites à aucun des sujets des deux hautes parties contractantes. Ce principe sera appliqué aux rivières navigables actuellement, ou qui le seroient à l'avenir ainsi qu'aux canaux existant dans ce moment, ou qui pourraient être faits par la suite.

b. Le droit de hallage et d'attérage sur les rives des fleuves et sur les bords des rivières et canaux, sera commun à tous les sujets des deux hautes parties contractantes. Pour garantir dans toute sa plénitude la jouissance et l'exercice de ce droit, il sera établi respectivement des chemins de hallage partout où cela sera trouvé nécessaire et possible. La puissance à laquelle appartiendra la rive, veillera à l'entretien de ces chemins de hallage; il sera de même fixé invariablement pour l'attérage une étendue de terrain de quinze aunes de Pologne de largeur sur chaque rive, partout où il n'y a ni culture ni habitation, sans qu'il en soit exigé aucune rétribution de la part des commerçans.

1818 c. Les réglemens de police existant pour la navigation, ainsi que pour le flottage du bois, de même que ceux qui pourraient être publiés à l'avenir, ayant pour but (sans établir de redevance) d'assurer le maintien de la liberté, du bon ordre et de la sûreté de la navigation, seront communiqués aux Consuls respectifs, et seront obligatoires pour tous les sujets des deux hautes parties contractantes.

d. Les sujets respectifs ne seront soumis dans aucun cas à des impôts ou charges plus considérables que les navigations indigènes, pour la libre navigation et pour les communications par eau, tant naturelles qu'artificielles, existant, ou qui existeront' à l'avenir. Il est entendu que l'Oder est compris dans ce nombre

e. Les tarifs et péages, signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs pour la navigation des fleuves et canaux dans les pays des deux dominations, compris dans l'étendue déterminée à l'article 1., serviront de norme pour la perception des dits droits, et ne pourront être haussés que du commun accord des deux Gouvernemens. Outre ces droits, il ne sera imposé aux navigateurs aucunes redevances, à l'exception de celles qui existeraient déjà au passage des ponts, lesquelles ne pourront également être haussées, que d'un commun accord, ou de celles qui resulteraient d'arrangemens de gré à gré entre les dits navigateurs et les proprietaires riverains, dans les lieux où il y aurait soit culture, soit habitation.

Les droits à percevoir au passage des ponts y seront affichés.

f. La navigation de la Vistule est est déclarée libre de tout impôt, à l'exception de celui perçu en Prusse, sous la dénomination *die Schiffsgefässgelder*.

Commerce. Art. III. Les deux hautes puissances contractantes désirant établir dans les provinces de l'ancienne Pologne, la liberté la plus illimitée de commerce, et l'assurer sur des bases solides et immuables, sont convenues de faire observer, dans l'étendue désignée à l'article 1., les règlemens suivans:

a. Les sujets des deux hautes parties contractantes qui, pour vendre leurs denrées, visiteront les foires, ou se rendront pour affaires de commerce dans les provinces désignées à l'article 1. pourront y voyager librement par terre et par eau, s'ils sont munis d'un certificat délivré par l'autorité compétente du lieu qu'ils habitent, et attestant que le but de leur voyage est effectivement celui énoncé ci-dessus. Ces certificats seront réciproquement respectés par les deux Gouvernemens. 1818

b. Les Consuls que les deux hautes parties contractantes se reconnaissent mutuellement le droit de nommer dans les provinces de l'étendue susmentionnée, auront l'autorisation de délivrer des passeports aux sujets de leur Gouvernement qui seraient dans le cas de se rendre, pour affaires de commerce, du lieu où le Consul réside, dans une autre province comprise dans l'étendue déterminée par l'article 1. Ces passeports seront délivrés moyennant une rétribution des deux florins de Pologne par passeport, visés par l'autorité competente du lieu, sans le moindre retard, et surtout reconnus et respectés réciproquement.

c. Tout sujet des deus hautes parties contractantes sera en droit, moyennant les rétributions réglées par les tarifs de la Convention présente, tant pour l'usage des fleuves, rivières, canaux et écluses, que pour le commerce, d'envoyer ou de faire transporter les objets de son négoce, par toutes les villes et tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., jusqu'à la mer, de tirer des marchandises d'outre-mer, ou de les faire venir par terre de l'étranger, et de les transporter eu retour, toutefois en les adressant à un négociant bourgeois de la ville.

d. Il sera libre à tout sujet des deux hautes parties contractantes de vendre ou de faire vendre en gros, les productions du sol et de l'industrie de son pays, dans toutes les villes et dans tous les ports compris dans l'étendue désignée à l'article 1.; de faire des achats sans avoir besoin de rechercher le droit de bourgeoisie et sans payer quelque redevance pour y faire ce commerce, comme patente-d'industrie (*Gewerbschein*) ni le droit appelé: *Kronsteuer*. Si ce-

1818 pendant il vendait des marchandises ouvrées, il ne jouira de cette liberté que durant six mois, à compter du jour de son arrivée. Ce terme de six mois une fois échu, il sera obligé, s'il continue à faire ce commerce, de devenir bourgeois de la ville. S'il trouve avantageux de vendre sa marchandise à un sujet étranger (*Ausländer*), il sera obligé, en tant que les lois l'exigent, de se servir pour cela d'un négociant bourgeois.

e. Si cependant, à la suite d'un arrangement quelconque, une Puissance étrangère obtenait pour ses sujets la faculté de faire le commerce dans quelque ville ou dans quelque port le l'étendue désignée à l'article 1., sans que les sujets de cette Puissance fussent obligés de devenir bourgeois des dites villes, et de payer, comme tels, les redevances établies, tous les sujets respectifs jouiront, de droit comme de fait, du même avantage de faire le commerce d'étranger à étranger (*Gast mit Gast*) et de tous les autres avantages qui pourraient être accordés par une des hautes parties contractantes à une Puissance étrangère, sans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs spéciales qui auraient été stipulées par des Conventions particulières, lesquelles s'appliqueraient à des parties de leurs Etats respectifs non comprises dans l'étendue désignée à l'article 1.

f. Il sera permis à tout sujet des deux dominations de mettre en depôt ou d'emmagasiner sa marchandise dans les villes et ports de l'étendue désignée a l'article 1., pour son compte ou pour celui d'un autre, et il ne s'entendra sur le prix de location du grenier ou magasin, qu'avec le propriétaire. Toute fois, le marchandises qu'on voudra emmagasiner, mettre en dépôt, ou trier, sont soumises à toutes les ordonnances de police administrative aux quelles les indigènes sont obligés de se conformer.

g. Tout batelier ou négociant qui voudra charger ou décharger des marchandises, ne pourra, d'après les ordonnances aux quelles les habitans eux-mêmes doivent se conformer, employer à son choix, pour cet effet, que ses propres gens ou les individus établis par la police dans les villes commerçantes. Les autorités respectives veilleront à ce que les

individus préposés à ce travail, n'abusent pas de ce privilége, et il sera constamment fait droit aux plaintes fondées qui en seront portées, soit par les Consuls, soit par les parties intéressées elles mêmes. 1818

h. Il lui sera également permis en tout tems de vendre et faire vendre sa marchandise en gros (c'est à dire par *Last*, par *Schiffspfund*, par *Schocks* et *Ballots*) emmagasinée ou non emmagasinée, ou de la faire charger sur des vaisseaux ou sur des chariots de roulier, et de l'envoyer à l'étranger. Le débit en détail dans les marchés ouverts, et dans les boutiques ou caves, ne lui sera permis qu'à certaines époques de l'année durant les foires, conformément aux règlemens généraux de police.

i. Si un sujet d'une des hautes parties contractantes se rend dans une province quelconque de l'autre Puissance, pour y acquérir une propriété immeuble ou y exercer tous les genres de commerce réunis (*in globo*) tels que

aa. le commerce stable et permanent en gros ou en détail (*ein stehendes Gewerbe zu Jedermanns Diensten*);

bb. le Commerce d'expédition ou de commission (*Commissions- und Speditionshandel*);

cc. des affaires de banque ou de change (*Bank und Wechselgeschäfte*);

dd. transporter des marchandises par mer en qualité de propriétaire de vaisseau (*Schiffsrhederei treiben*),

il est absolument obligé de demander le droit de bourgeoisie et de concourir à toutes les charges de l'Etat, de la corporation et de la commune dans la ville et le port où il s'établit pour exercer les différens genres de commerce désignés ci-dessus. Il jouira alors de la protection et des avantages accordés par les lois.

k. Le droit de bourgeoisie mentionné sub litt. i., sera accordé à tous les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes dans l'étendue désignée à l'article 1., dès qu'ils seront majeurs et que leur réputation sera déclarée intacte. Les sujets professant

1818 le culte de Moïse ne participeront pas aux mêmes droits et avantages. Il seront traités parfaitement à l'égal des Juifs étrangers dans les Etats des Puissances contractantes.

l. Afin d'établir des règles invariables pour l'exercice du commerce dans les villes et les ports de l'étendue déterminée à l'article 1., on est convenu du principe général, que les sujets respectifs ne seront ni obligés ni tenus contre leur gré, et en vertu d'une usance de commerce quelconque, d'admettre dans leurs contrats d'autres poids et d'autres mesures que ceux qui ont été fixés par les lois du pays. Il a été convenu, en outre, des dispositions suivantes:

aa. Concernant les denrées à mésurer par boisseau (*Scheffel*), on comptera 60 boisseaux de Berlin pour un *Last*, dans toutes les villes et ports de la dépendance de S. M. le Roi de Prusse; et dans celles qui se trouvent sous la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, on comptera par la mesure qui y est établie pour le blé.

bb. On déterminera d'une manière positive, pour les villes sous la domination de S. M. le Roi de Prusse, les poids nets de toutes les denrées ou marchandises, en y ajoutant un pour cent pour celles qui seront pesées sur la grande balance, et un demi pour cent pour celles qui le seront sur la petite.

cc. Les productions brutes de tout genre importées dans les villes maritimes ne sont assujéties au triage (*Brake*) qu'une seule fois, et cette opération ne saurait être renouvelée dans une ville maritime de la même domination, que du consentement mutuel du vendeur et de l'acheteur. Le rebut du triage (*Brakabgang*) reste en tout cas au proprietaire.

dd. Pour écarter du commerce toute entrave, et faciliter les opérations qui accompagnent la réalisation des ventes, on est convenu d'abolir à jamais les appropriations vexatoires dont jouissaient les villes maritimes, et qui sont connues sous les dénominations de *Bürgerbest*, *Aufmaass*, *Krumpmaass*, *Brakabgang*, *Abfall*, et autres de pareille

nature, ainsi que les prérogatives appelées *Handlungs-Usanzen*, et les *Lehnsämter*, qui constituent une espèce de monopole. 1818

ee. Comme il est d'usage de s'entendre préalablement sur le prix des marchandises à vendre et à acheter, l'on sera tenu désormais de convenir positivement, quant aux frais et charges qu'exige la réalisation des affaires de vente et d'achat. En cas de litige, les stipulations des parties intéressées serviront seules de base, et non les usages de commerce particuliers de chaque ville. Si toutefois l'acheteur et le vendeur n'étaient pas convenus positivement, comme est dit ci-dessus, à l'egard des frais et charges qu'exige la réalisation des affaires de vente et d'achat, ce point sera réglé d'après les lois du pays, et l'étranger sera, sous ce rapport, traité parfaitement à l'égal de l'indigène.

ff. Vû, néanmoins, que pour réaliser la vente d'une marchandise, il peut entrer dans les stipulations arrêtées entre le vendeur et l'acheteur, de la porter au grenier de ce dernier pour y être pesée, triée ou mesurée, sans que l'acheteur ait consenti à en payer le prix convenu avant que cette opération (qui requiert ordinairement quelques jours), soit achevée, comme il peut être stipulé également que la propriété de la marchandise ne passera du vendeur à l'acheteur, que lorsque son prix aura été entièrement soldé au jour fixé, il est entendu qu'une déposition semblable de la marchandise du vendeur Polonais dans le grenier de l'acheteur, ne lui en fera passer la propriété que lors qu'il aura réellement effectué le solde convenu, à moins que la marchandise n'ait été vendue à crédit. Dans ce cas, si l'acheteur se déclare insolvable avant d'avoir rempli les engagemens contractés avec le vendeur, et que le concours des créanciers soit ouvert par l'autorité compétente, la marchandise sera restituée au vendeur, qui, de son côté, restituera ou bonifiera les arches ou à comptes (*Handgeld*), que lui aurait avancés l'acheteur; de manière qu'aucune des deux parties contractantes ne puisse mettre à

1818 profit une circonstance de ce genre au détriment de l'autre.

Il est entendu que cette dernière stipulation ne pourra être exécutée au préjudice des tiers, c'est à-dire: que le vendeur ne pourra obtenir la restitution en nature que de cette partie de la marchandise vendue à crédit, dont un tiers n'auroit par fait réellement et légalement acquisition.

Dans les cas qui ne se trouveraient pas prévus par le présent paragraphe ou par les contrats des vendeurs ou acheteurs, les vendeurs étrangers jouiront à l'égal des vendeurs indigènes, de toute la protection des lois et de toutes les garanties qu'elles accordent.

Libre circulation des productions.

Art. IV. Par une suite des intentions libérales et bienveillantes qui animent les hautes parties contractantes en faveur du commerce et de l'industrie de leurs Etats respectifs, Elles sont convenues de regarder comme un principe fondamental et inaltérable, que toutes les productions du sol et de l'industrie des dits Etats pourront circuler dans l'étendue désignée à l'article 1., avec la liberté la plus illimitée.

Toutefois, le tabac et le sel dans le Royaume de Pologne, et les cartes-à-jouer dans les deux Etats, ainsi que le sel en Prusse, sont exceptés, pour le moment, de la présente stipulation.

Pour déterminer néanmoins l'application du principe général énoncé ci-dessus, les hautes parties contractantes ont arrêté, d'un accord mutuel, les dispositions suivantes:

a. Les droits d'importation et d'exportation, dont les produits du sol et de l'industrie des Etats respectifs de Leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Prusse, seront imposés aux frontières de terre qui séparent les dits Etats, se trouvent indiqués dans les tarifs sub litt. C. et D., signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs.

Ces droits ne pourront être haussés à l'avenir, que du consentement unanime des deux hautes parties contractantes. Quant aux droits perçus jusqu'à présent sous les dénominations de tantième, visa, *Uebertrag*, accidens, agio etc. etc., ils sont abolis à jamais dans toute l'étendue désignée à l'article 1.

Toute retribution exigée contrairement à la présente stipulation par les autorités civiles ou militaires des deux pays, sera envisagée comme vexatoire. 1818

b. Les défenses d'entrée et de sortie à l'égard des productions des Etats susmentionnés, aux frontières de terre qui les séparent, ne pourront dorénavant avoir lieu que d'un commun accord entre les deux Gouvernemens.

c. Les tarifs signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs seront mis en vigueur le plutôt possible, et dans aucun cas plus tard que le 13/1 Janvier 1820.

d. L'engagement mutuel que prennent les deux hautes Puissances de ne hausser les droits indiqués dans ces tarifs que d'un commun accord, ne portera néanmoins pas atteinte à la faculté qu' elles se reconnaissent mutuellement, d'imposer à l'importation dans leurs Etats, tels droits de consommation qu'elles jugeront convenables.

e. S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'engage à considérer les dispositions contenues dans le Tableau signé aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs sub litt. E., comme le maximum des droits d'entrée et de consommation à percevoir des fabrications Prussiennes en lin, laine et cuir, munies de certificats d'origine, tant à leur entrée dans le Royaume de Pologne qu'aux autres douanes de terre de l'Empire de Russie, et promet de ne les faire hausser que d'après un accord préalable avec S. M. le Roi de Prusse.

f. Les certificats d'origine mentionnés au paragraphe précédent, seront délivrés d'après la formule ci jointe sub litt. F., par les Consuls, s'il y en a dans les lieux d'expédition, et à leur défaut, par le Magistrat. Dans l'un et l'autre cas, il sera nécessaire que la Régence du Département, ou un Commissaire spécialement délegué par elle à cet effet, constate la vérité et l'authenticité de ces certificats d'origine.

g. Les marchandises étrangères importées en transit par les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Mémel, pour être débitées dans les provinces de l'étendue désignée à l'article 1., ne payeront pas de droits

1818 d'entrée et de consommation plus élevés que celles importées pour la même destination par les ports Russes de Libau, Windau et Riga.

Il est entendu, que les marchandises déclarées aux frontières du Royaume de Pologne pour passer en Russie, n'auront aucun droit de transit à acquitter, et qu'elles ne seront assujétties qu'au payement des droits d'entrée et de consommation établis par les tarifs de Russie communs au Royaume de Pologne.

La tabac et le sel ne pouvant être introduits dans le Royaume de Pologne comme objets de commerce, pourront néanmoins le traverser pour passer en Russie, en se soummettant aux précautions que l'administration du Royaume de Pologne jugera indispensables pour empêcher la contrebande.

h. Pour écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la jouissance des avantages de commerce stipulés par la présente Convention, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus d'arrêter les principes énoncés dans le Tableau sub litt. G., sur lesquels les règlemens des Douanes respectives devront être fondés.

i. Dans l'étendue désignée à l'article 1., il pourra être accordé des brevets d'invention (*Patente*), comme moyen d'encouragement, mais ces brevets ne sauraient imposer de restrictions qu'aux sujets du Gouvernement qui les aura accordés. Le principe de la libre circulation de tout ce qui est produit dans cette étendue, reste maintenu dans toute sa vigueur, ainsi que le porte l'article 4.

k. On cherchera les moyens d'activer entre la Prusse et le Royaume de Pologne le commerce de frontières sous le rapport des objets de main-d'oeuvre, qui se débitent aux foires des villes-frontières par l'ouvrier même, tels que bottes, poteries etc.

Commerce de transit

Art. V. Dans la vue d'activer et de faciliter davantage le commerce de transit stipulé par l'article 29. du Traité de Vienne, les deux hautes parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes, qu'Elles se réservent de compléter, suivant l'exigence des cas.

a. Les productions du sol et de l'industrie des Etats respectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse, et les marchandises étrangères destinées à l'usage des sujets des deux hautes parties contractantes comme objets de commerce de transit, ne pourront être frappées de prohibition que par suite d'un accord mutuel entre les deux Puissances. L'importation et l'exportation, par transit, de ces objets, sera libre aux sujets respectifs dans toutes les villes et dans tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., d'après les tarifs déterminés à ce sujet. 1818

b. Les droits de transit à payer dans les ports de Danzig, Königsberg, Elbing et Mémel, pour les productions exportées des provinces de la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ainsi que pour les marchandises étrangères destinées pour les mêmes provinces, sont déterminés d'après le tarif sub litt. H. signé aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs, lequel ne pourra être haussé que d'un commun accord.

c. Les objets d'exportation et d'importation qui auraient passé en transit, et qui, sans être encore arrivés à leur destination, retourneraient par la même douane, soit de terre, soit de mer, par laquelle ils étaient venus, si leur identité est avérée, ne payeront pas une seconde fois les droits de transit, mais pourront passer librement.

d. Toutes les productions du sol et de l'industrie de l'étendue désignée à l'article 1., distinées pour une province Polonaise d'une autre domination, passeront en transit par le Royaume de Pologne, franches de tout impôt. Elles seront, toutefois, pourvues d'une certificat de la première douane-frontière à laquelle elles auront touché. Ce certificat servira à constater, à la sortie des marchandises, l'endroit de leur expédition, et indiquera en même tems celui de leur destination. Il sera libre aux Gouvernemens respectifs de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Quant aux marchandises étrangères qui, des provinces Prussiennes de l'étendue désignée à l'article 1., passeraient en transit par le Royaume de Pologne

1818 pour se rendre dans les provinces Polonoises de la domination Autrichienne, elles y payeront les droits de transit stipulés à cet égard avec l'Autriche.

e. Le propriétaire d'une marchandise importée en transit, dès qu'il sera sujet de l'une des deux dominations, aura le droit, dans l'étendue désignée à l'article 1., de changer la destination de transit ou celle de circulation intérieure, et dans ce dernier cas, il ne payera que les droits d'entrée et de consommation; l'excédant des droits qu'il pourrait avoir payés pour la marchandise déclarée antérieurement pour le transit, lui sera, le cas échéant, fidélement restitué.

Les Gouverneurs respectifs adopteront les mesures de précaution les plus propres à empêcher que des marchandises déclarées pour le transit ne soient consommées dans l'intérieur. Les douanes respectives seront spécialement chargées de l'exécution de ces mesures.

f. L'administration du Royaume de Pologne aura le droit d'acheter le sel d'outre-mer pour ses besoins partout où elle voudra, et de le faire passer en transit par les ports de Danzig, d'Elbing, de Königsberg et de Memel, en acquittant un droit de deux bons gros de Prusse par quintal.

Quant au mode de transit et de transport, l'administration du Royaume de Pologne est prête, dans la vue de prémunir la Prusse contre la contrebande, à conclure un arrangement particulier, pour lequel un Commissaire spécial se rendra à Berlin, sous la promesse toutefois, que la Prusse y apportera, de son côté, des facilités, et que les frais qu'exigera le transport seront calculés sur les principes économiques de l'administration Prussienne des sels.

g. Pour donner un plus grand essor à l'industrie de Leurs sujets respectifs, et pour favoriser davantage le genre de trafic qui fait l'objet des dispositions de cet article, les deux hautes parties contractantes sont convenues, que tous Leurs sujets respectifs pourront faire réciproquement le commerce de transit des Etats Prussiens à l'étranger par Odessa, et du royaume de Pologne à l'étranger par les Etats Prussiens, et vice-versa, d'après les règlemens que chaque Etat établira.

Les droits à percevoir dans le premier cas, ne dépasseront point, pour les sujets Prussiens, qui seront traités à l'égal des Autrichiens, celui arrêté entre la Russie et l'Autriche, en vertu de l'article 28. du traité de Vienne. 1818

Quant au second cas, il est convenu, que le maximum des droits de transit sera de trois écus de Prusse par quintal de marchandises (poids brut), d'après la déclaration des voituriers ou propriétaires.

Art. VI. Dans la vue de garantir d'une manière plus immediate encore à Leurs sujets respectifs la pleine jouissance des avantages stipulés ci-dessus, les deux hautes parties contractantes se reconnoissent réciproquement le droit de nommer et de faire résider dans les provinces de l'étendue désignée à l'article 1.. des Consuls ou Agens do commerce, dont la destination sera d'assister leurs compatriotes dans les affaires d'intérêt qu'ils auraient à y régler, toutes les fois qu'ils se verraient obligés de recourir à leur appui, et de veiller à l'exécution des présentes transactions, en se conformant aux règlemens traçés ci-après. Consuls.

En conséquence de ce principe, les deux hautes Puissances sont convenues des points suivans:

a. Il sera libre à chacune des deux hautes parties contractantes, de nommer dans l'étendue désignée à l'article 1. autant de Consuls ou Agens de commerce qu'Elle jugera convenables, de déterminer les endroits où ils devront résider, ainsi que l'étendue dans laquelle ils devront exercer leurs fonctions.

b. Il sera libre à chaque Gouvernement de nommer également un Consul-général qui, de droit, sera chargé de veiller sur la conduite des Consuls et de leur donner des directions. Le Consul-général aura le droit de s'adresser, s'il le juge convenable, directement aux Ministères des pays où il se trouvera, pour écarter les difficultés ou entraves que le commerce pourrait éprouver. Cette démarche ne pourra avoir lieu, toutefois, que dans le cas ou, contre toute attente, les autorités locales se refuseraient à faire droit à de justes réclamations.

c. Lorsqu'une des Puissances contractantes aura annoncé, dans les formes usitées, la nomination d'un

1818 Consul ou Agent de commerce, le Gouvernement auprès duquel il sera destiné à résider, lui fera délivrer son exéquateur en bonne et dûe forme, et il est mutuellement convenu qu'on y apportera le moins de retard possible.

d. Dans le villes ou autres places de frontière, le même individu pourra être accrédité auprès de deux Gouvernemens, ainsi par exemple; le Consul de S. M. le Roi de Prusse à Brody pourra aussi exercer ses fonctions à Radziwilow. Il en sera de même partout ailleurs où il conviendra aux deux Gouvernemens de nommer des Consuls ou Agens de commerce pour exercer les mêmes fonctions dans des villes d'une domination différente.

e. Une des principales obligations du Consul ou Agent de commerce, sera de veiller à ce que la présente Convention soit maintenue et executée dans tous ses points et clauses.

f. Dans tous les cas urgens relatifs aux affaires de commerce, il aura le droit d'adresser directement aux autorités de l'arrondissement de son Consulat, des réclamations verbales ou par écrit, conçues dans la langue du pays de sa résidence, ou en langue française, en y joignant autant que possible des traductions.

g. Il sera autorisé à intervenir dans tous les différens qui pourraient naître, soit entre ses compatriotes commerçans, soit entre ceux-ci et des commerçans ou habitans du pays où il résidera, toutes les fois que les parties intéressées voudront le prendre pour arbitre. Les lois de son pays et les instructions dont il sera muni, détermineront le degré de validité que devra avoir sa décision à l'égard de ses compatriotes, et en prescriront les formes.

h. Il sera également en droit d'assister ses compatriotes commerçans, et il plaidera leur cause auprès des autorités de l'arrondissement de son Consulat, dans tous les différens et procès qu'ils pourraient avoir avec les douaniers et les habitans du pays, ou avec des étrangers par suite de leurs affaires de commerce.

i. Au cas qu'un compatriote commerçant du Consul vint à décéder dans l'arrondissement de son Con-

sulat, et que les héretiers du defunt fussent absens, sans avoir de mandataire présent sur les lieux, le Consul aura le droit de s'enquérir des biens et des effets du décédé; de se les faire délivrer par les autorités locales; en tant que les lois du pays n'y sont pas contraires; enfin, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sureté de la propriété du défunt, et de soigner ses affaires, jusqu'à ce que les héritiers ou leurs fondés de pouvoirs le présentent. 1818

k. Les Consuls, en délivrant des passeports à leurs compatriotes, seront tenus, sous peine de responsabilité personnelle, de veiller à ce que ces passeports ne deviennent, pour des gens sans aveu et évidemment dangereux, un moyen de s'introduire dans les Etats respectifs.

l. En qualité de Consuls, ils jouiront des prérogatives et priviléges dont jouissent les Consuls des nations les plus favorisées. Les armes de leur pays pourront être arborées à leur maison, pour indiquer leur demeure.

Les Consuls des deux hautes parties contractantes dans l'étendue désignée à l'art. I., dès qu'ils ne seront pas sujets du pays de leur résidence, et qu'ils ne possèderont pas de maison, à eux appartenante, dans les villes où ils exerceront leurs fonctions, seront exempts de tout logement militaire. Cette franchise, toutefois, est restreinte à leur logement personnel.

m. Les hautes parties contractantes étant convenues, que la totalité de leurs sujets et des productions de leur sol et de leur industrie participeront, dans l'étendue désignée à l'article I. aux avantages commerciaux stipulés par la présente Convention, les certificats d'origine qui, en vertu du traité de Vienne du $\frac{\text{21 Avril}}{\text{5 Mai}}$ 1815, devaient assurer spécialement la jouissance des dits avantages aux provinces Polonaises de 1772, deviennent inutiles à l'exception de ceux dont les fabrications Prussiennes favorisées en lin, laine et cuir devront être accompagnées, conformément aux paragraphes e. et f. de l'article IV.

1818 Mais si, par la suite, ces mêmes Puissances voulaient limiter, d'un commun accord, aux productions d'origine Polonaise, les avantages stipulés en faveur des dites productions par le traité du $\frac{\text{21 Avril}}{\text{3 Mai}}$ 1815, les certificats d'origine redevenant alors nécessaires, il serait pris, du consentement mutuel et préalable des deux hautes parties contractantes, les mesures que les administrations respectives jugeraient les plus convenables à cet égard.

Ville de Cracovie. ART. VII. En exécution de l'article X. du traité de Vienne et relatif à la ville libre de Cracovie, les hautes parties contractantes sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les stipulations de la présente convention, en autant que par leur nature elles sont propres à leur être appliquées. D'après ce principe, tous les habitans de la ville de Cracovie et de son territoire jouiront des mêmes avantages commerciaux et des mêmes exemptions que la présente Convention assure aux sujets des deux hautes parties contractantes. Ils seront traités, dans le territoire de la domination Russe, à l'égal des sujets Prussiens; et dans les provinces de la domination Prussienne, à l'égal des sujets Russes, bien entendu, toutefois, que, de leur côté, ils se conformeront aux obligations que le présent acte impose aux sujets respectifs.

Lois et priviléges abolis. ART. VIII. En conséquence des dispositions ci-dessus énoncées, toutes les lois et concessions, tous les usages, règlemens, tarifs, priviléges et droits particuliers de commerce des villes et des ports de l'étendue désignée à l'article I., qui se trouvaient en opposition avec la teneur de la présente Convention, sont abolis à jamais. Seront nommément compris dans cette stipulation les droits qui peuvent avoir existé jusqu'à présent contrairement à la liberté de la navigation des rivières et canaux, ainsi qu'à la circulation illimitée de toutes les productions du sol et de l'industrie entre les provinces de l'étendue susmentionnée, tels que les droits d'entre-pôt, de rompre-charge, d'étape, de non-allège et autres de pareille nature, spécifiés ou non-spécifiés, lesquels seront censés abolis par la présente Convention.

Les hautes parties contractantes s'engagent en même tems, à interdire aux négocians des villes commerçantes de Leurs dominations respectives dans l'étendue déterminée à l'article 1., toute association qu'ils formeraient, dans le but, soit d'organiser ou de réintroduire, directement ou indirectement, les priviléges et droits exclusifs abolis par le présent article et la présente Convention, soit de s'approprier exclusivement un genre de commerce quelconque. 1818

Leurs Majestés l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, et le Roi de Prusse, garantissent en même tems aux bourgeois indigènes des dites villes, qu'il ne leur sera interdit dans aucun cas de se charger de toutes les expéditions d'importation et d'exportation pour le compte des sujets respectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et de S. M. le Roi de Prusse.

Art. IX. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg, dans le terme de deux mois, ou plutôt, si faire se peut. Ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg le 19/7 Décembre 1818.

Signé: Charles Semler. (L. S.) Pierre d'Oubril. (L. S.)

(Le traité ci-dessus dressé en langue Française a été ratifié de la part du Roi de Prusse le 18 Février 1819 et les ratifications ont été échangées à Pétersbourg le 30 Mars 1819.)

60.

1819 21 Mai. *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et Son Altesse royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz en exécution du troisième article du traité du 18 Sept. 1816 *); signé à Berlin le 21 Mai 1819.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.* 1819. N. 15. p. 154.)

Da die von Sr. Majestät dem Könige von Preussen an Se. Königl. Hoheit den Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, durch den Staatsvertrag vom 18ten September 1816 in Folge des 49sten und 50sten Artikels der Wiener Congressacte, abgetretenen Landestheile von den alten Landen Sr. K. H. entfernt und getrennt liegen, auch von dem Gebiete Sr. Majestät gänzlich umschlossen sind: so haben beide Hohe Paziszenten den Wunsch geäussert, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen und Sich dieses durch den 3ten Artikel des vorgedachten Staatsvertrags ausdrücklich vorbehalten. Die seitdem fortgesetzten Verhandlungen haben auch zu einer vorläufigen Vereinigung hierüber geführt, auf deren Grund nunmehr Seine Maj. der König von Preussen den wirklichen Geheimen Legationsrath und Gesandten am Königl. Sächsischen Hofe, von Jordan, und den wirklichen Geheimen Ober-Regierungsrath Hoffmann, und Se. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz den Minister-Residenten, Geheimen Legationsrath Greuhm, bevollmächtigt und angewiesen haben, das erwähnte vorbehaltene Abkommen förmlich abzuschliessen.

Diese beiderseitigen Bevollmächtigten haben nach Auswechselung ihrer in gehöriger Gültigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet und festgesetzt:

*) Voyés plus haut. p. 259.

1819 Renonciations du G. D.

Art. I. S. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz entsagen für sich und Ihre Nachfolger allen Rechten und Ansprüchen, welche sie aus dem Staatsvertrage vom 18ten September 1816 an das Ihnen durch denselben abgetretene Gebiet in den ehemaligen Cantonen: Cronenburg, Reiferscheid und Schleyden erlangt haben, zu Gunsten Sr. M. des Königs von Preussen. Da die Uebergabe dieses Gebiets an Sr. K. H. in Folge des gedachten Staatsvertrags und der fortgesetzten Unterhandlungen bisher ausgesetzt geblieben ist, und Se. Majestät der König sich fortdauernd im vollständigen Besitze desselben befunden haben; so ist auch daraus, dass dieses Gebiet für S. K. H. den Grossherzog bestimmt gewesen, kein Anspruch an Sie entstanden.

Equivalent en argent.

Art. II. Se. M. der König von Preussen, nehmen diese Entsagung an, werden das gedachte Gebiet auch ferner, wie unausgesetzt bisher, mit allen den Rechten und Verbindlichkeiten besitzen, mit welchen Ihnen dasselbe ohne alle Beziehung auf den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816 zustehet, und verpflichten Sich dagegen, eine Million Thaler Preussischen Courants, nach dem Münzfusse vom Jahre 1764. an Se. K. H. in zwanzig gleichen vierteljährigen Raten, jede von funfzigtausend Thalern, aus Ihrer Haupt-Schatzcasse in Berlin zahlen zu lassen.

Diese Zahlung hat bereits mit dem ersten Januar des gegenwärtigen Jahres achtzehnhundert und neunzehn ihren Anfang genommen, und wird ferner mit dem ersten Monatstage jedes folgenden Vierteljahrs erfolgen, auch dergestalt ununterbrochen fortgesetzt werden, dass mit dem Anfange des zwanzigsten Vierteljahrs, welcher auf den ersten October des Jahres achtzehnhundert drei und zwanzig fällt, die letzte Rate von fünfzigtausend Thalern abgetragen und die ganze Summe von einer Million Thalern berichtiget sein wird.

Intérêts.

Art. III. An die Stelle der Einkünfte von dem, für S. K. H. den Grossherzog durch den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816, bestimmt gewesenen Gebiete, soweit dieselben von des Königs Majestät zu vergüten übernommen worden, treten die Zinsen der dafür nach vorstehendem Artikel zu zahlenden einen Million Thaler nach dem Zinsfusse zu fünf vom hundert jährlich.

1819 Diese Zinsen sind für den Zeitraum vom ersten Mai 1816, von wo ab die gedachten Einkünfte nach Massgabe des Staatsvertrags vom 18ten Septbr. 1816 von Preussen zu gewähren waren, bis zum 31sten December 1818; folglich für zwei Jahre und acht Monate, mit einhundert drei und dreissig tausend dreihundert drei und dreissig ein Drittel Thalern, aus den Königl. Cassen bereits an den Grossherzogl. Bevollmächtigten gezahlt worden.

Vom ersten Januar 1819 ab, werden sie am Schlusse jedes Vierteljahrs für dasselbe, und zwar jedesmal für denjenigen Theil des Entschädigungs-Capitals, welcher bis dahin noch nicht an Se. K. H. den Grossherzog abgetragen war, aus der Königl. Haupt-Schatzcasse gezahlt. Hiernach werden am ersten April 1819 für während des Zeitraums vom ersten Januar bis 31sten März zu verzinsende 950,000 Thaler die Zinsen mit 11,875 Thalern, am ersten Julius 1819 für während des Zeitraums vom ersten April bis 30sten Junius zu verzinsende 900,000 Thaler die Zinsen mit 11,250 Thalern, und sofort, in jedem Vierteljahre für die nach vorstehenden Artikel vierteljährig abzuzahlenden funfzigtausend Thaler Capital mit sechshundert fünf und zwanzig Thaler weniger, so lange fortbezahlt, bis nach vollständiger Auszahlung des ganzen Capitals auch der Anspruch auf fernere Zinszahlung ganz erlischt.

Cession de la route de Fürstenberg à Strelitz.

Art. IV. Da Se. K. H. der Grossherzog den Wunsch geäussert haben, die Landstrasse ganz zu besitzen, welche von ihrer Stadt Fürstenberg nach Ihrer Residenz Strelitz führt, und des Königs Majestät Sich haben geneigt finden lassen, diese Strasse, so weit dieselbe in Ihrem Gebiete liegt, nebst demjenigen unbewohnten Domanial-Forstlande, welches sich zwischen gedachter Strasse und der jetzigen Grossherzogl. Landesgrenze eingeschlossen befindet, zu Befriedigung dieses Wunsches abzutreten: so soll das gedachte Stück Forstland nach den Grundsätzen, welche bei Veräusserung von Domanial-Forsten in den Königl. Staaten vorgeschrieben sind, sofort abgeschätzt, und sodann nebst dem Theile der Strasse zwischen Fürstenberg und Strelitz, wodurch es begrenzt wird, mit voller Landeshoheit und Eigenthum an Se. K. H. dem Grossherzog überwiesen, der durch die Taxe ermittelte Werth aber

bei der nächsten vierteljährigen Capitalzahlung statt baaren Geldes in Abrechnung gebracht werden. 1819

Art. V. Se. K. H. der Grossherzog, nehmen die Entschädigung für diejenige Entsagung, welche Sie durch den ersten Artikel des gegenwärtigen Staatsvertrages leisten, in derjenigen Art an, wie sie Ihnen durch den vorstehenden zweiten, dritten und vierten Artikel zugesichert wird, und werden Sich, nach vollständiger Erfüllung der darin angenommenen Bestimmungen, für alle Ihnen aus dem Staatsvertrage vom 18ten Sept. 1816. an des Königs Majestät zustehende Forderungen völlig befriedigt und abgefunden achten. Acceptation de la part du G. D.

Auch werden Sie den an der abgetretenen Strasse von Fürstenberg nach Strelitz wohnenden Königlich Preussischen Unterthanen den Gebrauch der gedachten Strasse ferner ohne neue Beschränkungen in derselben Art gestatten, wie ihnen derselbe bisher zugestanden hat.

Art. VI. Dieser Staatsvertrag soll zur Ratification eingereicht und die Ratifications-Urkunden binnen vier Wochen oder eher, wenn es sein kann, ausgewechselt werden. Ratifications.

Des zu Urkund haben die unterzeichneten Bevollmächtigten diesen Staatsvertrag eigenhändig unterschrieben und mit Ihrem Insiegel versehen.

Berlin, den 21sten Mai 1819.

(L. S.) von Jordan.
(L. S.) Hoffmann.
(L. S.) Greuhm.

Vorstehender Staatsvertrag ist von des Königs Majestät unterm 31sten Mai d. J. ratificirt worden.

61.

1819 20 Juil. ***Recès Général de la Commission territoriale rassemblée à Francfort; signé le 20 Juillet 1819.***

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, et le traité de Paris du 20 Novembre de la même année, renfermant des dispositions, qui exigeoient des négociations et des arrangemens ultérieurs et définitifs, L. L. M. M. J. J. et R. R. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohème, le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne, ont nommé des Plénipotentiaires, pour en remplir l'objet. Voulant aujourd'hui comprendre dans une transaction commune, les résultats des différentes négociations, qui ont eu lieu à cet égard, pour les revêtir des ratifications nécessaires, Elles ont autorisé Leurs Plénipotentiaires, à réunir dans un instrument général, toutes les stipulations particulières, et à joindre à cet acte, qui portera le titre de Récès-Général de la Commission territoriale rassemblée à Francfort, toutes les conventions, qui s'y rapportent.

En conséquence, les Plénipotentiaires réspectifs savoir: de la part de S. M. etc. etc. . . . . .

. . . . . .

après avoir vérifié entre Eux, leurs Plénipouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de recevoir dans le présent instrument général et définitif et de munir de leurs signatures, les articles suivants:

Rétrocessions de la Bavière à l'Autriche.

Art. I. S. M. I. et R. A. pour Elle, ses héritiers et successeurs possédera en toute propriété et Souveraineté les pays suivans, rétrocedés par S. M. le Roi de Bavière en vertu du traité signé à Munich, le 14 Avril 1816. lequel est annexé au présent traité général, savoir:

1. L'Innviertel et les parties du Hausrukviertel, tels que ces pays ont été cédés par l'Autriche en 1809. 1819

2. Le Duché de Salzbourg tel qu'il a été possédé par l'Autriche en 1809 à l'exception des baillages de Waging, Tittmaning, Teisendorff et Lauffen, en tant qu'ils sont situés sur la rive gauche de la Salzach et de la Saale; ces baillages tels qu'ils viennent d'être désignés, resteront à la Bavière.

3. Le baillage Tyrolien de Vils.

Art. II. En retour des rétrocessions désignées dans l'art. 1. du présent traité général, S. M. le Roi de Bavière pour Lui, ses héritiers et successeurs possédera en toute propriété et souveraineté les pays suivans cédés par S. M. I. et R. A. savoir: Pays de volus à la Bavière Cession de l'Autriche à la Bavière.

I. Sur la rive droite du Rhin;

a. les bailliages ci-devant Fuldois de Hammelbourg, y compris Culba et Saleck, de Bruckenau avec Motten, celui de Weihers, à l'exception des villages de Melters et Hattenrodt, lequel baillage ayant appartenû d'après l'art 40. de l'acte du Congrès de Vienne à la Prusse, a été échangé contre celui de Saalmünster, Nerzel, Sannerz et le Huttensche-Grund qui ont passé à la Hesse Electorale, ainsi que la partie du bailliage de Bieberstein, qui renferme les villages de Batten, Brand, Dietges, Findlot, Liebhard, Melpez, Oberbernhard avec les hameaux de Steinbach, Saiffert et Thaiden;

b. le baillage de Redwitz enclavé dans les Etats Bavarois, et cédé par S. M. I. et R. A.

c. La partie du baillage de Wertheim située au Nord de la route de Lengfurth à Wurzbourg telle qu'elle a été cédée par S. A. R. le Grand-Duc de Bade en vertu du traité du 10 Juillet 1819 annexé au présent Récès.

II. A la rive gauche du Rhin:

a. du cidevant Département du Mont-Tonnerae:

1. les accordissemens de Deux-Ponts, de Kaiserslautern et de Spire, ce dernier à l'exception des Cantons de Worms et de Pfeddersheim;

2. le Canton de Kirchheim-Poland dans l'arrondissement d'Alzey;

1819 b. du ci-devant Département de la Sarre les Cantons de Waldmohr et Bliescastel, celui du Kusel à l'exception de Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burchlichtenberg et Thallichtenberg, dans le Canton de St. Wendel, Saale, Niederkirchen, Bubach, Marth, Hoff et Osterbrücken, dans le Canton de Grumbach Eschenau et St. Julian.

c. Les Cantons de Landau, Bergzabern et Langenkandel ainsi que toute la partie du Département du Bas-Rhin cédée par la France sur la rive gauche de la Lauter par le traité de Paris du 20 Nov. 1815.

Il est entendu que toutes les communes désignées ci-dessus sont censées être cédées avec leurs banlieues.

Dispositions relatives à la forteresse de Landau.

Art. III. La ville de Landau est déclarée, sous le rapport militaire, une des forteresses de la confédération Germanique, sans que cette disposition puisse altérer en rien le droit de Souveraineté qui est dévolû à S. M. le Roi de Bavière sur la dite ville.

Cessions du G. D. de Hesse à la Bavière.

Art. IV. S. M. le Roi de Bavière réunira également à Sa Monarchie les bailliages de Miltenberg, Amorbach, Heubach et Alzenau, tels qu'ils ont été cedés par suite des negociations de la Commission territoriale de Francfort par S. A. R. le G. D. de Hesse, en vertu du traité du 30 Juin 1816 lequel est annexé au présent Récès.

Front. entre la France et les Etats Bavarois sur la rive gauche du Rhin.

Art. V. La ligne de démarcation entre les Etats Bavarois sur la rive gauche du Rhin et la France suit les limites qui d'après le traité de Paris du 20 Nov. 1815 séparent l'Allemagne des Départemens de la Moselle et du Bas-Rhin, jusqu'à la Lauter qui sert ensuite de frontière jusqu'à son embouchure dans le Rhin. Toutefois la ville de Weissenbourg, traversée par cette rivière, reste toute entière à la France avec un rayon sur la rive gauche qui ne peut pas excéder mille toises.

Route militaire à travers d. état de Bade.

Art. VI. Il sera établi une route militaire dans la direction de Wurzbourg vers les provinces Bavaroises sur la rive gauche du Rhin à travers les Etats de S. A. R. le G. D. de Bâde. Elle sera tracée de manière à être aussi peu onéreuse que possible au Grand-Duché, et les arrangemens à faire à cet égard sont

réservés à une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R le G. D. de Bade. 1819

Art. IV. du tr. de Munich.

Art. VII. Les stipulations, cessions, retrocessions, conditions et clauses portées au traité de Munich du 14 Avril 1816 ayant été ratifiées; et les ratifications ayant été confirmées par la prise de possession et la paisible jouissance des pays acquis ou échangés, à l'exception de la partie du bailliage de Wertheim désignée dans l'art. II. du présent Récès, qui dépendait de la négociation commise à la Commission de Francfort, les articles qui composent ce traité ont été annexés au présent Récès. L'art. IV. du dit traité a dû motiver une détermination particulière. Il est de la teneur suivante:

"La contiguité des acquisitions que fait la Bavière, en échange des rétrocessions sus mentionnées, étant une stipulation du traité de Ried, S. M. l'Empereur d'Autriche reconnait le droit de S. M. le Roi de Bavière à une indemnité pour le désistement du principe de contiguité."

"Cette indémnité sera fixée à Francfort, en même tems et de la même manière que les autres arrangemens territoriaux de l'Allemagne."

"A cet effet S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage à donner à S. M. le Roi de Bavière un dédommagement qui a été réglé de gré-à-gré jusqu'à l'époque du résultat efficace de la negociation de Francfort, et que la Bavière aît pû être mise en possession de l'indemnité, pour la rénonciation à la contiguité."

Les negociations de Francfort ont eu en conséquence pour objet de réaliser en faveur de la Bavière un dédommagement pour son désistement de la contiguité de ses possessions. Mais l'indemnité obtenue à la suite de ces negociations ayant été réjettée par la Bavière, quoiqu'elle fût un juste équivalent de l'objet donné; les hautes Parties contractantes se considérent comme entièrement libérées envers la Bavière, attendu que les engagemens pris envers cette Cour n'ont jamais été que conditionnels, et qu'ils ont reçu de leur part tout l'accomplissement dont ils étoient susceptibles. En conséquence l'art. IV. précité et par suite du même principe, les articles additionnels qui pourraient avoir

1819 été annexés au dit traité de Munich, cessent d'être obligatoires, et ne pourront plus l'être dans aucun cas, ni à aucune époque, dans aucune rélation ou corrélation pour ou contre une partie quelconque, l'Etat de possession, tel qu'il ressort du présent Récès étant formellement reconnu par les Parties contractantes.

S. M. I. et R. A. change toutefois en une rente perpétuelle en faveur de la Bavière, la rente conditionnelle et temporaire de 100,000 Fl. qu'Elle lui paye en suite des négociations qui ont eu lieu à Munich en 1816.

Cession de l'Autriche au G. D. de Bade.

Art. VIII. S. M. I. et R. A. pour Elle, ses héritiers et successeurs cède à S. A. R. le G. D. de Bade le Comté de Geroldseck dévolû à l'Autriche en vertu de l'art. 51. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. En échange de cette cession S. A. R. le G. D. de Bade met à la disposition de S. M. I. et R. A. la partie du bailliage de Wertheim désignée dans l'art. II. du présent Récès.

Libérat. du G. D. de Bade d. engagemens pris par le traité de Francf.

Art. IX. Les articles additionnels du traité de Francfort du 20 Nov. 1813 *) renfermant une clause onéreuse à la charge du Grand-Duché de Bade, sont revoqués. S. A. R. le G. D. ses héritiers et successeurs en sont libérés à jamais, et l'état de possession du Grand-Duché, tel qu'il existe aujourd'hui, est formellement reconnû.

Droits de succ. d. Comtes de Hochberg.

Art. X. Le droit de succession établi dans le Grand-Duché de Bade en faveur des Comtes de Hochberg, fils de feu le G. D. Charles Fréderic, est reconnu pour et au nom des Puissances contractantes.

Le traité renfermant les deux articles ci-dessus, 9. et 10. est annexé au présent Récès.

Acquisition de la Prusse en vertu de la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

Art. XI. S. M. le Roi de Prusse pour Lui, ses héritiers et successeurs possédera en toute souveraineté et propriété dans les Départemens de la Sane et de la Moselle les districts qui, en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov. 1815 ont été cédés par S. M. Très-Chrétienne aux Puissances signataires du dit traité.

Cessions de l'Autriche à la Prusse.

Art. XII. S. M. l'Empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. le Roi de Prusse les districts que S. M. I. et R. A. possédait en vertu de l'art. 51. de l'acte du

*) Suppl. T. V. p. 650.

Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, dans le Département de la Sarre, y compris ses parcelles sur la rive droite de la Moselle, qui appartenaient autrefois à Luxembourg, ainsi que les districts du Département de la Moselle cédés par S. M. Très-Chrétienne par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à l'exception toutefois de ceux de ces territoires qui suivant l'art. II. du présent Récès passent sous la domination de S. M. le Roi de Bavière; S. M. Prussienne possédera les dits districts pour Elle, ses héritiers et successeurs en toute propriété et souveraineté, en tant qu'Elle n'en a pas disposé suivant les articles 27, 28 et 29, du présent Récès pour remplir les engagemens contractés par l'art. 49 et 50 de l'acte du Congrès de Vienne. 1819

Art. XIII. Conformément à cette double disposition et par suite des cessions faites la frontière des Etats Prussiens sera désormais la suivante: Nouvelle frontière Prussienne.

En quittant le confluent de la Moselle avec la Sarre qui formait l'extremité des limites Prussiennes designées par l'art. 2. de l'acte du Congrès de Vienne, elle remontera la Moselle jusques près de Perle qui passera à la Prusse, se dirigera de là sur Lannsdorff, Wallwich, Schardorff, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits restans avec leurs banlieues à la France, jusqu'à Houvre, et suivra de cet endroit les anciennes limites du pays de Sarrebrück, en laissant Sarrelouis et le cours de la Sarre avec les endroits situés à la droite de la ligne ci-dessus désignée, (c. à. d. situés du côté du ci-devant Département de la Sarre,) et leurs banlieues à la Monarchie Prussienne. Des limites du pays de Sarrebrück la ligne de démarcation continuera à être la même que celle qui d'après l'art. I. de traité de paix conclû à Paris le 20 Nov. 1815, sépare la France de l'Allemagne jusqu'à Blies-Rauschbach de sorte que tout ce qui jusqu'à ce point fait d'après l'article cité partie de l'Allemagne sera possédé desormais par sa Majesté Prussienne

Du point, où, près de Blies-Rauschbach appartenant à la Prusse, finit la frontière de la France, jusqu'au village de Braitenbach, qui se trouvera sous la domination Bavaroise, la frontière qui sépare les Cantons d'Arneval, d'Ottweiler et de St. Wendel sur la ligne Prussienne, des Cantons de Bliescastel et

1819 Waldmohr, faisant partie du territoire Bavarois, formera la limite entre les États de L. L. M. M. le Roi de Prusse et de Bavière.

Les frontières des ci-devant Cantons qui d'après ce qui vient d'être stipulé, forment les limites entre le territoire Prussien et Bavarois, sont entendues telles qu'elles étaient à l'époque de la conclusion du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814.

De Braitenbach la nouvelle frontière passera à travers les Cantons d'Ottweiler, de Tholey et de St. Wendel de façon qu'elle laisse du premier les communes de Werschweiler, Doerrenbach, la métairie de Werthshausen, ainsi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Remesweiler, Mainzweiler et Urexweiler, et du second les communes de Namborn, Gnidesweiler, Gronig, Ossenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Bliesen, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen, toutes avec leurs banlieues, à S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et que le reste de ces Cantons demeure sous la domination Prussienne, mais que du Canton de St. Wendel les seules communes de Hasborn, Dantweiler et Teley avec leurs banlieues fassent partie du territoire Prussien, le reste de ce Canton appartenant en partie à celui de Saxe-Cobourg, et en partie à celui d'Oldenbourg.

De là la frontière traversera les Cantons de Wadern, et de Hermeskeil, en laissant du premier les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler, et Eyweiler, du second celles de Soetern, Boosen, et Schwartzenbach, toutes avec leurs banlieues, à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, le reste de ces Cantons formant partie du territoire Prussien; elle passera ensuite entre le Canton de Hermeskeil et de Birkenfeld, ce dernier appartenant en entier au territoire d'Oldenbourg, et coupera le Canton de Herrstein et de Rhaunen, de manière que le premier appartienne à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, à l'exception des communes de Höttenbach, Hellertshausen, Asbach, Schauren, Kempfeld et Bruchweiler qui avec leurs banlieues demeurent à la Prusse et que le second (celui de Rhaunen) reste à S. M. Prussienne à l'exception de la commune de Bondenbach, qui, avec sa banlieue, fait partie du territoire d'Oldenbourg.

Lorsque la nouvelle limite aura ainsi atteint celle qui séparait à l'époque du 30 Mai 1814 le Département de la Sarre du Département du Rhin et Moselle, elle suivra cette limite vers le confluent de la Glan avec la Nahe, en séparant du territoire Prussien une partie du Canton de Herrstein laquelle, comme il vient d'être dit, appartient au G. D. d'Oldenbourg, et le Canton de Meisenheim qui passe à S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg. Au confluent des deux susdites rivières la nouvelle frontière retombera dans les limites fixées par l'article 25 de l'acte du Congrès de Vienne, et admises au présent Récès. 1819

Réunion du nouveau territoire Prussien avec le G. D. du Bas-Rhin.

Art. XIV. S. M. le Roi de Prusse réunit à son Grand-Duché du Bas-Rhin tous les districts et territoires compris dans les limites décrites dans l'article précédent.

Droit de garnison dans la forteresse de Mayence.

Art. XV. Le droit de garnison dans la forteresse de Mayence est commun à S. M. l'Empereur d'Autriche et à S. M. le Roi de Prusse. La garnison de cette place sera composée d'un nombre égal de troupes Autrichiennes et de troupes Prussiennes. S. A. R. le G. D. de Hesse participera au même droit pour un bataillon d'Infanterie.

Nomination du Gouverneur et du Commandant.

Art. XVI. Par suite de l'article ci-dessus L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse exerceront le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de la place de Mayence alternativement de cinq ans à cinq ans, et de manière que, lorsque le poste de Gouverneur sera occupé par un Général Autrichien, celui de Commandant le sera par un Général Prussien, et ainsi réciproquement. Il est également convenû que la direction de l'artillerie appartiendra comme jusqu'ici, à l'Autriche, et celle du génie à la Prusse.

Cession du Duché de Westphalie.

Art. XVII. S. A. R. le G. D. de Hesse cède à S. M. le Roi de Prusse le Duché de Westphalie, tel qu'il a été possédé par S. A. R. à l'époque de la signature de l'acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 pour appartenir à S. M. ses descendans et successeurs en toute propriété et Souveraineté.

Cession des droits du G. D. de Hesse.

Art. XVIII. S. A. R. le G. D. de Hesse renonce en faveur de S. M. le Roi de Prusse, pour Lui, ses des-

1819 cendans et successeurs à tout droit de Souveraineté et de féodalité sur les Comtés de Wittgenstein-Wittgenstein et Wittgenstein-Berlebourg.

sur les Comtes de Wittgenstein à la Prusse.

Ces possessions seront placées envers la Monarchie Prussienne dans les rélations établies par la Constitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatisés.

Cession des droits sur les territoires d. Comtés d'Isenb. et les salines de Kreuzn. au G. D. de Hesse

ART. XIX. En retour des cessions et renonciations faites par le G. D. de Hesse, S. A. R. possédera pour Elle, ses héritiers et successeurs.

1. *En toute souveraineté* les territoires du Prince et des Comtes d'Isenbourg, y compris les villages de Heusenstamm et d'Eppertshausen, à l'exception toutefois des districts cédés à S. A. R. l'Electeur de Hesse en vertu de l'art. 25. du présent Récès; de même en toute souveraineté les possessions du Comte de Solms-Rödelheim et du Comte d'Ingelheim, qui ont fait partie du ci-devant Département de Francfort, lesquelles possessions et villages seront placés envers le Grand-Duché de Hesse dans les relations établies par la constitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatisés.

Les rapports des Comtes d'Isenbourg vis-à-vis du Prince d'Isenbourg seront rétablies sur le pied, sur lequel ils existaient avant la Confédération Rhénane, bien entendu, que tous les droits de souveraineté appartiendront uniquement à L. L. A. A. R. R. l'Electeur et le Grand-Duc de Hesse, conformément à l'article 25. ci-dessus mentionné.

2. *En propriété* les salines situées dans la banlieue de Kreuznach, ainsi que les sources salées qui y appartenaient à l'époque de la signature de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. La saline dite de Münster qui est une propriété particulière, est expressement exceptée. La souveraineté de toutes ces salines restera à S. M. le Roi de Prusse.

Cessions territoriales faites au G. D. de Hesse.

ART. XX. S. A. R. le G. D. de Hesse, ses héritiers et successeurs posséderont en toute propriété et souveraineté:

1. le cercle d'Alzei à l'exception du Canton de Kirchheim-Poland, et les Cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le Cercle de Spire, tels que ces

pays se trouvaient à l'époque du 3 Nov 1815. sous l'administration établie à Worms, et de façon que les limites des Etats Prussiens, là où ceux-ci confinent au Cercle d'Alzei, restent telles qu'elles sont fixées par l'art. 25. de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. 1819

2. La ville et le territoire de Mayence, y compris Cassel et Kostheim, à l'exception de tout ce qui constitue la forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la Confédération Germanique.

Dotation et appartenances de la forteresse de Mayence.

Art. XXI. Tous les ouvrages, édifices, terrains et revenus qui appartenaient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en exécution de la Convention du 23 Avril 1814 soit que ces revenus fissent partie de sa dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, resteront exclusivement à la disposition du Gouvernement de la forteresse, et leur produit fera partie de la dotation.

Droits du G. D. de Hesse sur la ville de Mayence; attributions du Gouvernem. de la forteresse

Art. XXII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le G. D. de Hesse, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de S. A. R. et le Gouverneur et le Commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin. Toutefois le Gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformement à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place, et les rapports militaires. Il aura, à ce même égard, nommément la direction de la police, de manière cependant qu'un Employé civil de S. A. R. le G. D. prendra part aux conférences du Gouvernement, aussi souvent qu'il s'agira d'objets de cette nature. Les ordonnances et règlemens de police seront publiés par le Gouvernement sous l'intervention du président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du Gouvernement militaire, et ne pourra se rassembler que de son consentement. Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le

1819 Gouvernement militaire étant responsable de la défense de la place et du maintien de l'ordre intérieur, et jouissant du droit de prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires, il pourra aussi placer des avant-postes au dehors de la forteresse. En tems de guerre, ou lorsque l'Allemagne sera menacée d'une guerre, et la forteresse déclarée en état de siège, les pouvoirs du Gouvernement militaire seront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Routes militaires par les Etats du G. D. de Hesse.

Art. XXIII. S. A. R. le G. D. de Hesse consent à ce que la Prusse aît une route militaire par ses Etats pour les troupes qui passent d'Erfurt par Eisenach, Hersfeld, Giessen et Wetzlar à Coblence, et que celles qui viennent de Mayence ou qui y sont destinées, prennent la route de Coblence par Bingen.

Le règlement d'une route d'étapes pour les troupes Autrichiennes destinées à faire partie de la garnison de Mayence est reservé à une Convention particulière entre les Gouvernemens respectifs.

S. A. R. le G. D. de Hesse consent également à ce que la Bavière aît une route militaire par ses Etats pour les troupes, qui passent des provinces Bavaroises à la rive droite du Rhin dans celles nouvellement acquises sur la rive gauche de ce fleuve. Quant aux places d'étapes, aux moyens d'entretien et de transport et autres objets d'administration ces objets seront réglés par une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le G. D. de Hesse.

Libération du G. D. de Hesse des engagemens pris par le traité de Frcft. du 23 Nov. 1813.

Art. XXIV. Les engagemens pris par S. A. R. le G. D. de Hesse dans les articles additionnels du traité de Francfort du 23 Nov. 1813 *) cessent; et la clause onereuse que ces articles renfermaient, ne pourra plus dans aucun cas, ni à aucune époque devenir obligatoire pour S. A. R. ses héritiers et successeurs.

Arrang. territoriaux entre la Maison Elect. et G. D. de Hesse.

Art. XXV. S. A. R. le G. D. de Hesse remet S. A. R. l'Electeur de Hesse en possession du bailliage de Dornheim et lui cède, en échange des bailliages de Rodheim, Ortenburg et Babenhausen, de la moitié de Vilbel appartenante à S. A. R. l'Electeur, et des com-

*) Ce traité se trouve Suppl. T VII p. 97. Les articles séparés qui y manquent sont sans doute (*mut. mut.*) les mêmes allegués plus haut à l'art. 9.

munautés de Münzenberg, Traismünzenberg, Ostenheim, Heuchelheim et Burggräfenrode, les territoires suivans; savoir: 1819

1. les endroits de Grossanheim, Grosskrotzenbourg et Oberrodenbach, et la moitié de Praunheim appartenante au Grand-Duché;

2. une partie du pays d'Isenbourg, composée des bailliages (*Gerichte*) de Diebach, Langenselbold, Meerholz, Lieblos, Wächtersbach, Spielberg et Reichenbach, et du village de Wolfenborn.

Réintégration du Landgr. de Hesse-Hombourg

Art. XXVI. S. A. R. le G. D. de Hesse réintègre, en exécution de l'art. 48. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg dans les possessions, revenus, droits et rapports politiques dont il a été privé par la Confédération Rhénane.

Il sera conclû entre S. A. R. le G. D. de Hesse et S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg un arrangement de famille à l'effet de concilier les rapports resultans de la présente stipulation avec les pactes et Récès de famille existans.

Cession en vertu de l'art 49 de l'acte du Congrès de Vienne au G.D. d'Oldenbg.

Art. XXVII. L'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne ayant réservé dans le ci-devant Département de la Sarre un district pour L. L. A. A. R. R. les Grands Ducs d'Oldenbourg, Prince de Lübeck, et de Mecklenbourg-Strelitz, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg, le Landgrave de Hesse-Hombourg et le Comte de Pappenheim, lequel district a reçu plus tard de S. M. Prussienne une plus grande extension en faveur de S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et S. M. le Roi de Prusse s'étant engagé en considération des cessions qui Lui ont été faites à l'art. 12. du présent Récès par S. M. l'Empereur d'Autriche à mettre les dits Princes ainsi que le Comte de Pappenheim en possession des territoires qui doivent leur appartenir, S. M. Prussienne, de concert avec S. M. I. et R. Apostolique, S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, cède.

1. à S. A. R. le G. D. de Oldenbourg, Prince de Lübeck, le Canton de Herrstein à l'exception des communes de Hottenbach, Hellertshausen, Asbach, Schau-

1819 ren, Kempfeld et Bruchweiler; le Canton de Birkenfeld; du Canton de Hermeskeil les communes de Soetern, Boosen et Schwarzenbach; du Canton de Wadern, les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler et Eyweiler; du Canton de St. Wendel les communes d'Asweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirstein, Reichweiler et Mosberg, Steinberg et Deckenhard, Wallhausen et Schwarzhoff; du Canton de Rhaunen la commune de Bondenbach; et du Canton de Baumholder les communes de Nohen, Nohefelden, Gimbweiler et Wolfersweiler.

Au Duc de Saxe-Cobourg.

Art. XXVIII. 2 A S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg le Canton de Grumbach à l'exception des communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler, Hoppstädten, St. Julian et Eschenau; le Canton de Baumholder à l'exception de Nohen, Nohefelden, Gimbweiler et Wolfersweiler; le Canton de St. Wendel à l'exception des communes de Bubach, Saal, Niederkirchen, Marth, Hoff, Osterbrücken, Hasborn, Dautweiler, Theleg, Asweiler, Eizweiler, Hirstein, Reichweiler et Mosberg, Seinberg et Deckenhard, Wallhausen et Schwarzhog et Imsbach; du Canton de Consel les communes de Burg-Lichtenberg, Thallichtenberg, Ruthweiler, Pfeffelbach, Reichweiler et Schwarzerden; du Canton de Tholey les communes de Namborn, Gnidesweiler, Gronig, Ossenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Bliesen, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen; et du Canton d'Ottweiler les Communes de Werschweiler et Doerrenbach, la métairie de Werthshausen, ainsi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Mainzweiler et Urexweiler.

Au Landgr. de Hesse-Hombourg

Art. XXIX. 3. A S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg le Canton de Meisenheim: et du Canton de Grumbach les communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler et Hoppstädten.

Souveraineté des Princes sur les nouvelles acquisitions.

Art. XXX. S. A. R. le G. D. d'Olderbourg, Prince de Lübeck, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg et le Landgrave de Hesse-Hombourg posséderont les dits districts et territoires pour Eux, leurs héritiers et successeurs en toute souveraineté et propriété, et d'après les clauses et stipulations enoncées dans les actes dressés entre les parties interessées lors de la remise des dits territoires.

S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg pour Lui, ses héritiers et successeurs jouira également d'une pleine et entière souveraineté a l'égard des possessions dans lesquelles il a été réintégré par l'art. 48. de l'acte de Congrès du Vienne; il prendra le titre de Landgrave Souverain de Hesse. 1819

Art. XXXI. Il est entendu que les communes renfermées dans les districts désignés dans les articles 27, 28 et 29 du présent Récès sont censées être cédées avec leurs banlieues qui ne seront nulle part coupées par les nouvelles limites. Principes de la délimitation.

Art. XXXII. La Prusse jouira du droit d'une route militaire par la Principauté de Birkenfeld pour conserver la communication nécessaire avec le pays de Sarrebrück et la forteresse de Sarrelouis. Route militaire par la Principauté de Birkenfeld.

Il a été fait à cet égard une Convention particulière entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg.

Art. XXXIII. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Prince de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg et le Landgrave Souverain de Hesse ayant été mis en possession des territoires qui leurs étaient destinés; S. A. R. le G. D. de Mecklenbourg-Strelitz ayant fait un arrangement particulier avec S. M. le Roi de Prusse *), et le Comte de Pappenheim ayant obtenu une indemnité en domaines dans la Monarchie Prussienne, et ces derniers arrangemens ayant été notifiés à la Commission territoriale; S. M. Prussienne est entièrement libérée des engagemens qu'Elle a voulu prendre part l'art. 49 de l'acte du Congrès de Vienne. Libération de la Prusse des engagem. pris relativement à l'art 49 de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. XXXIV. S. M. le Roi de Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, possédera pour Lui, ses héritiers et successeurs en plein propriété et souveraineté tous les districts qui, ayant fait partie en 1790 des provinces Belgiques, de l'Evêché de Liège et du Duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances alliées en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov. 1815 ainsi que les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, cédés par le même traité. Par suite de cette disposition les limites des Etats de S. M. le Roi de Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, resteront telles qu'elles ont été fixées Acquisition des Pays-Bas en vertu de la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

*) Vid plus haut p. 600.

1819 entre la France et les pays cédés aux Puissances alliés par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à commencer de la mer du Nord jusque vis-à-vis de Quiévrain. De Quiévrain la ligne de démarcation suivra les anciennes limites des provinces Belgiques, du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en 1790 conformément aux stipulations de l'art. I. du dit traité de Paris du 20 Nov. 1815 de sorte que tous les pays qui se trouvent à la gauche de la dite ligne de démarcation, en y comprenant les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, le ci-devant Evêché de Liège et tout le Duché de Bouillon appartiennent aux Pays-Bas.

Rapports de la forteresse de Luxembourg; droit de garnison.

Art. XXXV. L'article 3. du traité conclû à Vienne le 31 Mai 1815 et l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considérée comme forteresse de la Confédération Germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par le présent Réces.

Cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas agissant en sa qualité de G. D. de Luxembourg, voulant adapter le reste des dispositions desdits articles aux changemens survenus par le traité de Paris du 20 Nov. 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la défense combinée de leurs Etats respectifs, L. L. M. M. sont convenues de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de Souveraineté de S. M. le Roi de Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Nomination du Gouverneur et du Command.

Art. XXXVI. S. M. le Roi de Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général, que chaque arme en particulier soit composée pour les trois-quarts de troupes Prussiennes et pour un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne assurait à S. M.

Les troupes seront soldées et equipées aux frais de leurs Gouvernemens respectifs. Il en sera de même

pour leur nourriture, lorsque la forteresse ne sera pas déclarée en état de siège. Dans ce cas la garnison se nourrira des magasins de la forteresse, et il sera suppléé à son approvisionnement d'après les principes établis dans le traité conclû entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg à Francfort S. M. le 8 Nov. 1816*) annexé au présent Récès. 1819

Exercice des droits de souveraineté; attributions du Gouvernement de la forteresse

Art. XXXVII. Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plenitude à S. M. le Roi de Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg comme dans tout le reste du Grand-Duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de S. M., et le Gouverneur et le Commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin.

De l'autre côté le Gouverneur sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions, et les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place.

Pour éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, nommera un Commissaire spécial qui servira d'intermédiaire entre le Gouverneur et les autorités civiles, et recevra les directions du Gouverneur dans les affaires de police, en tant qu'elles se lient aux rapports militaires et à la défense de la place.

Le Gouverneur pourra pour le même objet et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées, déléguer de sa part une personne à son choix et ces deux Employés formeront une Commission mixte.

Mais en cas de guerre, ou si l'une ou l'autre des deux Monarchies de Prusse ou de Pays-Bas était ménacée d'une guerre, et que la forteresse fût declarée en état de siège, les pouvoirs du Gouverneur seront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Si finalement la Diète de la Confédération Germanique venait à décider que les Gouverneurs et Com-

*) V. plus haut p. 264.

1819 mandeurs des forteresses de la Ligue devront être assermentés, le Gouverneur et le Commandant de la forteresse de Luxembourg prêteront le serment d'après la formule qui sera adoptée par la Diète.

Distribution des sommes destinées aux places fortes.

Art. XXXVIII. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée de payer par l'art. 4 du traité de Paris du 20 Nov. 1815 étant destinée en vertu des arrangemens faits à Paris entre les Puissances alliées à renforcer la ligne de défense des Etats limitrophes de la France, cette somme est distribuée de la manière suivante.

S. M. le Roi de Prusse en recevra pour être employé aux ouvrages destinés à la défense du Bas-Rhin vingt, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Pays-Bas soixante, et S. M. le Roi de Sardaigne dix millions de Francs Cinq millions de Francs sont destinés pour être employés à achever les fortifications de la forteresse de Mayence, et vingt millions pour la construction d'une place fédérale sur le Haut-Rhin.

L'emploi de ces différentes sommes sera fait conformément au système qui a été adopté par les Puissances signataires du traité de paix conclû à Paris le 20 Nov. 1815 et qui a été consigné au protocole de la conférence de leurs Ministres du 21 Nov. 1815 *) annexé au présent Récès.

Acquisitions territoriales de la Sardaigne.

Art. XXXIX. La partie de la Savoye qui était restée à la France en vertu du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 et qui a été rétrocédée par le traité du 20 Nov. 1815 est restituée à S. M. le Roi de Sardaigne, pour être possédée en toute souveraineté et propriété par Lui, ses héritiers et successeurs; et les frontières entre la Savoye et la France seront telles qu'elles existaient en 1790.

La commune de St. Julien reste exceptée de cette restitution. Elle a été donnée à la Confédération Suisse qui en a rétrocédé à S. M. Sarde la portion dans laquelle le chef-lieu est situé.

Acquisitions territor. de la Conféd. Suisse.

Art. XL. Afin d'établir une communication directe entre le Canton de Genève et le reste de la Suisse, la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Leman, au midi par le territoire du Canton de Genève,

*) Suppl. T. VII. p. 406.

au Nord par celui du Canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Versoix e tpar une ligne qui renferme les communes de Collex-Bussy et Meyrin (laissant la commune de Ferney à la France) est réunie définitivement au Canton de Genève. La commune de St. Julien est réunie également à ce Canton à l'exception toutefois de la partie qui, conformément à l'article précédent, en a été cédée à S. M. le Roi de Sardaigne. 1819

Art. XLI. En conséquence des actes du Congrès de Vienne, ainsi que des dispositions ultérieures des Puissances alliées, et nommément en vertu du traité conclu entre S. M. le Roi de Sardaigne et la Confédération Suisse le 16 Mars 1816*), dont l'article premier se trouve transcrit ci-dessous, en tant qu'il s'agit de la description des frontières, le territoire cédé par S. M. le Roi de Sardaigne pour être réuni au Canton de Genève, est limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. Georges jusqu'aux confins de l'ancien territoire Genevois, à l'ouest d'Aire la ville, de là par une ligne suivant ce même ancien territoire jusqu'à la rivière de la Loire, remontant cette rivière jusques au chemin, qui de la Terrière tend à Soral, suivant le chemin jusqu'au dit Soral lequel restera ainsi que le chemin en entier sur Genève, puis par une ligne droite tirée sur l'angle saillant de la commune de Bernex à l'ouest de Norcier. De cet angle la limite se dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex sur l'Aire, laissant Norcier et Turens sur Savoye. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compesières, suivra le confin de cette commune à l'Est de St. Julien jusqu'au ruisseau de l'Arande qui coule entre Ternier et Bardonek, remontera ce ruisseau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge, suivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin, qui même directement à Collogne, à 155 toises de Savoye, avant d'arriver à la Croix de Roson; atteindra par ce chemin le ruisseau qui descend du village d'Archamp, suivra ce ruisseau jusqu'à son confluent avec celui qui descend du hameau de la Combe, au de là d'Evordes, en laissant néanmoins toutes les maisons du dit Evordes sur Genève; puis du ruisseau de

Arrangemens entre la Sardaigne et la Confédération Suisse.

*) Suppl. T. VIII. p. 214.

1819 la Combe prendra la route, qui se dirige sous Rossey, sous Crevin et au-dessus de Veirier. De l'interfection de cette route à l'Est et près de Veirier avec celle qui de Carouge tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve à deux toises au-dessus de la prise d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle suivra le Thalweg de cette rivière jusques vis-à-vis de l'embouchure du Foron, remontera le Foron jusques au de là de Cormières au point qui sera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le chemin qui du Nord de Publinge tend au Nord de ville la Grand, suivra la dite ligne, et ce dernier chemin vers l'Est, en le donnant à Genève; puis la route qui remonte parallelement au Foron jusqu'à l'endroit, où elle se trouve en contact avec le territoire de Jussy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite jusqu'à sa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Foncenex, et suivra le dit chemin vers le Nord jusqu'à la sortie du village de Gy, laissant le dit chemin sur Genève. La limite se dirigera ensuite en ligne droite sur le village de Veigi, de manière à laisser toutes les maisons du village sur Savoye; puis en ligne droite au point, où l'Hermance coupe la grande route du Simplon. Elle suivra enfin l'Hermance jusqu'au lac, lequel bornera le nouveau territoire au Nord-Ouest; bien entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu de sa largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Vesenaz est acquise au Canton de Genève, et qu'il en sera de même des portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats, appartenaient à S. M.; que tous les chemins indiqués, comme formant la ligne frontière dans la délimitation ci-dessus, appartiendront à S. M. sauf les exceptions indiquées; et que tous les enclos fermés de murs ou de haïes attenans aux maisons des villages et hameaux, qui se trouveraient placés près de la nouvelle frontière, appartiendront à l'Etat, dans lequel est situé le village ou hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toises des maisons ou des enclos y attenans et fermés de murs ou de haïes. Quant aux rivières et ruisseaux qui d'après les changemens de limite résultans du traité de ce jour déterminent la nouvelle frontière, le milieu

de leurs cours servira de limite, en exceptant le Foron, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le passage ne sera assujetti à aucun droit. 1819

Droits et obligations des nouveaux acquér. result. des deux paix de Paris.

Art. XLII. Les Souverains qui, en vertu du présent Récès, obtiennent des territoires qui ont été détachés de la France par les traités de paix de Paris du 30 Mai 1814, et du 20 Nov. 1815 entrent dans tous les droits, et prennent sur eux toutes les charges et engagemens stipulés à cet égard dans les deux susdits traités.

Etat de possess. des D. de Parme, Plaisance et Guastalla et Lucques.

Art. XLIII. L'état de possession actuel des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que celui de la principauté de Lucques, étant déterminés par les stipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les dispositions des articles 99, 101 et 102 sont et restent maintenues dans toute leur force et valeur.

Reversibilité de Duc. d. Parme, Plais. et Guastalla.

Art. XLIV. La réversibilité des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla prévue par l'art. 90 de l'acte final du Congrès de Vienne est déterminée de la manière suivante:

Les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, après le décès de S. M. l'Archiduchesse Marie Louise, passeront en toute souveraineté à S. M. l'Infante d'Espagne Marie Louise, l'Infant Don Charles Louis son fils et ses descendans mâles, en ligne directe et masculine, à l'exception des districts enclavés dans les Etats de S. M. I. et R. A. sur la rive gauche du Po, lesquels resteront en toute propriété à Sa dite Majesté conformément à la restriction établie par l'art. 99 de l'acte du Congrès de Vienne.

Réversibilité de la Principauté de Lucques.

Art. XLV. A cette même époque, la réversibilité de la Principauté de Lucques, prevûe par l'art. 102. de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les termes et sous les clauses du même article, en faveur de S. A. I. et R. le G. D. de Toscane.

Droit de garnison de l'Autriche dans Plaisance.

Art. XLVI. Quoique la frontière des Etats Autrichiens en Italie soit déterminée par la ligne du Pô, il est toutefois convenû d'un commun accord, que la forteresse de Plaisance offrant un intérêt plus particulier au système de défense de l'Italie, S. M. I. et R. A. conservera dans cette ville, jusqu'à l'époque des réversions, après l'extinction de la branche espagnole

1819 des Bourbons, le droit de garnison pûr et simples; tous les droits régaliens et civils sur cette ville étant réservés au Souverain futur de Parme. Les frais de l'entretien de la garnison dans la ville de Plaisance seront à la charge de l'Autriche, et sa force, en tems de paix, sera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, en prenant toutefois pour règle le plus grand soulagement possible des habitans.

Réversion d. Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla en cas de l'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis.

Art. XLVII. La réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, est explicitement maintenue dans les termes du traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, et de l'article séparé du traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815 *a*).

Art. XLVIII. Les traités, conventions, et autres actes qui se trouvent annexés au présent Récès et nommément:

I. Le traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la Confédération Suisse et le Canton de Genève conclû à Turin le 16 Mars 1816 *b*).

II. Le traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse, conclû à Francfort S. M., le 30 Juin 1816 *c*).

III. Le traité entre la Grande Brétagne et le Grand-Duché de Hesse, conclû à Francfort S. M. le 30 Juin 1816.

IV. Le traité entre la Prusse et les Pays-Bas conclû à Francfort S. M. le 8 Nov. 1816 *d*).

V. Le traité entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 16 Nov. 1816.

VI. Le traité entre l'Autriche et le Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 12 Mars 1817 *e*).

VII. Le traité entre la Russie et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 5/17 Avril 1817.

VIII. Le traité entre l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grande Brétagne, la Prusse et la Russie, conclû à Paris le 10 Juin 1817 *f*).

a) Suppl. Tom. VI. p. 291.
b) Suppl. Tom. VIII. p. 214.
c) Suppl. Tom. VII. p. 73.
d) Suppl. Tom. VIII. p. 264.
e) Suppl. Tom. VII. p. 413.
f) Suppl. Tom. VIII. p. 416.

IX. le traité entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade, conclû à Francfort s. M. le 10. Juillet 1819; 1819

X. le traité entre l'Autriche, la Grande-Brétagne, la Prusse, la Russie et le Grand-Duché de Bade, conclû à Francfort s. M. le 10 Juillet 1819;

sont considérés, comme parties intégrantes des arrangemens stipulés par le présent acte et auront, selon leur teneur respective, la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Récès même.

Quant au traité conclû à Munich le 14 Avril 1816 *) entre l'Autriche et la Bavière, également joint au présent acte, il y a été annexé dans le sens et l'esprit de l'article 7. du présent Récès.

Art. XLIX. La langue Française employée dans le présent Récès, l'a été avec les mêmes réserves énoncées à l'art. 120. de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. L. Le présent Récès sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Francfort s. M. dans l'espace de trois mois ou plutôt si faire se peut. Un exemplaire du même Acte sera déposé à Vienne aux Archives de Cour et d'Etat de S. M. I. et R. A. pour y être réuni à l'ensemble des actes desquels il dérive et sur lesquels il est fondé. Les hautes parties contractantes se reservent d'ailleurs d'adopter une marche commune pour le communiquer et le proposer à l'adhésion des autres Puissances et Etats intéressés.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Récès, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort s. M., le 20 Juillet de l'an de grâce 1819.

Signé:

(L. S.) *Le Baron* de Wessenberg.
(L. S.) *Le Baron* de Humboldt.
(L. S.) Clancarty.
(L. S.) I. d'Anstett.

*) Suppl. T. VII. p. 55.

*

Pièces annexées au précédent récès général.

Nr. I—VIII.

Ces pièces se trouvent déjà plus haut, voyés les notes à l'art. 48. du récès général p. 624. 625. N. III. V. et VII. étant mut. mut. les mêmes avec N. II. IV. et VI. *)

Nr. IX.

1819 10 Juill. *Traité entre l'Autriche et le G. Duché de Bâde conclu à Francfort sur Main le 10 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'arrangement des affaires territoriales en Allemagne ayant demandé dans leur application definitive quelque échanges de territoire entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, des Plénipotentiaires ont été nommés à cet effet, savoir: de la part de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique: le Sieur Jean Philippe, Baron de Wessenberg, grand Croix de l'ordre royal de St. Etienne etc. etc. et de celle de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde: le Sieur Charles Chrétien, Baron de Berkheim, Ministre d'Etat de Son Altesse Royale etc. etc. Lesquels, après avoir échangé Leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Cessions de la part de Bâde.

Art. I. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, pour Elle, ses héritiers et successeurs cède à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la partie du second bailliage de Wertheim, située au nord de la route de Lengfurth à Würzbourg et enclavée dans les Etats Bavarois, comprenant les communes et banlieues d'Anspach, Birkenfeld, Erlach, Greusenheim, Karbach, Mariabuchen, Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell et Zimmern avec tous les droits appartenants à Son Altesse Royale sur ce district.

Cessions de la part d'Autriche.

Art. II. En échange du district designé dans l'article précédent, Sa Majesté Imperiale et Royale Aposto-

*) voyés cependant p. 665.

lique cède à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, pour être possédé par Elle, Ses héritiers et successeurs le Comté de Geroldseck, enclavé dans les Etats Bâdois, tel qu'il a été possédé par l'Autriche en vertu de l'article cinquante unième du traité général du Congrès de Vienne. 1819

Art. III. La remise reciproque des territoires designés dans les deux articles précédens aura lieu immédiatement après l'échange des ratifications de la présente Convention et les dits territoires passeront à leurs nouveaux possesseurs avec les revenus à dater du jour de la prise de possession. Epoque de la remise.

Art. IV. Les archives, cartes, plans et documens quelconques appartenants aux pays respectivement cédés et échangés, ou concernant leur administration, seront fidélement remis en même tems que les territoires, ou si cela ne pouvait avoir lieu de suite, dans un terme, qui ne pourra pas être de plus de trois mois après la mise en possession. Archives etc.

Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Francfort sur le Main dans le terme de six Semaines ou plutôt si faire se peut *). Ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main de dix Juillet Mil-huit-cent-dix-neuf.

Signé:

(L. S.) *Le Baron* de Wessenberg.
(L. S.) *Baron* de Berkheim.

Pour Copie conforme à l'Original.

(L. S.) *Baron* de Wessenberg.

*) Les ratifications de ce traité ont été échangées à Francfort et en conséquence la remise du comté de Hohengeroldseck au Grand-Duc de Bâde a été effectuée de 4 Octobre, celle de la partie Bâdoise du bailliage de Wertheim, cédée à l'Autriche le 27 Octobre, et la remise de celle-ci par l'Autriche à la Bavière le même jour 27 Octobre 1819, sous les conditions énoncées dans les suivants procès-verbaux de remise, et les lettres patentes y relatives ont été affichées aux mêmes jours.

1.

1819 *Procès-verbal de remise du comté de Hohengeroldseck au G. D. de Bâde le* 4 *Oct.* 1819.

Nachdem in Folge des 2ten Art. des am 10ten July d. J. zu Frankfurt am Main zwischen dem Kaiserlich Oesterreichischen, und Grossherzoglich Badischen Hofe geschlossenen Staatsvertrags, die in dem Grossherzogthum Baden eingeschlossene Grafschaft Hohengeroldseck an Seine Königliche Hoheit den Grossherzog von Baden übergeben werden soll, so haben sich die zur Uebergabe, und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserlich Königlich wirkliche Herr Hofrath und Minister-Resident, Freiherr von Handel, und

von Seiten Badens:

der Grossherzogliche Herr Geheimerath und Kreis-Director v. Kirn sich hieher verfügt, und sich nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten zur Uebergabe, und Uebernahme der Grafschaft Hohengeroldseck auf folgende Art geschritten:

Es übergiebt und überlässt Kraft dieses der K. K. Herr Bevollmächtigte an den Grossherzoglich Badischen Hrn. Bevollmächtigten die Grafschaft Hohengeroldseck, um von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Baden, Höchst Ihren Erben und Thronfolgern mit allen den Rechten und Befugnissen besessen zu werden, wie solche durch den 51sten Artikel der Wiener-Congress-Acte an Seine Kaiserlich Königliche Majestät von Oesterreich übergegangen ist.

Die Grossherzoglich Badische Regierung tritt von dem Tage der Besitznahme an, in alle landesherrlichen Rechte, Einkünfte und Lasten.

Der Grossherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits, dass er die Grafschaft in der Art, wie sie von dem Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben worden sei, im Namen Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden annehme.

Hinsichtlich der Detailgeschäfte wegen Ausscheidung 1819
der Landesherrlichen von den Fürstlich Layenschen Kammeral-Einkünften, des Schulden-, Besoldungs- und Pensions-Wesens, etc. etc. ist man übereingekommen, dass — da Seine Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät den Herrn Fürsten von der Layen bisher in ungestörter Verwaltung aller Einkünfte gelassen haben, und für das Kaiserl. Königliche Aerarium gar nichts erhoben worden, die Ausgleichung nur zwischen einem Grossherzoglich Badischen Landesherrlichen und einem Fürstlich Layenschen Commissär zu bewirken sei, und zu dem Ende die beiden Deputirten längstens binnen einem Monate ernannt werden sollen.

Zur Urkund dessen ist gegenwärtiges Protocoll dreifach ausgefertigt, und von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

Geschehen Seelbach den 4. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON *Freiherr* v. HANDEL,
als K. K. Uebergabs-Commissär.

(L. S.) EMERICH WILHELM KIRN,
als Grossherzogl Badischer Uebernahms-Commissarius.

2.

Procès-verbal de remise du bailliage de Wertheim à l'Autriche en date du 27 Oct. 1819.

Nachdem, in Folge der, mit dem Grossherzoglich Badischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen, der Theil des Badischen Landamts Wertheim, — nördlich der Strasse von Lengfurth nach Würzburg gelegen, nunmehr an Se. Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät übergeben werden soll, so haben die zur Uebergabe und resp. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserlich Königliche wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Freiherr von Handel etc. als Uebernahms-Commissär, und

von Seiten des Grossherzogthums Baden:

der Grossherzoglich Badische dirigirende Kreisrath Herr von Berg etc. als Uebergabs-Commissär, nach

1819 gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Districts auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überlässt nämlich, Kraft dieses, der Grossherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte den Bezirk des Landamts Wertheim, welcher nördlich der Strasse von Lengfurth nach Würzburg liegt, und die Ortschaften: *Anspach*, *Birkenfeld*, *Erlach*, *Greusenheim*, *Karbach*, *Mariabuchen*, *Plochsbach*, *Roden*, *Sendelbach*, *Steinfeld*, *Waldzell* und *Zimmer* in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, wie sie Se. Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden selbst besessen hat.

2. Se. Majestät der Kaiser treten in den Genuss sämmtlicher landesherrlichen Erträgnisse dieses Bezirks, von dem Tage der Uebergabe der Grafschaft Hohengeroldseck, d. i. den 4ten October l. J. anzurechnen, und

3. die Grossherzoglich Badische Regierung macht sich verbindlich, alle auf die Landeshoheitliche und Justiz-Verwaltung dieses Bezirks bezügliche Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werden wird, längstens binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar mit den Justizacten, zur Vermeidung jeden Stillstandes in der Verwaltung der Rechtspflege den Anfang zu machen;

4. die aus diesem Districte gebürtigen, im Grossherzoglich Badischen Militär-Dienste stehenden Individuen werden alsbald nach der Uebergabe desselben aus Grossherzoglichen Diensten entlassen, und an die Königlich Baierische Militär-Behörde, namentlich die Königliche Commandantschaft zu Würzburg überwiesen werden.

Der Kaiserlich Oesterreichische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits: dass er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier vom Grossherzoglich Badischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden sei, im Namen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich annehme, um solchen wieder an Se. Majestät den König von Baiern in der nämlichen Art zu übergeben.

Hinsichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme und weiters auf die nachfolgende Uebergabe

an die Krone Baiern Bezug haben, oder unvorhergesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, dass spätestens nach Verlauf von einem Monate von der Königlich Baierischen und Grossherzoglich Badischen Regierung Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterung und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird. 1819

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe werden beiderseits, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Grossherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien resp. Höfe die hierauf bezügigen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Protocoll geschlossen und solches von beiden Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden ist.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) Paul Anton *Freiherr* v. Handel
als K. K. Uebernahms-Commissär.

(L. S.) Eberh. Friedr. v. Berg.
als Grossh. Bad. Uebergabs-Commissar.

3.

Procès-verbal de remise du bailliage de Wertheim par l'Autriche à la Bavière le 27 Oct. 1819.

Nachdem in Folge der, mit dem Grossherzoglich Badischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen der im Münchner Staatsvertrage vom 14. April 1816 bezeichnete Theil des Badischen Landamts Wertheim — nördlich der Strasse von Lengfurth nach Würzburg — nunmehr an Se. Kaiserlich Königliche Apostolische Majestät übergegangen ist, und sohin die Uebergabe des

1819 gedachten Bezirks an die Krone Baiern möglich geworden, so haben die zur Uebergabe und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien, und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserl. Königl. wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Freiherr von Handel etc. als Uebergabs-Commissär,

und von Seiten Baierns:

der Königliche Herr Regierungs-Director Stumpf etc. als Uebernahms-Commissär, nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Bezirks auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überlässt nämlich, Kraft dieses, der Kaiserl. Königl. Oesterreichische Herr Bevollmächtigte an den Königl. Baierischen Herrn Bevollmächtigten, den Bezirk im Landamt Wertheim, welcher nördlich der Strasse von Lengfurth nach Würzburg gelegen, und die Ortschaften, *Anspach, Birkenfeld, Erlach, Greusenheim, Karbach, Mariabuchen, Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell* und *Zimmer*, in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, in dem nämlichen Umfange und Zustande, wie gedachter Bezirk von Seiten Sr. Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden, vermöge des hier angeschlossenen Uebergabs - resp. Uebernahms-Protocolls vom heutigen Tage an Se. Kaiserl. Königl. Apostolische Majestät übergegangen ist.

2. Die Krone Baiern tritt in den Genuss der Erträgnisse dieses Bezirks, vom Tage der von Seiten Oesterreichs geschehenen Uebergabe der Grafschaft Hohengeroldseck an das Grossherzogthum Baden, den 4. October l. J. anzufangen.

3. Da die Grossherzoglich Badische Regierung sich verbindlich gemacht hat, alle auf die Landesherrliche- und Justizverwaltung dieses Districts Bezug habenden Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werde, binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar, zur Vermeidung jeden Stillstandes in Verwaltung der Rechtspflege, mit den Justizacten den Anfang zu machen, so wird Oesterreichischer Seits dafür gesorgt werden, dass sohin die Auslieferung dieser

Acten ohnverzüglich an die betreffenden Baierischen Behörden geschehe. 1819

4. Die aus dem vorbenannten Districte gebürtigen, im Grossherzoglich Badischen Militärdienste stehenden, Individuen werden alsbald, nach der Uebergabe dieses Districts, aus dem Grossherzoglichen Dienste entlassen, und an die Königl. Baierische Militär-Behörde — die Commandantschaft zu Würzburg — überwiesen werden.

Der Königl. Baierische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits: dass er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier von dem Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden, im Namen Sr. Majestät des Königs von Baiern annehme und übernehme.

Hinsichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme Bezug haben, oder unvorgesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, dass spätestens nach Verlauf von einem Monate von den beiderseitigen Regierungen Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterungen und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird.

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe, werden beiderseits, nämlich anf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Grossherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien respect. Höfe die hierauf bezügigen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Uebergabs- und Uebernahms-Protocoll geschlossen und solches von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON *Freiherr* v. HANDEL.
als K. K. Uebergabs-Commissär.

(L. S.) ANDREAS SEB. STUMPF,
Königl. Uebernahms-Commissär.

Nr. X.

1819 10 Juill. *Traité entre l'Autriche, la Grande-Brétagne, la Prusse, la Russie, et le Grand-Duché de Bâde, conclû à Frankfort s. M. le* 10 *Juillet* 1819.

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, après avoir repris en mûre deliberation les propositions et les demarches suivies de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde pour être libéré des clauses onéreuses du Traité de Francfort de l'année mil-huit-cent-treize, ainsi que les négociations, qui ont eu lieu à cet égard, et voulant mettre un terme aux incertitudes, qui ont pesé jusqu'à ce jour sur l'état de possession du Grand-Duché, ont arrêté d'un commun accord, que Leurs Plénipotentiaires respectifs à la Commission territoriale de Francfort, savoir;

de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème,

Le Sieur Jean Philippe *Baron* de Wessenberg, Grand' Croix de l'ordre Royal de St. Etienne, Chevalier Grand' Croix de l'ordre militaire et réligieux des St. Maurice et Lazare, de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse, de celui de la Couronne de Bavière et de St. Joseph de Toscane, de l'ordre Constantinien de Parme, de la fidélité de Bâde, du Lion d'or de Hesse, Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa dite Majesté Imperiale et Royale Apostolique;

de celle de Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande,

Le très-honorable Richard le Poer Trench, *Comte* de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Conseiller de Sa

Majesté Britannique en Son Conseil privé de la Grande-Brétagne et aussi d'Irlande, membre du Comité du prémier pour les affaires de commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de milice du Comte de Galway, Ambassadeur extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa dite Majesté auprès de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Chevalier Grand' Croix du très-honorable ordre du Bain; 1819

de celle de Sa Majesté le Roi de Prusse,

Le Sieur CHARLES GUILLAUME *Baron* DE HUMBOLDT, Son Ministre d'Etat, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier du Grand ordre de l'aigle rouge et de celui de la Croix de fer de Prusse de la prémière classe, Grand' Croix des ordres de Léopold d'Autriche, de St. Anne de Russie, de Danebrog de Danemarc, du Lion belgique des Pays-Bas, de la Couronne de Bavière, de la fidélité de Bâde et du faucon blanc de Saxe-Weimar;

de celle de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

Le Sieur JEAN D'ANSTETT, Son Conseiller privé, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Diète de la Sérénissime Confédération Germanique, Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky, Grand' Croix de celui de St. Wladimir de la seconde classe, de la première de ceux de St. Anne, de Léopold d'Autriche, de l'aigle rouge de Prusse, de l'Etoile polaire de Suède, de la Couronne de Bavière, de la Couronne de Würtemberg, de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bâde, Chevalier de l'ordre de St. Jean de Jerusalem;

en vertu de Leurs pleinpouvoirs signeraient avec celui ou ceux qui seraient dûément autorisés de la part de Son Altesse Royale un acte formel, qui servirait à éteindre toutes les obligations eventuelles, qui pouvaient être demeurées ouvertes,

Et le Sieur CHARLES CHRÉTIEN, *Baron* DE BERKHEIM, Ministre d'Etat de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde. Son Envoyé à la Diète de la Sérénissime

1819 Confédération Germanique et Son Plénipotentiaires près la Commission territoriale, Chevalier-Grand' Croix de l'ordre de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bâde, de celui de St. Louis de Hesse, Chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, ayant immédiatement produit Ses pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, on est convenû des articles suivans.

Articles add. du tr. de 1813 revoques.

ART. I. Les articles additionnels du traité de Francfort du vingt Novembre Mil-huit-cent-treize renforment une clause onéreuse à la charge du Grand-Duché de Bâde, sont revoqués. Son Altesse Royale le Grand-Duc, Ses héritieres et successeurs en sont libérés à jamais, et l'état de possession du Grand-Duché, tel qu'il existe aujourd'hui, est formellement reconnû.

Comtes de Hochberg.

ART. II. Le droit établi dans le Grand-Duché de Bâde, en faveur des Comtes de Hochberg, fils de feu le Grand-Duc Charles Frédéric est reconnû pour et au nom des Puissances contractantes.

Ratifications.

ART. III. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Francfort dans le terme de trois mois ou plutôt si faire se peut. Un Exemplaire du dit Traité sera annexé au Récès général de la Commission territoriale de Francfort.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

A Francfort sur Mein, le dix Juillet, Mil-huit-cent-dix-neuf.

(L. S.) *Le Baron* DE WESSENBERG.

(L. S.) CLANCARTY.

(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.

(L. S.) J. D'ANSTETT.

(L. S.) *Baron* DE BERKHEIM.

*) Les ratifications des précédentes conventions ont été échangées à Francfort.

62.

Convention entre la Prusse et la Russie relativement aux liquidations entre la Prusse et la Pologne et aux affaires analogues; signée à Berlin le 22 Mai 1819.

1819 22 Mai.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten* 1819. N. 17. p. 197.)

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse, Grand-Duc de Posen, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, désirant lever simultanément par un arrangement en bloc, les difficultés, qui se sont présentées, à l'exécution de la Convention du 30 Mars 1815 et de quelques Articles du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 et voulant faire servir cet arrangement, à fixer pour l'avenir d'une manière précise les intérêts réciproques des deux Gouvernemens et de leurs sujets respectifs, et à consolider de plus en plus les rélations d'amitié et d'union intime qui subsistent entre Elles, ont résolu de réunir dans cette vue une Commission extraordinaire à Berlin, sous la direction de Leurs Ministres respectifs; savoir:

De la part de S. M. Prussienne, le Sieur *Chrétien Günther, Comte de Bernstorff*, Son Ministre d'Etat, du Cabinet et des affaires étrangères, Chevalier des Grands ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la 1. Classe de Russie; Chevalier de l'ordre de l'Eléphant et Grand-Croix de celui de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie; Grand-Cordon de la Légion d'honneur; Grand-Croix de l'ordre du Lion d'or de Hesse, et Chevalier des ordres de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bâde;

et de la part de S. M. Impériale et Royale, le Sieur *David d'Alopeus*, Son Conseiller privé, Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plé-

1819 nipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première Classe, Grand Croix de la seconde Classe de celui de St. Wolodimir, Chevalier de l'ordre de l'Aigle blanche de Pologne et Grand-Cordon de la Légion d'honneur.

En conséquence ont été nommés Commissaires plénipotentiaires: par S. M. le Roi de Prusse, Grand-Duc de Posen, le Sieur *Jean Louis de Jordan*, Son Conseiller intime et actuel d'ambassade, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour de Saxe, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de la 2de classe, de la croix de fer 2de classe de l'ordre de St. Anne de Russie 1. Classe, de celui de St. Wolodomir 3me Classe, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de la couronne de Bavière de l'Etoile polaire de Suède, Commandeur de celui de Léopold d'Autriche et de celui du Dannebrog de Danemarc, Chevalier de l'ordre de Charles III. d'Espagne; et le Sieur *Chrétien Rother*, Son Conseiller intime et actuel des finances, Directeur dans le Ministère du Trésor, Chevalier de l'Aigle rouge 2. Classe, de la croix de fer 2. Classe, de l'ordre de St. Anne de Russie, 2. Classe en diamans, Chevalier de celui de l'Etoile polaire de Suède; et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur *François Xavier, Prince Drucki-Lubecki*, Son Conseiller d'Etat actuel, Gouverneur civil du Gouvernement de Vilna, Chevalier des ordres de l'Aigle blanche de Pologne, Grand-Croix de St. Wolodimir de la 2. Classe et de St. Anne et de la 1. et de la 4.; et le Sieur *Dominique Cajetan de Kalinowsky*, maitre des requêtes au Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier des Ordres de St. Anne de la 2. Classe en diamans, et de St. Stanislas de Pologne de la 3.; Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des Articles suivans:

Capitaux de la banque et caisse des invalides.

Art. I. La Convention de Bayonne ayant été déclarée nulle tant par les traités de Paris de 1814, que par la Convention de Vienne 1815 et les deux hautes parties contractantes consentant par la présente à annuller aussi les engagemens qui ont été stipulés de Gouvernement à Gouvernement dans la dernière de

ces transactions, la Banque et la Caisse des invalides à Berlin rentrent, dès à présent, dans la jouissance pleine et entière, tant des capitaux qui appartenoient à ces deux établissemens, que de ceux qu'ils ont pu acquérir jusqu'à ce jour. 1819

Ces capitaux seront envisagés comme propriété particulière et les deux établissemens ci-dessus nommés pourront en disposer de la même manière que les instituts et particuliers Prussiens déjà réintégrés, disposent aujourd'hui des leurs.

Le Gouvernement Polonois s'engage à rembourser à celui de Prusse et en argent comptant tout ce qui auroit été perçu depuis le 1 Janvier 1815 sur les Capitaux aussi bien que sur les intérêts des sommes Prussiennes qui ont fait l'objet de la Convention de Bayonne,

Il s'engage de plus à remettre au Gouvernement Prussien, tous les documens, papiers et renseignemens quelconques ayant trait aux Capitaux appartenans à la Banque ou à la Caisse des invalides, comme aussi les autres documens déposés provisoirement entre les mains de Commissaires Polonois le 14 Mai 1818 et dont le tableau est inséré au protocole qui a été signé separément.

Art. II. Tout ce qui dans la Convention du 30 Mars 1815 et dans les articles additionnels, concerne les obligations réciproques et les rapports mutuels de créanciers à débiteurs, est maintenu. Conv. du 30 Mars 1815.

Quant au délai de cinq mois, statué en faveur des débiteurs par l'article 5. additionnel, il est stipulé que tout créancier Prussien, qui a acquis une créance Polonoise depuis le 1 Mai 1808, ou a été réintégré dans ses droits, soit par la Convention de Vienne du 30 Mars 1815, soit par la présente, devra, pour assurer l'exercice de ses droits, remplir les formalités voulues par l'article 1690. du code civil du royaume de Pologne, et que de son coté le debiteur Polonois jouira de cet intervalle de cinq mois à compter du jour, où il aura reçu l'insinuation de son créancier, pour déclarer authentiquement et en justice, qu'il veut profiter des bénéfices que lui accordent les articles 1. 2 et 3. des Articles additionnels de la Convention du 30 Mars 1815.

1819 L'omission de cette formalité rendra le débiteur inhabile à profiter des bénéfices qui lui sont accordés par les Articles susmentionnés, et il sera traité alors d'après les loix en vigueur dans le Royaume de Pologne.

Il est bien entendu au reste que dans le cas où un jugement définitif seroit déjà intervenu ou bien qu'un arrangement particulier auroit eu lieu de gré à gré entre le créancier et le débiteur, il sera fait abstraction de toute autre disposition.

Renonciation de la Prusse.

Art. III. La Prusse renonce tant au Capital de 18,573952 $^{21}/_{30}$ Fl. Polonois, qu'aux intérêts arriérés de cette somme, qui aux termes du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815, devoient lui être payés par le trésor du Duché de Varsovie.

Renonciations p. la Pologne.

Art. IV. Le Gouvernement de Pologne renonce pour lui et ses sujets à toutes les réclamations quelconques (antérieures au Traité de Tilsit) qu'il pourroit faire valoir contre la Prusse à raison de depôts de tout genre, administratifs ou judiciaires, soit que ces dépôts ayent été transportés à Königsberg en 1806 et 1807 par mesure de sûreté, soit qu'il en ait été disposé autrement par le Gouvernement Prussien.

Il renonce de même à réclamer tant les sommes quelconques versées avant et pendant cette époque dans les caisses Prussiennes en général, soit administratives ou judiciaires, que les autres sommes remises aux Commissaires Prussiens et 1811 et 1812 en papier Prussien.

Le Gouvernement de Pologne renonce aussi à réclamer du Gouvernement Prussien le payement des fournitures, que les habitans du Royaume de Pologne ont faites aux troupes Françoises en 1812 à la place du Gouvernement de Prusse.

Il dégage ce Gouvernement de l'obligation qu'il avoit contractée par l'article 34 du traité de Vienne de payer aux habitans du Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du Royaume de Pologne, les $^{3}/_{10}$ des sommes que ces habitans ont à réclamer des divers Gouvernemens qui ont regi le dit Duché jusqu'au 1 Juin 1815 comme il renonce aussi aux réclamations élevées ou qui pourroient être élevées dans la suite du chef des fournitures quelconques, faites par les habitans du

Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du royaume de Pologne, avant le traité de Tilsit, soit aux armées de Prusse, soit à celles de la Russie. 1819

Enfin le Gouvernement Polonois abandonne au Gouvernement de Prusse, la portion de l'actif du Duché de Varsovie qui pourroit revenir au Gouvernement du Royaume de Pologne, de la part des sujets de S. M. Prussienne.

Art. V. La Prusse de son côté renonce aux $^{3}/_{10}$ de l'actif intérieur que l'art. 34 du Traité de Vienne lui donnoit droit de réclamer sur les habitans du Royaume de Pologne, jadis sujets du Duché de Varsovie. Ces $^{3}/_{10}$ sont abandonnés au Gouvernement Polonois. Renonciation de la Prusse à l'actif intérieur.

Art. VI. La Prusse abandonne également en faveur de la Pologne les $^{3}/_{10}$ que le même article 34 du Traité de Vienne assuroit au Gouvernement Prussien sur l'actif exterieur du Duché de Varsovie. Item à l'actif extérieur; remplacement quant aux créances de la Saxe etc.

De son côté la Pologne prend à sa charge le soin de payer au lieu de la Prusse les $^{3}/_{10}$ des sommes que pourroit réclamer le Gouvernement Saxon du chef de l'art. 24 du Traité de Vienne du 18 Mai 1815 de même que les réclamations que les sujets Saxons pourroient faire valoir contre le Duché de Varsovie.

En outre la Pologne s'oblige à remplacer la Prusse dans le payement des $^{3}/_{10}$ des sommes que les autres Gouvernemens étrangers, ou leurs sujets, se trouveroient en droit de réclamer sur le passif du Duché de Varsovie.

Art. VII. Le Gouvernement Prussien abandonne à celui de Pologne la portion pour laquelle l'Autriche, aux termes de l'article 33 du Traité de Vienne, s'est engagée à contribuer à l'acquit du passif du Duché de Varsovie; passif que les sujets Prussiens pouvoient faire valoir contre les divers Gouvernements qui ont régi le Duché de Varsovie jusqu'au 1 Juin 1815. Créances de l'Autriche

Par contre le Gouvernement Polonois prend sur lui l'obligation, de payer à l'Autriche le neuvième que le Gouvernement du Duché pouvoit réclamer des sujets Prussiens et il s'engage de plus à faire face aux réclamations que les habitans de la ville libre de Cracovie et son rayon, sont en droit d'élever rélativement aux $^{3}/_{10}$ du passif que la Prusse devoit supporter.

1819

Papier monnoie billets.

ART. VIII. Quant au papier monnoie émis par le Gouvernement du Duché de Varsovie et resté encore en circulation, au billon du même Duché dont la valeur nominale surpasse la valeur réelle; aux billets au porteur (de tout genre) mis sur la place toujours par le Gouvernement du Duché, et enfin aux bons de 10,000 francs, créés en conséquence de la Convention de Bayonne. la Prusse est dégagée de toute bonification à faire pour ces différens objets. La portion pour laquelle elle devoit y contribuer d'après les traités, est mise à la charge du Royaume de Pologne et sera acquittée par lui.

Prétensions des particuliers.

ART. IX Les deux Gouvernemens règleront chacun de leur côté, les prétentions que leurs sujets pris collectivement ou individuellement, se trouveront en droit de former contre les divers Gouvernemens qui ont régi le Duché de Varsovie jusqu'au 1 Juin 1815.

Ces prétentions seront acquittées par chaque Gouvernement, sans la concurrence de l'autre; et elles sont dès aujourd'hui déclarées (en ce qui régarde les deux parties contractantes) charge exclusive de la portion territoriale qui a été détachée du ci-devant Duché de Varsovie, pour faire partie, soit des Etats de S. M. le Roi de Prusse, soit du Royaume actuel de Pologne.

Toutefois comme le Gouvernement de Prusse désire suivre le même mode que celui qui sera adopté par le Gouvernement Polonois, pour satisfaire à ce genre de prétentions; il est convenu que ce dernier fera part, dans le tems, à celui de Prusse des mesures administratives qu'il aura crû devoir prendre à cet égard, afin que S. M. Prussienne puisse aviser à des moyens analogues.

Clause entre les abus

ART. X. Pour obvier à ce que les possesseurs actuels d'obligations, de récépissés, de billets passés à ordre, ou d'autres papiers quelconques, qui seront trouvés en bonne et dûe forme et souscrits par les autorités du Duché de Varsovie, puissent au moyen de cessions particulières en faire refluer dans l'un des deux Etats un nombre plus grand que celui qu'il doit légalement acquitter; il est convenu que le porteur d'une des pièces ci-dessus mentionnées, ne pourra, quel que soit son domicile actuel, reclamer son payement que

dans la portion territoriale où étoit situé le domicile du possesseur primitif. 1819

Les réclamations que pourroient élever les forestiers et arpenteurs, les fermiers des Domaines nationaux, ceux de la couronne (*Krongüter*) et des donations confisquées, ne pourront être présentées qu'au Gouvernement possesseur actuel de ces domaines et seront réglées par ce même Gouvernement.

Les payemens arriérés des sommes dites: *Geistliche und weltliche Competenz-Gelder* (jusqu'au premier Juin 1815) seront acquittés par le Gouvernement possesseur de la terre, sur laquelle ces sortes de payemens ont été primitivement assignés.

Art. XI. Toute poursuite judiciaire contre les agens comptables, les administrateurs des dépôts et les fermiers des biens domaniaux (*Domainen-Pächter*) employés par le Gouvernement Prussien jusqu'au traité de Tilsit dans les provinces jadis Prussiennes et qui ont fait ensuite partie du Duché de Varsovie, est éteinte et ne pourra plus être reprise. Poursuite judiciaire abolie; cautionnemens.

Les cautionnemens qu'ils avoient fournis pour garantie de leur gestion, seront rayés du livre des hypothèques et remis en leur possession, ainsi que les actes et papiers quelconques qui seroient trouvés leur appartenir.

Art. XII. Le Gouvernement Prussien, eû égard aux stipulations contenues dans la présente Convention, s'engage à payer au Gouvernement Polonois et en argent comptant, la somme de deux cent huit mille huit cent vingt quatre écus de Prusse, déduction faite toutefois du remboursement à faire à la Prusse et qui est stipulé à l'article prémier. Payem. en argent comptant; sels

Cette balance devra être complettement établie et le payement effectué trois mois après la ratification de la présente Convention, ou plutôt si faire se peut.

De plus: le Gouvernement Prussien s'engage à livrer à celui de Pologne et sans aucun payement la quantité de trois cent mille quintaux de sel à partir de l'époque ou expirera le Contrat passé entre les deux Gouvernemens, c'est-à-dire à la fin de l'année 1820.

Le mode d'exécuter cette dernière stipulation est réglé séparément dans le protocole.

Art. XIII. Les droits des sujets instituts et établissemens du Royaume de Pologne se fondant sur la Obligations ou papiers émis;

1819 possession d'obligations de la Banque de Berlin, de la société maritime, ainsi que de celles dites: *Staats-Schuldscheine* et de tout papier sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, sont maintenus. Il en est de même des droits des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, qui se fondent sur la possession d'obligations ou de tout papier, sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissements Polonois.

Sont également maintenues toute créance et toute charge hypothéquée sur des biens-fonds, situés dans les états de S. M. le Roi de Prusse, comme aussi toute charge et toute créance hypothéquée sur des biens-fonds; situés dans le Royaume de Pologne.

Les sujets, instituts et établissemens des deux Puissances continueront à pouvoir intenter les uns contre les autres et selon les loix, toute action réelle ou personelle.

Quant à l'établissement particulier dit: Compagnie d'assurance contre les incendies; les deux Gouvernemens sont convenus de nommer des commissaires qui seront chargés de régler à Varsovie les comptes relatifs à cet établissement entre le royaume de Pologne et le Grand-Duché de Posen jusqu'au 1 Juin 1815.

Recipr. commissaires. ART. XIV. Les deux hautes Parties contractantes assurent à leurs sujets respectifs, pour toutes les stipulations contenues dans la présente Convention, la réciprocité la plus parfaite, et Elles nommeront chacune un commissaire qui se rendra à Varsovie, à l'effet d'exécuter les articles 1. 4. 11. 12. et 13. de la présente.

Leur mission devra être entierement terminée trois mois après l'échange des ratifications ou plutôt si faire se peut.

Protocole séparé. ART. XV. Pour donner plus de développement à la présente Convention, et pour établir le mode d'exécution des différentes stipulations arrêtées entre les deux Gouvernemens, il a été dressé un protocole séparé, qui aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré ici mot-à-mot. Il sera signé par les Plénipotentiaires respectifs et considéré comme partie intégrante de la Convention.

Ratifications. ART. XVI. Les présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Ministres et Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes. 1819

Fait à Berlin ce $\frac{\text{vingt deux}}{\text{dix}}$ Mai l'an de grace mil-huit-cent et dix neuf.

Signé :

(L. S.) CHRÉTIEN GÜNTHER *Comte* DE BERNSTORFF.
(L. S.) D'ALOPEUS.
(L. S.) DE JORDAN.
(L. S.) ROTHER.
(L. S.) XAVIER *Prinze Drucki-Lubecki.*
(L. S.) DE KALINOWSKY.

Cette Convention a été ratifiée et les ratifications ont été échangées le 17 *Juillet* 1819.

63.

Convention entre S. A. le Duc d'Oldenbourg et la ville libre anséatique de Bremen au sujet de la suppression du péage d'Elsfleth conclue sous la mediation et sous la garantie de la confédération Germanique, le 25 *Août 1819.* 25 Août

(*Protocoll der Bundesversammlung* 31ste Sitzung vom 26. August 1819. p. 549.)

Extrait du Protocole du 26 Août 1819. §. 193.

Präsidium. Es kann mir nur ausnehmend vergnüglich sein, einer hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen, dass der in der 22. Sitzung am 21. Juni dieses Jahrs geäusserte einstimmige Wunsch, die zwischen dem Herzogthum Holstein-Oldenburg und der freien Hansestadt Bremen, wegen Aufhören der Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth, obwaltende Streitsache baldmöglichst auf gütlichem Wege erlediget zu sehen, vollständig erfüllt worden sei.

1819 *Nach der in der letzten vertraulichen Sitzung vom 19. dieses Monats getroffenen Einleitung haben die zu diesem Zwecke ernannten Commissarien, nämlich von Seiten der Betheiligten, der Königlich Preussische Herr Bundesgesandte Graf von der Goltz, und der Königlich Würtembergische Herr Bundesgesandte, Freiherr von Wangenheim, mit mir, als durch einstimmig ehrendes Vertrauen von der hohen Bundesversammlung erwähltem Obmanne, ihre fruchtbringenden Bemühungen vereiniget, und unter unserer Vermittelung ist diese Streitsache von den Herren Gesandten der beiden betreffenden Bundesstaaten, durch einen eben so freien als edlen Vergleich, auf das erwünschteste beigelegt worden.*

Ich glaube Ihnen selbst überlassen zu sollen, die hohe Versammlung in die nähere Kenntniss, davon zu setzen, und will nur noch den Ausdruck meiner dankvollen Anerkennung für das mir durch meine Wahl zu dieser Commission bewiesene gütige Vertrauen in der zuversichtlichen Hoffnung wiederholen, dasselbe mir durch mein pflichtiges Bestreben nicht minder gerechtfertiget zu haben, als meine verehrten Herren Collegen sich des in Sie gesetzten höchst würdig bewiesen haben.

Der Oldenburgische *und der* Bremische *Herr Bundesgesandte erklärten hierauf:*

Nachdem es durch fortgesetzte gütliche Verhandlungen zuförderst dahin gekommen, dass sich die beiden obgedachten Bundesstaaten in Betreff des definitiven Termins zum Aufhören jener Zollerhebung bis auf ein Jahr genähert hätten, habe endlich gestern auch über eine Theilung dieser Frist ein Vergleich statt gefunden, wodurch diese ganze Streitsache nunmehr völlig beseitiget, und dadurch dem in der diesjährigen 22. Sitzung geäusserten einstimmigen dringenden Wunsche der hohen Bundesversammlung entsprochen worden.

Sie hätten daher das Vergnügen, im Namen ihrer Committenten und mit deren Autorisation versehen, der hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen,

dass die Streitsache wegen Aufhörens der Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth durch einen gütlichen Vergleich beendigt sei, dessen Inhalt in folgenden beiden Puncten vereinbart worden.

1. die Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth soll mit dem 7. Mai 1820 gänzlich aufhören, bis dahin aber auf Rechnung des Herzogthums Oldenburg fortdauern; 1819
2. damit sollen alle aus diesem Gegenstande herrührenden Forderungen und Gegenforderungen gegen einander aufgehoben sein.

Beide Herren Gesandten ersuchten hierauf die hohe Bundesversammlung, diesen, in Gemässheit des 11ten Artikels der Bundesacte, abgeschlossenen Vergleich zum Protocoll zu nehmen, und dessen Vollzug unter die Garantie des Bundes zu stellen.

Nach geschehener Umfrage erfolgte hierauf der einstimmige Beschluss:

dass die Vollziehung dieses Vergleichs unter die Garantie des deutschen Bundes gestellt sei.

Signé: *Graf* von Buol Schauenstein.
Golz.
Aretin.
Goerz.
Martens, *auch* ex subst. *für die* 13. *Stimme.*
Wangenheim *a. f. F.* v. Berckheim.
Lepel.
Harnier.
Eyben, *auch für Mecklenburg.*
Grünne.
Berg, *a. f. d. G. u. H. Sächs. Häuser.*
Leonhardi.
Gütschow.

APPENDICE *).

*

1818 21 Nov. *Supplément à la page* 566. *du présent volume. Extrait d'un protocole signé à Aix la Chapelle le* 21 *Nov.* 1818.

Pour éviter les discussions désagréables qui pourroient avoir lieu à l'avenir sur un point d'étiquette diplomatique que l'annexe du Recès de Vienne, par laquelle les questions de rang ont été réglées, ne parait pas avoir prévu, il est arrêté entre les cinq Cours que les Ministres residens accrédités auprès d'Elles formeront par rapport à leur rang une Classe intermédiaire entre les Ministres du second ordre et les chargés d'affaires.

**

1819 1 Sept. *Convention entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et le Royaume de Norvège d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemarc et le Royaume de Danemarc de l'autre, faite et conclue à Stockholm le* 1 *Septembre; y ratifiée le* 2, *et au Château de Frédéricsberg le* 13 *Septembre* 1819.

(Imprimé d'autorité à Christiania fol.)

Nous Charles Jean, par la grâce de Dieu Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir faisons: Que Notre très Cher Frère et Cousin, le Sérénissime et très Puissant Prince et Seigneur George, Prince Régent du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, et d'Irlande, par suite de la demande, que Nous Lui avons adressée, ayant consenti à vouloir, par Sa médiation, contribuer à la conclusion d'une Convention entre Nous, dans Notre qualité de Roi de Norvège, et Notre très Cher Frère et Cousin, le Sérénissime et très Puissant Prince et Seigneur, Frédéric Six, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Schlesvig, Holstein, de Stormarie, de Ditmarsen, de Lauenbourg, et d'Oldenbourg, afin de

*) Cet appendice ayant été ajouté après que les tables chron. et alphab. étaient déjà imprimées l'allegation de ces deux pièces y manque à placer sous 1818 et 1819. comme sous Danem., Suède et sous les 5 puissances.

fixer, d'une manière définitive le montant de la quote part de la Norvège à la dette publique Danoise, d'après le principe posé par le sixième article du traité de paix de Kiel du quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et en conformité au quatrevingt treizième paragraphe de la constitution du Royaume de Norvège; ainsi que pour convenir plus spécialément des termes de payement de la dite somme; et ayant à cet effet nommé des deux côtés des Plénipotentiaires, lesquels, en vertu de leurs pleinpouvoirs respectifs, ont été par Nous autorisés à convenir, stipuler, arrêter et conclure une pareille convention; savoir: Nous de Notre côté Notre amé et féal le Sieur Paul Chrétien Holst, Notre Sécretaire d'Etat dans le Royaume de Norvège, Chevalier de Notre Ordre de l'Etoile Polaire; et Sa Majesté le Roi de Danemarc le Sieur Hans Krabbe, Son Chambellan et Envoyé Extraordinaire à Notre Cour, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, Chevalier de l'Ordre Impérial de Russie de Sainte Anne de la seconde Classe: les susdits Plénipotentiaires s'étant réunis dans Notre Ville de Résidence de Stockholm, après l'échange de leurs pleinpouvoirs, reconnus en bonne et dûe forme, et sous la médiation du Très-Honorable Percy Clinton, Sidny Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Notre Cour, Grand-Croix de l'Ordre du Bain, de l'Ordre Royal de Portugal de la Tour et de l'Epée, et de plusieurs autres,—comme Ministre de la Puissance Mediatrice,—ont convenu, conclû, signé et scellé le Premier jour du mois courant de Septembre une Convention entre Nous et le Royaume de Norvège d'une part, et S. M. le Roi de Danemarc et le Royaume de Danemarc de l'autre, ainsi qu'elle se trouve ci-après mot-à-mot inserée: 1819

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarc, également soigneux de cimenter de plus en plus les liens d'amitie et de bonne intelligence, qui subsistent déjà entre eux, et étant convenus de s'entendre définitivement sur tous les points, qui restent encore à règler en conséquence du Traité de

1819 paix, signé à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommément de Son Sixième Article, concernant la fixation et l'acquittement de la quôte part du Royaume de Norvège, aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Danoise; les Deux Hautes Parties Contractantes, après avoir accepté, pour faciliter cet arrangement, et parvenir plus promptement à une conclusion définitive les bons offices de Son Altesse Royale le Prince Régel du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande in qualité de Mediateur, ont respectivement choisi et nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires savoir: S. M. le Roi de Suède et de Norvège: le Sieur Paul Chrétien Holst, Son Sécrétaire d'Etat en Norvége, et Chevalier de Son Ordre de l'Etoile Polaire; et S. M. le Roi de Danemarc, le Sieur Hans de Krabbe, Son Chambellan, Envoyé Extraordinaire à la Cour de Stockholm, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, et Chevalier de celui de Sainte-Anne de Russie de la seconde classe;—lesquels, après avoir échangé Leurs Pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenûs (sous l'intervention du Très-Honorable Percy Clinton Sidny Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, à la Cour de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'ordre du Bain, de celui de la Tour et de l'Epée, et de plusieurs autres, comme Ministre de la Puissance Médiatrice) des Articles suivans, savoir:

Quôte-part de la Norvège aux dettes communes.

ART. I. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, en Sa qualité de Roi du Royaume de Norvège, reconnait par la présente Convention, au nom de ce Royaume, et en vertu de sa Constitution, que la quôte-part de la Norvège aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Dano-Norvégienne, exigible maintenant après la séparation des deux pays, est et demeure fixée, par un arrangement en bloc, à une Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg (en espèces à neuf et un quart pièces, par marc fin, poids de Cologne). S. M. le Roi de Danemarc, accédant de Son côté, à la fixation ci-dessus mentionnée de la quôtité de la dette du Royaume de Norvège au Danemarc; S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage en conséquence, tant pour elle, que pour Ses Heritiers et

Successeurs, de faire payer, par la Norvège, à S. M. le Roi de Danemarc, ou à Ses Heritiers et Successeurs, la dite Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg, portant Quatre pour Cent d'intérêts annuels, et cela aux termes et conditions plus spécialement stipulées ci-après. 1819

Art. II. Le Capital de Trois Millions de Rixdales de Banque de Hambourg sera payé par le Département des Finances du Royaume de Norvège, à l'autorité compétente, que S. M. le Roi de Danemarc désignera pour cet effet, dans l'espace de Dix ans, par payemens annuels et êgaux, de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, dont le premier sera échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, et ensuite successivement le Premier Juillet tous les ans, jusqu'au Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Neuf inclusivement, époque, à laquelle toute la somme susmentionnée se trouvera entièrement acquittée. S. M. le Roi de Suède et de Norvège reserve toutefois à ce dernier Royaume, la faculté d'accélerer les dits payemens annuels, par des sommes plus sortes, au cas que les finances de la Norvège pourraient, à l'avenir, le permettre. Termes du payement.

Art. III. Les Deux Hautes Parties Contractantes sont tombées d'accord, que les intérêts commenceront à courir, à dater du Premier Janvier Mil Huit Cent Vingt, mais que ceux des premiers Six mois, à compter de la dite époque, jusqu'au, Premier Juillet de la même année, formant, à raison de Quatre pour Cent, pour le total du Capital de Trois Millions, une somme de soixante Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, ne seront acquittés par le Département des finances du Royaume de Norvège, que la moitié, ou Trente Mille Rixdalers le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, conjointement avec le premier payement sur le Capital, et l'autre moitié, ou les Trente Mille Rixdalers restans, le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un: en même tems, que le second payement sur le Capital cet arrangement particulier pour la somme susmentionnée de Soixante Mille Rixdalers d'intérêts, n'apportera aucun changement aux dispositions générales pour le payement des intérêts par Trimèstres, de la manière, qu'elles se trouveront enoncées dans l'article suivant, et le Tableau spécial annexé à la présente Convention. Intérêts

1819

Quotité successive du payement des intérêts.

Art. IV. Le premier payement annuel de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg devant être, par suite de l'Article second, effectué le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, le restant du Capital réciproquement convenû de Trois Millions, s'élévant alors à Deux Millions Sept Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, portera aussi Quatre pour Cent d'intérêts annuels, à compter du Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt jusqu'à la même époque Mil Huit Cent Vingt Un, payables régulièrement tous les trois mois, et à mésure des payemens annuels sur le Capital, l'intérêt par quartier ne sera calculé, que pour les sommes successivement restantes du Capital primitif.

Pour ne laisser aucune incertitude, ni sur la quotité successive, ni sur les epoques des payemens du Capital et des intérêts susmentionnés, il sera dressé un Tableau spécial à cet effet, annexé à la présente Convention, et qui sera ratifié en même tems.

Obligations.

Art. V. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ayant jugé pouvoir allier les dispositions suivantes, avec l'inviolabilité des droits de la réprésentation nationale, s'engage par le présent Article, à faire remettre, à l'échange des ratifications de cette Convention, a S. M. Danoise, ou à celui qu'Elle désignera à cet effet, une obligation, émise et signée par le Departement des Finances du Royaume de Norvège pour le montant du premier payement, ou Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt; après quoi S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage, à proposer au Storthing de Norvége, (qui s'assemblera, aux termes de la Constitution du Royaume, le Premier Février Mil Huit Cent Vingt Un) et ensuite de faire émettre, en vertu de la présente Convention, et de la liquidation definitive entre la Norvège et le Danemarc qu'elle contient, les obligations réquises pour les neuf payemens annuels, qui restent à acquitter, après le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, pour l'extinction totale du Capital stipulé, lesquelles obligations, accompagnées de coupons, représentant les intérêts annuels de quatre pour Cent y appartenans, et constatant nominativement le terme de leur échéance successive, d'année à année pour le Capital, et de quartier à quartier, pour les intérêts,

seront remises à S. M. le Roi de Danemarc, ou à celui, que ce Souverain désignera à cet effet; celle, pour le payement à acquitter le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, le Premier Avril, et les Huit autres, le Premier Juillet de la dite année Mil Huit Cent Vingt Un. 1819

Il s'entend, que ces obligations, ainsi que les coupons, représentant les intérêts, devront aux époques de leur échéance respective, être régulièrement produites, devant celui, que le Département des finances du Royaume de Norvège aura délegué, pour effectuer, en Son nom, à Copenhague, les payemens, lesquels ne pourront jamais être exigés, sans la restitution simultanée des Titres, qui les réprésentent respectivement.

Art. VI. Les Hautes Parties Contractantes ayant également à coeur de terminer toute autre espèce de liquidation, devenant une suite de l'article Six du Traité de Kiel, de manière, qu'elle n'entraine aucun débours ultérieur en argent, de part ni d'autre; et considérant aussi, que Leurs Commissaires respectifs, qui ont traité ensemble à Copenhague, sont tombés d'accord sur la plupart des bases pour un arrangement de cette nature, elles se sont definitivement entendûes sur les principes ci-après exposés, savoir: Principes d'arrangement définitif.

a) Que la Norvège, ayant déjà pris à sa charge la masse des billets de la Banque autrefois commune, circulant en Norvège, à l'époque de sa séparation du Royaume de Danemarc, laquelle somme a été approximativement évaluée, entre les Commissaires respectifs, à Six Millions de Rixbank, valeur nominale, le Royaume de Norvège est censé avoir pleinement acquitté Sa quôte-part du passif de la Banque commune, de manière, qu'aucune prétention ne pourra plus être formée sur lui à cet égard.

La Norvège garde, en révanche, tous les titres, sans exception, des créances que cette Banque pourra avoir en Norvège.

b) Que le Storthing du Royaume de Norvège, ayant déjà, par une décision en date du Quatre Juin Mille Huit Cent Dix Huit, et sanctionnée par le Roi, pris à la charge du Royaume, et converti en dette fondée, la somme de Un Million Trente Deux Mil Six Cent Quarante Rixdaiers et Trente Sept Schellings Spécies, formant une partie de la dette commune de l'ancien-

1819 ne Monarchie Danoise, représentée par des obligations Royales; la répartition de cette partie de la dette en question est regardée comme, par là, effectuée. de sorte que la somme d'Un Million Trente Deux Mille Six Cent Quarante Rixdalers, Trente Sept Schellings Spécies, ci-dessus mentionnée, constituera de fait la seule et unique dette, de ce genre, dont la Norvège soit responsable.

Ce dernier Royaume garde, en révanche, toutes les créances directes en Norvège, du Gouvernement Royal autrefois commun, sans exception aucune. Les titres, pour cet effet, seront fournis sans réserve, en autant qu'il s'en trouve entre les mains du Gouvernement Danois.

c) Que la Norvège se charge des dettes en Comptes Courans de l'ancien Gouvernement à des Sujets Norvègiens. Le Gouvernement Danois lui céde en révanche, ses créances en Norvège, d'après ces Comptes Courans, de manière que la Caisse d'Etat de Norvège garde toutes les Créances pareilles sur des habitans de ce Royaume; et reste résponsable de toutes dettes de ce genre, qui n'auraient pas été acquittées; et qu'en révanche la Caisse d'Etat de Danemarc garde toutes les autres créances, et reste résponsable de toutes les autres dettes de cette espèce, à recueillir ou à acquitter ailleurs qu'en Norvège.

d) Qu'au cas qu'un Bilan fut requis, pour regler les transactions entre la Banque à Copenhague et celle de Christiania jusqu'à la fin de l'année Mil Huit Cent Treize, la résponsabilité, qui peut-être en résulterait pour l'une ou l'autre des deux Parties, sera censée être annullée, et n'obligera point à des payemens en argent comptant. Sont exceptées toutefois les pretentions fondées sur les Comptes Courans entre les deux Banques de Christiania et de Copenhague, lorsque ces Comptes seront définitivement clòs et arrêtés.

e) Que pour ce qui regarde les Fonds particulièrement affectés à certaines caisses et institutions publiques, tous ceux, qui se rapportent exclusivement à la Norvège, seront, sans partage, alloués à ce Royaume, avec les charges et obligations y attachées, et de plus, la Norvège aura une part proportionnée, avec

les charges et obligations y relatives, dans les fonds, auxquels ceux de Ses habitans, qui l'étaient, déjà en Mil Huit Cent Quatorze, auraient contribué. 1819

Sont considérés comme Fonds Particuliers, qui appartiendront exclusivement à la Norvège:

1. La Caisse de l'Hopital Militaire Norvégien.
2. Celle des impôts d'eau de vie en Finmarken.
3. Le Fonds pour les Pilôtes Norvégiens qui se trouvent en Norvège.
4. Celui pour les églises et les écoles dans le Nordlanden (en autant que ce fonds soit particulier pour la Norvège).
5. Le Capital de Cent Mille Rixbankdalers, Valeur d'argent, en obligations d'État de Danemarc, qu'en Mil Huit Cent Onze S. M. Danoise a donné au Fonds de l'Université de Christiania, et qui sera acquitté immédiatement, après l'échange des ratifications de la présente Convention.

Sont considérés comme fonds auxquels les habitans de Norvège ont contribué, et qui, par conséquent, seront proportionnellement partagés, à la suite d'un accord ultérieur entre les Commissaires respectifs, selon la nature particulière de ces Fonds:

1. Le Fonds pour les blessés et délaissés du Deux Avril Mil Huit Cent Un.
2. Le Fonds établi pour l'état militaire, par la publication du Huit Juin Mil Huit Cent Trois.
3. La Caisse commune de Veuves.
4. La Caisse de l'Hopital militaire de la Marine,
5. Le Fonds *ad Usus publicos*.
6. Le Fonds attaché à l'administration de la Justice, par suite de la Fondation du Vingt Cinq Janvier Mil Huit Cent Cinq.
7. Le Fonds de la Chancellerie.
8. Le Fonds général de rentes et de pensions, de l'ancienne Armée Dano-Norvègienne.
9. Le Fonds extraordinaire de la Direction générale des Douanes, pour subvenir, dans des cas particuliers, au secours de ses Employés.

Il s'entend, que le principe maintenant stipulé, sera applicable à toute autre caisse ou Fonds quelcon-

1819 que du même genre, qui n'aurait pas été nominativement compris dans l'énumération ci-dessus.

f) Que les mises dans les Tontines ne pouvant être partagées, par la nature même de ces institutions, les avantages y attachés sont réservés, dans une juste proportion, aux Norvégiens, qui y ont quelque part. En autant que le résidu de ces Tontines, après l'extinction des Titulaires des rentes viagères, se trouve réservé, par suite des réglemens de fondation, à la Caisse d'Etat en Danemarc, la Norvège jouira, dans une juste proportion, de sa quôte-part du dit résidu qui reviendra, dans le cas ci-dessus, à la Caisse d'Etat en Norvège.

Liquidation spéciale.

Art. VII. Les points de liquidation, indiqués dans l'Article précédent, embrassant une infinité de détails, dont l'arrangement complèt et définitif pourrait entrainer à des longueurs, qu'il est instant d'éviter; les Deux Hautes Parties Contractantes sont convenûes, qu'une liquidation spéciale et définitive, basée sur les principes généraux, posés dans l'article précédent, sera immédiatement après l'échange des Ratifications de cette Convention, entamée à Copenhague, entre des Commissaires Norvègiens et Danois, choisis pour cet effet, et terminée, au plus tard dans Six Mois après la dite époque. Les Sommes et Titres à payer, ou à rémettre, de part et d'autre, par suite de cette liquidation, devront être acquittés ou délivrés Six Mois après sa conclusion.

Archives etc.

Art. VIII. L'article Vingt Un du Traité de Kiel, stipulant la remise des Archives, Actes, Documens publics, Plans, Cartes etc., concernant, soit le Gouvernement Norvégien, soit des Corporations ou des individus dans ce pays, est, par la présente Convention, rappelé en pleine et entière vigueur, de la manière a plus explicite que faire se peut.

Renonciation à des prétension ultérieures.

Art. IX. Tout ce qui concerne le Traité de Kiel en général, et nommément son Sixième Article, étant ainsi envisagé comme entièrement reglé, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarc déclarent, qu'aucun payement ultérieur, hormis ce qui est stipulé actuellement, ne sera, soit à titre du dit Traité, soit pour cause de l'ancienne Union entre la

Norvège et le Danemarc, exigé de part et d'autre; ni par le Gouvernement Norvégien du Gouvernement Danois, ou des Sujets Danois; ni par le Gouvernement Danois du Gouvernement Norvégien, ou des Sujets Norvégiens; de même qu'aucune prétention, qui, à ce titre, ou par cette cause, a pû être avancée jusqu'à présent des deux côtés, ne sera desormais prise en considération, ou mise en discussion, qu'en tant qu'elle s'accorde avec les termes et les principes de cette Convention, qui annulle de fait et de droit toute rédévance ultérieure de part et d'autre. 1819

Art. X. La présente Convention sera faite en quadruple, et l'un des Quatre Originaux, ainsi que la copie certifiée de l'Acte de Ratification, seront respectivement délivrés, par chacune des Deux Hautes Parties Contractantes au Lord Vicomte de Strangford, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Puissance Médiatrice. Ratifications

Cette Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Stockholm, dans l'espace de Vingt Jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, Nous Soussignés, en vertu de Nos Pleinpouvoirs Respectifs, avons signé la présente Convention, et y avons apposé les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de Grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. Holst. (L. S.) Hans Krabbe. (L. S.)

1819 *Tableau spécial et indicatif des Payemens successifs à effectuer, en vertu de la Convention signée aujourd'hui, et y annexé, par suite de Son Quatrième Article.*

Année.	Dates des Payemens.	Montant des intérêts successifs à acquitter.	Payemens successifs sur le Capital convenu.	Total. par années.
1820	1 Juillet	30,000	300,000	357,000
	1 Octobre	27,000		
1821	1 Janvier	27,000		
	1 Avril	27,000	300,000	
	1 Juillet	27,000		
	1 Octobre	24,000		435,000
1822	1 Janvier	24,000		
	1 Avril	24,000	300,000	
	1 Juillet	24,000		
	1 Octobre	21,000		393,000
1823	1 Janvier	21,000		
	1 Avril	21,000	300,000	
	1 Juillet	21,000		
	1 Octobre	18,000		381,000
1824	1 Janvier	18,000		
	1 Avril	18,000	300,000	
	1 Juillet	18,000		
	1 Octobre	15.000		369,000
1825	1 Janvier	15,000		
	1 Avril	15,000	300,000	
	1 Juillet	15,000		
	1 Octobre	12,000		357,000
1826	1 Janvier	12,000		
	1 Avril	12,000	300,000	
	1 Juillet	12,000		
	1 Octobre	9,000		345,000
1827	1 Janvier	9,000		
	1 Avril	9,000	300,000	
	1 Juillet	9,000		
	1 Octobre	6,000		333,000
1828	1 Janvier	6,000		
	1 Avril	6,000	3 00,0 00	
	1 Juillet	6,000		
	1 Octobre	3,000		321,000
1829	1 Janvier	3,000		
	1 Avril	3,000	300,000	309,000
	1 Juillet	3,000		
Rd. de Banque de Hamburg . .		600,000	3,000,000	3,600,000

Stockholm le 1 Septembre 1819.

Signé: P. C. Horst. (L. S.)

Signé: Hans Krabbe. (L. S.)

Article Séparé. **1819**

Remises des obligations et coupons à la puissance médiatrice.

L'Article Cinq de la Convention signée aujourd'hui portant, que les obligations et coupons à émettre, de la manière y stipulée, tant à l'échange des Ratifications, que le Premier Avril et Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, devront être rémises à S. M. Danoise, ou à celui qu'Elle désignera à cet effet; et Sadite Majesté ayant fait connoitre, par Son Plénipotentiaire, le désir que ces mêmes obligations et coupons fussent remises au Ministre où à l'organe diplomatique de la Puissance Médiatrice, résidant à la Cour de Stockholm, S. M. le Roi de Suède et de Norvège accède d'autant plus volontiers à cette disposition, faite en conséquence de l'article précité, qu'Elle trouve ainsi une nouvelle occasion de donner à Son Altesse Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, une preuve du prix qu'Elle attache à Son amitié, à Son intervention et au désir que S. A. R. en a exprimé.

Cet Article séparé aura la même force et valeur, que s'il était inséré mot à mot dans la Convention signée aujourd'hui; et sera ratifiée en même tems.

En foi de quoi Nous Soussignés, en vertu de Nos Pleinpouvoirs Respectifs, avons signé le présent Article Séparé et y avons apposé les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. Holst. (L. S.) *Signé:* Hans Krabbe. (L. S.)

A ces causes Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la susdite Convention avec tous ses articles, points et clauses, de même que la tableau y appartenant, et l'article séparé ci-dessus inséré, comme aussi par les présentes, Nous les acceptons, approuvons et ratifions avec tous leurs articles, points et clauses; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace, que faire se peut, de remplir et d'exécuter la dite Convention avec son tableau et son article séparé dans toute leur teneur sincèrement, fidélement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre propre main et les avons fait munir de Notre grand Sceau Royal. Fait en Notre Ville de Résidence de Stockholm le deuxième jour du mois de Septembre l'an de grâce Mille Huit Cent Dix Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*
G. de Wetterstedt.

1819 Ratification Danoise de la convention.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme, pour cimenter de plus en plus la bonne amitié, qui subsiste entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et pour arranger définitivement les points encore non-réglés du traité de paix, conclû à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommement ce qui se rapporte à son Sixième Article; Nous sommes convenûs avec S. M. le Roi de Suède et de Norvège, sous la médiation de son Altesse Royale, le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande. — de conclure une Convention, laquelle a été négociée, conclue et signée par les Plénipotentiaires respectifs, et portant mot pour mot ce qui suit.

(Suit la Convention.)

A ces causes Nous avons voulû agréer confirmer et ratifier la Convention ci-dessus inserée dans tous ses points et clauses, ainsi que par les présentes Nous agréons, confirmons et ratifions la susdite Convention de la manière la plus efficace, que faire se peut, pour Nous et pour Nos Successeurs au trône de Danemarc, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Eux de remplir, d'observer et d'executer la dite Convention sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(*Étoit signé:*)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contresigné*)

N. Rosenkrantz.

Ratification Danoise du tableau.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme dans l'article quatre de la Convention conclue en date du Premier de ce mois entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège il a été convenu par les Plénipotentiaires respectifs d'ajouter des déterminations exactes sur les époques des payemens et sur le montant des sommes, qui d'après la susdite convention seront à payer successivement au Danemarc tant à titre du compte du Capital que des intérêts, et qu'à cet effet il a été dressé et signé, par les Plénipotentiaires respectifs un tableau spécial, qui se trouve inséré ici, parfaitement conforme à l'original.

(Suit le Tableau). 1819

A ces causes Nous avons voulû agréer, accepter et ratifier le tableau spécial ci-dessus inséré, ainsi que par les présentes Nous l'agréons, acceptons et ratifions pour Nous et Nos Successeurs.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Diz Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(*Etoit signé:*)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contresigné*)

N. Rosenkrantz.

Ratification Danoise de l'art. séparé.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme à l'occasion de la convention, qui a été conclue à Stockholm le premier de ce mois entre Nous d'une côté et S. M. le Roi de Suède et de Norvège de l'autre, il a été en outre également arrêté, conclu et signé un Article séparé, contenant mot pour mot ce qui suit:

(Suit l'Article séparé.)

A ces causes Nous avons voulû accepter, approuver et ratifier le présent Article séparé dans toute sa teneur, comme aussi par les présentes Nous l'acceptons, ratifions et confirmons de la manière la plus efficace que faire se peut. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Diz Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(*Etoit signé:*)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contresigné*)

N. Rosenkrantz.

Déclaration et Contre-Déclaration.

Déclaration Danoise.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir

1819 *faisons: que S. M. le Roi de Suède et de Norvège Nous ayant fait exprimer le désir que Nous fissions effacer de Nos Armoiries Royales l'écusson avec le Lion de Norvège, et que, pour donner aussi à cet égard à S. M. Suédoise et Norvégienne une nouvelle preuve de Notre amitié, Nous avons autorisé Notre Envoyé Extraordinaire actuel à Stockholm de donner à ce sujet une Déclaration, laquelle se trouve ci-après mot à mot insérée.*

Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est exprèssement autorisé:

Que son Auguste Souverain s'engage à faire effacer des Armoiries Royales de Danemarc l'ecusson avec le Lion de Norvège, de manière, que ni S. M, ni Ses Héritiers et Successeurs, ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documens, timbre, monnaye, édisices, emblèmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, après l'espace de tems nécessaire pour effectuer les changemens à apporter aux dites Armoiries Royales de Danemarc; — qu'à cet effet les mésures convenables seront prises immediatement et devront être accomplies au plus tard jusqu'au premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt, pour la Monarchie Danoise en Europe; dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires de S. M. Danoise en Europe: et de deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; mais qu'il est entendu que l'engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales de Danemarc, ne saurait avoir et n'aura aucun effêt rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaye, édifices, qui existent dans ce moment.

La présente Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Danemarc et les Ratifications en seront échangées contre celles de S. M. le Roi de Suède et de Norvège de la Contre-Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les Ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi, le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc a signé la présente Déclaration, faite de la part et au nom de son Auguste Souverain, et y a apposé le cachet de ses Armes.

Donnée à Stockholm le Premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(L. S.) Krabbe,

Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

A ces causes Nous avons voulu approuver, ratifier et confirmer la Déclaration ci-dessus inséré dans toute sa teneur, ainsi que par les présentes Nous l'approuvons, ratifions et con-

firmons de la manière la plus efficace que faire se peut, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Nos Successeurs de remplir et d'observer fidèlement la dite Déclaration. 1819

En foi de quoi Nous avons signé cette ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf, et de Notre Règne le Douzième,

(*Étoit signé:*)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contresigné*)

N. Rosenkrantz.

Contre-Déclaration Suédoise.

Nous Charles Jean, par la Grâce de Dieu, Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir faisons: Que, comme à la suite de la Convention conclue le Premier du Mois de Septembre courant entre Nous et le Royaume de Norvège d'une côté et S. M. Danoise et le Royaume de Danemarc de l'autre: Notre Plénipotentiaire, en acceptant ce qui se trouve stipulé et reglé dans la déclaration donnée par le Ministre de S. M. Danoise, a, de Notre part, délivré une Contre-Déclaration, precisement telle, qu'elle se trouve ci-après mot à mot insérée:

Contre-Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est expressément autorisé.

Que Son Auguste Souverain consent par la présente, à ce que l'engagement pris par S. M. le Roi de Danemarc, de faire effacer des armoiries Royales du Danemarc, l'écusson avec le Lion de Norvège, de manière que, ni Sa dite Majesté, ni Ses Héritiers et Successeurs ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documens, timbre, monnaye, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, ne soit mis en accomplissement et exécution definitive que le Premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt pour la Monarchie Danoise en Europe, dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Contre-déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires Danois en Europe, et dans Deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; et qu'il est entendu que cet engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales du Danemarc, ne pourra

1819 avoir ni aura aucun, effet rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaye, édifices, qui existent en ce moment.

La présente Contre-Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Suède et de Norvège et les ratifications en seront échangées, contre celles de S. M. le Roi de Danemarc de la Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a signé la présente Contre-Déclaration faite de la part et au nom de Son Auguste Souverain, et y a apposé Son cachet.

Donnée à Stockholm le premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(*Signé:*) P. C. Holst. (L. S.)

A ces causes et dans Notre qualité de Roi de Norvège, Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la dite Contre-déclaration avec tous ces points et clauses, comme aussi par les présentes, Nous l'acceptons, l'approuvons et la ratifions avec tous ses points et clauses; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace que faire se peut, de remplir et d'exécuter la susdite Contre-déclaration dans toute sa teneur sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi, Nous l'avons signée de Notre propre main et l'avons fait munir de Notre Grand Sceau Royal. Fait en Notre ville de Résidence de Stockholm le Deuxième jour du Mois de Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*

G. de Wetterstedt.

Rectification.

Il a été dit pag. 626, en renvoyant pour les annexes N. I—VIII. du Recès général de Francfort, à d'autres endroits du présent recueil, où plusieurs de ces annexes ont déjà été inserées, que l'annexe III. convenait avec l'annexe II. insérée T. III. du nouveau recueil p. 73. et que les annexes N. V. et VII. convenaient avec les annexes N. IV. et VI. données plus haut T. IV. p. 264. et T. III. p. 413.

Cette assertion n'étant pas entièrement exacte, je m'empresse à la rectifier, après avoir été à même de collationner ces diverses pièces entre elles.

I. L'annexe N. III., savoir: *le traité de la Grande-Brétagne avec le Grand-Duc de Hesse* du 30 Juin 1816 n'a que 26 articles. Ceux-ci conviennent de mot à mot (*mutatis mutandis*) avec les articles 1—incl. 25 et 31 de l'annexe N. II. qui est le *traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse* de la même date, en 31 articles, mais les articles 26 — incl. 30 de ce traité sont omis dans l'annexe N. II.

II. Les traités annexés au Recès général sous N. V. et VII., savoir: *le traité entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas* du 16 Nov. 1816 et celui *entre la Russie et les Pays-Bas* du 5/12 Avril 1817 qui ont chacun 8 articles, conviennent (*mutatis mutandis*) entre eux de mot à mot, et aussi de mot à mot avec l'annexe VII qui est le traité *entre l'Autriche et les Pays-Bas* du 12 Mars 1817 en 9 articles inséré T. III. du nouveau recueil p. 413. mais avec cette différence *a*) que l'art. VII. de ce dernier traité qui concerne la forteresse de Luxembourg, y est omis, et c'est pourquoi le traité du 12 Mars a 9 articles et les deux autres n'en ont que 8. et *b*) qu'à l'art. VII. de ces deux traités (qui au reste repond à l'art. VIII. de celui avec l'Autriche) on trouve après l'allégation du traité du 31 Mai 1815, les mots suivans: „*ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin* 1815 *qui concernent les intérêts de S. M. ou qui ont été stipulés avec Elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressement changées par la présente convention, ou par celle conclue entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg le* 8 *Nov.* 1816." Ces mots manquent dans le traité avec l'Autriche.

Ces deux traités conviennent aussi dans leurs dispositions avec le traité annexé sous N. IV. qui est le traité *entre la Russie et les Pays Bas* du 8 Nov. 1816 inseré dans le nouveau recueil T. IV. p 264;

mais ce dernier est beaucoup plus ample, et se compose de 21 articles.

Ce qui m'a conduit en erreur, c'est que dans la copie du traité entre l'Autriche et les Pays-Bas du 12 Mars 1817 imprimée à Vienne de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état 4to (que j'ai suivie en donnant ce traité) il a été expressement observé que *ce même traité* a été conclu entre S. M. le Roi des Pays-Bas et les cours de Petersbourg, de Londres et de Berlin, ce qui, à une époque où je n'avais pas les annexes du Recès général en mais, m'a fait considérer comme indubitable que tous ces traités étaient de la même teneur, signés le même jour, et seulement redigés en instrumens separés, ainsi que cela se pratique si souvent aujourd'hui; et c'est en conséquence qu'aussi aux pages 414 et suivantes du volume III., j'ai inscrit le traite du 12 Mars 1817 comme signé par chacune des 4 cours avec les Pays-Bas, et que je l'ai rangé aussi sous cette date dans la table alphabétique sous Grande-Bretagne et Russie, tandis que le traité de la Grande Bretagne, ainsi que le fait voir l'original du Recès de Francfort, est du 16 Nov. 1816, celui de la Russie est du 9/12 Avril 1817 et celui avec la Prusse du 8 Nov. 1816.

A cette ratification se joint encore une autre. Par suite de la transposition que les dernières feuilles du présent ouvrage ont éprouvées après que l'impression des tables chronologique et alphabétique était déjà presque achevée, pour y faire entrer encore complettement les actes relatifs au traité du 10 Juillet avec Bade et le traité important du 1. Sept. 1819 entre le Danemarc et la Suède, les suivantes corrections sont à faire dans les tables quant à l'allégation des pages.

1. Le traité du 22 Mai 1819 entre la Prusse et la Russie se trouve aujourd'hui non p. 631 mais p. 637.

2. Celui du 10 Juillet entre le Grand Duc de Bade et les trois cours se trouve aujourd'hui non 629 mais 634.

3. La convention du 25 Aout entre Oldenbourg et Breme se trouve aujourd'hui non p. 639 mais 645.

4. Voyez en outre les *addenda* marqués à la fin de la table alphabétique.

Il me reste encore à observer que l'échange des ratifications du Recès général du 20 Juillet n'a été faite en partie a Francfort qu'au mois de Decembre. L'échange des ratifications des annexes N. IX. et X. avait eue lieu plus tôt; voyez p. 627.

Francfort s. M. le 31 Decembre 1819

Martens.

131491 Law
Internat
M276rf
Vol.4.

Author Martens, Georg Friedrich von (ed.)

Title [Recueil de traités]: Nouveau recueil...

NAME OF BORROWER.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU